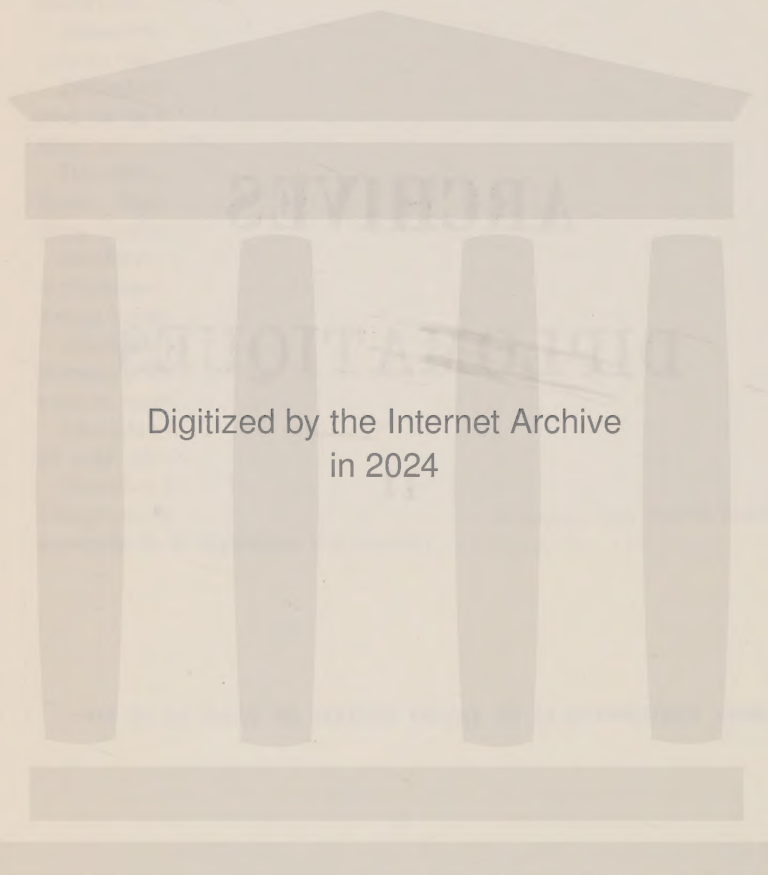


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

II



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1874

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

14^e ANNÉE

AVRIL, MAI, JUIN

1874

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1874

PREMIÈRE PARTIE

DOCUMENTS

RELATIFS

A L'OCCUPATION DE ROME

ET

DES ÉTATS PONTIFICAUX PAR L'ITALIE

1870-1874

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

Florence, le 19 juillet 1870.

Mylord, hier avant de quitter M. Visconti Venosta, je lui ai demandé si le Gouvernement italien n'avait rien appris du Gouvernement français au sujet du retrait des troupes françaises des divers points qu'elles occupent sur le territoire romain.

S. Exc. m'a répondu qu'il n'avait rien appris d'officiel à cet égard, et que si les troupes françaises venaient à être rappelées en ce moment, il ne considérerait ce rappel que comme l'accomplissement par la France des conditions de la convention de septembre et non comme un acte entraînant une compensation correspondante à lui faire par l'Italie.

J'ai, etc.

Signé : PAGET.

ARCH. DIPL. 1874. — II.

1

M. JERVOISE AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait)

Rome, le 29 juillet 1870.

Les rapports au sujet du retrait de la garnison française à Civita-Vecchia que j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie la nuit dernière par le télégraphe étaient si contradictoires, que j'ai cru de mon devoir de profiter ce matin de l'introduction que m'a donnée M. Odo Russell pour le cardinal Antonelli, pour me mettre à même de donner au Gouvernement de S. M. des renseignements aussi certains qu'il me serait possible de me les procurer, au sujet de cette résolution inattendue de l'Empereur des Français.

Le cardinal Antonelli m'a reçu très-gracieusement, et lorsque je lui ai expliqué le but de ma visite, a bien voulu me dire qu'il était charmé de me faire connaître tout ce qui était passé.

S. Em. commença par m'informer que mercredi dernier, 27, le marquis de Banneville lui avait officiellement notifié l'intention de l'Empereur des Français de rappeler ses troupes qui étaient en garnison dans les États pontificaux, leurs services étant devenus indispensables en France, mais qu'avant de le faire des garanties avaient été demandées à l'Italie et données par elle que les États du Pape seraient protégés de toute tentative révolutionnaire venant du dehors.

En réponse à une question que je lui posai, le cardinal me dit qu'il ne savait pas qu'une date ait été fixée pour l'embarquement des troupes, mais qu'il avait compris qu'il devait avoir lieu immédiatement et qu'il ne serait laissé aucune portion de l'armée française d'occupation dans les États Pontificaux. S. Em. me dit ensuite que le général Dumont, commandant en chef des troupes françaises, lui avait écrit pour demander une audience du Pape, afin de prendre congé de S. S., et il ajouta que 300 hommes de l'artillerie s'étaient embarqués hier à Civita-Vecchia pour Marseille.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait)

Florence, le 29 juillet 1870.

La question romaine est un sujet de considération très sérieuse pour le gouvernement italien en ce moment. La position est d'une extrême difficulté.

D'un côté, il y a la convention de septembre; rien n'a pu être plus clair que la déclaration faite par le ministre au Parlement de sa détermination de la maintenir, à savoir : *de ne pas envahir ni laisser envahir les États Pontificaux*. Il est très-certain que l'esprit public en

Italie ne sera pas apaisé jusqu'à ce que quelque chose ait été fait pour donner sinon une satisfaction entière, au moins une satisfaction partielle aux désirs de la nation, et les sentiments à cet égard sont devenus dans ces derniers temps tellement plus répandus que le Gouvernement serait coupable s'il ne profitait pas du moment pour obtenir les résultats qui en tout cas conduiraient, s'ils ne se réalisaient pas complètement, à une solution de la question.

Les mesures militaires adoptées par le Gouvernement pour protéger la frontière romaine sont attaquées par les organes du parti démocratique comme ayant pour but de soutenir le pouvoir temporel; la convention de septembre est considérée comme n'existant pas, et le parti démocratique, disent ces organes, ne fera pas le jeu du Gouvernement en marchant contre Rome et en lui donnant l'occasion que suivant eux il cherche de réprimer violemment un mouvement national. Ce parti démocratique, assure-t-on, usera de tous les moyens légaux pour agiter le pays, en vue d'arriver au but qu'il recherche, savoir : l'occupation de Rome comme capitale de l'Italie.

Mais en dehors du parti révolutionnaire, il y a indubitablement un mouvement très-prononcé dans l'opinion publique, généralement en faveur d'une action au présent moment. Ceci résulte du ton des débats récents qui ont eu lieu tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, aussi bien que du langage de la presse indépendante. En effet, les explications de M. Stella au Sénat indiquent que le Gouvernement lui-même, tout en adhérant à ses engagements internationaux, est pénétré de la nécessité de mettre le plus tôt possible fin à l'état de choses actuels si peu satisfaisant en ce qui regarde Rome. « Entre une politique de l'occupation immédiate de Rome, dit M. Stella, et la persistance dans une politique contemplative, il y a un juste milieu, savoir, de tirer parti de chaque occasion qui se présentera pour amener une solution de la question romaine. »

Indubitablement, ce qui serait le plus satisfaisant pour le Gouvernement italien, serait que le Pape lui-même consentit à négocier amicalement avec lui, mais naturellement c'est souhaiter l'impossible, et une pareille éventualité ne saurait être prise en considération.

Si néanmoins une révolution éclatait parmi les sujets du Pape, j'imagine que le Gouvernement enverrait aussitôt des troupes à Rome pour protéger le chef de l'Église ; la question temporelle serait traitée plus tard.

Autant que j'en puis juger par mes renseignements, le Gouvernement italien ne marchera pas, sans y être provoqué, contre Rome, comme le demande le parti de l'action : Mais s'il y avait un mouve-

ment à Rome, ou si la République était proclamée en France, le Gouvernement italien, je crois, n'hésitera pas à faire immédiatement marcher ses troupes sur la capitale romaine. A part des autres considérations, le maintien de la tranquillité en Italie exigerait dans tous les cas l'adoption d'une pareille conduite.

Ce sont néanmoins des cas fortuits qui peuvent ne jamais se produire. Le parti de l'action à Rome, à ce que j'apprends, n'est pas disposé à se soulever si ce n'est dans son propre intérêt immédiat.

La seule chose positive est qu'en ce moment le Gouvernement italien est sérieusement préoccupé de la question de Rome, et tout en étant animé du désir de remplir ses engagements internationaux, il ne manquera pas de profiter de toutes les circonstances qui lui permettront de faire arriver la solution de la question romaine dans le sens du programme national.

Le départ du Pape de Rome serait, je le crois, considéré comme un grand malheur par le Gouvernement italien qui est disposé à traiter S. S. comme chef de l'Église catholique avec tout le respect et tous les égards que comporte sa position.

M. JERVOISE AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Rome le 30 juillet 1870.

Le rappel des troupes françaises rend nécessaire l'occupation immédiate par l'armée du Pape de Civita-Vecchia, de Viterbe et d'autres points qui étaient occupés par les soldats de l'Empereur; et je crois savoir que le département de la guerre se trouve grandement embarrassé par ce soudain appel à ses ressources.

L'armée est de beaucoup au dessous de son effectif et manque surtout d'artilleurs; sur le papier, elle est estimée, je crois à environ 16 mille hommes, mais l'effectif complet n'existe dans aucune branche de service.

Le recrutement des zouaves s'est extrêmement ralenti dans les derniers temps, et l'on dit qu'il en manque plus de 2,000 sur leur nombre nominal de 5,000. La dispersion de la Légion d'Antibes et le peu d'espoir de tirer de nouvelles recrues de la France et de l'Allemagne, ou même de la Hollande et de la Belgique ne laissent aucune chance que les forces actuelles pourront être augmentées quoiqu'on espère encore qu'en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, les fidèles se rallieront autour du Saint-Père à l'heure du péril. Bref, l'armée papale ne compte selon toute supposition pas plus de 11,000 hommes.

LE DUC DE GRAMONT AU MARQUIS DE BANNEVILLE A ROME.

(Extrait.)

Paris le 31 juillet 1870.

Assurément, ce n'est pas par une nécessité stratégique que nous rappelons les quelques régiments que nous avons laissés jusqu'ici à Civita-Vecchia, mais la nécessité politique est évidente. Tant que notre drapeau reste dans les États pontificaux, ne fût-il gardé que par un soldat français, la convention du 15 septembre n'est pas exécutée, nous nous exposons et avec nous le Saint-Siège à toutes les complications qui en résulteraient en Italie; en adoptant la voie opposée nous lui assurons la seule chance de salut qui soit en notre pouvoir..

.....

La brigade française occupant le territoire romain n'a d'importance qu'en ce sens qu'elle peut être considérée comme une avant-garde de notre armée prête à accourir, s'il était nécessaire, au secours du gouvernement pontifical. Quand notre armée cesse d'être disponible, ce petit nombre d'hommes n'est plus qu'un corps isolé dont la présence perd toute signification parce qu'il n'a plus de point d'appui.

Si nous entrons en campagne sans avoir l'Italie pour alliée ou sans être du moins assurés de sa neutralité, ce n'est pas cinq mille hommes, mais cent mille qu'il nous faut à Rome, car la prudence obligerait à prévoir un conflit avec le gouvernement italien, à qui nous aurions fourni un prétexte pour se croire dégagé de la convention et pour revendiquer la pleine liberté de ses actes. Or le gouvernement de l'Empereur peut-il avoir dans les États pontificaux une véritable armée et renoncer à un tel secours sur les champs de bataille où vont se décider de si grands intérêts?.....

De deux choses l'une: ou bien le gouvernement italien parviendra à déjouer toutes les manœuvres du parti révolutionnaire soudoyé par la Prusse, et nous sommes certains qu'il s'y emploiera fermement; ou bien il échouera dans ses efforts, et le Pape subira le contre-coup du bouleversement général. Mais alors aussi se présente une autre alternative: ou la France sera victorieuse, et le gouvernement de S. M. sera en possession d'une autorité morale suffisante pour faire en sorte que toutes les stipulations de la convention de septembre qui protège le Saint-Siège soient remises en vigueur et que le Pape retrouve sa sécurité momentanément ébranlée; ou nous serons vaincus, et alors la situation du gouvernement pontifical sera désespérée. A quoi servirait de lui avoir laissé quelques milliers d'hommes qui seraient hors d'état de le défendre contre le courant qui emporterait toutes choses dans le désastre de notre pays?

Les destinées de la France et celles du Saint-Siège sont liées dans

ces graves et solennelles conjonctures, et la plus sûre garantie pour le gouvernement pontifical, c'est, avec la bonne entente de l'Italie et de la France se remplaçant sur le terrain de leurs engagements mutuels, le triomphe des armées françaises dans la lutte qu'elles sont appelées à soutenir.

Voici en réalité les faits sans déguisement :

Nous sommes engagés dans une guerre redoutable, et pour pouvoir compter sur la conservation de la tranquillité sur les frontières romaines, nous devons nous concilier les bonnes dispositions du cabinet italien. Or nous sommes en présence de la convention du 15 septembre inexécutée par nous, lorsqu'il se déclare prêt à en observer toutes les clauses.

Les garanties matérielles qu'offre au Saint-Siège l'occupation de son territoire par une brigade française sont insuffisantes pour atteindre leur but si nous sommes en désaccord avec le roi Victor-Emmanuel. Il est donc nécessaire d'y substituer pendant la guerre des garanties politiques, et le seul moyen de les obtenir, c'est le retour aux stipulations par lesquelles l'Italie est liée envers nous. En un mot l'occupation devient inefficace et nuisible, l'évacuation opportune et véritablement profitable à la sécurité des États du Saint-Siège. Tout autre politique lui susciterait les plus périlleuses difficultés et tournerait à sa perte.

LE DUC DE GRAMONT AU BARON DE MALARET
A FLORENCE.

Paris, le 2 août 1870.

M. le baron, Quand les événements de 1867 ont ramené dans les États romains les troupes françaises qui en avaient été retirées l'année précédente, le gouvernement de l'Empereur a déclaré que son intention n'était point de se soustraire à la convention du 15 septembre. La France intervenait pour suppléer à la protection stipulée dans cet acte en faveur du Saint-Siège; mais elle ne se considérait nullement comme déliée des engagements contractés avec l'Italie.

De son côté, le cabinet de Florence n'a jamais contesté la valeur de ceux qui l'obligeaient envers nous. Les déclarations qu'il nous a faites, le langage élevé qui a retenti dernièrement au sein du Parlement italien, nous en sont garants.

Nous avons donc rappelé les troupes que nous avons jusqu'à présent maintenues à Civita-Vecchia.

Les deux puissances se trouvent ainsi replacées sur le terrain de la convention de septembre, en vertu de laquelle l'Italie s'est engagée à

ne pas attaquer et à défendre, au besoin, contre toute agression, le territoire pontifical. En remettant en vigueur les diverses clauses de cet acte, les deux cabinets lui donnent une nouvelle consécration, laquelle en raffermirait l'autorité, et rentrés dès à présent dans les termes de l'obligation qu'il impose à la France, nous comptons avec pleine confiance sur la fermeté vigilante avec laquelle l'Italie exécutera toutes les dispositions qui la concernent.

Vous êtes invité à lire cette dépêche à M. Visconti-Venosta et à lui en laisser copie s'il en témoigne le désir.

Signé : GRAMONT.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 3 août 1807.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que le duc de Gramont m'a dit cet après-midi que des assurances complètement satisfaisantes au sujet du maintien de la convention de septembre avaient été reçues du gouvernement italien, et qu'en conséquence les troupes françaises allaient être immédiatement rappelées des États pontificaux.

J'ai, etc.,

Signé : LYONS.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

Florence, le 3 août 1870.

Sauf dans le parti démocratique et révolutionnaire, peu de personnes, je crois, tiennent à avoir Rome pour capitale, au contraire on désirerait plutôt que Rome ou une partie, comme la ville Léonine par exemple, continuât à être le lieu de résidence du Saint-Père, que le Pape fut entouré de toute garantie pour l'exercice indépendant de son autorité spirituelle et qu'il lui fut assuré une liste civile, largement suffisante pour le maintenir dans une situation de splendeur compatible avec la haute position qu'il occupe.

Mais le pouvoir temporel doit prendre fin; tant qu'il existera, aussi longtemps que le Pape restera en possession de son domaine temporel, ce sera une menace continuelle pour l'indépendance de l'Italie, l'exposant à des mécomptes et à des embarras avec son puissant voisin du nord des Alpes, empêchant la consolidation de son unité et l'arrêtant dans la marche du progrès. Le gouvernement temporel est basé sur des principes qui sont en opposition directe avec ceux de tous les autres gouvernements de l'Europe et avec la civilisation mo-

derne. La cour de Rome est le foyer des conspirations et des intrigues du parti révolutionnaire contre la monarchie italienne. Les États pontificaux sont une barrière aux communications entre le nord et le sud de l'Italie. L'inconvénient d'un tel état de choses est d'une nature sérieuse et pratique et affecte, non-seulement les intérêts du Gouvernement, mais ceux des habitants tant du royaume d'Italie que des États pontificaux eux-mêmes.

En conséquence, cet état de choses doit disparaître et ce n'est qu'en enlevant au Pape sa puissance temporelle qu'on pourra y arriver, et tout en l'entourant, comme je l'ai dit plus haut, de toute garantie de son pouvoir spirituel, en faisant jouir ses sujets des droits, devoirs et privilèges des sujets italiens, ou pour mieux dire, en annexant à l'Italie ses possessions, à l'exception de la ville de Rome elle-même ou de la cité léonine.

Cette idée, comme le sait Votre Seigneurie, n'est pas nouvelle, c'est au contraire, la solution éventuelle qui a occupé depuis longtemps les esprits des hommes sérieux et réfléchis de l'Italie.

M. VISCONTI VENOSTA AU CHEVALIER NIGRA A PARIS.

Florence, le 4 août 1870.

M. le ministre, M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Empereur est venu nous donner communication d'une dépêche par laquelle son Gouvernement nous notifie qu'il retourne à l'exécution de la convention du 15 septembre 1864, en rappelant ses troupes du territoire romain.

Le Gouvernement du Roi prend acte de cette détermination du Gouvernement impérial.

Vous connaissez, M. le ministre, les déclarations que j'ai faites au Parlement le 31 juillet dernier. Je vous prie de tenir le même langage au ministre des affaires étrangères de l'Empereur.

Le Gouvernement du Roi, en ce qui le concerne, se conformera exactement aux obligations qui résultent pour lui des stipulations de 1864. J'ai à peine besoin d'ajouter que nous comptons sur une juste réciprocité de la part du Gouvernement de l'Empereur.

Veuillez donner lecture de cette dépêche à S. Exc. le ministre des affaires étrangères de l'Empereur et lui en laisser copie, s'il le désire.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

LE MARQUIS DE BANNEVILLE AU DUC DE GRAMONT.

Rome, le 5 août 1870.

M. le duc; je n'avais pas voulu différer d'un jour la communication que j'avais à faire au Gouvernement pontifical de la dépêche de V. Exc. du 31 juillet, et l'heure du départ du paquebot ne m'a pas permis ensuite de vous rendre compte autrement que par le télégraphe de l'impression qu'avait reçue de cette communication le cardinal secrétaire d'État. Elle était attendue avec une impatience inquiète, et, ainsi que j'ai eu l'honneur de l'annoncer à V. Exc, elle a été bien accueillie. Le cardinal a écouté avec une anxieuse attention la lecture de la dépêche, donnant parfois des marques d'assentiment à ce qu'il entendait. Il n'a ensuite contesté la valeur d'aucune des raisons qui ont imposé au Gouvernement de l'Empereur la détermination à laquelle il a dû s'arrêter. Il les avait pressenties et comprises d'avance, et les avait lui-même indiquées en partie, m'a-t-il dit, au cardinal Bonaparte, pour lui démontrer le peu de chances de succès des démarches que S. A., dans son dévouement pour l'Empereur et pour le Pape, voulait tenter à l'effet d'obtenir que notre drapeau fût maintenu à Civita-Vecchia. Le cardinal Antonelli n'a fait aucune difficulté de reconnaître en termes très-explicites qu'une défaite de la France serait le point de départ d'un cataclysme européen dont les conséquences seraient incalculables et dans lequel le Saint-Siège aurait tout à perdre et perdrait certainement tout. S'il en est, m'a-t-il dit, qui ne le voient pas, qui rêvent pour nous un appui humain en dehors de la France, ceux-là sont bien aveugles. Les révolutionnaires ne s'y trompent pas. La Prusse ne se fait pas faute d'exploiter ce sentiment, et c'est ce qui lui rallie dans ce moment les révolutionnaires italiens. Dans le même ordre d'idées, il ne pouvait qu'être frappé du passage de la dépêche qui indique l'intérêt vital pour le Saint-Siège qui se trouve lié à notre succès, et qui doit lui faire comprendre que nous ne négligeons aucun des moyens qui peuvent aider à l'assurer. Il s'est montré reconnaissant des espérances que nous l'autorisons à rattacher à notre triomphe pour la consolidation de sa sécurité ultérieure.

Signé : BANNEVILLE.

DISCOURS DE M. VISCONTI VENOSTA A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
SÉANCE DU 49 AOÛT. 1870.

Après une violente attaque de M. Mancini contre le ministère au sujet du retour à la Convention de septembre, une question de M. Guerzoni sur l'attitude de la Prusse, et une autre de M. Ferrari sur la neutralité de l'Italie, le ministre prend la parole.

M. VITCONTI-VENOSTA, *ministre des affaires étrangères*. (*Mouvement d'attention.*) — Je répondrai à l'interpellation de l'honorable député Mancini et aux questions des honorables Guerzoni et Ferrari.

Si je puis dépouiller le discours prononcé par l'honorable député Mancini de beaucoup de considérations accessoires pour en dégager l'argumentation principale, je dirai que voici cette argumentation : la Convention de septembre se trouvait abrogée par les événements. En tout cas, vous deviez la dénoncer.

Messieurs, je ne veux pas passionner cette discussion. La Chambre m'approuvera si je prétends ne pas me départir du froid langage des affaires. Par cela même, je ne veux pas ici discuter si, quand la Convention fut faite, il servait ou non aux intérêts italiens de la conclure, quoique la Chambre puisse comprendre sur cela mon opinion qui, messieurs, n'a pas été changée.

Désormais cette question a été tant de fois discutée, chacun de nous a eu si souvent l'occasion de la méditer, qu'un nouveau discours ne pourrait peut-être pas modifier une seule opinion, une seule conviction dans cette Chambre.

Il s'agit, messieurs, de savoir si la Convention de septembre était, oui ou non, en vigueur ; si, quand le Gouvernement français, au début des complications européennes actuelles, nous annonça sa détermination de retirer les troupes de Rome, en revenant à la Convention de septembre, si nous pouvions choisir ce moment pour dénoncer la Convention.

Messieurs, la Convention de septembre était-elle en vigueur ? L'honorable Mancini dit : Les événements l'avaient abrogée. Mais cette affirmation ne peut se soutenir quand les deux Gouvernements ont constamment déclaré qu'ils la regardaient comme en vigueur.

Quand le Gouvernement français, à la suite de ces événements que je n'ai pas la tâche douloureuse de rappeler ici, quand le Gouvernement français renvoya ses troupes à Rome, et que se renouvela pour l'Italie le malheur d'une intervention étrangère... (*Murmure à gauche.*) Laissez-moi vous rappeler ces événements.

Voix à gauche : Oui ! oui ! rappelez toujours !

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... Quand il renvoya, ai-je dit, ses troupes à Rome, le Gouvernement, par la bouche de l'Empereur dans le discours d'ouverture du Corps législatif, dans plus d'un document diplomatique que je pourrais rappeler à la Chambre, et dans les discours des ministres français devant le Corps législatif, le Gouvernement déclara que cette seconde occupation française avait un caractère essentiellement temporaire et que justement pour lui conserver ce caractère temporaire, le Gouvernement français gardait

toujours en vigueur la Convention de septembre. Quelle fut maintenant la conduite du Gouvernement italien ? Je parlerai d'abord, messieurs, de l'époque où le Gouvernement était représenté par le ministère auquel nous avons succédé.

Le Gouvernement rentra dans l'exécution du Traité de septembre, et, comme point de départ, demanda l'exécution de la Convention de la part de la France également.

Y eut-il jamais dans cette Chambre un vote qui invitât le Gouvernement à dénoncer la Convention ? (*Murmures à gauche.*) Il y eut bien un ordre du jour proposé par l'honorable député Valerio sur la suspension du paiement de la dette pontificale, ordre du jour dont la gauche ne pourra certainement pas décliner la responsabilité, puisqu'elle s'y est associée et l'a voté. Eh bien ! avant que cet ordre du jour fût voté, le général Menabrea tenait ce langage :

« On demande si, après l'occupation toujours permanente des troupes françaises, la Convention de 1864 subsiste toujours. Il suffit, messieurs, d'être au courant des premières notions de la diplomatie pour savoir qu'une convention ou un traité subsiste toujours tant qu'il n'a pas été dénoncé, à moins qu'il ne s'y trouve une clause déclarant qu'à une époque marquée ou dans une circonstance indiquée, le traité ou la convention expire. Or, la Convention du 15 septembre n'a pas été dénoncée; elle subsiste donc, avec cette différence seulement qu'en ce moment cette Convention n'est point remplie dans un de ses points principaux par une des parties contractantes. Cette circonstance fait que la Convention existe bien, mais qu'on peut soutenir aussi que son effet est suspendu. »

Et après cette déclaration que le général Menabrea prononçait au moment même d'accepter l'ordre du jour de l'honorable Valerio, l'opposition votait sans aucune protestation cet ordre du jour. (*Interruption du député Nicotera.*)

On a présenté à la Chambre un volume de documents sur la question romaine. J'y vois que toutes les dépêches, par lesquelles le Gouvernement demandait le rappel des troupes françaises, étaient dirigées vers ce but d'obtenir de la part de la France l'observation d'un pacte qui était toujours regardé comme en vigueur.

Je lis dans un de ces documents les paroles suivantes : « Le Gouvernement italien, en sortant de la position anormale qui résultait pour lui des événements de l'année dernière, s'est replacé de fait sur le terrain de la Convention de 1864. Il se trouve avoir rempli consciencieusement de son côté toutes les clauses que cette Convention renferme. »

M. CRISPI. — Quelle date ?

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Le 22 août 1868.

Quelle fut, messieurs, la conduite du ministère actuel ? J'ai eu plusieurs fois l'occasion de déclarer à la Chambre que nous n'avions pas cru opportun, que nous n'avions pas cru convenable de soulever la question romaine, dans les circonstances où nous nous trouvions. Nous ne croyions pas opportun de la soulever, parce que nous ne voulions pas compromettre en ce moment un intérêt vital de la politique italienne...

Une voix à gauche : La capitale.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... qui était celui de faire cesser l'occupation française dans les États romains. Je sais que quelques-uns n'attachaient pas à ce fait une grande importance. Il y eut un célèbre homme d'État en Angleterre, qui disait qu'il n'y avait pas à discuter avec ceux qui ne comprenaient pas que l'indépendance de l'Empire ottoman fût utile à la politique anglaise.

Je n'ai pas, messieurs, le droit de tenir à personne ce langage altier ; autrement, je dirais que je n'ai pas à discuter avec ceux qui ne voient pas que la politique italienne est intéressée à faire cesser une occupation étrangère dans le cœur de la Péninsule. (*Bravo ! à droite. — Réclamations et long mouvement à gauche.*)

Pourquoi, messieurs, n'avons-nous pas dénoncé la Convention ?

Permettez-moi de considérer froidement la question sous son côté pratique.

L'obligation que nous imposait la Convention était double : paiement de la dette pontificale, et engagement de ne pas envahir violemment la frontière de l'État pontifical. (*Murmures et interruptions à gauche.*)

Je trouve bien étrange qu'on regarde cet engagement comme exclusif pour l'Italie ; tout Gouvernement qui se respecte, se considère comme responsable de la tranquillité à ses propres frontières. C'est une responsabilité dont ne sont pas exempts même les sultans barbaresques. (*Très-bien ! à droite. — Murmures à gauche.*)

Je crois, en répondant aux interruptions, ne pas excéder les limites d'une défense légitime.

Quant à la dette pontificale, il était évident que, même si le Gouvernement français avait retiré ses troupes en abandonnant la Convention et y substituant les règles du droit commun, nous n'aurions pu nous exempter de payer une quote-part de la dette correspondante aux provinces annexées à l'Italie.

Restait donc l'obligation de ne pas attaquer ni laisser attaquer la frontière pontificale. Mais cette obligation, messieurs, quand même elle ne serait pas tombée sous la sanction du Traité, serait tombée

sous d'autres sanctions prévues dans le droit commun des gens et dans les rapports politiques des États.

Et en attendant, messieurs, nous eussions abandonné un titre positif pour demander au Gouvernement français de retirer ses troupes de Rome. A la place de ce titre positif, il ne nous serait plus demeuré que le principe générique de non-intervention, principe qui a certainement une haute valeur morale ; mais l'honorable M. Mancini a une suffisante expérience de la politique pour reconnaître avec moi que, dans ses termes génériques, ce principe n'a pas l'efficacité qu'il acquiert quand il est consacré par une stipulation internationale. (*Rumeurs à gauche.*)

Or, messieurs, puisque la Convention n'avait pas été dénoncée — et je vous ai exposé pour quels motifs nous n'avions pas cru devoir la dénoncer — quand le Gouvernement français, avant d'entamer une lutte très-sérieuse, nous faisait connaître sa détermination, devions-nous saisir ce moment pour changer notre attitude, pour nous mettre en contradiction avec nos déclarations précédentes, et pour dénoncer en ce moment la Convention de septembre ?

Je crois, messieurs, que nous aurions suivi ainsi une politique sans prévoyance et sans générosité. (*Murmures à gauche.*)

Le Gouvernement et le peuple français et toute l'Europe auraient cru que nous voulions profiter des difficultés où se trouvait la France... (*Rumeurs à gauche.*)

LE PRÉSIDENT. — Respectez la liberté de discussion.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Le Gouvernement français et l'Europe entière auraient cru que nous voulions profiter des difficultés où se trouvait la France, et que nous voulions, par un calcul fallacieux et peu généreux, saisir le premier moment où nous ne nous sentions plus contenus par l'obstacle d'une force matérielle (*murmures à gauche*), puisque tel me paraît le courage que vous me conseillez (*rumeurs à gauche*), pour abandonner comme une hypocrisie ce programme libéral que l'Italie...

Une voix à gauche : Libéral ! — Rumeurs prolongées à gauche. — Marques d'approbation à droite.

LE PRÉSIDENT. — Qu'on n'interrompe ni d'un côté ni de l'autre J'invite toute la Chambre à respecter la liberté des opinions. (*Nouvelles interruptions à droite et à gauche.*)

Qu'on fasse silence ! Personne n'a le droit d'interrompre. Ceci, je le dis autant pour la droite que pour la gauche.

M. J. MASSARI. — Ce n'est pas à nous qu'il faut adresser cela.

LE PRÉSIDENT. — Je le dis à toute la Chambre sans distinction.

M. J. MASSARI. — Faites-la respecter de ce côté (*montrant la gauche*). Nous autres, nous n'interrompons pas.

LE PRÉSIDENT. — Faites silence, honorable M. Massari.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... On aurait cru que nous voulions suivre les conseils d'audace à laquelle nous invite l'honorable M. Mancini, d'une audace qui n'a qu'un seul tort, celui de venir après les revers des armes françaises. (*Signes d'approbation à droite. — Rumeurs prolongées et interruptions à gauche.*)

LE PRÉSIDENT. — Faites donc silence !

M. OLIVA. — Nous l'avons dit depuis 1867. (*Rumeurs à droite.*)

M. SALARIS. — C'est une insulte !

LE PRÉSIDENT. — Honorable M. Salaris, je vous invite à garder le silence.

M. SALARIS. — Il y eut d'un côté de l'audace, et, de l'autre, de la lâcheté.

LE PRÉSIDENT. — Honorable M. Salaris, je vous invite de nouveau à faire silence et à vous contenir.

M. NICCOLO FABRIZI. — Il n'est pas permis d'insulter. (*Agitation.*)

M. OLIVA. — Qu'on fasse rétracter l'insulte.

LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas eu d'insulte.

M. N. FABRIZI. — Je demande la parole pour un fait personnel.

LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas de fait personnel.

Voix à gauche : Vous le verrez.

LE PRÉSIDENT. — Silence partout !

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ... On aurait donc cru que nous voulions saisir ce moment pour abandonner le programme constamment affirmé par nous dans la question romaine, et pour nous préparer la voie et les moyens de la violence et des coups de main....

L'honorable M. Oliva en m'interrompant.

M. OLIVA. — Je demande la parole pour un fait personnel. (*Réclamations à droite.*)

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — L'honorable M. Oliva, cédant à un sentiment que je comprends, m'a interrompu, en disant : Nous n'avons pas attendu les derniers événements pour vous conseiller cette politique.

Mais, messieurs, ces déclarations, je les avais faites devant la Chambre au commencement de la guerre, et la chambre les avait accueillies avec deux votes qui manifestaient son approbation. Et maintenant, après les derniers événements, le Gouvernement devait changer ses déclarations, et la Chambre désavouer ses délibérations.

L'honorable M. Oliva voit donc dans quel sens j'ai prononcé les paroles contre lesquelles il réclame.

Le Gouvernement français se serait trouvé contraint à laisser ses troupes à Rome. Ce n'était pas la question de quelques milliers d'hommes; il suffisait au Gouvernement français de laisser une compagnie de soldats avec son drapeau, et nous, dans les conditions présentes de l'Europe, nous aurions une occupation étrangère au milieu de la Péninsule. (Bravo ! à droite ; rumeurs à gauche.)

Voilà comment nous aurions habilement protégé les intérêts nationaux de l'Italie. (*Applaudissements à droite.*)

L'honorable M. Mancini, avec un langage que je crois avoir le droit de nommer âpre et amer, a ramené sur le tapis la question, tant de fois discutée, de l'interprétation du traité de septembre. Il a rappelé peut-être pour rendre plus passionnée la discussion, le discours du ministre Rouher (*mouvements à gauche*); il a répété toutes les déclarations les plus graves qui fussent dans ce discours, toutes les paroles les plus inacceptables pour tout Italien; et puis il nous a dit : Vous êtes les négociateurs du traité de septembre; c'est à vous qu'on a fait ces déclarations.

Non, ce n'est pas à nous, c'est à vous, messieurs, qu'elles furent faites ! (*Mouvements prolongés, et signes de dénégation à gauche. — Applaudissements répétés à droite.*)

Non, ce n'est pas à nous, parce que nous n'avons pas interrompu les traditions de la politique italienne inaugurée par le comte de Cavour (*vives exclamations à gauche*); parce que nous, avec une politique ferme et loyale...

Voix à gauche : Ferme ! ferme ! (Rires ironiques.)

LE PRÉSIDENT. — Laissez l'orateur expliquer sa pensée; n'interrompez pas. (*Rumeurs à gauche.*) J'invite de nouveau à ne pas interrompre. L'honorable M. Mancini a été écouté avec beaucoup d'attention et de silence; maintenant, laissez parler aussi l'honorable ministre; si d'un côté on n'apporte pas de respect, il n'y en aura pas davantage de l'autre.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Ce n'est pas à nous qu'on fit ces déclarations, parce qu'avec une politique ferme et loyale nous aurons eu l'autorité nécessaire pour protéger le principe de non-intervention, pour protéger la légitime revendication des droits du peuple romain. C'est à vous que furent adressées ces déclarations pour l'expérience que vous avez voulu faire de votre politique et de vos moyens dans la question romaine.

M. SINEO. — Je demande la parole, monsieur le président, pour un rappel au règlement. (*Rumeurs et hilarité à droite.*)

M. MELLANA. — Je demande la parole pour un fait personnel.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Messieurs, les clauses de

la convention de septembre sont claires et explicites ; elles n'ont rien de réservé et de secret ; elles signifient ce qu'exprime leur sens littéral.

Dans les rapports entre la France et l'Italie, celle-ci s'est engagée à ne pas attaquer ni laisser attaquer la frontière pontificale ; la France s'est engagée à retirer ses troupes de Rome.

Les deux gouvernements n'ont pris aucun engagement entre eux pour des éventualités que la convention ne prévoit pas, parce que ces éventualités étaient de nature à ne pouvoir être réglées *à priori* (très-bien ! *à droite*), et surtout, parce que, pour les pouvoir régler *à priori*, il eût été nécessaire de résoudre et de définir déjà alors des questions sur lesquelles les deux gouvernements n'auraient pu s'accorder s'il s'était agi de mettre cet accord comme condition préliminaire du retrait des troupes.

Les deux parties se sont donc réservé pour ces éventualités leur liberté d'action réciproque, et celle-ci est réglée par les règles communes du droit international.

Aussi, messieurs, je ne puis admettre qu'on donne à la convention une interprétation si extensive que de la croire en contradiction avec ces principes de droit commun que l'on invoque et dont on réclame le bénéfice pour la politique italienne.

De même dans les rapports entre l'Italie et le Gouvernement pontifical, nous avons pris un engagement vis-à-vis de la France ; mais la conduite du Gouvernement pontifical envers nous, ses obligations internationales, sont réglées sans exception par le même et commun droit des gens.

C'est là une interprétation de la convention que nul ne contredira.
(*Murmures à gauche.*)

Il est injuste, messieurs d'attribuer à la convention, comme l'a fait l'honorable M. Mancini, des faits qui en ont été la négation directe, qui ont été la conséquence de cette politique seule que répudiait, qu'excluait la convention. L'honorable député M. Mancini nous a répété le nom douloureux de Mentana ; mais je lui demanderai s'il n'y eût pas, même avant la convention de septembre, un autre Mentana. Seulement cette malheureuse journée s'est nommée Aspromonte. (*Mouvements divers.*)

Du reste, messieurs, ne rapetissons pas les questions. La divergence n'est pas tant au sujet de la convention, dont les obligations comme je le disais tout à l'heure, tomberaient également sous d'autres sanctions politiques ; la divergence est entre cette politique qui croit que, pour rester fidèle au droit national, il est nécessaire, il est indispensable d'enfermer la question romaine dans un cercle stérile d'affirmations péremptoires et absolues, et cette politique qui croit

au contraire qu'avant tout la question romaine doit être placée en des conditions telles qu'on puisse y procéder par une voie de progrès ultérieurs vers la solution. (*Murmures à gauche.*)

M. CATUCCI. — D'ici à dix ans.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Dix ans, me dit l'honorable M. Catucci. Il peut se faire, messieurs, que la route suivie par notre politique soit longue; reste à voir s'il y en aurait d'autres plus rapides, ou si elles ne seraient pas de celles qu'on peut appeler ainsi seulement parce qu'en peu de temps elles conduisent à l'abîme. (*Rires approbatifs à droite. — Rumeurs à gauche.*)

Je crois, messieurs, qu'il y aurait eu péril à suivre le conseil que nous donnait l'honorable député M. Mancini, c'est-à-dire le conseil d'entamer une négociation sur l'interprétation de la convention au moment où la France allait retirer ses troupes de Rome. Cette négociation aurait pu avoir des périls, mais aucun avantage. Notre interprétation est connue; elle a une base internationale, puisqu'elle fut formulée dans la note du général La Marmora, conformément aux usages diplomatiques. L'honorable député M. Mancini le sait mieux que moi; la valeur d'un acte international est supérieure à celle que peut avoir le discours d'un ministre devant un Parlement. Il y avait donc pour nous une interprétation reconnue, et le retour pur et simple à la convention était le seul moyen de réserver tous les droits et de ne compromettre aucune question.

Je ne puis donc comprendre l'indignation éprouvée par l'honorable député M. Mancini à la lecture de ma dépêche. Qu'y a-t-il dans cette dépêche? (*celle du 4 août*). Elle est la reproduction d'une déclaration faite à la Chambre; elle renferme la recommandation faite à notre ministre à Paris, de tenir avec le gouvernement français le même langage que j'avais tenu avec les représentants de la nation.

L'honorable député M. Mancini, en terminant son discours, a voulu nous demander enfin quels sont les projets du Gouvernement sur la question romaine.

Je crois, messieurs, qu'il est périlleux de demander au Gouvernement quelle ligne de conduite précise il entend suivre dans les conditions actuelles, et quand notre conduite peut être déterminée par des circonstances qu'il est maintenant impossible de prévoir et de définir. — Nous ne pouvons pas, messieurs, discuter utilement des éventualités incertaines, et il n'y a aucun gouvernement qui puisse prendre des engagements sur des hypothèses. Il est un seul engagement, messieurs, que nous pouvons prendre, et c'est que le Gouvernement italien ne manquera pas à son devoir de sauvegarder les intérêts nationaux dans la question de Rome. (*Murmures à gauche.*)

L'honorable M. Mancini l'a rappelé tout à l'heure, l'Italie a le périlleux, mais aussi le glorieux honneur de voir intimement lié à l'œuvre de sa reconstitution nationale un grand problème moral, dont la solution sera féconde en bienfaits pour la cause de la liberté civile et religieuse de toutes les nations.

Les Italiens, messieurs, n'ont jamais amoindri la question : ils ont toujours affirmé qu'une vraie, une sincère, une réelle garantie de l'indépendance du chef spirituel de l'Eglise était la condition nécessaire de toute solution de la question romaine.

Une voix à gauche : Comment ? Comment ?

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Mais en même temps et avec une égale loyauté, ils ont placé devant le monde l'autre partie du problème, celle qui se rapporte aux légitimes aspirations nationales de l'Italie ; celle qui se rapporte à la revendication des droits civils et des droits politiques des populations romaines. (Bien ! *au centre.*)

Maintenant, messieurs, ce n'est pas en séparant les nôtres des intérêts généraux de l'Europe, pour exercer une action isolée tour-à-tour artificieuse et violente, que nous placerons en des conditions utiles pour faire progresser la question de Rome, mais bien en procurant toujours davantage à l'Italie, avec une loyale et ferme politique, une situation morale en Europe qui nous concilie les sympathies et la confiance de toutes les autres nations. (Très-bien ! *à droite.* — *Rumeurs à gauche.*)

Une voix à gauche : Il faut que nous allions à Rome, à tout prix.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Que la Chambre, messieurs, décide maintenant entre notre politique, qu'on traite avec tant de mépris, mais qui pourtant a porté des fruits....

A gauche : Lesquels ? (*Murmures à gauche.*)

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — ...et eu des résultats (puisque l'honorable député M. Mancini a dû confesser lui-même que la question romaine avait progressé au moyen des préparations morales et des préparations politiques) — que la Chambre, dis-je, décide maintenant entre notre politique et la vôtre, qui ne s'est jamais manifestée dans la question romaine sans en compromettre le résultat et sans marquer sur sa route un temps d'arrêt périlleux. (Très-bien ! Bravo ! *à droite.* — *Rumeurs à gauche.*)

Je crois, messieurs, avoir répondu aux arguments de l'honorable député M. Mancini...

Une voix à gauche : A aucun !

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Quant aux questions spéciales qu'il m'a adressées, je dois lui avouer qu'il ne m'a pas été ma-

tériellement possible de suivre avec la plume la rapidité avec laquelle il les a prononcées. Je me les ferai communiquer et répondrai ensuite à l'honorable député M. Mancini. (*Interruptions à gauche.*)

Je dois maintenant une réponse à l'interpellation que m'a faite l'honorable député M. Guerzoni.

Les journaux ont en effet parlé ces jours-ci de déclarations à nous faites par la Prusse, déclarations hostiles aux intérêts et aux vœux de la politique italienne, et qui auraient eu la forme de vraies intimations. Les journaux ont aussi rapporté que le Gouvernement prussien, aussi clairvoyant que l'honorable M. Mellana, avait vu une violation de la neutralité dans le retour à la convention de septembre. (*Hilarité*)

Je puis assurer à la Chambre que de semblables déclarations n'ont été faites ni directement ni indirectement ni d'aucune façon. En ce moment, le Gouvernement italien et le Gouvernement prussien ne discutent pas la question romaine. Le Gouvernement prussien n'avait donc pas de déclarations officielles sur la question de Rome. Mais je puis dire cependant que le langage tenu avec moi par le ministre de Prusse après son retour à Berlin, que ces assurances de garantie auxquelles l'honorable député M. Guerzoni, a fait allusion, n'existent pas, et qu'il ne doit pas entrer dans nos prévisions que le Gouvernement prussien se déporte dans la question romaine de cette politique d'abstention qu'il suivait avant la guerre. (*Très-bien ! de divers côtés.*)

Je répondrai maintenant à l'honorable député M. Ferrari qui m'a adressé une interpellation spéciale, mais qui en même temps a touché, puisque les deux questions ne pouvaient se séparer facilement, qui a touché à la conduite générale de l'Italie dans les complications européennes actuelles.

Que la Chambre me permette donc d'entrer dans quelques explications à ce sujet. (*Ecoulez ! Ecoulez !*)

Notre conduite, messieurs, pourra être diversement appréciée, mais je ne crois pas qu'on puisse avec justice la taxer d'inconséquence ou d'incertitude.

Plusieurs voix : Reposez-vous !

LE PRÉSIDENT. — L'honorable ministre veut-il un peu de repos ?

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — C'est inutile.

Nous avons suivi cette ligne de conduite que nous étions venus déclarer devant la Chambre, parce que nous avons cru que la seule politique convenable pour un pays constitué, pour un État ayant en lui sa propre raison d'existence, était celle qui règle ouvertement ses propres déterminations d'après ces intérêts généraux de la nation que la nation peut apprécier elle-même et connaître. (*Mouvement.*) Nous avons proclamé notre neutralité, exprimant le désir que la guerre en-

gagée entre l'Allemagne et la France ne devint pas un incendie de toute l'Europe.

Je crois, messieurs, que la majorité de cette Chambre reconnaitra qu'au début de cette guerre, dans l'intérêt de l'Italie comme dans celui de l'Europe, le Gouvernement italien ne pouvait prendre d'autre parti. Nous ne nous sommes donc pas laissé remorquer par la gauche, comme je crois l'avoir tout à l'heure entendu dire par quelqu'un.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — par M. Ferrari.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Je croyais que cette accusation nous avait été faite par l'un des honorables députés qui m'ont interrompu.

Si l'Italie, au début de la guerre, était sortie de la neutralité, d'autres puissances auraient dû suivre son exemple de part et d'autre. L'Italie aurait pris l'initiative et la responsabilité d'une guerre générale.

Les conditions actuelles de l'Europe...

Une voix dans la tribune des journalistes : Plus haut ! (Mouvement général de surprise.)

LE PRÉSIDENT. — Les tribunes ne peuvent se permettre de pareilles interruptions ni remarques. Je ne tolérerai d'aucune façon des interruptions, qui sont en outre aussi peu convenables.

M. G. MASSARI. — C'est une indécence.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Oui, messieurs, les conditions actuelles de l'Europe sont assurément de nature à inspirer les plus légitimes sollicitudes et les plus vives anxiétés. Mais, messieurs, l'avenir serait-il donc moins sombre, et les esprits seraient-ils plus rassurés, la condition même de l'un ou de l'autre des États belligérants serait-elle donc meilleure, si en ce moment toute l'Europe était divisée en deux camps, si les plus grandes puissances se précipitaient les unes sur les autres, si toutes les questions qui touchent à l'équilibre et à la liberté de l'Europe étaient maintenant abandonnées au gré de l'aveugle résultat de cette mêlée ?

L'Italie a donc maintenu sa neutralité, gardant, comme il est naturel, sa liberté d'action dans le cas où la situation générale de l'Europe serait changée. Nous avons cru que l'Italie pourrait mieux et plus efficacement exercer son action en s'unissant avec les puissances neutres intéressées à ce que cette guerre funeste ait un terme peu éloigné, à ce que, quand il sera possible, un rôle pacifique puisse être joué un jour utilement, à ce qu'au milieu des passions et des fureurs de cette lutte acharnée, les conditions tutélaires de l'équilibre européen soient représentées pour l'avantage de tous et pour celui des belligérants eux-mêmes. (Bravo ! à droite. — Murmures à gauche.)

J'ai la confiance, messieurs, que le gouvernement a suivi une ligne de conduite conforme à l'opinion et au désir du pays. Je crois que le pays nous eût sévèrement jugés si nous avions imprudemment engagé ses intérêts; mais je crois qu'il nous jugerait non moins sévèrement si nous nous laissions surprendre par les événements, si nous ne nous mettions pas en mesure de faire, en tous cas, dépendre de nous-mêmes ce sentiment de sûreté que le pays doit avoir en son propre avenir, si enfin se trouvait coupablement diminuée et compromise en nos mains la situation de l'Italie en Europe.

Il y a, messieurs, une neutralité isolée, oisive, qui représente la renonciation d'un pays à la responsabilité, mais également aux avantages d'une politique active.

Nous n'avons pas cru, messieurs, qu'un tel rôle convînt à l'Italie, parce que l'Italie ne peut séparer ses intérêts des intérêts généraux de l'Europe.

Nous devons donc chercher, dans la nature de nos rapports avec les puissances neutres, ces garanties qui permettent à un gouvernement prévoyant de pouvoir apprécier sûrement les éventualités de l'avenir et les conditions de sa propre politique.

Le gouvernement n'a pas manqué là à son devoir.

Il était naturel qu'un échange de vues eût lieu entre l'Italie et la grande puissance neutre qui était sa voisine, l'Autriche. Et cet échange d'idées ne pouvait avoir d'autre résultat que de rendre toujours meilleurs les rapports entre les deux pays, et de constater de part et d'autre le désir réciproque d'une entente relativement aux conditions de leur neutralité.

Enfin, messieurs, des négociations eurent lieu entre l'Italie et la puissance la plus exempte de passion dans le conflit actuel, et dont les intérêts sont autant que les nôtres liés aux conditions tutélaires de l'équilibre et de la liberté de l'Europe; des négociations, dis-je, ont eu lieu entre l'Italie et l'Angleterre.

A la suite de quelques propositions émises par le gouvernement italien sur l'opportunité de donner, dans l'intérêt de la paix et de ces principes modérateurs qui nous étaient communs, une base plus solide à l'action des puissances neutres, jusqu'alors isolée et divisée, le gouvernement anglais formula une convention (*écoutez! écoutez!*) par laquelle l'Angleterre et l'Italie s'engagent à ne pas sortir de leur neutralité sans un échange de vues préalable et sans s'être communiqué les motifs qui leur conseillent de se départir de leur attitude actuelle. C'est un accord écrit, le seul engagement que l'Italie ait jusqu'à présent contracté. (*Mouvement d'approbation.*)

Le gouvernement anglais, après avoir conclu cet accord avec le

gouvernement italien, le proposa aux autres grandes puissances neutres, parce qu'après avoir eu l'assentiment de celle-ci, il voulait le communiquer ensuite aux autres États neutres.

La Russie nous a déjà fait connaître qu'elle adhérerait à cette convention. (Très-bien ! à droite.)

L'honorable député M. Ferrari m'a demandé si nous travaillions de concert avec l'Angleterre à une médiation auprès des belligérants.

L'honorable député M. Ferrari comprendra la réserve de mon langage, parce que je ne voudrais pas, parlant à cette place et prématurément, offenser des susceptibilités d'honneur que je respecte hautement, et qu'il est mieux à même que nul autre ici de pouvoir apprécier. (*Vives marques d'approbation à droite. — M. Ferrari fait des signes d'adhésion.*)

Il me suffira de dire que j'ai la confiance que les accords dont je viens de parler pourront servir de base à une action ultérieure des puissances neutres, afin de hâter le plus possible le terme de cette guerre déplorable, et faciliter ces conditions qui peuvent seules donner la garantie d'une paix durable. (Très-bien !)

La Chambre sait maintenant quelle a été notre ligne de conduite. Elle voudra bien, je l'espère, nous donner cet appui moral qui nous est nécessaire pour pouvoir y persévérer, pour pouvoir sauvegarder la sûreté et les intérêts de l'État et pour que l'action légitime qui peut appartenir à l'Italie rentrée comme une nation indépendante dans la société des peuples, puisse être exercée utilement pour la cause de la liberté et de la civilisation de l'Europe. (*Applaudissements prolongés à droite.*)

Voix ironiques à gauche : Bis !!

LE COMTE DE GRANVILLE AUX LORDS COMMISSAIRES DE L'AMIRAUTÉ

Foreign-Office, le 20 août 1870.

Mylords, j'ai l'honneur d'annoncer à Vos Seigneuries que pour pourvoir à la possibilité que le retrait des troupes françaises de Rome soit suivi de troubles qui pourraient mettre en danger la vie et les propriétés de citoyens anglais, et pourraient même décider le Pape à désirer un asile au dehors de l'Italie, le Gouvernement de Sa Majesté britannique a décidé qu'un des bâtiments de guerre de Sa Majesté recevra l'ordre de se rendre sans retard à Civita-Vecchia et que des instructions seront données au commandant, savoir :

Que durant son séjour à Civita-Vecchia, il devra donner, en cas de besoin, toute la protection possible aux sujets britanniques et aux propriétés britanniques ;

Qu'en arrivant à Civita-Vecchia, il devra se mettre en rapport avec

M. H. C. Jervoise, qui remplace pour le moment M. Odo Russell à Rome et qu'il se guidera sur les renseignements que celui-ci pourra lui transmettre au sujet du désir qu'exprimerait le Pape d'être reçu à bord du bâtiment qu'il commande;

Que si le Pape venait à exprimer un pareil désir, Sa Sainteté sera reçue à bord du bâtiment de Sa Majesté et sera traitée avec tout le respect possible, et qu'alors le capitaine attendra au large de Civita-Vecchia de nouvelles instructions sur l'endroit où Sa Sainteté devra être transportée, après que M. Jervoise se sera assuré de ses désirs à cet égard et en aura référé au Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE

M. JERVOISE AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Rome, le 20 août 1870.

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Seigneurie que le dernier détachement de l'armée française d'occupation s'est embarqué hier à Civita-Vecchia et que le drapeau français, salué par l'artillerie papale, a été amené de la forteresse. Quelques employés civils sont seuls restés pour balancer les comptes.

M. JERVOISE AU COMTE DE GRANVILLE.

Rome, le 27 août 1870.

Le 26 étant le jour de réception du corps diplomatique par le cardinal Antonelli, je suis allé au Vatican.

J'ai dit au cardinal que j'aurais occasion d'écrire à Votre Seigneurie dans quelques jours et que j'étais venu le voir pour apprendre de lui s'il considérait que la position des affaires s'était améliorée depuis ma dernière visite.

Le cardinal Antonelli me dit qu'il était très-satisfait jusqu'à présent des procédés et des discours des ministres du Roi Victor-Emmanuel, mais que l'avenir était nécessairement plein d'incertitudes. Si la dynastie actuelle venait à cesser de régner en France et était remplacée par une république, cet événement ne manquerait pas de réagir sur l'Italie et conséquemment sur Rome; le retrait des troupes italiennes de la frontière serait le signal de l'invasion des États pontificaux par les bandes révolutionnaires. Le Gouvernement italien actuel était peut-être très-sincère dans ses déclarations qu'il n'em-

plioiera pas la violence pour acquérir Rome, mais d'autres considérations pourraient guider la conduite d'un autre ministère. Le Gouvernement papal a fait tout ce qui était en son pouvoir en publiant son avis de police, qui a eu pour résultat la découverte et l'envoi immédiat à la frontière de beaucoup d'individus qui étaient à Rome dans le seul but d'y fomenter des désordres, comme ils l'avaient déjà fait à Viterbe et dans d'autres villes.

S. Em. me dit ensuite que toute invasion de la frontière serait repoussée par la force, et elle ajouta, que pourrons-nous faire contre 30,000 hommes. En réponse à une de mes questions, le cardinal me dit que si les troupes pontificales étaient repoussées, elles se replieraient sur Rome.

M. VISCONTI VENOSTA AU CHEVALIER NIGRA A PARIS.

Florence, le 29 août 1870.

M, le ministre, le Gouvernement français aura apprécié sans doute le soin que nous avons pris d'éviter, dans les graves circonstances où il se trouve, d'accroître ses embarras et d'aggraver ses responsabilités, en lui faisant part des difficultés sans cesse croissantes que suscite la question romaine. Nous ne voulons pas sortir de cette réserve; il importe seulement, pour la règle de votre langage, que je vous fasse connaître, sans réticence, où cette question en est aujourd'hui.

Le but que le Gouvernement impérial poursuivait, celui de faciliter une conciliation entre le Saint Père, les Romains et l'Italie, dans un sens conforme aux vues exprimées par l'Empereur dans sa lettre à M. de Thouvenel du 26 mai 1862, a été non seulement manqué, mais même complètement perdu par suite de circonstances sur lesquelles il serait inutile d'appuyer. La tentative révolutionnaire qui a abouti à Mentana et l'occupation que la France a cru pouvoir continuer de nouveau pendant trois ans, ont confirmé le Saint-Siège dans des tendances irréconciliables qui viennent de se formuler, au sein du Concile, dans des termes dont l'absolutisme a effrayé le monde catholique lui-même. La Cour de Rome, voyant la légion d'Antibes revendiquer hautement et sans démenti ses attaches françaises, assistant à la création à Civita-Vecchia de fortifications et d'approvisionnements de guerre considérables, laissée libre enfin d'enrôler des volontaires étrangers sans distinction de religion, contrairement à la Convention de septembre, s'est crue en position de se refuser aux arrangements même les plus transitoires, tels que le *modus vivendi* proposé, avec

l'assentiment de la France, par le Gouvernement du Roi le 15 juin 1868.

Pendant que la question romaine se déplaçait ainsi de plus en plus et s'écartait du terrain sur lequel elle avait été constamment posée d'un commun accord par la France et par l'Italie de 1860 à 1866, l'état des relations européennes venait encore en altérer davantage le caractère et en compromettre les progrès. Des rivalités internationales, des prévisions de guerre, des intérêts de cabinets, exploités par les partis extrêmes, qui ne rêvent en Italie que restaurations ou révolutions, firent que la question romaine cessa d'être considérée seulement en ce qu'elle a de respectable et d'important pour les consciences, et fut exposée à être engagée dans des combinaisons diplomatiques et militaires ou dans des luttes de partis, qui ne pouvaient que la dénaturer en en compromettant le caractère élevé. Les choses en sont venues au point qu'aujourd'hui la Cour de Rome appelle le secours d'autres puissances pour le pouvoir temporel et ne cache pas les espérances de restauration qu'elle fonde sur les malheurs de la France; tandis que le parti radical cosmopolite entretient en Italie des menées tendant à faire de Rome la base d'opération d'une propagande contre l'ordre de choses établi dans la péninsule.

C'était à la France à considérer s'il était de son intérêt de laisser se produire une situation semblable, lorsque l'Italie offrait des garanties si sûres pour l'application des solutions libérales que l'Empereur avait plusieurs fois admises en principe antérieurement à 1866. Ce n'est pas le moment de se livrer à de stériles regrets, mais de regarder en face une situation dont l'Europe peut nous demander compte.

Que le Gouvernement français ne se fasse pas illusion; la situation de l'Italie est grave. L'attitude du Gouvernement pontifical, les préparatifs du parti du désordre, la conviction générale, parmi les hommes les plus modérés, du danger que peuvent avoir pour nous d'un moment à l'autre, dans l'état actuel de l'Europe, les conditions plus que hasardeuses où se trouve le territoire romain, sont de nature à exciter les préoccupations de tous ceux qui apportent une sollicitude désintéressée dans les affaires de Rome.

Veillez, Monsieur le ministre, prendre ces notions comme bases de votre langage.

Agréez. etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

M. VISCONTI VENOSTA AUX REPRÉSENTANTS DE L'ITALIE A L'ÉTRANGER.

(Circulaire)

Florence, le 29 août 1870.

Monsieur, les événements actuels ont, pour la question romaine, des rapports sur lesquels plusieurs Gouvernements ont cherché à connaître nos vues. Ils reconnaissent les difficultés inhérentes à la situation anormale de la papauté ; ils prévoient les éventualités qui peuvent s'ensuivre, et ils désirent connaître les idées adoptées à ce sujet dans le pays qui est appelé à régler, avec le monde catholique, les conditions de la transformation du Pouvoir pontifical, conséquence inévitable du progrès des temps et des changements politiques accomplis dans la péninsule.

Le Gouvernement du Roi n'a aucune difficulté de s'expliquer sans réticence à cet égard. Nous le faisons d'autant plus volontiers que la question romaine, personne n'en est plus convaincu que nous, n'est pas de celles que l'on peut supprimer en les entourant d'un silence factice : le respect même professé par tous les Gouvernements et par tous les esprits vraiment religieux et libéraux pour les grands intérêts qui y sont engagés, doit faire sentir à chacun qu'il est du devoir commun de ne pas abandonner le sort à une aveugle fatalité.

L'Italie n'a jamais cessé de maintenir la question romaine dans la sphère qui lui appartient, au-dessus de tout autre intérêt plus particulier et plus variable. Elle s'est toujours montrée disposée à y reconnaître deux éléments qu'il faut concilier, sans sacrifier l'un à l'autre ; d'une part, les aspirations nationales de l'Italie, le droit du peuple romain de régler les conditions de son Gouvernement, — de l'autre, la nécessité d'assurer l'indépendance, la liberté, l'autorité religieuse du Pontife.

Notre but constant, depuis que la question romaine est posée, a été de rassurer le monde catholique sur les garanties de sécurité et de dignité que l'Italie, plus que tout autre État, est en mesure d'assurer au Saint-Siège. Aujourd'hui, comme toujours, l'Italie cherche à sauvegarder la question romaine vis-à-vis des passions des partis politiques, et à lui donner une solution qui tranquillise les consciences en donnant satisfaction aux vœux légitimes du pays, et écarte le danger toujours renaissant de violences auxquelles l'état actuel du territoire pontifical semble inviter, tour à tour, chacun des partis extrêmes.

Si le côté religieux de la question, qui devrait être le seul important, est désormais résolu dans la conscience des catholiques les plus éclairés, les plus graves difficultés sont encore malheureusement soulevées par des intérêts d'un autre ordre qui s'y sont artificiellement

mêlés, et auxquels se trouvent ainsi subordonné ce qu'il y a d'essentiel dans les affaires de Rome.

La convention du 15 septembre 1864 a eu précisément pour objet d'écarter le principal de ces obstacles de fait qui ne proviennent pas du fond même de la question romaine : je veux parler de l'intervention de la force étrangère. Cet acte visait à réaliser une situation dégagée de toute complication extérieure, et dans laquelle les intérêts du Saint-Siège et ceux des Romains et de l'Italie se trouveraient placés en face les uns des autres, en sorte qu'une conciliation entre eux pût s'effectuer. En acceptant les obligations de la convention, l'Italie restait fidèle au devoir de ne pas abandonner cette question d'ordre moral et religieux aux surprises de la violence ; quelle que fût, du reste, la marche des événements, une application régulière de la convention devait garantir que ni l'emploi de la force, ni les accidents politiques du dehors ne reviendraient troubler le cours paisible et normal d'une transformation inévitable de la situation respectivement des Romains et du Saint-Siège.

Les accords du 15 septembre 1864 n'étaient donc pas la solution de la question romaine. Ils posaient seulement cette question dans des conditions telles qu'elle pût aboutir sans secousse à son dénouement.

Par une conséquence de la situation troublée qui existe en Europe depuis 1866, la convention n'a pas suffi à écarter les causes extérieures qui empêchent la solution naturelle de la question romaine.

Encouragé par les incertitudes de l'avenir et par le retour de l'intervention étrangère, et obéissant à des tendances qui, du reste, sont les conséquences inévitables de son système, le Gouvernement pontifical continua à appliquer à ses sujets ces mêmes principes du gouvernement dont la simple énonciation a soulevé les protestations de tous les États catholiques. Dans ses rapports avec l'Italie, la Cour de Rome a cru devoir se refuser même aux tempéraments les plus transitoires et de simple administration.

Elle a pris l'attitude d'un gouvernement ennemi établi au centre de la Péninsule, cherchant dans les complications européennes la possibilité d'amener de nouvelles interventions militaires, enrôlant des forces étrangères et leur donnant, contrairement à l'esprit de la convention, non pas la simple mission de la conservation de l'ordre intérieur, mais le caractère d'une armée de la réaction, d'un moyen pour une prétendue croisade. Les provinces romaines sont ainsi devenues pour nous le centre d'action du parti qui spéculait sur des interventions pour restaurer un autre état de choses dans la Péninsule,

et en même temps un terrain tout préparé pour servir à une propagande anarchique contre l'Italie.

Les conséquences d'une pareille situation, en présence de la guerre actuellement engagée et des complications qui pourraient encore s'ensuivre, sont graves pour nous.

Il n'est de l'intérêt d'aucune puissance que l'Italie, État catholique, et neutre dans le conflit actuel, demeure exposée à ce que sa tranquillité et ses rapports extérieurs puissent dépendre du parti que tireront des affaires romaines les manœuvres de la réaction ou de la révolution. Le sentiment national froissé, notre politique conciliante en Europe en butte aux soupçons, notre action au dehors paralysée ou sollicitée par des pressions factices, l'ordre dans la Péninsule rendu précaire, tels sont les effets d'une situation pareille.

C'est la force des choses qui, à chaque phase nouvelle des affaires de l'Europe, fait sentir plus impérieusement la nécessité de résoudre la question romaine. Nous croyons que c'est faire acte de prévoyance et de sagesse que d'écarter les considérations transitoires qui ont fait suspendre jusqu'ici une solution, et d'aborder pratiquement, dans ces conditions essentielles, un problème qui touche aux destinées d'un peuple et à la grandeur du catholicisme.

A ce point de vue, il sera plus facile de déterminer les bases d'un accord, et de réaliser cette adhésion morale des Gouvernements catholiques où l'Italie a toujours vu le gage le plus efficace d'une bonne solution.

Nous n'apportons aucune vue arbitraire dans le choix d'assurer à la papauté une situation indépendante, sûre et digne. Depuis dix ans, dans le cours de négociations souvent reprises et toujours interrompues par les événements politiques, les bases possibles d'une solution définitive de la question romaine ont été confidentiellement reconnues, en principe, et subordonnées seulement à des considérations d'opportunité et de convenance politique, par la France aussi bien que par d'autres Puissances.

Lorsque cette solution sera réalisée, les heureux effets s'en étendront bien au delà de nos frontières ; car ce n'est pas seulement en Italie que l'antagonisme entre le sentiment religieux et l'esprit de civilisation et de liberté trouble les consciences et jette le désordre moral parmi les populations.

Agréez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

MÉMOIRE ADRESSÉ PAR M. VISCONTI VENOSTA AUX GOUVERNEMENTS
ETRANGERS.

Florence le 29 Août 1870

Aussitôt après la réunion des provinces méridionales au royaume (21 octobre 1860), Rome étant occupée par les troupes du général Goyon, et les relations entre la France et l'Italie étant rendues difficiles par les hésitations de l'Empereur à reconnaître le nouveau royaume, et par les obstacles mis par la marine française au blocus de Gaëte, le comte de Cavour chargea deux négociateurs de traiter avec la cour de Rome, que l'application du principe de non-intervention disposait à se rapprocher de l'Italie.

Dès novembre 1860, le comte de Cavour formulait un projet d'accord avec le Saint-Siège, sur la base de la pleine liberté de l'Eglise et de la cessation complète du pouvoir temporel du Pape. Le gouvernement français, à qui ce projet d'accord fut communiqué, fit envoyer à Turin un contre-projet fondé sur la restitution en principe au Pape de ses anciens domaines, et sur la transformation de son pouvoir en un simple droit de haute souveraineté (27 décembre 1860). Le comte de Cavour repoussa absolument ce contre-projet, et réserva son opinion sur un autre contre-projet qui restreignait la souveraineté temporelle du Pape à la cité Léonine.

Le projet d'arrangement direct entre l'Italie et le Saint-Siège proposé par le comte de Cavour fut présenté le 10 janvier 1861 par le cardinal Santucci au Pape, qui, selon le témoignage du cardinal, s'en montra frappé et convaincu. Les propositions de la cour de Turin étaient regardées à Rome comme des concessions, et le Pape déclara que les puissances, ne prêtant pas leurs armes au Saint-Siège, il déliait les cardinaux Antonelli et Santucci du serment cardinalice pour traiter des conditions de la cessation du pouvoir temporel sur les bases proposées.

Pendant ce temps, l'empereur des Français, qui d'abord se bornait à dire qu'il désirait le succès de ces négociations (13 janvier 1861), décida ensuite en conseil des ministres d'appuyer les négociations de la cour de Turin, en déclarant à la cour de Rome qu'à défaut d'arrangement elle serait laissée à ses propres ressources (18 janvier 1861).

Pendant qu'on temporisait à Rome, le comte de Cavour ajoutait à son projet de nouvelles concessions sur les temporalités ecclésiastiques, tout en maintenant la cessation totale du pouvoir temporel. Le Gouvernement français exprima bien tôt la crainte que les intérêts des cardinaux ne parvinssent à faire échouer les négociations, et la Cour de Turin supposa, d'après certaines données, que les difficultés,

que pouvait entraîner pour le régime ecclésiastique en France la pleine liberté de l'Église en Italie, faisaient hésiter le Gouvernement impérial dans les bonnes dispositions qu'il avait montrées.

L'Empereur des Français, consulté, rassura le Gouvernement du Roi et dit que l'essentiel était pour lui qu'un arrangement quelconque intervînt. Le Gouvernement français se montrait encore confirmé dans les mêmes vues par l'opportunité que le Corps législatif de France ne se montrait pas moins favorable à l'unité de l'Italie que la Chambre des députés de Prusse, qui venait d'émettre un vote favorable à notre unité, ni que la diplomatie russe, qui disait à Paris que la Russie n'avait pas de solidarité avec le Pape et n'empêcherait pas que Rome devînt la capitale de l'Italie.

Mais ces mêmes circonstances d'ordre politique furent bientôt regardées à Rome comme des moyens d'échapper à un accord avec l'Italie et de profiter de nouveau des complications extérieures.

On représentait de Rome à la France et à l'Angleterre que l'unité et l'indépendance de l'Italie n'étaient pas dans leur intérêt; on s'appuyait sur l'avantage que trouvait alors l'Autriche à empêcher un accord; le *Giornale di Roma* démentait avec aigreur l'existence des négociations.

De son côté, l'Empereur des Français, faisant signaler au comte de Cavour les hésitations du Pape entre les sollicitations des négociateurs italiens et les résistances du cardinal Antonelli, l'invitait à trouver promptement le moyen de vaincre les mauvaises dispositions du secrétaire d'État de Sa Sainteté; le ministre Billault déclarait aux principaux membres du Sénat qu'un arrangement était probable entre l'Italie et Rome, et une brochure était publiée par le comte de Persigny pour faciliter l'accord, à ce qui fut dit par l'Empereur à un négociateur italien. Là-dessus nos plénipotentiaires à Rome reçurent des instructions et des pouvoirs officiels.

Mais l'arrivée de François II à Rome et l'organisation autour de lui d'un centre de réaction européenne correspondant avec les influences françaises, espagnoles et autrichiennes, achevèrent de relever les espérances d'intervention étrangère contre l'unité de l'Italie, et le cardinal Antonelli en vint à notifier aux négociateurs italiens que le Pape ne pouvait traiter en présence de son hôte le roi de Naples.

Le 19 mars 1861, le Pape prononça une allocution déclarant le catholicisme incompatible avec le libéralisme et avec les prétendues maximes de la civilisation moderne, et accusant la reconstitution de l'Italie; à quoi le comte de Cavour répondit par un discours à la Chambre des députés affirmant que l'indépendance et la dignité du Pontife et de l'Église ne peuvent être mieux assurées que par la séparation des deux pouvoirs et par l'application loyale et large du

principe moderne de liberté aux rapports de la société civile et de la société religieuse.

Le Parlement confirma ces déclarations en votant l'ordre du jour Boncompagni, déclarant que la Chambre avait la confiance que la dignité et l'indépendance du Pontife et la pleine liberté de l'Église seraient assurées, que l'application du principe de non-intervention aurait lieu de concert avec la France, et que Rome, capitale acclamée par le sentiment national, serait rendue à l'Italie. Cet ordre du jour de 1861 fut confirmé par le Parlement chaque fois qu'il eut à s'occuper des affaires de Rome, et dernièrement encore dans les séances de la Chambre et du Sénat des 20 et 24 août.

Le comte de Cavour écrivait à ce propos aux négociateurs italiens à Rome que ses déclarations à la Chambre devaient prouver combien sont avantageuses les concessions sans précédent que l'Italie est prête à faire à l'Église, et qu'il croyait donc qu'elles ne pouvaient que convaincre la Cour de Rome de l'utilité de traiter pour permettre au Gouvernement du Roi de déférer aux désirs du Saint-Siège de mettre ordre à la situation des affaires ecclésiastiques en Italie (avril 1861).

Le 5 avril, le cardinal Antonelli déclara à l'un des négociateurs que le Saint-Siège, toujours prêt à subir la force des choses, devait, quant à présent regarder l'existence de l'État romain comme une question internationale, dont il ne pouvait traiter seul. Les négociateurs italiens ayant observé que le désir connu des puissances catholiques était pour un arrangement sans intervention de leur part, le cardinal répliqua que l'Espagne s'opposait aux propositions du Piémont et que la Cour de Rome attendrait les événements.

Ainsi, pendant que l'Italie s'efforçait d'écarter de la question romaine tout intérêt factice et étranger à son essence, la Cour de Rome se fondait sur ces intérêts pour se refuser à une solution.

Le comte de Cavour alors, convaincu de la nécessité de séparer la question de l'arrangement des affaires de Rome, de la question de l'intervention étrangère, ouvrit une négociation avec la France sur les bases qui furent depuis consacrées dans la convention du 15 septembre 1864.

Il réservait la liberté d'action de l'Italie pour le cas où l'État romain deviendrait un foyer de désordre ou une cause de dangers, et où les volontaires étrangers constitueraient une intervention déguisée ; il stipulait la liberté des communications pour les citoyens sans armes. Il répétait en même temps expressément que Rome était indispensable pour garantir l'unité et le principe monarchique en Italie ; que le gouvernement du Roi n'emploierait cependant que les moyens les plus pa-

cifiques possibles, en sauvegardant l'autorité spirituelle du Pape, la dignité du Saint-Siège et les intérêts de la religion.

Ces négociations avec la France, interrompues par la mort du comte de Cavour, furent continuées après la reconnaissance, faite aussitôt du royaume d'Italie par la France. Le gouvernement français recommanda au baron Ricasoli de continuer les négociations directes avec le Saint-Siège, et le chargé d'affaires italien écrivait de Paris que le gouvernement impérial désirait vivement sortir de ces difficultés accrues par la menace du Pape de quitter Rome si l'Empereur rappelait ses troupes.

En août 1861, le ministre de France à Turin déclarait, d'après ses instructions, que l'Empereur restait le meilleur ami de l'Italie, qu'en cas de vacance du Saint-Siège ou dans d'autres cas plus prochains et imprévus, il trouverait l'occasion de se dégager en rappelant ses troupes sans inconvénients; qu'en attendant l'Italie pouvait tenir ouverte la négociation avec Rome, pour laisser le tort au Pape; devait assurer la tranquillité à Naples et agir sur l'opinion, et que le gouvernement français ne cesserait pas de se préoccuper de la question romaine dans un esprit amical pour l'Italie.

En novembre 1861 le ministre Ricasoli crut le moment venu de publier, comme le comte de Cavour en avait eu le projet, les bases d'arrangement concertées en principe avec la France. Le ministre du Roi à Paris avait eu ordre de déclarer qu'en laissant à la France le choix du moment où elle pourrait laisser Rome à elle-même, le gouvernement du Roi se croyait tenu de ne rien négliger pour faciliter un arrangement, et espérait dans les bons offices de la France pour faire agréer un projet formel d'articles à la cour de Rome. Ce fut lorsque le gouvernement français eut décliné, par des raisons d'opportunité, cette demande de médiation, que le projet d'arrangement (*capitolato*) fut rendu public, à la suite de quoi le Parlement confirma l'ordre du jour Boncompagni, rappelé plus haut.

Le 24 avril 1862 le ministre du Roi à Paris recevait communication par M. Thouvenel d'un projet de l'Empereur à proposer en même temps à Rome et à Turin. Si l'Italie l'acceptait, l'occupation française devait cesser immédiatement ou dans un an, selon que la Cour de Rome l'aurait accepté ou non de son côté. Les bases de ce projet étaient les suivantes :

Le territoire pontifical serait gouverné dans la forme municipale; le Pape conserverait tous les titres et prérogatives de la souveraineté; les puissances catholiques contribueraient *pro voto* la liste civile, la France pour trois millions et demi; union douanière avec le royaume d'Italie; la dette publique serait partagée en proportion des territoires;

la législation italienne serait appliquée au territoire pontifical ; les populations romaines enverraient leurs députés au Parlement italien ; le Pape nommerait un certain nombre de sénateurs ; les monnaies pontificales conserveraient l'effigie du Pape ; mais seraient égalées aux monnaies italiennes.

Le drapeau pontifical serait le drapeau tricolore italien avec les armes pontificales au lieu de la croix de Savoie ; le Pape aurait une garde pour sa personne, les finances et l'armée seraient communes. Toutefois, le royaume rendrait au Pape une partie des provinces à l'ouest de l'Apennin d'une population d'environ cent mille âmes.

Ce projet, à l'exception de la dernière clause, fut agréé à Turin ; mais avant qu'il fût proposé officiellement aux Cours de Turin et de Rome, il s'éleva des dissentiments à ce sujet parmi les ministres de l'Empereur, deux d'entre eux voulant supprimer la dernière clause et revenir au projet Cavour, et d'autres croyant opportun de différer, à cause de la situation politique intérieure de la France. Là-dessus se produisit le mouvement révolutionnaire de Sarnico. La tendance à éviter la responsabilité d'une solution prit le dessus dans les conseils de l'Empereur.

A partir de cette époque jusqu'à laquelle la question romaine avait été traitée au point de vue d'une solution définitive et en elle-même, les négociations se portèrent sur l'autre côté de la question, celui des moyens d'écarter des affaires de Rome les interventions étrangères et les complications extérieures.

Le gouvernement français dégagea sa responsabilité, quant au fond de la question romaine, par la lettre de l'Empereur à M. Thouvenel du 26 mai 1862. La même tendance inspirait les instructions données le 30 du même mois à l'ambassadeur de France à Rome ; elles étaient conçues dans le sens d'amener la Cour de Rome à se passer de l'intervention étrangère ; mais, en tout cas, le gouvernement français annonçait l'intention de revenir au projet restreint du comte de Cavour en posant le principe de non-intervention et en réservant l'arrangement des affaires de Rome. Ce fut depuis l'objet de la convention du 15 septembre 1864. Les négociations avaient repris leur cours dans cette direction d'idées lorsque l'expédition qui finit à Aspromonte vint y mettre obstacle.

Le Gouvernement italien crut alors opportun de poser de nouveau la question de fond par la note du général Durando du 10 septembre 1862, dans les termes des premières négociations pour une solution définitive. La réponse de M. Drouyn de Lhuys (26 octobre 1862), qui avait remplacé sur ces entrefaites M. Thouvenel au ministère des affaires étrangères de France, fut contraire à la détermination du ministère italien de poser la question de la solution définitive, et ma-

nifesta l'intention du Gouvernement français de s'en tenir à la question restreinte de l'évacuation de Rome. Les choses en restèrent là.

En juillet 1863, le Gouvernement italien proposa à la France la reprise des négociations restreintes sur la base du principe de non-intervention, l'Italie réservant les aspirations nationales, écartant la garantie collective des puissances catholiques, et excluant toute occupation étrangère. Cette nouvelle phase aboutit à la Convention du 15 septembre 1864. Il fut déclaré, lors de la conclusion de cet acte, que la Convention ne doit ni ne peut signifier ni plus ni moins que ce qu'elle dit; que quant à son esprit, elle est la conséquence du principe de non-intervention, que l'Italie se réservait de faire respecter ce principe de quiconque, vis-à-vis des insurrections du dehors comme des puissances étrangères, et que l'Italie continuerait à poursuivre, dans les conditions de la Convention, la conciliation des intérêts essentiels de l'Italie avec ceux de la papauté, sur la base de la séparation et de la liberté réciproque des pouvoirs de l'État et de l'Église.

La question de non-intervention était formellement distinguée de celle de l'arrangement des affaires de Rome : ce dernier objet fut touché par les négociateurs dans des entretiens où l'Empereur conseillait de laisser au Pape la souveraineté nominale, en reliant administrativement Rome à l'Italie, et où le ministre des affaires étrangères de l'Empereur exprima l'avis que l'évacuation française ne devait pas être la cause de la chute du pouvoir temporel, Rome devant du reste, dans sa conviction, finir par appartenir à l'Italie.

Aussi le Gouvernement français, écartant des interpellations survenues de la part de l'Autriche et de l'Espagne, déclara aux agents de ces deux puissances qu'elles n'avaient pas de titre à s'en occuper; que la Convention résolvait la question de l'occupation dans la question romaine, laquelle demeurerait sans solution, et qu'une garantie des puissances catholiques étant inadmissible. Ces démarches de l'Espagne et de l'Autriche avaient été provoquées par le Gouvernement pontifical, qui, fidèle à sa politique, reposant sur les interventions étrangères, avait, par une circulaire à ses nonces, du 18 septembre 1864, fait l'aveu formel que les domaines du Saint-Père ne pouvaient subsister par eux-mêmes, malgré l'exécution par l'Italie de la convention de septembre, aveu qui prouvait combien étaient à prévoir les cas réservés lors de la conclusion de la Convention, où les stipulations acceptées par l'Italie cesseraient d'être applicables.

Il était inévitable que dans les discussions parlementaires auxquelles la convention donna lieu la solution de la question romaine au fond, réservée par la convention, fût abordée aussi bien que la convention elle-même. Le Gouvernement italien ayant présenté au

Parlement (24 octobre 1864), entre autres documents, le rapport du chevalier Nigra du 15 septembre 1864, le ministre impérial des affaires étrangères, tout en en reconnaissant l'exactitude, crut nécessaire, en présence des discussions du Parlement italien, qu'il fût complété sur quelques points, ce que fit le chevalier Nigra dans une nouvelle dépêche du 30 octobre 1864, établissant qu'en réservant les aspirations nationales, l'Italie ne donnait pas le droit de supposer qu'elle voulait employer des voies souterraines; que l'Italie comptait sur le cours naturel et normal des choses; que la réserve de la liberté d'action pour les parties contractantes, pour le cas où le Gouvernement pontifical ne pourrait se soutenir de lui-même, était parfaitement convenue, les Plénipotentiaires n'ayant d'ailleurs pas dû prévoir expressément dans leurs déclarations officielles des éventualités amenées par la faute et l'impuissance du Gouvernement pontifical; que le but des aspirations nationales est la conciliation des intérêts de l'Italie et de la papauté par la liberté de l'Eglise et de l'État, et qu'il maintenait en conséquence et avec ces éclaircissements son rapport du 15 septembre. Ces deux rapports du ministre du Roi furent reconnus comme interprétation exacte de la Convention dans les explications loyales qui eurent lieu en présence de l'Empereur, entre MM. Nigra et Drouyn de Lhuys, le 2 novembre 1864.

L'envoi successif à Rome par l'Italie de MM. Tonello et Sessi pour des arrangements relatifs aux sièges épiscopaux et les échanges d'idées commencés avec le général Fleury et continués depuis avec le Gouvernement français sur les facilités économiques à introduire entre les deux territoires, prouvèrent que le Gouvernement italien, tout en réservant la solution définitive, mettait tout son bon vouloir pour l'amélioration des conditions de fait dans lesquelles cette solution pouvait se produire naturellement à l'abri des interventions étrangères.

La dépêche adressée par le Gouvernement du Roi au chevalier Nigra, le 20 décembre 1866, et la note du 5 février précédent, par laquelle l'Italie écartait la prétention de l'Espagne de prendre les intérêts du pouvoir temporel, témoignent, d'autre part, du soin mis à sauvegarder le fond de la question.

L'invasion révolutionnaire d'octobre 1867, vint malheureusement troubler le progrès normal de la question romaine. Au moment où la France décidait d'intervenir de nouveau, une circulaire française du 25 octobre 1867, reconnaissait que la Convention de septembre devait subsister, et, appelant la sollicitude des puissances sur la situation réciproque de l'Italie et du Saint-Siège, déférait à l'Europe la solution même de la question romaine.

Il importe de noter que la politique française entraînait ainsi dans une nouvelle phase. On l'avait vue en 1861 recommander une solution directe entre le Pape et l'Italie, sans immixtion étrangère; puis, en avril et mai 1862, prendre l'initiative hardie d'une solution; ensuite dégager sa responsabilité en assurant la non-intervention par la Convention du 15 septembre; maintenant la France reconnaissait de nouveau, après Mentana, la nécessité d'une solution immédiate et décisive de la question en elle-même, et appelait l'Europe à la sanctionner.

Le Gouvernement italien ne croyait pas que l'immixtion de l'Europe pût dans l'état des choses faciliter une solution; il ne se refusera pourtant pas à la réunion d'un congrès général ou restreint. Mais les puissances invitées déclarèrent unanimement qu'un congrès ne pourrait que sanctionner une solution qui se serait déjà produite de fait entre l'Italie et le Saint-Siège. Le principe de non-intervention et l'élimination de toute complication politique de la question romaine, maximes fondamentales de la politique italienne, étaient ainsi spontanément consacrées par les puissances. Les Gouvernements d'Autriche et de Prusse furent particulièrement explicites dans ce sens.

Survinrent les déclarations de M. Rouher à la tribune française qui furent regardées par les puissances comme rendant impossible le congrès que la France elle-même venait de proposer.

Le Gouvernement du Roi ayant donc constaté que la préparation d'une solution définitive par un congrès était impraticable, il ne restait pour le moment qu'à négocier par le moyen de la France, en laissant intact le programme national, pour rendre tolérables les rapports de fait entre les deux territoires et faciliter ainsi la retraite des troupes françaises sous la réserve d'une solution définitive à poursuivre; il présenta le 24 janvier 1868 les bases d'un *modus vivendi* de simple administration, que la Cour de Rome refusa comme tout le reste.

La tentative faite par la France pour la solution de la question romaine dans un congrès, a donné occasion de constater combien l'opinion de tous les autres Gouvernements est devenue équitable envers les vues de l'Italie. La diplomatie italienne a pu constater depuis lors que l'Autriche, l'Espagne et le Portugal désirent une solution de la question dans un sens libéral et conforme aux intérêts de l'Italie en assurant l'indépendance du Saint-Siège; que les Gouvernements allemands, la Prusse, la Belgique et la Hollande, sont désintéressés des questions politiques relatives à Rome, que la Russie fait de même, que la Suisse, prenant acte des déclarations de la France dans le sens d'une évacuation immédiate, n'entendait sanctionner qu'une solution

conforme à la souveraineté populaire, base de son droit public.

Résumons donc ici les bases de la solution définitive qui furent reconnues en principe comme acceptables, sauf les questions d'opportunité et de convenance politique, à divers moments de négociations que l'on vient de rappeler, quand ces négociations portèrent sur le règlement final de la question romaine considérée en elle-même. Ces bases sont les suivantes :

Le Souverain Pontife conserve la dignité, l'inviolabilité et toutes les autres prérogatives de la souveraineté, et, en outre, les prééminences envers le Roi et les autres souverains qui sont établies par les coutumes. Le titre de Prince et les honneurs relatifs sont reconnus aux cardinaux de l'Église romaine.

La cité Léonine reste sous la pleine juridiction et souveraineté du Pape (1).

Le Gouvernement italien garantit sur son territoire :

a. La liberté des communications du Souverain Pontife avec les États, le clergé et les peuples étrangers.

b. L'immunité diplomatique des nonces ou légats pontificaux auprès des puissances étrangères et des représentants étrangers auprès du Saint-Siège.

Le Gouvernement italien s'engage à conserver toutes les institutions, offices et corps ecclésiastiques et leurs administrations existant à Rome, mais il n'en reconnaît pas la juridiction civile ou pénale.

Le Gouvernement s'engage à conserver intégralement et sans les soumettre à des impôts spéciaux toutes les propriétés ecclésiastiques dont les revenus appartiennent à des charges, offices, corporations, instituts et corps ecclésiastiques ayant leur siège à Rome ou dans la cité Léonine.

Le Gouvernement n'a pas d'immixtion dans la discipline intérieure des corps ecclésiastiques à Rome.

Les évêques et les curés du royaume, dans leurs diocèses et leurs paroisses respectivement, seront libres de toute immixtion du Gouvernement dans l'exercice de leur ministère spirituel.

Sa Majesté renonce en faveur de l'Église à tout droit de patronage royal sur les bénéfices ecclésiastiques majeurs ou mineurs de la ville de Rome.

Le Gouvernement italien constitue au Saint-Siège et au Sacré Collège une dotation fixe et intangible d'une valeur non inférieure à celle qui leur est actuellement assignée sur le budget de l'État pontifical.

Le Gouvernement royal conserve leurs grades, leurs appointements

(1) Voir à la fin du document la *Note sur la cité Léonine*.

et leur ancienneté aux employés civils et militaires de l'État pontifical qui sont Italiens.

Ces articles seraient considérés comme un contrat public bilatéral, et formeraient l'objet d'un accord avec les puissances qui ont des sujets catholiques.

L'Italie est prête aujourd'hui encore à adopter les mêmes bases de solution.

Elorence, 29 août 1870.

NOTE SUR LA CITÉ LÉONINE.

On sait que le Tibre partage la ville de Rome en deux parties, dont l'une, située sur la rive droite du fleuve, porta jadis le nom de ville sainte, et fut construite *per apostolorum Petri et Pauli suffragia* (sic) *et absolutem christianorum omnium*. C'est cette partie de Rome qu'on a l'habitude d'appeler *Cité Léonine*, du nom des papes Léon III et Léon IV, dont le premier en entreprit la fondation et le dernier acheva la construction en 849.

La cité Léonine était jadis toute entourée de murailles, dont la plus grande partie subsiste encore. Elle s'étendait sur une largeur de 700 mètres et une longueur de 1,300 mètres. L'enceinte particulière de la cité Léonine, percée de quatre portes, et le cours du Tibre la rendent entièrement indépendante des murailles de Rome.

La cité Léonine a toujours été considérée comme appartenant exclusivement aux pontifes, même à l'époque où ces derniers n'étaient pas regardés comme des souverains temporels. Elle a constamment joui d'une vie propre et indépendante des statuts de Rome et des autorités romaines. Elle garda une administration autonome, ayant un caractère exclusivement pontifical, jusqu'au règne de Sixte-Quint, qui en fit le XIV^e quartier (rione) de Rome, sous le nom de *Borgo*.

La cité Léonine contient aujourd'hui une population d'environ 15 mille âmes, et serait susceptible d'en contenir d'avantage si les jardins, qui en occupent la plus grande partie, étaient destinés, au moins en partie, à la construction de nouveaux édifices. Elle possède une grande quantité d'églises et de palais. L'église Saint-Pierre, le Vatican et ses vastes dépendances, les tombeaux des apôtres et des papes les plus illustres, de nombreux monuments religieux et artistiques font de la cité Léonine une ville remarquable et une résidence splendide pour le chef souverain de la catholicité.

DÉCLARATION DE M. JULES FAVRE AU CHEVALIER NIGRA.

Paris, le 6 septembre 1870.

En se présentant au ministère des affaires étrangères, le 6 septembre 1870, M. le chevalier Nigra, ministre d'Italie, témoigna hautement son amitié pour la France et son désir sincère de la secourir. Il fit valoir avec tristesse les raisons qui, selon lui, empêchaient son Gouvernement d'agir, et répéta plusieurs fois que si l'une des deux grandes puissances qui dominaient toutes les résolutions nous donnait son concours, l'Italie serait heureuse de s'y associer. Je le pressai vivement de les devancer. Mon insistance n'eut malheureusement aucun résultat. Il se levait après une longue conversation, quand il me dit : « Je suis chargé officiellement de vous faire savoir que mon Gouvernement ne peut plus supporter le *statu quo* en ce qui concerne Rome. Il a envoyé au Saint-Père M. Ponza di San Martino, avec mission d'obtenir un arrangement amiable. Si, comme tout me le fait craindre, ces propositions échouent, nous serons dans la nécessité d'occuper Rome. Notre intérêt et notre honneur nous le commandent. Le salut de la papauté ne l'exige pas moins impérieusement. Nous aurions pu tout sauvegarder, même après le départ des troupes françaises; mais les succès inouïs de la Prusse ont complètement changé la face des choses. Ils ont abattu les conservateurs, exalté les violents. Notre inertie achèverait de tout perdre. Les partis démagogiques seraient les maîtres de Rome, et la tempête qui ferait disparaître la papauté nous exposerait aux plus graves désordres. Il ne nous est donc plus possible de retarder une solution d'ailleurs inévitable. Nous la précipiterons de gré ou de force. Nous sommes du reste heureux dans cette crise d'avoir pour nous l'appui moral du nouveau Gouvernement que la France s'est donné. Mais pourquoi ne feriez-vous pas un pas de plus ? Pourquoi ne dénonceriez-vous pas la convention du 15 septembre 1864 ? Vous l'avez constamment attaquée, elle est anéantie de fait. » Joignez à la condamnation prononcée contre elle par la fortune la consécration de votre autorité. Cet acte sera le couronnement de votre carrière, et l'Italie vous en sera reconnaissante. »

« Je sens, lui répondis-je, tout ce qu'il y a d'irréfutable dans vos observations. La convention du 15 septembre est bien morte. Cependant je ne la dénoncerai pas. Si la France était victorieuse et prospère, je céderais avec empressement à votre désir. Je serais, comme vous le dites fort bien, conséquent avec moi-même, puisque j'ai toujours combattu l'immixtion de la France en faveur du Pape

« dans les affaires italiennes. Mais mon pays est vaincu, je suis trop
 « malheureux pour avoir le courage d'affliger un vénérable vieillard,
 « douloureusement frappé lui même, et qui souffrirait d'une démons-
 « tration inutile d'abandon. Je ne veux pas davantage contrister
 « ceux de mes compatriotes catholiques que les malheurs de la
 « papauté consternent. Je ne dénoncerai donc pas la convention de
 « septembre. Je ne l'invoquerai pas non plus. Personnellement je ne
 « le pourrais : un autre ministre ne le pourrait pas davantage sans
 « humilier la dignité de la France par une menace frappée à l'avance
 « d'impuissance. Je ne peux ni ne veux rien empêcher. Je crois,
 « comme vous, que si vous n'y allez pas, Rome tombera au pouvoir
 « d'agitateurs dangereux. J'aime mieux vous y voir. Mais il est bien
 « entendu que la France ne vous donne aucun consentement, et que
 « vous accomplissez cette entreprise sous votre propre et unique res-
 « ponsabilité. »

Pour faire cette réponse, je n'avais point consulté mon Gouverne-
 ment, qui ne la blâma pas lorsque je la lui fis connaître. Deux jours
 après j'étais chez le ministre d'Italie, et comme l'avant-veille j'in-
 sistais énergiquement, mais inutilement, auprès de lui pour obtenir
 un secours efficace de son Gouvernement. Il revint à la charge sur la
 question romaine. « Vous ne maintiendrez pas votre décision, me
 « dit-il, elle est trop en opposition avec votre passé politique. Elle
 « blessera l'Italie sans aucun profit pour vous. »

« Est-ce une condition que vous me posez ? » répondis-je à mon
 interlocuteur en le regardant fixement. « En aucune manière, répli-
 « qua-t-il. J'ai le regret de persévérer dans la ligne que je vous ai
 « indiquée. »

« Eh bien, lui dis-je, je vous saurai beaucoup de gré de ne plus
 « revenir sur un sujet qui me peine et ne peut nous mener à rien. »
 Et en effet il n'en fut plus question entre nous.

M. MELEGARI A M. VISCONTI VENOSTA.

Berne, le 6 septembre 1870.

Le président de la Confédération, auquel j'ai exposé ce matin les
 motifs de la grave résolution qui a été prise, m'a assuré que lui et
 ses collègues s'attendaient à ce que l'Italie prit ce parti, poussée
 qu'elle était par le sentiment de sa propre conversation, et voyant
 sous plusieurs rapports ses actes légitimés par la situation grave
 dans laquelle se trouvaient le royaume et les États voisins ; — qu'il
 se rendait parfaitement compte des raisons qui nous obligeaient

d'affronter les dangers d'une entreprise qui, dans d'autres conditions, aurait pu être retardée encore ; — qu'il espérait voir les autres Gouvernements, en présence des périls dont nous menace de tous côtés la conflagration actuelle, amenés à reconnaître que l'occupation de Rome n'était, de notre part, qu'un fait imposé à l'Italie par les exigences de la paix et de l'ordre, sans que le monde catholique ait à s'en inquiéter.

La Suisse, se reposant sur l'efficacité de ses institutions et fidèle aux principes dont elles découlent, — a ajouté l'éminent magistrat, — a déclaré naguère vouloir rester étrangère à des conférences relatives à un règlement des affaires de Rome qui serait contraire au sentiment national italien et aux vœux du peuple romain. Elle ne changera pas d'avis si elle était appelée à se prononcer à ce sujet.

M. Dubs m'a fait remarquer cependant que le conseil fédéral, organe représentatif d'un pays dont la grande majorité est protestante, ne pourrait jamais exercer sur des États dont la majorité est composée de catholiques, pour ce qui concerne la solution de la question romaine dans sa phase actuelle, qu'une autorité nécessairement fort limitée en raison du degré de compétence qu'il a en pareille matière.

Il ne faudrait pas conclure de ces considérations — a ajouté cependant M. le président fédéral — que la Confédération soit indifférente aux intérêts religieux de ses populations catholiques, — intérêts qui devront être au contraire convenablement sauvegardés.

M. Dubs m'a déclaré que par ces motifs le pouvoir exécutif de la Confédération prenait acte de la promesse faite par le Gouvernement du Roi, de s'entendre préalablement avec les puissances pour assurer les conditions essentielles de la liberté et de l'indépendance spirituelles du Saint-Siège, — conditions dont le maintien, de la part du Gouvernement italien, intéresse grandement la liberté de conscience que la Constitution fédérale garantit à tous les Suisses, et sans lesquelles il répugnerait d'ailleurs aux nations catholiques de consentir à ce que notre souveraineté passât sur Rome dans le domaine des faits accomplis.

M. le président fédéral a exprimé à cet égard la pleine confiance qu'il avait dans les sentiments libéraux du Gouvernement italien, que les enseignements de la prudence porteront à éviter les dangers qui résulteraient du fait que, pour rassurer les consciences catholiques, Pie IX aurait été forcé de quitter le siège historique de la papauté. Un Pape errant et mendiant à travers le monde à cause de nous, serait pour l'Italie une source de dangers de beaucoup plus graves que ceux qui pourraient résulter de la liberté spirituelle la

plus absolue garantie au Pape dans la ville éternelle en même temps que les ressources nécessaires à la dignité de la papauté et au Gouvernement de l'Église.

Signé : MELEGARI.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Berlin, le 6 septembre 1870.

M. le Ministre, je me suis empressé de parler au Secrétaire d'État dans le sens du télégramme que V. E. m'a adressé en date d'hier, et qui m'est parvenu ce matin. Il ne pensait pas que le Cabinet de Berlin modifierait sa conduite dans la question romaine, mais, en l'absence du Chancelier fédéral, M. de Thile ne se croyait pas autorisé à exprimer un avis définitif, sans en référer à son chef. Il se réservait de télégraphier au quartier général, et à cet effet il m'a exprimé le désir que je lui communiquasse par écrit la substance du télégramme précité.

Agréé, etc.

Signé : LAUNAY.

M. VISCONTI VENOSTA AUX REPRÉSENTANTS DE L'ITALIE
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Florence, le 7 septembre 1870.

Monsieur, le Gouvernement du Roi n'a eu que trop d'occasions de signaler, dans ces dernières années, les dangers de l'antagonisme qui existe entre le Gouvernement pontifical et l'Italie. Ces dangers, qui ont été reconnus souvent par les puissances, n'avaient cependant pas alors le caractère de gravité décisive qu'ils prennent aujourd'hui, et dont je vous ai prévenu par ma circulaire du 29 août dernier.

S'il est une maxime reconnue par toutes les autorités en droit positif, c'est que chaque Gouvernement a le droit et le devoir de pourvoir à sa propre sécurité, et de s'opposer à ce qui peut constituer pour lui un péril et un empêchement à la protection qu'il doit aux intérêts essentiels de ses nationaux. Aussi, la Convention de septembre a-t-elle laissé au Gouvernement du Roi sa liberté d'action pour les cas prévus ou non dans lesquels l'état de choses existant sur le territoire pontifical constituerait un danger ou une menace contre la tranquillité ou la sûreté de l'Italie.

Or, si en septembre 1864, lorsque rien n'autorisait à prévoir que l'épreuve de la conciliation des intérêts des Romains avec ceux du

Saint-Siège ne s'accomplirait pas en pleine paix, une réserve de ce genre a été jugée conforme à la justice, il semble superflu de remarquer combien l'application en est légitime en ce moment.

L'Italie, en effet, obligée, comme les pays voisins des deux nations belligérantes, de ne rien négliger pour sauvegarder sa sécurité, en est empêchée par l'état de choses que maintient dans une enclave de la Péninsule un Gouvernement théocratique en hostilité déclarée contre l'Italie, ne pouvant, de son propre aveu, subsister que par des interventions étrangères, et dont le territoire offre une base d'opération à tous les éléments de désordre.

Aujourd'hui que la guerre entre la France et l'Allemagne a pris un caractère extrême, et jette une grande incertitude dans les relations internationales, il ne s'agit plus seulement pour nous, dans la question romaine, d'une revendication légitime de nos droits et de nos intérêts, mais de la nécessité de remplir les devoirs impérieux qui sont la raison d'être des Gouvernements.

S. M. le Roi, gardien et dépositaire de l'intégrité et de l'inviolabilité du sol national, intéressé comme souverain d'une nation catholique à n'abandonner à aucun accident le sort du chef de l'Église, prend comme il le doit avec confiance, en face de l'Europe et de la catholicité, la responsabilité du maintien de l'ordre dans la Péninsule et de la sauvegarde du Saint-Siège.

Le Gouvernement de S. M. se réserve de ne pas attendre, pour prendre des résolutions en conséquence, que l'agitation signalée sur le territoire pontifical, suite naturelle des événements du dehors, aboutisse à des effusions de sang entre les Romains et les forces étrangères. Ce serait sacrifier nos devoirs à un trop facile allègement de responsabilité, que de laisser s'exposer aux risques de déplorables conflits le Saint-Père, inébranlable dans sa résistance, les Romains qui nous déclarent s'apprêter à revendiquer leurs droits, la sûreté, enfin, des personnes et des propriétés dans les provinces. Nous occuperons donc, quand nos informations nous le feront juger opportun, les points nécessaires pour la sécurité commune, en laissant aux populations le soin de leur propre administration.

Le Gouvernement du Roi, en maintenant expressément en principe le droit national, se renfermera toutefois dans les limites d'une action conservatrice et tutélaire à l'égard du droit qu'ont les Romains de disposer de leurs destinées, et des intérêts qui reposent pour chaque État ayant des sujets catholiques sur les garanties d'indépendance souveraine qui doivent être assurées à la papauté. Quant à ce dernier objet, l'Italie, je le répète, est prête à prendre des arrangements avec les puissances sur les conditions à déterminer d'un

commun accord pour assurer l'indépendance spirituelle du Pontife.
Agrérez, etc. *Signé : VISCONTI VENOSTA..*

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

Florence, le 8 septembre 1870.

Mylord, j'ai vu ce matin M. Visconti Venosta qui m'a informé que le Gouvernement en était venu à cette conclusion, que l'occupation de certaines portions du territoire pontifical par les troupes italiennes était devenue nécessaire pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans la Péninsule. La proclamation de la République en France a excité tant en Italie que dans les États pontificaux une agitation à laquelle le Gouvernement ne pouvait être indifférent. En conséquence, il était résolu d'envoyer ce soir à Rome M. Ponza di San Martino, avec une lettre autographe du Roi au Pape, dans laquelle Sa Majesté explique les circonstances qui l'ont mise dans la nécessité d'agir, tout en déclarant que les troupes italiennes ne pénétraient sur le territoire pontifical qu'en vue de maintenir l'ordre et la tranquillité, et que leur présence ne préjugerait aucune question. La lettre renferme les assurances les plus complètes du respect du Roi pour le Saint-Père; de la protection de sa personne et de son indépendance et fait appel à Sa Sainteté pour accepter dans un esprit de conciliation, une mesure rendue nécessaire par les intérêts de l'ordre et du gouvernement régulier dans l'étendue de la Péninsule.

M. Visconti Venosta, en réponse à ma demande, ajouta que les troupes ne passeraient pas la frontière jusqu'à ce qu'une réponse ait été reçue de Sa Sainteté. Il me répéta, ce qu'il m'avait dit plusieurs jours auparavant que, malgré que les localités occupées seraient libres d'organiser leurs institutions municipales et d'exprimer leurs vœux sur leur destinée politique future, rien ne serait réglé par le fait de l'occupation en elle-même, qu'en un mot chaque chose à cet égard serait réservée pour être décidée ultérieurement par les autres puissances. M. Visconti Venosta me répéta, en outre, et m'autorisa à dire à Votre Seigneurie que les troupes italiennes s'arrêteraient sous les murs de Rome, et qu'en tout cas n'emploieraient la force pour y entrer qu'en présence de circonstances des plus extrêmes. En aucun cas, néanmoins, dit Son Excellence, les troupes italiennes n'entreront dans la cité Léonine, tant que le Pape s'y trouvera, sans le consentement de Sa Sainteté.

M. Visconti Venosta, cependant, me dit que si les troupes italiennes rencontraient de la résistance de la part des troupes papales, elles

seraient obligées de la briser. Il espérait, toutefois que le Pape reconnaîtrait la nécessité de ce mouvement; qu'il était impossible devant la présente surexcitation des esprits en Italie et à Rome, que les choses continuassent comme par le passé, enfin qu'il était dans l'intérêt de Sa Sainteté même, de la position future de la papauté, aussi bien que dans celui de la monarchie en Italie, que le Gouvernement italien empêchât tout mouvement révolutionnaire, et qu'en conséquence Sa Sainteté n'opposerait pas de résistance aux troupes italiennes, ni ne quitterait Rome.

Le Gouvernement italien ne désirait pas précipiter les mesures, et aussitôt que la cause de l'ordre aurait été assurée, les choses pourraient être laissées pendant longtemps dans un état provisoire.

M. Visconti Venosta me dit qu'il serait très-reconnaissant au Gouvernement de Sa Majesté s'il faisait entendre des conseils de conciliation au Pape et l'engager à ne pas quitter le Vatican. Son Excellence est évidemment très-préoccupée de la possibilité du départ de Sa Sainteté ou de l'ordre donné à ses troupes de résister. Les localités à occuper en premier sont, je crois, Viterbe et Civita Vecchia.

En réponse à une de mes questions, M. Visconti Venosta m'informa que le Gouvernement français, auquel il avait fait part des intentions et des nécessités du Gouvernement italien, avait reconnu que l'Italie avait maintenant recouvré sa liberté d'action en ce qui regardait la convention de septembre, et il me dit aussi que ses communications avec les autres Gouvernements au sujet de l'occupation projetée avaient été conciliantes.

J'ai, etc.

Signé : A. PAGET.

LE ROI VICTOR EMMANUEL AU PAPE PIE IX.

Florence, le 8 septembre 1870.

Très-Saint-Père, avec une affection de fils, avec une foi de catholique, avec une loyauté de roi, avec un sentiment d'italien, je m'adresse encore, comme j'eus à le faire autrefois, au cœur de Votre Sainteté.

Un orage plein de périls menace l'Europe. A la faveur de la guerre qui désole le centre du continent, le parti de la révolution cosmopolite augmente de hardiesse et d'audace, et prépare, spécialement en Italie et dans les provinces gouvernées par Votre Sainteté, les derniers coups à la monarchie et à la papauté.

Je sais, Très-Saint-Père, que la grandeur de votre âme ne le céderait jamais à la grandeur des événements; mais moi, roi catholique

et roi italien, et, comme tel, gardien et garant, par la disposition de la divine Providence et par la volonté de la nation, des destinées de tous les Italiens, je sens le besoin de prendre, en face de l'Europe et de la catholicité, la responsabilité du maintien de l'ordre dans la péninsule et la sécurité du Saint-Siège.

Or, Très-Saint-Père, l'état d'esprit des populations gouvernées par Votre Sainteté et la présence parmi elles de troupes étrangères venues de lieux divers avec des intentions diverses sont un foyer d'agitation et de périls évidents pour tous. Le hasard et l'effervescence des passions peuvent conduire à des violences et à une effusion de sang qu'il est de mon devoir et du vôtre, Très-Saint-Père, d'éviter et d'empêcher.

Je vois l'inéluctable nécessité, pour la sécurité de l'Italie et du Saint-Siège, que mes troupes, déjà préposées à la garde des frontières, s'avancent et occupent les positions qui seront indispensables à la sécurité de Votre Sainteté et au maintien de l'ordre.

Votre Sainteté ne voudra pas voir un acte hostile dans cette mesure de précaution. Mon Gouvernement et mes forces se restreindront absolument à une action conservatrice et tutélaire des droits facilement conciliables des populations romaines avec l'inviolabilité du Souverain-Pontife et de son autorité spirituelle avec l'indépendance du Saint-Siège.

Si Votre Sainteté, comme je n'en doute pas, et comme son caractère sacré et la bonté de son âme me donnent le droit de l'espérer, est inspirée d'un désir, égal au mien, d'éviter tout conflit et d'échapper au péril d'une violence, elle pourra prendre avec le comte Ponza di San Martino, qui lui remettra cette lettre et qui est muni d'instructions jugées opportunes par mon Gouvernement, les accords qui paraîtront mieux devoir conduire au but désiré.

Que Votre Sainteté me permette d'espérer encore que le moment actuel, aussi solennel pour l'Italie que pour l'Église et pour la papauté, rendra efficace l'esprit de bienveillance, qui n'a jamais pu s'éteindre dans votre cœur, envers cette terre qui est aussi votre patrie, et les sentiments de conciliation que je me suis toujours étudié, avec une persévérance infatigable, à traduire en actes, afin que, tout en satisfaisant aux aspirations nationales, le chef de la catholicité, entouré du dévouement des populations italiennes, conservât sur les rives du Tibre un siège glorieux et indépendant de toute souveraineté humaine.

Votre Sainteté, en délivrant Rome des troupes étrangères, en l'enlevant au péril continu d'être le champ de bataille des partis subversifs, aura accompli une œuvre merveilleuse, rendu la paix à l'Église

et montré à l'Europe épouvantée par les horreurs de la guerre comment on peut gagner de grandes batailles et remporter des victoires immortelles par un acte de justice et par un seul mot d'affection.

Je prie Votre Sainteté de vouloir bien m'accorder sa bénédiction apostolique, et je renouvelle à Votre Sainteté l'expression des sentiments de mon profond respect.

De Votre Sainteté, le très-humble, très-obéissant et très-dévoué fils,
Signé : VICTOR EMMANUEL.

LE ROI GUILLAUME DE PRUSSE AU PAPE PIE IX.

Berlin, le 8 septembre 1870.

Très-Saint-Père, Mgr l'évêque de Paderborn m'a remis la lettre dans laquelle Votre Sainteté me dit avoir lieu de croire que S. M. le roi d'Italie pourrait peut-être faire marcher une armée contre les États pontificaux et Rome même.

Votre Sainteté me demande d'empêcher que S. M. le roi d'Italie n'exécute un tel projet, et elle demande l'intervention armée de mes troupes pour soutenir Votre Sainteté en cas de besoin.

Je suis véritablement triste que la politique suivie par moi et par mon Gouvernement m'empêche, de la manière la plus absolue, d'intervenir dans une question pareille.

Je suis, d'autre part, dans les meilleurs termes avec mon frère le roi d'Italie, et je pourrais mettre en péril les bonnes relations qui existent entre l'Allemagne et l'Italie, pour un intérêt qui ne se rattache d'aucune façon, bien que Votre Sainteté semble le croire, avec les intérêts de la Prusse.

Je ne doute cependant nullement que S. M. le roi d'Italie et son gouvernement, s'ils étaient dans la nécessité d'entrer dans les États de Votre Sainteté pour conjurer les excès du parti révolutionnaire en Europe, ne voulussent donner à Votre Sainteté les garanties valables à lui assurer le libre exercice de cette autorité spirituelle que Votre Sainteté doit exercer dans l'intérêt de l'Église, dont elle est le chef reconnu.

Avec le plus grand désir que la paix et l'ordre soient promptement rétablis dans toute l'Europe, je prie Votre Sainteté de me croire
Votre sincère ami, *Signé : GUILLAUME.*

Le Gouvernement prussien fit donner un démenti. Voici ce qu'écrivait à cette lettre M. de Launay à M. Visconti Venosta le 8 octobre 1870 :

« Le *Moniteur prussien*, dans son numéro de ce matin, nie catégorique-

ment l'authenticité d'une lettre du roi Guillaume au Pape en réponse à une démarche de Sa Sainteté pour solliciter une intervention armée de la Prusse. Cette lettre, datée de Reims le 8 septembre et publiée par la *Gazzetta d'Italia*, a été reproduite par les journaux d'ici, ainsi que les commentaires extraits du *Daily Telegraph*. Le *Moniteur prussien* déclare en même temps que, depuis les deux lettres échangées à propos de l'offre de médiation du Pape entre l'Allemagne et la France, il n'y a plus eu aucune correspondance entre Sa Sainteté et Sa Majesté Prussienne. »

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Paris, le 8 septembre 1870.

Monsieur le ministre, conformément aux instructions de V. Exc., je me suis rendu chez M. Jules Favre qui m'avait officiellement annoncé la veille la formation d'un nouveau gouvernement et sa nomination comme ministre des affaires étrangères.

Les instructions de V. Exc. tendaient en substance à ce que le Gouvernement français fût informé loyalement qu'il aurait été amené, par les événements de l'Europe, de l'Italie et des États pontificaux, à user de la liberté d'action stipulée réciproquement entre les deux Gouvernements dans les dépêches qu'ils ont échangées à l'occasion de la Convention du 15 septembre 1864.

Je crois avoir rempli cette tâche conformément aux instructions du Gouvernement du roi. J'ai dit franchement à M. Jules Favre que, en présence des événements, de l'agitation qui se manifeste dans les provinces romaines, où le drapeau italien a été arboré dans plusieurs localités par les populations, en présence des adresses que le Gouvernement du Roi a reçues des conseils provinciaux et des municipalités du royaume, le Gouvernement de Sa Majesté croyait que se vérifiaient les conditions d'après lesquelles la liberté d'action réciproquement avait été convenue en 1864, et qu'il ne tarderait pas à occuper le territoire pontifical pour y rétablir l'ordre. Quant à donner une solution définitive à la question romaine afin de protéger efficacement l'autorité spirituelle du Pape, ce serait l'objet d'un examen ultérieur.

M. Jules Favre me répondit que le Gouvernement français laissait le Gouvernement du Roi agir sous sa responsabilité.

Cette réponse m'a paru suffisante, et je me suis abstenu d'entrer dans d'autres détails ni de les provoquer.

Signé : NIGRA.

LE CHEVALIER DE CADORNA A M. VISCONTI VENOSTA.

Londres, le 8 septembre 1870.

Monsieur le ministre, j'ai reçu, le 5 courant, un télégramme par lequel Votre Excellence me prévenait que sir A. Paget avait été reçu par vous pour vous dire qu'il n'était parvenu à son gouvernement aucune communication sur les intentions du Pape, et que le commandant du vaisseau anglais à Civita-Vecchia, outre ses instructions pour la protection des sujets britanniques, avait l'autorisation de se prêter aux désirs que le Pape pourrait lui manifester pour sa sécurité personnelle. Votre Excellence ajoutait qu'elle avait exprimé à sir A. Paget le vœu que le Gouvernement britannique, dans l'intérêt du Pape, lui fit comprendre qu'il serait très-avantageux pour lui et pour l'Eglise d'avoir confiance dans le Roi, et que la garantie la plus sûre de la dignité et de la liberté du Saint-Siège consisterait dans un accord dont le Pontife, en 1861, était lui-même assez près d'accepter les bases.

Dans la matinée du jour suivant, j'ai reçu l'autre télégramme par lequel Votre Excellence m'annonçait que l'agitation augmentait sur le territoire romain, me signifiait que dans le cas où nous y serions forcés par des faits plus graves, nous occuperions ce territoire et que nous réservions les accords à prendre avec les puissances sur les conditions de l'indépendance du Saint-Siège.

J'ai l'honneur de vous confirmer le télégramme expédié à Votre Excellence le soir du même jour, le 7, en réponse à une question posée précédemment. J'ai à ajouter, à ce sujet, que j'ai porté, avant tout, à la connaissance du comte de Granville le contenu des deux télégrammes de Votre Excellence.

A l'égard du premier des deux, Sa Seigneurie me confirme la communication faite par sir A. Paget, me répétant qu'elle ignorait entièrement les intentions du Pape. A l'égard du vœu que je lui en exprimai, il me demanda si je croyais qu'il serait agréable à mon gouvernement en faisant dire officieusement au cardinal Antonelli qu'il était à la connaissance de Sa Seigneurie qu'il était toujours et à toute heure disposé à s'entendre avec le Saint-Père en se rattachant aux bases prises en considération en 1861. Le télégramme de Votre Seigneurie exprimant le désir que ces bases fussent reprises pour un traité, j'ai répondu à Sa Seigneurie, en m'en tenant au télégramme de V. Exc., que je ne doutais nullement que cela ne fût agréable à mon gouvernement. M. le comte a ajouté qu'il ne croyait pas pou-

voir donner des conseils au gouvernement romain, parce que, d'ordinaire, il n'était pas disposé à en recevoir.

Quant au second des télégrammes ci-dessus mentionnés de Votre Excellence, M. le comte de Granville a reçu la communication de son contenu sans faire aucune observation. Mais il a profité de l'occasion pour me faire quelques questions. Répondant à ces demandes, j'ai saisi cette occasion pour lui exposer quelques observations qui me paraissaient conformes aux intentions du Gouvernement du Roi, et que dans d'autres circonstances, déjà exposées au comte de Clarendon, Votre Excellence avait approuvées.

Sa Seigneurie m'a demandé en quoi consistaient les bases qui avaient été proposées en 1861. Comme je les connaissais parfaitement, je lui en expliquai la substance, ajoutant que, dans le cas où il désirerait les connaître d'une façon plus précise et plus particulière, je serais à même de satisfaire son désir, ce qu'il a accepté. J'ajoutai quelques autres explications en prenant pour base les dernières déclarations faites par Votre Excellence dans les deux chambres du Parlement. Les points sur lesquels je crus opportun de fixer l'attention de Sa Seigneurie sont les suivants :

La question de Rome, *en droit*, a été jugée en faveur de l'Italie par les votes répétés du Parlement qui doivent seuls servir de règle au Gouvernement du Roi; la solution de cette question, *en fait*, est une chose d'opportunité et de nécessité politique pour l'Italie, dans laquelle les événements, quoique étrangers à l'action du Gouvernement italien, peuvent exercer une influence décisive; et les circonstances actuelles sont telles que le Gouvernement italien doit s'en préoccuper.

Quant aux moyens et aux conditions de la solution de cette question, le Gouvernement italien a toujours considéré et considère encore cette question comme hautement morale, et, soutenu par la grande majorité et l'opinion publique du pays, il est bien résolu à donner, en vue de l'indépendance et de la liberté du Pontife, les ordres nécessaires pour l'exercice de son pouvoir spirituel, et à établir toutes les garanties réclamées par la liberté religieuse elle-même, par les citoyens italiens et par l'intérêt religieux des autres nations catholiques de l'Europe. C'est dans ce but qu'on avait posé les bases ci-dessus indiquées, prises en considération en 1861, et que le Gouvernement est tout prêt à reprendre.

Dans cette circonstance, je n'ai pas eu le temps d'entrer à Sa Seig. sur ces sujets dans toutes les explications que ma connaissance et mon expérience de cette question me permettaient de donner et que j'aurais pu incidemment soumettre avec quelque utilité et en pleine conformité avec les intentions du Gouvernement. Mais je trouverai une

autre occasion d'en entretenir, même longuement, Sa Seigneurie, et je ne manquerai pas de le faire en tenant Votre Excellence au courant du résultat de mes entretiens.

Agréé, etc.

Signé : CADORNA.

M. LANZA AU COMTE PONZA DI SAN-MARTINO.

Florence, le 8 septembre 1870.

Monsieur le Comte, vous êtes chargé de vous rendre à Rome, et d'y porter une lettre de S. M. le Roi au souverain pontife Pie IX, au moment solennel où le Gouvernement du Roi est appelé par les intérêts de l'Italie et du Saint-Siège à prendre les mesures nécessaires à la sureté du territoire national.

S. M. le Roi, gardien et garant des destinées de l'Italie, et hautement intéressé, comme catholique, à ne pas abandonner le sort du Saint-Siège et celui de l'Italie à des périls que le courage du Saint-Père serait disposé à affronter, sent le devoir de prendre, en face de l'Europe et de la catholicité, la responsabilité du maintien de l'ordre dans la Péninsule et de la sûreté du Saint-Siège.

Le Gouvernement du Roi manquerait à sa propre tâche, s'il attendait, pour prendre les dispositions les plus convenables dans ce but, que l'agitation aboutit à de graves désordres et à l'effusion du sang.

Nous nous réservons donc de faire entrer nos troupes sur le territoire romain, quand les circonstances le montreront nécessaire, en laissant aux populations le soin de pourvoir à leur propre administration.

Le Gouvernement du Roi et ses forces se restreindront absolument à une action conservatrice et tutélaire des droits imprescriptibles des Romains et des intérêts qu'attache le monde catholique à l'entière indépendance du Souverain-Pontife. Laissant, sans la préjuger, toute question politique qui peut être soulevée par les manifestations libres et pacifiques du peuple romain, le Gouvernement est fermement résolu à assurer les garanties nécessaires à l'indépendance spirituelle du Saint-Siège, et à en former même le sujet de futures négociations entre l'Italie et les puissances intéressées.

Ce sera le soin de Votre Seigneurie de faire entendre au Saint-Père combien est solennelle l'heure actuelle pour l'avenir de l'Église et de la papauté. Le chef de la catholicité trouvera dans les populations italiennes un profond dévouement, et conservera sur les bords du Tibre un siège honoré et indépendant de toute souveraineté humaine.

S. M. s'adresse au Pontife avec l'affection d'un fils, avec la foi d'un catholique, avec l'âme d'un Roi et d'un Italien. Sa Sainteté ne repoussera pas, dans ces temps menaçants pour les institutions les plus vénérées et pour la paix des peuples, la main qui lui est loyalement tendue au nom de la religion et de l'Italie.

Agréez, etc.

Signé : G. LANZA.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI VENOSTA.

Munich, le 8 septembre 1870.

Je sors en ce moment de chez le comte de Bray. Il m'a dit reconnaître la connexion intime qu'ont les graves événements qui viennent d'avoir lieu en France avec la solution de la question romaine et avec le devoir qui incombe au Gouvernement du Roi d'empêcher que des désordres ne se produisent dans la péninsule; — il m'a déclaré, en outre, qu'il faisait des vœux pour que nous puissions maintenir intact le principe monarchique, qui représente une question qui intéresse l'ordre social, lequel est malheureusement menacé dans bien des pays.

Le ministre des affaires étrangères m'a dit que les bases proposées par l'Italie au Saint-Siège pour donner une solution définitive à la question romaine, devraient, à son avis, être de nature à pouvoir être acceptées par le Gouvernement pontifical, et que, quant à lui, il croyait désirable que, dans l'intérêt même de la religion comme de la papauté, le Pape s'affranchît de cet esprit de résistance formulé par le *non possumus*. Le comte a ajouté en outre, que, pour ce qui le concerne, il faisait des vœux en faveur d'une réconciliation, et cela tant dans l'intérêt du Pape que dans celui de l'Italie.

Dans le cas où cet espoir ne se réaliserait pas et si le Gouvernement italien, — fort de l'expérience acquise pour ce qui touche la cour de Rome, qui est plutôt encline à se soumettre aux faits accomplis, — si le Gouvernement italien prenait la résolution de passer outre, le comte de Bray, me réitérant la déclaration que la Bavière ne s'immiscera d'aucune façon dans nos affaires, dit cependant être obligé de faire des réserves pour le cas où cette éventualité se présenterait. Les actes d'hostilité, — a-t-il dit, — qui pourraient s'accomplir contre un souverain avec lequel nous sommes en bonnes relations, nous imposent une réserve qui m'oblige à n'exprimer aucun avis à ce sujet.

Quant à moi, j'incline à croire que, si l'attitude de la cour de Rome persistait à faire obstacle à l'accomplissement de notre programme national, nous acqueririons de nouveaux titres à la sympa-

thie de l'Europe, si nous pouvions faire reconnaître que nous n'avons rien négligé pour arriver, même à ce moment suprême, à un arrangement à l'amiable.

Le comte de Bray m'a demandé dernièrement s'il était vrai que les troupes italiennes eussent franchi la frontière romaine. Je lui répondis que je n'avais reçu encore aucune communication officielle à ce sujet.

Signé : MIGLIORATI.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

Florence, le 9 septembre 1870.

Mylord, dans une entrevue que j'ai eue ce matin avec M. Visconti-Venosta, dans laquelle il a été de nouveau question de la mission de M. Ponza di San Martino à Rome et de ses conséquences, j'ai informé son Excellence que j'avais des raisons de croire que c'était l'intention du Pape de résister par la force à l'occupation de son territoire par les troupes italiennes.

M. Visconti-Venosta me répondit que naturellement il ne s'attendait pas à ce que Sa Sainteté consentirait à l'occupation de son territoire sans protester, que la résistance que feraient des détachements de zouaves dans les villages ou les villes environnants ne tirait pas à conséquence et qu'il espérait sincèrement que la force ne serait pas opposée à Rome même et par suite, que le Pape ne quitterait pas sa capitale ou à tout événement le territoire romain.

Je rappelai à M. Visconti-Venosta que j'avais compris dans ma conversation d'hier avec lui et dans d'autres occasions, que l'armée italienne s'arrêterait aux portes de Rome, et en tout cas, n'userait pas de la force pour entrer dans la ville, à moins des circonstances extrêmes. Son Excellence me répliqua que c'étaient justement ces circonstances qu'il fallait prévoir. Supposant, par exemple, qu'un combat s'engage dans les rues entre les troupes du Pape et la populace, il serait nécessaire que l'armée italienne entrât dans Rome pour rétablir l'ordre.

Si le Pape n'opposait qu'une résistance morale et laissait les troupes italiennes entrer dans Rome, tout ce qui concerne la position et l'exercice de l'autorité de Sa Sainteté resteront exactement dans le même état qu'aujourd'hui. Rien ne serait changé. Le Pape serait aussi libre que jamais d'exercer son pouvoir et ses fonctions spirituels, de conserver ses rapports diplomatiques avec les puissances étrangères; enfin, il ne serait pas seulement protégé, mais il jouirait de la plus complète liberté et de la plus parfaite indépendance à tous égards. Dans la cité Léonine, dans laquelle en aucun cas les troupes italiennes ne pénétre-

raient, sauf sur la demande formelle du Pape, Sa Sainteté serait aussi complètement le maître qu'elle est aujourd'hui dans toutes les parties de ses États.

Son Excellence en terminant me renouvela sa demande de bons offices du Gouvernement de Sa Majesté pour s'efforcer de persuader le Pape d'abord de n'opposer aucune résistance armée aux troupes du Roi et ensuite de ne pas quitter Rome.

J'ai, etc.

Signé : A. PAGET.

M. JULES FAVRE A M. LEFEBVRE DE BÉHAÏNE.

A ROME.

Paris, le 40 septembre 1870

Le Gouvernement de la défense nationale a sur la question romaine des opinions parfaitement connues. Il ne peut approuver ni reconnaître le pouvoir temporel du Saint Siège. Mais, ayant avant tout pour mission de repousser l'étranger, le Gouvernement réservera toutes les questions qu'il ne sera pas nécessaire de résoudre immédiatement. Respectueux de la volonté de la nation, il lui laisse la faculté de se prononcer librement. C'est en ce sens que vous expliquerez notre situation au cardinal Antonelli : un *statu quo*, sous la réserve expresse d'une politique nouvelle conforme à nos principes. Par ces raisons, et après avoir pris les ordres du Gouvernement, j'ai décidé que M. le marquis de Banneville, que je rappelle, serait invité à vous laisser la direction des affaires. Si le Pape quitte Rome, vous m'en référerez immédiatement, et, s'il y a urgence, vous conformerez votre conduite à celle du corps diplomatique, en ayant soin d'insister près du cardinal Antonelli sur le caractère provisoire de notre situation.

LORD LYONS AU COMTE DE GRANVILLE.

Paris, le 40 septembre 1870:

Mylord, J'ai eu avant hier l'honneur d'informer Votre Seigneurie par le télégraphe que tous deux, le Nonce et le Ministre de l'Italie ont des raisons de croire que l'occupation des États romains par les troupes italiennes, ne serait pas envisagée avec déplaisir par le Gouvernement français actuel.

Dans le fait je l'ai appris et de Mgr Chigi, le nonce et du chevalier Nigra, le ministre d'Italie.

M. Nigra m'a dit aujourd'hui que M. Jules Favre l'avait autorisé à

donner à son Gouvernement, non-seulement les assurances du consentement du Gouvernement français, mais aussi de ses sympathies.

J'ai, etc.

Signé : LYONS

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI-VENOSTA.

Berlin, le 40 septembre 1870.

M. le Ministre, j'ai reçu hier la circulaire de V. E. en date du 29 août. J'y ai conformé mon langage dans un entretien que j'ai eu le même jour avec M. de Savigny, le suppléant de M. de Thile. Comme il devait à ce sujet faire son rapport au secrétaire d'État, il m'a demandé si je ne pouvais pas lui communiquer le document précité en voie confidentielle et sous la condition qu'il me serait restitué sans qu'on en prit copie, comme il s'y engageait.

J'ai hésité un instant, puisque V. E. me donnait l'instruction de n'en faire qu'un usage confidentiel. Mais, comme il me semblait que mieux valait montrer la plus grande confiance au cabinet de Berlin, et lui fournir tous les éléments d'appréciation, je n'ai pas cru devoir me refuser au désir de M. de Savigny.

Ce matin m'est parvenue la seconde circulaire du 7 septembre ; après les communications faites hier à son suppléant, je n'ai vu aucun inconvénient à en donner lecture au secrétaire d'État.

M. de Thile m'en a remercié. M. le comte de Bismarck serait instruit de l'état des choses par un rapport qui serait expédié aujourd'hui même et, dans le cas où il y ferait une réponse, j'en serais informé sans retard. Le secrétaire d'État, en l'absence de son chef, a évité de prononcer un jugement sur la nouvelle phase dans laquelle entre la question romaine. Il se bornait à en signaler la gravité. Depuis plusieurs jours, le comte d'Arnim avait reçu l'ordre de retourner à Rome, car il se trouvait être le seul représentant diplomatique prussien en congé. Il est donc parti hier, mais sans nouvelles instructions écrites. Il avait simplement reçu l'ordre verbal d'être à son poste dans des circonstances aussi difficiles. Je regrette de n'être pas à même de fournir des données plus positives. Je me permets seulement d'appeler l'attention de V. E. sur ce fait qu'il est prescrit aux diplomates prussiens de télégraphier directement au quartier général du Roi, et d'envoyer ici un duplicata de leurs télégrammes, ils sont ainsi en correspondance directe et suivie avec le comte de Bismarck. Il conviendrait donc, dans les conjonctures actuelles, et dans les cas urgents, de nous adresser autant que possible à l'entremise du comte Brassier.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

Vienne, le 10 septembre 1870.

M. le Ministre, je m'empresse de vous accuser réception des deux dépêches circulaires du 29 août et du 7 septembre qui ont trait à la question romaine.

J'ai eu beaucoup de fois l'occasion de parler de ce grave sujet, soit avec le chancelier de l'Empire, soit avec d'autres personnages politiques importants et mes paroles ont toujours été conformes aux instructions de Votre Excellence. Je me suis efforcé de faire comprendre qu'au milieu des grandes perturbations et des changements qui ont lieu en Europe, nous ne pouvons pas nous désintéresser de la question romaine, sans renoncer à suivre le mouvement politique qui prévaut depuis le moment de notre résurrection jusqu'à ce jour et sans courir de graves dangers; que si le Gouvernement ne change pas substantiellement son programme, il doit au moins l'adapter aux circonstances; et l'idée du droit des Romains et celui d'assurer son indépendance et la liberté du Saint Siège priment toujours, surtout pour ce qui regarde la manière de traiter ces problèmes avec les puissances étrangères. Sans avoir adressé de questions catégoriques au Gouvernement autrichien mais en concluant d'après l'observation des faits et d'après les entretiens que j'ai eus, je crois pouvoir déduire avec assurance les points suivants :

1° L'opinion que le Gouvernement temporel du Pape ne peut plus raisonnablement subsister me semble avoir fait de tels progrès que maintenant beaucoup de catholiques parmi les plus sincères l'admettent sans difficulté. Mais il reste toujours un parti hostile au gouvernement italien qui professe des idées arriérées, surtout à cause de ce que nous avons fait à l'égard de l'Eglise. Ce parti compte des prosélytes, non-seulement dans l'aristocratie, mais encore dans la bourgeoisie, dans les villes et les campagnes; il a une espèce d'organisation dans les réunions appelées : Cercles catholiques.

2° Tous, catholiques et non catholiques, se préoccupent de l'indépendance du Saint Siège. De là, le dessein du Gouvernement italien de s'entendre sur ce point avec les autres puissances est regardé comme sage et opportun pour éviter les complications de l'avenir.

3° Il y a un vif désir que nous occupions le territoire de Rome et la ville elle-même, mais autant que possible sans conflit et sans effusion de sang, et que nous usions envers le Pape de tous les égards, et qu'ainsi il puisse rester à son Siège.

4° Le Gouvernement austro-hongrois n'a pas l'intention d'opposer des obstacles à notre action sur le territoire pontifical et sur Rome.

Agréé, etc.

Signé : MINCHETTI.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI-VENOSTA.

Munich, le 40 septembre 1870.

M. le Ministre, j'ai reçu hier la dépêche circulaire que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 7 courant, au sujet de la question romaine et j'ai saisi l'occasion pour m'entretenir avec le ministre des affaires étrangères sur la gravité de la situation faite à l'Italie à la suite de la question romaine. L'impression qui m'est restée de cet entretien est que les hommes politiques comprennent que le moment est venu de résoudre la question romaine dans le sens des aspirations nationales.

Agréé, etc.

Signé : MIGLIORATI.

LE CHEVALIER CANTAGALLI A M. VISCONTI-VENOSTA.

Carlsruhe, le 40 septembre 1870.

M. le Ministre, par le télégramme qu'elle a bien voulu me faire parvenir le 5 du mois courant, Votre Excellence m'exprimait la confiance que le Gouvernement badois, étant animé de sentiments bienveillants et amicaux pour le Gouvernement italien, et étant pénétré de gravité des circonstances dans lesquelles se trouve le pays, aussi bien la que de la nécessité de pourvoir, par les meilleurs moyens, à la conservation des intérêts qui lui sont confiés, comprendrait facilement et apprécierait les motifs et les intentions qui inspirent la politique du cabinet italien en présence de la question romaine dans les conjonctures actuelles.

J'ai jugé à propos, avant de donner communication de ce télégramme au baron de Freydorf, d'attendre que j'aie en main les documents que m'annonçait Votre Excellence par le télégramme en question. Ces documents me sont parvenus le 7 courant.

Le même jour, je me suis rendu chez le ministre des affaires étrangères et j'ai fait comprendre à M. de Freydorf combien Votre Excellence avait à cœur que je lui fisse bien saisir quels étaient les intentions du Gouvernement royal, à quelles obligations il se croyait astreint, et enfin, à quels droits il croyait en justice pouvoir prétendre à l'égard de la question romaine, à la suite de laquelle il se trouvait placé dans un état de choses, désormais irréconciliable avec les temps, les besoins de la civilisation, et duquel sortait une menace continuelle pour les institutions, pour l'ordre et pour les richesses même du royaume.

M. de Freydorf, avec lequel j'avais déjà eu l'occasion, dans des pré-

cédents entretiens, de toucher cette matière, m'a répondu : que l'attitude prise par le Gouvernement, dans des conjonctures dont il reconnaissait toute la gravité, lui semblait bien naturelle, que le premier et le plus saint devoir de tout gouvernement était d'éloigner de lui, par tous les moyens, les causes qui pouvaient affaiblir ou paralyser son action ; qu'il appréciait hautement le langage franc et loyal tenu par Votre Excellence, toujours dépouillé d'intentions douteuses et toujours d'accord avec lui-même. Le Gouvernement badois, conclut-il, ayant été un des premiers à reconnaître le nouveau royaume a tenu compte par là des sentiments d'amitié de l'Italie à son égard, et il ne pourrait s'opposer à une solution qui satisfait, en sauvant les intérêts des tiers, les justes aspirations de notre pays.

Ces déclarations générales (dont je l'ai remercié), me dit M. de Freydrorf, constituent pour le moment ce qu'il avait à me répondre aux communications que je lui avais faites au nom de Votre Excellence ; mais qu'il était toutefois nécessaire avant de donner à des ouvertures si importantes la réponse qu'elles méritaient, qu'il se consultât avec ses collègues et qu'il en parlât aussi avec son S. A. R. le grand-duc. Il me pria donc de lui laisser pendant quelque temps les documents que Votre Excellence m'a envoyés, et cela d'une façon purement confidentielle ; ce à quoi je n'ai pas cru devoir me refuser vu la forme et la nature de ces documents.

Ayant ensuite reçu aujourd'hui la nouvelle circulaire portant la date du 7 septembre, j'ai fait demander au ministre des affaires étrangères de pouvoir m'aboucher avec lui. Je lui ai dit que : dans le but de protéger, non-seulement l'inviolabilité et l'intégrité du sol natal contre les menées d'un parti qui porte sur son drapeau la subversion et le renversement de tout ordre, mais aussi pour ne pas abandonner le chef de l'Église à une surprise quelle qu'elle pût être, de même que pour prévenir tout conflit et l'effusion du sang en présence d'une résistance impossible de la part du Pape, le gouvernement du Roi croyait que désormais le temps d'occuper le territoire pontifical était venu ; que, du reste, fidèle aux principes qu'il avait professés jusqu'alors, il laisserait aux populations la pleine faculté de décider leurs futures destinées. Et j'ajoutai que dans l'intérêt des États qui avaient des sujets professant le catholicisme, le gouvernement de Sa Majesté, en laissant intacte la solution définitive de la question romaine, était cependant prêt à entrer en accommodements sur les conditions et les garanties qui devaient être présentées pour assurer au Pontife le libre exercice de sa souveraineté spirituelle.

M. de Freydrorf, après m'avoir écouté attentivement, m'a répondu dans les termes suivants :

« J'ai consulté mes collègues au sujet des communications que
« vous m'avez faites sur les ordres de M. Visconti-Venosta ; leur avis
« commun est : que l'on ne doit point exprimer une opinion décisive
« quant au mérite de la question proposée, avant d'avoir appris les
« sentiments d'autres États pareillement intéressés dans la question.
« Nous n'avons pas à nous louer du Gouvernement pontifical ; cepen-
« dant, la prudence exige que devant une entreprise il faille mûrir
« toute résolution qui tend à préparer la solution d'un changement
« aussi considérable. Pour mon compte, je respecte et je reconnais
« au Gouvernement italien le droit d'agir librement et selon ses be-
« soins dans le cas présent ; déjà depuis l'époque à laquelle, sur l'in-
« vitation de la France, le Gouvernement badois fut invité à prendre
« part à un congrès pour résoudre cette question difficile, il n'a pas
« tenu un langage différent de celui qu'il tient aujourd'hui, comme à
« cette époque, il n'avait pas d'opinions opposées à celles que je vous
« expose. Veuillez assurer votre ministre qu'il peut compter sur notre
« sympathie et que je lui suis vraiment reconnaissant de m'avoir
« traité en ami. »

Agréé, etc.

Signé : CANTAGALLI.

LE PAPE AU ROI VICTOR-EMMANUEL.

Rome, le 11 septembre 1870

Majesté, le comte Ponza di San Martino m'a remis une lettre que
Votre Majesté a bien voulu m'adresser ; elle n'est pas digne d'un fils
affectueux qui se fait gloire de professer la foi catholique. Je n'entre
pas dans les détails de cette lettre, pour ne pas renouveler la douleur
qu'une première lecture m'a causée, Je bénis Dieu qui a permis à
Votre Majesté de combler d'amertume la dernière période de ma vie.

Du reste, je ne peux admettre certaines demandes ni me conformer à certains principes contenus dans votre lettre.

J'invoque de nouveau Dieu, et je remets dans ses mains ma cause,
qui est entièrement la sienne. Je le prie d'accorder bien des grâces à
Votre Majesté, de la délivrer des dangers et de lui dispenser les misé-
ricordes dont elle a besoin.

Du Vatican, le 11 septembre 1870,

Signé : PIE IX, PAPE.

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL CADORNA AUX HABITANTS DES
PROVINCES ROMAINES.

Terni, le 44 septembre 1870.

Italiens des provinces romaines,

Le roi d'Italie m'a confié une haute mission; il vous est réservé d'en être les plus efficaces coopérateurs.

L'armée italienne, symbole et preuve de la concorde et de l'unité nationale, vient parmi vous animée de sentiments fraternels pour sauvegarder la sécurité de l'Italie et vos libertés.

Vous saurez prouver à l'Europe que l'exercice de tous vos droits peut s'allier au respect, à la dignité et à l'autorité spirituelle du suprême Pontife. L'indépendance du Saint Siège restera inviolable au milieu des libertés civiles, mieux qu'elle ne l'a jamais été sous la protection des interventions étrangères.

Je ne dois pas intervenir dans le Gouvernement et dans les administrations : vous y pourvoirez vous-mêmes. Ma tâche se borne à maintenir l'ordre et à défendre l'inviolabilité du sol de notre patrie commune.

Le lieutenant général commandant le 1^{er} corps d'armée,
Signé : R. CADORNA.

M. JERVOISE AU COMTE DE GRANVILLE.

Rome, le 44 septembre 1870.

Mylord, j'ai l'honneur de vous annoncer que j'ai des raisons de croire que les bases proposées par le Roi d'Italie au Pape pour établir un *modus vivendi*, sont à peu près les suivantes :

1^o Sa Sainteté occupera, comme souverain indépendant, la cité Léonine, et je crois qu'il y a quelque idée de lui conserver un morceau de territoire sur la rive gauche du Tibre jusqu'à Ostie, où le Gouvernement italien s'engagerait à lui construire un port;

2^o La garde noble, la garde suisse et des soldats nationaux, en tout au nombre de 500, seraient conservés comme gardes du corps de Sa Sainteté;

3^o Toutes les troupes étrangères seront immédiatement licenciées ;

4^o Un revenu annuel, de dix millions de francs, serait garanti à Sa Sainteté par les Puissances européennes, sans empêcher les contributions volontaires;

5^o Les traitements du sacré collège seront payés par le Gouvernement italien;

6° Les propriétés des ordres religieux seront vendues dans les douze ans sur une évaluation convenue entre les commissaires du Pape et de l'Italie, et les produits remis à ces ordres. Ceux d'entre eux qui voudront rester à Rome devront s'établir dans la cité Léonine dans le délai de deux ans;

7° Les propriétés des églises de Rome leur seront garanties à perpétuité, exemptes de tous impôts;

8° Il sera accordé une année aux laïques pour se déclarer sujets du roi d'Italie ou pour fixer leur demeure dans l'intérieur de la cité Léonine;

9° Les intérêts des nationaux, au service du présent Gouvernement papal, seront pris en considération.

Au sujet de cet aperçu qui, je crois, a été soumis à l'examen du Pape, je dois faire remarquer que je n'ai pas connaissance que les Gouvernements européens aient été consultés à cet égard ou aient donné leur assentiment à ces propositions, comme semble l'impliquer l'article 4.

Si des ordres religieux élisent domicile dans la cité Léonine, cette partie de Rome devra nécessairement être étendue au-delà de ses présentes limites pour admettre la construction des établissements qui leur seront destinés.

La vente des terres monastiques tendra à encourager un meilleur système de culture et à augmenter la valeur de la propriété territoriale.

La garantie de leurs propriétés à Rome donnée aux églises est très-importante, quelques-unes d'entre elles possédant beaucoup de maisons. Par exemple, l'église Saint-Louis des Français possède de 3 à 400 maisons, l'administration de ces propriétés est dans les mains d'un comité qui a ses bureaux dans l'ambassade française, et les arrangements pris par lui doivent être approuvés par l'ambassadeur de France.

J'ai, etc.

Signé : JERVOISE.

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL KANZLER AUX ROMAINS.

Rome, le 12 septembre 1870.

Romains! On veut tenter de commettre le méfait le plus horrible.

Le Souverain-Pontife, dans la pacifique possession de sa capitale et du petit nombre de provinces que l'usurpation a laissées en son

pouvoir, est menacé, sans aucune raison, par les troupes d'un roi catholique.

Par conséquent, Rome est déclarée, avec l'autorisation supérieure, en *état de siège* : les citoyens honnêtes et pacifiques sont invités à rester tranquillement chez eux, afin que les troupes puissent surveiller les quelques individus malintentionnés qui chercheraient à troubler l'ordre et à porter atteinte à la sûreté publique.

Le général commandant les troupes,

Signé : KANZIER.

M. RAELI, GARDE DES SCEAUX, AUX ÉVÊQUES DU ROYAUME D'ITALIE.

Florence, le 12 septembre 1870.

Votre Seigneurie Révérendissime saura à cette heure que les troupes royales entrent sur le territoire romain.

Le Gouvernement offre au Souverain-Pontife les plus larges propositions pour garantir l'indépendance et la pleine liberté de l'exercice du pouvoir spirituel, ainsi que les moyens de pourvoir au maintien du Saint-Siège avec tous les offices, institutions, églises et corps moraux ecclésiastiques existant à Rome.

Nous faisons des vœux pour que le Saint-Père accepte nos propositions. Quelles que soient ses résolutions, le Gouvernement ne permettra jamais qu'on fasse la moindre offense ou insulte à l'Église, à ses ministres et à l'exercice de leur ministère spirituel. Mais en même temps il est décidé à remplir son devoir envers la nation, c'est-à-dire à ne pas permettre que le clergé, par des actes ou discours, ou en quelque autre façon, tente de provoquer à la désobéissance aux lois et aux mesures de l'autorité publique, en critiquant les institutions et les lois de l'État; d'exciter le mépris et le mécontentement contre les institutions et les lois de l'État, en les censurant, de troubler la conscience publique et la paix des familles.

On procédera avec toute la rigueur des lois contre les coupables.

En portant à la connaissance de Vos Seigneuries Révérendissimes les instructions du Gouvernement, le soussigné a la confiance que Votre Seigneurie et le clergé à qui elle est préposée s'abstiendront de tout ce qui peut répugner à la charité dont ils doivent être les maîtres autorisés, ou troubler la paix et l'ordre publics, dont le désir et le besoin sont aujourd'hui plus vifs que jamais.

De cette façon, ils honoreront leur haute mission, et par leur modération imposeront la modération à toutes les opinions.

Je vous prie d'accuser réception de la présente.

Que Votre Seigneurie Illustrissime et révérendissime agréée l'assurance de mon respect le plus distingué.

Signé : RAELI.

LE COMTE DE BARRAL A M. VISCONTI VENOSTA.

Bruxelles. le 12 septembre 1870.

M. le ministre, le ministre des affaires étrangères m'a dit ce matin que, d'après un télégramme qu'il venait de recevoir de Florence, l'ordre avait été donné aux troupes italiennes de franchir la frontière pontificale. J'ai pensé que l'occasion était venue de lui expliquer franchement et loyalement les vues du Gouvernement du Roi sur l'état actuel de la question romaine. Dans ce but, je lui ai dit en résumé ce que renfermaient les circulaires de V. Exc. du 29 août et du 7 de ce mois, en terminant l'exposé de ces considérations par l'assurance que le Gouvernement du Roi n'avait rien tant à cœur que d'assurer la garantie de l'indépendance spirituelle, de la dignité et de la liberté du Saint-Siège.

M. d'Anethan m'a répondu que, absolument parlant, le pouvoir temporel n'était pas, il est vrai, d'une nécessité indispensable au Saint-Siège pour remplir sa mission dans le monde; mais qu'il fallait cependant, à tout prix, trouver une combinaison, *quelque chose*, qui lui permit d'exercer ses fonctions spirituelles dans sa pleine et entière liberté d'action, sans qu'il fût même possible d'examiner qu'il y entrât la moindre pression ou influence étrangère, et encore, a-t-il ajouté, ce *quelque chose* devrait recevoir la garantie collective des grandes Puissances catholiques.

Cette conversation ne pouvait pas naturellement prendre une plus grande extension avec le chef d'un cabinet qui doit toujours avoir devant les yeux la neutralité du pays; mais, dans la bouche de M. d'Anethan, qui passe avec raison pour être le chef le plus intelligent, le plus autorisé du parti catholique, ce langage acquiert, surtout dans les circonstances actuelles, une importance qui ne peut manquer d'attirer la haute attention de V. Exc.

Agréez, etc.

Signé : C. DE BARRAL.

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Paris, le 12 septembre 1870.

J'ai porté aujourd'hui à la connaissance de M. Jules Favre, pour son information, la circulaire que Votre Excellence m'a fait l'honneur

de m'adresser le 7 du courant, au sujet de la question romaine. J'ai dit en même temps au Ministre des affaires étrangères de France, que les troupes royales avaient reçu l'ordre d'occuper les frontières de l'État pontifical, pour maintenir l'ordre, pour sauvegarder l'inviolabilité du sol italien et pour veiller à la sécurité du Saint-Siège, sans préjuger la solution des questions politiques et ecclésiastiques. Le Ministre des affaires étrangères m'a répondu que le Gouvernement français nous laisserait faire avec sympathie.

Agréez, etc.

Signé : NIGRA.

LE COMTE GREPPI A M. VISCONTI VENOSTA.

Stuttgard, le 12 septembre 1870.

Monsieur le Ministre, j'ai eu un entretien avec M. Taube, chef du ministère des affaires étrangères, au sujet de la question romaine, conformément au télégramme de Votre Excellence du 5 courant, et aux circulaires du 29 août et du 7 de septembre. Le comte Taube après en avoir conféré avec le Roi m'a dit qu'on avait pris acte des dispositions du Gouvernement italien à l'égard du Saint-Siège, et qu'il attendrait d'autres communications pour entrer davantage dans la question.

D'après moi, le Gouvernement wurtembergeois ne fera aucune opposition sérieuse aux projets du Gouvernement italien.

Recevez, etc.

Signé : GREPPI.

LE COMTE DE BEUST AU CHEVALIER DE PALOMBA, A ROME.

Vienne, le 13 septembre 1870.

Mgr. le Nonce Apostolique s'est rendu chez moi, d'ordre de son Gouvernement, pour me demander quelle serait l'attitude du Gouvernement Impérial et Royal dans le cas où les troupes italiennes occuperaient de force les États du Pape. En me faisant cette question, Mgr. Falcinelli a exprimé le désir de voir le Gouvernement Impérial et Royal manifester au moins hautement son déplaisir de l'acte de violence qui serait commis par le Gouvernement italien.

Avant de donner une réponse, j'ai dû prendre les ordres de l'Empereur et Roi, notre Auguste Maître, et j'ai cru aussi utile de me concerter avec les Présidents des deux ministères afin de pouvoir m'enoncer avec plus d'autorité.

J'ai eu ensuite avec Mgr. le Nonce Apostolique un entretien dont je

m'empresse de porter la substance à votre connaissance, car cette communication doit compléter ma réponse préalable au télégramme que vous m'avez adressé le 11 pour me transmettre l'appel fait à nos bons offices par le Cardinal secrétaire d'État.

J'ai commencé par rappeler à Mgr. Falcinelli que, dès le moment où l'armée française se préparait à évacuer le territoire romain, nous avions prévu ce qui devait se passer. Le Gouvernement italien nous avait prié à cette époque d'interposer nos bons offices auprès du Gouvernement français afin qu'on pût régler sur de nouvelles bases les garanties nécessaires pour assurer l'indépendance et la sécurité personnelle du chef de l'Église.

Nous nous étions montrés disposés à accéder à ce vœu et en agissant ainsi nous pensions rendre service au Saint-Père, aussi bien qu'au Gouvernement italien. Nous étions, en effet, convaincus d'avance qu'un retour pur et simple à la Convention de septembre serait insuffisant pour parer aux éventualités de l'avenir. En face de l'agitation qui allait indubitablement se produire en Italie, le Cabinet de Florence ne pouvait disposer en vertu de cette Convention ni de moyens moraux, ni de moyens matériels capables de contenir un mouvement et de remplacer la protection dont le drapeau français couvrait le Saint-Père. Guidés par cette conviction que les faits actuels ne justifient que trop, nous trouvions qu'il était de l'intérêt de tous de placer le Gouvernement italien dans des conditions telles qu'il eût à la fois la possibilité et l'obligation de veiller efficacement à la sûreté du Souverain Pontife.

Ce but aurait pu être atteint, croyons nous, par des arrangements nouveaux conformes à la situation que les événements créaient. Ainsi que je vous l'ai déjà expliqué par ma dépêche du 21 août, il ne s'agissait point d'ailleurs, à ce moment de permettre l'occupation de Rome par les troupes italiennes. Leur présence sur quelques points du territoire romain aurait été une concession en échange de laquelle des engagements sérieux auraient été pris et tenus par le Gouvernement du Roi.

Les dispositions, que nous avons témoignées à cette occasion n'ont point abouti à un résultat, parce qu'elles ont été mal comprises et faussement interprétées. Le bruit s'est accrédité que c'était le Gouvernement Impérial et Royal qui pressait le Cabinet de Florence de faire entrer ses troupes à Rome. On s'en est ému à Paris, aussi bien qu'à Rome, et pour mettre fin à ces imputations peu fondées nous avons déclaré que nous resterions entièrement étrangers aux pourparlers que le rappel des troupes françaises pourrait provoquer entre les Cabinets de Paris et de Florence. Nous nous sommes, en effet, abste-

nus de toute immixtion dans cette affaire, tout en regrettant de voir qu'on s'en tenait au maintien d'un statu quo qui ne nous semblait plus être en harmonie avec la situation.

Après avoir ainsi reconnu en quelque sorte d'avance que la Convention de septembre n'offrirait plus, dans les circonstances actuelles, les garanties qu'elle avait procurées autrefois, il ne nous est pas possible d'exprimer aujourd'hui notre surprise, ou notre mécontentement de ce qu'elle se montre inefficace.

D'ailleurs cet acte a été conclu en dehors de notre participation et nous n'avons pas à prendre sa défense. Ce n'est donc point à ce titre que nous pourrions élever une protestation ou un blâme contre les mesures que le Cabinet de Florence juge nécessaire de prendre. Nous avons de tout temps déclaré au Gouvernement pontifical que les circonstances ne nous permettraient pas, le cas échéant, de remplacer par la protection matérielle de nos armes celle que la France lui accordait. Le Saint-Siège, je m'empresse de l'ajouter, a d'ailleurs toujours compris les exigences de notre position et sa démarche actuelle ne tend sans doute pas à nous demander un appui de cette nature.

Il ne nous reste donc qu'à examiner si, au nom des intérêts du catholicisme et de nos sympathies pour la personne du Saint-Père, nous devons hautement manifester, comme le suggère Mgr. Falcinelli, notre déplaisir de la détermination prise par le Gouvernement italien.

Nous ne pouvons nous dissimuler qu'une pareille manifestation serait fort compromettante pour la dignité du Gouvernement Impérial et Royal si elle n'était pas accompagnée de la ferme volonté de lui assurer quelque considération. D'un autre côté, si nous voulions exercer une pression réelle sur les décisions du Cabinet de Florence, nous nous engagerions évidemment dans un conflit sérieux qu'il est contraire à tous nos intérêts de provoquer. L'établissement de relations de paix et d'amitié avec le royaume d'Italie a été un événement salué avec joie dans tout l'Empire austro-hongrois. Les liens de voisinage et la communauté d'importants intérêts nous font un devoir de cultiver de bons rapports avec une puissance dont nous n'avons, en outre, qu'à nous louer depuis le rapprochement qui s'est opéré. Le Gouvernement Impérial et Royal répondrait mal au sentiment général et serait assurément désavoué par l'opinion publique s'il rompait aujourd'hui son entente avec l'Italie. En agissant ainsi, je doute, de plus, que nous puissions rendre service à la cause du Saint-Père. Une pareille attitude de l'Empire austro-hongrois ne ferait que surexciter les esprits en Italie. La résistance contre la pression étrangère donnerait un nouvel élan aux passions et réunirait tous les partis

dans un but commun. Le Gouvernement italien se verrait obligé, pour faire preuve d'indépendance, de garder moins de ménagements envers le Saint-Père et serait bientôt entraîné aux mesures les plus extrêmes. Dans tous les cas notre intervention, ainsi que vous l'a dit mon télégramme d'hier, au lieu d'empêcher l'occupation de Rome, ne servirait qu'à l'accélérer.

Ce sont là autant de motifs puissants qui doivent nous détourner d'une démarche qui serait ou inefficace et alors compromettante pour notre dignité, ou d'une portée sérieuse et dans ce cas préjudiciable aux intérêts du Saint-Père, aussi bien qu'à ceux de la Monarchie austro-hongroise.

L'Empereur, notre Auguste Maître, et son Gouvernement se préoccupent d'ailleurs vivement de la position du Saint-Père. La sécurité personnelle et l'indépendance nécessaire à l'exercice de son pouvoir spirituel sont l'objet de notre plus active sollicitude. Si le Saint-Père voulait, en attendant des circonstances plus favorables à la solution d'aussi graves questions, entrer en arrangement avec le Gouvernement italien afin de pourvoir aux exigences de la situation, nous nous empresserions de mettre nos bons offices à sa disposition. Nos relations avec le Cabinet de Florence nous permettraient certainement dans ce cas d'agir avec succès pour écarter plus d'une difficulté. Tous nos efforts tendraient à assurer au Saint-Père les garanties compatibles avec un état de choses qui, quelque douloureux qu'il soit pour le Saint-Père, est le résultat inévitable d'événements qu'il n'est plus possible d'arrêter.

Nous croyons savoir, d'ailleurs, que le Gouvernement italien reconnaît pleinement combien la question romaine touche à de grands intérêts qu'il n'appartient pas à une puissance seule de régler. Lorsque le moment sera venu où les puissances intéressées seront appelées à examiner la situation faite au Saint-Siège, la voix de l'Autriche ne manquera pas de s'élever pour réclamer en sa faveur les conditions inséparables de sa haute mission. Le Saint-Siège peut être assuré que le Gouvernement Impérial et Royal ne faillira point à cette tâche, et qu'il la regarde comme un de ses devoirs les plus essentiels.

Telles sont à peu près les considérations que j'ai présentées à l'appréciation de Mgr. le Nonce Apostolique pour lui expliquer l'attitude que les circonstances actuelles imposaient au Gouvernement Impérial et Royal.

Veuillez, de votre côté, les porter à la connaissance du Cardinal Secrétaire d'État auquel vous pourrez donner confidentiellement lecture de la présente dépêche. J'espère que l'esprit éclairé et impartial de Son Éminence ne se méprendra pas sur les sentiments qui nous

dient ce langage et qu'il ne l'attribuera pas à une indifférence que notre Auguste Maître et son Gouvernement sont loin de ressentir pour les intérêts du Saint-Siège et de l'Église catholique.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

LE COMTE DE BEUST AU BARON DE KÜBECK, A FLORENCE.

Vienne, le 13 septembre 1870.

Au moment où les troupes italiennes franchissent la frontière romaine, nous ne pouvons nous dispenser de faire appel aux bons sentiments du Gouvernement italien et d'exprimer le ferme espoir qu'il usera envers le Saint-Père de tous les égards compatibles avec les mesures adoptées.

Nous nous croyons d'autant plus autorisés à agir dans ce sens que le cabinet de Florence n'ignore pas combien nous nous sommes montrés disposés à prendre en considération les difficultés que lui créait la question romaine dans ces derniers temps.

Votre Excellence connaît les pourparlers entamés ici à ce sujet par M. le chevalier Artom. Nous étions alors prêts à interposer nos bons offices auprès du Gouvernement français afin qu'on pût régler sur des bases plus conformes à la situation nouvelle les garanties dont la Convention de septembre entourait le Saint-Siège. Tenant compte des difficultés en face desquelles l'Italie allait se trouver placée, et voulant d'un côté assurer au Saint-Père son indépendance et sa sécurité personnelle, nous pensions que si le Gouvernement italien faisait occuper militairement quelques points du territoire romain, il serait en mesure d'accepter et d'observer scrupuleusement le devoir de veiller à la sûreté du chef de l'Église. Votre Excellence sait par suite de quelles circonstances notre bonne volonté a été paralysée. La fausse interprétation donnée à notre conduite et le retour pur et simple à la Convention de septembre nous ont obligés à nous abstenir entièrement de toute immixtion dans les décisions prises à Paris et à Florence.

Le Gouvernement italien ne peut douter de nos intentions amicales à son égard. Nous aurions volontiers contribué à diminuer les embarras de la situation, et, encore aujourd'hui, nous ne cherchons point à entraver la liberté de ces décisions dans une question qui cependant nous intéresse à un haut degré. En effet, l'Empereur, notre auguste maître, doit à ses sentiments personnels ainsi qu'aux convictions religieuses de la majorité de ses sujets, d'apporter la plus vive sollicitude à tout ce qui touche à la situation du Saint-Siège.

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne peut voir sans émotion ce qui se passe dans ce moment à Rome, et je dois insister auprès du Gouvernement italien pour qu'il nous donne des assurances tranquilisantes.

Nous pouvons compter certainement sur l'esprit de modération qui anime le cabinet de Florence et sur l'intention qu'il a souvent annoncée de ne pas résoudre seul la question romaine. Nous avons foi dans ces promesses, mais nous devons à notre conscience et à nos sympathies pour le Saint-Père d'élever notre voix afin d'appeler la plus sérieuse attention du cabinet de Florence sur la nécessité de ne point augmenter les alarmes que ressentent en ce moment tous les catholiques.

En prenant sur lui la nécessité de faire entrer ses troupes sur le territoire romain, le Gouvernement italien n'en sera que plus pénétré de la nécessité de contenir toutes passions hostiles au Saint-Siège et d'observer le plus grand respect pour la personne du Saint-Père.

Ce sont là deux points qui nous tiennent particulièrement à cœur, et je ne doute pas que ce que Votre Excellence nous mandera sur les entretiens qu'elle aura eus à ce sujet avec M. Visconti Venosta ne soient de nature à nous rassurer complètement sur les intentions du Gouvernement italien.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Florence, le 13 septembre 1870.

Le comte Ponza di San Martino est revenu hier de sa mission à Rome.

Il a eu une audience du Pape et lui a remis la lettre du Roi d'Italie dont il était porteur. Il a trouvé Sa Sainteté calme et digne, mais absolument et inflexiblement résolue à n'entrer dans aucune espèce d'arrangement et à ne reconnaître en aucune façon l'occupation de son territoire par les troupes italiennes, occupation dont le Pape nie la nécessité puisqu'il est tout à fait en mesure de maintenir l'ordre et la tranquillité dans ses États.

En réponse aux assurances que lui a données le comte de San Martino de la ferme résolution du Gouvernement italien de garantir son indépendance spirituelle, le Pape a répliqué qu'il n'avait pas grande confiance dans ces promesses, car, dans un pays constitutionnel comme l'Italie, ce qui avait été fait par un gouvernement pourrait être défait par un autre.

Le comte de San Martino ayant exprimé l'espoir que Sa Sainteté

ne donnerait pas ordre à ses troupes de résister aux troupes italiennes et qu'elle ne quitterait pas Rome, le Pape répondit sur le premier point, qu'il ne pouvait donner à ses troupes des ordres qui les déshonoreraient; qu'il était très-opposé à l'effusion du sang, mais qu'il était nécessaire que l'Europe eût des preuves qu'il protestait contre la violence qui était sur le point d'être commise contre lui; quant au second point, Sa Sainteté dit qu'elle serait guidée par les événements et l'inspiration de Dieu dans sa ligne de conduite à tenir.

LE CHEVALIER DE CADORNA A M. VISCONTI VENOSTA.

Londres, le 13 septembre 1870.

M. le Ministre, j'ai l'honneur de vous accuser réception du télégramme qui m'est parvenu, dans la soirée du 11 courant, par lequel vous m'informez de la situation des choses sur le territoire romain. Après en avoir aussitôt communiqué le contenu au comte de Granville, près duquel je me trouvais à quelques lieues de Londres, il m'a dit avoir déjà reçu directement les mêmes nouvelles sur ce point. Le lendemain, le 12, j'ai eu de nouveau un entretien avec M. le comte de Granville au sujet de la question romaine, entretien que j'ai résumé dans le télégramme expédié à Votre Excellence, le soir du même jour. Conformément aux instructions de V. Exc., j'ai exposé à M. le comte de Granville les éléments de la question en l'informant de l'état dans lequel elle se trouvait à présent, et des intentions du Gouvernement du Roi et des bases qu'il avait à différentes reprises proposées.

Après avoir écouté avec une attention soutenue et reçu d'une manière sympathique l'exposition susdite, Sa Seig. m'a dit qu'elle ne pouvait alors me donner une réponse officielle, mais qu'elle pouvait bien me dire que son désir personnel était que le Pape s'entendît avec nous.

Ayant fait observer à sa Seig. que je n'avais pas reçu l'ordre de solliciter de lui une réponse officielle, mais seulement de l'informer de l'état des choses et des intentions du Gouvernement du Roi, et après l'avoir remercié de la manière courtoise dont il avait reçu ma communication, je dis à sa Seig. que, pour obtenir le but indiqué, il serait certainement très-utile que le désir, qu'il m'avait exprimé de voir le Pape s'entendre directement avec le Gouvernement italien, fût manifesté par lui à Rome. M. le comte, sans prendre d'engagement formel, a reçu cette proposition de façon à ne pas me laisser

de doutes qu'il l'appuierait. J'ajouterai que dans le cours de mon exposé, lui ayant fait allusion à l'occupation du territoire romain par des troupes italiennes, sa Seig. n'a exprimé aucune opinion et encore moins formulé d'objections sur ce sujet. Le comte de Granville m'avait déjà annoncé, la veille, des nouvelles relatives à la mission du comte de Saint-Martino auprès du Pontife, lesquelles annonçaient que le Pape, se refusant de seconder les instances qui lui étaient faites, avait répondu qu'il se reposait sur son bon droit.

Agréez, etc.

Signé : CADORNA.

M. VISCONTI VENOSTA AU COMMANDEUR CERRUTI, A MADRID.

Florence, le 14 septembre 1870.

M. le Ministre, dans un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec M. Montemar, celui-ci me dit que, d'après les rapports de V. Seig., je devais déjà être informé de l'opinion du Gouvernement espagnol sur les affaires de Rome. D'après le télégramme de V. Seig., en date du 9 septembre, je savais, en effet que l'Espagne avait l'intention de respecter la liberté du Gouvernement italien d'agir conformément à ses propres intérêts, et, d'après le télégramme du 11 courant, je connaissais les instructions données par M. Sagasta au représentant de l'Espagne à Rome, dans le sens de conseiller au Saint-Père de ne pas quitter son siège et de se prêter à la conciliation. J'ai donc pu répondre à M. Montemar qu'il m'était très-agréable d'exprimer à son Gouvernement combien nous apprécions les idées élevées qu'il a sur les affaires de Rome et ses dispositions amicales à l'égard de l'Italie. J'ai ajouté que V. Seig. avait été chargée de faire au cabinet de Madrid des communications propres à le rassurer et à lui faire connaître les sentiments de modération du Gouvernement italien. J'ai eu d'autant plus de plaisir à lui répéter de pareilles assurances que l'Italie par sa conduite n'aurait certainement pas manqué à la confiance que le Gouvernement espagnol met dans notre ferme résolution de sauvegarder contre tout danger la sécurité personnelle du Souverain-Pontife, et d'assurer la pleine indépendance de son pouvoir spirituel.

Agréez, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

LE GÉNÉRAL KANZLER AU GÉNÉRAL CADORNA.

Rome, le 15 septembre 1870.

J'ai reçu votre invitation de permettre l'entrée de Rome aux troupes sous vos ordres.

Sa Sainteté désire que Rome ne soit occupée que par ses propres troupes et non par celles d'aucun autre souverain.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous répondre que je suis résolu à résister, par tous les moyens que j'ai à ma disposition, ainsi que me le commandent l'honneur et le devoir.

Signé : KANZLER.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE

Florence, le 15 septembre 1870.

Mylord, j'ai l'honneur d'informer votre Seigneurie que les troupes italiennes sous les ordres du général Cadorna, ont depuis deux jours fait une pointe rapide à travers les provinces pontificales et n'étaient plus, d'après les renseignements donnés hier soir, qu'à une dizaine de milles de Rome

Aucune résistance ne leur a été opposée, excepté à Civita-Castellana, petite ville occupée par 100 zouaves, contre laquelle 3 batteries d'artillerie furent dirigées et qui fut bientôt obligée de capituler avec une perte de sept blessés pour les troupes italiennes et sans pertes du côté des zouaves.

A cette exception, l'armée italienne paraît avoir eu une réception des plus enthousiastes dans les villes qu'elle a occupées et dans leur marche à travers les provinces romaines. Les troupes pontificales se sont retirées sur Rome et sur Civita-Vecchia; et les habitants, livrés ainsi à eux-mêmes, se sont empressés d'exprimer leur désir d'être annexés au royaume d'Italie en envoyant des pétitions et des adresses en ce sens au Gouvernement du Roi.

Ces événements ont occasionné une surexcitation considérable dans toutes les principales villes de l'Italie, des illuminations ont eu lieu, des réunions approuvant cordialement la politique du Gouvernement ont été tenues, et de nombreuses adresses ont été envoyées au Roi d'Italie pour lui demander d'accomplir les aspirations nationales et de proclamer et occuper Rome comme capitale de l'Italie.

J'ai, etc.

Signé : PAGET.

CAPITULATION POUR LA REDDITION DE CIVITA-VECCHIA,
LE 15 SEPTEMBRE 1870

La garnison de Civita-Vecchia, voyant la place menacée par la flotte cuirassée et investie du côté de la terre, voyant occupées les hauteurs qui la dominent, considérant que la défense ne serait pas possible et que la ville en souffrirait des dommages immenses, se décide à accepter une capitulation, aux conditions suivantes :

ART. 1^{er}. — Toutes les troupes, indistinctement, composant la garnison de Civita-Vecchia, à quelque nationalité qu'elles appartiennent, seront considérées comme troupes régulières du Saint-Père. Les officiers conserveront leurs épées, bagages, chevaux et les autres objets leur appartenant en propre; cette disposition concernera également la troupe, sauf ce qui est relatif aux armes.

ART. 2. — Aux officiers de tout grade et aux militaires indigènes on reconnaîtra leur grade et leur solde, et généralement on leur tiendra compte de leurs droits acquis, conformément aux règlements pontificaux, jusqu'à ce jour.

ART. 3. — Aux officiers et soldats étrangers au service du Saint-Père, on accordera le rapatriement avec tous les droits stipulés par leurs conventions avec le Gouvernement pontifical, et leur rapatriement sera à la charge du Gouvernement italien, lequel pourvoira à leurs besoins jusqu'à destination.

ART. 4. — Tant que durera le Gouvernement pontifical, aucun officier ne pourra être contraint à prendre du service dans l'armée italienne. Les officiers et les soldats de tout grade continueront à recevoir quotidiennement leur solde, et cela tant qu'il n'y aura pas été pourvu définitivement.

ART. 5. — La place forte toute entière, armements, munitions, etc., sera consignée à la troupe italienne par les chefs de service.

ART. 6. — Les troupes italiennes protégeront la personne et les droits de tous les individus de la troupe pontificale, empêchant qu'ils ne soient molestés par qui que ce soit et d'aucune manière.

ART. 7. — Ce matin, à sept heures, un bâtiment de la flotte italienne entrera dans le port de Civita-Vecchia et échangera les saluts d'usage, comme honneurs militaires, qui se rendront réciproquement. Les troupes royales entreront dans la place aujourd'hui à dix heures du matin.

ART. 8. — Le matériel et le personnel de marine existant dans le port de Civita-Vecchia sont soumis aux conditions de la présente capitulation. On en excepte seulement le bâtiment papal *Immacolata Concezione*, qui restera à la disposition du Saint Père avec son équi-

page actuel, tel qu'il se trouve sur l'état que présentera M. le capitaine de vaisseau Cialdi, commandant ce bâtiment. Au cas où Sa Sainteté renoncerait à cette propriété, le bâtiment serait remis au Gouvernement italien, et le personnel en serait compris dans les conditions de capitulation des autres militaires indigènes, en réservant tout droit accordé au corps de la marine par les lois pontificales sur les pensions jusqu'à ce jour.

ART. 9. — Les dispositions contenues dans l'article précédent n'ayant pas été prévues par les instructions remises au général commandant les troupes italiennes, cet article ne sera valable qu'après avoir reçu l'approbation du Gouvernement du roi d'Italie, approbation que le général prendra soin d'obtenir.

ART. 10. — La présente capitulation sera valable aussitôt qu'en auront été échangées les ratifications.

Fait le 16 septembre 1870, à six heures et demie du matin, aux bureaux du commandant de place de Civita-Vecchia.

*Le colonel chef d'état-major
de la II^e division active,*

*Le colonel comm^t sup^r de la
place de Civita-Vecchia,*

Signé : S. MARZANO.

Signé : COMM. SERRA.

*Le lieutenant-général commandant la II^e division
de l'armée italienne,*

Signé : NINO BIXIO.

LE GÉNÉRAL CADORNA AU GÉNÉRAL KANZLER, LE 16 SEPTEMBRE 1870

Excellence, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que la place de Civita-Vecchia s'est rendue ce matin aux troupes royales. Après ce fait, de plus en plus convaincu, comme je le suis, de l'inutilité d'une effusion de sang ultérieure, surtout devant la supériorité de forces de l'attaque vis-à-vis de celles de la défense, et obéissant à des sentiments d'humanité auxquels Votre Excellence, placée comme elle l'est aux côtés de Sa Sainteté le Souverain Pontife, peut être moins étrangère que tout autre, je ne crois pas inutile de vous renouveler la demande de ne pas vouloir faire de résistance à l'occupation militaire de Rome.

Ces sentiments qui sont ceux de Sa Majesté le Roi, du Gouvernement, de tous les Italiens, y compris ceux des provinces déjà occupées par les troupes royales et qui, dès la première apparition de celles-ci, ont tressailli à la pensée de se fondre dans la patrie commune, ces sentiments que je crois généraux en Europe, trouveront, je n'en veux pas douter, un écho dans le cœur de Votre Excellence, et feront taire

ceux d'une fierté militaire exagérée, qui, bien que je l'admire et que je l'apprécie, me paraît néanmoins inopportune dans des conjonctures aussi claires et aussi évidentes que les conjonctures actuelles.

J'espère que Votre Excellence, convaincue que ma proposition ne peut provenir de motifs militaires, voudra réfléchir à toute la responsabilité qui accompagnerait son refus à cette demande, que je lui fais au nom de l'humanité et de la raison.

En cette occasion, croyez-moi, etc.

Du camp, le 16 septembre 1870.

Le lieut.général commandant le IV^e corps d'armée,

Signé : CADORNA.

LE GÉNÉRAL KANZLER AU GÉNÉRAL CADORNA.

Rome, le 16 septembre 1870

Excellence, la prise de Civita-Vecchia ne change pas substantiellement notre situation, et ne peut, en conséquence, modifier la réponse que j'ai déjà eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence dans la journée d'hier.

Vous faites appel aux sentiments d'humanité qui, certes, ne sont plus à cœur à personne qu'à ceux qui ont le bonheur de servir le Saint-Siège ; mais ce n'est pas nous qui avons en aucune façon provoqué l'attaque sacrilège dont nous sommes victimes. C'est donc à vous à vous montrer animés de tels sentiments humanitaires, en renonçant à une injuste agression.

Quant aux aspirations de nos provinces, je crois qu'elles ont donné des preuves incontestables d'attachement au gouvernement pontifical ; je ne crains point le jugement de l'Europe, c'est-à-dire de la partie de l'Europe qui a conservé un sentiment de justice.

Mais aussi j'espère que Votre Excellence réfléchira à l'immense responsabilité qu'elle encourt devant Dieu et le tribunal de l'histoire, en poussant jusqu'à l'extrémité la violence déjà trop avancée.

Croyez-moi, etc.

*Le général commandant les troupes
pontificales,*

Signé : KANZLER.

LE COMTE LITTA A M. VISCONTI VENOSTA.

Stockholm, le 16 septembre 1870.

Monsieur le Ministre, l'honorée circulaire en date du 29 du mois dernier, concernant la question romaine, m'a fourni une direction opportune pour mes entretiens à ce sujet avec le comte Wachtmeister; et, comme il me sembla que Son Excellence s'intéressait fort à la nouvelle phase dans laquelle allait entrer la question romaine, je cherchai alors l'occasion de me rencontrer avec lui, et de résumer le mieux que j'ai pu, dans ma conversation, le contenu de la susdite circulaire. Le comte Wachtmeister manifesta une réelle satisfaction en voyant comment la question romaine marche à présent vers sa solution. Il reconnut que le gouvernement italien avait deux ennemis à combattre : le parti d'action à l'intérieur du royaume et la réaction à Rome; et que pour désarmer l'un et vaincre l'autre, aucun moment n'était plus opportun que celui-ci, un accord préalable étant établi avec les autres puissances plus ou moins intéressées dans la question. Le comte Wachtmeister craint cependant que la cour de Rome ne se montre encore hostile à accepter les propositions du gouvernement italien, seules conciliables avec les aspirations de la nation, avec l'indépendance et avec le prestige du chef suprême du catholicisme.

Veuillez agréer, etc.

(L. S.) LITTA.

LE CHEVALIER BERTINATTI A M. VISCONTI VENOSTA

La Haye, le 16 septembre 1870.

M. le Ministre, je n'ai pas manqué, dès que j'ai eu entre les mains la copie de la dépêche de Votre Excellence au Ministre du Roi, à Paris, en date du 29 du mois dernier, la circulaire de la même date et la circulaire du 7 courant concernant les affaires de Rome, de parler à M. Roert de Limburg aussi bien qu'à d'autres hommes d'État, dans le sens exprimé dans ces importants documents, ce qui a produit, comme cela était à prévoir, la plus sérieuse impression sur leur esprit.

Je dois déclarer avant tout qu'on croit généralement que ce sera une chose difficile, pour ne pas dire impossible, de différer plus longtemps la question romaine, laquelle est née de difficultés intérieures et extérieures et qui s'impose à une administration quelle qu'elle soit, soit que l'on pense que l'état de guerre actuel et le rétablissement de la République en France rendent plus que probable et par conséquent

très-dangereux pour nous, de la laisser résoudre par le hasard ou par l'anarchie. On ne verra donc pas avec une grande surprise que le Gouvernement du Roi soit résolu à travailler à préparer une solution propre à concilier l'indépendance du Pontife et les exigences du monde catholique avec les aspirations nationales connues du monde entier.

A Rome, moins que dans tout autre pays, le Gouvernement et le peuple peuvent et doivent se dire pris à l'improviste par notre résolution que la presse européenne avait fait pressentir. Je sais que l'internonce a dit à plusieurs personnes, qui me l'ont répété, dès le début de la guerre que les batailles imminentes sur le Rhin annonçaient une prise d'armes prochaine sur le Tibre, et l'entrée prochaine des légions italiennes sur le territoire pontifical. De là les imprécations du journalisme clérical contre nous, et les accusations de félonie et de trahison à pleines mains !

D'après les fréquents entretiens que j'ai eus ici, je puis conclure que notre cause serait assez bien vue, même en face du parti in-traitable si le Gouvernement, au moyen de publications à cet effet, fait connaître à tous quelles sont ses véritables intentions.

Des publications de ce genre prouveront, à mon avis, aux hommes impartiaux et modérés qui s'y connaissent, que, de même que nous ne négocions pour le pays, ni avec des intentions simulées, ni en affectant de faire des propositions inacceptables, de même aussi nous ne nous proposons pas pour le moment, au moyen d'une occupation partielle ou totale du territoire de Rome, d'imposer une solution inique ou violente de la question romaine. Nous démontrerons ainsi par le fait que nous regardons toujours comme possible un accord pacifique et juste, et que nous n'entendons en aucune façon que la chose change et risque, contrairement au droit national, de devenir une servitude romaine réelle et faire partie comme telle du droit public européen au profit des catholiques du monde entier, avec une menace permanente pour l'intégrité et l'unité italienne.

Quoi qu'il en soit, la proclamation du nouveau dogme qui a eu lieu malgré la partie la plus éclairée du haut et du bas clergé dans les différents États et est plutôt propre à altérer qu'à fortifier les bonnes relations internationales au point de vue des concordats et des matières mixtes, est tombée à un moment peu propice pour concilier aujourd'hui au pape les sympathies des gouvernements laïques et les porter à appuyer avec efficacité le pouvoir temporel que l'on croit compromis sans remède. Telles sont les paroles que j'ai entendues et que j'entends de différents côtés.

Agréé, etc.

Signé : BERTINATTI.

LE BARON DE KÜBECK AU COMTE DE BEUST

Florence, le 17 septembre 1870.

J'ai reçu hier, par voie de poste, les deux dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 13 de ce mois, et je me suis empressé de les porter dans le courant même de la journée à la connaissance du ministre des affaires étrangères.

Le chevalier Visconti-Venosta, auquel j'ai d'abord donné lecture de la principale de ces communications, en a suivi le texte avec la plus grande attention et en a été visiblement impressionné.

Il m'a prié de vous remercier, M. le Comte, des sentiments amicaux qui se reflètent dans les termes de la dépêche. Le Gouvernement impérial et Royal, continua le Ministre, n'ignore pas les circonstances qui ont nécessité de la part de l'Italie l'occupation du territoire Pontifical. Les ministres du roi Victor Emmanuel, de leur côté, comprennent parfaitement la sollicitude que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Son Gouvernement éprouvent à l'égard du Souverain Pontife et de la situation qui lui serait réservée à l'avenir. Sous ce rapport, le chevalier Visconti-Venosta s'estimait heureux de pouvoir, au nom du Gouvernement italien, donner les assurances les plus formelles concernant et la sécurité personnelle du Saint-Père, et les preuves de respect dont il ne cesserait d'être entouré. Enfin, le Cabinet de Florence ne modifierait en rien son intention de ne point résoudre à lui seul un problème d'une telle importance pour la catholicité, et ne procéderait à un accommodement définitif qu'avec le concours des Puissances intéressées.

La dépêche de Votre Excellence au chevalier de Palomba offrit le même intérêt au Ministre du roi Victor Emmanuel. Il m'interrompit à l'endroit où il est question de nos bons services en faveur d'un arrangement entre Sa Sainteté et le Gouvernement italien, pour me dire combien une intervention de l'Autriche-Hongrie lui semblerait désirable sous tous les rapports, et combien nos efforts de concilier les garanties d'indépendance du Saint-Siège avec les conditions politiques de l'Italie, seraient les bienvenus auprès des hommes d'État italiens.

J'ai cru utile de donner aussi communication des dépêches de Votre Excellence au Président du Conseil, M. Lanza, démarche que le chevalier Visconti-Venosta semblait souhaiter de son côté. Partageant à tous points les appréciations de son collègue aux affaires étrangères, M. Lanza ne fut pas moins sensible aux témoignages de bienveillance contenus dans les dépêches et protesta hautement de son intention de ne point manquer aux devoirs de respect et de sollicitude dus au vé-

néral Chef de l'Église catholique. Des instructions précises enjoindraient au Commandant en Chef du corps expéditionnaire de prendre à ce-double égard toutes les mesures préventives propres à éviter à l'avance les moyens de répression dont il serait autorisé à user en cas de besoin. Le Président du Conseil ajouta que la résistance armée qu'à son grand chagrin on paraissait devoir rencontrer devant Rome, ne changerait aucunement ces dispositions qui allaient jusqu'à prescrire au général Cadorna de faire respecter par ses troupes non seulement la ville Léonine, mais de leur défendre de franchir le Tibre, afin d'éviter tout conflit dans la partie Transtévérine de la ville.

Veuillez agréer, etc.

Signé : KÜBECK.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE

Florence, le 17 septembre 1870.

Milord, j'ai l'honneur d'informer votre Seigneurie que le corps commandé par le général Bixio, étant arrivé à Torre-Orlando, près de Civita-Vecchia, une sommation fut faite au colonel Serra, commandant de la place, d'avoir à laisser les troupes italiennes en prendre occupation. Après avoir demandé un court délai, le colonel Serra a accepté les conditions qui lui étaient offertes, et le navire italien *le Terrible* entra dans le port, tandis que les troupes prenaient quelques temps après possession de la place.

Le même jour le général Cadorna a envoyé au général Kanzler un message pour lui demander de laisser entrer les troupes dans Rome, cette demande a été accueillie par un refus très-net.

Les troupes italiennes continuent à être reçues avec enthousiasme par les populations des villes qu'elles traversent, le drapeau national est hissé et des gouvernements provisoires sont établis par les habitants au nom du roi Victor Emmanuel, tandis que des différentes parties de l'Italie continuent à affluer des adresses de félicitations au Roi et au Gouvernement pour les mesures qu'ils ont prises et leur demandant de compléter le programme national en transportant la capitale à Rome.

Les journaux rapportent, et cette nouvelle m'a été confirmée par M. Visconti-Venosta, qu'une députation des notables de Rome s'est rendue auprès du Pape et du cardinal Antonelli pour demander qu'on ne s'opposât pas à l'entrée des troupes italiennes dans Rome, afin d'éviter une effusion de sang inutile. Le Pape et le Cardinal auraient tous les deux répondu qu'ils n'avaient aucun pouvoir sur les troupes qui étaient résolues à résister à toute attaque.

Le Gouvernement italien se trouve en conséquence placé dans un très-grave dilemme, car il doit contrairement aux intentions qu'il a exprimées, soit s'emparer par force de Rome, soit se soumettre au défi porté par ces mêmes troupes étrangères, dont le maintien, pour soutenir le Gouvernement pontifical, forme un des principaux griefs contre le pouvoir temporel et a, entre autres raisons, été invoqué comme la justification de l'invasion du territoire du pape.

La décision qui sera prise ne me paraît pas faire l'ombre d'un doute; et je ne pense pas qu'elle puisse être beaucoup retardée. Le pays est maintenant surexcité et toute hésitation de la part du Gouvernement pourrait produire les plus sérieuses conséquences.

J'ai, etc.

Signé : PAGET.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Berlin, le 17 septembre 1870.

M. le Ministre. Dans ma visite ce matin au ministère des affaires étrangères, M. de Thile m'a dit que le comte Brassier de Saint-Simon allait recevoir un télégramme portant en substance que, vu les rapports religieux entre les sujets catholiques de la Confédération de l'Allemagne du Nord avec leur chef spirituel, ce diplomate avait l'instruction de faire, au nom de son Gouvernement, des réserves pour une position digne et indépendante du Saint-Siège.

Je me suis borné à rappeler au secrétaire d'État la teneur des deux circulaires de V. Ex. en date des 29 août et 7 septembre, qui fournissaient d'amples informations à cet égard. Je ne pouvais que m'y référer.

Agrérez, etc.

Signé : LAUNAY.

LE COMTE DELLA-MINERVA A M. VISCONTI-VENOSTA.

Athènes, le 17 septembre 1870.

M. le Ministre, j'ai reçu en même temps les deux circulaires politiques en date du 29 août et du 7 septembre, relatives à la question romaine.

Le Gouvernement grec, indifférent à ce qui touche la question religieuse, a manifesté le plaisir qu'il éprouvait à savoir que la question politique qui intéresse tant l'Italie et achève son unité, était sur le point de recevoir une solution définitive.

Agrérez, etc.

Signé : DELLA MINERVA.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

Berlin, le 18 septembre 1870.

M. le ministre, Votre télégramme du 17 m'est parvenu le même jour à 10 heures et demie du soir. M. de Thile n'étant plus visible à cette heure tardive, je me suis rendu chez lui aujourd'hui de grand matin. Il avait de son côté, à 4 heures après minuit, reçu du comte Brassier de Saint-Simon un télégramme analogue, rendant compte, d'après le désir de V. Ex., de la démarche faite par le comte d'Arnim au quartier général du commandant de notre corps d'armée en vue de Rome. Par déférence pour le représentant de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le général Cadorna avait accueilli favorablement une démarche ayant un but d'humanité, puisqu'il s'agissait de gagner du temps pour persuader au commandant de la ville de Rome de ne pas opposer de résistance. Telles étaient bien les intentions du Pape, mais ses troupes se refusaient à céder sans coup férir.

M. de Thile m'a donné l'assurance que le comte d'Arnim avait agi de sa propre initiative, car ses instructions n'étaient autres que celles signalées par mes rapports et télégrammes précédents.

Dans la nuit même, le secrétaire d'État avait télégraphié au quartier général du Roi, en France; mais, comme le délai accordé par le général Cadorna expire aujourd'hui à midi, S. Ex. ne croyait pas que le comte de Bismarck eût le temps matériel pour transmettre une réponse quelconque, si tant est qu'il en fit une.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Vienne, le 18 septembre 1870.

M. le Ministre, dans ma dépêche du 10 courant, j'ai exposé à V. Ex. comment j'avais rempli ma charge d'expliquer le véritable état des choses et les intentions du Gouvernement italien à l'égard de la question romaine, soit avec le chancelier de l'Empire, soit avec les principaux personnages politiques. Mon devoir, de ce côté, est devenu plus difficile et plus urgent à mesure que les événements se sont succédé et que nos troupes sont entrées sur le territoire romain et se sont approchées de la ville. Il fallait s'attendre à ce que le Pape et la Cour romaine feraient tous leurs efforts, dans cette occurrence, pour se procurer l'assistance du Gouvernement impérial. Les anciennes traditions, la piété connue de la Cour, les liens de relations personnelles,

l'influence du clergé, la puissance et les clients du parti qui prend le nom de catholique, tout devait être tenté et mis en œuvre pour obtenir un secours ou au moins une déclaration solennelle de blâme contre les actes du Gouvernement italien. Telle, en effet, a été la demande du nonce pontifical, appuyée par les expressions les plus manifestes de la confiance que le Pape reposait dans l'empereur d'Autriche parmi tous les potentats de la terre. Le Gouvernement impérial est resté ferme à toutes les prières de même qu'à toutes les excitations. Il a nettement répondu qu'il n'entendait pas s'ingérer dans les difficultés présentes; qu'il ne lui convenait pas d'exprimer un jugement, lorsqu'il était résolu à ne donner aucune sanction à ce jugement; qu'à la vérité, si le Saint-Père consentait à traiter avec le roi d'Italie, il pourrait interposer ses bons offices, mais qu'ayant refusé toutes négociations, cette voie même lui était fermée; que par conséquent son action se limitait à recommander au Gouvernement italien tous les égards envers la personne et la qualité du Pontife, ce en quoi il avait trouvé non-seulement une correspondance de sentiments, mais les offres toutes spontanées et les plus larges, de la part de ce Gouvernement. Je dois ajouter à la fin que je n'ai pas dissimulé, de quelque manière que ce soit, que les troupes italiennes, ayant pénétré sur le territoire pontifical, reçues partout avec joie, s'avançaient à mesure que les populations les appelaient, étaient arrivées maintenant aux portes de Rome, ne pourraient s'y arrêter et devraient occuper la ville. Qu'elles agiraient avec la plus grande prudence; qu'elles feraient tous les efforts possibles pour éviter les conflits et l'effusion du sang. Mais si la troupe de mercenaires à la solde du Pape s'imposant aux citoyens et répandant la terreur au milieu d'eux, voulait résister à tout arrangement, cela n'empêcherait pas les troupes royales d'user, de leur côté, de la force. Conséquemment, cette conduite serait plus nuisible qu'utile, soit pour les intérêts des Romains, soit pour ceux de l'Italie, même pour le bien de la religion, plutôt que de vouloir pacifiquement chercher une solution du problème et trouver les moyens d'assurer l'indépendance et la liberté du Saint-Siège.

* Le comte de Beust a envoyé deux dépêches sur ce sujet, l'une au ministre impérial à Florence, l'autre au ministre de l'Empereur à Rome.

Agréez, etc.

Signé : MINGHETTI.

LETTRE DU PAPE AU GÉNÉRAL KANZLER.

Vatican, le 19 septembre 1870

Monsieur le général, maintenant qu'on va consommer un grand sacrilège et la plus énorme injustice, maintenant que les troupes d'un roi catholique, sans provocation, sans même l'apparence d'un motif, assiègent la capitale du monde catholique, je sens tout d'abord le besoin de vous remercier vous, monsieur le général, et toutes nos troupes, de la conduite généreuse que vous avez montrée jusqu'à présent, de l'affection dont vous avez donné des preuves au Saint-Siège et de votre volonté de vous consacrer entièrement à la défense de cette métropole.

Que ces lignes restent comme un document solennel pour certifier la discipline, la loyauté et la valeur des troupes qui ont été au service de notre Saint-Siège. Quand à la durée de la défense, il est de mon devoir d'ordonner qu'elle consiste uniquement en une protestation constatant la violence, et rien de plus; c'est-à-dire qu'on entamera, dès que la brèche sera ouverte, des négociations pour la reddition de la ville.

Dans un moment où l'Europe entière déplore les très-nombreuses victimes d'une guerre entre deux puissantes nations, on ne pourra jamais dire que le vicaire de Jésus-Christ, quoique injustement assailli, ait consenti à une grande effusion de sang. Notre cause est celle de Dieu, et nous mettons en lui toute notre confiance.

Je vous bénis de cœur, vous, monsieur le général, et toutes nos troupes.

Signé : PIE IX PAPE.

LE CHEVALIER PATELLA A M. VISCONTI-VENOSTA.

Lisbonne, le 19 septembre 1870.

M. le ministre, j'ai l'honneur de vous accuser réception des deux circulaires du 29 août dernier et du 7 septembre courant, dont j'ai fait l'usage que m'avait ordonné V. Ex.

Je suis allé voir M. Bento Carlos da Silva et l'ai entretenu au long de nos affaires. Il m'a dit craindre uniquement les difficultés qui, selon sa manière de voir, s'élèveraient si le souverain Pontife devait résider dans la ville où serait le roi d'Italie. Il ajouta ensuite qu'il comprenait très-bien qu'il n'était plus temps de retarder la solution définitive de la question romaine.

*Agréez, etc.**Signé . PATELLA.*

LE MARQUIS DE BELLA CARACCILO A M. VISCONTI VENOSTA.

Saint-Petersbourg, le 19 septembre 1870.

M. le Ministre, dans ma dernière visite à S. Exc. le Prince chancelier, je lui ai exprimé quelles étaient les intentions du Gouvernement du Roi à l'égard de Rome, m'en tenant strictement aux instructions consignées dans les circulaires adressées par V. Exc. aux agents diplomatiques, à la date du 29 août et du 7 septembre courant, en insistant sur la distinction posée dans le premier de ces documents entre le principe religieux et les intérêts politiques et nationaux dans l'affaire de Rome, de même que sur la nécessité de faire succéder au droit public établi temporairement le 15 septembre 1864, une solution définitive de la question pouvant satisfaire en même temps les besoins de la catholicité et les droits de la nationalité italienne.

Le prince Gortschakoff m'a répondu qu'il comprenait bien que dans les conjonctures actuelles en Europe, le Gouvernement du Roi eût jugé opportun de préparer la solution de la question et combien d'un autre côté l'exaltation des sentiments publics en Italie suscitée par les événements européens avait contribué à entraîner le Gouvernement dans une résolution de cette nature.

Quant à la conclusion de cet entretien le prince a seulement noté que pour sa part, il ne croyait pas que le Pontife serait plus enclin à se prêter en cette occasion à des accommodements qu'il ne l'avait été par le passé; que pour ce qui le concernait, il n'avait aucune raison à opposer aux déclarations que je lui faisais, mais il n'a exprimé aucune réponse définitive quant aux conséquences définitives de la politique inaugurée par le Gouvernement et quant au jugement qu'en porteraient les autres cabinets européens.

Agréé, etc.

Signé : BELLA CARACCILO.

CAPITULATION DE ROME.

Villa Albani, le 20 septembre 1870.

Art. 1. La ville de Rome, excepté la partie qui est limitée au sud par les bastions du Saint-Esprit et comprend le mont Vatican et le château Saint-Ange, et constitue la cité Léonine, son armement complet, ses drapeaux, armes, magasins de poudre, tous les objets appartenant au Gouvernement seront remis aux troupes de S. M. le roi d'Italie.

Art. 2. Toute la garnison de la place sortira avec les honneurs de

la guerre, avec les drapeaux, armes et bagages. Les honneurs militaires rendus, les troupes pontificales déposeront leurs drapeaux, leurs armes, excepté les officiers qui conserveront leur épée, leurs chevaux et tout ce qui leur appartient. Les troupes étrangères sortiront les premières, et les autres ensuite, suivant leur ordre de bataille, la gauche en tête. La sortie de la garnison aura lieu demain matin, à 7 heures.

Art. 3. Toutes les troupes étrangères seront dissoutes et immédiatement rapatriées par les soins du Gouvernement italien qui les enverra dès demain jusqu'aux frontières de leur pays. Faculté est laissée de prendre ou non en considération les droits à une pension qu'elles pourraient avoir stipulée avec le gouvernement pontifical.

Art. 4. Les troupes indigènes seront constituées en dépôt sans armes avec les compétences qu'elles ont actuellement. Toutefois il est réservé au Gouvernement du Roi de prononcer sur leur position future.

Art. 5. Dans la journée de demain elles seront envoyées à Civita-Vecchia.

Art. 6. Il sera nommé par les deux parties une commission composée d'un officier d'artillerie, d'un officier de génie et d'un fonctionnaire d'intendance pour procéder à la consignation dont il est parlé à l'article 1.

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL KANZLER LORS DU LICENCIEMENT
DE L'ARMÉE ROMAINE.

Rome, le 20 septembre 1870.

Officiers, Sous-Officiers et Soldats ! Le moment fatal est venu, où nous devons nous séparer et abandonner par la force ce service du Saint-Siège qui, plus que tout au monde, nous tient tant à cœur !

Rome est tombée ! mais, grâce à votre courage, à votre fidélité, à votre admirable union, elle est tombée avec honneur.

Quelques-uns d'entre vous se plaindront sans doute de ce que la défense n'ait pas été plus prolongée ; mais une lettre de Sa Sainteté éclaircira tout. Ce témoignage de l'auguste Pontife sera la consolation de tous, et la plus belle récompense que nous puissions obtenir dans les circonstances actuelles. — Je dois également vous faire connaître que, séparée par la violence de son armée, Sa Sainteté a daigné vous délier de tous vos serments militaires.

Adieu, mes chers compagnons d'armes ! N'oubliez pas votre chef, qui conservera de vous tous un grand et impérissable souvenir.

Le général pro-ministre des Armes,
KANZLER.

PROTESTATION DU CARDINAL ANTONELLI.

Du Vatican, le 20 septembre 1870.

V. Exc. connaît parfaitement les usurpations violentes de la plus grande partie des États de l'Église accomplies en juin 1859 et en septembre de l'année suivante par le Gouvernement qui s'est installé à Florence. On connaît également les solennelles réclamations et protestations faites par S. S. contre cette sacrilège spoliation, soit par les allocutions prononcées en consistoire et publiées dans la suite, soit par les notes adressées en son nom souverain par le soussigné cardinal secrétaire d'État au corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège.

Le Gouvernement envahissant n'aurait certainement pas manqué de consommer la spoliation sacrilège, si le Gouvernement français, instruit de ses ambitieux projets, ne l'avait arrêté en prenant sous sa protection la ville de Rome et son territoire déjà restreint, et en y maintenant une garnison.

Mais, à la suite d'accords conclus entre le Gouvernement français et celui de Florence, accords par lesquels on croyait assurer la conservation et la tranquillité des États restés au Saint-Siège, les troupes françaises se retirèrent. Ces conventions toutefois ne furent point respectées ; et en septembre 1867, quelques hordes, poussées par des impulsions occultes, se jetèrent sur le territoire pontifical, avec le dessein pervers de surprendre et d'occuper Rome. C'est alors que revinrent les troupes françaises, et, prêtant main-forte à nos fidèles soldats, qui luttaient déjà victorieusement contre l'invasion, elles achevèrent dans les plaines de Mentana de réprimer l'audace des envahisseurs, et firent complètement échouer leurs iniques desseins.

Cependant, le Gouvernement français, ayant retiré ses troupes à l'occasion de la guerre déclarée à la Prusse, ne négligea point de rappeler au Gouvernement de Florence les engagements qu'il avait contractés par les conventions signalées ci-dessus, et de se faire donner les assurances les plus formelles au sujet de leur observation. Mais le sort des armes ayant été défavorable à la France, le Gouvernement de Florence, profitant de ces revers au mépris des accords conclus, prit la déloyale résolution d'envoyer une forte armée pour

consommer la spoliation du domaine du Saint-Siège, tandis que, malgré les plus puissantes instigations venues du dehors, la plus parfaite tranquillité régnait partout, et qu'il se produisait de toutes parts, et particulièrement ici à Rome, des démonstrations spontanées et incessantes de fidélité, d'attachement et de filial amour envers la personne auguste du Saint-Père.

Avant de perpétrer ce dernier acte de la plus affreuse injustice, on envoya à Rome le comte Ponza di San-Martino, porteur d'une lettre écrite au Saint-Père par le roi Victor-Emmanuel : cette lettre portait que le Gouvernement de Florence, ne pouvant contenir l'ardeur des aspirations nationales ni l'agitation du parti de l'action, comme on l'appelle, se voyait forcé d'occuper Rome et le territoire qui lui reste. V. Exc. peut aisément s'imaginer la profonde douleur et la vive indignation dont fut saisi le cœur du Saint-Père par suite d'une déclaration aussi étrange. Toutefois, inébranlable dans l'accomplissement de ses devoirs sacrés, et se confiant pleinement en la divine Providence, il repoussa résolument toute proposition, attendu qu'il doit conserver intacte sa souveraineté, telle qu'elle lui a été transmise par ses prédécesseurs.

En présence de ce fait qui s'est accompli sous les yeux de toute l'Europe et par lequel sont foulés aux pieds les principes sacrés de tout droit, et spécialement du droit des gens, S. S. a ordonné au soussigné, cardinal secrétaire d'État, de réclamer et de protester hautement, comme en effet il réclame et proteste en son auguste nom, contre l'indigne et sacrilège spoliation des domaines du Saint-Siège qui vient d'être accomplie, déclarant en même temps que le Roi et son Gouvernement responsables de tous les dommages qui résultent, pour le Saint-Siège et pour les sujets pontificaux, de cette violente et sacrilège usurpation.

S. S. a ordonné en outre de déclarer, comme en effet le soussigné déclare en son auguste nom, que cette usurpation est privée de tout effet, nulle et sans valeur aucune, et qu'elle ne peut jamais porter aucun préjudice aux droits incontestables et légitimes du domaine et de possession, soit du Saint-Père, soit de ses successeurs à perpétuité, et si la force empêche les exercices de ces droits, S. S. entend et veut les conserver intacts pour en reprendre en son temps la possession réelle.

En informant V. Exc., par ordre exprès du Saint-Père, de l'inqualifiable événement qui vient de se produire, et des protestations et réclamations qui en sont la suite, afin qu'elle puisse porter le tout à la connaissance de son Gouvernement, le cardinal soussigné nourrit la confiance que ce Gouvernement voudra bien prendre à cœur l'in-

térêt dû au chef suprême de l'Église catholique placé désormais dans des conditions telles, qu'il ne peut plus exercer son autorité spirituelle avec cette pleine liberté et cette entière indépendance qui lui sont indispensables.

Après avoir ainsi exécuté la volonté suprême du Saint-Père, il ne reste plus au soussigné qu'à vous donner l'assurance, etc.

Signé: J. Card. ANTONELLI.

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL CADORNA A SON ARMÉE.

Rome, le 20 septembre 1870.

Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats, après avoir admiré ce matin votre belle conduite à l'attaque de la ville de Rome, opiniâtrement disputée par l'ennemi, je sens maintenant le besoin de vous exprimer mon entière satisfaction. Je suis heureux de pouvoir vous dire que je me suis de plus en plus pénétré de la manière dont le soldat italien sait unir l'élan et l'ardeur à la discipline, ce dont j'ai eu la preuve depuis la formation de ce corps d'armée jusqu'à maintenant, et ce qui, je n'en doute pas, continuera à l'avenir.

Le lieutenant-général commandant le 4^e corps d'armée,

Signé: R. CADORNA.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI-VENOSTA.

Berlin, le 20 septembre 1870.

M. le ministre, j'ai donné lecture au Secrétaire d'État du télégramme de V. Exc., en date d'hier. Il m'en a remercié et se réservait de télégraphier de son côté au comte de Bismarck pour le tenir au courant de la situation. Il m'a réitéré l'assurance que le comte d'Arnim avait agi de sa propre initiative, et, quoique les efforts de ce diplomate pour éviter la résistance des troupes pontificales aient été infructueux, S. Exc. pensait que nous n'aurions pas mal interprété une démarche toute spontanée et n'ayant d'autre but que de prévenir l'effusion du sang dans l'intérêt des deux parties.

M. de Thile m'a dit aussi qu'un télégramme avait été expédié au comte Brassier de Saint-Simon pour rappeler quelle était la position du Cabinet de Berlin vis-à-vis de ses sujets catholiques, dont il avait à ménager les intérêts engagés dans cette question.

Dans ce télégramme on ne faisait pas de réserves explicites, et on ne prenait point acte des déclarations contenues dans vos circulaires des 29 août et 7 septembre.

Agrez, etc.

Signé: LAUNAY.

M. VISCONTI-VENOSTA AU COMTE DE LAUNAY, A BERLIN.

Florence, le 20 septembre 1870.

M. le ministre, le comte Brassier de Saint-Simon m'a dit aujourd'hui que son Gouvernement lui avait télégraphié que dans la phase actuelle des affaires de Rome, la politique de la Prusse restait toujours ce qu'elle avait été par le passé et consignée dans les instructions données, dans le temps, au comte d'Arnim, à Rome. Il m'a laissé une copie de la dépêche qui renfermait ces instructions. Il y est dit que les sympathies de la Prusse pour la personne du Saint-Père et le désir que Sa Sainteté continue à avoir une position indépendante et respectée, ont leurs limites naturelles dans les bons rapports entre la Prusse et l'Italie qui empêchent le cabinet de Berlin de créer à l'Italie des difficultés ou d'enfrer dans des combinaisons qui lui seraient hostiles.

J'ai remercié le comte Brassier de Saint-Simon de la communication qu'il me faisait et lui en donnai acte. Cette communication confirme pleinement ce que V. Seig. m'a écrit plus d'une fois sur les dispositions du cabinet de Berlin au sujet des affaires de Rome, dispositions qui ne seraient pas encore changées présentement. C'est pourquoi il conviendra que V. Seig. exprime à S. Exc. M. de Thile, au nom du Gouvernement de S. M., tout le plaisir que nous a causé la communication faite par l'envoyé de la Confédération du Nord.

Agréez, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

LE CHEVALIER DE PALOMBA AU COMTE DE BEUST.

Rome, le 24 septembre 1870.

Le soir du 18 septembre, j'ai reçu par un parlementaire envoyé expressément du camp italien, les deux dépêches que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser, le 13 du courant, et le télégramme annonçant la prochaine arrivée de M. l'ambassadeur.

Le lendemain, je donnai d'abord lecture au cardinal Antonelli de celle complétant le télégramme du 12. S. Ém. me demanda de pouvoir garder pendant quelques heures cette importante pièce afin de la porter à la connaissance du Saint-Père qui, m'assurait-elle, en éprouverait de la satisfaction non-seulement par la nouvelle expression qu'elle contenait des sentiments affectueux de S. M. l'Empereur envers Sa Sainteté, mais aussi par l'assurance que si un congrès

européen se réunissait, la voix de l'Autriche soutiendrait vivement les intérêts du Saint-Siège.

Le cardinal se montra aussi enchanté du prochain retour de M. le comte de Trauttmansdorff et m'assura que le Saint-Père l'apprendrait avec d'autant plus de plaisir qu'il y verra une nouvelle attention de l'Empereur, notre auguste maître, pour sa personne.

J'étais persuadé que la dépêche adressée par V. Exc., sous la même date du 13 septembre, à M. le baron de Kübeck était de nature à rencontrer l'approbation du cardinal Antonelli, et j'en fis la lecture à S. Ém. : je pus me convaincre que, non-seulement je ne m'étais pas trompé dans mon attente, mais même qu'elle avait été dépassée ; en effet, le Cardinal me chargea de vous en offrir, monsieur le comte, ses plus vifs remerciements et me dit qu'il comptait entièrement sur le bon effet que vos recommandations chaleureuses produiraient à Florence pour rendre moins désastreuses les conséquences de la nouvelle situation qui allait être faite au Saint-Père.

Veuillez agréer, etc.

Signé : PALOMBA.

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL CADORNA AUX ROMAINS.

Rome, le 21 septembre 1870.

Romains ! le bon droit et la valeur (*virtù*) de l'armée m'ont en quelques heures conduit au milieu de vous pour vous rendre à la liberté. Désormais, votre avenir et celui de la nation sont en vos mains. Forte de vos suffrages, l'Italie aura la gloire de résoudre enfin ce grand problème, qui travaille si douloureusement la société moderne.

Merci, Romains, aussi au nom de l'armée, de l'accueil cordial que vous nous avez fait.

Continuez à garder l'ordre comme il l'a été admirablement jusqu'à présent, car, sans ordre, il n'y a pas de liberté.

Romains ! La journée du 20 septembre 1870 marque une date des plus mémorables dans l'histoire. Rome est redevenue encore une fois et pour toujours la grande capitale d'une grande nation.

Vive le Roi ! Vive l'Italie !

Le commandant général du 4^e corps d'armée,

Signé : CADORNA.

M. VISCONTI-VENOSTA AU CHEVALIER MINGHETTI A VIENNE.

Florence, le 21 septembre 1860.

Le baron de Kübeck est venu me donner lecture d'une dépêche dans laquelle S. E. le comte de Beust expose avec une élévation d'idées et un sentiment amical, auxquels je me plais à rendre hommage, ses vues sur la phase actuelle de la question romaine. Ne possédant pas une copie de cette remarquable dépêche je ne puis vous en donner, ainsi que l'aurais désiré, un résumé fidèle. Je me borne donc à appeler votre attention sur quelques points qui d'après la communication orale qui m'a été faite, m'ont semblé les plus importants.

Après avoir rappelé les pourparlers que nous avons entamés à Vienne sur cette question dans les derniers temps, et l'accueil favorable que nos vues ont rencontré auprès du cabinet Impérial et Royal S. Exc. le comte de Beust reconnaît que, dans les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouvait l'Europe, il n'y avait dès lors pour nous qu'un seul moyen de veiller efficacement à la sécurité du chef de l'Église, celui d'occuper certains points de territoire. Aujourd'hui le Gouvernement austro-hongrois, sans chercher à entraver la liberté de nos décisions dans une question qui l'intéresse cependant au plus haut degré, s'adresse aux sentiments du Gouvernement italien et appelle notre sérieuse attention sur la nécessité de ne point augmenter les alarmes et de contenir les passions hostiles au Saint-Siège. Sa Majesté l'Empereur et Roi ne peut voir sans émotion ce qui se passe à Rome; le Gouvernement d'Autriche-Hongrie se doit donc à lui-même d'élever la voix et d'insister pour que le Gouvernement du Roi lui donne des assurances tranquillissantes pour ce qui concerne l'inviolabilité du Saint-Père et le libre exercice de ses fonctions spirituelles.

Ma réponse au baron de Kübeck a été conforme aux arguments que je vous ai exposés dans mes dépêches du 29 août et du 7 septembre. Ainsi que le rappelle S. Exc. le chancelier, dès le commencement des complications actuelles nous nous sommes rendu compte de l'impossibilité de laisser la question romaine dans les termes où l'avait laissée la convention du 15 septembre 1864. Cette stipulation faite en d'autres temps et pour une situation tout à fait différente devenait inapplicable au fur et mesure que le conflit entre la Prusse et la France prenait un caractère plus grave et menaçait d'acquérir de plus vastes proportions. Nous sommes profondément reconnaissants au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi d'Autriche-Hongrie

d'avoir bien voulu tenir compte des difficultés toutes spéciales de notre situation, et appuyer par ses bons offices nos vives et pressantes réclamations auprès du cabinet de Paris.

Tel est de nos jours le caractère des grandes guerres que leurs effets ne se bornent pas à altérer gravement les rapports internationaux, mais qu'ils exercent aussi une énorme influence sur la politique intérieure de chaque pays. En Italie les effets de la crise actuelle devaient se faire sentir surtout relativement à la question romaine. Nous n'avons pas cessé depuis dix ans d'en exposer les dangers; tous nos efforts tendaient à convaincre l'opinion publique de la nécessité d'une solution. Cette question exposait chaque jour l'Italie à un appel à des interventions étrangères, ou à un débordement des forces révolutionnaires.

Il y a dans la vie des peuples des instants où le Gouvernement ne peut sauvegarder efficacement les principes d'ordre et d'autorité qu'en prenant dans ses mains les questions qui touchent au sentiment national, en s'efforçant de chercher la solution afin de les soustraire à l'empire des passions et du hasard. Le Gouvernement du Roi se trouvait dans un de ces moments, il a la conscience d'avoir obéi à une de ces nécessités supérieures.

À la nouvelle qu'une insurrection venait d'éclater à Viterbe, nos troupes ont franchi la frontière. Un personnage politique éminent avait été chargé d'apporter au Saint-Père une lettre du Roi. Cette lettre a été publiée; elle était de nature à rassurer complètement le Pape sur les conséquences de cette mesure pour son autorité spirituelle.

Inaccessible à nos protestations de respect et à nos offres de conciliation, le Gouvernement Pontifical a voulu contraindre le Gouvernement du Roi à se servir de la force. Nous le regrettons profondément. Nous avons la conviction d'avoir fait tout ce qui était humainement possible pour prévenir cette nécessité. L'envoi de plusieurs parlementaires, la lenteur calculée de nos opérations militaires, sont là pour témoigner la sincérité de nos efforts. L'insuccès de la mission de paix que le comte Arnim a bien voulu remplir spontanément démontre que le Gouvernement Pontifical n'a pas reculé devant de telles extrémités. Il a peut-être voulu donner plus de retentissement à ses protestations; le Pape a peut-être aussi été obligé de subir les conséquences inévitables de l'enrôlement de volontaires recrutés parmi les hommes les plus exaltés.

Loin de nous étonner que ces événements émeuvent les Souverains et les Gouvernements, nous trouvons cette émotion légitime. Bien plus nous la partageons. Souverain catholique, Sa Majesté le Roi au-

rait voulu pouvoir apporter lui-même au Saint-Père l'hommage de son affection respectueuse et filiale. La conciliation que l'intervention étrangère, sous sa double forme d'un protectorat et de l'intrusion d'armes mercenaires, avait rendue jusqu'ici impossible est encore le vœu le plus ardent du Gouvernement du Roi. Aucune dynastie, aucun peuple n'ont des traditions plus sincèrement religieuses, plus profondément catholiques que la dynastie et la nation italienne. Ce n'est pas le roi Victor Emmanuel qui portera la main sur les prérogatives du Saint-Père, sur les conditions qui lui sont nécessaires pour le libre exercice de son autorité spirituelle. Ce n'est pas l'Italie, qui a toujours gardé précieusement l'unité religieuse dont l'homogénéité des traditions et du culte n'a jamais été compromise par ses nombreuses vicissitudes politiques qui cherchera à faire au Saint-Siège, qu'elle regarde comme une de ses gloires les plus splendides, une situation moins indépendante, moins grande, moins digne de l'auguste mission que le Pape remplit dans le monde.

L'antagonisme existant entre le sentiment national et le Pontificat a été toujours regardé comme un mal temporaire qui s'évanouirait le jour où l'on réussirait à dégager le Saint-Siège de ses liens terrestres, du legs funeste de responsabilités mondaines dans lesquelles il se trouvait impliqué. Cet antagonisme n'a pas affaibli chez les Italiens le sentiment religieux. La population est restée aussi attachée qu'auparavant aux cérémonies et aux coutumes pieuses du culte catholique. Les membres du clergé qui ont su se soustraire aux querelles des partis et se renfermer dans la sphère de leurs fonctions, ont conservé une grande et légitime influence sur les masses populaires. Il n'y a pour nous aucun doute que la lutte ayant cessé, le pouvoir temporel n'étant plus un obstacle au développement national, l'instinct religieux si enraciné et si puissant en Italie, ne s'épanouisse librement et ne prenne un nouvel essor.

Ces faits sont connus de tout le monde, ces considérations sont évidentes par elles-mêmes. Cela devrait suffire à écarter la crainte de nous voir apporter à Rome une politique mesquine de rancunes et de jalousies. L'acquisition d'un territoire, la possession d'une ville quelque illustre qu'elle soit, n'est pas le but que nous nous sommes proposés d'atteindre. Nous sommes animés d'une plus grande ambition. La séparation complète de l'Église et de l'État, le développement harmonique des forces sociales et religieuses pour moraliser les classes populaires, l'accord entre la liberté et l'autorité, voilà les maximes que nous nous proposons de proclamer à Rome.

Nous faisons appel avec confiance aux Gouvernements qui nous honorent de leur amitié. Nous leur demandons de s'associer à nous

pour une œuvre qui ne sera pas stérile pour la civilisation européenne. Nous espérons qu'ils voudront prendre acte des garanties que nous sommes prêts à offrir au Saint-Père. Elles sont de nature à sauvegarder largement son indépendance et le maintien de sa grande position dans le monde. Je me réserve de vous envoyer à ce sujet des instructions plus détaillées. Pour le moment il suffira de rappeler que le privilège de l'exterritorialité mettra la personne du Saint-Père dans la condition d'un Souverain, en le plaçant dans une sphère inaccessible à toute influence politique, que des ambassadeurs continueront à représenter auprès de lui les Puissances et qu'il continuera d'avoir des nonces auprès de celles-ci; que le même privilège d'exterritorialité couvrira ses palais et ses résidences, que les cardinaux conserveront leur rang de princes et auront les honneurs qui y sont attachés; enfin qu'une liste civile, garantie au besoin par un traité public, mettra le Saint-Siège en mesure d'exercer avec la même splendeur qu'auparavant ses fonctions spirituelles.

Il est digne des souverains catholiques et des Gouvernements éclairés de s'associer à nous pour nous aider à mettre hors de discussion l'efficacité et la portée réelle des garanties que nous offrons au Saint-Père. Les bons offices des États réussiront peut-être à persuader le Pape qu'il a rempli jusqu'au scrupule ses devoirs de conscience et que la conciliation répond aux véritables intérêts de l'Église.

Quand bien même le Pape resterait sourd à ces prières, les Gouvernements, ayant des sujets catholiques, rempliraient une noble mission en négociant en faveur du chef de l'Église des garanties qui rassureraient complètement les consciences. Ce serait là, nous en avons la conviction, une politique féconde en résultats utiles pour la civilisation de l'Europe.

Veuillez donner lecture à S. Exc. le Chancelier de cette dépêche et lui en laisser copie s'il en exprime le désir, et agréez, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI-VENOSTA.

Tours, le 21 septembre 1870.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu ce matin le télégramme par lequel V. Exc. me fait l'honneur de m'annoncer que les troupes royales sont entrées hier à Rome, après une légère résistance des milices étrangères qui ont cessé le feu sur un ordre du Pape.

J'ai immédiatement communiqué cette nouvelle à M. Crémieux,

membre du Gouvernement de la Défense nationale, garde des sceaux, et président de la Délégation du Gouvernement établi à Tours.

M. Crémieux m'a exprimé ses félicitations les plus vives sur le fait que je lui annonçais.

Agréez, etc.

Signé : NIGRA.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI-VENOSTA.

(Extrait.)

Munich, le 21 septembre 1870

Monsieur le Ministre, j'ai reçu le télégramme [par lequel V. Exc. a bien voulu m'informer de l'entrée de nos troupes hier, à Rome, après une courte résistance de la part de la légion étrangère. J'ai eu, ce matin, l'honneur de donner connaissance de cet événement au comte Bray. Il m'a donné acte de cette communication et m'a exprimé sa satisfaction que tout se soit terminé sans effusion de sang.

Agréez, etc.

Signé : MIGLIORATI.

M. SÉNARD AU ROI VICTOR-EMMANUEL.

Florence, le 22 septembre 1870,

Sire, je n'ai pas voulu porter un visage, malgré moi, toujours triste et anxieux, au milieu des joies si vives et si légitimes qui saluent la délivrance de Rome, et la consécration définitive de l'unité italienne.

Mais je ne veux pas différer d'un instant à adresser à V. M., au nom de mon Gouvernement et en mon nom personnel, mes félicitations sincères pour cet heureux événement et l'expression de mon admiration pour la modération et l'énergie qui ont présidé à sa réalisation.

Le jour où la République française a remplacé par la droiture et la loyauté une politique tortueuse qui ne savait jamais donner sans retenir, la Convention du 15 septembre a virtuellement cessé d'exister, et nous avons à remercier V. M. d'avoir bien voulu comprendre et apprécier la pensée qui a seule empêché la dénonciation officielle d'un Traité qui, de part et d'autre, était mis à néant.

Libre ainsi de son action, V. M. l'a exercée avec une merveilleuse sagesse.

C'est bien peu pour le Roi d'Italie, disposant de toutes les forces d'une grande nation, de briser les vieilles murailles de Rome et d'avoir raison de la résistance de la faible armée pontificale.

Mais ce qui est vraiment beau, vraiment grand, c'est d'avoir su, dans cette question délicate, allier si parfaitement avec les nécessités politiques tous les respects et tous les ménagements dus aux sentiments religieux.

V. M. en cette circonstance a fait appel à la conciliation, dans des termes si nobles et si dignes qu'il doit être, et qu'il sera je l'espère, entendu.

Pour moi, malgré les circonstances douloureuses qui m'ont amené ici, j'éprouve du bonheur à me trouver sur une terre où, comme dans ma chère France, on sent si bien battre le cœur du pays, où les résolutions politiques elles-mêmes sont toujours empreintes de générosité et de grandeur.

Permettez-moi, etc.

Signé : SÉNARD.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

France, le 22 septembre 1870.

Mylord, tous les efforts pour arriver à un arrangement pacifique avec le commandant des troupes papales n'ayant pas abouti, l'ordre a été envoyé, le 19, au général Cadorna de s'emparer de Rome par la force. En conséquence, la canonnade a été ouverte le 20 au matin; deux brèches ont été ouvertes vers les huit heures et demie, et à dix heures les Italiens entraient dans Rome entre la porte Pia et la porte Salara. Le drapeau blanc fut alors arboré par ordre du Pape, les hostilités cessèrent et une capitulation fut signée entre le général Kanzler, commandant des troupes papales, et le général Cadorna. Il n'y a pas eu de combat dans les rues. Conformément aux conditions de la capitulation, les troupes papales ont dû déposer leurs armes; elles sont ou seront dirigées sur Civita-Vecchia, où les nationaux formeront un dépôt sans armes, et les étrangers, n'ayant pas les moyens de leur voyage, seront rapatriés.

Sur la demande expresse du Pape, transmise par le général Kanzler, le général Cadorna a fourni deux bataillons pour maintenir l'ordre dans la cité léonine. Le château Saint-Ange a été occupé après l'assaut pour des raisons stratégiques. Les pertes des Italiens s'élèvent à environ 100 tués et blessés. Une preuve que le Pape a donné l'ordre de se défendre et que ce n'est pas l'élément militaire, comme il l'a été dit faussement, qui était le maître de la situation et imposait sa volonté à Sa Sainteté, c'est, comme je l'ai dit plus haut, que c'est sur l'ordre du Pape que le feu a cessé et que la garnison s'est rendue.

Dans une lettre au ministre de la guerre, en date du 20 courant, le

général Cadorna dit : « Tous les membres du Corps diplomatique sont venus me demander et me suggérer les conditions de capitulation. Je les ai reçus avec courtoisie et leur ai donné des réponses conciliantes. Je les ai convaincus de l'obligation dans laquelle je me trouvais de traiter seulement avec le commandant des troupes qui m'avait fait demander une suspension d'armes. »

J'apprends que, depuis l'entrée des troupes, quelques-uns des représentants étrangers à Rome ont exprimé au général italien leur satisfaction de la conduite et de la tenue des troupes aussi bien que des mesures prises pour le maintien de l'ordre : La réception de l'armée italienne est déclarée avoir été pleine d'enthousiasme.

A peine l'occupation avait-elle eu lieu, que le parti de l'action, les mazziniens, etc., ont commencé leurs opérations ordinaires. Elles ont été promptement réprimées, plusieurs arrestations ont été faites, mais il y en aura beaucoup d'autres à faire encore avant que l'ordre puisse être assuré.

Un plébiscite doit avoir lieu le 22 octobre dans les provinces romaines. Aura-t-il lieu le même jour à Rome ? cela dépendra de la situation de la ville à ce moment.

Il est question d'envoyer ici le général La Marmora, s'il l'accepte, chargé de pouvoirs politiques et militaires. La grande préoccupation actuelle du Gouvernement est de rassurer le Pape et l'Europe sur ses intentions ; la nomination du général de La Marmora serait la meilleure garantie à cet égard.

Les nouvelles de l'entrée à Rome ont été reçues dans toute l'Italie avec le plus grand enthousiasme. Dans chaque ville, les rues ont été pavoisées, il y a eu des processions, des bandes de musique, des acclamations, des illuminations, et, ce qui n'est pas la moins curieuse de ces démonstrations, eu égard à l'occasion, les cloches de toutes les cathédrales et de toutes les églises ont sonné à toute volée en l'honneur du coup de mort donné au pouvoir temporel du Saint-Père.

Le cri général est maintenant de transporter immédiatement la capitale à Rome, et les journaux fixent le 15 octobre comme le jour où la Chambre doit se réunir pour voter à ce sujet. Je doute cependant qu'une décision ait encore été prise par le Gouvernement dans ce sens. Il y a bien des choses à arranger avant que la Chambre puisse être consultée à ce sujet, entr'autres des communications avec les Puissances catholiques paraissent devoir être les démarches préliminaires à faire.

A en juger par le ton général de l'opinion publique, on pourrait supposer que par la possession de Rome toutes les difficultés de la question romaine ont été résolues, mais il y a des doutes

très-sérieux à cet égard, et ceux qui réfléchissent ne peuvent que prévoir que l'établissement dans une même cité d'un roi constitutionnel et excommunié à côté d'un pape infaillible, d'un parlement représentatif à côté d'une autorité absolue, de la liberté de la presse et de discussion à côté de l'inquisition, sans parler d'autres anomalies, donne une sanction légale à un état de choses qu'on ne peut s'attendre à voir fonctionner en harmonie, ou sans créer de très-sérieux embarras, de la confusion et des malentendus. Ce qui a été gagné par l'occupation de Rome par l'Italie, c'est que le pouvoir temporel est enfin et à jamais fini, et ce résultat est un grand bonheur, non-seulement pour l'Italie, mais pour le monde entier et pour le Pape lui-même. Mais ce résultat obtenu, il y a, je crois, bien des hommes sérieux, et à un moment il y avait certainement la majorité du parti modéré dans ce pays qui inclineraient pour l'état actuel, le maintien de la capitale de l'Italie telle qu'elle est aujourd'hui et pour que Rome restât la résidence exclusive du Pape.

Cependant, je dois ajouter que, dans mon opinion, si la question est posée devant la Chambre, il n'y aura que bien peu de membres qui oseront aller à l'encontre de ce qui est le sentiment général des masses à cet égard. Dans tous les cas, si le transfert de la capitale venait à être voté demain, je ne vois pas comment il serait possible de l'effectuer pratiquement avant quelque temps.

J'ai, etc.

Signé : A. PAGET.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI-VENOSTA.

Berlin, le 22 septembre 1870.

M. le ministre, je me suis empressé de communiquer au secrétaire d'État le télégramme de V. Exc., annonçant l'entrée des troupes royales à Rome après une courte résistance. La même nouvelle avait été transmise par le comte Brassier de Saint-Simon.

M. de Thile, en recevant cette communication sur un événement aussi remarquable au point de vue politique et religieux, s'est abstenu de tout commentaire. Il n'avait aucune instruction du comte de Bismarck pour régler son langage à cet égard. Les journaux officiels observent également une grande réserve, en se bornant à enregistrer les faits. On cherche évidemment à tenir la balance égale entre les protestants et les catholiques, pour n'indisposer ni les uns ni les autres, et je n'ai pas besoin d'ajouter qu'ici, dans ce moment, l'attention est bien plus tournée vers Paris que vers Rome.

Agréé, etc.

Signé : LAUNAY.

LE CHEVALIER DE CADORNA A M. VISCONTI-VENOSTA

Londres le 22 Septembre 1870.

M. Le Ministre, le comte Granville, auquel je m'étais préparé à expédier hier matin par voie particulière, une copie du télégramme de votre Excellence m'annonçant l'entrée des troupes royales à Rome, étant revenu hier même à Londres de sa campagne, j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui-même le même soir un long entretien que je vous ai déjà annoncé en abrégé par mon télégramme d'hier soir. Sa Seigneurie m'a remercié très vivement de cette communication rapide que je lui avais faite et s'en est montrée très satisfaite. Il ne m'a fait, dans le cours de l'entretien, aucune déclaration explicite sur les opinions du gouvernement anglais à ce sujet, mais pendant la conversation même, sa contenance, l'expression de ses sentiments bienveillants et les sujets mêmes de notre entretien ne m'ont laissé aucun doute, que la nouvelle que je lui avais annoncée lui était fort agréable. Pour ma part je me suis abstenu de provoquer pour le moment aucune déclaration.

Mais cela ne pouvait m'empêcher de diriger la conversation sur des sujets capables de donner à sa Seigneurie l'occasion d'exprimer ses impressions d'une manière quelconque. J'ai donc dit à monsieur le comte que je regardais comme un bonheur la prompte réussite dans l'accomplissement du but que le gouvernement italien s'était proposé, surtout que cette entreprise ne devait commencer qu'au moment même où existaient les éléments les plus désirables et toutes les circonstances pour un prompt et heureux dénouement et qu'elle devait ensuite s'accomplir par des moyens très efficaces et avec beaucoup de célérité.

J'ai ajouté qu'il me semblait que si le gouvernement du Roi avait accompli la première partie avec une grande longanimité, il avait aussi achevé la seconde convenablement et opportunément. Monsieur le comte s'est rangé à mon opinion, surtout lorsque j'ai dit que des opérations de ce genre devaient être accomplies avec efficacité et célérité. Je fis ensuite remarquer à monsieur le comte que la cause d'une réussite aussi prompte provenait pour la plus grande partie du fait qui s'était toujours révélé en Italie, chaque fois qu'il s'était agi de quelque chose se rapportant à son intégrité et à son unification, parce que le fruit était parfaitement mûr aux yeux des populations et que ce but élevé et national était, de la part de tous, l'objet d'une volonté ferme et délibérée.

La conversation étant ensuite tombée sur la position indépendante et

libre que le gouvernement Italien était décidé à faire au Pape, je lui indiquai la conduite tenue jusqu'à ce jour par le Parlement et par le gouvernement sur la question de la liberté religieuse.

Je dis à sa Seigneurie que l'application de cette liberté et la séparation graduellement accomplie en Italie des compétences civiles et politiques d'avec compétences religieuses avait été l'un des moyens moraux les plus puissants mis en œuvre par le gouvernement pour le dénouement de la question romaine. Les lois italiennes et le gouvernement avaient demandé à la puissance civile tout ce qui n'était pas spirituel ou religieux et qui appartenait naturellement au pouvoir civil lui-même et à l'autorité laïque; mais cela, outre que c'était le droit de l'État, se trouvait être aussi une condition indispensable pour donner à l'Église la liberté la plus large dans ses affaires spirituelles et pour réaliser la liberté de conscience. Ce principe est de plus en plus appliqué en Italie où la liberté de conscience existe maintenant sur un pied très large, et où la loi et le Gouvernement ont volontairement renoncé à toute ingérence dans les choses religieuses. Ce qui assure ensuite à l'Italie le triomphe complet et durable de la liberté de conscience, c'est que cette liberté est dans les mœurs, dans les tendances et dans les opinions du pays, bien plus qu'elle n'a été fixée dans les lois positives et écrites.

Pour ce qui concerne spécialement l'établissement des conditions d'indépendance et de liberté du Pontife, j'ai dit à monsieur le comte que c'était un acte de bonne politique et comme d'une nécessité politique pour l'Italie surtout si le Pape, comme cela était à désirer, restait à Rome; parce que cette condition était le seul moyen par lequel le Gouvernement Italien pouvait se détacher pour toujours et par anticipation de toute participation à la responsabilité de ce que le Pape et l'Église de Rome pourraient faire avec les autres nations catholiques de l'Europe.

Sa Seigneurie a écouté avec une attention bienveillante l'exposition de ces idées et m'a exprimé sa satisfaction et son adhésion.

Votre Excellence pourra juger de la signification que peut avoir cet entretien. Il ne me reste plus qu'à ajouter que je me suis appliqué à parler dans le même sens d'autres matières ayant un certain rapport avec la question religieuse, considérée du côté politique et social, et que tout l'entretien a eu, dans toutes les parties, le caractère de la plus franche et la plus exquise cordialité.

Agréé etc.

Signé: CADORNA,

LE COMMANDEUR CERRUTI A M. VISCONTI-VENOSTA

(Extrait.)

Madrid, le 23 Septembre 1870.

M. le Ministre, le jour même, où Votre Excellence m'expédiait le télégramme chiffré du 16 courant pour m'annoncer que les troupes de S. M. étaient entrées à Civita-Vecchia, le ministre d'Espagne à annoncé de Florence cette nouvelle au ministre d'État.

Le 20 courant, vers le soir, j'ai reçu l'autre télégramme daté du 18 du même jour annonçant l'entrée des troupes italiennes à Rome, et le même soir je suis allé voir le maréchal Prim qui m'a chargé de prier Votre Excellence de faire parvenir ses félicitations à S. M.

Hier soir, je suis allé voir S. A. le Régent qui m'a aussi manifesté sa satisfaction sur l'issue des affaires de Rome.

Agréez etc.

Signé: CERRUTI.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Florence, le 24 septembre 1870.

Lorsque j'ai fait part à M. Sella, ministre des finances, des difficultés pratiques de l'établissement de la capitale à Rome, il m'a répondu qu'il n'en niait pas l'existence, mais qu'il pensait qu'elles paraissaient à distance plus formidables qu'elles n'étaient en réalité. En tout cas, le Gouvernement n'avait pas d'autre choix que de les affronter.

M. Sella me rappela que Rome, capitale de l'Italie, avait été le programme de tous les hommes d'État italiens depuis le comte Cavour jusqu'à l'époque actuelle; que ce programme avait été affirmé constamment par les votes des deux Chambres, et que c'était le point qui tenait à cœur au pays. Comment alors un gouvernement quelqu'il fût, dans les circonstances présentes, lorsque Rome est déjà occupée par les troupes italiennes, lorsque le Gouvernement français, non-seulement approuvait cette mesure, mais lui donnait son assentiment, (le ministre de France, me dit S. Exc., venait de lui faire une recommandation dans ce sens), lorsque les autres Gouvernements européens avaient une attitude sympathique, comment, demanda-t-il, serait-il possible au Gouvernement italien d'hésiter à donner satisfaction aux désirs du pays? Il ne le pourrait faire, même s'il le voulait; pour lui, il avouait franchement que la capitale à Rome avait toujours été l'objet de son ambition et qu'il avait toujours été décidé à profiter de toutes les circonstances qui pouvaient survenir, lors-

qu'il était ministre, pour le réaliser. Les journaux, m'a-t-il dit, ne donnent qu'une pâle idée de l'enthousiasme et de la profondeur du sentiment public sur ce sujet. Des adresses au Roi et au Gouvernement arrivaient littéralement par monceaux.

M. Sella chercha alors à prouver que la coexistence du Pape et de ses institutions dans la cité léonine avec le Roi, le Gouvernement et le Parlement sur la rive gauche du Tibre, n'occasionneront pas plus d'inconvénients et d'embarras que si Rome était laissée au Pape comme résidence exclusive, en donnant aux citoyens romains les droits et privilèges de la nationalité italienne. Je ne dis pas que j'ai été convaincu par le raisonnement de S. Exc., mais on ne peut pas nier que, Rome étant adoptée comme capitale pour l'Italie, une grande difficulté se trouve aplanie, savoir : celle qui provient de la jalousie qui règne aujourd'hui et qui a toujours régné en Italie au sujet de la question de la capitale aussi longtemps qu'elle sera fixée dans toute autre ville que Rome, et je crois que dans l'état des choses, il serait difficile au Gouvernement de ne pas donner satisfaction aux vœux du pays en général à cet égard.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Berlin, le 24 septembre 1870.

M. le ministre, le comte de Bismarck a chargé M. de Thile de me déclarer de la manière la plus catégorique que le comte d'Arnim n'avait reçu aucune instruction de se rendre à notre quartier général, et que c'était ainsi de sa propre initiative qu'il s'était donné une semblable mission.

En me faisant ce message, M. de Thile, à l'appui sans doute de ses assertions réitérées sur les difficultés du Cabinet de Berlin vis-à-vis de ses ressortissants catholiques, m'a dit qu'en Silésie notamment une partie de la presse élève la voix pour reprocher au Gouvernement prussien de n'avoir pas su agir de manière à préserver le Saint-Siège de nos attaques.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

LE CHEVALIER DE CADORNA A M. VISCONTI-VENOSTA.

Londres, le 27 septembre 1870.

M. le ministre, comme développement et confirmation du télégramme expédié tantôt à Votre Excellence et dans lequel je résumais

la conversation que j'ai eue aujourd'hui avec le comte de Granville sur la question romaine, j'ai l'honneur de vous annoncer ce qui suit :

Sa Seigneurie m'a communiqué spontanément qu'elle avait dit à M. Gladstone que je lui avais communiqué le télégramme par lequel V. Exc. m'annonçait l'entrée des troupes royales à Rome et qu'il m'avait remercié de cette communication en ajoutant que M. Gladstone se joignait à l'expression de ces sentiments.

De tout l'entretien que j'ai eu avec le comte sur ce sujet, apparaissait la satisfaction sur la manière dont les évènements avaient été conduits et pour le résultat obtenu jusqu'à présent à Rome d'avoir maintenu l'ordre et la tranquillité, ainsi que sur toute l'étendue du territoire occupé comme dans tout le royaume. S. Seig. a encore porté la conversation sur les événements qui avaient suivi la réunion de Rome au royaume et spécialement sur le transfèrement du siège du Gouvernement à Rome, comme elle l'avait déjà fait dans un précédent entretien que je vous ai rapporté dans ma dépêche du 22 courant. S. Seig. m'a exprimé le doute que la translation immédiate et effective du siège du Gouvernement à Rome ne puisse produire des inconvénients et créer des difficultés et des troubles; il est de notoriété, à ce qu'il lui paraît, que la question importante pour les Italiens pouvait être considérée comme résolue indépendamment du transfèrement de la capitale.

J'ai de nouveau répondu à M. le comte que je n'avais reçu aucune communication relative aux intentions du Gouvernement sur la translation plus ou moins prochaine du siège du Gouvernement même à Rome.

Me bornant à lui parler en mon nom, je lui ai répété que je ne me dissimulais pas les difficultés qu'on pourrait rencontrer, et qu'il était bien certain que le Parlement et le Gouvernement en tiendraient compte, mais qu'il était surtout nécessaire de prendre en considération les difficultés que le Gouvernement aurait rencontrées en différant cette translation, difficultés qui avaient leur origine dans les vœux déjà émis par le Parlement, dans l'opinion publique, contrariée par toutes les difficultés opposées à l'accomplissement de ses vœux et de ses justes aspirations, difficultés longuement et plus ou moins patiemment supportées, et dans les partis plus avancés qui n'auraient pas manqué de se servir de cette question comme d'une arme d'opposition et de lutte pour atteindre leur but spécial. J'ai ajouté qu'il s'agissait en cela d'une question intérieure dans laquelle le Gouvernement et la majorité du Parlement et du pays qui l'appuie ne pouvaient suivre d'autre voie, que celle qui avait été indiquée par le désir de résoudre la question dans le sens le plus conforme aux

vrais intérêts du pays et d'éviter le plus possible les difficultés les plus sérieuses.

Le comte ne m'a pas dit sur quoi il fondait les craintes qu'il exprimait et il ne m'a pas paru opportun de le presser à des déclarations plus détaillées; mais cela résultera plutôt de la conversation que j'ai eue ensuite avec M. Otway, sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères.

Depuis lors, le comte de Granville m'a dit qu'il n'était pas encore bien certain si le Pape resterait à Rome ou s'en éloignerait; que les opinions opposées étaient en lutte dans l'entourage et auprès du Pape; qu'il lui avait fait officieusement conseiller de ne pas quitter Rome. Il m'a ensuite confirmé ce que sir A. Paget avait déjà dit à V. Exc. par ordre de son Gouvernement, à savoir : que, dans le cas où le Pape l'aurait désiré, le Gouvernement britannique ne se serait pas refusé à le recevoir à bord de l'un de ses vaisseaux.

Je remerciai S. Seig. de ses bons offices auprès du Pape en ajoutant que, quand même je n'avais pas reçu de nouvelles instructions à ce sujet, je savais certainement que mon Gouvernement désirait que le Pontife restât à Rome et qu'à cette fin les dispositions et les déclarations du Gouvernement tendaient à faire au Souverain-Pontife une condition entièrement indépendante et libre. J'ai fait remarquer à S. Seig. que l'intérêt bien compris et non douteux de la religion et du Souverain-Pontife demandait qu'il ne quittât pas Rome. Cet abandon pourrait certainement créer quelques difficultés et quelques embarras au Gouvernement italien; mais qu'il fallait bien savoir que cela n'exercerait aucune influence sur les vœux unanimes du pays sur les déterminations du Gouvernement et sur les faits accomplis; que le Pontife, après être parti de Rome malgré tout ce que le Gouvernement italien aurait fait pour qu'il dût raisonnablement rester, et contre les conseils des gouvernements de l'Europe, ne trouverait certainement dans aucun pays l'appui qu'il n'avait pas manqué de demander à présent, mais qu'il n'avait pas obtenu, et qu'enfin il devait penser qu'il était beaucoup plus facile au Pontife de quitter Rome que d'y retourner, surtout à l'égard des conditions de ce retour, et que ceux qui étaient les plus intéressés à ce que le Pape ne quittât pas Rome étaient le Pape lui-même et la religion dont il était le chef.

Après ces considérations qui me parurent s'accorder avec les vues de S. Seig., je lui dis que mon Gouvernement comptait sur la continuation de ses bons offices auprès du Pape. Et j'exprimai l'espoir que le Pontife n'abandonnera pas Rome si des conseils pareils à ceux que lui donne l'Angleterre lui sont présentés avec instance par les gouvernements des nations catholiques, et lui

ôteront l'espérance qu'une démarche de ce genre puisse être un moyen pour obtenir un appui à sa résistance.

A peine avais-je fini d'entretenir lord Granville, que je dus m'aboucher avec M. Otway pour des affaires courantes de la légation, mais M. Otway, dans cette circonstance, ne m'a parlé que des affaires de Rome. Il m'a exprimé sans réserve la satisfaction qu'il éprouvait en suite du fait accompli et de la manière dont il avait eu lieu ; il m'a répété les mêmes doutes que M. le comte de Granville au sujet de la translation du siège du Gouvernement à Rome. Il m'a dit que les difficultés pratiques que cet événement aurait rencontrées pourraient agir sensiblement sur les sentiments des populations catholiques des autres pays et y causer une grande répugnance : le fait même de l'union de Rome au royaume. Il m'a, à ce sujet, expressément cité l'Irlande et m'a manifesté l'opinion que le transfèrement du siège du Gouvernement à Rome aurait rendu à présent plus difficile et plus compliqué le cours naturel des choses.

En réponse à ces observations, j'ai dit à M. Otway que je venais à peine depuis quelques instants d'avoir un entretien avec le comte de Granville sur ce sujet, et je lui répétais ce que j'avais dit à S. Seig. Il est certain que les observations faites par M. le comte de Granville et répétées par M. Otway au sujet de la translation du siège du Gouvernement à Rome sont dictées au point de vue des relations du Gouvernement spécialement avec l'Irlande, laquelle se trouve en grande partie surexcitée et exaspérée par la presse du parti ultra clérical devenu furieux à la suite de l'occupation de Rome par le Gouvernement italien, ce qui pourrait susciter quelques embarras à ce Gouvernement. C'est de là, à mon avis, que vient la détermination du Gouvernement anglais de prendre le Pape à bord du navire anglais s'il le demande.

M. Otway m'a aussi parlé des deux courants d'idées qui s'efforçaient simultanément de retenir le Pape à Rome et de l'en faire sortir, et il m'a exprimé le désir que le Pape y reste. Il a ajouté qu'il lui semblait que le Pape devait comprendre que les temps et l'état des choses étaient changés en Europe puisque au lieu comme dans le passé d'avoir trouvé des gouvernements prêts à l'appuyer, ses demandes aujourd'hui étaient restées sans effets, tandis qu'au contraire, au moment où le Gouvernement italien avait communiqué à l'avance aux Cabinets ce qu'il avait l'intention de faire et qu'il a fait, il n'a trouvé d'objections de la part d'aucun gouvernement. M. Otway m'a dit ensuite très-explicitement que, vu l'état des choses en Italie et en Europe, le Gouvernement italien n'avait à faire que ce qu'il a fait.

faut encore que je dise à V. Exc. que toutes ces déclarations m'ont

été faites aussi bien de la part du comte de Granville que de M. Otway dans les termes les plus bienveillants pour l'Italie.

Agréé, etc.

Signé : CADORNA.

LE COMTE DE TRAUTTMANSDORFF AU COMTE DE BEUST.

(Extrait.)

Rome, le 28 septembre 1870.

J'ai vu le cardinal Antonelli avant-hier et j'ai été reçu par le Pape aujourd'hui.

On m'avait déjà dit que la nouvelle de mon retour avait causé une impression favorable au Pape. Aussi Sa Sainteté daigna m'accueillir d'une manière tout particulièrement gracieuse et affable. J'eus l'honneur de lui dire que S. M. l'Empereur, notre Auguste Maître, m'avait expressément chargé de venir ici maintenant, pour être auprès de Sa Sainteté l'interprète de ses sentiments personnels de dévouement et de regrets.

Le Pape se montra très-sensible à cette attention et me pria de porter à la connaissance de Sa Majesté « qu'elle lui causait un véritable plaisir, qu'il y voyait une nouvelle preuve des nobles sentiments qu'il connaissait à Sa Majesté et qu'il l'en remerciait très-sincèrement. »

J'ai trouvé le pape en parfaite santé, parlant avec effusion de tout ce qui l'attriste, très-ferme à ne rien concéder, n'admettant aucun accommodement avec le Gouvernement italien, mais calme, soutenu par la seule confiance en Dieu et convaincu qu'aujourd'hui et avant l'époque où d'autres questions trouveront leur règlement général et d'un accord commun il ne peut lui venir aucune assistance de la part des Puissances européennes.

Le pape m'a dit très-explicitement et très-positivement que pour l'heure il est décidé à rester et à rester aussi longtemps que cela ne lui sera pas rendu impossible.

Mes conversations avec le cardinal Antonelli m'ont fait concevoir absolument les mêmes impressions que celle avec le Pape.

En conséquence je vois la situation ainsi :

Pour aujourd'hui on est décidé à rester et à rester tant que cela ne deviendra pas absolument impossible ;

On se refuse catégoriquement à toute négociation ou accommodement explicite ;

On attache une certaine importance à mon retour. Je pense qu'il est de ma position de maintenir l'effet moral produit, mais tout en

évitant soigneusement de faire durer ou concevoir des espérances illusoires.

M. LEFEBVRE DE BÉHAIN A M. JULES FAVRE.

(Extrait.)

Rome, ce 28 septembre 1870.

M'inspirant de l'esprit comme de la lettre des instructions que vous avez bien voulu m'envoyer le 10 de ce mois, je considère que les faits qui se développent à Rome depuis que les troupes royales en ont pris possession sont entrés dans le domaine exclusif de la politique intérieure italienne, et doivent échapper à l'action de la représentation diplomatique près du Saint-Siège.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Florence, le 28 septembre 1870.

J'ai demandé à M. Visconti Venosta quelles nouvelles il avait reçues de Rome, il me dit qu'elles étaient très-satisfaisantes au point de vue de la garantie de l'ordre et de la condition générale de la ville. Il ajouta que l'élément clérical paraissait avoir regagné quelque confiance et qu'il y avait quelques légères indications de dispositions conciliatrices de la part du Pape et du cardinal Antonelli. Par exemple, les troupes qui avaient été envoyées, sur la demande du Pape, dans la cité Léonine, n'avaient pas pris possession de leurs casernes, afin que la nature temporaire de la mesure pût être bien distinctement marquée, mais que le Pape avait désiré qu'elles occupassent les casernes. Sa Sainteté avait aussi donné des ordres pour que les malades des troupes italiennes fussent admis dans les hôpitaux de la cité Léonine.

Sur la demande adressée au cardinal Antonelli si le Pape voudrait recevoir le commandant en chef italien qui avait reçu l'ordre de se mettre à la disposition de Sa Sainteté pour tout ce qu'elle pourrait désirer, ou bien si Sa Sainteté désirait qu'un des ministres italiens se rendit auprès d'elle, le cardinal avait répondu qu'une telle démarche serait prématurée pour le moment, mais que peut-être un peu plus tard, le Pape pourrait recevoir le commandant en chef italien et un des ministres.

M. Visconti Venosta n'attachait pas à ces petites choses plus d'importance qu'elles ne paraissaient mériter, mais il pensait qu'elles in-

diquaient de la part du Pape et du secrétaire d'État, une situation d'esprit aussi favorable qu'on pouvait l'espérer dans les circonstances actuelles.

M. Visconti Venosta me dit ensuite qu'il était sérieusement inquiet de la pression qui était exercée sur le Pape par quelques Jésuites pour le décider à quitter Rome. Il avait appris, en effet, qu'un navire avait été frété pour emmener Sa Sainteté, il ne savait pas où et si l'on voulait donner à son départ le caractère d'une fuite clandestine. Il n'y avait aucune raison, fit observer le ministre, pour agir ainsi, le Pape étant parfaitement libre de quitter Rome s'il le désirait et de se rendre dans tel endroit qui lui conviendrait. Si Sa Sainteté se décidait à partir, ce serait une cause de regret sincère pour le Gouvernement italien, qui était très désireux de le traiter avec respect et de se montrer aussi conciliant et généreux que possible, mais le Pape était complètement maître de ses actions, et s'il en exprimait seulement le désir une escorte serait mise à sa disposition pour le conduire avec tous les honneurs souverains, soit à Civita-Vecchia, soit à tout autre endroit où il voudrait se rendre.

Je dis à M. Visconti Venosta que je croyais savoir que Votre Seigneurie avait chargé M. Jervoise de conseiller fortement au Pape de ne pas quitter Rome, ce qui parut faire grand plaisir à Son Excellence. Je lui rappelai en même temps ce que je lui avais dit déjà par ordre de Votre Seigneurie, que si Sa Sainteté désirait être reçue à bord du navire de Sa Majesté la *Défense*, le capitaine avait reçu l'ordre de la recevoir.

M. Visconti Venosta m'a dit qu'il s'était adressé au Gouvernement autrichien pour lui demander d'user de son influence pour persuader au Pape de rester à Rome, et il me parût disposé à faire la même démarche auprès des autres Puissances catholiques.

M. VISCONTI-VENOSTA A M. SENARD.

Florence, le 28 Septembre, 1870.

M. le Ministre, le Roi a reçu la lettre que vous avez bien voulu lui adresser pour offrir à Sa Majesté au nom de votre Gouvernement et en votre nom personnel, nos félicitations pour la délivrance de Rome et la consécration définitive de l'unité Italienne.

Je remplis un devoir bien agréable en vous remerciant, au nom de Sa Majesté et d'après ses ordres, des sentiments chaleureux qui vous ont inspiré cette démarche.

L'approbation d'un homme d'État et d'un libéral éprouvé, tel que vous, M. le Ministre, nous est précieuse à plus d'un titre. Elle nous donne la conviction qu'en marchant dans la voie que nous traçaient les aspirations nationales de l'Italie, nous avons servi en même temps la cause générale de la civilisation et du progrès.

Ainsi que vous avez bien voulu le déclarer, la Convention de Septembre n'avait plus de raison d'être dans la nouvelle situation de l'Europe. Les hommes qui composent le Gouvernement de la France sont trop connus par leur éclatante revendication des droits des nations, pour qu'aucun doute pût s'élever dans notre esprit à cet égard.

Cependant nous avons voulu, pour ménager de légitimes susceptibilités, nous assurer d'avance que nos vues étaient partagées par le Gouvernement Français. Nous sommes heureux de voir dans votre lettre la confirmation des déclarations verbales que son Excellence M. Jules Favre, Ministre des affaires Etrangères, a bien voulu faire au Ministre du Roi à Paris. Il est digne du Gouvernement actuel de la France de s'associer spontanément à une politique qui, en faisant tomber les derniers restes du pouvoir temporel, proclamera, à Rome même, la séparation de l'Eglise et de l'État.

La France a affirmé la première, en Europe, les principes qui sont la base de toute liberté civile et religieuse. Chaque nation qui parvient à appliquer chez elle ces principes, et à leur donner tout le développement qu'ils comportent, rend par cela même hommage à la France et à la grandeur de sa mission dans le monde.

Agrérez, etc.

Signé: VISCONTI-VENOSTA.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI-VENOSTA.

Berlin le 28 Septembre 1870

M. le Ministre. J'ai donné lecture aujourd'hui au secrétaire d'État de la dépêche que V. Ex. m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 20 septembre.

Il n'a pas contesté l'exactitude des indications qui nous ont été fournies par le comte Brassier de Saint-Simon sur la politique du cabinet de Berlin relativement aux affaires de Rome. Les instructions transmises à ce diplomate ont été tracées par le comte de Bismarck lui-même.

Agrérez, etc.

Signé: LAUNAY.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI-VENOSTA

(Extrait.)

Berlin, le 28 septembre 1870.

M. le ministre, les bruits qui courent en Italie, et d'après lesquels le comte d'Armim s'emploierait à décider le Pape à chercher un refuge en Allemagne, ont formé le sujet d'une conversation que j'ai eue avec M. de Thile. Il a nié de la manière la plus péremptoire que le représentant de la Confédération du Nord agisse de la sorte. Il a l'instruction de s'abstenir avec soin de donner un encouragement, même indirect, en ce sens. Si des ouvertures lui étaient faites, il a l'ordre d'en référer à Berlin.

J'avais reçu dans la journée le télégramme de V. Ex. en date d'hier. Je m'en suis servi dans mon entretien avec M. de Thile pour lui apprendre que, quoique les diplomates et les étrangers résidant à Rome s'accordent à reconnaître que l'esprit et la conduite de nos troupes sont exemplaires et que l'ordre le plus parfait y est très-facilement maintenu, les ennemis de toute conciliation ne cessent d'exercer une pression sur le S. Père pour le décider à quitter Rome. J'ai ajouté que Sa Sainteté était libre de le faire; mais qu'étant nous-mêmes persuadés qu'il est de l'intérêt de tout le monde qu'Elle reste au Vatican, nous aurions vu avec plaisir les puissances lui donner des conseils en ce sens.

M. de Thile ne pensait pas que le Cabinet de Berlin se résolut à donner des conseils à Sa Sainteté. J'ai fait l'observation que nous ne discutons pas sur les mots. Le Gouvernement prussien restait lui-même juge, sous quelle forme et dans quelle mesure convenable il pourrait peut-être user, selon nos désirs, de ses bons offices dans le sens indiqué. M. de Thile en a pris note, et se réservait de télégraphier sans retard au comte de Bismarck.

Agréez, etc.

Signé: LAUNAY.

PROCLAMATION DE LA JUNTE AUX ROMAINS

Du capitole le 29 septembre 1870.

Romains! La junte a fixé au 2 octobre le plébiscite du peuple romain et celui de la province de Rome, et il propose au suffrage universel la formule suivante:

Nous voulons notre union au royaume d'Italie, sous le gouvernement monarchique constitutionnel du roi Victor-Emmanuel II et de ses successeurs.

Romains! les efforts et les sacrifices des citoyens libéraux, la magnimité d'un roi, la valeur de l'armée italienne et la maturité des temps nous rendent le droit de disposer librement de nos destinées.

Sous l'égide de libres institutions, nous laissons à la sagesse du gouvernement italien le soin d'assurer l'indépendance de l'autorité spirituelle du Pontife.

L'instant est solennel, l'histoire enregistrera en caractères ineffaçables le grand événement qui consacre ce principe fécond : *L'Église libre dans l'État libre.*

En nous approchant de l'urne, ayons présent à la mémoire qu'en y déposant le *oui!* nous accomplirons les vœux de l'Italie et du Parlement, et remettrons à sa place Rome, l'auguste mère de la civilisation antique.

PROTESTATION DU PAPE PIE IX

Rome, le 29 septembre 1870.

A notre fils chéri, salut et bénédiction apostolique.

Notre Seigneur Jésus-Christ, qui humilie et qui élève, qui donne la mort et qui rend la vie, qui punit et qui sauve, vient de permettre que la ville de Rome, siège du pontificat suprême, tombât dans les mains des ennemis, en même temps que le reste de cette partie du domaine de l'Église que ces mêmes ennemis avaient cru devoir, pendant quelque temps, exempter de l'usurpation. Poussé par une affection de charité paternelle envers nos fils chéris, les cardinaux de la sainte Église Romaine, et voyant en eux les coopérateurs de notre suprême apostolat, nous avons décidé aujourd'hui, affligé et pleurant, de leur manifester, comme c'est notre devoir et comme nous l'ordonne la voix de notre conscience, les sentiments intimes de notre âme, qui nous font ouvertement et publiquement détester et réprouver le présent état de choses.

Car nous qui, bien qu'indignement et sans mérite, exerçons sur la terre le pouvoir de vicaire du Christ, Notre Seigneur, et sommes le pasteur de toute l'Église, nous sentons vraiment nous manquer la liberté qui nous est absolument nécessaire pour régir la même Église de Dieu et pour en maintenir les droits; nous comprenons qu'il est de notre devoir de lancer cette protestation, ayant l'intention de la faire même imprimer, avant qu'elle soit connue, comme cela doit être, de tout le monde catholique.

Et si nous déclarons que cette liberté nous a été enlevée et arrachée, nos ennemis ne peuvent pas répondre que cette déclaration et cette

plainte ne sont pas fondées. Car il n'est personne d'esprit sain qui ne voie et ne confesse que, la suprême et libre puissance dont nous jouissons, en vertu de notre souveraineté civile, sur les postes et, par conséquent, dans l'expédition des lettres, nous ayant été ravie, et que, d'autre part, ne pouvant se fier à ce même Gouvernement qui s'arroge cette puissance, nous nous trouvons entièrement privé des voies de communications indispensables et de la libre faculté de traiter les affaires que doit nécessairement traiter et expédier le vicaire de Jésus-Christ, le père commun des fidèles, auquel ses fils ont recours de toutes les parties du monde.

Cette observation est encore plus clairement confirmée par un fait récent qui s'est produit ces jours derniers ; les personnes qui passaient le seuil de notre domicile au Vatican furent soumises à une perquisition, les soldats du nouveau Gouvernement les épiaient pour savoir si par hasard elles ne cachaient pas quelque chose sous leurs vêtements. On réclama contre ce fait et il fut répondu par l'excuse d'une erreur. Mais qui ne sait que ces erreurs peuvent se renouveler, que beaucoup d'autres semblables peuvent arriver ?

En outre, l'instruction publique est menacée dans cette grande ville d'un très-grave danger, car le jour n'est pas loin où l'on reprendra le cours des études à l'Université romaine ; et ce lieu illustré par le concours d'environ mille et deux cents jeunes gens, exemple jusqu'ici d'ordre et de tranquillité, unique refuge de tant de parents chrétiens et honnêtes qui envoyaient leurs fils s'y instruire sans crainte qu'ils fussent corrompus, ce même lieu, soit à cause de la fausseté des doctrines erronées qui y seront enseignées, soit par suite de l'incapacité de ceux qui seront choisis pour les enseigner, tombera dans un état, on le comprend sans peine, bien différent de l'ancien.

On a déclaré, en outre, que les lois en vigueur à Rome resteraient intactes et ne seraient point violées, même après l'occupation ; malgré cela, on prend de force et l'on examine, en mentant à ces déclarations, les registres des paroisses mêmes de la ville ; et il est clair qu'on fait cela pour obtenir des notions qui serviront peut-être à former les listes de la conscription militaire et à d'autres fins faciles à deviner.

Il faut ajouter que les outrages et les injures qui sont produits par les colères de parti et le plaisir de la vengeance sont laissés impunis ; et la même impunité a couvert les basses et indignes calomnies lancées, à la douleur de tous les honnêtes gens, contre les troupes fidèles de nos soldats, qui ont hautement mérité de la religion et de la société.

Enfin, les arrêtés et décrets qui viennent d'être publiés relativement aux biens de l'Eglise montrent très-ouvertement à quoi tendent les desseins des usurpateurs.

Nous entendons protester, de notre autorité suprême, comme nous protestons présentement, contre ces choses qui déjà ont été faites et contre celles, pires encore, qui nous menacent, par ces lettres, dans lesquelles nous portons à la connaissance, ô notre fils chéri, et à chacun en particulier des cardinaux de la Sainte-Eglise romaine, le court exposé des choses qui sont arrivées, en nous réservant d'en parler longuement une autre fois.

En attendant, nous prions Dieu tout-puissant, par nos ferventes et continuelles prières, d'éclairer l'esprit de nos ennemis, de faire qu'ils cessent de plus en plus et de jour en jour de resserrer leurs âmes dans le réseau des censures ecclésiastiques et de provoquer contre eux la terrible colère du Dieu vivant, qui voit tout et que nul ne peut fuir.

Quant à nous, nous supplions la Majesté divine avec autant de courage que d'humilité, en invoquant l'intercession de la Mère immaculée de Dieu et des bienheureux apôtres Pierre et Paul, et nous le faisons avec la sainte confiance d'obtenir ce que nous demandons, car Dieu n'est pas loin de ceux qui souffrent des tribulations et il est près de tous ceux qui l'invoquent sincèrement.

En attendant et en te souhaitant, ô notre fils chéri, paix et joie dans Notre Seigneur Jésus-Christ, nous t'accordons avec amour et du fond du cœur la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 29 septembre, consacré à l'archange saint Michel. De notre pontificat, l'an vingt-cinquième.

Signé : PIE IX, Pape.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE.

(Extrait.)

Florence, le 29 septembre 1870.

J'ai mentionné dans ma dépêche du 22 courant que le Gouvernement italien désirait que le général de La Marmora allât à Rome investi des pouvoirs civils et militaires. Le général, sur la demande personnelle du Roi, a accepté cette mission en principe, il aura la qualité de lieutenant du Roi.

M. Visconti Venosta voulait qu'il partit sur-le-champ, mais au dernier moment il a été décidé que sa mission n'aurait lieu qu'après le plébiscite.

Le caractère bien connu du général de La Marmora et ses sentiments politiques sont un gage certain qu'il ne négligera aucun moyen de conciliation dans l'exécution de ses devoirs, qu'il fera tout ce qui

est possible pour rassurer le Pape et qu'il agira avec fermeté contre les propagateurs des doctrines violentes et de la révolution.

Le Gouvernement italien était plein d'intensions raisonnables et modérées lorsqu'il se décida à envahir le territoire romain, Rome ne devait pas être attaquée et l'autorité du Pape devait être maintenue, l'occupation devait être purement militaire et bornée à certains points stratégiques nécessaires pour le maintien de l'ordre, mais ce qui s'est passé montre jusqu'à quel point ce programme a été suivi. Le Gouvernement n'a pas agi de mauvaise foi, il a été emporté par la force des circonstances et par le courant populaire auquel il était impossible de résister sans amener une révolution. Toutefois le but principal : la destruction du pouvoir temporel étant maintenant atteint, le moment est venu de réfléchir sérieusement avant d'aller plus loin, mais le cri général est toujours à Rome et, à Rome, je ne doute pas que la capitale sera transférée aussitôt qu'il sera possible de le faire.

En parlant dans une précédente dépêche des inconvénients et des embarras que rencontrerait l'établissement du siège du Gouvernement à Rome, il y en a deux que j'ai omis et qui n'en sont pas moins d'une nature aussi pratique que les autres : 1° Les frais qu'occasionnerait au Trésor italien le transfert et l'établissement. 2° Le climat qui rend la ville de Rome inhabitable durant quatre mois de l'année et qui la fait peu apte à devenir la capitale d'un grand pays.

Néanmoins ces considérations ne paraissent pas avoir plus de valeur que les autres pour ceux qui demandent le transfert immédiat.

LE COMTE DE BARRAL A M. VISCONTI VENOSTA.

Bruxelles, le 29 septembre 1870.

M. le Ministre, quoique V. E. ne m'en ait pas précisément donné l'instruction dans son télégramme d'hier soir, je n'ai pas moins cru devoir, sous forme de simple conversation, faire part d'une partie de son contenu à M. le Ministre des affaires étrangères, dont j'ai eu déjà plusieurs fois l'occasion de signaler à V. E. l'esprit de calme et de modération dans tout ce qui se rapporte à la question romaine.

Après avoir brièvement rappelé les conditions de souveraineté et de parfaite liberté d'action faites à la papauté, j'ai parlé à M. d'Anethan de l'ordre parfait qui régnait à Rome, en ajoutant combien il serait à désirer, dans un intérêt général, que les puissances catholiques conseillassent à Sa Sainteté de rester à Rome, où elle jouirait d'une complète indépendance, et où, d'autre part, le Gouvernement du Roi

avait été le premier à reconnaître sa souveraineté, en ordonnant qu'on lui rendit les honneurs royaux.

M. d'Anethan m'a écouté avec beaucoup d'attention, et m'a témoigné sa satisfaction de l'ordre et de la tranquillité qui régnaient à Rome, ainsi que de la pleine liberté et indépendance laissées au Saint-Père ; mais, quant aux conseils des puissances catholiques, auxquels j'avais fais allusion, il s'est tenu dans une réserve absolue et n'y a pas répondu un seul mot.

Ainsi que V. E. en jugera par le récit exact de cette conversation, rien ne pourra jamais décider la Belgique à sortir de son rôle purement passif dans une question quelconque de politique extérieure ; et même ses principes sont tellement arrêtés en pareille matière, que, lorsqu'elle est obligée de se prononcer, comme cela arrive dans des questions de reconnaissance de nouveaux Gouvernements, elle attend toujours que les grandes Puissances, garantes de sa neutralité, aient exprimé leur intention pour suivre leur exemple.

Enfin, pour préciser d'une manière encore plus exacte le côté très-apparent de l'attitude qu'a adoptée le Gouvernement belge, non pas seulement dans la question romaine, mais aussi dans toutes les autres questions du moment, j'ajouterai, en terminant, qu'aujourd'hui c'est avec une satisfaction marquée que le Gouvernement belge parle de ses obligations de parfaite neutralité qui lui permettent de se désintéresser de tous les événements dans le présent, comme dans l'avenir.

Veuillez agréer, etc.

Signé : C. DE BARRAL.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI VENOSTA.

Munich, le 29 septembre 1870.

M. le Ministre, en réponse au télégramme que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser hier soir, je vous ai annoncé par le télégraphe que le Ministre des affaires étrangères du royaume de Bavière est entièrement d'avis que le Pape ne doit pas se laisser aller à quitter Rome.

Son Excellence le comte de Bray m'a dit, dès que l'on voit dans la personne du Pontife le caractère, non-seulement du chef de l'Eglise catholique, mais encore celui d'évêque de Rome, il semble que le devoir de Sa Sainteté soit de rester ferme au siège du Vatican. Il m'a dit qu'il avait pris les ordres du Roi qui était disposé à donner à Pie IX des conseils dans le sens indiqué par Votre Excellence. Il ajouta ensuite qu'il avait la conviction que le Gouvernement italien lui-

même pourrait beaucoup contribuer à obtenir ce résultat, en retardant quelque peu le transfèrement du siège du Gouvernement à Rome. « L'Italie, a-t-il dit, possède présentement et définitivement Rome, le sentiment national a reçu satisfaction et devrait regarder comme une question secondaire et de détail la translation de la capitale à Rome. »

J'ai dû me convaincre qu'en m'exprimant ce conseil, le comte de Bray a voulu nous donner une preuve de plus de sa constante bienveillance pour l'Italie. Il est hors de doute, à son avis, que le transfèrement de la capitale entraînera avec lui des questions d'ordre matériel pour l'aplanissement desquelles il nous serait plus facile de réussir si nous avions d'abord pu complètement résoudre la question morale, en faisant accepter au Pape le fait accompli et établir un *modus vivendi* avantageux au Gouvernement italien, et satisfaisant pour les aspirations du catholicisme.

Agrérez, etc.

Signé : MIGLIORATI.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Vienne, le 29 septembre 1870.

M. le Ministre, j'ai reçu la dépêche de Votre Excellence, en date du 21 septembre, traitant de l'attitude du Gouvernement autrichien relativement à la question romaine, et je me suis hâté de me rendre chez M. le comte de Beust afin de lui en donner communication. Le comte de Beust m'a exprimé le désir d'en avoir une copie, ce à quoi j'ai adhéré bien volontiers selon les instructions reçues de Votre Exc. Ce matin m'étant rendu chez le comte de Beust, il m'a dit que le Gouvernement impérial était pleinement satisfait des résolutions et des sentiments exprimés dans la dépêche.

Agrérez, etc.

Signé : MINGHETTI..

LE COMMANDEUR CERRUTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Madrid, le 29 septembre 1870.

Reçue le 6 octobre.

M. le Ministre, par le télégramme d'hier qui m'est parvenu ce matin, Votre Excellence en m'annonçant qu'après l'entrée des troupes royales à Rome, un ordre parfait ne cesse d'y régner, me charge de

faire part au Gouvernement de Son Altesse le Régent de la conviction du Gouvernement du Roi, qu'il est de l'intérêt de toutes les puissances catholiques que le Saint-Père n'abandonne pas le Vatican. Votre Excellence ajoute que l'intention du Gouvernement de Sa Majesté est que l'on entoure le Souverain Pontife des hommages dus à sa dignité suprême, et que les ordres soient donnés pour que le chef visible de l'Eglise reçoive les honneurs royaux.

Quoiqu'à mes yeux il soit constant que le Gouvernement de Son Altesse le Régent partage entièrement la manière de penser de celui de Sa Majesté, je me suis néanmoins empressé d'aller voir S. Exc. le président du Conseil auquel j'ai donné lecture du télégramme de Votre Excellence.

Le général Prim s'est montré reconnaissant de la communication que je lui ai faite, et m'a dit que les instructions du cabinet espagnol sur ce sujet n'ont nullement changé. Une seule chose, m'a-t-il dit, est essentielle, une seule chose, a-t-il continué, domine toutes les autres et sur laquelle le Gouvernement espagnol, fier d'un titre attaché à la couronne espagnole, croit avoir le droit d'insister, c'est la parfaite indépendance et spirituelle du chef de la religion catholique et la parfaite liberté personnelle du Souverain Pontife. La maison de Savoie a donné, dans le passé, tant de preuves de respect à notre religion que l'Espagne ne peut demander une plus grande garantie que celle de la présence sur le trône d'Italie, de l'illustre descendant de cette race, le roi Victor Emmanuel II.

Le général Prim m'a dit d'assurer Votre Excellence qu'aujourd'hui même il écrira par le télégraphe à l'agent espagnol à Rome, pour l'engager à exprimer respectueusement à Sa Sainteté les vœux du Gouvernement de Son Altesse le Régent, de voir le Pontife ne pas abandonner le Vatican. Toute influence dans un sens contraire qui pourrait entraîner le Pape ne pourrait être, aux yeux du Gouvernement espagnol que funeste aux vrais intérêts de la religion.

Agrérez, etc.

Signé : CERRUTI.

P. S. Je reviens à l'instant du ministère d'Etat. J'ai communiqué à M. Sagasta le sens du télégramme de Votre Excellence, et il a donné en ma présence l'ordre de télégraphier à M. Ximenes de se réunir à ses collègues qui seraient disposés à supplier Sa Sainteté de ne pas quitter Rome, et, dans le cas où personne d'entre eux ne le ferait, de présenter des conseils respectueux dans le sens désiré par le Gouvernement.

M. JERVOISE AU COMTE DE GRANVILLE.

*(Extrait).*Rome, le 4^{er} octobre 1870.

Le plébiscite aura lieu demain à Rome et dans les provinces dans les termes suivants :

« Nous voulons notre union avec le royaume d'Italie sous le Gouvernement constitutionnel du roi Victor Emmanuel et de ses successeurs. »

LE COMTE DE BEUST AU BARON DE KÜBECK, A FLORENCE.

Vienne, le 2 octobre 1870.

Je vous transmets dans l'annexe, copie de la dépêche qui a été adressée à M. Minghetti par M. Visconti Venosta (1) en réponse aux communications dont Votre Excellence avait été chargée par mon expédition du 13 septembre.

C'est avec le plus vif intérêt que j'ai pris connaissance de cette pièce dont M. l'envoyé d'Italie a bien voulu me laisser copie, ainsi qu'il y était autorisé.

Veuillez remercier M. le Ministre des affaires étrangères de son langage amical et de l'empressement avec lequel il a répondu à notre désir d'être rassuré sur les intentions du Gouvernement italien.

Le moment n'est assurément pas venu d'entrer dans une discussion approfondie sur les graves questions qui se rattachent à la position du Saint-Siège. Nous ne pouvons aujourd'hui que prendre acte des déclarations qui nous sont données et nous observons avec plaisir combien le Gouvernement italien se montre disposé à reconnaître la nécessité d'assurer l'indépendance et la sécurité personnelle du Saint-Père. Les explications de M. Visconti Venosta nous permettent de croire que le Gouvernement italien gardera, malgré les difficultés de la crise actuelle, tous les ménagements dus à la situation de Pie IX et au caractère sacré dont il est revêtu. Nous y comptons avec d'autant plus de confiance que notre sollicitude pour les intérêts catholiques trouve un écho dans les sentiments de l'Italie, ainsi que M. Visconti Venosta le constate lui-même.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

(1) Du 21 septembre. Voir ci-dessus, page 91.

LE COMTE DE BEUST AT BARON DE BRÜCK, A MUNICH.

Vienne, le 2 octobre 1870.

Je me hâte d'informer Votre Seigneurie d'une façon détaillée par la présente dépêche de quelle manière nous pensons nous conduire en face de la question, si le chef de l'Église catholique continuera à résider au Vatican. Par là je répondrai à votre dépêche du 29 du mois dernier et à une question du comte Fugger, laquelle est dans le même sens que votre rapport.

Dès le mois d'août lorsqu'apparurent les premiers signes d'un prochain danger pour Rome, notre chargé d'affaires à la cour papale a reçu sur les ordres de Sa Majesté impériale et royale apostolique, la mission de rester, quoiqu'il pût arriver, auprès de la personne de Sa Sainteté. Notre même chargé d'affaires a, en même temps, été autorisé, pour le cas où Sa Sainteté jugerait nécessaire de quitter Rome et exprimait le désir de chercher un refuge dans les États royaux et impériaux, de lui donner l'assurance que l'hospitalité la plus respectueuse serait offerte à Sa Sainteté. Il va de soi que cette démarche de notre part n'implique pas un conseil, ni qu'elle veuille empiéter sur les événements. Elle ne devait pas même être entendue dans le sens d'une offre déterminée, mais simplement comme l'expression du désir de notre Souverain de faire connaître au Pape que dans le cas où il serait forcé de quitter Rome et l'Italie, il pourrait choisir notre empire comme asile.

Même aujourd'hui que la sécularisation de la capitale du Pape a été accomplie par un acte de violence, sans que le Pape ait abandonné Rome, nous croyons aussi peu que dans cette première période pouvoir, dans un sens quelconque, exercer une pression sur les résolutions de Sa Sainteté. Le pape est placé devant une alternative, où personne si ce n'est lui n'est appelé à prendre une décision dont la portée aura des conséquences qu'il est trop difficile de prévoir pour que nous nous sentions tentés d'assumer une partie de la responsabilité, soit qu'il soit question de l'exil du chef suprême du monde catholique, soit qu'il s'agisse de son séjour prolongé dans la capitale du royaume d'Italie. Si on nous demande compte de nos propres impressions générales, nous ne chercherons pas à dissimuler qu'il nous paraît désirable que le Pape reste au moins à Rome jusqu'à ce qu'il soit clairement démontré que l'ancienne ville sainte, ne peut plus, d'après les circonstances actuelles, servir de centre au Gouvernement de l'Église catholique. Vouloir agir dans ce sens sur le Pape sans y être invités, nous ne le pouvons pour les raisons que nous avons

donnés, nous croyons au contraire ne pouvoir nous immiscer dans les réflexions qui doivent pousser celui qui est le représentant de la puissance millénaire du Saint-Siège, à prendre une décision violente en ce moment.

C'est d'accord avec les réflexions qui précèdent que sont écrites les instructions que nous avons dernièrement adressées au comte de Trauttmansdorff. Je vous en envoie ci-jointe une copie en autorisant Votre Seigneurie à en donner confidentiellement connaissance au comte de Bray.

Comme M. le comte le sait déjà, après les événements de Rome la volonté de Sa Majesté notre auguste et gracieux Souverain a été que, le comte de Trauttmansdorff retournât immédiatement à son poste. Il n'y a pourtant pas de rapport entre la volonté d'exercer de l'influence sur la conduite du Pape et le retour de notre ambassadeur à Rome, comme cela ressort des raisons que nous avons données. De même que notre dessein était motivé d'une part par le vœu d'exprimer la sympathie de l'Empereur au sujet de la catastrophe qui a frappé le Pape et en même temps de constater que notre ambassade continue d'exister même après l'occupation de Rome par les troupes italiennes, il nous a paru d'un autre côté pouvoir être utiles à la curie pour le cas où il s'agirait d'une entente avec les autorités italiennes sur le *modus vivendi*, en considération des rapports très-satisfaisants dans lesquels nous sommes avec le Gouvernement du roi Victor Emmanuel, en mettant à la disposition de la curie les bons offices du comte de Trauttmansdorff. Mais notre ambassadeur n'est pas chargé de prendre l'initiative même sous ce dernier rapport.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE TRAUTTMANSDOREFF, A ROME.

Vienne, le 2 octobre 1870.

D'après ce que vous me mandez par votre télégramme du 27 septembre, le Saint-Père compte rester à Rome aussi longtemps que les événements ne lui rendront pas le séjour dans cette ville absolument impossible. La décision définitive que le Pape prendra à cet égard préoccupe vivement les esprits et le Gouvernement italien surtout voue naturellement à cette question une attention particulière. M. Minghetti m'a interpellé à ce sujet pour connaître l'opinion du Gouvernement impérial et royal et les instructions données à Votre Excellence. J'ai répondu à l'envoyé d'Italie que nous n'étions pas dans

le cas de donner un avis au Saint-Père sur la conduite qu'il aurait à tenir.

Nous ne voulons pas, en effet, engager notre responsabilité dans une affaire aussi grave et nous devons laisser à Sa Sainteté la pleine liberté de ses décisions. Je désire donc que Votre Excellence se tienne dans une certaine réserve, afin qu'on ne puisse pas nous attribuer le dessein d'influencer les déterminations du Saint-Père.

Cependant, selon notre pensée intime, le Pape agirait dans l'intérêt du Saint-Siège, s'il pouvait prolonger autant que possible son séjour à Rome. Sa présence dans la ville facilitera certainement au Gouvernement italien les moyens de garder envers l'Église et les établissements religieux des ménagements qu'il lui sera plus difficile de maintenir après le départ du Saint-Père. A ce point de vue, il nous paraîtrait préférable que Sa Sainteté endurât avec résignation les difficultés et les pénibles conséquences de sa situation actuelle. Mais, je le répète, nous ne nous sentons pas appelés à prononcer un avis formel sur ces importantes matières. Si le Saint-Père tenait à connaître notre sentiment, Votre Excellence pourrait ne pas le lui laisser ignorer, tout en évitant avec soin d'avoir l'air de donner un conseil.

Votre Excellence sait déjà que l'Empereur, notre Auguste Maître, serait prêt à offrir dans ses États un asile au Saint-Père dans le cas où Sa Sainteté se verrait forcée de quitter Rome. Mais Votre Excellence sait également que c'est là une éventualité que nous sommes loin de vouloir provoquer.

Tout en continuant à assurer le Saint-Père de nos profondes sympathies pour la position où il se trouve réduit, Votre Excellence voudra bien régler son langage d'après les indications qui précèdent et s'abstenir d'exercer une influence quelconque sur les résolutions auxquelles le Pape s'arrêtera.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

DÉCRET DU ROI VICTOR EMMANUEL.

Florence, le 2 octobre 1870.

VICTOR EMMANUEL II, par la grâce de Dieu et la volonté de la nation Roi d'Italie.

Vu la loi du 17 mars 1861, N° 4671 ;

Vu le résultat du plébiscite par lequel les citoyens des provinces romaines, convoqués dans les comices le 2 du mois d'octobre courant,

ont déclaré l'union au royaume d'Italie avec la monarchie constitutionnelle de Victor Emmanuel II et de ses successeurs;

Considérant que les votes exprimés par le Parlement pour accomplir l'unité nationale et les déclarations conformes du Gouvernement, rappelées aussi dans les manifestes qui ont invité les populations romaines à donner leurs suffrages pour l'union au royaume, ont constamment maintenu le principe que, la domination temporelle de l'Eglise ayant cessé, on devait assurer l'indépendance de l'autorité spirituelle du Souverain Pontife;

Sur la proposition du Conseil des Ministres,

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Rome et les provinces romaines font partie intégrante du royaume d'Italie.

Art. 2. Le Souverain Pontife conserve la dignité, l'inviolabilité et toutes les prérogatives personnelles du Souverain.

Art. 3. Une loi spéciale sanctionnera les conditions propres à garantir, même par des franchises territoriales, l'indépendance du Souverain Pontife et le libre exercice de l'autorité spirituelle du Saint-Siège.

Art. 4. L'article 82 du Statut sera appliqué aux provinces romaines jusqu'à ce qu'elles soient représentées dans le Parlement national.

Art. 5. Le présent décret sera présenté au Parlement pour être converti en loi.

Ordonnons, etc.

Donné à Florence, le 2 octobre 1870.

Signé : VICTOR EMMANUEL II.

(Suivent les signatures de tous les Ministres.)

LE CHEVALIER PATELLA A M. VISCONTI VENOSTA.

Lisbonne, le 3 octobre 1870.

M. le Ministre, comme j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par le télégraphe, le Ministre des affaires étrangères m'a assuré que le comte Thomar recevra des instructions dans le sens désiré par le Gouvernement du Roi. Son Excellence en rendant hommage à l'admirable conduite de nos troupes et à la sage modération du Gouvernement de S. M. est convenue avec moi que dans l'intérêt de toutes les puissances et spécialement des puissances catholiques, le Saint-Père ne devait pas quitter Rome, et qu'il n'y avait aucun doute que

de cette manière il ne s'établit pour toutes questions une entente que tous nos ennemis veulent faire croire impossible.

Agréez, etc.

Signé : PATELLA.

M. TUGINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Carlsruhe, le 4 octobre 1870.

M. le Ministre, pendant la conversation que j'ai eue ce matin avec le baron de Freydrorf, je suis parvenu à découvrir quels étaient ses sentiments sur le langage virulent et si rempli d'amère ironie adopté depuis peu de temps par la presse cléricale de ce pays, au sujet de notre entrée à Rome. Je n'ai voulu attacher d'importance qu'au manifeste qu'on peut lire dans le numéro du 2 courant du *Badischer Beobachter*, adressé aux catholiques de l'Allemagne par un comité composé de laïques et d'ecclésiastiques dans le but d'organiser un pèlerinage au tombeau de Saint-Boniface à Fulda. Ce pèlerinage, est-il dit dans le manifeste, doit servir de protestation contre l'acte criminel accompli contre le Saint-Siège par le Gouvernement italien, et de témoignage de sympathie et d'attachement pour le Saint-Père.

Mon interlocuteur a désigné le langage de la presse cléricale de son pays comme beaucoup trop passionné pour qu'on doive en tenir compte. Quant au manifeste cité, les promoteurs du pèlerinage, a-t-il ajouté, sont trop connus comme partisans de l'ultramontanisme et du particularisme allemand pour qu'on puisse douter que leur mouvement ne soit autre chose qu'un moyen de créer des obstacles à l'idée nationale en Allemagne.

Recevez, etc.

Signé : TUGINI.

M. LEFEBVRE DE BÉHAINE A M. JULES FAVRE.

(Extrait.)

Rome, le 5 octobre 1870.

Je ne recueille au Vatican que des témoignages de sympathie pour la France et l'impression d'une confiance absolue dans les sentiments que, livrés à eux-mêmes et en dehors de toute attache gouvernementale, les catholiques de notre pays sauront spontanément et efficacement prouver au Saint Père. Chaque entretien que j'ai avec le cardinal Antonelli me confirme dans la persuasion qu'il a parfaitement accepté les déclarations très-nettes que vous m'avez chargé de lui faire le 10 septembre, à défaut d'une protection armée que les circon-

stances comme les principes du Gouvernement de la défense nationale ne nous permettent plus d'offrir à Pie IX. Le Saint-Siège sait encore apprécier à sa haute valeur l'appui moral que lui assurent les sentiments religieux, chevaleresques et généreux de la France.

La situation peut s'aggraver sous l'empire des circonstances d'une manière tout à fait imprévue et imposer au Pape l'obligation de partir. En prévision de cette éventualité, le Saint-Père a chargé hier le cardinal Antonelli de me dire qu'il désirerait que le Gouvernement français consentit à réclamer du cabinet de Florence la garantie que Sa Sainteté pourra s'éloigner de Rome en toute liberté par la voie de terre ou par la voie de mer, à son choix, si elle le jugeait nécessaire... Le cardinal Antonelli en s'acquittant de cette commission du Saint-Père m'a dit qu'il ne voyait là rien d'urgent, qu'il espérait que le Pape pourrait rester à Rome, et que la démarche pour laquelle il sollicitait nos bons offices n'avait d'autre objet que de se prémunir contre les inconvénients d'un départ clandestin, dans l'éventualité peu probable et d'ailleurs éloignée où le Pape se verrait obligé de se rendre à une destination dont le choix n'est même pas encore discuté.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

Berlin, le 6 octobre 1870.

M. le Ministre, il m'a paru opportun de donner lecture confidentielle au secrétaire d'État de la dépêche que V. E. a adressée à M. Minghetti le 21 septembre. Il m'en a beaucoup remercié ; il avait le plus grand intérêt à être tenu au courant de tout ce qui avait trait à la question romaine, car les événements qui venaient de s'accomplir chez nous avaient un contrecoup en Allemagne. Des catholiques très-marquants, parmi lesquels se trouvaient des chefs de familles peu favorables à la Prusse, se livraient à une agitation ayant une certaine portée, vu les prochaines élections générales. Se basant sur le langage tenu par le roi Guillaume lors de l'ouverture des Chambres en novembre 1867, ils reprochent au cabinet de Berlin de n'avoir pas rempli ses promesses, de n'avoir pas prononcé un seul mot en faveur du Pape attaqué dans sa propre résidence. Dans son discours S. M. s'était prononcée de la manière suivante : « Mon Gouvernement dirigera ses efforts, d'un côté pour donner satisfaction au droit qu'ont mes sujets catholiques à ma sollicitude pour le maintien de la dignité et de l'indépendance du chef suprême de leur Église, et d'un autre côté pour satisfaire aux devoirs qui naissent, pour la Prusse, des intérêts politiques et des devoirs internationaux de l'Allemagne. »

F. AMYOT.

S'attachant à la première partie de cette phrase, ils se plaignent de l'inaction du Gouvernement prussien et laissent entendre que les catholiques doivent chercher à se faire eux-mêmes justice. C'est à Fulda que se réunira prochainement une assemblée nombreuse recrutée notamment parmi la noblesse de la Westphalie et de la Bavière. Elle se propose de mettre à l'ordre du jour l'occupation de Rome par nos troupes. Il faut s'attendre à une protestation, et peut être même à un appel aux puissances catholiques.

M. de Thile espérait que nous saurions tenir compte, au Cabinet de Berlin, des embarras qui surgissent pour lui aussi des affaires de Rome.

Je saisis, etc.

Signé : LAUNAY.

LE COMTE D'ARNIM AU COMTE DE BISMARCK.

Rome, le 7 octobre 1870.

Le cardinal secrétaire d'État s'informe si, dans le cas où le Pape voudrait quitter Rome, celui-ci pourrait compter sur l'assistance de S. M. le Roi pour l'aider à effectuer son départ d'une manière convenable et sans empêchement.

Il semble que l'idée du départ s'accroît de plus en plus, parce que l'autorité militaire italienne demande l'évacuation du Quirinal, que l'appartement du Pape et les archives sont mis sous scellé et que deux cardinaux demeurant dans le palais ont reçu ordre de le quitter dans 24 heures pour faire place au général La Marmora. En outre, une perquisition militaire a eu lieu dans un couvent de religieuses, sous le prétexte d'y rechercher des zouaves.

Signé : ARNIM.

LE COMTE DE TRAUTTMANSDORFF AU COMTE DE BEUST.

(Extrait.)

Rome, le 8 octobre 1870.

Tout en accentuant très-positivement et itérativement qu'il ne s'agissait absolument que d'une éventualité possible, au sujet de laquelle il n'existait aucune décision, mais qu'il se croyait cependant tenu à ne pas perdre de vue, le Cardinal Secrétaire d'État m'a dit hier :

Qu'il me priait de transmettre à Votre Excellence sa demande si, dans le cas où les circonstances viendraient à forcer le Pape à se décider au départ, il pourrait compter sur l'intervention et l'appui du

Gouvernement Impérial, afin que des garanties soient données pour la libre sortie de Sa Sainteté et pour son passage libre et sûr sur territoire italien.

Cette demande, que ces derniers jours le Cardinal a adressée successivement à tous les Représentants des Puissances étrangères accrédités ici, est en rapport avec ce que j'ai eu l'honneur de mander à la date du 1^{er} octobre sur les idées qui existent pour la manière d'effectuer un départ éventuel, c'est-à-dire que, n'admettant aucune relation directe avec le Gouvernement italien, on désire et on espère que les Puissances européennes interviennent afin que le Gouvernement italien leur garantisse et les mette à même de garantir le départ et le libre passage du Pape en toute liberté et sûreté.

J'ai répondu au Cardinal que je m'empresserais de me conformer à son désir et que je croyais ne pas devoir douter des intentions de mon Gouvernement.

Quoiqu'il n'y ait absolument rien d'urgent, je crois cependant qu'un avis télégraphique, m'autorisant à donner une prompt réponse, aurait la valeur d'une attention.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

Berlin, le 8 octobre 1870

M. le Ministre, le secrétaire d'État m'a de nouveau parlé aujourd'hui des embarras créés au Cabinet de Berlin par l'attitude de bon nombre de sujets catholiques. Les adresses se multiplient et les évêques aussi se mettent de la partie. Il m'a montré, entre autres, une requête du chapitre de Limburg, dans le duché de Nassau.

Je me suis référé aux assurances contenues dans vos circulaires. Comme nouveau témoignage des égards dont nous entendions ne pas nous départir envers le Pape, j'ai donné lecture du télégramme du 6, concernant la liberté des communications postales et télégraphiques, assurée au Saint-Siège, et à sa demande j'ai remis à S. Exc. un *pro-memoria* où j'ai reproduit le sens du télégramme de V. E.

La protestation du Pape contre l'occupation des États romains n'a pu parvenir que hier ou avant hier au quartier général. M. de Thile ne savait donc pas encore quelle impression elle avait produite sur l'esprit du comte de Bismarck.

Le *Moniteur Prussien*, dans son numéro de ce matin, nie catégoriquement l'authenticité d'une lettre du Roi Guillaume au Pape en réponse à une démarche de Sa Sainteté pour solliciter une intervention armée de la Prusse. Cette lettre, datée de Reims le 8 septembre, et

publiée par la *Gazzetta d'Italia*, a été reproduite par les journaux d'ici, ainsi que les commentaires extraits du *Daily Telegraph*. Le *Moniteur Prussien* déclare en même temps que, depuis les deux lettres échangées à propos de l'offre de médiation du Pape entre l'Allemagne et la France, il n'y a plus eu aucune correspondance entre Sa Sainteté et S. M. prussienne.

Agréé, etc.

Signé : LAUNAY.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI VENOSTA.

Munich, le 8 octobre 1870.

M. le Ministre, je suis allé voir, ce matin, le comte de Bray ; je me suis fait un devoir d'attirer l'attention de Son Excellence sur l'insistance non fondée que met Sa Sainteté à se représenter près du sacré Collège et devant l'Europe, comme prisonnier et privé de la liberté de communiquer avec le monde catholique, liberté qui lui est nécessaire comme chef de l'Eglise. Je lui ai dit, que le Gouvernement du Roi désirant transformer en actes l'assurance qu'il avait donnée de vouloir établir et garantir au Pape la plus entière liberté de communications, soit avec l'épiscopat, soit avec les États catholiques, lui avait offert une administration postale et télégraphique à sa disposition, et que cette offre avait été déclinée ; que par suite de ce refus il fallait considérer comme non fondées ses plaintes qui renfermaient encore un manque d'entière bonne foi ; j'invitai par conséquent le Ministre des affaires étrangères de procéder avec précaution quand il s'agirait d'ajouter foi à des représentations qui peuvent s'écarter de la vérité. Le comte de Bray m'a dit que sur ce fait comme pour ceux qui pourront se présenter, il voyait la manifestation d'un système d'opposition et de résistance, au moyen duquel on voulait protester dès maintenant contre la perte du pouvoir temporel ; mais qu'il espérait que peu à peu nos relations avec le Vatican prendraient une attitude plus calme au moyen de laquelle on arriverait à une conciliation parfaite. Il m'a renouvelé ensuite l'expression de son opinion que le Gouvernement de Sa Majesté devrait procéder avec beaucoup de lenteur au transfèrement à Rome du siège du Gouvernement, afin de laisser le temps nécessaire pour faire cesser cet état d'irritabilité qui s'oppose à l'établissement d'un *modus vivendi* pareillement agréable aux deux parties. La Bavière n'a pas jusqu'à maintenant répondu à la protestation que le Pape a faite à Rome, près du corps diplomatique par l'organe du cardinal Antonelli ; je crois qu'elle le fera en termes convenables et réservés.

Agréé, etc.

Signé : MIGLIORATI.

LE COMTE DE BISMARCK AU COMTE BRASSIER DE SAINT-SIMON
A FLORENCE.

Versailles, le 8 octobre 1870.

Le cardinal Antonelli a demandé à l'ambassadeur royal, si, dans le cas où le Pape voudrait quitter Rome, celui-ci pourrait compter sur l'assistance de S. M. le Roi pour l'aider à effectuer son départ d'une manière convenable et sans empêchement.

S. M. le Roi m'a ordonné de répondre affirmativement à cette demande. Sa Majesté est convaincue que la liberté et la dignité du Pape seront respectées par le Gouvernement italien sous tous les rapports, et même quand le Pape, contre toute attente, aurait en vue de changer de résidence. Le Roi charge Votre Excellence d'exprimer cette espérance. S. M. le Roi ne pense pas que la Confédération germanique soit appelée à s'immiscer, sans y être provoquée, dans les affaires politiques d'autres pays, mais elle croit être obligée, vis-à-vis de ses sujets catholiques du nord de l'Allemagne, d'aider à sauvegarder la dignité et l'indépendance du chef suprême de l'Église catholique.

Signé : DE BISMARCK.

PRÉSENTATION AU ROI VICTOR EMMANUEL DU RÉSULTAT DU PLÉBISCITE
PAR UNE DÉPUTATION DE ROME ET DES PROVINCES ROMAINES.

(Extrait de la Gazette Officielle.)

Florence, le 9 octobre 1870.

La députation chargée de présenter à Sa Majesté l'acte de plébiscite de Rome et des Provinces romaines a été ce matin, à 11 heures, reçue par Sa Majesté en audience solennelle au Palais-Royal.

La députation était composée comme suit :

Pour Rome : MM. Don Michele Gaetani, Duc di Sermoneta, Président. Don Emanuele, Prince Ruspoli. Duc Francesco Sforza Cesarini. Prince Baldassare Odescalchi. Marchetti, Avvocato Raffaele. De Angelis, Pietro. Castellani, Chevaliere Augusto. Maggiorani, Chevaliere Professore Carlo. Tittoni, Chevaliere Vincenzo. Prince di Teano. Silvestrelli, Chevaliere Augusto. Rossi, Avvocato Augusto. Pour Viterbe : MM. Manni, Comte Giuseppe. Vallerani, Avvocato Francesco. Pour Civita Vecchia : MM. Guglielmi, Marquis Gilio. Lesen, Avvocato Annibale. Pour Frosinone : MM. Moscardini, Girolamo. Conti Andrea. Marcocci. Pour Velletri : MM. Borgia, Comte Ettore. Novelli, Avvocato Luigi.

Venaient en outre avec la députation : MM. Don Fabrizio des Princes Colonna, Lovatelli, Comte Giacomo. Calabrini, Marquis Luigi. Gal-

tetti, Luigi. Peretti, Paolo. Samuele, Alatri. Don Augusto des Princes Ruspoli. Lesquels, bien que n'appartenant ni à la Junte de Gouvernement, ont été par la même Junte de Gouvernement invités à vouloir bien se joindre à la députation.

Deux maîtres de cérémonies de la maison de Sa Majesté allaient prendre avec les carrosses de gala de la Cour Royale les honorables personnages de la députation, et les conduisaient au Palais-Royal.

La députation était reçue au pied du grand escalier par un maître des cérémonies.

Sa Majesté entrait dans la grande salle du trône à 11 heures, accompagnée de LL. Altesses Royales les Princes Humbert et Amédée, de Son Altesse Royale la Princesse Marguerite, et de Son Altesse Royale le Prince de Savoie Carignan.

A côté de Sa Majesté ont pris place Leurs Excellences les Ministres Secrétaires d'État, les Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés, les Sénateurs et les Députés, les Grands Corps de l'État, les Chevaliers de l'Ordre suprême de l'Annonciade présents à Florence, le Préfet de la Province de Florence et le Conseil de la Préfecture, la Junte Municipale et le Pro-Syndic de Florence, les Syndics des diverses cités Italiennes invitées, les Dignitaires de la Cour, les Commandants de la Garde Nationale et de l'Armée, et les autres personnages de la Cour et de l'Administration de l'État.

Quand les membres de la députation ont été introduits dans la salle du trône par le premier aide-de-camp de Sa Majesté et Préfet du Palais, M. le comte de Sonnaz, le Président de la Junte provisoire du Gouvernement de Rome, don Michel Angelo Gaetani, duc de Sermoneta, en présentant à Sa Majesté l'acte du plébiscite, a prononcé les paroles suivantes :

« Rome, avec ses provinces palpitantes de reconnaissance envers Votre Majesté très-glorieuse pour l'avoir délivrée de l'oppression étrangère des armes mercenaires par la valeur de l'armée Italienne, a, dans un plébiscite général, acclamé Votre Majesté et ses Royaumes descendants.

» Ce providentiel événement, après une si longue et si amoureuse aspiration de tous les peuples de l'Italie, comble, par ce nouveau joyau, l'historique couronne qui brille au front de Votre Majesté. »

Sa Majesté a répondu :

« Enfin l'entreprise ardue est accomplie, et la patrie est reconstituée !

» Le nom de Rome, le plus grand qui ait résonné sur les lèvres des hommes, se réunit aujourd'hui à celui de l'Italie, qui est le nom le plus cher à mon cœur.

» Le plébiscite, prononcé avec un si merveilleux accord par le peuple Romain, est accueilli avec une joyeuse unanimité dans toutes les parties du royaume (1), et il consacre de nouveau les bases de notre édifice national; il montre une fois de plus que, si nous devons beaucoup à la fortune, nous devons bien davantage encore à la justice de notre cause,

» Libre consentement des volontés, sincère échange de fidèles promesses, telles sont les forces qui ont fait l'Italie, et qui, suivant mes prévisions, l'ont conduite à son complément.

» Maintenant les populations Italiennes sont vraiment maîtresses de leurs destinées.

» Se réunissant, après une dispersion de tant de siècles, dans la cité qui fût la métropole du monde, elles sauront, sans doute, puiser dans les vestiges des antiques grandeurs les gages d'une nouvelle et propre grandeur, et entourer de respect le siège de cet empire spirituel qui planta ses pacifiques bannières jusques sur les plages où n'étaient point parvenues les aigles payennes.

» Moi, comme Roi et comme catholique, en proclamant l'unité de l'Italie, je demeure ferme dans le propos d'assurer la liberté de l'Eglise et l'indépendance du Souverain Pontife, et c'est avec cette déclaration solennelle que j'accepte de vos mains, illustres Seigneurs, le plébiscite de Rome, et que je le présente aux Italiens, en souhaitant qu'ils sachent se montrer à la hauteur des gloires de nos ancêtres et dignes de notre présente fortune. »

Lorsque l'acte de la présentation du plébiscite eût été signé, Sa Majesté, appelée par les applaudissements incessants de la foule, a paru sur le balcon, accompagnée par les Princes Royaux et par toute la Cour, elle a remercié les citoyens, et leur a présenté la Députation Romaine.

Sa Majesté est rentrée alors dans la salle du Trône et a pris congé des membres de la Députation Romaine, qui ont été reconduits à leur hôtel avec le même cérémonial qui avait été suivi pour les conduire au Palais.

Des salves d'Artillerie ont salué l'heureux événement pendant toute la cérémonie.

La présentation du plébiscite Romain à Sa Majesté a donné aujourd'hui, à la population Florentine, l'occasion d'une nouvelle et imposante manifestation de ses sentiments de dévotion et d'affection envers l'auguste Souverain et la Famille Royale.

(1) 133,681 oui. — 1,507 non.

La place qui s'étend devant le Palais-Royal était remplie par une foule compacte, les balcons et les fenêtres, élégamment ornées de tentures et de drapeaux, offraient le spectacle d'un merveilleux amphithéâtre.

Lorsque parurent les voitures qui conduisaient au Palais la Députation Romaine, des applaudissements unanimes et prolongés éclatèrent.

Puis, lorsque l'audience solennelle fût terminée, de nouveaux applaudissements saluèrent Sa Majesté, qui parut au balcon, accompagnée par Son Altesse Royale la princesse Marguerite, par les Princes Royaux, et par les Ministres et les hauts personnages de la Cour.

DECRET DU ROI VICTOR-EMMANUEL.

Florence, le 9 octobre 1870.

Vu notre décret en date de ce jour, par lequel, en conséquence du plébiscite des habitants de Rome et des provinces romaines du 2 courant, il est déclaré que la ville et les dites provinces font partie intégrante du royaume d'Italie ;

Sur la proposition du président du Conseil des ministres, notre ministre secrétaire d'État à l'intérieur et après avoir consulté notre Conseil des ministres, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La charte constitutionnelle du royaume du 4 mars 1848, (1) sera publiée à Rome et dans les provinces.

Art. 2. Copies du présent décret de la charte seront affichées sur les murs de Rome et dans les communes des dites provinces.

Contre signé : LANZA.

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

DÉCRET DU ROI VICTOR-EMMANUEL.

Florence, le 9 octobre 1870.

Vu notre décret en date du 9 octobre 1870, instituant une lieutenance générale pour Rome et les provinces romaines

Sur la proposition du président du Conseil des ministres, notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, après avoir consulté notre Conseil des ministres, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le général Alphonse de La Marmora est nommé lieutenant général de Rome et des provinces romaines.

Contre signé : SELLA.

Signé : VICTOR-EMMANUEL.

(1) Voir Angeberg, *Recueil de l'Autriche et de l'Italie*, page 456.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Vienne, le 9 octobre 1870.

M. le Ministre, il existe à Vienne une réunion sous le nom de Casino catholique politique de Mariahilf (du nom du bourg où cette réunion tient ses séances). Une députation de ce Casino a été reçue jeudi par le comte de Beust, auquel elle a présenté un mémoire dans lequel elle engage le Gouvernement autrichien *à saisir toutes les occasions de travailler à la restauration des droits violés, de la liberté et de l'indépendance du Pape.*

Le comte de Beust a répondu à ces messieurs, suivant le journal *Vaterland*, organe du parti rétrograde et clérical, dans les termes suivants :

« J'examinerai attentivement ce mémoire, et comme une supplique de ce genre m'est venue de Salzbourg, je répondrai par écrit. Pour ce qui concerne les événements de Rome, je n'hésite pas à blâmer le mode et la façon dont quelques feuilles publiques les ont traités ; d'un côté cela s'est fait avec une légèreté qui peut offenser des sentiments respectables, et qui ne répond en aucune façon à la hauteur du sujet ; d'un autre côté on cherche à insinuer le soupçon et la calomnie que le Gouvernement, ou du moins moi personnellement, ai été complice de la catastrophe arrivée à Rome, ou que j'ai engagé l'Italie à cet acte. Cela n'est pas vrai. Je ne fais rien sans l'approbation de Sa Majesté, et dans ce cas, nous avons fait des démarches en faveur du Pape, lesquelles malencontreusement sont restées sans effets.

» Ce qui est arrivé à Rome maintenant pouvait se prévoir avec certitude depuis longtemps, si les troupes françaises quittaient les Etats de l'Eglise. On dit que l'Autriche n'a rien fait ; mais une démonstration sans force serait restée inefficace, et n'aurait fait que compromettre la dignité de l'Autriche, de plus nous ne pouvions entreprendre une guerre contre l'Italie.

» On répand le bruit que le Pape a mal reçu le comte de Trauttmansdorff. Cela est inexact. Sa Majesté a ordonné que le comte qui était en congé se rendit immédiatement à son poste et il a été parfaitement accueilli par le Pape. Le cardinal Antonelli a pleinement approuvé la situation dans laquelle se trouvait l'Autriche au sujet de cette affaire.

» Il faut tenir compte de la liberté et de l'indépendance du Pape, de même aussi il faut songer à ce que l'état des choses à Rome devienne supportable. Je n'épargnerai aucune démarche à ce sujet. On a souvent fait allusion à ma religion comme protestant et l'on est allé jusqu'à dire que je faisais entrer ma croyance dans les affaires de

l'État. Mais je puis affirmer sur mon honneur et sur ma conscience que cela n'est pas. Dans le maniement des affaires catholiques, j'ai toujours observé plus d'égards et procédé avec plus de sérieux que beaucoup de députés et de membres de la Chambre haute catholiques. »

Ce discours n'a pas été favorablement accueilli, nous pouvons en juger par les paroles du journal cité plus haut.

La réponse du comte de Beust n'avait, à mon avis, qu'un seul point digne d'attention pour ce qui nous concerne et c'est l'endroit où il dit *que l'Autriche a fait en faveur du Pape, des démarches, malheureusement restées sans effet*. Je n'ai pas jugé à propos de faire des questions directes à ce sujet, ni montré que nous y attachions une grande importance. Cependant j'ai profité de la première occasion où je me suis trouvé à entretenir le comte de Beust, pour faire tomber la conversation sur ce sujet, et pour lui demander à quelles démarches il faisait allusion. Le comte de Beust m'a répondu que la relation était inexacte sur ce point, et qu'il n'avait pas prononcé ces paroles. Par contre, il m'a confirmé la partie de cette réponse se rapportant à la presse, et il a blâmé hautement les journaux qui ont traité la question avec une légèreté accompagnée d'outrages contre la personne du Pape.

J'ai jugé opportun de rendre compte de cet épisode à Votre Excellence.

Agréé, etc.

Signé : MINGHETTI.

M. VISCONTI VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE,
A L'ÉTRANGER,

Florence, le 44 octobre 1870.

M., le journal *l'Unità cattolica* a publié, dans son double texte latin et italien une lettre du Saint-Père aux cardinaux, qui contient une protestation contre l'occupation de Rome par les troupes du Roi. (1)

Le Gouvernement royal s'abstient respectueusement d'apprécier l'esprit de ce document et les considérations qui y sont développées. Mon seul but en appelant votre attention sur cette lettre, est de rectifier quelques faits sur lesquels le Gouvernement du Roi ne veut pas laisser ombre d'incertitude.

Sa Sainteté déclare n'avoir plus la pleine liberté des postes et des télégraphes, qui lui est indispensable pour l'exercice de ses fonctions spirituelles.

(1) Voir ci-dessus, 23 septembre, page 111.

Pendant que nos troupes s'avançaient vers Rome, les plis cachetés expédiés du Vatican et les télégrammes chiffrés du secrétaire d'État du Saint-Siège ont été transmis par nos bureaux de poste et de télégraphe sans la moindre interruption. Il en est encore ainsi tous les jours, et le Corps diplomatique résidant à Rome peut témoigner à chaque instant de l'exactitude de ce fait.

D'ailleurs, dès les premiers jours, nous avons fait offrir au cardinal Antonelli d'établir au Vatican, à nos frais, un bureau de poste et de télégraphe, dont Son Éminence choisirait elle-même les employés, et qui servirait exclusivement pour les correspondances du Saint-Père. Le cardinal déclina cette offre en disant que les bureaux établis dans Rome pourraient continuer à servir comme auparavant pour l'usage du Saint-Siège.

Après la publication de la lettre aux cardinaux, le Gouvernement du Roi a fait de nouveau savoir à Son Éminence le cardinal secrétaire d'État ce qui suit :

Pour assurer au Saint-Père la liberté la plus complète de communication avec les fidèles, le Gouvernement italien est prêt à établir, à ses frais, un service spécial de postes et de télégraphes. Ce service serait organisé d'après les indications du cardinal Antonelli et fait par des employés de son choix. Le bureau pontifical pourrait correspondre directement et en paquets clos avec les bureaux d'échange des administrations étrangères.

L'entremise des postes italiennes serait ainsi restreinte, de même que pour les correspondances en transit sur le territoire italien, au transport matériel des paquets clos, dont l'intégrité et le nombre seraient garantis par les accusés de réception des administrations correspondantes.

Il va sans dire que des courriers partis du Vatican pourront apporter à toutes les nonciatures les bulles, brefs, lettres ou communications de tout genre. Ces courriers seraient regardés et traités comme les courriers du Corps diplomatique.

En attendant que les résolutions du Saint-Père nous soient connues, je vous prie, Monsieur, de donner connaissance au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité de ces intentions du Gouvernement du Roi. Elles doivent rassurer complètement, non-seulement le Saint-Père, mais aussi le monde catholique sur le soin scrupuleux que nous mettons à maintenir, tels qu'ils ont été jusqu'à présent, les rapports qui doivent exister entre la catholicité et son vénérable Chef. Nous rejetons comme injurieuse et absurde l'accusation de vouloir garder le Pape prisonnier au Vatican, et nous nous en remettons là-dessus avec confiance au témoignage des membres du Corps diplomatique

résidant à Rome. Ils continuent à avoir des relations suivies et régulières avec le Saint-Père et le secrétaire d'État ; ils sont donc à même de faire connaître à leurs Gouvernements la situation telle qu'elle est. Cela suffit à répondre à d'injustes accusations.

Agréez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

Berlin, le 11 octobre 1870.

M. le Ministre, dans la visite que je lui ai faite aujourd'hui, le secrétaire d'État m'a donné lecture d'un télégramme transmis ces jours derniers par le comte de Bismarck au comte Brassier. (1) Il portait en substance que, le cardinal Antonelli ayant demandé si le Pape pouvait compter sur l'appui du roi de Prusse dans le cas où Sa Sainteté se déciderait à quitter Rome, le chancelier fédéral avait fait répondre que cet appui serait accordé si, contre toute attente, le Pape prenait une telle détermination. Si la Confédération du Nord n'a pas à s'immiscer dans les affaires de Rome, le Roi ne peut faire moins que de concourir à sauvegarder la dignité et l'indépendance du chef spirituel de ses sujets catholiques.

J'ai exprimé ma surprise de voir le cabinet de Berlin agir dans un sens si peu en rapport avec nos assurances les plus formelles, assurances que j'avais réitérées le 29 septembre par suite d'un télégramme reçu la veille de Votre Excellence. Nous déclarions que le Pontife était entièrement libre dans ses mouvements, mais que nous croyions qu'il serait de l'intérêt de tout le monde qu'il continuât à résider au Vatican. J'avais été même chargé de m'employer pour que des conseils lui fussent transmis dans ce sens. Je me permis de demander en quoi consisterait l'appui éventuel promis par M. de Bismarck.

M. de Thile me laissa entendre que le cabinet de Berlin avait eu en vue surtout ses propres ressortissants catholiques, qui signaient de nombreuses adresses pour invoquer la protection de Sa Majesté en faveur du Pape ; qu'il ne s'agissait évidemment que d'un appui moral, qui ne viendrait pas au reste à l'encontre de nos vues, puisque de notre côté nous avions également énoncé les intentions les plus explicites de conserver à Sa Sainteté une position digne et indépendante. M. de Thile émettait nouvellement l'espoir que nous saurions tenir compte au Gouvernement prussien des embarras qui surgissent, pour lui aussi, par suite de notre occupation de Rome. Le secrétaire d'État pensait que le Pape ne ferait point usage de la faculté de changer de résidence. Il ne recevra d'ici aucune impulsion à cet égard, et les mots « contre

(1) 8 octobre. Voir ci-dessus, page 128.

toute attente, » insérés dans le télégramme précité du comte de Bismarck, tendent bien plus à dissuader qu'à encourager.

J'ai à mon tour fait l'observation que, en effet, le chancelier fédéral devait être assez perspicace pour se rendre compte des inconvénients nombreux qui résulteraient du séjour du chef de la catholicité à l'étranger, et notamment en Allemagne. Avant hier, les catholiques de cette capitale ont tenu une réunion pour discuter sur la position actuelle du Pape. Une adresse a été votée pour réclamer la protection de S. M. prussienne en faveur de l'indépendance du Saint-Siège. A M. de Thile, j'ai dit quelques mots sur l'inconvenance de langage de certains orateurs. Il le regrettait, et le procureur royal serait prêt à poursuivre, si je déposais une plainte. J'ai répondu que telle n'était point mon intention; que je me bornais à constater le fait, pour que, à son tour, le Gouvernement prussien ne s'offusquât pas, le cas échéant, des publications de nos journaux ou des diatribes fougueuses de quelques orateurs en Italie. C'est demain que se réunira dans le même but à Fulda une assemblée de catholiques de l'Allemagne, convoquée par plusieurs notabilités, parmi lesquelles figurent des princes de maisons médiatisées.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

LE COMTE DE BARRAL A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Bruxelles, le 12 octobre 1870.

M. le Ministre, hier s'est tenue à Malines sous la présidence des évêques de Belgique une assemblée pour protester contre l'entrée des troupes italiennes à Rome. Cette réunion, qui se composait d'environ quinze cents personnes, a terminé sa séance par une adresse à S. S. où se trouvent résumés les pensées et les vœux des assistants.

Agréez, etc.

Signé : C. DE BARRAL.

LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE TRAUTTMANSDORFF, A ROME.

(Télégramme.)

Vienne, le 13 octobre 1870.

En ce qui concerne la question d'un départ éventuel du Pape, nous devons avant tout maintenir le point de vue de la dépêche du 2.

Si le Saint-Père se décide *motu proprio* à quitter Rome, nous interviendrons très-volontiers auprès du cabinet de Florence pour que Sa Sainteté soit respectée et libre de ses mouvements. Nous pouvons le faire d'autant mieux que le Gouvernement italien nous a spontanément déjà fait parvenir des assurances analogues.

LE CHEVALIER DE CADORNA A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Londres, le 13 octobre 1870.

M. le ministre, désirant me conformer avec le plus de soin possible aux instructions que V. Exc. me communique pour faire connaître au comte de Granville combien peu est fondé le langage tenu par le Pape dans son adresse aux cardinaux, disant que : avec le pouvoir qu'en a usurpé sur lui, il a aussi perdu la liberté des communications postales avec la chrétienté. J'ai communiqué à S. Seig. le télégramme par lequel V. Exc. m'informait que le Gouvernement du Roi avait fait offrir au Pape, par l'intermédiaire du cardinal Antonelli, un office postal et télégraphique spécial à établir au Vatican, et que cette offre avait été refusée. Le comte de Granville ne pouvant, à la suite d'une indisposition, se rendre de la campagne à Londres, je lui fais la communication susdite au moyen d'un billet particulier, et S. Seig. n'a pas tardé à m'informer du plaisir qu'elle éprouvait à apprendre que le Gouvernement italien a toujours le désir d'assurer au Pape une indépendance complète, quant aux communications postales.

Agrérez, etc.

Signé : CADORNA.

M. VISCONTI VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Florence, le 14 octobre 1870.

Monsieur. S. Emin. le cardinal Antonelli s'est adressé à plusieurs Cours pour savoir si Sa Sainteté serait libre de quitter Rome et d'y rentrer à son gré.

Cette démarche du cardinal secrétaire d'État, ayant été portée à ma connaissance par quelques membres du corps diplomatique, je me suis empressé de répondre que l'Italie désire naturellement que Sa Sainteté reste à Rome, car nulle part le Pape ne sera entouré de plus de respect et d'égards, et nulle part il n'aura une plus grande liberté pour l'exercice de ses fonctions spirituelles. Si cependant d'autres idées prévalaient dans le conseil du Saint-Père, le Gouvernement du Roi se bornerait à regretter, tout en la respectant, sa détermination. Jamais, en effet, l'idée ne nous est venue d'exercer aucune influence sur les décisions de Sa Sainteté. Cela serait contraire à tous nos antécédents et à notre programme politique bien connu. Le Pape peut donc rester à Rome, se rendre à Castel-Gandolfo,

à Civita-Vecchia, ou ailleurs, quitter l'Italie ou y rentrer. La seule observation que je me suis permise a été que, si Sa Sainteté se décidait à quitter Rome, il serait à désirer qu'elle le fit publiquement et librement, car rien ne motiverait, en présence de l'entière liberté dont le Saint-Père dispose, les inconvénients et les fatigues d'un voyage secret. Quelles que soient les décisions du Saint-Père, ni le Gouvernement, ni les populations ne manqueront jamais de l'entourer de tous les honneurs et de toutes les marques de respect qui lui sont dûs.

Agrérez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

M. VISCONTI VENOSTA A M. MINGHETTI, A VIENNE.

Florence, le 14 octobre 1870.

M. le Ministre, sur l'autorisation reçue de son Gouvernement, M. le baron de Kübeck m'a communiqué aujourd'hui confidentiellement la copie de la dépêche que lui a adressée le comte de Beust, à la date du 13 septembre dernier sur l'occupation du territoire pontifical par une partie des troupes italiennes. L'envoyé autrichien m'avait précédemment donné lecture de ce document auquel j'ai eu à me référer en écrivant à V. S. la dépêche du 21 du même mois. Depuis, le même baron de Kübeck m'a lu une autre dépêche de son Gouvernement (1) laquelle confirme pleinement ce que V. E. m'a écrit au sujet de l'impression favorable qu'avait produite sur le chancelier de l'empire les déclarations renfermées dans ma dépêche précitée et les explications dont V. S. en avait accompagné la communication.

Agrérez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

LE CHEVALIER PATELLA A M. VISCONTI VENOSTA.

Lisbonne, le 14 octobre 1870.

M. le Ministre, conformant mes paroles aux instructions de V. Exc., j'ai fait observer à M. Carlos Bento que les puissances catholiques, dans l'intérêt général devraient par leurs conseils à Rome nous aider à remplir notre tâche si difficile. Le ministre m'a dit qu'il partageait entièrement cet avis ; en effet, le vicomte de Castro ayant demandé s'il était autorisé (dans le cas où il croirait que ce fut utile pour le Gouvernement italien) à faire des démarches auprès de la curie romaine, il lui fut répondu que les mêmes instructions avaient déjà été envoyées à M. Thomas afin qu'en leur qualité de représentants

(1) 2 octobre. Voir ci-dessus, page 118.

d'une puissance catholique, ils interposassent leurs bons offices et donnassent des conseils de modération et de conciliation.

Agréez, etc.

Signé : PATELLA.

LE COMTE DE BARRAL A M. VISCONTI VENOSTA

Bruxelles, 15 octobre 1870.

M. le Ministre, la presse cléricale ayant plusieurs fois fait allusion à la possibilité d'un voyage de S. S. en Belgique, j'ai cru devoir en parler de nouveau hier, sous forme de simple conversation, au Ministre des affaires étrangères. M. d'Anethan m'a répondu avec beaucoup de franchise que ni lui, ni aucun membre du Gouvernement, n'avait la moindre connaissance d'un pareil projet; que, bien au contraire, le ministre de Belgique à Rome avait écrit encore tout récemment que le Pape était fermement décidé à rester au Vatican, et que la même information avait été confirmée par l'envoyé belge à Berlin, comme ayant été transmise par M. d'Arnim à son Gouvernement.

A cette occasion, M. d'Anethan, venant lui-même à me parler du langage violent tenu par les feuilles cléricales à propos des événements survenus à Rome, m'a dit qu'il était impossible d'empêcher la polémique des journaux sur un pareil sujet.

Agréez, etc.

Signé : DE BARRAL.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA,

Berlin, le 15 octobre 1870.

M. le Ministre, j'ai donné lecture au secrétaire d'État de la circulaire que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 11 octobre. Son contenu, de même que d'autres indications qui m'ont été transmises en voie particulière, démontrent le soin que nous apportons à maintenir les anciens rapports entre le Pape et la catholicité et à établir sur le terrain des faits accomplis un *modus vivendi* entre S. S. et le Gouvernement du Roi.

M. de Thile espérait que nous ne négligerions rien, en effet, pour nous concilier le Pape, et cela dans notre intérêt aussi bien que dans celui de tout le monde, y compris, bien entendu, l'Allemagne. J'ai répondu que c'était dans ce sens qu'étaient tracées les instructions à nos autorités à Rome, et qu'on ne saurait nous rendre responsables si elles étaient peut-être par fois mal interprétées par des employés d'un ordre secondaire. Nous tenions, vis-à-vis du Souverain-Pontife,

à nous montrer plus animés de sentiments généreux que ne l'ont été jadis, vis-à-vis du clergé, la France, l'Espagne et même l'Allemagne quand elle a procédé à la suppression des principautés ecclésiastiques.

Le comte d'Arnim mande que le discours du Roi à la députation chargée de présenter l'acte du plébiscite a produit à Rome une impression favorable.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

M. MELEGARI A M. VISCONTI VENOSTA.

Berne, le 45 octobre 1870.

M. le Ministre, le Président de la Confédération m'a, en termes courtois, manifesté ses sentiments envers l'Italie à la suite de l'occupation de Rome par laquelle le vœu national était traduit en fait ainsi qu'à la suite de l'impression que cet événement semblait à ses yeux avoir produit sur l'opinion publique et sur la plus grande partie des cabinets européens ; il voyait dans ces manifestations des raisons d'espérer que, grâce à la sagesse politique dont le Gouvernement du Roi avait donné des preuves suffisantes, les difficultés qui auraient pu naître dans un avenir plus ou moins éloigné, seraient pacifiquement aplanies. Comme preuve des sentiments de la Confédération à cet égard, il m'a fait part de la manière dont le Conseil fédéral dans sa réunion ordinaire d'hier soir, avait résolu de donner, comme cela résulte de mon télégramme d'hier à V. Exc., une nouvelle commission de Consul général à Rome, à M. Schlatter, titulaire de ce poste sous le Gouvernement pontifical déchu.

Agréez, etc.

Signé : MELEGARI.

LE COMTE DE BEÜST AU BARON DE KÜBECK, A FLORENCE.

Vienne, le 16 octobre 1870.

S. Em. Mgr le cardinal secrétaire d'État en parlant au comte de Trauttmansdorff des éventualités de l'avenir lui a demandé si le Saint-Père pourrait compter sur l'intervention et l'appui du Gouvernement Impérial, afin que S. S. fût assurée de pouvoir sortir librement de Rome et traverser avec sécurité le territoire italien pour transférer sa résidence ailleurs. Le cardinal Antonelli a toutefois ajouté qu'il ne s'agissait nullement de mettre à exécution un dessein arrêté. Aucune

décision n'avait été prise à cet égard, mais le Saint-Père désirait seulement être préparé pour toutes les circonstances.

Je me suis empressé de mander par le télégraphe au comte de Trauttmansdorff qu'en ce qui concernait la question d'un départ éventuel du Pape, nous devions avant tout maintenir le point de vue de notre dépêche du 2. Si le Saint-Père se décidait *motu proprio* à quitter Rome, nous interviendrions très-volontiers auprès du cabinet de Florence pour que S. S. fût respectée et libre de ses mouvements. Nous pouvons le faire d'autant mieux que le Gouvernement italien nous avait déjà spontanément fait parvenir des assurances analogues.

Telle a été ma réponse à la demande du cardinal Antonelli et le langage qui m'a été tenu par M. Minghetti m'autorisait à m'exprimer ainsi.

Je ne doute pas que, le cas échéant, le Gouvernement italien ne se fasse un devoir de respecter la liberté des décisions du Saint-Père et d'assurer la sécurité de ses mouvements.

Les dernières nouvelles qui nous sont transmises de Rome représentent d'ailleurs le Saint-Père comme porté à rester au Vatican tant que les circonstances ne lui en rendront pas le séjour impossible. Il dépend donc en grande mesure du Gouvernement italien de permettre au Pape de suivre son inclination et de ne pas quitter Rome. En évitant d'amener des conflits ou de nouveaux froissements, en observant des ménagements assidus pour la personne et les sentiments de S. S., le Gouvernement italien pourra confirmer le Saint-Père dans ses dispositions actuelles.

Veuillez porter confidentiellement ce qui précède à la connaissance de M. Visconti Venosta.

J'aime à croire qu'il renouvellera sans hésiter les assurances qu'il nous a déjà données de manière à ce que nous puissions dissiper toute appréhension dans l'esprit du Saint-Père.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Vienne, le 16 octobre 1870.

M. le Ministre, je dois vous donner quelques éclaircissements sur deux télégrammes, l'un du 13, l'autre d'aujourd'hui. Dans le premier j'indiquais que les instructions données au comte de Trauttmansdorff tendaient à engager le Pape à rester le plus longtemps possible à Rome. Dans le second, au contraire, j'annonçais qu'il n'était pas disposé à s'éloigner pour le moment. Voilà, selon mes informations, comme les

choses se sont passées. Le cardinal Antonelli a demandé au comte de Trauttmansdorff si l'Autriche avait accepté la charge d'obtenir du Gouvernement du Roi, le passage du Pape à travers la Péninsule. Le comte a répondu qu'il en avait écrit à Vienne et que vu les bonnes relations qui existaient entre le Gouvernement italien et le Gouvernement austro-hongrois, il ne doutait nullement que la demande ne fut accueillie, d'autant plus que le Gouvernement italien n'avait pas besoin de prières pour laisser au Pape la pleine liberté de ses mouvements. J'ai ajouté ensuite qu'une décision de ce genre était très-grave et contraire aux vrais intérêts du Saint-Siège, et que les conseils respectueux de l'Autriche au Pontife étaient de rester à Rome.

Dans une seconde conférence tenue hier à Rome entre le cardinal Antonelli et le comte de Trauttmansdorff, le cardinal lui a dit que pour le moment il ne tenait plus à la demande dont il lui avait parlé dans un précédent entretien, parce que S. S. se montrait résolue à ne pas quitter Rome.

Agréé, etc,

Signé : MINGHETTI.

LE CARDINAL ANTONELLI AUX NONCES DU PAPE, A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Rome, le 47 octobre 1870.

Une circulaire du 29 août dernier, adressée par le Gouvernement Italien à ses représentants à l'étranger, portait annexé un imprimé qui me fut confidentiellement communiqué et dont un exemplaire manuscrit est resté entre mes mains, à la suite d'une circonstance tout à fait accidentelle. Dans ce document, on fait l'historique des négociations qu'on prétend avoir été ouvertes entre le Gouvernement de Florence et celui de France, d'une part, et entre le Gouvernement de Florence et le Saint-Siège de l'autre, relativement à ce qu'on est convenu d'appeler la question Romaine.

Dépourvu de toute donnée précise et formelle relativement aux prétendues négociations ouvertes avec la France, je ne saurais établir ce qui peut s'être passé sous ce rapport entre les deux cabinets de Paris et de Florence, ni quelle confiance peuvent mériter les diverses assertions de l'imprimé dont il s'agit, ni quel ordre d'idées a présidé aux propositions échangées entre les deux Gouvernements. Je ne pourrais me résoudre, toutefois, à croire que S. M. l'Empereur des Français et son Gouvernement aient tenu la conduite qui leur est attribuée. Pendant que leur armée protégeait les droits du Saint-Siège et empêchait la spoliation complète du Saint-Père, pendant qu'ils protestaient de leur sollicitude pour la cause du Souverain-Pontife et déclaraient hautement à la France et au monde catholique qu'ils

étaient fermement résolus à défendre, seuls, envers et contre tous, le pouvoir temporel du Saint-Siège, on prétend qu'ils auraient en même temps fait savoir à Turin qu'ils profiteraient de la vacance du Saint-Siège, ou d'autres éventualités proches et imprévues, pour rappeler, sans inconvénients, leurs troupes des États-Pontificaux; que l'Italie, en attendant, devait tenir ouvertes ses négociations avec Rome, afin de faire tomber tous les torts sur le Saint-Père; qu'on devait assurer la tranquillité dans le Royaume de Naples et agir sur l'opinion publique, et que le Gouvernement français ne cesserait pas de se préoccuper de la question romaine dans un sens tout à fait amical et bienveillant pour l'Italie.

Lors même que tout autre argument intrinsèque ferait défaut, il suffirait, pour me confirmer dans cette opinion, d'un fait qui est de notoriété publique; c'est que le Gouvernement Impérial refusa absolument de soumettre à l'approbation du Saint-Siège le fameux projet élaboré par le baron Ricasoli. Un autre fait, également significatif, c'est que le Gouvernement Impérial s'opposa, par la nouvelle expédition de 1867, à l'invasion garibaldienne, qui était provoquée, favorisée et soutenue par le Gouvernement de Florence. Il déclara même solennellement du haut de la tribune, par l'organe de M. Rouher, que jamais l'Italie ne s'emparerait de Rome et des États laissés au Saint-Père sous la protection du drapeau de la France. Je crois donc que le premier et peut-être le seul acte de bonne foi dont l'Italie puisse se vanter durant les dix dernières années a été d'avouer franchement l'intention de profiter, comme réellement elle l'a fait, de la guerre entre la France et la Prusse pour couronner la spoliation inique du Souverain-Pontife. C'est du reste ainsi qu'elle s'était prévalu du principe de non-intervention pour entreprendre les usurpations dans toute la Péninsule.

Laissant donc de côté cette partie historique du document précité, je veux m'occuper ici de l'autre partie relative aux colloques entre l'Italie et le Saint-Siège. Je demanderai avant tout quels furent les négociateurs dont on parle, à quelle époque ils sont arrivés à Rome, quelles propositions ils ont faites, et avec qui ils ont traité. Et comme le principal appui qu'on donne à ces prétendus colloques consiste en une entrevue qui aurait eu lieu entre le feu cardinal Santucci et l'abbé Passaglia, je peux assurer, avec les documents originaux en main, que le cardinal Santucci n'a jamais vu dans l'abbé Passaglia un négociateur officiel ou officieux pour traiter au nom du comte de Cavour, et que l'abbé Passaglia ne s'est jamais donné pour tel; mais l'un aussi bien que l'autre se sont bornés à un échange d'idées tel qu'il peut avoir lieu entre deux personnes qui se connaissent.

Il est faux du reste que le cardinal se soit engagé à soumettre ou qu'il ait soumis au Saint-Père un projet de conciliation sur la base de la pleine liberté de l'Église et de la complète liberté du pouvoir temporel. Il est encore plus faux que Sa Sainteté ait été frappée et convaincue de la sagesse de ces propositions, en les considérant encore comme une concession et un bénéfice de la part du Gouvernement de Turin. D'après cet exposé de faits, le Saint-Père aurait donc regardé comme meilleure et plus acceptable cette spoliation complète de ses Etats que le projet, déjà repoussé auparavant, de confier au roi Victor Emmanuel le vicariat des Romagnes, sur lesquelles on aurait réservé au Saint-Père un simulacre de souveraineté.

Ce qu'on ajoute relativement au dégagement du serment imposé aux cardinaux, et dont le cardinal Santucci et moi nous aurions été déliés par Sa Sainteté afin de pouvoir entreprendre, sur des bases indiquées, des négociations pour la cessation du pouvoir temporel, est donc une pure invention. Énoncer ces faits, c'est en démontrer l'impossibilité. Je ne suivrai pas l'auteur de ce récit officiel dans l'exposé des phases par lesquelles il fait passer ces négociations entre moi et les intermédiaires italiens. Toute cette histoire ne paraît avoir d'autre fondement qu'un opuscule publié, il y a quelque temps, par un certain abbé Isaia, qui était en relations avec le feu cardinal d'Andréa, et par un certain Aguglia, avocat sicilien, qui s'était rendu à Rome pour aplanir quelques difficultés surgies dans le royaume de Naples au sujet de l'ordre Constantinien.

Si on veut toutefois apprécier la véracité de ces personnages et la nature des colloques que j'ai eus avec eux, on n'a qu'à consulter l'article du *Journal de Rome*, qui a catégoriquement démenti leurs impudentes calomnies. J'en appelle simplement aujourd'hui aux paroles mêmes du document dont je m'occupe. Or, ce document dit que, le 5 avril 1861, je déclarai que le Saint Siège, toujours résigné à subir la violence, ne consentirait jamais à traiter avec l'Italie, que la question du pouvoir temporel se rattachait de sa nature aux intérêts de toute la catholicité, et que le Saint Siège attendrait des événements une solution conforme à ses droits et à ses désirs. Si cependant on désire un document public et solennel qui atteste de quelle manière le Saint Siège a considéré cette question, et quel jugement il a porté sur les faits accomplis et sur ceux qu'on menaçait d'accomplir encore à son détriment, de même que sur les principes professés et les actes du Gouvernement d'Italie, je citerai l'allocution que le Saint Père a prononcée dans le consistoire du 18 mars 1861. (1)

(1) Voir *Archives* 1861, tome 2, page 106.

Mais à quoi bon produire des documents et des preuves incontables ? puisqu'il est publiquement connu que le Gouvernement de Florence même, pour tâcher de justifier ses procédés iniques, a toujours allégué la tenacité du Saint Père à refuser d'entrer en négociations et le *non possumus* opposé par Sa Sainteté à toute négociation qui n'eût pas pour but de rétablir pleinement ses droits souverains. D'autre part, ne voulant pas que les intérêts de l'Église eussent à en souffrir, Sa Sainteté n'hésita pas à exprimer son vif désir d'ouvrir des négociations afin de pourvoir de titulaires quelques uns des nombreux sièges épiscopaux vacants en Italie et de régler en même temps d'autres affaires religieuses.

MM. le commandeur Vegezzi et l'avocat Tonello peuvent faire témoignage du bon accueil qu'ils reçurent ici, ainsi que notre sollicitude pour faire ce qui était possible afin d'atteindre le but désiré, de sorte que leur mission réussit à notre satisfaction commune. En outre, le Saint Père ne refusa pas de permettre aux diverses administrations pontificales de s'entendre avec les administrations correspondantes de Florence, afin que, par des accords réciproques, les intérêts des deux pays limitrophes fussent favorisés quant aux douanes, à la poste et aux télégraphes ; il poussa la condescendance jusqu'à diminuer le tarif des douanes pour l'entrée et la sortie des divers objets, faisant ainsi profiter l'Italie des avantages dont jouissait la France en vertu d'un traité spécial de commerce.

Je rappellerai en outre que le Gouvernement a toujours fait preuve du plus grand empressement en se prêtant aux services continus et presque quotidiens qui lui étaient demandés au nom de l'Italie, d'abord par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France et ensuite par la légation de Portugal, soit pour procéder à l'arrestation et à l'extradition des malfaiteurs réfugiés sur le territoire pontifical, soit pour recevoir communication des actes des tribunaux civils ou criminels, soit pour hâter la solution des affaires pendantes dans l'intérêt de la justice, soit enfin pour rendre les services nombreux et variés qu'exigeaient la position et la condition respective des deux pays.

Tout ce qui précède prouve à l'évidence que, si le Pape, pour ne pas trahir sa conscience, pour ne pas violer ses serments, et sanctionner en quelque façon les principes proclamés par le Gouvernement de Victor Emmanuel, refusa constamment et absolument d'en venir à des arrangements conformes aux vues de celui-ci, d'autre part cependant il ne manqua pas de faire bon accueil et de donner suite aux propositions et aux réformes qui étaient de nature à améliorer les relations de ses sujets avec ceux du royaume voisin ou à protéger les intérêts de l'Église. Ces dispositions démontrent à l'évidence que les difficultés

rencontrées à Rome par le cabinet italien, et dont on fait un motif de reproche et d'accusation contre le Saint Père, avaient leur source dans un ordre d'idées supérieur, mais non dans l'antagonisme étroit et mesquin qui anime parfois deux gouvernements limitrophes, et qui, dans le cas présent, aurait été d'ailleurs pleinement justifié par des précédents inqualifiables.

Nous sommes donc confirmés dans la conviction que, en raison de l'état de choses existant entre les deux pays; à raison des relations des deux Gouvernements et de l'absence de tout motif réel ou même apparent qui justifie une invasion, chacun doit se persuader que les usurpations commises au préjudice du Saint Père et la captivité qu'on lui fait subir, après avoir bombardé la capitale même de ses États, revêtent un caractère particulièrement odieux, dont on ne trouve aucun exemple dans le monde civilisé. La date même et le contenu du document auquel je répons disent quelles étaient la bonne foi et les intentions du Gouvernement de Florence à l'égard du Saint Siège. Cette date montre que, dès le mois d'août dernier, le Gouvernement avait déjà préparé ce qui devait s'accomplir le 20 septembre sous un autre prétexte.

Comme je dois supposer que la circulaire et le document susdits ont été communiqués à M. le ministre des affaires étrangères de, je tiens à rectifier les idées inexactes qui pourraient lui en rester. En conséquence, j'autorise Votre Seigneurie Illustrissime à profiter des réflexions qui précèdent, non-seulement pour combattre tant de fausses allégations, mais encore pour faire voir que le soin qu'on montre d'induire en erreur la bonne foi d'autrui est un indice certain de la conviction qu'on a de l'injustice de sa propre cause.

Agréez, etc.

Signé : ANTONELLI.

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Tours, le 47 octobre 1870.

M. le ministre, j'ai reçu la circulaire, datée du 11 courant, par laquelle V. Exc. rectifie les assertions renfermées dans la lettre du Pape aux cardinaux pour protester contre l'occupation de Rome par les troupes royales, et pour se plaindre spécialement de ce qu'on lui enlevait la liberté de communiquer avec les fidèles par le moyen de la poste et des télégraphes.

La lettre pontificale ayant été reproduite par beaucoup de journaux français, je me suis empressé de faire connaître les rectifications et les déclarations fournies par V. Exc. à M. le comte de Chaudordy,

délégué par le ministre français des affaires étrangères, avec lequel j'ai eu ce matin un entretien sur ce sujet.

Agréé, etc.

Signé : NIGRA.

M. VISCONTI VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE
A L'ÉTRANGER.

Florence, le 18 octobre 1870.

Monsieur, les populations des provinces romaines, ayant acquis la liberté d'exprimer solennellement leur volonté, se sont prononcées à la presque unanimité pour l'annexion de Rome et de son territoire à la monarchie constitutionnelle de Victor-Emmanuel II et de ses descendants.

Cette votation, faite avec toutes les garanties de sincérité et de publicité, est la dernière consécration de l'unité italienne. C'est au milieu des manifestations de joie de la nation entière que Sa Majesté la Roi a accepté le plébiscite des Romains et qu'il a pu déclarer que l'œuvre commencée par son illustre père, et poursuivie par lui-même avec tant de persévérance et de gloire, est enfin achevée.

Pour la première fois, depuis bien des siècles, les Italiens retrouvent dans Rome le centre traditionnel de leur nationalité.

Rome est désormais réunie à l'Italie par le droit national qui, exprimé d'abord par le Parlement, a trouvé dans le vote des Romains sa sanction définitive. C'est là un grand fait dont les conséquences, nous sommes les premiers à le reconnaître, s'étendent bien au-delà des frontières de la Péninsule, et contribueront efficacement au progrès de la société catholique.

En allant à Rome, l'Italie y trouve une des plus grandes questions des temps modernes. Il s'agit de mettre d'accord le sentiment national et le sentiment religieux, en sauvegardant l'indépendance et l'autorité spirituelle du Saint-Siège au milieu des libertés inhérentes à la société moderne.

Ainsi que vous l'avez vu par la réponse du Roi à la députation romaine, l'Italie sent toute la grandeur de la responsabilité qu'elle assume en déclarant que le pouvoir temporel du Saint-Père a cessé d'exister. Cette responsabilité, nous l'acceptons avec courage, car nous sommes sûrs d'apporter à la solution du problème un esprit impartial et rempli du respect le plus sincère pour les sentiments religieux des populations catholiques.

Appliquer l'idée du droit, dans son acceptation la plus large et la plus élevée, aux rapports de l'Église et de l'État, telle est la tâche que s'impose l'Italie.

Le pouvoir temporel du Saint-Siège était le dernier débris des institutions du moyen âge. A une époque où les idées de souveraineté et de propriété n'étaient pas nettement séparées, où la force morale n'avait aucune sanction efficace dans l'opinion publique, la confusion des deux pouvoirs a pu quelquefois ne pas être sans utilité. Mais de nos jours il n'est pas nécessaire de posséder un territoire et d'avoir des sujets pour exercer une grande autorité morale. Une souveraineté politique qui ne repose pas sur le consentement des populations et qui ne puisse pas se transformer selon les exigences sociales, ne peut plus exister. La contrainte en matière de foi, repoussée par tous les États modernes, trouvait dans le pouvoir temporel son dernier asile. Désormais, tout appel au glaive séculier doit être supprimé à Rome même, et l'Église doit profiter à son tour de la liberté. Dégagée des embarras et des nécessités transitoires de la politique, l'autorité religieuse trouvera dans l'adhésion respectueuse des consciences sa véritable souveraineté.

Notre premier devoir, en faisant de Rome la capitale de l'Italie, est donc de déclarer que le monde catholique ne sera pas menacé dans ses croyances par l'effet de l'achèvement de notre unité. Et d'abord, la grande situation qui appartient personnellement au Saint-Père ne sera nullement amoindrie ; son caractère de souverain, sa prééminence sur les autres princes catholiques, les immunités et la liste civile qui lui appartiennent en cette qualité, lui seront amplement garantis ; ses palais et ses résidences auront le privilège de l'extraterritorialité. L'exercice de sa haute mission spirituelle lui sera assuré par un double ordre de garanties ; par la libre et incessante communication avec les fidèles, par les nonciatures qu'il continuera d'avoir auprès des Puissances, par les représentants que les Puissances continueront à accréditer auprès de lui, enfin, et surtout, par la séparation de l'Église et de l'État que l'Italie a déjà proclamée, et que le Gouvernement du Roi se propose d'appliquer sur son territoire dès que le Parlement aura donné sa sanction aux projets des conseillers de la Couronne.

Pour rassurer les fidèles sur nos intentions, pour les convaincre qu'il nous serait impossible d'exercer une pression sur les décisions du Saint-Siège et de chercher à faire de la religion un instrument politique, rien ne nous paraît plus efficace que la liberté complète que nous accordons à l'Église sur notre territoire. Nous ne nous dissimulons pas que dans les commencements la société civile aura à surmonter beaucoup d'obstacles et de difficultés. Mais nous avons foi dans la liberté ; elle saura modérer et prévenir toutes les exagérations, elle sera un correctif suffisant contre le fanatisme. La seule

puissance que nous désirons invoquer à Rome, dont les traditions sont si imposantes, est la puissance du droit. Que le sentiment religieux trouve une expansion nouvelle dans une société à laquelle ne manque d'ailleurs aucune des garanties de la liberté politique, pour nous ce n'est pas un sujet de crainte, mais de satisfaction, car la religion et la liberté sont les deux plus puissants éléments de l'amélioration sociale.

Nous avons le ferme espoir que le moment viendra où le Saint-Père appréciera les immenses avantages de la liberté que nous offrons à l'Eglise, et qu'il cessera de regretter un pouvoir, dont tous les avantages lui restent, dont il ne perd que les embarras et les dangereuses responsabilités. Vous pourrez, en attendant, Monsieur, assurer le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité que le Saint-Père, qui a eu la bonne inspiration de ne pas s'éloigner du Vatican, est entouré par les autorités Royales et par les populations des égards les plus respectueux. Le jour où le Pape, cédant aux mouvements de son cœur, se rappellera que le drapeau qui flotte à présent à Rome est celui qu'il a béni dans les premiers jours de son pontificat, au milieu des acclamations enthousiastes de l'Europe, le jour où la conciliation entre l'Eglise et l'Etat sera proclamée au Vatican, le monde catholique reconnaîtra que l'Italie n'a pas fait une œuvre stérile de démolition en allant à Rome, et que le principe de l'autorité sera dans la ville éternelle replacé sur la base large et solide de la liberté civile et religieuse.

Recevez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Vienne, le 18 octobre 1870.

M. le Ministre, je m'empresse d'accuser réception à V. E. des deux circulaires du 11 et du 14 octobre qui se rapportent à la condition de S. S. à Rome.

Ces deux documents me sont arrivés fort à propos ; le premier m'a fourni l'occasion d'opposer les faits aux plaintes et aux insinuations que la cour de Rome fait répandre par ses représentants à l'étranger. Le comte de Beust ne m'a pas caché ce que le nonce du Pape lui avait dit : que le Pape ne se trouvait pas libre de correspondre avec le dehors, que les portes de son palais étaient gardées par des soldats italiens, et que l'on se portait sur les prêtres à des attentats sanguinaires. Le nonce concluait que l'on ne pouvait pas moins que considérer le Pape comme étant prisonnier et il priait l'Autriche de

demander à l'Italie que le Pontife pût traverser le royaume, lorsqu'il lui plairait de quitter le territoire italien. Sur la première partie concernant les accusations, il me fut facile de démontrer combien elles étaient mal fondées, de plus je priai S. E. le chancelier de l'Empire d'interpeller le comte Trauttmansdorff, ambassadeur autrichien à Rome, qui, en sa qualité de témoin oculaire, pouvait témoigner de ce qui s'y passait. Le chancelier m'a répondu lui même qu'il n'avait pas besoin de cette preuve, que le comte lui avait écrit que Rome était tranquille et reprenait son aspect ordinaire. Pour ce qui concernait le départ de S. S., le comte de Beust m'a répondu qu'il avait dit au nonce pontifical qu'il ne doutait en aucune façon que le Gouvernement italien ne laissât aller le Pape où il lui serait agréable de se rendre et même de sortir du royaume, si cela était à sa convenance et qu'il n'y avait nullement besoin de l'intercession des Puissances étrangères. Cependant, M. le comte de Beust, pour se conformer au désir que lui avait manifesté l'Empereur, avait cru convenable d'écrire au baron de Kübeck sur ce sujet.

Quant à la seconde circulaire, c'est-à-dire celle du 14, elle est arrivée comme une réponse anticipée à la demande du baron de Kübeck, et le Ministre impérial s'en est montré très-satisfait.

Procédant par cette voie, c'est-à-dire en montrant toutes ses bonnes dispositions à sauvegarder l'indépendance et la liberté du Pontife, le Gouvernement italien se concilie de plus les sympathies des Puissances étrangères et principalement celle de la monarchie austro-hongroise. Et alors même que le Pape se refuserait à traiter et à ne pas accueillir nos offres, la responsabilité des conséquences en retomberait sur lui-même. Telles sont les idées que j'ai voulu développer au Ministre des affaires étrangères et qu'il m'est agréable de communiquer à V. E.

Agréez, etc.

Signé : MINGHETTI.

M. DE SONNAZ A M. VISCONTI VENOSTA.

Bruxelles, le 18 octobre 1870.

M. le Ministre. me conformant aux instructions renfermées dans la circulaire de V. E. en date du 11 courant, je me suis rendu aujourd'hui chez le baron d'Anethan pour lui faire la communication qui m'avait été prescrite. Je lui ai parlé des différents faits qui étaient à rectifier dans la lettre du Saint-Père aux cardinaux, en m'en tenant le plus possible au texte même de la circulaire. Le baron d'Anethan

a écouté mes paroles avec attention, et lorsque j'ai eu fini, il m'a remercié de cette communication, prenant acte de la déclaration que je lui faisais de l'absolue liberté laissée au Pape dans ses rapports avec la catholicité. Bien que S. E ait été fort réservée dans ses paroles, j'ai cru observer que nos déclarations ont fait sur son esprit une bonne impression.

Agréé, etc.

Signé : SONNAZ.

M. TUGINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Carlsruhe, le 18 octobre 1870.

M. le Ministre, ce matin je me suis rendu chez le baron de Freydorf pour l'entretenir du contenu de la circulaire de V. E. en date du 11 courant sur la lettre du Pape aux cardinaux, reproduite par le journal *l'Unità Cattolica*.

La charge qui m'était confiée par cette circulaire se renfermait tout entière à rectifier le fait allégué par Sa Sainteté qu'elle ne jouissait plus de la liberté des postes et des télégraphes, indispensable à l'exercice de ses fonctions spirituelles. M'interdisant toute réflexion, quant au caractère du document papal et à la faiblesse de ses arguments, je n'ai cru pouvoir mieux faire que de reproduire de vive voix dans sa forme générale le raisonnement aussi sage que loyal employé par V. E. dans la circulaire ci-dessus indiquée.

L'offre faite au cardinal Antonelli avant et après la publication de la lettre du Saint-Père, d'établir au Vatican un office postal et télégraphique, non par la crainte d'être considéré comme suspect, mais seulement dans l'intention d'entourer le Souverain Pontife de toutes les garanties les plus scrupuleuses d'indépendance et de liberté, constituait en elle-même la meilleure preuve des intentions sincères du Gouvernement de S. M. et le moyen le plus sûr pour juger combien est inexact et défectueux l'argument allégué dans la lettre de S. S. En faisant appel au témoignage du Corps diplomatique à Rome, au sujet de la vérité de notre conduite, le Gouvernement italien prouve combien est consciencieux ce qu'il dit et fait, et qu'il ne craint nullement le jugement des observateurs impartiaux auxquels il laisse volontiers le soin de le justifier devant l'Europe.

Le ministre grand-ducal des affaires étrangères, après m'avoir écouté avec une attention bienveillante, m'a répondu dans la forme suivante : selon lui, l'argument employé par le Pape pour démontrer qu'il

manque présentement de la liberté des postes et des télégraphes est non-seulement inexact, mais encore faux. S'en tenant de préférence à cet argument, Sa Sainteté affirme elle-même qu'elle n'en trouve pas de meilleur pour donner du poids à ses plaintes. « Je ne prendrai jamais au sérieux, a continué mon interlocuteur, un argument que, je le répète sans aucune hésitation, je regarde comme faux en tout, bien qu'il soit possible que le Pape, de bonne foi, soit convaincu du contraire. C'est un subterfuge assez médiocre, mis en œuvre contre votre gouvernement, sans aucun profit, même avec le danger très-grave de voir diminuer de plus en plus dans l'esprit des gens sensés la dignité du Saint-Siège.

J'ai eu un véritable plaisir de voir de quelle façon juste et correcte mon interlocuteur accueillait mes observations, je l'ai remercié au nom du Gouvernement du Roi, de la justice qu'il lui rendait en rejetant l'inexactitude des allégations papales.

Sur la fin de notre entretien j'ai repoussé conformément aux ordres que j'en avais reçus de V. E., comme injurieuse et mal fondée, l'accusation de vouloir garder le Pape prisonnier au Vatican. Et, à ce sujet, me servant du langage tenu par V. Ex. au ministre du Roi à Vienne, j'en ai produit quelques paroles inspirées par le sentiment national et par le respect pour la religion, pour représenter à ce ministre des affaires étrangères une fois de plus dans quel esprit nous sommes allés à Rome, et de quels sentiments nobles et généreux sont animés le Gouvernement du Roi et le pays. Soit à l'égard du Pape, soit à l'égard de l'Europe, la maison de Savoie constitue à Rome la garantie la plus sûre pour la cause de la religion et de l'ordre.

Le baron de Freydhof m'a exprimé son entière satisfaction à ce sujet, et s'en rapportant à d'autres conversations qu'il avait eues avec moi à ce sujet, il m'a confirmé, en prenant congé de moi, ses paroles franches et explicites sur le jugement porté par lui sur la lettre du Pape.

Agréez, etc.

Signé : TUGNI.

LE MARQUIS CENTURIONE A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Munich, le 49 octobre 1870.

M. le Ministre, j'ai eu l'honneur, aujourd'hui même de donner verbalement communication au comte de Bray de la circulaire de V. Ex. en date du 14 courant, sur l'entière liberté laissée par le Gouvernement du Roi au Pape, tant pour l'exercice de ses fonctions spirituelles que pour quitter l'Italie ou y retourner, quand Sa Sainteté en aurait l'envie.

Son Ex. a entendu cette communication avec beaucoup de faveur et m'a dit qu'elle la considérait comme une réponse très-satisfaisante aux observations qui avaient été soumises à V. Ex. par M. Doenniges. Il a ajouté qu'il espérait que les mesures adoptées pour assurer la pleine liberté des communications du Saint-Siège avec le monde catholique, ainsi que le respect et les égards dont l'entourerait le Gouvernement italien engageraient le Saint-Père à rester à Rome.

Agrérez, etc.

Signé : CENTURIONE.

LE COMTE GREPPI A M. VISCONTI VENOSTA.

Stuttgard, le 19 octobre 1870.

M. le Ministre, je m'empresse d'accuser réception à V. Ex. des circulaires du 11 et du 14 courant, qui ont trait aux rapports du Gouvernement du Roi avec le Souverain Pontife. Je me suis appuyé sur leur contenu pour m'entretenir sur un sujet de cette importance avec le comte Taube, chef du ministère des affaires étrangères.

Comme j'ai déjà eu l'honneur d'en référer à V. Ex., ni l'évêque de Rottenbourg, ni la population catholique n'ont donné jusqu'à présent aucun signe d'émotion; de cette façon le Gouvernement du Wurtemberg est fort content de pouvoir garder le rôle de spectateur.

Agrérez, etc.

Signé : GREPPI.

M. MELEGARI A M. VISCONTI VENOSTA.

Berne, le 20 octobre 1870.

M. le Ministre, j'ai communiqué à M. Dubs le télégramme et les deux circulaires par lesquels V. Ex. a jugé à propos de faire connaître les propositions que nous avons faites au Saint-Père, soit pour assurer la liberté de sa personne, soit pour établir l'indépendance des relations du Saint-Siège avec le monde catholique.

M. Dubs, comme il l'a déjà fait en d'autres occasions, m'a dit que, ni le Conseil fédéral ni aucun autre Gouvernement ne pourrait, selon ce qu'il croyait, révoquer en doute nos intentions à cet égard, parce qu'il est évident que sous tous les rapports, l'Italie est intéressée à conserver le Saint-Siège dans la Péninsule et à ne troubler en aucune façon l'exercice de son autorité.

Il résulte des propositions faites au Pape par le Gouvernement du Roi, a ajouté l'éminent magistrat, un *modus vivendi* convenable et pro-

pre à démontrer comment peut s'effectuer en fait et en droit la coexistence pacifique du siège pontifical et du trône du Roi à Rome. Puis il observa que ce mode d'existence ne pouvait se traduire en acte, qu'autant que chacun des deux pouvoirs accepterait et admettrait sincèrement le système proposé par le Gouvernement du Roi.

Mais M. Dubs ne semble pas croire que la Curie romaine, c'est-à-dire tous ceux qui étaient intéressés au maintien de l'ordre de choses disparu à Rome, soient aujourd'hui disposés à persuader à Pie IX qu'en sa qualité de chef spirituel de la catholicité, loin d'être diminuée aux yeux des fidèles, sa puissance spirituelle augmenterait s'il était délivré des liens de la puissance temporelle ; que ces gens là ne cesseraient pas de mettre tout en œuvre pour que le Pape porte ailleurs le siège de son autorité, et cela surtout dans le but d'exciter les populations à agir sur leurs Gouvernements pour les exciter à troubler l'Italie dans la tranquille possession de sa capitale conquise.

De la conversation que j'ai eue avec le Président de la Confédération au sujet de la question dont il s'agit, et sur l'attitude de l'épiscopat suisse dans les conjonctures présentes, j'ai pu conclure que ni le Gouvernement fédéral ni les cantons ne seraient disposés à entraver, en quoi que ce fût, l'accomplissement de l'œuvre que nous avons entreprise ; que l'on adressera, dans la prochaine session de l'Assemblée fédérale, du parti catholique des interpellations au Gouvernement suisse, sur la question de Rome, mais que le Conseil fédéral est sûr, dès maintenant, de l'issue que ces interpellations pourront avoir, soit dans l'Assemblée, soit dans le pays.

Agréez, etc.

Signé : MELEGARI.

LE COMTE LITTA A M. VISCONTI VENOSTA

Stockholm, le 20 octobre 1870.

M. le Ministre, je m'empresse de vous accuser réception de la circulaire que V. E. m'a adressée à la date du 11 de ce mois relative à la protestation du Saint-Père contre l'occupation de Rome par les troupes royales.

Il est inutile de vous dire que la lecture de ce document de la chancellerie du Vatican n'a produit ici aucun effet. On a trouvé faibles les arguments qui y sont développés sous le coup de l'indignation, et personne n'a ajouté la plus faible croyance à la déclaration qu'on avait enlevé au Pape la liberté des postes et des télégraphes.

Conformément aux instructions renfermées dans la circulaire pré-

citée de donner connaissance à ce gouvernement de nos intentions relatives à la manière d'accorder au Saint Siège les plus larges garanties pour la sécurité de sa correspondance soit télégraphique, soit postale, je me suis rendu ce matin au ministère des affaires étrangères; j'ai parlé au comte Wachtmeister dans le sens des instructions de Votre Excellence et je me suis permis de lui donner lecture de la circulaire qui m'était parvenue.

Le comte Wachtmeister a été bien aise d'apprendre de moi, quel était le véritable état de choses. Votre Excellence sait déjà assez quelles sont les sympathies du ministre Suédois pour notre pays, pour que je sois obligé d'ajouter que tous ses vœux tendent à ce que le gouvernement Italien puisse vaincre les difficultés qui se présenteront dans la solution de la question romaine. Cependant le comte Wachtmeister ne s'en dissimule pas la gravité. Il verra toujours d'un bon œil une solution dans le sens le plus favorable à l'Italie.

Agréé, etc.

Signé : LITTA.

LE COMTE PRAMPERO A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait)

Copenhague, le 24 octobre 1870.

M. le Ministre, suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai porté à la connaissance du baron Rosenörn-Lehn, dans une visite que je lui ai faite hier, au ministère, le contenu de la circulaire du 11 courant. Le Ministre m'a exprimé, à deux reprises, ses remerciements pour cette communication.

Agréé, etc.

Signé : PRAMPERO.

LE COMTE DE BEUST AU BARON DE KÜBECK A FLORENCE.

Vienne, le 22 octobre 1870.

Par ma dépêche du 16 de ce mois je chargeais V. Ex. de porter à la connaissance de M. Visconti-Venosta que le Saint-Père nous avait fait demander s'il pouvait compter sur notre intervention et notre appui auprès du cabinet de Florence pour qu'il fût assuré de pouvoir traverser librement et en sécurité le territoire italien, si les circonstances le forçaient à quitter Rome. J'exprimais en même temps l'espoir que le Gouvernement italien n'hésiterait pas à nous renouveler les assurances qu'il nous avait déjà fait parvenir sur sa ferme détermination de respecter la liberté de Sa Sainteté et de n'apporter aucune entrave à ses mouvements.

Avant que cette dépêche ait pu arriver à Florence, M. Minghetti a reçu de son Gouvernement une communication dont il a bien voulu me donner connaissance et dont je joins ici une copie.

Cette pièce répond d'avance à nos désirs et contient toutes les assurances que nous souhaitions recevoir du cabinet de Florence.

Veuillez exprimer en notre nom à M. Visconti-Venosta toute la satisfaction avec laquelle nous prenons acte de ses paroles. Elles sont, en effet, de nature à dissiper les appréhensions que le Saint-Père avait pu concevoir et nous nous empressons d'en faire connaître le sens à l'ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à Rome.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

M. TUGINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Carlsruhe, le 22 octobre 1870.

M. le Ministre. J'ai eu occasion hier de voir M. de Pfeiffer qui, pendant l'absence du baron de Freydorf a pris provisoirement la direction du ministère des affaires étrangères, je lui ai parlé du contenu de votre circulaire du 14 courant, qui m'était parvenue la veille au soir.

Après avoir écouté les considérations que j'ai cru devoir lui exposer conformément à ce document, M. de Pfeiffer m'a remercié; et à toutes mes assurances, il a donné à comprendre de la voix et du geste, qu'il n'avait pas l'ombre d'un doute, persuadé qu'il était de la parfaite loyauté de notre conduite dans la question romaine. Il ne croit pourtant pas que le Pape se résoudra à prendre une décision aussi importante que celle de quitter Rome; surtout parce que cela n'est pas nécessaire et parce que dans les conjonctures européennes du moment, aucun pays ne voudrait se charger de la responsabilité qu'entraînerait après elle la réception du Pape.

Agréé, etc.

Signé: TUGINI.

M. DE SONNAZ A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Bruxelles, le 22 octobre 1870.

M. le Ministre. Ayant eu hier l'occasion de voir le baron d'Anethan, je lui ai parlé dans le sens de la circulaire du 14 courant.

Les déclarations du Gouvernement du Roi de laisser la liberté la plus entière au Saint-Père, m'ont semblé, comme les précédentes, faire une impression favorable sur l'esprit de S. Exc.

Agréé, etc.

Signé: A. DE SONNAZ.

LE CHEVALIER BERTINATTI A M. VISCONTI VENOSTA.

La Haye, le 22 octobre 1870.

M. le Ministre. La circulaire du 11 octobre courant m'a offert une excellente raison pour entretenir le Ministre sur les obligations de la presse quant à la situation actuelle du Pape, quand elle veut soutenir envers tout et contre toute vérité que le Saint-Père est notre prisonnier et hors d'état comme tel de surveiller les intérêts généraux de l'Église.

La circulaire a fait dire au Ministre des affaires étrangères, dès qu'il a eu connaissance de son contenu : « On ne peut rien demander de plus et votre Gouvernement ne peut rien faire de plus. »

Agréez, etc.

Signé : BERTINATTI.

LE COMTE DELLA MINERVA A M. VISCONTI VENOSTA.

Athènes, le 22 octobre 1870.

M. le Ministre. J'ai reçu la circulaire politique en date du 11 courant, et je me suis empressé d'en communiquer hier le contenu au Ministre des affaires étrangères, lequel reconnaît comme raisonnables nos propositions destinées à assurer la liberté des correspondances du Souverain Pontife.

Agréez, etc.

Signé : DELLA MINERVA.

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Tours, le 23 octobre 1870.

M. le Ministre. Je me hâte de vous accuser réception de la circulaire que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 14 courant, dans le but de m'informer de la réponse qu'elle a faite à quelques membres du corps diplomatique qui s'étaient faits les interprètes de la demande du Cardinal Antonelli à savoir, si le Pape était libre de quitter Rome et d'y rentrer à son gré.

Dans un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec le comte de Chaudordy, je lui ai fait connaître les intentions du Gouvernement du Roi à cet égard, l'assurant, suivant les termes de la circulaire susdite, que l'Italie devait naturellement désirer que le Pape restât à Rome, mais qu'elle ne pensait nullement à mettre obstacle à une résolution

contraire quels que pussent être les inconvénients qui en résulteraient.

Agréez, etc.

Signé : NIGRA.

LE COMTE GREPPI A M. VISCONTI VENOSTA.

Stuttgard, le 23 octobre 1870.

M. le Ministre. Je remercie V. Exc. de la circulaire qu'elle m'a fait l'honneur de me soumettre à la date du 18 courant, dans laquelle se trouve exposée la situation du Gouvernement italien en face de la question pontificale. Je me suis appuyé sur ce document comme sur les précédents dans mes entretiens avec le Chef des relations extérieures.

Dans mon dernier rapport ayant trait à ce sujet, je disais que S. G. l'Évêque de Rottenburg n'avait pas manifesté ses sentiments. Aujourd'hui une feuille catholique, intitulée : *Journal du peuple allemand*, renferme le texte d'une lettre pastorale de Mgr Héfélé, assez vive dans la forme et qui dans le fond se prononce dans un sens absolument opposé à l'occupation de Rome par le Gouvernement italien.

Agréez, etc.

Signé : GREPPI.

M. VISCONTI VENOSTA AU CHEVALIER DE CADORNA A LONDRES.

Florence, le 24 octobre 1870.

M. le Ministre. Le commandant de la frégate du Roi : la *Varese*, stationnant à Civita-Vecchia a rapporté au Ministre de la marine que suivant les ordres reçus du Gouvernement anglais, la frégate anglaise ancrée en même temps dans ce port, a salué le pavillon italien, et que ce salut a immédiatement été rendu.

J'ai presque en même temps reçu une note officielle de sir A. Paget demandant au Gouvernement du Roi d'accorder l'*exequatur* à M. Lowe nommé consul anglais à Civita-Vecchia.

J'ai cru opportun de vous signaler ces faits dont je prends acte avec plaisir.

Agréez, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

LE MARQUIS CENTURIONE A M. VISCONTI VENOSTA.

Munich, le 24 octobre 1870.

M. le Ministre, hier, j'ai eu l'honneur de communiquer au Conseiller d'État de Daxenberger, qui a, en l'absence du comte de Bray, la direction du ministère des affaires étrangères, le contenu de la circulaire que V. Exc. a daigné m'adresser le 18 courant, sur les garanties que le Gouvernement du Roi a l'intention de donner au Pape pour le libre exercice de sa mission spirituelle.

M. de Daxenberger a pris acte de cette communication pour en référer à Sa Majesté, il a beaucoup loué la clarté avec laquelle V. Exc. établit la position nouvelle de l'Italie en face de l'Église. Mais il ne m'a pas caché qu'il y aura à vaincre beaucoup de difficultés avant d'arriver à la conciliation désirée, et il a ajouté qu'il se bornait à exprimer le désir que le Gouvernement du Roi se montre large dans l'application des moyens qu'il adopterait pour résoudre une question à laquelle se trouvait intéressée une partie si considérable des populations allemandes.

Agrérez, etc.

Signé : CENTURIONE.

LE COMTE LITTA A M. VISCONTI VENOSTA.*(Extrait.)*

Stockholm, le 24 octobre 1870.

M. le Ministre, aujourd'hui, j'ai eu l'honneur de voir le comte Wachtmeister. Nous avons parlé de Rome et de la possibilité que S. S. quitte cette ville. Je me suis exprimé dans le sens de la circulaire ministérielle du 14 courant. S. Exc. partage entièrement les idées du Gouvernement du Roi, et Elle ne voit pas quel profit la Cour de Rome pourrait retirer d'une pareille détermination, qui n'est certainement pas provoquée par la conduite sage et prudente du Gouvernement italien.

Agrérez, etc.

Signé : LITTA.

LE COMTE DE CHAUDORDY A M. LEFEBVRE DE BEHAINE A ROME.*(Extrait.)*

Tours, le 25 octobre 1870.

Vous m'avez communiqué la demande que vous avait faite le cardinal Antonelli pour assurer au Saint-Père la liberté entière de

quitter Rome si S. S. en prenait la résolution. Selon le désir que vous en avait exprimé S. Ém., j'ai écrit à ce sujet à notre légation à Florence et j'en ai entretenu M. le Ministre d'Italie. En réponse à cette communication, M. Nigra est venu, il y a peu de jours, me lire une dépêche que lui avait adressée M. le Ministre des affaires étrangères d'Italie, et dans laquelle le cabinet de Florence, en exprimant le vœu de voir le Saint-Père rester à Rome, donnait les assurances les plus formelles qu'il y conserverait la liberté la plus complète pour parcourir la Ville éternelle, fixer sa résidence dans les palais des environs qui appartiennent au domaine du Pape, et même quitter Rome et l'Italie, si telle était la volonté de S. S. M. Visconti Venosta ajoutait que partout le Saint-Père serait assuré de trouver les égards et les respects qui lui sont dus, et que si jamais, contre le vœu du Gouvernement italien, le Pape pensait à sortir de Rome et de l'Italie, il était à souhaiter que cela se fit ouvertement, pour que la dignité de sa personne n'eût pas à en souffrir. Vous voudrez bien transmettre cette réponse au cardinal Antonelli, en l'assurant que le Gouvernement de la défense nationale sera toujours prêt à faire tout ce qui dépendra de lui pour assurer au Saint-Père tous les égards possibles.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Vienne, le 25 octobre 1870.

M. le Ministre, à peine avais-je reçu la circulaire de V. Exc. en date du 18 octobre qui a trait au plébiscite romain, que je crus devoir me rendre chez S. Ém. le comte de Beust pour lui en communiquer le contenu. Je crus aussi devoir lui en résumer verbalement les points principaux, tout en insistant afin qu'ils s'imprimassent mieux dans son esprit, si je puis ainsi parler : ces points furent les suivants :

D'une part, la circulaire déclare franchement la fin du Gouvernement temporel du Pape et la translation de la capitale du royaume à Rome. De l'autre, elle indique les conditions que l'Italie a l'intention d'établir pour l'indépendance et la liberté du Pape, lesquelles peuvent être résumées en quatre points : 1^o Préminence, inviolabilité et liste civile du Pontife ; 2^o privilège d'immunité aux palais sacrés et à la résidence du Pontife ; 3^o faculté accordée au Pontife d'envoyer des nonces aux puissances étrangères et de recevoir des ambassadeurs ; 4^o séparation de l'Etat et de l'Eglise et libertés accordées à cette dernière. Sur ce dernier point, j'ai dit que j'espérais sous peu pouvoir clairement en déterminer les formes, mais que quant aux

autres, il me semblait que la circulaire ne pouvait être plus explicite et plus précise.

Le Chancelier a accueilli la lecture de la circulaire et mes considérations avec beaucoup de bienveillance ; mais comme il s'agissait de choses dignes de réflexion, il m'a prié de la lui laisser quelques jours entre ses mains. Hier, ensuite, m'étant rendu à l'audience accoutumée du Chancelier, il m'a rendu la circulaire, et lorsque je l'eus prié de m'exprimer son opinion à son sujet, ainsi que celui du Gouvernement austro-hongrois, il m'a nettement répondu qu'il était satisfait des idées qui y étaient exprimées et qu'il croyait que la voie dans laquelle le Gouvernement italien s'était engagée était raisonnable et juste, et en état de pouvoir conduire à une solution équitable.

Cette déclaration m'a paru d'une telle importance que j'en ai aussitôt avisé V. Exc. par un télégramme, et maintenant je m'acquitte du devoir de vous la notifier plus amplement par cette dépêche.

Agréez, etc.

Signé : MINGHETTI.

M. DE SONNAZ A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Bruxelles, le 26 octobre 1870.

M. le Ministre, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la circulaire en date du 18 courant.

Hier, ayant eu l'occasion de parler au baron d'Anethan, j'ai exécuté les ordres de V. Exc., conformant mon langage à ce qui est si clairement exposé dans ce document.

Le baron d'Anethan, comme je l'ai observé déjà, a paru satisfait de mes paroles qui indiquaient les intentions éminemment conciliantes du Gouvernement du Roi.

Agréez, etc.

Signé : A. DE SONNAZ.

M. TUGINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Carlsruhe, le 26 octobre 1870.

M. le Ministre. J'ai fait hier une visite au conseiller intime de Pfeuffer, et je l'ai entretenu du contenu de la circulaire de V. Exc. en date du 18 courant, concernant l'annexion de Rome et de son territoire au royaume d'Italie.

J'ai donné lecture de ce document à M. de Pfeuffer qui m'a prêté

l'oreille la plus attentive. Vu l'importance du sujet et celle de mes observations, il m'a prié de lui laisser entre les mains pendant quelque temps la circulaire susdite. Comme la nature du document me donnait pas lieu de craindre qu'il pourrait résulter un préjudice en consentant à ce désir, je la lui ai donnée de bon gré, en le priant, toutefois, de n'en faire qu'un usage confidentiel. Aujourd'hui, en me la renvoyant, M. de Pfeuffer m'a vivement remercié de lui avoir fourni l'occasion de pouvoir porter un jugement clair et défini sur les intentions du Gouvernement du Roi, au sujet de la question romaine, en ajoutant qu'elles étaient appréciées avec bienveillance par le Gouvernement du Grand-Duc.

Agrééz, etc,

Signé : TUGINI.

LE MARQUIS DE BELLA CARACCIOLLO A M. VISCONTI VENOSTA.

Saint-Pétersbourg, le 26 octobre 1870.

M. le Ministre. Dans la dernière visite que j'ai faite au prince Chancelier, il m'a demandé quelles étaient les intentions du Gouvernement du Roi, au sujet du siège de Rome. Me conformant strictement aux instructions renfermées dans les dépêches circulaires de V. Exc. des 11, 14 et 18, je l'ai entretenu du dessein manifesté par le Cardinal Antonelli et quelques diplomates de travailler au départ du Pape de Rome et des accusations portées par la Cour pontificale contre le Gouvernement du Roi et renfermées dans la lettre de sa Sainteté, publiée par l'*Unità cattolica*, dans laquelle S. S. se plaint de ce qu'on lui a enlevé toute liberté de communiquer au moyen des télégraphes ou de courriers avec les pays étrangers. Je n'ai pas manqué d'informer exactement le prince Gortschakoff de la sollicitude scrupuleuse avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté avait l'intention de sauvegarder la liberté du chef suprême de l'Eglise, aussi bien dans sa personne que dans le gouvernement des choses spirituelles. Je lui ai dit que notre désir était qu'il restât à Rome et qu'aucune opposition ni empêchement ne seraient apportés au libre exercice de sa volonté, s'il manifestait le désir de s'éloigner de la ville. J'ai ajouté que tous les préparatifs avaient été faits pour l'établissement d'un office postal et télégraphique à l'usage exclusif du Vatican, office qui n'avait pas fonctionné, uniquement sur le refus du Cardinal Antonelli et la déclaration faite par lui que les offices publics du Gouvernement destinés à cet usage lui suffisaient bien.

Le Chancelier impérial m'a répondu que moins que jamais il était résolu à entretenir des relations avec la Cour de Rome, que surtout

après le départ de M. Hapnist en congé ici, il n'avait pas même un chancelier officieux qui fût en relations quelconques avec les autorités, et sans se prononcer définitivement sur l'ensemble de la question romaine, dont il semble toujours ne pas vouloir se mêler directement, il ne m'en a pas moins déclaré que relativement aux informations que je lui avait fournies, il considérait la conduite et le langage de notre Gouvernement comme corrects et irréprochables.

Agréez etc.

Signé : BELLA CARACCILO.

LE CHEVALIER DE CADORNA A M. VISCONTI-VENOSTA.

Londres, le 27 octobre 1870.

M. le Ministre. Profitant d'une occasion favorable, j'ai parlé, il y a quelques jours, au comte de Granville du contenu de la circulaire du 14 courant, relative à la pleine liberté dont jouit le Pontife, même pour s'éloigner de Rome.

J'ai cru devoir donner lecture de ce document au comte de Granville, en lui disant toutefois que je n'avais pas reçu ordre de le faire et que je le priais de considérer cette lecture comme une communication verbale. Il m'a paru écouter cette lecture avec intérêt, mais n'y a fait aucune observation. Un peu après, il m'a fait quelques remarques sur les conditions intérieures de Rome, observations dont j'ai pu conclure que S. Exc. en avait une impression peu favorable.

Répondant à S. Exc. j'ai cité, pour prouver l'entière liberté dont le pontife, les cardinaux, les prêtres et les religieux jouissent à Rome, la circulaire même dont je lui avais donné lecture : l'offre faite au pontife d'avoir à sa disposition une poste, des télégraphes et des courriers; l'ordre donné par le Gouvernement pour que les soldats choisis par le pontife pour le Vatican ne dépendissent en tout que de ses ordres; l'assurance donnée au pontife que lui et les cardinaux pourraient se rendre dans leurs carrosses à Rome avec la plus grande sécurité; la sécurité avec laquelle les prêtres et les religieux allaient et venaient dans la ville. J'ai ajouté que des journaux hautement hostiles au Gouvernement Italien étaient imprimés, publiés et lus dans Rome et que maintenant encore était affichée aux portes des Églises de cette ville, de même que dans d'autres villes du royaume, sans que le gouvernement s'y oppose ou la fasse enlever, l'encyclique du pontife qui prorogeait le Concile, quoiqu'elle renferme des passages et des accusations souverainement offensantes pour le Gouvernement.

Enfin j'ai dit à S. Exc., que les choses se trouvaient à Rome dans

un état singulier ; parce que pendant que le Gouvernement déclarait et accordait la plus grande liberté au pontife ainsi qu'à tout ce qui l'entourait, d'un autre côté, on faisait tout ce qui était possible et l'on préférerait s'assujettir gratuitement à beaucoup de privations, pour pouvoir paraître, aux yeux des populations catholiques éloignées, ne pas être libre.

J'ai conclu en assurant S. Exc. que jamais ce système que j'abandonnais à son jugement, ne parviendrait à faire dévier d'une ligne le Gouvernement du Roi de la ferme résolution de conserver au pontife la liberté la plus entière, et que le gouvernement lui-même était certain d'avoir l'approbation de toutes les populations, lesquelles savaient très-bien le pourquoi de cette résistance passive, qu'elles n'étaient certainement nullement disposées à la favoriser.

S. S. m'a dit que le Gouvernement faisait très-bien de laisser une liberté entière au pontife, ainsi qu'à tout ce qui se rapporte aux choses religieuses.

Agréez, etc.

Signé : CADORNA.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait).

Vienne, le 27 octobre 1870.

M. le Ministre. En vous accusant réception de la circulaire du 22 octobre, qui concerne la prorogation indéfinie du Concile (1) faite par S. S., il m'est agréable de vous annoncer que j'ai communiqué cette circulaire à S. Exc. le comte de Beust, qui semble être persuadé que si S. S. avait voulu reconvoquer le Concile à l'époque d'abord indiquée, il n'aurait rencontré de la part du Gouvernement italien aucun obstacle à la liberté de l'assemblée ecclésiastique.

Agréez, etc.

Signé : MINGHETTI.

M. TUGINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Carlsruhe, le 27 octobre 1870.

M. le Ministre. J'ai obtenu hier une audience de M. de Pfeutfer pour lui faire part de la proposition que V. Exc. a bien voulu me manifester dans sa circulaire du 22 du présent mois, relative à la bulle pontificale qui suspend les séances du Concile du Vatican.

J'ai jugé qu'il était de mon devoir de représenter au Gouvernement

(1) Les Archives publieront prochainement les documents relatifs au Concile œcuménique.

grand-ducal en termes précis et formels, combien est peu fondée l'idée nourrie par le Saint-Père que le Concile, à la suite du nouvel ordre de choses établi à Rome n'avait pas joui de la liberté qu'il avait eue jusqu'alors. Je ne me suis fait aucun scrupule de noter cette nouvelle déclaration papale, comme une accusation non méritée, dirigée contre le Gouvernement de S. M. d'une manière aussi ouverte et solennelle.

La lettre apostolique, affichée aux plus grandes basiliques de la ville, respectée par l'autorité civile et la municipalité prouve elle-même combien sont peu fondées les plaintes émises par le Pape pour ce qui concerne son manque de liberté. Sa sainteté pourra à son gré accumuler accusation sur accusation, mais elle n'aura jamais la force de nous faire dévier de notre conduite irréprochable, qui s'inspire de la liberté la plus large, et qui répond à la libre accusation par la libre défense. D'autre part, ce ne sont pas des faits qui forment le point culminant des plaintes de S. S., mais de pures suppositions, des craintes vagues et des doutes mal définis; il en a été ainsi pour les postes et les télégraphes, et la même chose arrivera pour les séances du Concile.

M. de Pfeuffer a pris note de ma communication et m'a dit ensuite qu'à son avis l'assertion renfermée dans la lettre papale n'était qu'un des prétextes dont la curie romaine n'était jamais avare.

Il a pourtant fait des vœux pour que S. S. en faisant droit aux conseils les plus sages puisse trouver un moyen de s'arranger avec l'Italie qui ne se montre pas moins désireuse que toute l'Europe de la paix de l'Eglise et de l'Etat.

Recevez, etc.

Signé : TUGINI.

M. LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Tours, le 28 octobre 1870.

M. le Ministre, la dépêche que V. Ex. m'a fait l'honneur de m'écrire en date du 18 courant m'est arrivée régulièrement et m'a annoncé le vote solennellement émis par les populations des provinces romaines pour l'annexion de Rome et de son territoire à la monarchie constitutionnelle de Sa Majesté le roi Victor Emmanuel et de ses descendants.

V. Ex. connaît déjà par mes rapports antérieurs dans lesquels j'ai rendu compte de mes entretiens avec M. Jules Favre et plus tard avec M. Crémieux, de même que par les paroles adressées par M. Senard au Roi et à son Gouvernement, avec quelle approbation sympathique et empressée, le gouvernement français a appris la nouvelle de la

réunion des provinces romaines, à la patrie commune italienne, réunion aujourd'hui confirmée par un plébiscite libre et solennel. Conformément aux instructions que V. Ex. m'a données dans la circulaire citée, j'ai eu soin de donner communication au comte de Chaudordy, délégué du ministre des affaires étrangères de France, du contenu de la circulaire même et d'assurer, en même temps, le Gouvernement français que le Saint-Père est à Rome l'objet des égards les plus respectueux de la part des autorités royales et des populations, et qu'il y jouit de la plus entière liberté, pour l'exercice de son autorité suprême ecclésiastique et de ses fonctions religieuses.

Le comte de Chaudordy m'a remercié de cette communication.

Agréé, etc.

Signé: NIGRA.

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Tours, le 29 octobre 1870.

M. le Ministre, par la dépêche-circulaire du 22 courant, V. Ex. m'a fait l'honneur de me faire part que Sa Sainteté le Pape, par la Bulle pontificale parvenue à la connaissance du monde catholique, suspend indéfiniment les séances du concile œcuménique, et allègue comme raison de cette suspension le défaut de liberté dont souffrirait le concile à la suite du nouvel ordre de choses établi à Rome. Votre Ex. déclare avec justice, dans la dépêche citée que les craintes exprimées dans la bulle pontificale ne sont justifiées en rien, que de plus le Saint-Père est entièrement libre de réunir le Concile dans le lieu qui lui paraîtra plus convenable que Rome ou le reste de l'Italie et que d'un autre côté, les membres de l'auguste Assemblée synodale, par leur caractère spécial, leur haute position, par la dignité dont ils sont revêtus, par la conscience de leur mission sublime et par le caractère de leurs délibérations, sont placés au-dessus de toute influence politique.

J'ai eu soin de porter ces considérations à la connaissance de M. le comte de Chaudordy, délégué du ministre des affaires étrangères à Tours.

Agréé, etc.

Signé: NIGRA.

LE CHEVALIER BERTINATTI A M. VISCONTI VENOSTA.

La Haye, le 29 octobre 1870.

M. le Ministre, les deux circulaires du 18 et du 22 me sont arrivées fort à propos comme les précédentes, pour empêcher que

l'opinion de ces populations ne fût fourvoyée à notre égard et pour corriger en même temps les fausses impressions que nos ennemis s'efforcent de faire par tous les moyens contre nous, depuis que nous sommes entrés dans la ville éternelle.

Si ces circulaires avaient obtenu la plus large publicité, cela, à mon avis, aurait pu améliorer notre position, d'autant plus que ces documents diplomatiques serviraient à rassurer la conscience de beaucoup d'esprits timides qui, confondant perpétuellement la religion avec la politique, sont facilement amenés à croire que nous sommes systématiquement hostiles à la religion par le fait seul qu'en suivant ses préceptes, soit pour prévenir des mouvements anarchiques et sans suite, soit pour nous opposer avec une grande résolution à la continuelle intervention des armes et des armées étrangères et toujours au grand désavantage de l'unité nationale, nous avons enfin donné aux Romains l'occasion de porter le dernier coup au pouvoir temporel des Papes. Les ultra catholiques de différents états, ne voulant pas se résigner à ce dernier coup, conspirent aujourd'hui contre nous, pour venir en aide, comme ils disent au catholicisme en danger et remettre le Pape sur le trône « sacrilègement privé de sa capitale » ; pour atteindre ce but, ils font et provoquent des souscriptions nombreuses.

Agréez, etc.

Signé : BERTINATTI.

ENCYCLIQUE DU PAPE.

Rome, le 1^{er} novembre 1870.

Vénérables frères, salut et bénédiction apostolique !

En jetant un regard en arrière sur tout ce que fait le gouvernement subalpin depuis un grand nombre d'années, et par des machinations non interrompues, pour renverser le principat civil accordé par une providence spéciale de Dieu à ce siège apostolique, afin que les successeurs du bienheureux Pierre jouissent d'une nécessaire et pleine liberté et sécurité dans l'exercice de leur juridiction spirituelle, il est impossible qu'au milieu d'une si grande conspiration contre l'Eglise de Dieu et contre ce Saint-Siège, nous ne soyons pas saisi d'une profonde douleur.

Dans ce temps d'affliction où le même gouvernement, suivant les conseils des sectes de perdition, a consommé contre tout droit, par la violence et par les armes, l'invasion sacrilège qu'il méditait depuis longtemps de notre ville capitale et des autres villes qui restaient encore en notre pouvoir après l'usurpation précédente, adorant hum-

blement les secrets desseins de Dieu, devant qui nous sommes prosternés, nous sommes réduit à répéter cette parole du prophète : « Je pleure, et mes yeux versent des larmes, parce que le consolateur de mon âme s'est éloigné de moi ; mes fils ont été perdus parce que l'ennemi a prévalu. »

L'histoire de cette guerre criminelle a été suffisamment exposée par nous, vénérables frères, et dévoilée depuis longtemps à l'univers catholique ; nous l'avons fait dans de nombreuses allocutions et encycliques et dans des brefs à différentes époques, et notamment le 1^{er} novembre 1850, le 22 janvier et le 26 juillet 1853, le 18, le 28 juin et le 26 septembre 1859, le 19 janvier 1860, dans notre lettre apostolique du 26 mars 1860 et ensuite dans les allocutions du 28 septembre 1860, du 18 mars et du 30 septembre 1861, enfin du 20 septembre, du 27 octobre et 14 novembre 1867.

La série de ces documents rend claires et évidentes les très-graves injures dont le gouvernement subalpin s'est rendu coupable contre notre autorité suprême et contre celle du Saint-Siège, même avant l'occupation de notre domaine ecclésiastique, entreprise dans les dernières années, soit par des lois portées contre le droit naturel, le droit divin et le droit ecclésiastique, soit par les indignes vexations auxquelles ont été soumis les ministres sacrés, les communautés religieuses et les évêques eux-mêmes, soit par la violation de la foi jurée dans des conventions solennelles conclues avec ce même siège apostolique et par la négation audacieuse de l'inviolabilité de leur droit, dans le temps même où il annonçait vouloir ouvrir de nouvelles négociations avec nous.

Ces mêmes documents mettent en pleine lumière, vénérables frères, et la postérité tout entière les verra, les artifices, les perfides et indignes machinations par lesquels ce gouvernement est parvenu à opprimer la justice et la sainteté des droits du siège apostolique ; et l'on apprendra en même temps avec quelle sollicitude nous avons fait tout notre possible pour arrêter cette audace qui s'accroissait de jour en jour, et pour venger la cause de l'Eglise.

Vous vous rappelez que, dans l'année 1859, le gouvernement piémontais excita à la rébellion les principales villes de l'Émilie par des écrits clandestins, par des émissaires, par des armes et de l'argent ; que, peu après, le peuple ayant été convoqué dans des comices, on forma un plébiscite au moyen de suffrages captés, et que, sous ce prétexte et sous ce nom, l'on arracha à notre pouvoir, malgré les réclamations des gens de bien, celles de nos provinces qui sont situées dans cette région.

Vous savez aussi que, l'année suivante, le même gouvernement,

pour faire sa proie des autres provinces du Saint-Siège situées dans le Picenum, dans l'Ombrie et dans le Patrimoine, a, sous de fallacieux prétextes, entouré subitement d'une grande armée nos soldats et cette poignée de jeunes volontaires catholiques qui, poussés par un esprit de religion et pas leur piété pour le Père commun, étaient accourus de toutes les parties du monde à notre défense ; vous savez que l'armée piémontaise écrasa dans un sanglant combat ces soldats qui ne s'attendaient pas à une irruption si subite, et qui combattirent cependant avec intrépidité pour leur religion.

Tout le monde connaît l'insigne impudence et l'insigne hypocrisie de ce gouvernement, qui n'a pas craint de prétendre, afin de diminuer l'odieux de son usurpation sacrilège, qu'il avait envahi ces provinces pour y rétablir les principes de l'ordre moral, lorsque, en réalité, il n'a fait que favoriser partout la propagation et le culte de toutes les fausses doctrines, que lâcher partout les rênes aux passions et à l'impunité, en infligeant même des peines imméritées aux évêques, aux ecclésiastiques de tout rang, les jetant en prison et les livrant à des outrages publics, tandis que, dans le même temps, il laissait impunis leurs persécuteurs et ceux même qui n'épargnaient pas dans la personne de notre humilité, la dignité du suprême pontificat.

Il est constant, en outre, qu'accomplissant le devoir de notre charge, non-seulement nous nous sommes toujours opposé aux conseils réitérés et aux offres qui nous étaient faites pour nous engager à trahir honteusement notre devoir, soit en livrant et en abandonnant les droits et les possessions de l'Église, soit en consentant à une criminelle conciliation avec les usurpateurs, mais encore que nous avons solennellement protesté devant Dieu et devant les hommes, que nous nous sommes opposé à ces audacieuses entreprises et à ces crimes commis contre tout droit humain et divin, que nous en avons déclaré les auteurs et les fauteurs liés par les censures ecclésiastiques, et que nous avons renouvelé ces censures chaque fois qu'il en a été besoin.

On sait enfin que le susdit gouvernement a néanmoins persisté dans sa conduite et dans ses machinations, et qu'il s'est occupé sans relâche d'exciter la révolte dans nos autres provinces et surtout dans notre ville capitale, au moyen d'émissaires chargés d'y porter le trouble, et par des artifices de tout genre. Et comme ces manœuvres ne réussissaient pas selon l'attente des méchants, à cause de l'inébranlable fidélité de nos soldats et de l'amour de nos peuples, qui se déclaraient par des témoignages insignes et constants, on vit fondre sur nous la violente tempête de l'automne 1867 : des hommes pervers, dont un bon nombre s'étaient depuis longtemps rendus à Rome en cachette, tous enflammés de fureur et de passions criminelles, et aidés des sub-

sides de ce gouvernement, précipitèrent leurs cohortes sur nos frontières et sur cette ville; et tout était à craindre de leur violence, de leur cruauté pour nous et pour nos bien-aimés sujets, comme la suite le fit voir, si le Dieu de miséricorde n'avait rendu vains leurs efforts par le courage de nos troupes et le puissant secours des légions que nous envoya l'illustre nation française.

Au milieu de tant de luttes, dans cette longue suite de périls, de sollicitudes et d'amertumes, la divine Providence nous apportait une très-grande consolation par les manifestations de votre piété et de votre zèle, vénérables frères, et de la piété et du zèle de vos fidèles pour nous et pour ce siège apostolique, manifestations répétées et éclatantes qu'accompagnaient les dons de la charité catholique. Et quoique les très-graves épreuves au milieu desquelles nous nous trouvions nous laissassent à peine quelque trêve, nous n'avons cependant jamais, avec l'aide de Dieu, négligé le soin de la prospérité temporelle de nos sujets. Notre sollicitude pour la tranquillité et la sécurité publiques, l'état florissant des sciences et des arts, la fidélité et l'amour de nos peuples, toutes les nations ont pu facilement les constater, puisque les étrangers de tous pays sont venus dans tous les temps en grand nombre dans cette ville, surtout à l'occasion des fêtes extraordinaires que nous avons célébrées et à chacun des retours des solennités sacrées.

Telle était la situation, et nos peuples jouissaient d'une paix tranquille, lorsque, saisissant l'occasion d'une grande guerre qui met aux prises deux des plus puissantes nations de l'Europe, avec l'une desquelles ils s'étaient engagés par un traité à conserver inviolable l'Etat de l'Eglise dans son étendue actuelle et à ne pas le laisser violer par les factieux, le roi de Piémont et son Gouvernement résolurent d'envahir aussitôt et de réduire sous leur administration les provinces qui nous restaient soumises et le siège même de notre pouvoir. Pourquoi cette invasion hostile? Quels motifs mettait-on en avant? Personne n'ignore sans doute ce qui nous avait été notifié dans une lettre du Roi, en date du 8 septembre dernier, qui nous a été remise, et ce qui nous a été dit par l'ambassadeur qu'il nous avait envoyé. Dans cette lettre, au milieu d'un déluge de paroles trompeuses et de pensées fausses, où l'on faisait ostentation d'amour filial et de piété catholique, on nous demandait de ne pas prendre pour un acte hostile le renversement de notre pouvoir temporel, d'abandonner de nous même ce pouvoir, en nous fiant aux futiles garanties qu'on nous offrait; garanties, nous disait l'auteur de la lettre, au moyen desquelles les vœux des peuples de l'Italie se concilieraient avec le droit suprême et le libre exercice de l'autorité spirituelle du Pontife romain.

Nous n'avons pu nous empêcher d'être fortement étonné de voir sous quelle raison l'on s'efforçait de couvrir et de dissimuler la violence qu'on allait nous faire, et nous avons profondément déploré le sort de ce roi qui, poussé par les mauvais conseils, inflige chaque jour de nouvelles blessures à l'Eglise, et qui, craignant plus les hommes que Dieu, ne songe pas qu'il y a dans le ciel un roi des rois, un maître des dominateurs qui « ne fait point acception de personnes, qui n'aura égard à aucune grandeur, parce que c'est lui qui a fait le petit et le grand, et que c'est pour les plus forts qu'il réserve un plus rude châtiment. »

Quant aux propositions qui nous ont été faites, nous n'avons pu penser qu'il y eût lieu d'hésiter à obéir aux lois du devoir et de la conscience, et à suivre les exemples de nos prédécesseurs, et surtout de Pie VII, d'heureuse mémoire, dont nous aimons à répéter ici, comme exprimant nos propres sentiments, ces paroles qui attestent sa fermeté invincible dans une situation semblable à la nôtre : Nous nous souvenions avec saint Ambroise que le saint homme Naboth, possesseur de sa vigne, ayant été prié, au nom du roi, de donner sa vigne, afin que le roi, après avoir arraché la vigne, y pût semer de vils légumes, répondit : Loin de moi la pensée de livrer l'héritage de mes pères ! »

Nous avons donc jugé qu'il nous était bien moins permis encore de livrer un héritage si antique et si sacré (savoir : le domaine temporel de ce Saint-Siège, possédé non sans un dessein manifeste de la Providence divine, pendant une si longue suite de siècles par les pontifes romains nos prédécesseurs), ou de paraître consentir, par notre silence, à un autre maître de la ville capitale de l'univers catholique, où après avoir troublé et détruit la sainte forme de Gouvernement laissée par Jésus-Christ à sa sainte Eglise et ordonnée par les saints canons rendus avec l'assistance de Dieu, on met à la place un Code non-seulement contraire aux saints canons, mais encore aux préceptes évangéliques, et on introduit, comme c'est maintenant l'usage, un nouvel ordre de choses qui tend très-manifestement à associer et à confondre toutes les sectes et toutes les superstitions avec l'Eglise catholique.

« Naboth défendit sa vigne, même au prix de son sang » ; pouvions-nous, quelque chose qui pût nous arriver, ne pas défendre les droits et la possession de la sainte Eglise romaine, à la conservation desquels nous sommes obligé, par un serment solennel, à consacrer toutes nos forces ? Pouvions-nous ne pas défendre la liberté du Saint-Siège apostolique, si intimement liée à la liberté et au bien de l'Eglise universelle ?

Et quand même les autres raisons manqueraient, ce qui arrive maintenant ne fournit que trop d'arguments pour démontrer combien, en effet, est convenable et nécessaire ce principe temporel pour assurer au chef suprême de l'Eglise le libre et tranquille exercice du pouvoir spirituel qui lui a été confié par Dieu dans tout l'univers.

C'est pourquoi, fidèle à ces doctrines que dans plusieurs de nos allocutions nous avons toujours professées, nous réprouvâmes, dans notre réponse au Roi, ses demandes iniques, et cependant l'amertume de notre douleur leur laissait voir la charité du père plein de sollicitude pour ses fils, même lorsqu'ils imitent la révolte d'Absalon. Or, avant même que cette lettre eût été remise au Roi, son armée avait occupé les villes de cette partie de notre royaume pacifique qui jusqu'alors avait été respectée, les milices qui les protégeaient y ayant été facilement dispersées là où elles avaient pu tenter quelque résistance.

Bientôt se leva le jour néfaste du 20 septembre, où nous vîmes la cité, siège du prince des apôtres, centre de la religion catholique, asile de toutes les nations, entourée de milliers d'hommes armés. La brèche était faite à ses murs, les projectiles pleuvaient dans son enceinte, y portant la terreur; elle fut prise de force par l'ordre de celui qui, peu de temps auparavant, protestait si énergiquement de son affection filiale pour nous et de sa fidélité à la religion. Quel jour de deuil pour nous et pour tous les hommes de bien!

Les troupes une fois dans la ville; elle se remplit d'une multitude de factieux venus de tous côtés, et nous vîmes l'ordre public bouleversé, la dignité et la sainteté du suprême pontificat outragées dans la personne de notre humilité par des clameurs impies, les très-fidèles cohortes de nos soldats en butte à toutes les avanies, et une licence sans frein dominer là où était naguère l'affection des fils cherchant à adoucir la douleur du Père commun.

Depuis ce jour, nous avons vu se dérouler sous nos yeux des faits qu'on ne peut rappeler sans exciter la juste indignation de tous les honnêtes gens; des écrits infâmes remplis de mensonges, de turpitudes, d'impiétés, offerts à bas prix et répandus partout; de nombreux journaux consacrés à propager la corruption de l'esprit et la corruption des mœurs, le mépris et la calomnie contre la religion, et à enflammer l'opinion contre nous et contre ce siège apostolique; des images dégoûtantes et d'autres œuvres du même genre, livrant à la risée publique les choses et les personnes sacrées: des honneurs et des monuments décrétés pour ceux qui, coupables des crimes les plus graves, ont été jugés et punis conformément aux lois; les ministres de l'Eglise, contre lesquels on excite toutes les haines, poursuivis d'injures et quelques uns même frappés et blessés; plusieurs maisons re-

ligieuses soumises à d'iniques perquisitions; notre palais du Quirinal violé, et l'un de ceux qui l'habitaient, cardinal de la sainte Église romaine, contraint violemment de s'en éloigner; d'autres ecclésiastiques du nombre de ceux qui font partie de notre maison, obligés également de quitter cette demeure après toutes sortes de vexations; des lois et des décrets qui violent et foulent aux pieds la liberté, l'immunité, les propriétés et les droits de l'Église de Dieu.

Tous ces maux si grands, si Dieu dans sa miséricorde ne l'empêche, nous aurons la douleur de les voir croître encore, nous trouvant dans l'impossibilité d'y apporter aucun remède dans l'état de captivité où nous sommes, et n'ayant plus cette pleine liberté, qu'en adressant au monde des paroles de mensonge, on veut faire croire nous être laissée dans l'exercice de notre ministère apostolique, et que le Gouvernement intrus se vante de vouloir assurer par ce qu'il appelle des garanties nécessaires.

Et ici nous ne pouvons passer sous silence le grand crime que vous connaissez tous, vénérables frères. Comme si les possessions et les droits du siège apostolique, sacrés et inviolables à tant de titres et depuis tant de siècles, toujours reconnus et tenus pour inébranlables, pouvaient être mis en doute et en discussion; comme si la rébellion et l'audace populaire pouvaient faire perdre leur force aux censures si graves sous lesquelles tombent *ipso facto* et sans autre déclaration les violateurs de ces droits et de ces possessions, pour donner une couleur d'honnêteté à la spoliation sacrilège qu'on nous a fait subir au mépris du droit naturel et du droit des gens, on a eu recours à cet appareil, à ce jeu du plébiciste déjà employé lorsqu'on nous ravit nos provinces, et ceux qui ont coutume de se glorifier de l'énormité de leurs attentats ont impudemment saisi cette occasion de célébrer triomphalement dans les villes italiennes cette rébellion et ce mépris des censures ecclésiastiques, contrairement aux vrais sentiments de la partie des Italiens, incomparablement la plus nombreuse, dont la religion, la dévotion et la foi envers nous et la sainte Église, comprimées de toutes manières, ne peuvent se manifester librement comme ils le voudraient.

Pour nous, établi par Dieu pour régir et gouverner la maison d'Israël, et qu'il a constitué le vengeur suprême de la religion et de la justice, le défenseur des droits de l'Église, ne voulant pas être accusé devant Dieu et devant l'Église d'avoir consenti par notre silence à une si inique perturbation, renouvelant et confirmant ce que nous avons solennellement déclaré dans toutes les allocutions, encycliques et brefs rappelés ci-dessus et dernièrement encore dans la protestation qu'en notre nom et par notre ordre notre cardinal secrétaire d'État a

adressée le 20 septembre aux ambassadeurs, ministres et chargés d'affaires des nations étrangères auprès de nous et du Saint-Siège, nous déclarons de nouveau de la manière la plus solennelle, devant vous, vénérables frères, que notre intention, notre ferme propos et notre volonté est de retenir et de transmettre à nos successeurs tous les domaines de ce Saint-Siège et tous ses droits dans leur intégrité ; que toute usurpation de ces droits et possessions, ancienne ou récente, est injuste, l'effet de la violence, nulle de plein droit et sans valeur ; que tous les actes des envahisseurs, déjà accomplis ou qui le seraient plus tard pour confirmer cette usurpation en quelque manière que ce puisse être, sont à présent *nunc pro tunc* condamnés, annulés, cassés et abrogés par nous.

Nous déclarons en outre, et nous protestons devant Dieu et devant tout l'univers catholique nous trouver dans un tel état de captivité que nous ne pouvons pas exercer sûrement, facilement, librement notre suprême autorité pastorale. Enfin, nous conformant à cet avertissement de saint Paul : « Que peut-il y avoir de commun entre la justice et l'iniquité, entre le Christ et Bélial ? » nous décrétons et déclarons hautement et nettement qu'ayant présent le devoir de notre charge et le serment qui nous lie, nous ne consentirons jamais, nous ne donnerons jamais notre assentiment à une conciliation qui détruirait ou diminuerait, en quelque manière que ce fût, nos droits, qui sont les droits de Dieu et de ce Saint-Siège. De même nous protestons que nous sommes prêt, avec le secours de la grâce divine, malgré le poids de notre âge, à boire la lie pour l'Eglise du Christ et le calice que lui-même a daigné boire pour elle le premier, et que jamais on ne nous verra donner notre adhésion et notre consentement aux propositions qui nous sont faites. Comme le disait notre prédécesseur Pie VII : « Faire violence à ce souverain pouvoir du siège apostolique, séparer sa puissance temporelle de sa puissance spirituelle, rompre le lien qui unit la charge du prince à celle de pasteur, c'est fouler aux pieds et détruire l'œuvre de Dieu, porter à la religion le plus grand dommage, lui enlever sa sauvegarde la plus efficace et mettre le pasteur suprême, le vicaire de Dieu, dans l'impossibilité de faire parvenir aux catholiques répandus sur toute la terre les secours qu'ils réclament de son pouvoir spirituel, dont personne n'a le droit d'entraver l'action. »

Et puisque nos avertissements et nos protestations ne sont pas écoutés, en vertu de l'autorité de Dieu tout-puissant, des saints apôtres Pierre et Paul et de la nôtre, nous vous déclarons à vous vénérables frères, et par vous à l'Eglise universelle, que tous ceux, quelle que soit leur dignité, fût-elle digne de mention spéciale, qui ont accompli

l'invasion, l'usurpation, l'occupation des provinces de notre domaine et de notre ville de Rome, ainsi que leurs mandants, auteurs, aides, conseillers, adhérents et tous autres qui, sous quelque prétexte et de quelque manière que ce soit, ont exécuté ou procuré l'exécution des actes susdits, ont encouru l'excommunication majeure et les autres censures et peines ecclésiastiques infligées par les canons, les constitutions apostoliques et les décrets des conciles généraux, particulièrement du concile de Trente (*sess.*, 22, *c. XI, de Reform.*), selon la forme et teneur exprimées dans notre Lettre apostolique du 26 mars 1860, rappelée ci-dessus.

Mais, nous souvenant que nous tenons sur la terre la place de Celui qui est venu chercher et sauver ce qui avait péri, nous ne désirons rien avec plus d'ardeur que d'embrasser dans notre paternelle charité nos fils égarés revenant à nous. C'est pourquoi, levant nos mains vers le ciel dans l'humilité de notre cœur, pendant que nous remettons et recommandons à Dieu cette très-juste cause, qui est plutôt la sienne que la nôtre, nous le prions et le supplions par les entrailles de sa miséricorde de vouloir bien nous envoyer son concours, de l'envoyer à son Église; miséricordieux et propice, qu'il fasse que les ennemis de l'Église, réfléchissant à la perte éternelle qu'ils se préparent, s'efforcent d'apaiser sa redoutable justice avant le jour de la vengeance, et que revenant à de meilleures pensées, ils apaisent les gémissements de la sainte Mère Église et consolent notre douleur.

Pour obtenir ces insignes bienfaits de la divine clémence, nous vous exhortons avec instance, vénérables frères, à joindre à nos vœux vos ferventes prières et celles des fidèles qui sont confiés à chacun de vous. Pressons-nous tous ensemble autour du trône de la grâce et de la miséricorde, prenons pour intercesseurs l'immaculée Vierge Marie mère de Dieu, et les bienheureux apôtres Pierre et Paul, Depuis sa naissance jusqu'à ce temps, l'Église de Dieu a été bien des fois éprouvée et bien des fois délivrée. C'est elle qui dit : « Ils m'ont sou-
« vent combattue dès ma jeunesse ; mais ils n'ont pu prévaloir
« contre moi. Les pécheurs ont frappé sur mon dos, et ils ont pro-
« longé leur iniquité. » Cette fois encore, le Seigneur ne laissera pas la verge des pécheurs sur le dos des justes. La main du Seigneur n'est pas raccourcie, elle n'est pas devenue impuissante pour le salut. Sans aucun doute, il délivrera dans ce temps encore son épouse, qu'il a rachetée de son sang, qu'il a dotée de son esprit, qu'il a orné des dons célestes, et qu'il n'a pas moins enrichie des dons terrestres.

Cependant, vénérables Frères, demandant à Dieu du fond du cœur pour vous et pour les fidèles, clercs et laïques, confiés à votre vigilance, les dons les plus abondants des grâces célestes, comme gage de

notre charité particulière pour vous, nous vous accordons et du fond du cœur, à vous et à ces chers fils, la Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 1^{er} novembre de l'année 1870, et de notre pontificat le vingt-cinquième.

Signé : PIE IX, Pape.

M. DE SONNAZ A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Bruxelles, le 2 novembre 1870.

M. le Ministre, j'ai eu aujourd'hui occasion de m'entretenir avec le ministre des affaires étrangères, auquel depuis quelques jours j'avais fait connaître, par l'entremise du baron de Lambermont, secrétaire-général, le contenu de la circulaire, en date du 22 octobre, relative à la pleine liberté que le Concile aurait eue de continuer à se réunir à Rome. Dans l'entretien que j'ai eu avec le baron d'Anethan, celui-ci m'a dit entre autres choses, qu'il avait des raisons de croire que le Pape ne quitterait pas Rome. C'est bien, ajouta S. Exc., pour que le Saint Père puisse être entièrement libre d'exercer sa puissance spirituelle et de communiquer avec le monde catholique. Dans ma réponse, j'ai conformé mes paroles aux instructions qui m'avaient été données dans les dernières circulaires de V. Exc., et, cette fois encore, j'ai eu la satisfaction d'observer que ces communications, d'où résultent les intentions libérales de l'Italie à l'égard du Saint Siège, ont produit sur ce Gouvernement un excellent effet.

Agréez, etc.

Signé : A. DE SONNAZ.

M. SLYTHE, CONSUL A MALTE A M. VISCONTI-VENOSTA.

La Valette, le 2 novembre 1870.

M. le Ministre, je m'empresse de prévenir V. Exc. que l'agitation produite à Malte à la suite de l'entrée des troupes royales à Rome va toujours croissant. Une pétition adressée à S. M. la reine Victori, signée de 10,536 habitants de cette île, a été remise au chef du Gouvernement pour être officiellement envoyée à sa destination.

Agréez, etc.

Signé : SLYTHE.

LE CHEVALIER BERTINATTI A M. VISCONTI VENOSTA.

La Haye, le 3 novembre 1870.

M. le Ministre, M. Van Lansberge, ministre résident, et actuellement chef du cabinet et ministre des affaires étrangères, est venu me voir hier pour être entièrement édifié sur la portée d'un entretien que j'avais eu, peu de jours auparavant, avec M. Roest Van Limburg sur les affaires de Rome et pour m'apprendre confidentiellement que le cardinal Antonelli s'était adressé au cabinet de La Haye afin que, par son influence et son autorité, il vint en aide au Pape pour que Sa Sainteté pût être en état de quitter Rome, lorsque les intérêts catholiques l'y porteraient, pour qu'elle fût libre aussi de rentrer librement au Vatican, de même que, quand elle voudrait en sortir pendant le jour, elle pût le faire à son gré. La dépêche écrite à ce sujet par le cardinal secrétaire d'État porte la date de Rome, le 5 octobre, et n'a été reçue à La Haye que le 22.

Il a été dit en réponse au Cardinal Antonelli que le Gouvernement royal aurait répondu avec le plus de sollicitude possible à la communication qui lui avait été faite, si elle lui était arrivée en temps utile pour atteindre son but; mais on lui faisait en même temps observer que, dans l'intervalle du 5 au 22 octobre, le ministre d'Italie avait fait des déclarations tellement rassurantes au sujet de la liberté du Pape dans les circonstances actuelles que tout bon office de la part du Gouvernement hollandais auprès de nous sur ce point devenait sans objet. Telle est en substance la réponse des Pays-Bas au cardinal Antonelli, telle que me l'a lue M. Van Lansberge.

M. Van Lansberge, qui s'est expliqué avec moi très-librement, a paru ne pas comprendre de prime abord comment la dépêche romaine, datée du 5, était arrivée si tard à La Haye. J'ai répondu qu'on ne pouvait certainement mettre un pareil retard sur le compte du Gouvernement italien. Notre dessein avait toujours été et était encore de résoudre la question italienne au moyen de la liberté, et jamais par d'autres moyens que ceux que la liberté imposait au Gouvernement aussi bien qu'au Pape, aussi bien qu'à tous les habitants de la péninsule, afin que chacun pût porter ses regards sur soi, ainsi que sur ses droits et exigences, dans les limites de la loi commune; avec une résolution non moins fermement arrêtée de réserver toujours avant tout au Pape tous les droits et toutes les prérogatives qui lui sont indispensables pour accomplir avec efficacité les devoirs de son ministère catholique. Que c'était donc une monstrueuse contre-vérité et une accusation imméritée de peu de logique et de discernement

à notre égard de venir affirmer que nous mettions des obstacles à la liberté du Pape, pendant que d'un côté il a tous les jours la preuve du contraire sous les yeux, et pendant que nous, d'une autre part, faisons tous nos efforts, non-seulement pour faire prévaloir cet état de choses, mais encore pour démontrer à tous qu'il est prouvé par là à l'Italie et à l'Europe que le Gouvernement du Roi, sachant et devant savoir se maintenir dans son droit, sait aussi et saura conserver inviolablement en fait ces garanties réelles et solides qu'il a offertes au Pape et qui sont et passent pour être indispensables à la liberté et à l'indépendance du Saint Siège.

Agréez, etc.

Signé : BERTINATTI.

LE COMTE PANDOLFINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Dublin, le 4 novembre 1870,

M. le Ministre, je crois devoir vous signaler le grand et nombreux meeting qui a eu lieu le 2 courant dans l'église de l'Immaculée-Conception de Wenford pour protester contre l'occupation de Rome et contre les actes récents du Gouvernement italien.

D'autres démonstrations du même genre ont pareillement eu lieu. il y a peu de temps, à Cork, à Kirkenny, à Nenagh et dans d'autres localités principales, et, comme j'ai eu l'honneur de l'annoncer à V. Exc., la dernière et la plus imposante de toutes sera celle de Dublin pour laquelle on a fait de grands préparatifs.

D'après ce que j'ai pu recueillir de personnes bien informées et bien au courant des agissements de ce parti clérical, le cardinal Cullen qui dirige avec beaucoup d'habileté l'agitation actuelle catholique de l'Irlande, a l'intention d'obtenir que les députés de ce pays prennent devant leurs électeurs un engagement formel et solennel de défendre et de soutenir chaleureusement la cause du Pontife à la prochaine ouverture du parlement britannique.

Le susdit cardinal et ses adhérents comptent beaucoup sur l'impression que peuvent produire sur le Gouvernement de la Reine, soit les démonstrations populaires qui se font, soit celles qui se préparent et qui auront lieu plus tard dans le sein du parlement, et qui seront appuyées par le parti catholique. Ils comptent surtout sur l'influence et sur l'activité de l'épiscopat et du clergé des autres nations de l'Europe, et spécialement de celui de la Bavière, s'imaginant que le Gouvernement de ce pays, une fois la guerre entre la France et l'Allemagne terminée, pourra prendre une part active en faveur du Pape.

Parmi les catholiques, il existe aussi un parti modéré et favorable à l'Italie, mais ce parti est malheureusement peu nombreux comparativement à celui des fanatiques, et trop faible pour affronter ses colères. C'est pourquoi ses opinions ne sont représentées par aucun journal.

Agréé, etc.

Signé : PANDOLFINI.

LE CARDINAL ANTONELLI AUX NONCES DU PAPE A L'ÉTRANGER.

Rome, le 8 novembre 1870.

Illustrissime et Révérendissime Monsieur, votre Seigneurie illustrissime aura certainement remarqué une circulaire de M. Visconti-Venosta, en date du 18 octobre, par laquelle il prétend justifier l'occupation des domaines du Saint-Siège et l'acceptation par le roi Victor-Emmanuel du soi-disant plébiscite Romain.

Des phrases dénuées de sens comme de coutume et des faits en opposition avec la réalité des choses, bien qu'elles se soient passés sous les yeux de tous, forment la base et l'essence de ce document diplomatique.

M. le Ministre commence par vanter la liberté et la spontanéité du vote d'adhésion à la Monarchie Italienne donné par le peuple de Rome le 2 octobre, comme si l'Europe, laquelle a vu renverser le trône d'une puissante monarchie quatre mois seulement après une manifestation semblable et plus solennelle encore, ne savait pas à cette heure quel poids on peut donner à des démonstrations de ce genre et quelle force peut avoir un pareil argument. On est d'autant plus étonné que M. le Ministre y ait eu recours, que personne mieux que lui ne devait être intimement convaincu que cette même Europe, qui sait ce qui s'est passé en Italie pendant l'espace de dix années, qui n'ignore pas de quels moyens moraux et de quels artifices le Gouvernement Italien a coutume d'user lorsqu'il veut atteindre un but, et qui a justement apprécié sa conduite passée, admettra difficilement la valeur de cet argument et ne s'empressera pas de se persuader que les faits se sont produits de la façon exposée par lui. Et en supposant même qu'on ne voulût pas examiner les événements antérieurs à 1867 et de ceux qui se sont produits à cette époque, il suffirait de faire observer que les Romains ont donné un témoignage bien plus lumineux et plus sûr de leur véritable esprit et de leurs intentions réelles, lorsque le territoire Pontifical étant entouré de plus de 60,000 Italiens, la population étant excitée par de l'argent, par des émissaires, par des fournitures d'armes, poussée par

des promesses, des proclamations et des articles de journaux à se révolter contre le Gouvernement légitime, les Romains non seulement sont restés impassibles, mais, se réunissant en très-grand nombre ont spontanément offert leur vie et pris les armes pour défendre de toute attaque leur Souverain aimé. Aussi a-t-on bien le droit de demander au dit M. le Ministre s'il croit qu'on aurait trouvé pareille attitude chez les habitants de toute autre partie de l'Italie dominée par le Gouvernement de Florence, dans le cas où une armée étrangère, s'étant placée à la frontière avec un but déterminé, eût, de là, exercé la pression qui devait nécessairement résulter pour les Romains et les autres populations des provinces du Saint-Père, de la présence des troupes italiennes sur la frontière Pontificale et à proximité de la capitale même.

Il est vrai qu'un mouvement a eu lieu après l'entrée des troupes royales; mais chacun sait qu'il a été la conséquence nécessaire de l'attitude prise alors, non par notre peuple, mais uniquement par le nombre immense de soi-disant émigrés, de gens de toute espèce et de tous pays qui accompagnaient les troupes. Il est à désirer que la mémoire même de ce mouvement s'efface, afin que l'histoire impartiale n'ait pas à enregistrer dans ses pages le but qu'il eut, les insultes faites aux seigneurs les plus considérables de la ville, ainsi qu'aux citoyens honnêtes, les vengeances sanglantes dont les soldats du Saint-Père, débandés dans les rues, ont été victimes, le pillage des casernes et de quelques établissements publics, qui a duré deux jours sous les yeux d'une armée spectatrice impassible. Quant aux garanties de sincérité et de publicité, dont M. le Ministre prétend que le vote en question a été entouré, j'en appellerai volontiers à la bonne foi de tous ceux qui se sont trouvés à Rome le 2 octobre, et surtout au témoignage très-honorable de MM. les Représentants étrangers près le Saint-Siège. Eux, qui ont été témoins de la manière dont les choses ont été conduites, qui ont eu le loisir de voir de leurs propres yeux la classe et la condition sociale de la plus grande partie des votants, et qui, dans leur loyauté éprouvée, n'auront pas négligé de rechercher quelques faits devenus de notoriété publique, ils se seront certainement fait un devoir scrupuleux de référer à leurs Gouvernements respectifs ce qui s'est passé dans ce jour, mettant ainsi en évidence combien serait fallacieux un jugement qui se baserait sur le résultat d'une votation semblable.

Il est, par conséquent, superflu que je m'arrête sur ce sujet, ayant lieu de croire que ce Cabinet, à l'égal de tout autre, a déjà des données suffisantes pour se former une idée adéquate et juste du fait dont il s'agit. J'examinerai plutôt si les conséquences de ce grand

fait, comme l'appelle M. Visconti Venosta, au lieu d'être favorables au Catholicisme, comme il le prétend aussi, ne doivent et ne peuvent en être la ruine dans cette pauvre Italie. Et pour ne pas sortir des confins de la péninsule, je ferai ici appel à tous ceux à qui la passion politique n'a pas fait perdre tout sentiment catholique, je leur demanderai si les lois hostiles à l'Eglise et déjà publiées dans le royaume; si le renversement, sanctionné par des lois spéciales, de tout principe de moralité publique; si la suppression de tous les ordres religieux; si l'incamération des biens ecclésiastiques; si les entraves dans lesquelles on retient l'épiscopat; si la levée des jeunes clercs; si la captivité qu'on inflige aux ministres du sanctuaire qui ne plient pas la tête devant des lois répugnant à la conscience; si le lien imposé à l'exercice du culte religieux; si les doctrines impies professées dans la chaire des Universités, jusqu'au point d'enseigner que l'homme tire son origine du singe et l'âme du phosphore — peuvent être des moyens propres à maintenir vivace le sentiment religieux et à obtenir le progrès de la société catholique.

Je voudrais, en outre, demander si tout ce qui arrive dans cette capitale depuis l'entrée des troupes italiennes; si l'immoralité qu'on veut répandre aussi dans ce peuple; si le mépris dans lequel on cherche à faire tomber, par des gravures et par des reproductions lithographiques et photographiques, l'autorité vénérable du Chef auguste de l'Eglise; si la diffusion des livres impies et obscènes, facilitée par une vente à très-vil prix; si la guerre quotidienne et acharnée que le journalisme fait à tout ce qu'il y a de plus sacré et de plus respectable sur cette terre; si les insultes dont sont l'objet les prêtres, les dignitaires, et même le Saint-Père; si les décrets déjà publiés et qui lient la liberté des biens des revenus appartenant aux communautés religieuses aux lieux-pies et aux chapitres; si l'extension aux domaines du Saint-Siège des lois anti-canoniques en vigueur dans le reste de l'Italie, sont les faits qui, selon M. le Ministre, sont de nature à persuader aux catholiques que leur sentiment religieux est pleinement respecté, et que l'idée du droit, dans son acception la plus large et la plus élevée, dans ses rapports entre l'Eglise et l'Etat, peut être sur de pareilles bases appliquée dans le vrai sens catholique.

La nécessité que le Chef Auguste de la religion ait une souveraineté temporelle pour exercer avec pleine indépendance le pouvoir spirituel devient encore plus manifeste après ce qui a été dit jusqu'ici; elle est d'ailleurs si bien comprise de tous et si évidente qu'il n'est pas besoin de beaucoup d'arguments pour la démontrer. C'est avec plaisir que j'en vois M. le Ministre Visconti lui-même tellement convaincu qu'il parle de souveraineté, d'extra-territorialité, de préémi-

nences principales à accorder au Pape, car lui-même les considère comme indispensables. On ne sait, après cela, comprendre comment, en traçant l'histoire de la Papauté, il a eu recours à certaines subtilités pardonnables dans la bouche d'un hétérodoxe, mais qui, répétées par le ministre d'un Gouvernement catholique, doivent produire autant de douleur que d'horreur.

Une discussion historique ne convenant pas à la brièveté d'une dépêche, je ne relèverai pas que l'institution du pouvoir temporel est antérieure au moyen-âge, et que, s'il y eut un temps où la force morale de la papauté fut plus que jamais grande, ce fut à cette époque ; je parlerai seulement des garanties qu'on veut octroyer au Pontife dépouillé de toute souveraineté, afin que les consciences soient tranquilles et que le monde catholique ne se croie pas menacé dans ses croyances religieuses par l'effet de l'accomplissement de l'unité italienne.

Quelle foi peut mériter une promesse du Gouvernement italien, lors même qu'elle serait solennelle et sanctionnée par des traités internationaux, des lois, des décrets, des votes du Parlement, les traités de Zurich et de Villafranca, les usurpations au préjudice de toutes les provinces d'Italie, la Convention de septembre 1864, relative au rappel des troupes françaises du territoire pontifical et aux engagements pris en conséquence par le Gouvernement de Florence ; les assurances données du haut de la tribune en tout temps, et récemment encore, qu'on voulait respecter ces engagements dans l'esprit et dans la lettre ; la correspondance échangée entre les deux cabinets de Paris et de Florence sur ce sujet ; le démenti que les engagements pris, et les assurances données avec éclat, ont reçu par l'invasion du territoire pontifical, dès que la puissance militaire fut déprimée, et par le précieux aveu de la circulaire elle-même, dans laquelle on déclare que la grande œuvre de l'unification, commencée par le roi Charles Albert, a été poursuivie et enfin accomplie par le roi Victor-Emmanuel, grâce à sa persévérance. Tout cela nous le dit assez.

J'ai donc lieu de croire que le monde catholique et tous les honnêtes gens auront de la peine à accorder leur confiance à un pareil Gouvernement, et qu'ils voudront encore bien moins lui ajouter foi lorsqu'ils connaîtront les motifs par lesquels on veut justifier l'entreprise sanglante et honteuse. Quand on foule aux pieds les serments avec une indifférence sans pareille et qu'avec un cynisme sans exemple on fait bon marché de tout principe d'honnêteté, de justice, on perd le droit à être cru.

Je pourrais donc me dispenser de parler du double ordre de garanties qui se résument dans la communication libre et continue du

Pontife avec les fidèles ; dans le maintien d'une représentation étrangère près le Saint-Siège et d'une représentation pontificale près les cours étrangères ; dans la séparation de l'Église et de l'État ; dans la liberté complète à donner à l'Église, afin d'écarter le soupçon qu'on veuille exercer une pression sur les décisions du Saint-Siège, en cherchant à faire de la religion un instrument de Gouvernement.

Sans m'engager dans une discussion inutile, je me bornerai à demander si de pareilles garanties seront de nature à sauvegarder efficacement l'indépendance du Pontife ; à écarter tout soupçon raisonnable de servitude ; à fermer la voie à l'arbitraire du pouvoir laïque ; à supprimer les conflits qui devront nécessairement surgir entre les deux autorités ; à empêcher que le chef de l'Église ne devienne, d'un jour à l'autre, et par suite de divergences de vues, le prisonnier politique de l'État où il réside ; à tranquilliser le monde catholique quant au libre exercice du pouvoir spirituel.

Une autorité qui vit et s'exerce en vertu d'une concession, et qui, par conséquent, dépend du bon vouloir ou du caprice de celui qui concède cette autorité, n'a pas une vie propre et ne peut étendre son influence au delà des limites qui lui sont imposées et consenties par ses conditions intrinsèques et extrinsèques. Or, chacun sait que le chef de l'Église a besoin d'une autorité propre et immanquable, afin que l'exercice de son pouvoir spirituel ne soit lié par aucune cause, interrompu en aucun temps. Il s'ensuit que, quelque garantie qu'on veuille lui donner, cette autorité sera toujours illusoire, si elle doit rester assujettie à un souverain ou à un pouvoir laïque.

Quel que soit, du reste, le parti définitif que le Gouvernement veuille prendre à cet égard, de quelque violence qu'on use pour le faire accepter, quelque moyen qu'on emploie pour que les Cabinets d'Europe soient amenés à sanctionner cet état de choses (ce qu'on croit impossible), le Saint-Père, se souvenant de ses devoirs, de ses serments, de ses promesses, et n'écoutant que la voix de la conscience, s'y opposera constamment et par tous les moyens dont il peut disposer, en se déclarant dès à présent prêt à subir une captivité plus dure et même la mort, plutôt que d'y manquer, en aucune façon, même indirecte, et apparente.

Je vous autorise à vous valoir de cette ferme déclaration, ainsi que des considérations déduites ci-dessus, pour convaincre de plus en plus M. le Ministre des affaires étrangères que l'œuvre de l'Italie, en venant à Rome, est une œuvre de destruction du catholicisme, la négation du principe de l'autorité suprême du Pontife et de la liberté de l'Église ; une œuvre qui rend impossible d'elle-même toute conciliation dans le sens entendu et voulu par le Gouvernement de Florence.

Vous pouvez même laisser une copie de la présente dépêche, si on vous en exprime le désir.

Agréé, etc.

Signé : Card. G. ANTONELLI.

LE COMTE DE BARRAL A M. VISCONTI VENOSTA.

Bruxelles, le 8 novembre 1870.

M. le Ministre, dans le premier entretien que j'ai eu, à mon retour à Bruxelles, avec le Ministre des affaires étrangères, j'ai pu me convaincre que les récentes circulaires de V. Exc. sur les affaires de Rome avaient produit sur son esprit un excellent effet. M. d'Anethan m'a dit que la grande question dans cette affaire était que la liberté et l'indépendance absolue du Saint-Père fussent un fait éclatant et incontestable aux yeux du monde entier, et que, de plus, il serait vivement à désirer que les sûretés données par l'Italie à cette parfaite liberté d'action reçussent la sanction collective de toutes les puissances catholiques. J'ai répondu à M. d'Anethan que dans cet ordre d'idées le Gouvernement du Roi était disposé à aller aussi loin que possible, et que les communications qu'il avait spécialement chargé ses représentants à l'étranger de faire aux différents Gouvernements constituaient évidemment, vis-à-vis des puissances catholiques, un engagement moral.

J'ai profité de cette occasion pour demander au baron d'Anethan quelle serait l'attitude du Gouvernement dans les interpellations que ne pourrait manquer de lui adresser la majorité catholique de la Chambre relativement aux affaires romaines. M. d'Anethan m'a répondu qu'il n'avait aucune espèce d'inquiétude à cet égard, et ne ferait que répéter les déclarations qu'il avait déjà formulées devant la Chambre. « La Belgique, m'a-t-il de nouveau dit, est un État neutre, et sa neutralité elle-même lui impose la stricte obligation de ne se mêler en aucune façon des questions et des différends qui peuvent surgir entre les autres États. Si l'Italie a une question territoriale à discuter avec le Saint-Siège, c'est là une affaire dans laquelle la Belgique n'a rien à voir, et ce serait méconnaître les principes sur lesquels repose son existence que de se prononcer d'une manière ou d'une autre à ce sujet. Pour nous pousser à exprimer officiellement une opinion, on nous dit quelquefois que nous sommes un Gouvernement catholique, mais la Belgique est un pays où la liberté de tous les cultes et la séparation absolue de l'Eglise et de l'État sont inscrites dans la Constitution comme principes fondamentaux. Personnellement

nous pouvons avoir les convictions religieuses qui nous conviennent; mais comme Gouvernement, la Belgique doit et veut rester neutre; quelles que soient les instances et les pressions qui puissent se produire, nous ne sortirons pas de là. »

Ce langage, que j'ai trouvé beaucoup plus accentué que par le passé, indique très-clairement que le Cabinet actuel est plus que jamais résolu à s'abriter, en actes comme en paroles, derrière la plus stricte neutralité.

Agréez, etc.

Signé : G. DE BARRAL.

PROTESTATION DU CARDINAL ANTONELLI CONTRE L'OCCUPATION DU
QUIRINAL.

De la résidence du Vatican, le 9 novembre 1870.

Aux attentats déjà consommés par le Gouvernement de Florence contre les domaines du Saint-Siège, on a voulu maintenant en ajouter un autre contre la propriété particulière des pontifes romains.

En notifiant au soussigné cardinal secrétaire d'État, par lettre du 7 courant, que le conseil des ministres, après mûr examen, avait délibéré à l'unanimité que le palais du Quirinal devait être considéré comme appartenant au domaine de l'État, le général La Marmora nous engageait à prendre les mesures nécessaires, pour que l'État entrât en possession du palais, à remettre les clefs de celui-ci et à déléguer une personne chargée d'assister aux formalités voulues, ainsi qu'à l'inventaire des meubles et objets y existant. A cet effet, il établissait le jour suivant et indiquait l'heure de la prise en possession.

On est vraiment étonné de voir un conseil des ministres s'ériger en juges pour définir les droits de propriété d'autrui, et spécialement au sujet d'un palais qui appartient aux pontifes romains, qui, étant leur résidence, est nommé apostolique, qui est destiné, depuis trois siècles, à leur habitation d'été, et qui est consacré depuis longtemps aussi à l'usage des conclaves et des secrétariats apostoliques.

Le soussigné, fort des raisons valides irréfragables qui le soutenaient en repoussant la demande, n'hésita pas, par devoir de son office et comme préfet des sacrés palais apostoliques, à déclarer qu'il ne se prêterait jamais à aucun acte de nature à fournir un indice, même éloigné, d'assentiment à une spoliation semblable; par conséquent, il refusa de remettre les clefs des appartements du Saint-Père, dont les portes avaient déjà été arbitrairement scellées.

Toutefois, malgré cette déclaration, et contrairement au respect et

aux prérogatives de souveraineté, d'immunité, d'extraterritorialité et de prééminence princière dont on prétend faire croire au monde qu'on veut entourer le chef suprême de l'Église, le général La Marmora procéda à la violence la plus condamnable. L'heure désignée étant à peine écoulée, ses délégués, après avoir brisé les serrures des portes, ont pénétré dans le palais, et ils ont pris possession du Quirinal, propriété des pontifes romains.

C'est pourquoi le Saint-Père ne pouvant résister à la force, ni ne voulant préjuger le droit de propriété dudit palais et tous les efforts qui dérivent de ce droit, a ordonné au cardinal soussigné d'émettre une protestation formelle, et d'en donner communication à V. Exc. avec prière de la porter à la connaissance de son Gouvernement royal, pour le persuader de plus en plus des outrages que souffre Sa Sainteté, et l'exciter à faire en sorte qu'on mette fin une bonne fois à l'insupportable état de choses, qui a été créé pour elle, dans ses propres domaines, par le Gouvernement de Florence.

Le soussigné saisit cette occasion pour confirmer les sentiments, etc.

Signé : Cardinal ANTONELLI.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

(Extrait.)

Berlin, le 10 novembre 1870.

M. le Ministre, l'absence du comte de Bismarck, dont l'attention est d'ailleurs exclusivement absorbée par la guerre, m'empêche de donner à V. Exc. des renseignements détaillés sur l'attitude du Cabinet de Berlin sur la question romaine. J'ai déjà informé le Gouvernement du Roi de l'agitation des catholiques en Allemagne et du vif désir du Gouvernement prussien de ménager leurs susceptibilités. Dans mes entretiens avec le monde officiel j'ai pu remarquer qu'on évitait de se prononcer.

Je puis assurer V. Exc. que la Prusse ne veut aucunement se mêler de notre politique purement intérieure, mais qu'on ne veut pas préjuger ce qui pourrait avoir trait aux rapports internationaux.

Agréé, etc.

Signé : LAUNAY.

LE CHEVALIER PATELLA A M. VISCONTI VENOSTA,

Lisbonne, le 11 novembre 1870.

M. le Ministre, le marquis d'Avila, nouveau président du Conseil, m'a entretenu longtemps au sujet de nos affaires de Rome et m'a ex-

primé le désir de connaître les vues du Gouvernement du Roi à ce sujet. M'inspirant les circulaires de V. Exc. du mois d'octobre dernier, comme je l'avais fait avec son prédécesseur, je me suis empressé de donner au Ministre, le plus minutieusement possible, toutes les explications qu'il me demandait; il s'en est montré satisfait au plus haut point, louant fort la modération, le sens et le tact politiques du Gouvernement du Roi dans ces circonstances si difficiles. Mais ce qui a fait surtout une grande impression sur son esprit, c'est le contenu de votre circulaire, en date du 14 octobre dernier, tellement qu'il m'a demandé l'autorisation d'en instruire le comte Thomar qui pourrait ainsi insister davantage auprès du cardinal Antonelli sur la convenance pour le Saint-Père de ne pas quitter Rome. Je dois encore ajouter que mes paroles conformes aux instructions susdites de V. Exc. ont fait ici une très-bonne impression sur beaucoup de personnes qui se montrent maintenant plus rassurées.

Agrez, etc.

Signé : PATELLA.

M. SAGASTA, MINISTRE D'ESPAGNE, AU COMMANDEUR CERRUTI.

Madrid, le 14 novembre 1870.

Très-excellent Seigneur, j'ai pris connaissance avec un intérêt très-vif de la circulaire par laquelle M. Visconti Venosta informe les représentants du Roi à l'étranger que Sa Majesté a accepté le plébiscite des Romains qui, à la presque unanimité, ont voté l'annexion de Rome et de son territoire à la monarchie constitutionnelle de Victor Emmanuel et de ses descendants.

Le Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté expose dans ce document la nouvelle situation créée au Saint Siège à la suite de laquelle le pouvoir temporel du Pape a été détruit, et il manifeste l'espérance fondée que cet événement n'est pas de nature à nuire à l'exercice de la mission spirituelle du Souverain Pontife qui, après la réconciliation en Italie de l'Etat avec l'Eglise, reconnaîtra que l'annexion de ses domaines à la monarchie du roi Victor Emmanuel n'a pas été une œuvre stérile de destruction, et que le principe d'autorité dans la ville éternelle s'affermira de nouveau, solidement établi sur les bases de la liberté civile et religieuse.

Le Gouvernement de S. Alt. désire vivement voir arriver le jour où l'Italie qui, au prix de tant de sacrifices et à travers tant de siècles à poursuivre constamment la tâche laborieuse de son unification, déjà entrevue et caressée dans les profondes méditations du génie et enracinée dans toutes les classes de la société comme le terme

des aspirations nationales, pourra ajouter à ses antiques traditions de grandeurs symbolisées dans Rome comme capitale, celles de la souveraineté spirituelle à laquelle les peuples catholiques sont soumis, la vénération et le respect de ces populations pour le Saint Père ne diminueront certainement pas en le voyant assis sur l'antique chaire de Saint-Pierre, sans qu'il réunisse à la tiare la couronne temporelle.

De cette façon, la Papauté vivra de sa vie propre sans que la religion soit troublée dans sa sphère pacifique et sereine par les exigences politiques du droit moderne qui n'attaquent pas la souveraineté spirituelle du Pontife, mais qui, excitée par une résistance obstinée et téméraire, auraient bien pu, au jour d'un triomphe inévitable, envelopper dans une même catastrophe l'autorité religieuse et le domaine temporel des papes. Le Gouvernement italien ne pouvait plus longtemps méconnaître le désir des populations sans se voir exposé à entraîner dans la même haine la monarchie constitutionnelle. Il a donc dû, dans le même moment, pourvoir au prestige de l'Église et à sa propre conservation en suivant le chemin que lui traçait l'opinion publique.

L'Espagne ne pouvait rester indifférente en présence du pas décisif que l'Italie a fait dans la voie de sa reconstitution politique. Puisque les deux nations sont unies par les liens d'une commune origine, par l'affinité de race, par le langage et la religion, qu'elles vivent sous la même forme de gouvernement, et n'ont, heureusement, pas d'intérêts opposés, qu'au contraire, elles espèrent relier encore les nombreux intérêts qui les rapprochent par de nouvelles attaches qui fortifieront leur amitié fraternelle, le Gouvernement espagnol a la certitude d'être le fidèle interprète des sentiments du pays en se félicitant lui-même et en félicitant cordialement celui de S. M. Victor Emmanuel d'être enfin parvenu à terminer glorieusement l'œuvre de l'unité italienne.

Dans cette circonstance solennelle, le Gouvernement italien s'est empressé de déclarer que le monde catholique n'avait rien à craindre pour ses croyances religieuses par suite de la nouvelle situation dans laquelle se trouvera désormais la papauté. Et pour la rassurer à cet égard, M. Visconti Venosta énonce dans sa circulaire les dispositions sages et prudentes que le Gouvernement italien se propose d'adopter dès à présent au sujet de la personne du Saint Père, pour lequel on conservera tous les égards en lui assurant toutes les immunités et prérogatives attachées à son caractère élevé.

La prévoyance du Gouvernement italien à cet égard est digne d'être louée, car il a pris l'initiative spontanée d'apaiser les susceptibilités légitimes qui auraient pu s'élever chez les puissances catholiques,

qui auraient craint peut-être de voir disparaître sous les coups de la révolution le prestige de la plus ancienne de toutes les institutions. La ligne de conduite que s'est tracée le Gouvernement du roi Victor Emmanuel, désireux jusqu'à ce jour de conserver tout ce qui est digne du respect dans la tradition de la papauté, rassure, à ce point de vue, les plus timorés, et le Gouvernement de S. A. le Régent ne pourra que lui faire entendre des paroles d'approbation, s'il parvient à vaincre toutes les difficultés qu'il rencontrera dans l'exécution de ses desseins, qui se porteront sans doute à conserver intact, sur les ruines du trône des papes, le pouvoir spirituel du chef de notre sainte religion.

L'Espagne prend un plus grand intérêt que tout autre des puissances catholiques à ce résultat. La religion catholique qui a été en Espagne jusqu'à ce jour, en droit, une des bases de son existence politique, et qui aujourd'hui encore, même après l'établissement de la liberté des cultes, est un fait dans l'immense majorité de la nation espagnole, lui fait considérer comme sa cause tout ce qui a trait à la destinée de la papauté. C'est pourquoi le Gouvernement dont j'ai l'honneur de faire partie a suivi avec une attention toute particulière la marche des derniers événements, formant des vœux pour que l'Italie satisfasse aux justes exigences de notre époque, dans tout ce qui a rapport avec le droit constitutionnel moderne, désirant en même temps qu'elle parvienne à ce but au moyen de cette transformation nécessaire, savoir : la conservation des traditions qui, détachées de toute forme de gouvernement extérieur, ont de profondes racines dans la conscience universelle.

Je me plais à espérer que ces considérations, que le Gouvernement italien a jusqu'à présent suivies dans la question romaine, continueront à inspirer sa conduite dans tout ce qu'y s'y rapporte, et que, connaissant, comme le dit avec beaucoup d'à-propos M. Visconti Venosta, l'immense responsabilité qu'il a assumée en déclarant que le pouvoir des papes avait cessé d'exister, le Gouvernement italien apportera dans la solution de ce problème un esprit d'impartialité et de respect sincère à l'égard des sentiments religieux des puissances catholiques.

Agréez, etc.

Signé : SAGASTA.

LE CHEVALIER BERTINATTI A M. VISCONTI VENOSTA.

La Haye, le 14 novembre 1870.

M. le ministre, l'agitation catholique en faveur du Pape dont j'ai entretenu V. Exc. dans mes rapports antérieurs continue à se répandre et à augmenter.

La pétition déjà adressée au roi afin de l'engager à intervenir en faveur du Pape pour lui assurer la liberté de ses mouvements, et à laquelle son Gouvernement a répondu de la façon que j'ai rapportée dans ma précédente dépêche, cette pétition était écrite sur un rouleau de papier de huit mètres de longueur et couverte de signatures, comme me l'a assuré le ministre de la justice, M. Silar, auquel elle a été adressée pour faire le nécessaire.

Les nouvelles que je reçois d'Amsterdam m'apprennent que dans cette ville, dans les églises et dans des réunions auxquelles, sous le prétexte d'exercices religieux, assistent beaucoup d'étrangers, beaucoup de Belges entre autres, on conspire ouvertement contre nous dans le but patent de réintégrer le Pape dans sa souveraineté perdue.

Agréez, etc.

Signé : BERTINATTI.

M. VISCONTI VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE ET DE L'ÉTRANGER.

(*Circulaire.*)

Florence, le 16 novembre 1870.

M. le..., au nombre des édifices publics de Rome qui, par suite de la capitulation de l'armée Pontificale, devaient être consignés à l'autorité militaire Italienne, se trouvaient tous les palais et toutes les résidences qui, ne faisant point partie de la dotation ecclésiastique du Saint-Siège, étaient ou pouvaient être affectés au service de l'Administration de l'État. Les clauses de la capitulation contenaient entre autres l'obligation de la part du Commandant de l'armée Pontificale de faire complètement évacuer par la garde Suisse toute la partie de la ville située sur la rive gauche du Tibre.

Contrairement à cette stipulation, quelques soldats de ce corps de milice spécialement préposé à la garde des résidences du Saint-Père avaient continué à monter la garde à l'intérieur du Palais du Quirinal. Le Commandant du corps d'armée qui avait occupé la ville de Rome s'est vu par conséquent dans la nécessité de faire évacuer ce palais; mais ayant eu connaissance des prétentions que le Saint-Siège paraissait disposé à faire valoir au sujet du caractère ecclésiastique de ses droits sur le Quirinal, le Général Cadorna s'est borné à faire garder le palais par un poste de soldats Italiens, après avoir fait apposer par un notaire les scellés sur les portes des appartements ayant servi autrefois d'habitation au Pape.

Le Gouvernement de Sa Majesté a approuvé la conduite du Général Cadorna, qui, tout en faisant respecter les clauses de la capitulation militaire, n'avait préjugé aucune question concernant les droits de

propriété sur le palais. Nous désirions en effet qu'une question si délicate demeurât intacte jusqu'au moment où, après une étude sérieuse des traditions historiques et un examen détaillé des documents administratifs, elle aurait pu recevoir une solution conforme au résultat de nos minutieuses recherches. Cette étude et cet examen sont maintenant terminés, et le résultat obtenu nous a fourni les preuves du droit de propriété de l'État sur le Palais du Quirinal et ses dépendances. Un mémoire, dont vous trouverez ci-joint deux exemplaires, vous permettra de juger par vous-même de la valeur incontestable des preuves que nous avons recueillies. C'est pourquoi je vous prie, M. _____, de vouloir bien faire usage de cette communication auprès du Gouvernement de _____ si vous avez quelque motif de croire que l'occupation du Palais du Quirinal lui ait été représentée sous un faux jour, et si vous jugez utile de rectifier l'impression que cet acte, purement administratif à nos yeux, a pu produire sur lui.

Agréé, etc.

Signé : VISCONTI VENOSTA.

MEMORANDUM.

Il est de fait que le Palais du Quirinal a constamment reçu, dans le langage officiel de la Curie Romaine, la qualification de « Palais Apostolique. » Ce n'est pas cependant une preuve que ce palais appartient personnellement au successeur des Apôtres. Depuis que le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel se sont confondus dans la personne du Pape, la qualification « d'Apostolique » a été appliquée, sans distinction, à des institutions se rattachant soit à l'un, soit à l'autre de ces pouvoirs. Ainsi l'administration du domaine de l'État Pontifical a pris, sous les Pontifes, le nom de « Camera Apostolica. » Par la même raison nous trouvons que de nombreux palais à Rome et dans les provinces Pontificales, bien qu'affectés à des destinations laïques et profanes, portent le titre de « Palazzi Apostolici. »

Il ne suffit donc pas de dire que le Palais du Quirinal est un Palais Apostolique pour prouver qu'il doit être considéré comme une partie intégrante de la dotation ecclésiastique des Papes. Il faut, au contraire, pour arriver à une conclusion sérieuse et positive aborder la question sous un jour plus complet et plus décisif. Il faut, en un mot, chercher le véritable caractère et la situation légale du Palais du Quirinal, soit dans la destination qu'il a reçue à différentes époques, soit dans les circonstances relatives à sa fondation et à ses agrandissements successifs. Deux palais à Rome sont plus spécialement affectés à l'exercice de l'autorité spirituelle du Saint-Père : le

Palais de Latran et le Palais du Vatican. Le premier de ces deux palais, auquel se rattachent les traditions les plus anciennes et les plus vénérées de la Papauté, a été bâti et rebâti, à plusieurs reprises, à côté de la Basilique de Saint-Jean de Latran. Il est réellement le Palais de l'Évêché, ou, pour mieux dire, du Patriarcat de Rome. De même que l'église de Saint-Jean est appelée le « caput urbis et orbis, » le Palais de Latran a été, jusqu'à une époque assez rapprochée, le siège du Chef Suprême de l'Église Catholique. Aujourd'hui encore, c'est dans l'église de Saint-Jean que le Pontife exerce, personnellement ou par le ministère d'un vicaire, les actes et les fonctions du pouvoir épiscopal.

Le Palais de Latran étant devenu d'une habitation moins commode, le siège du Pontife Romain fut transféré au Palais du Vatican, et en même temps les fonctions épiscopales du Saint-Père furent transférées à l'église de Saint Pierre. Dès ce jour les actes du Pontificat ont porté en général la date « apud sanctum Petrum. »

Outre les deux résidences principales de Latran et du Vatican, qui ont le caractère strictement ecclésiastique de sièges des Evêques de Rome, les Pontifes en ont eu d'autres qui ont pu être tour à tour affectées à des destinations différentes. Le Palais qu'on appelle aujourd'hui le « Palazzo di Venezia » a été jadis la résidence d'été des Pontifes. C'est en cette qualité de résidence d'été que le Palais du Quirinal a remplacé le Palais de Venise, depuis que ce dernier a cessé d'appartenir au domaine Pontifical. Naturellement les actes promulgués par les Pontifes pendant leur séjour dans la résidence d'été ne pouvant pas recevoir la date « d'apud sanctum Petrum » ont pris la date « d'apud sanctum Marcum » tant que la résidence d'été au Palais de Venise, et ensuite la date « d'apud sanctum Mariam Majorem » qui est la basilique la plus voisine du Quirinal.

Il est évident que, de même que le palais de Venise a pu être l'objet d'une donation qui l'a fait passer aux mains d'un propriétaire laïque, rien ne s'oppose, au point de vue de sa destination antérieure, à ce que le Palais du Quirinal puisse être affecté à un usage civil. Il n'y a pas, en effet, de raison pour qu'on considère le palais du Quirinal comme étant, sous cet aspect, dans une situation différente de celle du Palais de Venise, qui a pu changer de destination par l'œuvre des pontifes eux-mêmes, bien qu'il ait eu, pendant de longues années, un caractère strictement identique à celui que le palais du Quirinal a conservé jusqu'à nos jours. Le fait que les conclaves ont été tenus au Quirinal depuis 1823 ne prouve rien. Il est certain en effet que les conclaves peuvent se réunir en n'importe quel endroit, bien qu'ils devraient, selon la stricte régularité, être convoqués dans

le Palais où le Pape vient de mourir, On sait d'autre part que le Quirinal a été mis plusieurs fois par les pontifes à la disposition des princes étrangers ; à une époque assez récente, l'empereur François d'Autriche et François de Bourbon y ont demeuré.

La question devient encore plus claire si on l'examine au point de vue des circonstances dans lesquelles le palais du Quirinal a été bâti. Les revenus de la Principauté temporelle des papes étaient gérés par une administration unique, le fisc ou Chambre apostolique (*Camera Apostolica*). Cette administration avait un caractère positivement laïque, et se rattachait directement et exclusivement au pouvoir temporel dont les papes étaient nantis (1). Les choses en étaient déjà ainsi à l'époque de la fondation du Quirinal, à cette différence près que, à cette époque, d'après les témoignages du cardinal Toselli, les revenus du Saint Siège appartenaient à trois catégories distinctes :

1° Les revenus de la Chambre apostolique, c'est-à-dire ceux qui étaient perçus par les officiers de la Chambre apostolique.

2° Les revenus du fisc, que les officiers du fisc percevaient sans la participation des officiers de la Chambre apostolique.

3° Les revenus personnels du Prince, qui étaient soustraits à la gestion soit des officiers du fisc, soit des officiers de la Chambre (2).

(1) Le plus autorisé parmi les écrivains modernes en matière du droit public pontifical, Gaetano Moroni, ancien premier aile de la Chambre (Ajutante di Camera) de Grégoire XVI, s'exprime ainsi dans son Dictionnaire historique et ecclésiastique (Venise, 1840) : « La révérende Chambre apostolique représente l'administration publique de l'État pontifical et de son trésor ou *erario* ; elle s'appelle également Chambre pontificale (*Camera pontificia*). »

Le cardinal de Luca, qui a écrit plusieurs ouvrages sur cette matière dans le XVII^e siècle, affirme que « la Chambre apostolique est considérée comme le fisc d'un prince laïque sans aucun mélange de principauté ecclésiastique. » (Johannis Baptista de Luca, S. R. E. Cardinalis, liber primus, « De Fundis et Bonis Jurisdictionalibus : » Romæ, MDLXX. p. 409.)

Le même auteur est encore plus explicite dans le passage suivant, où il soutient que la Chambre apostolique est l'ensemble des redevances et droits que les différentes villes et provinces sont tenues de payer au prince qui est le chef du Corps politique auquel elles appartiennent : — « Atque ut tua differentia inter fiscum seu Cameram Apostolicam et annonam vobis clare dignosceretur, rogebar, deveniendo ad terminorum explicationem, subjungere quod sub fini seu Camera nomine veniunt illo bono et juro quæ competunt in universum principi seu ipsi reipublicæ ac principatui constituto, ex civitatibus, oppidis et locis in eo existentibus quæ tamquam membra insimul concurrunt ad efformandum istud corpus universale, seu polyticum, cujus, juxta unam opinionem, ipse princeps est caput. » (Liber secundus, « De Regalibus » Romæ, MDCLIX, p. 148. « Discursus XLIV ad Materiam Vestigialium. »)

(2) « Redditi Cameræ Apostolicæ dicuntur illi qui jure ordinario percipiuntur per officiales Cameræ ;

« Fiscales dicuntur qui per fisci officiales percipiuntur et non perveniunt ad manus officialium Cameræ Apostolicæ ;

Ce sont les deux premières catégories de revenus qui ont été réunies plus tard sous la gestion unique de la Chambre apostolique, tandis que les revenus personnels que le Pape perçoit, au moyen de la Chancellerie, la Daterie, et autres institutions ecclésiastiques, ont continué à être administrés séparément.

La direction de la Chambre apostolique était confiée au cardinal Camarlingue (Camarlengo), dont les attributions sont clairement fixées dans la Bulle par laquelle le pape Grégoire III a nommé à cet emploi le cardinal Guastavillani. Durant son administration, et sous les auspices du pape Sixte V, la Chambre apostolique a entrepris, par l'acquisition des terrains et immeubles appartenant à la famille Carafa sur le Quirinal, la construction du célèbre palais de ce nom. La Bulle dit expressément que le cardinal Camarlingue doit veiller au recouvrement des revenus, créances, et droits de la Chambre, réviser ses comptes de perception et de paiement, pourvoir à la défense de l'État, à l'administration de l'armée et de la marine, etc. (1). On ne saurait accentuer davantage le caractère exclusivement laïque du cardinal Camarlingue et de l'administration qu'il dirige. Par la même raison les clercs de la Chambre apostolique sont appelés par Pie IV procureurs du patrimoine de Saint-Pierre, gardiens et présidents des biens de l'État ecclésiastique (2). Ces fonctionnaires avaient donc une juridiction s'étendant à toutes les branches de la Chambre, et l'on peut dire que c'est par leur organe que le Pontife administrait le pouvoir temporel (3).

« Principis sunt qui quasi ad eum ut proprium spectant, et non deveniunt ad manus officialium Cameræ neque officialium fisci. » — (« Practicarum Conclusionum Juris in omni Foro frequentiorum; Dominici Cardinalis Tusei : » tomus I, Romæ, MDCL, p. 608, conclusio XV.)

(1) « In conferendis, etc. proventus, pecunias, res et cætera omnia jura ejusdem Cameræ procurare, rationes impensorum et acceptorum habere, præsidis et munitionibus omnibus præesse; ministros quoscunque in omnibus provinciis, civitatibus, et locis constituere et revocare, alios surrogare; militiam pro usu status et reipublicæ nostræ, ubicumque opus erit, instruere; milites conscribere, stipendia assignare; statuta condere, condita immutare. » (« Bullarium Romanum, » tomus XI, p. 1,359. « Gregorii XIII, Constitutio CVIII. Concessio Officii Camerariatus S. R. E. III. et Rev. Philippo Gastavillano. »

(2) « Cum inter cæteras, etc. cum autem officio clericatus dictæ Cameræ, quod in ipsa curia primum existit, munus potissimum incumbat ejusdem Cameræ res rite recteque administrandi jura et redditus utiliter locandi, contractusque desuper necessarios et opportunos incundi, quorum occasione ipsi clerici Cameræ procuratores patrimonii Beati Petri rerumque omnium status ecclesiæ Romanæ hujusmodi custodes et præsidis merito nuncupantur. » (« Bullarium a Gregorio VII usque ad Sixtum V : » Romæ, 1586, p. 822. « Pii IV, Constitutio CX. Reformatio Cameræ Apostolicæ ejusque Officium. »)

(3) « a la Reverenda Camera Apostolica, la giurisdizione della quale e sopra tutte le materie dove si tratta di interesse della Camera stessa, di istrumenti di affitti,

Or, nous trouvons que ce sont les officiers de la Chambre qui sont intervenus dans les acquisitions à l'aide desquelles on a entrepris la construction du Palais du Quirinal, et que c'est la chambre elle-même, c'est-à-dire le trésor public, qui en a supporté les frais.

Sixte V, considérant que la plupart des officiers de la Cour étaient obligés de s'éloigner de Rome pendant l'été, à cause des grandes chaleurs et de l'insalubrité du climat, ordonna à la Chambre apostolique d'acheter les jardins et le palais à la famille Carafa sur le Quirinal. La Chambre, présidée par le cardinal Guastavillano, arrêta le contrat de vente au prix de 20,000 écus, que le dépositaire général (Trésorier) de la Chambre paya à Naples au moyen d'une lettre de change.

Quelques années plus tard, Paul V adjoignit au palais du Quirinal le couvent des Bénédictins, qu'il se fit donner en échange du palais des Cardinaux titulaires de Sainte-Marie in Transtévère. Ces derniers ont été à leur tour indemnisés par une rente annuelle de 420 écus sur le trésor de la Chambre, soit de l'Etat. Il est juste d'ajouter que le trésor de la Chambre se trouvant épuisé, le Pape annula, d'un trait de plume, la compensation qu'il avait tout d'abord allouée.

Pour la construction des palais, le Trésorier de la Chambre, qui était toujours un des *chierici*, avait été autorisé par un chirographe du Pape à procéder aux contrats nécessaires d'après les devis de l'architecte. Nous trouvons dans les conventions passées avec les maîtres-maçons que c'est le Trésorier de la Chambre qui s'engageait à payer le prix des travaux.

L'achat d'une autre maison contigue ayant été jugé nécessaire *pro servitio palatii mentis Quirinalis*, le pape Paul V ordonna qu'on y procédât au moyen des revenus de la Chambre. Ce pontife s'occupa à plusieurs reprises d'agrandir par des contrats analogues le Palais du Quirinal. C'est ainsi qu'eurent lieu l'acquisition du palais du prince de Masserano, celle de la maison appartenant jadis à la confrérie de Gonfalone, vis-à-vis des chevaux de marbre, celle de plusieurs autres maisons situées sur le Monte-Cavallo, le rachat d'une redevance que le sieur Tiberio Lancellotti possédait sur une des maisons démolies; enfin l'acquisition du palais Maffei, et d'une petite maison de la famille De Ludovicio. Le prix de ces contrats a toujours été payé par la Chambre, ou bien il a été converti en rente annuelle sous la forme

di entrate della sedia Apostolica, delle tesoriere dello stato ecclesiastico, delle cause di comunità et di feudi ecclesiastici, di cause di spogli, di cause di conti con ufficiali e ministri dello stato sopra il battere e corso di monete, di cause d'appellazioni dalli maestri di strade, sopra gli edifici et jure congrui, materie di gabelle, dattii, imposizioni ed altri simili. » (« Relazione della Corte di Roma del Signore Cav. Girolamo Lunadoro : » Venezia, MDCLXXII, p. 42.)

de *luoghi di Monte*, équivalant aux titres actuels des consolidés. Dans tous les cas, c'est le trésor public qui a supporté les frais des agrandissements et embellissements du palais, de même qu'il en avait déjà supporté les frais de construction.

Il est donc impossible de ne pas admettre que le Palais du Quirinal doit être considéré, au point de vue historique aussi bien qu'au point de vue juridique, comme une propriété laïque, faisant partie du domaine de la principauté temporelle des papes.

LE COMTE DE BARRAL A M. VISCONTI VENOSTA.

Bruxelles, le 16 novembre 1870.

M. le Ministre. Hier soir, à une réception du Ministre des affaires étrangères, le baron d'Anethan m'a pris à part pour me dire que le matin même il avait reçu du représentant belge à Rome une protestation du cardinal Antonelli contre la prise de possession du Quirinal. A ma demande sur les termes dans lesquels était rédigée cette protestation, il m'a répondu qu'il y était dit que le Quirinal avait toujours été une propriété privée des Papes, et que surtout l'on s'élevait contre la violence dont on avait usé pour y entrer.

Ayant ensuite demandé à M. d'Anethan s'il ferait une réponse à cette communication, il m'a dit que non, se fondant comme toujours sur la neutralité de la Belgique.

Agréez, etc.

Signé : DE BARRAL.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI VENOSTA.

Munich, le 16 novembre 1870.

M. le Ministre. De retour depuis cinq jours de mon congé, j'ai hésité quelques instants à rendre compte à V. Exc. de la situation que j'ai trouvée ici les premières nouvelles que j'avais reçues tendaient à me faire croire qu'il s'était produit une sensible modification réactionnaire au sujet de la question romaine. Une procession religieuse a eu lieu à Munich le premier dimanche du mois courant, dans le but d'obtenir l'intervention du Ciel en faveur du rétablissement du Pouvoir temporel du Pape. Cet acte public religieux a eu lieu sur l'initiative de quelques catholiques zélés; l'archevêque de Munich s'y est associé, le bas clergé, ainsi qu'une foule de gens qu'on avait fait venir exprès de la campagne. La presse cléricale cherche à venir au se-

cours de la cause du Vatican en s'efforçant de populariser l'idée d'une croisade en faveur du Saint-Siège; mais il faut reconnaître que ses efforts n'ont obtenu que des résultats sans aucune importance. D'un autre côté, il y a la presse libérale qui présente aux Ministres bava-rois la question romaine comme celle qui devrait leur servir à étendre leur influence, et cela autant dans le sens du maintien des prérogatives royales contre la promulgation du dogme sur l'infailibilité, que pour les engager à s'abstenir de toute démonstration contre les évènements nouvellement accomplis dans la cité éternelle.

Agrérez, etc.

Signé : MIGLIORATI.

LE COMMANDEUR CERRUTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Madrid, le 18 novembre 1870.

M. le Ministre. Ayant communiqué à M. Sagasta la circulaire que V. Exc. m'a adressée, le 18 octobre dernier, concernant le plébiscite romain, j'ai eu comme réponse de S. Exc. la note dont je vous expédie ci-jointe la traduction en langue italienne. Ce document m'a paru assez important pour que j'aie cru devoir vous en envoyer un résumé par le télégraphe.

Agrérez, etc.

Signé : CERRUTI.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA.

Berlin, le 20 novembre 1870.

M. le Ministre. Hier dans mon entrevue avec le Secrétaire d'état, j'ai fait quelque allusion à l'adresse présentée récemment à Versailles à S. M. le roi de Prusse par Mgr Ledochowski. Cette adresse, dont les journaux donnent le texte, est rédigée dans des termes très-accen-tués de blâme contre notre Gouvernement « qui à la suite, ou se ser-
« vant de la révolution, a ravi par la violence au Pape le pouvoir
« temporel, a envahi la capitale de la Catholicité... Cet acte de vio-
« lence doit exercer une influence pernicieuse sur l'ordre moral, po-
« litique et social déjà si profondément miné par les doctrines de
« l'impunité... Le principe monarchique en est ébranlé au point qu'il
« sera difficile d'inspirer au peuple le respect de ce qui est sacré et
« honorable, quand dans Rome les Italiens le foulent impunément
« aux pieds. » Le Roi est invité à prêter son appui pour que le Gou-
vernement italien rende ce qui appartient aux catholiques, et délivre
le Pape de ses tribulations.

M. de Thile m'a dit que S. M., jusqu'ici du moins, n'avait donné aucune réponse à cette adresse qui était venue grossir le nombre de celles déjà transmises à Versailles. Ces manifestations ne manquaient pas de causer au Cabinet de Berlin des embarras augmentés encore par le résultat des élections générales pour la diète prussienne. Les catholiques y seront plus fortement représentés que dans la précédente législature. Ils compteront une soixantaine de voix qui, dans la balance des partis, formeront un appoint important et peut-être décisif pour former une majorité. Aucun parti n'est mieux discipliné que celui-là. Il obéit évidemment à un mot d'ordre. L'Eglise catholique n'a rien à voir avec ceux qui abusent des idées religieuses et de respectables croyances, Mais parmi ses membres se glissent des ultramontains qui mêlent la religion à la politique intérieure et étrangère. Leurs chefs sont connus. Comme ils manœuvrent habilement, et disposent d'une grande influence parmi leurs coréligionnaires, ils pourraient susciter de graves difficultés au Gouvernement, surtout dans les circonstances actuelles. M. de Thile m'a répété ce qu'il m'avait déjà dit à plusieurs reprises, qu'il espérait que nous saurions tenir compte de cette position délicate du Cabinet de Berlin, et que nous chercherions à ne pas l'aggraver. Un des moyens serait sans doute d'user des meilleurs procédés envers le Pape, et de lui rendre tolérable le séjour de Rome.

Je n'ai pas jugé à propos d'entrer en discussion sur ce point; j'ai cependant trouvé dans les faits récents qui se sont accomplis, ainsi que dans les communications de V. Exc. des arguments qui mettent le Gouvernement et le pays tout entier à l'abri du reproche de manquer au principe monarchique.

Agrérez, etc.

Signé : LAUNAY.

LE COMTE DE LAUNAY A M. VISCONTI VENOSTA

Berlin, le 24 novembre 1870.

M. le Ministre. V. Exc. sait que plus d'une fois M. de Thile a émis au moins des doutes sur le droit de propriété de l'État sur le palais du Quirinal et ses dépendances.

J'ai donc jugé à propos de profiter de la faculté qui m'était laissée par la dépêche de V. Exc. du 16 novembre, en remettant au Secrétaire d'état une copie du mémoire y annexé.

Agrérez, etc.

Signé : LAUNAY.

M. VISCONTI VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE
A L'ÉTRANGER.

Florence, le 23 novembre 1870.

Monsieur, on s'est préoccupé à Rome, aussi bien qu'à l'étranger, des mesures prises par le Gouvernement italien pour remplacer l'enseignement public du *Collegio romano*, jusqu'ici confié à la congrégation des Jésuites, par un gymnase, un lycée et une école technique organisés d'après les lois en vigueur dans les autres parties du Royaume.

On a prétendu que ces mesures avaient eu pour effet de créer des obstacles à l'instruction que les élèves appartenant à différents collèges étrangers recevaient dans les écoles des Jésuites, et que l'application de la législation italienne venait ainsi entraver l'enseignement religieux du collège romain.

Il importe que vous soyez à même de rectifier l'inexactitude de cette allégation, et que vous sachiez que les mesures adoptées par la Lieutenance du Roi à Rome concernent uniquement l'enseignement donné aux élèves sujets italiens sur les matières étrangères à la religion. Pour ce qui regarde l'instruction religieuse et l'enseignement donné aux élèves étrangers, les autorités royales se sont abstenues de tout acte pouvant faire croire à une immixtion de leur part. Elles ont pris soin de bien faire savoir, dans leurs communications au recteur du collège des Jésuites, que la congrégation conservait une liberté pleine et entière à l'égard de l'instruction religieuse et de l'enseignement réservé aux élèves des collèges étrangers.

Le Gouvernement du Roi devait naturellement se préoccuper de fournir à la population de Rome les moyens nécessaires pour l'instruction laïque de la jeunesse. Il a la conviction d'avoir pourvu à ce besoin urgent de la manière qui lui était imposée par les exigences de la société moderne, sans avoir nullement dérogé à ses principes pour ce qui concerne la liberté de l'enseignement religieux.

Agréé, etc.

Signé: VISCONTI-VENOSTA.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Vienne, le 26 novembre 1870.

M. le Ministre, j'ai fait allusion dans l'une de mes dépêches de l'agitation catholique qui s'est manifestée dans les pays de la monarchie austro-hongroise à la suite de l'occupation de Rome et de la réunion

des provinces romaines au royaume d'Italie. Je crois de mon devoir de vous donner quelques détails particuliers à ce sujet.

Je ne répéterai pas que ce fait a profondément ému l'aristocratie et le clergé. Beaucoup d'évêques, parmi lesquels se distinguent surtout ceux de Vienne, d'Olmütz, de Salzbourg, de Linz, de Gratz, de Presbourg et le Primat de Hongrie ont ordonné des prières publiques dans les églises pour le Pontife. Ces mandements épiscopaux renferment de très-graves invectives contre le Gouvernement du Roi, dépeignent la position du Pape comme intolérable et affirment qu'il est prisonnier et privé de la liberté nécessaire pour exercer ses hautes fonctions spirituelles ; enfin ils engagent les fidèles à fournir des cotisations en argent. Il y a à noter au sujet de ces mandements épiscopaux qu'il ne s'y trouve pas de demande précise adressée au Gouvernement Impérial et Royal pour le rétablissement du pouvoir temporel du Pape, Ce qu'il est facile d'expliquer pour deux raisons : d'abord pour ne pas se mettre en contradiction avec la conduite actuelle du Gouvernement austro-hongrois ; deuxièmement par la raison qu'une demande ainsi faite n'obtenant pas de résultat pratique, diminuerait l'influence des évêques sur le peuple.

Les protestations émanant des associations catholiques moins obligées à tenir compte des convenances politiques, sont beaucoup plus explicites. La plus grande partie de ces associations est de formation récente ; elle sont leur siège principal dans les grandes villes, mais leur action s'étend jusque dans les campagnes ; leur but est d'organiser et de discipliner le parti catholique, non-seulement pour le culte, mais surtout pour exercer une influence sur la direction politique de l'Empire. Il est difficile de connaître maintenant le nombre exact de ces associations et de leurs adhérents ; on peut en évaluer l'importance par la part qu'elles prennent aux luttes électorales et par le nombre de députés qu'elles réussissent à envoyer aux Diètes, nombre qui varie suivant les différentes provinces. En Tyrol et dans la plus grande partie des pays slaves elles ont la majorité pendant qu'elles ne parviennent qu'à faire passer très-peu de représentants dans la Diète de la Basse-Autriche ayant son siège à Vienne.

Presque toutes ces protestations se ressemblent pour les idées et pour le style. Elles déclarent que le Pape, privé du pouvoir temporel, manque de la principal garantie pour assurer le libre exercice de son autorité, et que la chute du trône pontifical, le plus ancien et le plus vénérable de tous, rend douteuse et fragile l'existence de tous les trônes légitimes ; elles cherchent à dépeindre les grands maux auxquels l'Autriche s'expose en laissant sans protestation le dépouillement du Pontife, d'autant plus qu'elle doit sa grandeur à la défense

continuelle qu'elle a toujours suivie de la religion catholique et du Saint-Siège ; elles touchent encore en dernier lieu les dangers de l'usurpation italienne qui voudra bientôt s'étendre à d'autres territoires appartenant à l'Empire.

Tels sont les sentiments exprimés par une partie du clergé séculier et par les adhérents qui lui sont unis dans les associations. Je dois encore noter quelques processions publiques et solennelles qui ont eu lieu dans différentes provinces avec une grande pompe et un grand concours de fidèles, dans le but d'invoquer les secours divins en faveur du Saint-Siège. Quant au clergé régulier, si on en excepte les Jésuites, surtout en Tyrol, l'attitude des autres ordres a été beaucoup plus réservée. Cette conduite a été dénoncée avec indignation par le journal le *Vaterland* qui n'a pas reculé à déclarer que : si la vente des biens des communautés est en elle-même un acte de spoliation, elle n'en est pas moins dans ses effets, telle que la religion en souffrirait peu.

En général, le mouvement catholique, quoique protégé et aidé par le haut clergé et par la plus grande partie de l'aristocratie, classe qui, en Autriche, exerce encore une grande influence et possède d'immenses richesses, n'a pas encore jeté de profondes racines, et la bourgeoisie, surtout la bourgeoisie allemande, y est demeurée presque entièrement étrangère, de façon qu'il n'y a pas à craindre dans ce moment que ce mouvement s'empare de l'opinion publique et soit assez puissant pour produire des désordres matériels dans le pays ou puisse porter au pouvoir un cabinet clérical. Mais, si cela arrivait par la coalition des partis ou particulièrement de causes latentes qui ont si souvent modifié la constitution de l'Empire, dans ce cas surgirait le danger que le Gouvernement austro-hongrois, abandonnant la conduite réservée, mais bienveillante, qu'il a tenue jusqu'à présent à l'égard de l'Italie, ne voulût s'ingérer activement dans la question romaine, et ne créât des difficultés à l'œuvre d'unité et de réorganisation à laquelle le Gouvernement italien est adonné dans ce moment. Il est certain que ces dangers seront d'autant moindres qu'il sera plus clairement établi que l'Italie donne au Pape toutes les garanties nécessaires à son indépendance spirituelle et rassure entièrement les catholiques sincères et de bonne foi, qui ne font pas de la religion une arme de parti politique.

Agréez, etc.

Signé : MINGHETTI.

M. MINGHETTI A M. VISCONTI VENOSTA.

Vienne, le 27 novembre 1870.

M. le Ministre, le comte de Beust m'a donné connaissance d'une lettre qu'il a écrite au baron de Kübeck avec l'instruction de soumettre confidentiellement à V. E. quelques observations sur la conduite du Gouvernement italien envers le Saint-Siège, conduite qui, dans les derniers jours, ne lui semble pas répondre entièrement à l'attente que nos précédentes déclarations avaient fait naître dans les esprits. Les paroles du comte de Beust ont été amicales et son seul dessein a paru être de ne pas me laisser ignorer cette communication. Il m'a semblé pourtant nécessaire d'exprimer à Son Excellence comment le Gouvernement italien ne s'était pas départi des principes énoncés et qu'il persévérerait dans la direction politique qui avait été très-convenablement appréciée par les gouvernements catholiques eux-mêmes. J'ai parlé ensuite de l'intérêt que la cour de Rome a à présenter les faits d'une manière qui nous soit désavantageuse, et je l'ai prié ensuite de vouloir bien préciser les faits qui lui paraissent différents du cours normal de votre politique. Son Excellence, me soumettant quelques rapports qu'elle avait reçus, m'a indiqué l'occupation du Quirinal et celle du collège romain.

Ayant reçu de Votre Excellence le mémoire relatif à l'occupation du Quirinal, je me suis empressé d'en expliquer les raisons et j'ai laissé le mémoire même entre les mains de Son Excellence. Puis, au sujet du collège romain, j'ai expliqué l'impossibilité dans laquelle le Gouvernement romain se trouvait de laisser l'instruction entre les mains des jésuites, que, pour ce qui m'était connu, le Gouvernement n'avait, en aucune façon, mis la main sur l'enseignement qu'on peut appeler international, et qu'il était contraint de résoudre cette question dans le sens le plus libéral et le plus équitable.

Agréé, etc.

Signé : MINGHETTI.

LE CHEVALIER NIGRA A M. VISCONTI VENOSTA.

Tours, le 28 novembre 1870.

M. le Ministre. Je m'empresse de vous accuser réception de la dépêche que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser le 16 courant et qui se rapporte à la prise de possession du Palais du Quirinal de même que le mémoire qui y était joint et qui est destiné à prouver en droit que ce Palais est une propriété de l'État.

Je remercie V. Exc. de cette communication qui ne pouvait être plus convenable et plus opportune. Le Saint-Siège n'avait, en effet, pas manqué de faire parvenir au Gouvernement français, au sujet de cette occupation les protestations les plus vives, et de la présenter comme une violation d'un droit sacré et incontestable. C'est pour cela que j'ai cru nécessaire de remettre, une copie du mémoire que V. Exc. m'avait expédié, entre les mains du comte de Chaudordy et j'ai appelé son attention sur les raisons légales et historiques qui y sont développées.

Le comte de Chaudordy a accueilli cette communication en méditant qu'il la lirait avec tout l'intérêt que méritait ce sujet délicat.

Agrérez, etc.

Signé : NIGRA.

LE MARQUIS MIGLIORATI A M. VISCONTI VENOSTA.

Munich, le 30 novembre 1870.

M. le Ministre. J'ai reçu la dépêche que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 16 courant, relative à l'occupation du Quirinal par une partie du Gouvernement de S. M. J'ai trouvé joint à cette dépêche le mémoire historique dont elle faisait mention et dans lequel est retracée l'origine de ce Palais et le caractère domanial qu'il revêt.

Je me suis servi de ce document précisément dans le sens que m'avait indiqué V. Exc., soit pour rectifier l'impression peu favorable que l'on avait éprouvée ici au sujet du fait d'avoir occupé une propriété qui a toujours eu la dénomination de Palais apostolique.

Je crois pouvoir affirmer que l'usage que j'ai fait de ce document a obtenu le résultat que V. Exc. en attendait.

Agrérez, etc.

Signé : MIGLIORATI.

M. VISCONTI VENOSTA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE L'ITALIE
A L'ÉTRANGER.

Florence, le 4^{er} décembre 1870.

Monsieur. Les journaux italiens ont publié une circulaire adressée le 8 novembre par le cardinal Antonelli aux nonces du Pape. Il vous suffira de lire ce document pour comprendre que notre intention ne saurait être d'y répondre point par point. Mais la circulaire de S. Em. contient une accusation contre notre armée, et il est de notre devoir de la repousser.

Vous remarquerez que le cardinal Antonelli, en déplorant les violences qui, d'après lui, ont eu lieu à Rome, a parlé de vengeance sanglantes dont les soldats du Pape auraient été les victimes, ainsi que du pillage des casernes et autres établissements publics. Dans la circulaire pontificale il est dit en outre que le pillage s'est effectué pendant deux jours sous les yeux d'une armée qui demeurerait impassible en présence de ces scènes de désordre.

Heureusement ces allégations peuvent facilement être réfutées. Nous n'avons pour cela qu'à rappeler les circonstances qui ont accompagné l'entrée de nos troupes à Rome, et à nous en remettre au témoignage impartial de ceux qui dans ce premier moment ont reconnu et loué l'esprit et la conduite des soldats italiens.

Bien qu'une ville ne puisse être enlevée de force sans causer des pertes et des dommages et sans y produire du désordre, l'occupation de Rome, malgré la résistance opposée par les troupes pontificales, a pu avoir lieu sans que ces inconvénients aient acquis, je ne dirai pas les proportions ordinaires, mais même des proportions sensibles. Cette circonstance est due surtout aux dispositions prises par le commandement du corps d'expédition avant l'entrée des troupes dans la ville de Rome. Des ordres par écrit avaient été donnés aux chefs militaires pour que tout excès fût immédiatement et sévèrement réprimé. Aux cinq colonnes de troupes destinées à occuper la ville on avait assigné d'avance une zone dans laquelle chacune d'elles devait maintenir l'ordre en protégeant les personnes et les édifices publics. Les places, les ministères, les établissements, les collèges, les casernes, la trésorerie, tout avait été indiqué aux différents corps de troupes appelés à les protéger. Ces sages mesures ont produit leur effet. Tous ceux que la passion politique ou un parti pris n'aveuglaient point reconnaissent hautement la discipline et les qualités dont nos troupes avaient fait preuve, ainsi que les résultats salutaires obtenus par leur intervention dans un moment où les intérêts de l'ordre auraient pu recevoir les plus graves atteintes. Chacun s'étonnait que, immédiatement après la chute d'un pouvoir soutenu depuis nombre d'années par des troupes mercenaires et imposé aux populations par la terreur, la ville de Rome eût pu reprendre en si peu de jours son aspect habituel.

Cependant, aux difficultés ordinaires que l'autorité chargée de maintenir l'ordre et la tranquillité rencontre toujours en pareil cas, étaient venues se joindre celles que les employés de l'administration pontificale avaient cherché à créer au moment même de l'entrée des troupes Royales à Rome. Les établissements affectés aux différentes administrations, les magasins de l'État, les casernes ont été abandonnés par

ceux qui avaient la mission et le devoir de les garder. Les portes de la plupart de ces édifices ont été laissées ouvertes à la foule qui aurait pu y commettre des dévastations. On est toutefois arrivé à temps pour prévenir ces désordres. Quelques effets d'équipement militaire avaient été enlevés des casernes ; mais les ordres sévères du commandement militaire ont suffi pour faire rendre la plus grande partie de ces objets.

Mais ce n'est pas seulement en protégeant ces établissements que nos soldats ont pu montrer leur esprit d'ordre, leur discipline et leur abnégation. Les monastères, les couvents et en général toutes les maisons appartenant aux corporations religieuses n'ont été protégées, dans le premier moment d'effervescence populaire, que par l'attitude énergique des troupes royales. Les nombreux soldats débandés appartenant aux corps étrangers, à la gendarmerie et à la police pontificale ont dû d'être soustraits à la fureur populaire au soin avec lequel ils ont été recueillis et avec lequel on a évité de les exposer aux regards d'une foule qu'ils avaient si longtemps provoquée. Je ne veux point insister sur ces faits. Le témoignage des hommes impartiaux qui se trouvaient à Rome au moment où nos troupes y entraient, en est assurément la meilleure preuve. Ce témoignage ne nous a pas fait défaut au moment même où cet événement s'accomplissait, et les accusations tardives du cardinal Antonelli ne sauraient lui enlever maintenant toute l'autorité que nous pouvons justement lui attribuer.

Agrérez, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

M. TUGINI A M. VISCONTI VENOSTA.

Carlsruhe, le 2 décembre 1870.

M. le Ministre. Prenant occasion du bruit que la presse cléricale de ce pays a fait à propos de la prise de possession du palais du Quirinal par les autorités royales, M. de Pfeuffer m'a demandé si réellement ce palais n'avait servi qu'à un usage purement ecclésiastique comme le prétendent les journaux cléricaux.

A peine ai-je été en possession de la circulaire de l'ordre politique que V. Exc. a bien voulu m'expédier à la date du 16 novembre dernier que je me suis rendu chez M. Pfeuffer auquel j'en ai communiqué le contenu, lui laissant entre les mains un exemplaire du mémoire qui y était joint et relatif au caractère laïque du palais du Quirinal. Il ne m'a pas fallu beaucoup de temps ni beaucoup de peine pour persuader à mon interlocuteur que la dénomination de *palais apostolique* donnée au Quirinal ne prouvait en aucune façon qu'il faisait partie

de la dot ecclésiastique des Papes. Et que pour démontrer le peu de fondement des protestations du Saint-Siège à ce sujet, il suffisait d'examiner la destination que ce palais avait eue à différentes époques et les circonstances qui avaient accompagné son édification et ses agrandissements successifs. Le résultat de cet examen se trouve réuni dans le mémoire cité ci-dessus, dans lequel les preuves historiques et juridiques du droit de propriété que l'État revendique sur cet édifice, détruisent toute argumentation pour prouver le contraire et légitiment la prise de possession de la part du Gouvernement royal.

M. de Pfeuffer m'a chaleureusement remercié de cette communication, puis il a ajouté que d'après ce que je venais de lui dire il s'empresserait de lire attentivement cet écrit dans lequel à ce qui lui semblait l'intérêt de l'érudition historique ne devait pas être moindre que l'intérêt politique.

Agrez, etc.

Signé : TUGNI

LE BARON D'ANETHAN AU BARON PYKE DE PETEGHEM, A ROME.

Bruxelles, le 30 décembre 1870.

M. le baron, j'ai sous les yeux votre lettre du 19 décembre, n° 146.

D'après cette communication, la politique du cabinet de Florence, dans la question romaine, aurait attiré l'attention de quelques membres du corps diplomatique accrédité près du Saint Siége.

L'esprit de ses institutions et le rôle qui lui est assigné dans le concert européen, tracent à la Belgique sa ligne de conduite.

L'incident que soulève l'occupation de Rome par les troupes italiennes doit être envisagé sous un double aspect; il fait surgir une question religieuse et une question politique.

En vous plaçant sous le premier point de vue, vous ne devez pas hésiter, monsieur le baron, à faire connaître que le Gouvernement du Roi considère la pleine indépendance du Souverain Pontife dans l'exercice de ses fonctions spirituelles comme réclamée par un intérêt social et religieux. C'est dire que cette question mérite la plus sérieuse attention. La liberté des cultes, inscrite dans notre pacte fondamental, impose au Gouvernement le devoir de ne rien négliger pour en assurer l'entier bénéfice à toutes les confessions religieuses. Or, cette liberté ne serait pas réelle et complète pour les catholiques le jour où leur chef spirituel ne serait pas lui-même libre et où leurs rapports avec le Souverain Pontife pourraient être entravés.

Vous devez donc, le cas échéant, vous montrer favorable à toute

négociation, à toute entente qui tendrait à réaliser le but que les ministres du Roi ont à cœur de voir atteindre.

Quant à la souveraineté temporelle du Saint Siège, envisagée comme question politique et territoriale, la Belgique ne peut faire abstraction de la position que les traités lui ont faite et qui l'oblige à observer la neutralité envers *tous* les autres États. Je ne puis que rappeler à cet égard ma réponse à l'interpellation qui m'a été adressée dans la séance du Sénat du 26 septembre dernier.

Je veux toutefois la compléter par une observation qui a pour nous un intérêt propre et facile à saisir : c'est que la Belgique n'a point à sanctionner par une approbation quelconque des faits où des théories dont la portée pourrait n'être pas sans danger pour les États secondaires.

Je me réserve, selon la marche des événements, de revenir sur ces instructions, et, en attendant, je ne puis que vous recommander d'apporter dans leur exécution le tact et la prudence dont vous avez déjà donné des preuves, et que commande plus que jamais une situation si sérieuse et si délicate à tant de points de vue.

Veuillez agréer, etc.

Signé : D'ANETHAN.

LE CARDINAL ANTONELLI AUX NONCES APOSTOLIQUES
A L'ÉTRANGER.

Rome, le 2 janvier 1871.

Illustrissime et révérendissime Seigneur, le roi Victor Emmanuel, accompagné de quatre de ses ministres, est arrivé presque à l'improviste à Rome, dans la nuit du 30 au 31 décembre dernier. Ce voyage imprévu fut, comme on l'a écrit de Florence, délibéré et décidé dans un conseil tenu par les ministres dans la matinée même du 30. Pour avoir un prétexte qui justifîât une pareille résolution, et pour en diminuer l'importance aux yeux de la diplomatie, on imagina de mettre en avant le désir du Roi de voir de ses propres yeux les dommages causés à la population par le débordement extraordinaire du Tibre, et d'apporter lui-même un remède efficace, en encourageant par sa présence les pauvres inondés.

Mais il n'est pas inutile de faire observer que, dans la matinée du même jour 30 décembre, le Sénat du royaume avait discuté et approuvé le projet de loi relatif à l'acceptation du plébiscite. Ce qui est encore plus digne de considération, la loi votée quelques heures auparavant par les sénateurs fut confirmée et signée par les ministres

pendant leur court séjour dans cette capitale, et elle fut publiée le soir même dans la *Gazette officielle* de Rome.

L'ensemble de ces actes inspire naturellement la pensée qu'on a voulu, par un fait accompli inopinément, fermer la bouche aux observations qu'aurait pu présenter telle ou telle puissance, et sanctionner, en même temps, sous une forme plus solennelle, les usurpations commises au préjudice du Saint Père et de la catholicité, en faisant signer par le Roi le décret qui les confirme au lieu même de la spoliation.

Pour moi, j'aime à croire que cette supposition est sans fondement, ne pouvant admettre qu'un ministère puisse pousser l'importunité jusqu'à contraindre le Roi à un voyage aussi imprévu et rendu aussi difficile par l'état des routes, et cela dans le seul but d'infliger un plus sanglant affront à la dignité du Pontife et à la souveraineté du Saint Père.

Victor Emmanuel repartit pour Florence à cinq heures de l'après-midi du même jour, 31 décembre, de sorte que son séjour n'a pas duré plus de treize heures. Du reste, soit à cause du mauvais temps, soit à cause des désastres soufferts par le peuple, soit effet du mécontentement général, on lui fit un accueil plus froid que celui auquel on pouvait s'attendre.

A l'exception du prince Doria et d'un certain Placidi, avocat, la municipalité même, bien qu'invitée et prévenue à temps, ne se porta pas à la gare pour le recevoir. Le peuple, dans son bon sens naturel, ne manqua pas de comparer les manifestations spontanées et universelles dont le Saint Père était l'objet, à celle par laquelle on a voulu fêter l'arrivée du roi Victor Emmanuel.

Notez en outre qu'on avait pris toutes les mesures possibles pour la rendre splendide par le nombre et les acclamations, car, disait-on, c'était la première fois que le Roi paraissait au milieu de ses nouveaux sujets. Je crois inutile d'insister sur un tel fait; le représentant du Gouvernement de n'aura certes pas négligé de faire connaître à M. le ministre des affaires étrangères ce qui s'est passé en cette occasion et les impressions produites par un pareil événement.

Signé : Cardinal G. ANTONELLI.

LE BARON D'ANETHAN A M. SOLVYNS, A FLORENCE.

Bruxelles, le 12 janvier 1871.

M. le Ministre, le livre vert que vous m'avez transmis avec votre lettre n° 244, contient plusieurs dépêches dans lesquelles le ministre

d'Italie rend compte des conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec S. Exc. au sujet de la question romaine.

Si j'avais cru que ces conversations dussent recevoir de la publicité, mon langage n'eût sans doute pas été différent de ce qu'il a été, mais j'aurais prié le comte de Barral de vouloir bien me communiquer, avant de les expédier, les dépêches dont il s'agit; non point, M. le ministre, que j'aie un seul instant la pensée de mettre en doute l'entière bonne foi de mon interlocuteur, mais il est toujours difficile de reproduire avec une parfaite exactitude et sans omettre aucun point les paroles prononcées dans le cours d'un entretien, et de ne pas s'exposer à aller au delà de l'intention de celui de qui elles émanent.

Si les choses se fussent passées ainsi, je ne serais pas obligé de faire, après la publication de la dépêche du 8 novembre 1870, les réserves et les rectifications que je vais avoir l'honneur de vous communiquer.

D'après M. de Barral, la circulaire de M. Visconti Venosta aurait fait sur moi une excellente impression : M. le ministre d'Italie s'est trompé sous ce rapport. Personne ne pourra supposer que j'aie accueilli avec satisfaction la nouvelle de l'occupation de Rome par l'armée italienne, et aucune de mes paroles n'a eu et n'a pu avoir cette portée. Sans prétendre me rappeler textuellement les termes dont je me suis servi à cette époque déjà éloignée, je suis certain de ne pas avoir exprimé l'opinion que « la séparation absolue de l'Église et de l'État est inscrite dans la Constitution comme principe fondamental. » Semblable assertion n'eût point été vraie, la Constitution elle-même ayant établi certaines obligations de l'État envers les cultes et certains devoirs de ceux-ci envers celui-là. Je me serais d'ailleurs bien gardé d'employer ces expressions, parce que, généralement, on leur attribue un sens qui implique, non-seulement la séparation, mais l'hostilité, l'antagonisme. Je n'ai pu parler que de l'indépendance réciproque de l'Église et de l'État, ce qui est tout différent.

Sans me prononcer sur le fait de l'occupation de Rome, je me suis empressé de revendiquer hautement l'indépendance du Souverain Pontife et d'émettre l'avis qu'il convenait de faire appel à un concert européen pour assurer cette indépendance, sans laquelle la liberté religieuse des catholiques n'existerait pas; et pour prouver que dans l'appréciation du fait qui m'était notifié, je restais conséquent avec l'opinion que j'avais émise lors de la reconnaissance du royaume d'Italie, j'ai lu au comte de Barral une partie du discours que j'ai prononcé à cette occasion devant le Sénat. J'avais blâmé le cabinet de s'être trop hâté de reconnaître un fait qui ne me paraissait pas entièrement consommé et d'avoir procédé à cette reconnaissance avant

plusieurs grandes puissances; j'aurais été inconséquent si mes appréciations actuelles n'avaient pas répondu aux idées que j'exprimais alors et s'étaient écartées de cette réserve qui me paraît, aujourd'hui plus que jamais, impérieusement commandée à la Belgique.

Vous aurez sans doute pris lecture de la réponse que, dans la séance du Sénat du 26 septembre dernier, j'ai faite à une interpellation qui m'avait été adressée au sujet de l'entrée des Italiens à Rome. Cette réponse, qui n'a soulevé de critique dans aucun parti, fixe l'attitude à laquelle le Gouvernement restera fidèle; elle a également dicté les instructions que j'ai transmises récemment à votre collègue près le Saint Siège et dont vous trouverez la copie sous ce pli. (1)

J'ai à faire une dernière observation; d'après M. de Barral, j'aurais dit : « Comme gouvernement, la Belgique doit et veut rester neutre. Toutes les instances, tous les essais de pression qui pourraient se produire pour nous faire départir de cette voie n'aboutiraient à rien. »

Cette phrase pourrait faire supposer que je redoutais, de la part de mes amis aux Chambres, une pression pour obtenir de ma part soit un changement de langage, soit des actes peu en harmonie avec le principe de la neutralité. Or, tel n'a pas été le sens de notre conversation; M. de Barral m'a demandé si je m'attendais à des interpellations; je lui ai répondu que non, ajoutant que si on m'en adressait, elles pourraient venir aussi bien de la gauche que de la droite, et que, fidèle aux principes que j'avais énoncés, il me serait facile d'y répondre et de justifier ma conduite.

Vous voudrez bien, dans vos entretiens avec M. le ministre des affaires étrangères, faire usage des éclaircissements qui précèdent.

Veillez agréer, etc.

Signé : D'ANETHAN.

SIR A. PAGET AU COMTE DE GRANVILLE

(Extrait.)

Florence, le 26 janvier 1871.

Le prince et la princesse de Piémont sont arrivés à Rome le 23 courant.

Ils ont été reçus à la gare par les principales autorités civiles et militaires, et il paraît qu'ils ont été accueillis très-chaleureusement par la population.

Le général de La Marmora est toujours à Rome, mais on s'attend à tout moment à son départ pour Florence.

(1) Voir 30 décembre page 406.

LE BARON D'ANETHAN AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE LA BELGIQUE
A L'ÉTRANGER.

(Circulaire.)

Bruxelles, le 28 janvier 1871.

Monsieur, le Gouvernement du Roi est profondément convaincu que le Souverain-Pontife doit pouvoir exercer, dans la plénitude de son indépendance, la haute autorité spirituelle dont il est revêtu. Je ne crois pas avoir besoin d'insister sur ce point, qui ne peut être sérieusement contesté par personne ; mais il me paraît utile de revenir, pour en développer la portée, sur le passage de ma lettre du 30 décembre relatif à la mesure dans laquelle la Belgique pourrait participer aux dispositions qui seraient jugées nécessaires pour mettre en fait cette indépendance à l'abri de toute atteinte.

La Constitution belge garantit la liberté des cultes. Elle reconnaît aux ministres des cultes, entre autres dispositions tutélaires de ce principe, le droit de correspondre avec leurs supérieurs. Il est, par conséquent, dans l'esprit comme dans la lettre de notre pacte fondamental, que des relations libres existent entre le clergé catholique et le Pape, chef de la catholicité.

L'État a pour mission de protéger les intérêts de tous les citoyens. Les biens moraux n'ont pas moins de titres à sa sollicitude que les biens matériels. La protection que le Gouvernement accorde aux intérêts du commerce et de l'industrie, il ne peut la refuser aux intérêts supérieurs de la religion ; il est tenu de protéger la liberté religieuse des catholiques tout comme il devrait, pour être fidèle à la Constitution, défendre, le cas échéant et dans la limite de ses pouvoirs, la liberté religieuse de ceux de nos compatriotes qui professent un autre culte. C'est donc un droit, c'est même un devoir pour le Gouvernement d'employer tous les moyens compatibles avec la situation que le droit public nous a faite pour aider à assurer l'indépendance complète du Souverain-Pontife, indépendance qui est une condition indispensable de la liberté religieuse des catholiques de tous les pays.

Cette action protectrice jusqu'où peut-elle s'étendre sans franchir les limites tracées par notre code international ?

« La Belgique formera un Etat *indépendant* et perpétuellement *neutre*. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États. » Ainsi s'exprime l'art. 7 du Traité de 1831. Il en résulte que si la Belgique ne peut intervenir par les armes dans aucun différend international, cette restriction ne lui enlève pas son caractère d'État souverain. C'est en ce sens que le Congrès national se pro-

nonça lors de la discussion des clauses qui figurèrent plus tard dans le Traité du 15 novembre 1831. C'est encore en ce sens que s'énonçait M. Frère-Orban lors de la reconnaissance du royaume d'Italie en 1861. « Les mêmes actes qui proclament la neutralité de la Belgique, disait l'honorable Ministre des finances, proclament aussi son indépendance. En vertu de cette indépendance, la Belgique a le droit de décider seule quelle est l'attitude qu'elle doit prendre vis-à-vis des pouvoirs nouveaux qui se constituent en Italie ou ailleurs... Pendant trente années, la Belgique n'a cessé de pratiquer ainsi son indépendance sans qu'aucune espèce de contestation se soit élevée en Europe au sujet de l'exercice de ce droit. » L'honorable M. d'Hoffschmidt disait, de son côté :

« Gardons-nous d'étendre les obligations qui nous incombent comme puissance neutre ; car si nous allions trop loin dans cette voie, nous pourrions courir le risque de nuire à notre propre liberté et à nos droits de souveraineté. Les devoirs de la neutralité sont limités à l'obligation de ne pas intervenir en faveur des belligérants, de ne pas intervenir dans les conflits européens. Mais en dehors de cette obligation, nous sommes parfaitement libres de poser tous les actes qui conviennent à nos intérêts et à notre dignité. »

Constamment guidée par ces règles, la Belgique a cru qu'il ne lui était pas interdit de suivre d'un œil vigilant les affaires qui se traitent dans le concert européen, et elle n'a pas hésité, en plusieurs circonstances, à s'associer aux démarches de gouvernements étrangers en vue de sauvegarder des intérêts d'ordre général.

Lors de la révolution romaine de 1848, l'envoyé belge, après s'être associé aux protestations des ambassadeurs et ministres des autres puissances, suivit le Pape à Gaëte, quoique Sa Sainteté fût dépossédée de ses États. Peu de temps après, le prince de Ligne se rendit à Portici pour remettre ses lettres à Pie IX, et reçut l'ordre de ne pas quitter la personne du Souverain-Pontife.

Lorsque l'Empereur des Français invita les puissances européennes à former un congrès (1) pour terminer à l'amiable leurs différends et régler d'un commun accord les questions qui préoccupaient les cabinets et les peuples, le Roi, sur l'avis du ministère, accepta l'offre qui lui était faite personnellement de se rendre à Paris dans le cas où les souverains jugeraient convenable de rehausser de leur présence la solennité de cette réunion. La lettre que S. M. écrivit à l'Empereur le 20 novembre 1863 se résumait en ces mots : « Il serait bien vivement à désirer de voir par l'effet d'un accord pacifique se dissiper les sujets d'inquiétude qui existaient en Europe, et, sans vouloir

(1) Voir *Archives* 1863, tome 4 page 488.

préjuger dès à présent les moyens dont on pourrait convenir avec les divers États intéressés pour atteindre sans secousse un aussi noble but, je me plais à assurer V. M. I. que mon Gouvernement serait tout disposé à y concourir autant qu'il dépend de lui. »

Ainsi, sans élever des prétentions ni accepter des engagements incompatibles avec sa situation internationale, la Belgique n'avait pas entendu abdiquer sa dignité de nation ni s'interdire de prendre part aux délibérations auxquelles elle serait conviée comme membre de la famille européenne ; elle s'était reconnu, dans ces limites, un rang à garder, un rôle à remplir. Au milieu de la plus extrême divergence de vues chez les diverses puissances, cette attitude de la Belgique ne souleva pas une objection.

Je n'ai pas besoin de rappeler que notre pays fut représenté à la conférence chargée, en 1867, de régler la question du Luxembourg ; cette affaire est présente à tous les souvenirs. Il me suffira de constater que la Belgique, usant du droit que lui donnait sa qualité de signataire du Traité du 19 avril 1839, fut amenée une fois de plus à faire marcher de front la souveraineté nationale et la neutralité politique.

Sans vouloir forcer l'apologie, il m'a paru que ces précédents pouvaient être consultés aujourd'hui.

Tout le monde est d'accord que le Saint-Père, pour exercer efficacement la haute mission dont il est investi, doit être réellement indépendant ; on ne diffère que dans l'appréciation des moyens à employer pour atteindre le but dont il s'agit. Les uns prétendent que la souveraineté territoriale n'est pas une condition nécessaire de l'indépendance spirituelle ; les autres soutiennent, au contraire, que le pouvoir temporel des papes est la condition indispensable, absolue, de l'exercice libre de la primauté religieuse.

Ce qui dès maintenant semble ressortir du débat, c'est que des garanties *unilatérales* ne sont pas suffisantes pour assurer la liberté du pontificat romain. Le Gouvernement italien lui-même ne répugne pas à cette opinion. Dans le mémoire adressé à ses agents par le cabinet de Florence, le 29 août, M. Visconti Venosta, après avoir spécifié les articles au projet d'accord de l'Italie avec le Saint-Siège, s'exprime ainsi : « Ces articles seraient considérés comme un contrat public bi-latéral et formeraient l'objet d'un accord avec les puissances qui ont des sujets catholiques. » La dépêche de M. le comte de Barral du 8 novembre 1870 renferme un passage dont le sens est analogue : « M. le Ministre d'Anethan m'a dit qu'il serait très-désirable que les garanties données par l'Italie de la parfaite liberté d'action laissée au Pape fussent sanctionnées par toutes les puissances. J'ai répondu que le Gouvernement du Roi était disposé à entrer le plus possible dans

cette voie et que les communications qu'il avait chargé spécialement ses représentants à l'extérieur d'adresser aux divers gouvernements constituaient évidemment un engagement moral à l'égard des puissances catholiques. »

La combinaison que l'on avait en vue à Florence, pour autant qu'il nous est possible d'en juger, comprenait donc trois éléments :

L'offre de garanties par l'Italie ;

L'acceptation de ces garanties par le Saint-Siège ;

L'offre et l'acceptation formant un acte bilatéral et recevant la sanction des puissances qui comptent des sujets catholiques.

Vous le savez, Monsieur, ce système, qui supposait l'assentiment du Saint-Siège, n'a été que partiellement réalisé. Le Pape estime que, nonobstant les faits accomplis, le droit de l'Eglise sur ses Etats reste entier, et que ces mêmes Etats sont et demeurent la propriété commune et légitime de tous les catholiques de l'univers.

J'ignore s'il entre dans les intentions du cabinet de Florence, le concours du Saint-Siège faisant défaut, de chercher néanmoins à amener une entente entre les puissances étrangères et l'Italie, au sujet des dispositions récemment adoptées à l'égard du Souverain-Pontife et de l'Eglise romaine.

En présence des événements qui, sur une autre scène, se déroulent au moment même où je vous écris, il ne m'est pas plus possible, vous le comprendrez, de prévoir avec quelque certitude si, et à quelle époque, des puissances se mettront d'accord pour provoquer la convocation d'un congrès chargé d'examiner la situation faite au Souverain-Pontificat par l'occupation de Rome.

Sur quelles bases, le cas échéant, s'ouvriraient les délibérations de l'assemblée ? Il me semble que je servirais mal les intérêts en cause en tranchant cette question dès maintenant et d'une manière absolue. Il est à prévoir, en effet, que toute indication d'une entente préalable pourrait créer des obstacles à la réunion même du congrès.

Si nous ne croyons pas devoir prendre d'initiative ni quant à la convocation ni quant au programme d'une telle conférence, nous ne déclinons pas toutefois l'invitation qui nous serait adressée de nous faire représenter dans une réunion à laquelle prendraient part les autres Etats intéressés, et si j'ai cru devoir vous faire connaître mes vues à cet égard, c'est afin de ne pas laisser mes instructions incomplètes et de vous éclairer sur le caractère et les limites de notre concours éventuel.

Veuillez agréer, etc.

Signé : D'ANETHAN.

BREF DU PAPE RELATIF A LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

Rome, le 2 mars 1871.

Notre vénérable frère, salut et bénédiction apostolique. — L'Église de Dieu, comme reine entourée de variétés, ayant été décorée de l'ornement de divers ordres réguliers, s'est toujours occupée avec sollicitude de propager la gloire du nom divin, d'expédier les affaires de la république chrétienne et d'introduire aussi au sein des peuples, par le moyen de la doctrine et de la charité, le culte de la vie civile. Aussi tous les ennemis de l'Église ont-ils principalement persécuté les ordres réguliers et ont-ils eu coutume d'accorder les prémices de leur haine à la Compagnie de Jésus, qu'ils jugeaient plus active et partant plus hostile à leurs desseins. Et nous voyons aujourd'hui avec douleur ce fait se produire de nouveau, car les envahisseurs de notre domination civile, convoitant la proie toujours fatale aux ravisseurs, paraissent vouloir commencer, par les Pères de la Compagnie de Jésus, la suppression de toutes les familles religieuses.

Et pour s'aplanir la voie à commettre un tel méfait, ils cherchent à exciter contre eux la colère du peuple et ils les accusent d'être hostiles au Gouvernement actuel; ils feignent principalement que la puissance et la faveur dont ces pères jouissent auprès de nous, nous rendent de plus en plus contraire au même Gouvernement, comme si nous nous réglions de façon à ne rien faire sans leur conseil. Si cette calomnie insensée tourne à notre profond mépris, puisque nous sommes estimé hébété et incapable de rien faire par nous-même, elle se montre pleinement absurde, car tous savent que le Pontife romain, après avoir imploré la lumière et l'aide divines, fait et commande ce qu'il a jugé juste et utile à l'Église; dans les affaires plus graves, du reste, il a coutume de se valoir de l'œuvre de ceux, quel que soit leur grade, leur condition ou l'ordre régulier auquel ils appartiennent, qu'il estime, comme plus versés dans la matière, pouvoir donner leur avis avec plus de sagesse et de prudence.

Nous nous servons souvent aussi des pères de la Compagnie de Jésus et nous leur confions divers offices et surtout celui du sacré ministère. En les remplissant, ils nous donnent de plus en plus des preuves de l'affection et du zèle louables pour lesquels ils méritèrent de fréquents et très-amplis éloges de nos prédécesseurs. Mais cette affection et cette estime pour cette société, qui a toujours si bien mérité de l'Église du Christ, de ce Saint-Siège et du peuple chrétien, sont bien loin de la soumission servile que supposent ses détracteurs, dont nous repoussons avec indignation, de nous et de l'humble dévouement des pères, la calomnie. Nous avons cru bien de te signifier ces choses, ô notre vénérable frère, pour rendre manifestes les pièges tendus à cette so-

ciété, pour redresser nos jugements honteusement et sottement contre-faits et dénaturés, et afin qu'on ait un nouveau témoignage de notre grande bienveillance envers cette illustre société.

Nous voudrions aussi, profitant de l'occasion qui se présente, t'entretenir un peu au long des autres causes toujours croissantes de notre douleur ; mais, comme elles sont nombreuses et qu'il est impossible de les renfermer dans les limites étroites d'une lettre, nous ne parlerons que de la fiction de concessions qu'ils appellent *garanties*, où tu ne saurais qui l'emporte de l'absurdité, de l'astuce ou de la dérision, et desquelles s'occupent depuis longtemps, avec une étude laborieuse et inutile, les chefs du Gouvernement subalpin. Forcés par le vœu commun des catholiques et par la nécessité politique de nous conserver un vain simulacre de notre puissance royale, afin que nous ne paraissions assujettis à personne dans l'exercice du régime suprême de l'Église, ils ont pensé pouvoir obtenir cela au moyen de concessions ; mais, comme la concession implique de sa nature la puissance du concédant sur celui à qui l'on concède, et comme elle soumet celui-ci, tout au moins sur la chose concédée, à la juridiction et à l'arbitre de celui-là, il s'ensuit nécessairement qu'ils perdent leur temps à construire l'édifice de notre suprême puissance avec les matériaux mêmes qui le renversent et le détruisent entièrement. Du reste, la nature intime des concessions est telle, que chacune d'elles conduit à une servitude spéciale, rendue encore plus dure par les amendements qu'on y introduit.

Enfin, l'intention hostile et trompeuse qui, bien qu'insidieusement voilée, jaillit de ces concessions, se manifeste tellement par la série constante des faits qu'elle ne peut induire en erreur personne d'esprit sain et leur donne à toutes un caractère très-ouvert de plaisanterie. Mais si l'Église doit représenter l'image de son divin auteur, n'est-il pas vrai que nous qui, bien qu'indignes, tenons la place du Christ sur la terre, nous devons lui rendre grâce, de ce qu'il permet que nous aussi nous soyons entouré des insignes burlesques de la royauté ? C'est, certes, ainsi qu'il a lui-même vaincu le monde, et c'est ainsi que, par le moyen de son épouse, l'Église, il triomphera encore du monde.

En attendant, ô notre vénérable frère, nous invoquons sur toi les dons célestes, et comme gage de ces biens et comme témoignage de notre bienveillance, nous te donnons de tout cœur la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 2 mars 1871, l'an vingt-cinquième de notre pontificat.

Signé : PIE IX, PAPE.

M. LEFEBVRE DE BEHAINE A M. J. FAVRE.

Rome, le 8 mars 1874.

On serait au Vatican désappointé et au contraire, au Quirinal, très-content de la prolongation pure et simple du *statu quo*. Le cardinal Antonelli m'a parlé hier du prix que le Saint-Père attacherait à la nomination d'un ambassadeur.

M. LEFEBVRE DE BEHAINE A M. J. FAVRE.

Rome, le 15 mars 1871.

Le nonce ayant parlé à M. de Bray des difficultés qui vont sans cesse s'aggravant à Rome, et des mesures de rigueur prises par le Gouvernement italien contre huit des couvents les plus importants, M. de Bray a dit qu'il allait de suite télégraphier à Vienne et à Berlin pour voir s'il n'y aurait pas moyen d'agir en commun et de faire des représentations efficaces à Florence. M. de Bray a ajouté qu'il serait à désirer que la France, maintenant délivrée de la guerre, consentit à s'occuper aussi de la question romaine. Le nonce lui a répondu qu'il était bien persuadé que cette généreuse nation n'abandonnerait pas le Saint-Siège et qu'il ne doutait pas que, même seule, elle saurait témoigner sa sollicitude au Pape. M. de Bray a terminé en exprimant le vœu que pour assurer le succès des efforts qui devaient être tentés en faveur de la papauté et pour échapper à la nécessité d'employer les moyens violents, les puissances tombassent d'accord pour traiter la question romaine dans une conférence.

Le cardinal Antonelli, après m'avoir lu la dépêche du nonce, à Munich, m'a communiqué quelques extraits d'une lettre confidentielle qu'il se propose d'écrire à Mgr. Chigi. Il lui dit que le Pape, apprenant la situation actuelle de la France, ne saurait songer à nous demander d'assumer isolément de graves responsabilités, mais qu'il espère que nous ne nous refuserons pas à agir en commun avec les puissances.

M. J. FAVRE A M. LEFEBVRE DE BEHAINE A ROME.

Paris, le 17 mars 1871.

Exprimez, je vous prie, au cardinal Antonelli, et priez-le de le répéter au Saint-Père, que je suis aussi affligé qu'indigné des atteintes

portées à la liberté du culte par les scènes de désordre organisées contre l'église de *Gesù*. Je vais voir M. Nigra pour m'en plaindre énergiquement et lui demander d'agir de suite auprès de son gouvernement pour réprimer et prévenir de semblables méfaits. Dites bien au cardinal qu'autant je suis hostile à toute démarche qui pourrait faire supposer que nous voulons encourager les espérances des défenseurs du pouvoir temporel, autant je suis prêt à m'associer à toute action qui aurait pour but la protection de l'indépendance spirituelle du Saint-Père. Au reste, je vous ai adressé sur ce sujet une longue dépêche qui arrivera peu après ce télégramme. Je vais en causer avec M. Thiers, et il serait possible que nous jugeassions utile l'envoi d'un ambassadeur pour agir dans le sens que je vous ai indiqué. Donnez-moi aussi les renseignements les plus exacts sur les couvents menacés, pour que je réclame à Florence.

Agréez, etc.

Signé : JULES FAYRE.

M. LEFEBVRE DE BÉHAINE A M. JULES FAYRE.

Rome, le 21 mars 1871.

J'ai entretenu le cardinal Antonelli de ces bruits de journaux. Il m'a d'abord déclaré que M. d'Arnim, qui n'a pas même vu le Pape avant de se rendre à Versailles, n'avait jamais abordé la question de son remplacement éventuel par le ministre de Prusse près du roi d'Italie. Quant à l'Autriche, il n'y a pas un mot de vrai dans ce que racontent les journaux. J'ai rappelé au cardinal ce qu'il m'avait dit naguère de l'esprit dans lequel le Pape envisageait l'éventualité dont il s'agit, et lui ai demandé si ses dispositions restaient les mêmes. Le cardinal m'a répondu qu'il ne pouvait que me répéter ce qu'il m'avait dit antérieurement, à savoir, que jamais un agent accrédité près du roi d'Italie ne serait admis au même titre au Vatican.

Le cardinal n'a pas ajouté, mais je crois devoir insister sur ce point, que le Saint-Siège ne serait rien moins que charmé de voir les gouvernements étrangers adopter l'idée de se faire représenter près du Pape par des agents ecclésiastiques. De toutes les combinaisons entre lesquelles il faudra avant peu faire un choix, celle-là serait sans contredit la plus nuisible aux intérêts politiques et même spirituels que les agents étrangers ont mission de sauvegarder à Rome. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se rappeler les graves divisions qui se sont manifestées dans le corps des évêques, au point de vue des doctrines, durant la période conciliaire. Dans notre épiscopat, l'anarchie était complète ; de même parmi les prélats allemands ; les uns combattaient

avec ardeur les tendances de la curie romaine ; les autres, beaucoup plus nombreux, se montraient entièrement dévoués, au contraire, aux vues du Saint-Siège. Il est facile de se figurer les graves et douloureuses difficultés intérieures au delà desquelles on irait, si on acceptait l'idée de se faire représenter au Vatican par un agent ayant un caractère ecclésiastique, et en cette qualité, tenu par la force irrésistible des choses de se prononcer tôt ou tard dans un sens ou dans l'autre. Le saint-Siège de son côté se trouverait, par cela même, en présence d'embarras très-graves ; il n'aurait à attendre que des satisfactions compromettantes ou stériles, ou des froissements compliqués de luttes théologiques, qui prendraient le pas sur les intérêts politiques auxquels doit pourvoir le maintien de bons rapports entre le Vatican et les puissances.

Enfin, il ne faut pas oublier que le Pape étant infaillible, il pourrait se présenter des cas où un diplomate se trouverait, s'il était revêtu du caractère ecclésiastique, obligé dans sa conscience de sacrifier ses inspirations d'homme politique au respect qu'il devrait au dogme. Cette situation, déjà fort grave par elle-même, serait susceptible de devenir très-critique et pleine de périls pour le Gouvernement si la papauté, se reconciliant un jour avec l'Italie, favorisait, volontairement ou non, au détriment des autres pays catholiques, une politique au service de laquelle elle mettrait des doctrines religieuses qu'un laïque subordonnera toujours aux intérêts de son pays, et qu'au contraire un prêtre pourrait se voir obligé de subir sans appel, comme l'expression du *mandataire expressif* de la volonté divine sur cette terre.

Signé : LÉFÉBVRE DE BÉHAINE.

M. J. FAVRE A M. LEFEBVRE DE BÉHAINE A ROME.

(Extrait.)

Paris, le 26 mars 1874.

Le Saint-Père doit rester à Rome, et auprès de lui, je l'espère, ne manqueront pas des conseillers sages qui le fortifieront dans l'adoption de ce parti. Dites bien au cardinal Antonelli que nous sommes prêts à l'accueillir avec tous les respects qui lui sont dus. En Corse, à Paris, à Alger, si cette dernière résidence lui paraît préférable, mais que nous persistons à croire que la combinaison qui lui permettrait de ne point abandonner le Vatican est encore la meilleure solution.

Je reconnais toutefois le légitime émoi causé en Europe par cette situation douloureuse. Est-il possible de l'améliorer, de la régler par des voies diplomatiques ? J'en doute fort et je ne partage pas sur ce point la confiance que l'Autriche paraît témoigner. J'ai reçu de M. de

Mosbourg la communication des ouvertures faites par M. de Beust pour la réunion d'une conférence des puissances catholiques appelées à s'occuper de ces délicates questions. L'Italie paraît le désirer, et je le comprends. Je comprendrais moins qu'elle fut souhaitée par le Saint-Père. Dans l'état des choses, en effet, une conférence aura bien de la peine à ne pas consacrer le *statu quo* au moins provisoire. Si le Pape y est représenté, il soulèvera forcément la question du pouvoir temporel. On lui répondra par un refus de s'y engager, et toute autre discussion deviendra impossible. D'ailleurs, cette discussion secondaire touchant au *modus vivendi* de la papauté et de la royauté italienne, serait pleine de difficultés inextricables. Chaque pas fait dans la voie où il faudrait s'aventurer, révélerait l'incompétence des diplomates nécessairement amenés à régler des matières de discipline religieuse. Si la conférence se borne à déclarer dans un protocole que la liberté spirituelle du Saint-Père doit être garantie, et qu'elle comporte la plénitude de son autorité pontificale, elle ne lui donnera qu'un concours purement sentimental, c'est-à-dire à peu près stérile. Si elle va plus loin, elle entreprend une œuvre qui me paraît impossible. D'ailleurs où sera la sanction ? Comment prévoir et surtout apprécier toutes les compétitions que soulèvent ces intérêts subtils autant que respectables, et auxquels on ne peut toucher sans provoquer des susceptibilités et des passions redoutables ? Pour moi, je n'aperçois que des inconvénients et des périls et fort peu d'avantages, et je ne serais disposé à m'associer à l'idée d'une conférence qu'autant que son but serait parfaitement déterminé, en même temps que ses moyens d'action seraient nettement délimités. Je la comprends pour le règlement du sort réservé aux établissements religieux placés sous le patronage des puissances. Là se trouve la matière d'un débat international précis dans son principe, bien que les éléments en puissent varier avec chaque espèce particulière. On peut donc se réunir, tracer une ligne de conduite, unir ses efforts dans un but commun qui est la préservation des droits acquis et des intérêts moraux qui s'y rattachent. Dans ces conditions j'accepterais une conférence ; en dehors d'elles, je n'examinerais la question qu'autant que la papauté en aurait formulé le désir, en faisant bien connaître les termes dans lesquels elle en enferme l'expression. Sans ce préalable, je craindrais d'engager mon pays dans une impasse où il se heurterait, soit à une résistance systématique de la papauté, soit à une impossibilité de s'associer à son action.

Vous voyez dès lors en quoi j'accueillerais l'ouverture qui vous a été faite par le cardinal Antonelli. Je crois que la France a tout intérêt à l'agréer en ce qui touche la protection des établissements re-

ligieux, et que son devoir est d'y offrir tout son concours, mais qu'une grande réserve lui est commandée sur la question beaucoup plus délicate du règlement à intervenir entre la papauté et le roi d'Italie. Très-désireuse d'être secourable au Saint-Père et de le prémunir contre toute atteinte portée à sa liberté spirituelle, elle doit attendre de bien connaître la nature et la portée de l'intervention qu'on lui demande. C'est sur ce point que je vous prie d'attirer l'attention du cardinal, en ne lui cachant aucune des raisons qui me font regarder cet effort diplomatique comme extrêmement aventuré.

Je vous charge aussi d'exprimer au cardinal, pour qu'il la reporte au Saint-Père, toute la reconnaissance que me font éprouver ses bons procédés. Je suis profondément touché de la part qu'il prend à nos maux, des instructions qu'il envoie à son clergé pour la défense de l'Assemblée nationale. Je remercie aussi du fond du cœur Sa Sainteté des dix-mille francs qu'elle a bien voulu envoyer à Mgr Chigi pour les victimes de la guerre. Les millions que le cardinal aurait voulu y ajouter auraient soulagé sans doute beaucoup d'infortunes, mais ils n'auraient pu accroître nos sentiments de gratitude et de vénération. En lisant dans votre dépêche qu'il avait été question de donner aux évêques l'ordre de fondre les vases sacrés, je me suis cru revenu aux siècles de la primitive Église, si féconds en actes de dévouement et de vertu. C'est à cet esprit de charité qu'est due la généreuse initiative de la commission promotrice des secours. J'ai lu avec émotion le programme qu'elle a publié, et je vous prie d'offrir à son digne président, M. le marquis de Cavaletti, l'hommage de ma respectueuse gratitude.

M. LEFEBVRE DE BÉHAINE A M. JULES FAVRE.

Rome, le 5 août 1871.

M. le ministre, j'ai reçu, le 2 de ce mois, la dépêche chiffrée que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 mars. Hier, j'ai entretenu le cardinal Antonelli des pensées de haute prévoyance dont vous vous inspirez en examinant la suite qu'il convient de donner aux ouvertures que provoque de différents côtés le sentiment des difficultés que la question romaine a fait et doit faire encore surgir. Les réflexions que vous suggère le projet du comte de Beust d'examiner en conférence les conditions réciproques de l'Italie et de la papauté ont obtenu du cardinal secrétaire d'État une approbation absolue et sans réserve. S. Émin. m'a chargé de vous le dire et de vous exprimer en même temps sa gratitude. Ainsi que je vous l'ai

mandé hier par le télégraphe, le Saint Siège se refuserait à donner son assentiment à tout projet de conférence, à tout programme impliquant une transaction qu'il lui faudrait payer par un abandon de principes. Cette manière d'apprécier la position qui lui est faite par les circonstances est conforme à l'attitude qu'il n'a cessé d'observer depuis le 20 septembre. Ainsi, non-seulement la cour du Vatican n'a pas demandé aux Puissances de s'occuper, même d'une manière indirecte et officieuse, de la *loi des garanties*, mais encore le cardinal Antonelli ne m'a pas caché, dans le courant de cet hiver, que *si quelque gouvernement avait songé à le faire spontanément, il l'en aurait dissuadé*; à bien plus forte raison le Pape repousserait-il aujourd'hui l'idée de voir ses droits appréciés au sein d'une conférence concurremment avec ceux de l'Italie. Vous avez donc eu parfaitement raison de juger que ce projet imaginé par M. Gladstone, ainsi que je l'ai écrit à M. le comte de Chaudordy, le 31 janvier dernier, et ressuscité aujourd'hui par le comte de Beust, devrait convenir bien plus au cabinet de Florence qu'à celui du Vatican. Pour l'Italie, en effet, ce serait un moyen d'assurer définitivement à l'œuvre incontestablement périlleuse qu'elle a entreprise en venant à Rome, la sanction du droit public, et c'est à quoi il est aisé de comprendre que la papauté ne se prêterait sous aucun prétexte. Croire le contraire serait se faire une étrange illusion. Pour nous particulièrement, en raison des liens qui, durant des années, nous ont fait assumer vis-à-vis de la politique italienne les charges d'une solidarité si compromettante et si stérile, l'adoption d'une ligne de conduite qui nous exposerait aux mêmes inconvénients serait, en effet, pleine de dangers, et nous préparerait peut-être les plus douloureuses déceptions.

.
Signé : ED. LEFEBVRE DE BEHAINE.

M. JULES FAVRE AU MARQUIS DE MOSBOURG, A VIENNE.

Versailles, le 42 avril 1871.

Je vous prie de remercier M. de Beust des explications qu'il vous a données sur la question de Rome. J'attache un très-grand prix à notre accord sur ce sujet. Nous avons les uns et les autres un grand intérêt à éviter tout froissement violent. Nous servirons la cause de l'Italie, du Saint Père et des catholiques en maintenant le *statu quo* avec d'efficaces garanties pour la personne et l'autorité spirituelle du Souverain Pontife. Priez M. de Beust de s'unir à moi pour de-

mander qu'au Sénat on fasse disparaître la disposition de loi qui enlève les musées du Vatican au Pape et assimile la garde noble à la domesticité. J'ai insisté avec force auprès de M. Nigra, qui m'a promis qu'il serait fait droit à cette réclamation.

Agréé, etc.

Signé : J. FAVRE.

LE COMTE D'HARCOURT A M. JULES FAVRE.

(*Extrait.*)

Rome, le 26 avril 1871.

Pendant le trajet fort long qui sépare le palais Colonna du Vatican, j'étais l'objet d'une curiosité qui, dans certains quartiers, se rapprochait de la malveillance. Il n'y a eu cependant aucun cri ni geste hostiles, même lorsque des personnes dévouées au Pape se découvraient sur mon passage. Les témoignages de considération pour le représentant du Gouvernement français, qui, dans la ville même, n'avaient été qu'isolés, devinrent unanimes dans l'enceinte du Vatican, qui contenait plusieurs centaines de personnes. Après avoir franchi l'escalier, je trouvai les salles qui précèdent l'appartement du Pape remplies d'une foule considérable. Le cardinal Antonelli, la première fois que je l'avais vu, m'avait prévenu, en quelques mots très-simples et très-dignes, qu'on ne pouvait plus maintenant recevoir un ambassadeur avec le cérémonial accoutumé; une grande partie du personnel qui figurait dans ces occasions ayant été congédiée. La domesticité était, comme me l'avait dit le cardinal, moins nombreuse qu'autrefois, mais au lieu et place du personnel rétribué, il y avait une réunion nombreuse d'amis du Saint Siège, Romains ou étrangers, pour être témoins d'un incident diplomatique qu'on regardait généralement comme favorable à la cause du Pape. Aussi la réception, sans revêtir l'aspect des cérémonies d'apparat, avait-elle un caractère particulièrement solennel.

Introduit auprès du Pape, j'ai aussitôt abordé l'objet de ma mission :

« Très-Saint Père, lui ai-je dit, j'ai l'honneur de remettre entre vos mains les lettres de M. le chef du pouvoir exécutif qui m'accréditent près de vous. M. Thiers m'a spécialement chargé d'être l'interprète des vœux qu'il forme pour le bien de l'Eglise, la prospérité du Saint Siège et le bonheur personnel de Votre Sainteté. Depuis le moment où le Gouvernement français a cessé d'être représenté ici par un ambassadeur, des événements douloureux ont eu lieu à Rome. Le sentiment avec lequel ils ont été accueillis en France est trop connu pour que j'aie besoin de l'exprimer. Si les liens qui nous unissent au Saint

Siège avaient été resserrés, rien n'atteindrait plus sûrement ce résultat que la communauté de malheurs dont la France et lui ont souffert. Pendant que le Saint Siège avait à soutenir les malheurs de l'adversité, la France subissait des défaites qui ont étonné même ses ennemis. Nous avons la certitude que nous nous en relèverons avec l'aide du temps, et la persistance de nos adversaires à épuiser nos ressources prouve qu'ils ont la même pensée. C'est le propre des grands peuples et des grandes institutions de supporter sans être abattus les coups les plus rudes, et de lasser la mauvaise fortune par leur imperturbable assurance à en attendre une meilleure. Aucun témoignage de sympathie, aucun don pour les victimes de cette lamentable guerre ne nous ont été plus précieux que les vôtres. On m'a particulièrement recommandé d'en remercier Votre Sainteté. »

Le Pape a repris à peu près en ces termes :

« Je répondrai à la lettre de M. Thiers. Le peu que ma situation me permettait de faire en faveur des victimes de la guerre, je l'ai fait de grand cœur. Je suis sensible au vœu que vous me transmettez. Tout le monde a intérêt à ce que l'état de Rome ne reste pas ce qu'il est. Vous avez aujourd'hui des embarras qui ne vous ne laissent pas toute votre liberté d'action. Je ne demande pas plus qu'on ne doit demander. Je souhaite seulement que votre Gouvernement donne au cabinet italien des conseils de prudence, qu'il lui dise de prendre garde, d'aller doucement, de ne pas adopter des mesures précipitées, de ne pas entrer dans des voies qui deviendraient facilement dangereuses. Ils veulent à toute force faire à Rome un établissement définitif, et mille raisons font que Rome ne peut devenir leur capitale; maintenant l'avenir sera ce qu'il plaira à Dieu. La souveraineté n'est pas à rechercher dans des temps comme ceux-ci; je le sais mieux que personne. Tout ce que je désire, c'est un petit coin de terre où je serais le maître. Si l'on m'offrait de me rendre mes États, je refuserais, mais tant que je n'aurai pas ce petit coin de terre, je ne pourrai exercer dans leur plénitude mes fonctions spirituelles. »

M. J. FAVRE A M. LEFEBVRE DE BEHAINE A ROME.

(Extrait.)

Versailles, le 27 avril 1871.

En me mêlant aux discussions soulevées par ces questions, j'avais depuis longtemps appris de quelles difficultés elles sont environnées. Depuis que j'ai eu l'honneur de diriger ce département, je me suis efforcé de calmer les ressentiments qui de l'un et de l'autre côté s'opposaient aux solutions raisonnables. Je ne puis me flatter d'y avoir

complètement réussi, mais je ne crois pas y avoir nui. Nous n'avons jamais été dans des rapports meilleurs avec Rome et avec Florence. Notre parfaite franchise nous a donné une certaine autorité; en établissant nettement ce que nous ne pouvions pas faire, nous avons inspiré confiance pour ce que nous promettions. Ce travail délicat, patient, scrupuleux, a donc porté quelques fruits, et, je m'empresse de le reconnaître, c'est à vous principalement que le mérite en est dû. Vous ne vous êtes pas seulement inspiré avec intelligence de mes instructions, vous m'avez éclairé, rectifié, guidé avec cette précieuse indépendance d'esprit que trop peu d'agents, même des meilleurs, savent mettre en pratique. Ce que j'ai dit de vous à M. le comte d'Harcourt me donne la certitude qu'il vous appréciera comme je l'ai fait moi-même, et que vous continuerez votre œuvre jusqu'à ce qu'il soit possible au département d'utiliser vos services dans un poste où vous aurez toute votre liberté d'action.

Cette œuvre ressemble quelquefois à la toile de Pénélope, les mailles se rompent quand on croit les avoir solidement attachées, et il faut reprendre à nouveau le travail.

On reproche depuis longtemps à la diplomatie française, et non tout à fait sans raison, de poursuivre une chimère en s'efforçant de rapprocher la papauté et la royauté d'Italie. Je me suis permis d'exprimer cette opinion, et je n'ai pas cessé de la croire juste. Mais quand je m'en faisais l'interprète, le pouvoir temporel était debout, et c'était lui qui me semblait l'obstacle invincible. Il est tombé, je sais que son souvenir subsiste, qu'on n'a pas renoncé à l'espérance de sa résurrection. Toutefois cette grande transformation ne peut pas ne pas avoir sa signification et son influence. Si elle est pénible pour le Saint-Père, elle met à l'aise les défenseurs de son pouvoir anéanti, à bien plus forte raison ceux qui l'ont toujours condamné; en même temps elle désarme l'Italie en la désintéressant. Il devient dès lors moins impossible, si ce n'est de concilier, ce à quoi je n'ai jamais prétendu, au moins d'amener une grande déférence d'une part, de l'autre une certaine résignation.

L'homme qui est aux prises avec la fortune peut subir bien des vicissitudes, il peut être dépouillé de ses richesses, de sa puissance : son être intellectuel et sa conscience lui restent toujours comme un sanctuaire impénétrable d'où il défie la rage de ses ennemis. Eh bien, la papauté a dans le monde ce rôle sublime de l'âme humaine, toujours libre, malgré la servitude dans laquelle elle gémit : elle est d'autant plus grande, qu'elle est réduite à cette force supérieure puisée dans l'inviolabilité de son principe spirituel. Sans doute elle

descend du trône, mais pour s'élever à une région bien plus haute, d'où elle domine les consciences avec une autorité souveraine, et quant à l'objection ordinaire tirée de ce qu'elle peut être entravée matériellement dans l'exercice de sa discipline et dans la propagation de ses dogmes, elle me paraît être un argument contre le pouvoir temporel. De deux choses l'une, en effet : ou la papauté serait gênée par le pouvoir civil qui voudrait lui imposer sa loi, et alors elle chercherait dans l'opinion des fidèles, sur laquelle elle s'appuierait, un levier puissant pour protéger sa liberté ; ou elle préviendrait par son ascendant moral toute tentative d'agression, et dans ce cas encore, elle serait bien plus grande qu'entourée d'un appareil administratif et militaire qui l'humilie en faisant douter de son prestige spirituel. Mais ce sont là des rêves, et j'ai tort de m'y arrêter. Je reconnais volontiers que la papauté en est actuellement fort éloignée ; elle considère la perte de son pouvoir temporel comme un accident momentané, comme une crise passagère qui sera suivie d'une complète restitution. C'est parce qu'elle persévère dans de telles idées, que nous ne devons pas l'y encourager. Aussi me suis-je refusé à la réunion d'une conférence, ayant pour objet la réglementation de son sort avec l'Italie. J'y ai vu une occasion certaine de revendication intempestive. J'avais cru ramener M. de Beust à mon avis, et voici que vous m'informez qu'à son passage à Munich, il a entendu une conversation de M. de Bray, préconisant de nouveau cette combinaison et la recommandant au nom de M. de Bismarck, qui voudrait y associer la France... Si nous nous engageons dans une telle entreprise diplomatique, nous nous exposerions à mécontenter les deux parties intéressées. La seule politique sage, c'est le conseil et rien de plus. Nous n'aurons pas de peine à démontrer à la papauté et à l'Italie qu'elles doivent éviter une rupture, mais le meilleur moyen de la provoquer, serait de la leur imposer par protocole. Je crois donc qu'il faut nettement persévérer dans la voie que j'ai tracée. Je l'ai rappelé à M. de Choiseul. Je l'écris aujourd'hui même à M. de Banneville, qui arrive à Vienne ; il ne faut pas que le Saint Père puisse nous accuser ou d'avoir favorisé ses décisions, ou de chercher à le contraindre.

M. JULES FAVRE AU COMTE D'HARCOURT, A ROME.

(Extrait.)

Versailles, le 4 mai 1871.

Vous avez touché de bien près la limite qu'il eût été dangereux de franchir. Dire au Pape que « les événements douloureux de Rome ont

été accueillis en France par un sentiment trop connu pour qu'il soit nécessaire de l'exprimer, » c'est peut-être laisser deviner un regret trop accusé pour un régime à l'égard duquel il a été expressément convenu que nous resterions dans la réserve la plus absolue. Aussi le Saint Père vous a-t-il ramené à un petit coin de terre qui lui suffit pour le moment, car il y abrite le principe avec lequel les frontières s'élargiront d'elles-mêmes. Vous nous demandez s'il faut l'y suivre ou s'en écarter. Ni l'un ni l'autre. Il ne faut pas l'y voir. Nous ne devons ni ne pouvons rien savoir, ni rien entendre de ce qui touche au pouvoir temporel. Jusqu'à nouvel ordre, nous refusons de nous expliquer à cet égard : Nous ne pouvons promettre qu'une complète déférence et une protection absolue de la personne et de la liberté religieuse du Saint Père.

LE COMTE D'HARCOURT A M. JULES FAVRE.

(Extrait.)

Rome le 43 mai 1871.

J'ai pris connaissance de vos instructions contenues dans votre dépêche du 28 avril. Je mets la plus grande application à en saisir l'esprit et à y conformer ma conduite. J'éviterai soigneusement, comme vous me le prescrivez, tout ce qui pourrait donner lieu à des revendications intempestives. L'éloignement que vous manifestiez pour une conférence dont le but aurait été de régler les rapports de la papauté et de l'Italie, semble en définitive avoir été partagé par tout le monde. Le Saint Siège n'y a jamais été porté, et parce qu'il ne croit pas le moment favorable pour agiter les questions qui le touchent le plus, et parce qu'il tient surtout à ne rien consacrer de ce qui s'est fait. Le cabinet de Vienne se range en fin de compte à votre avis... Le nouvel envoyé autrichien m'a exprimé dès son arrivée le désir de s'entendre avec moi sur les questions que nous aurions à traiter et qui intéressent au même degré nos deux Gouvernements. Il m'a proposé de me donner lecture de ses instructions, qui offrent dans leur partie essentielle une assez grande analogie avec celles qui m'ont été données.

ENCYCLIQUE
DE NOTRE TRÈS-SAINT PÈRE PIE IX, PAPE

PAR LA PROVIDENCE DIVINE

A tous les patriarches, primats, archevêques, évêques et autres ordinaires en grâce et en communion avec le Siège apostolique.

Vénérables frères, Salut et bénédiction apostolique.

Aussitôt que, par un impénétrable dessein de Dieu, réduit à subir la domination d'une puissance ennemie, nous avons vu notre ville et la souveraineté temporelle du Siège apostolique sous l'oppression d'une invasion armée, par notre lettre, en date du 1^{er} novembre de l'année qui vient de finir, nous vous avons fait connaître à vous, et par vous à tout l'univers catholique, l'état de nos affaires et de cette ville; à quels excès d'une licence impie et effrénée nous nous trouvions en butte; et, suivant l'obligation de notre charge suprême, nous avons protesté devant Dieu et devant les hommes que nous voulions conserver saufs et intacts les droits de ce Siège apostolique.

Nous vous avons en même temps sollicité, vous et tous nos chers fils, les fidèles confiés à vos soins, d'apaiser par de ferventes prières la majesté divine. Depuis lors, les maux et les calamités qu'annonçait à nous et à cette ville cette première et lamentable épreuve n'ont que trop atteint la dignité et l'autorité apostolique, la sainteté de la religion et des mœurs, et nos bien-aimés sujets. Bien plus, vénérables frères, l'état des choses s'aggravant de jour en jour, nous sommes forcés de nous écrier avec saint Bernard : « Ce n'est là que le commencement de nos maux; nous en craignons de plus graves encore. » L'iniquité persiste dans sa voie, poursuit ses desseins, elle ne cherche plus même désormais à couvrir d'un voile ses entreprises détestables que rien, d'ailleurs, ne peut cacher, et elle s'efforce d'enlever les dernières dépouilles de la justice, de l'honnêteté et de la religion foulées aux pieds.

Au milieu de ces angoisses qui remplissent nos jours d'amertume, surtout quand nous songeons à quels périls, à quels pièges sont chaque jour de plus en plus exposées la vertu et la fidélité de notre peuple, nous ne pouvons, sans un profond sentiment de gratitude, nous rappeler et repasser dans votre mémoire l'excellence de vos mérites, vénérables frères, et ceux des fidèles, objet de notre amour, qu'embrasse votre sollicitude. Dans toutes les contrées du monde, répondant avec un zèle admirable à nos exhortations et vous suivant comme leurs guides et leurs modèles, les fidèles du Christ, depuis le

jour funeste de la prise de cette ville, ont insisté auprès de Dieu par des prières assidues et ferventes; ils ont regardé comme un devoir d'approcher, sans se lasser, du trône de la clémence divine par des supplications publiques et réitérées, par de pieux pèlerinages, par une continuelle affluence dans les églises, par la réception des sacrements et les autres œuvres de la piété chrétienne. Or, il est impossible qu'un zèle si ardent dans la prière ne porte pas son fruit devant Dieu. Il nous a déjà obtenu beaucoup de grâces, gage de celles que, plein d'espoir, nous attendons en toute confiance.

Nous voyons la solidité de la foi, l'ardeur de la charité s'étendre et se développer de jour en jour; nous constatons dans le cœur des fidèles du Christ, pour les labeurs et les combats de ce Siège et du suprême pasteur, une sollicitude ardente que Dieu seul a pu leur inspirer, et une telle union des esprits et des volontés que jamais, depuis les premiers siècles de l'Église jusqu'à notre âge, on n'a pu dire avec plus de vérité et une évidence plus éclatante que la multitude des croyants n'a qu'un cœur et qu'une âme. Dans ce spectacle de vertu, nous ne pouvons passer sous silence nos enfants bien-aimés, les citoyens de notre chère ville de Rome, dont l'amour pour nous et la piété, dans tous les rangs et dans toutes les conditions, se sont manifestés et se manifestent encore chaque jour avec éclat, et qui montrent une fermeté de courage égale à la violence du combat et non-seulement digne de leurs ancêtres, mais encore rivalisant avec leur grandeur d'âme. Gloire donc, gloire immortelle et actions de grâces soient rendues, pour vous tous, vénérables frères, et pour nos très-chers fils les fidèles du Christ au Dieu miséricordieux qui a opéré et qui opère de si grandes choses en vous et son église, et qui, là où surabondait la perversité, a fait surabonder la grâce de la foi, de la charité et du courage à confesser la vérité. « Quelle est donc notre espérance, notre joie, notre couronne de gloire? N'est-ce pas vous devant Dieu? Le fils vertueux est la gloire de son père. Que Dieu donc vous comble de ses biens et se souvienne du fidèle service, de la compassion pieuse, de la consolation et de l'honneur que, dans ces temps mauvais et aux jours de son affliction, vous avez rendus et rendez à l'épouse de son fils. »

Cependant, tandis que, d'une part, il travaille en toute hâte à faire de Rome la risée du monde, de l'autre, pour éblouir les catholiques et calmer leurs inquiétudes, le Gouvernement subalpin s'est donné la peine de composer et de fabriquer certaines immunités et privilèges futiles auxquels le vulgaire donne le nom de *garanties*, afin qu'elles nous tiennent lieu de la souveraineté temporelle, dont, par une longue série de trames perfides et par des armes parricides, il nous a dé-

pouillé. A l'égard de ces immunités et garanties, nous avons déjà, vénérables frères, porté notre jugement en signalant l'absurdité, l'astuce et la dérision qui les caractérisent, dans notre lettre, du 2 mars dernier, à notre vénérable frère Constantin Patrizzi, cardinal de la sainte Église romaine, doyen du Sacré-Collège, notre vicaire dans Rome, lettre qui, livrée à l'impression, fut immédiatement publiée.

Mais, le propre du Gouvernement subalpin est de joindre une continuelle et honteuse dissimulation à un impudent mépris de notre dignité pontificale et de notre autorité, et de montrer par ses actes qu'il ne compte pour rien nos protestations, nos réclamations, nos censures; c'est pourquoi nonobstant le jugement porté par nous sur lesdites garanties, il n'a pas cessé d'en presser et d'en promouvoir la discussion et l'examen dans les hautes assemblées du royaume, comme s'il s'agissait d'une chose sérieuse.

Dans cette discussion, ont paru au grand jour et la vérité du jugement que nous avons porté sur le caractère et la nature de ces garanties, et l'inutilité des efforts de nos ennemis pour en dissimuler la malice et la parodie. Il est assurément incroyable, vénérables frères, que tant d'erreurs ouvertement contraires à la foi catholique et même aux fondements du droit naturel, tant de blasphèmes proférés en cette occasion, aient pu retentir au sein de cette Italie, qui toujours a mis et met encore sa principale gloire à honorer la religion catholique et à posséder le Siège apostolique du pontife romain. Nous pouvons le dire en toute vérité, grâce à la protection que Dieu accorde à son Église, bien différents sont les sentiments que nourrit l'immense majorité des Italiens; elle gémit et déplore avec nous cette forme nouvelle et inouïe de sacrilège, et nous prouve par des témoignages insignes et chaque jour plus éclatants de sa piété, par l'accomplissement de ses devoirs, qu'elle est unie dans un même esprit et un même sentiment, aux autres fidèles de l'univers.

Tels sont les motifs pour lesquels nous élevons aujourd'hui de nouveau notre voix vers vous, vénérables frères. Quoique les fidèles qui vous sont confiés nous aient, soit par leurs lettres, soit par des protestations solennelles, hautement témoigné combien ils souffrent de notre oppression, et combien ils sont éloignés de se laisser prendre aux fourberies que l'on décore du nom de garanties, nous avons jugé que c'est le devoir de notre charge apostolique de déclarer solennellement par vous à tout l'univers que non-seulement ces prétendues garanties, œuvre vaine du Gouvernement subalpin, mais encore les titres, honneurs, immunités, privilèges quelconques et quoi que ce soit qu'on puisse offrir comme caution ou garantie, ne peuvent en aucune manière ni assurer notre indépendance et notre liberté dans

l'exercice du pouvoir qui nous a été divinement transmis, ni mettre hors d'atteinte la liberté nécessaire à l'Église.

Les choses étant ainsi, de même que déjà à plusieurs reprises nous avons déclaré et proclamé que nous ne pouvions, sans violer notre foi confirmée par serment, adhérer à aucun accommodement d'où résulterait, comment que ce fût, la perte de l'amoindrissement de nos droits qui sont les droits de Dieu et du siège apostolique, de même aujourd'hui, suivant le devoir de notre charge, nous déclarons que nous n'admettrons et n'accepterons jamais, parce que cela nous est absolument impossible, les immunités ou *garanties* imaginées par le Gouvernement subalpin, quelle que soit leur teneur, ni aucune autre de ce genre, de quelque sanction qu'elles soient revêtues, en un mot que nous n'admettrons, que nous n'accepterons jamais aucune immunité ou garantie quelle qu'elle puisse être, qui, sous prétexte de protéger notre puissance sacrée et notre liberté, nous serait offerte en échange et pour tenir lieu de cette souveraineté temporelle dont la divine Providence a voulu que le Saint-Siège apostolique fût pourvu et fortifié et que nous assurent des titres légitimes et inattaquables et une possession de plus de onze siècles.

Il est évident, d'une évidence à laquelle tout homme est forcé de se rendre, que, si le Pontife romain était soumis à la domination d'un autre prince et ne jouissait plus dans l'ordre politique d'une véritable autorité souveraine, il ne pourrait, en ce qui concerne soit sa personne, soit les actes de son ministère apostolique, se soustraire à la volonté du maître auquel il serait soumis; que ce maître pourrait devenir ou hérétique ou persécuteur de l'Église, être en guerre ou en état de guerre contre d'autres princes. Et certes, la concession même des garanties dont nous parlons n'est-elle pas elle-même une preuve éclatante qu'on prétend nous imposer des lois, à nous, à qui a été donné de Dieu le pouvoir de porter les lois relatives à l'ordre moral et religieux, à nous qui avons été établi interprète du droit naturel et divin dans toute l'étendue de l'univers, et que ces lois auxquelles on veut nous soumettre, bien qu'elles touchent au gouvernement de l'Église universelle, ne peuvent être maintenues et exécutées que par et selon la volonté de la puissance laïque?

Quant à ce qui concerne les rapports entre l'Église et la société civile, vous savez parfaitement, vénérables frères, que toutes les prérogatives et tous les droits d'autorité nécessaires pour le Gouvernement de l'Église universelle, nous les avons reçus directement de Dieu dans la personne du bienheureux Pierre, et bien plus que ces prérogatives et ces droits, comme la liberté même de l'Église, sont le fruit et la conquête du sang de Jésus-Christ, et doivent être évalués au prix in-

fini de ce sang divin. Nous ferions donc, ce qu'à Dieu ne plaise, outrage au sang divin de notre Rédempteur, si nous pouvions consentir à recevoir des princes de la terre ces droits qui sont les nôtres, surtout tels qu'on voudrait en ce moment nous les remettre diminués et avilis. Les princes chrétiens sont les fils, non les maîtres de l'Église, et saint Anselme, archevêque de Cantorbéry, cette grande lumière de sainteté et de science, leur disait justement : « Gardez-vous de croire que l'Église vous a été donnée comme une servante à un maître ; elle vous est confiée comme à un avocat et à un défenseur. Dieu n'aime rien plus en ce monde que la liberté de son Église. » Et pour les exciter, il ajoutait en un autre endroit :

« Ne croyez pas que la dignité de votre grandeur soit amoindrie quand vous aimez et défendez la liberté de l'Épouse de Dieu et de votre mère, l'Église ; ne vous regardez pas comme abaissés quand vous l'exaltez, comme affaiblis quand vous la fortifiez. Voyez, regardez tout autour de vous, les exemples sont là ; considérez les princes qui l'attaquent et l'oppriment ; quel profit leur en revient-il ? A quoi arrivent-ils ? Les faits parlent, nul besoin de le dire. Ceux qui la glorifient seront glorifiés avec elle et en elle. »

Après ce que nous venons de vous exposer, comme nous l'avions déjà fait en d'autres occasions, vénérables frères, qui ne voit clairement que l'iniquité commise contre ce Saint-Siège en ces temps de malheurs rejaillit sur toute la République chrétienne ? Car, suivant la parole de saint Bernard, l'injure faite aux apôtres, ces glorieux princes de la terre, atteint tout chrétien, et comme c'est pour toutes les Églises, ainsi que le disait saint Anselme cité plus haut, que travaille l'Église romaine, quiconque lui enlève ce qui est à elle, est reconnu coupable de sacrilège non point contre elle seulement, mais contre toutes les Églises... Personne, en effet, ne peut douter qu'à la conservation des droits de ce siège apostolique ne se rattachent étroitement l'ordre suprême et les plus grands intérêts de l'Église universelle, ainsi que la liberté de votre ministère épiscopal.

Ayant tout cela présent, comme c'est notre devoir, nous sommes obligé de confirmer de nouveau et de proclamer sans nous lasser ce qu'avec votre assentiment unanime nous avons plusieurs fois déclaré, que la souveraineté temporelle du Saint-Siège a été, par un conseil singulier de la divine Providence donné au Pontife romain, et que ce pouvoir est nécessaire pour que ce même Pontife romain, n'étant jamais soumis à aucun prince ou pouvoir civil, puisse exercer avec une liberté absolue sur l'Église entière la suprême puissance de paître et de gouverner tout le troupeau du Seigneur et l'autorité qu'il a reçue de Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même, et pourvoir au plus grand

bien de l'Église, à ses intérêts et à ses besoins. Vous l'avez bien compris, vénérables frères, et, avec vous, les fidèles qui vous sont confiés; c'est pourquoi vous vous êtes tous levés pour la cause de la religion, de la justice et de la paix qui sont les fondements de tous les biens, donnant une gloire nouvelle à l'Église de Dieu par cette imposante manifestation de foi, de charité, de constance, de courage, et léguaux aux générations futures, par la fidélité avec laquelle vous veillez à sa défense, un nouvel et admirable exemple dont ses annales garderont la mémoire.

Mais puisque le Dieu des miséricordes est l'auteur de tous ces biens, élevant vers lui nos yeux, nos cœurs et notre espérance, nous le supplions sans relâche de daigner confirmer, fortifier, accroître en vous et en tous les fidèles ces nobles sentiments, la commune piété, la charité, le zèle; et en même temps, nous vous exhortons ardemment à crier avec nous vers le Seigneur : que votre prière devienne chaque jour plus assidue et plus fervente à mesure que redoublent le péril et l'ardeur du combat, afin qu'il plaise à Dieu de hâter le jour de sa miséricorde. Fasse Dieu que les princes de la terre, qui ont le plus grand intérêt à ne pas voir s'affermir et se maintenir, pour la ruine de tout pouvoir et de tout ordre, l'usurpation que nous subissons, fasse Dieu que les princes de la terre s'unissent dans un accord unanime de cœurs et de volontés, et que, écartant les discordes, apaisant les troubles et les rebellions, dissipant les projets destructeurs des sectes, ils travaillent de concert à restituer au Saint-Siège ses droits, au chef visible de l'Église sa pleine liberté, à la société civile la tranquillité tant désirée.

Ne mettez pas moins d'ardeur, vénérables frères, à conjurer, par vos supplications et celles des fidèles, la divine clémence de tourner au repentir les impies, en dissipant l'aveuglement de leur esprit, avant qu'arrive le grand et terrible jour du Seigneur, ou, en réprimant leurs complots criminels, de leur montrer combien sont dépourvus de sagesse et insensés les hommes qui s'efforcent de renverser la pierre établie par Jésus-Christ, et de violer ses divins privilèges. Que par ces prières nos espérances s'appuient plus solidement sur Dieu. « Pensez-vous que Dieu puisse détourner son oreille de son épouse bien-aimée, quand elle criera en résistant à ceux qui l'oppriment? Comment ne reconnaîtrait-il pas l'os de ses os, la chair de sa chair, et, disons mieux, en quelque sorte l'esprit de son esprit?

C'est, il est vrai, maintenant l'heure du mal et la puissance des ténèbres. Mais cette heure est la dernière, et cette puissance est de peu de durée. Le Christ, puissance et sagesse de Dieu, est avec nous, et c'est lui qui est en cause. « Ayez confiance, il a vaincu le monde. »

En attendant, suivons avec grand courage et foi inébranlable la voix de l'éternelle vérité, qui nous dit : « Combattez pour la justice et pour votre âme, lutez jusqu'à la mort pour la justice et Dieu vaincra pour vous vos ennemis. »

Enfin, vénérables frères, demandant à Dieu du fond de notre cœur pour vous et pour les fidèles, clercs et laïques, confiés aux soins de chacun de vous, les dons les plus abondants des grâces célestes, nous vous donnons avec le plus grand amour à vous et ces mêmes chers fils, comme gage de notre particulière et intime affection pour vous et pour eux, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le quinzième jour de mai de l'an du Seigneur 1871, de notre pontificat le vingt-cinquième.

Signé : PIE IX, Pape.

M. J. FAVRE AU MARQUIS DE BANNEVILLE A VIENNE.

Versailles, le 1^{er} juin 1871.

Vous n'ignorez pas que nos rapports sont devenus plus particulièrement difficiles avec l'Italie, à l'occasion de la nomination de M. d'Harcourt au poste d'ambassadeur près le Saint-Siège. Les esprits ombrageux, et ils sont en grand nombre, s'en sont alarmés outre mesure. Ils ont voulu interpréter cet acte comme le début d'une politique hostile à l'unité italienne et favorable à la restauration du pouvoir temporel. C'est là une induction absolument fausse. Le Gouvernement français ne songe pas plus à menacer l'unité italienne qu'à rétablir l'autorité temporelle du Saint-Père. Nous aurions pu nous contenter de laisser à Rome un simple chargé d'affaires. Le caractère et la capacité de M. Lefebvre de Behaine le rendaient parfaitement propre à nous représenter avec distinction. Nous avons cru que les malheurs du Pape, peut-être les nôtres, nous commandaient une politique un peu plus accusée. Diminuer le signe extérieur de nos relations avec un vieillard accablé par la mauvaise fortune eût été rigoureux de la part d'une nation en pleine prospérité; de la part d'une puissance rudement frappée elle-même, c'eût été une défaillance regrettable. Aussi, M. le président et moi nous n'avons pas hésité. et M. le comte d'Harcourt est parti avec le titre d'ambassadeur. Quant il a quitté Versailles, je lui ai donné les instructions les plus positives. J'ai la conviction qu'il ne s'en est pas écarté.

M. THIERS AU SAINT-PÈRE.

Versailles, le 12 juin 1871.

Très-saint Père. Les catholiques français saluent avec une joie respectueuse le vingt-cinquième anniversaire du pontificat de Votre Sainteté. En ma qualité de chef du pouvoir exécutif de la République française, je m'associe à leurs sentiments, et je me fais avec empressement l'interprète de leurs vœux.

Comme eux, j'ai admiré la noble fermeté avec laquelle Votre Sainteté s'est montrée constamment supérieure aux événements dont Dieu a permis l'accomplissement pendant cette longue succession d'années. L'adversité ne pouvait abattre et n'a fait que mettre en lumière la grandeur de sa foi et l'éclat de ses vertus apostoliques. La France, elle aussi, éprouvée par le malheur, a trouvé de grandes consolations dans la généreuse charité de votre cœur paternel, elle vous adresse l'expression de sa reconnaissance. C'est pour moi un honneur insigne d'être, à cette heure solennelle, son fidèle interprète, et de pouvoir mettre aux pieds de Votre Sainteté l'assurance de ses profonds respects, de sa vive gratitude et des souhaits ardents qu'elle forme pour que Pie IX continue de longues années encore son mémorable pontificat.

Le chef du pouvoir exécutif de la République française,

Signé : A. THIERS.

LE BARON D'ANETHAN A M. SOLVYNS A FLORENCE.

Bruxelles, le 20 juin 1871.

M. le Ministre. M. Visconti-Venosta vous a notifié que le ministère des affaires étrangères serait transféré à Rome le 1^{er} juillet.

Lorsque le Roi et son gouvernement seront établis à Rome, vous devrez également vous y transporter, comme le feront, d'après les renseignements qui me sont parvenus, les représentants de la plupart des autres cours.

Je ne précise pas le moment où vous aurez à quitter Florence, il ne faut ni trop de hâte ni trop de lenteur; vous vous déterminerez d'après ce que feront vos collègues.

La continuation de votre résidence à Rome dépendra des circonstances et notamment du séjour du Roi dans cette capitale.

Vous me tiendrez au courant de tout ce qui serait de nature à chan-

ger la situation ainsi que des dispositions et des actes des autres ministres, afin que je puisse au besoin modifier ou compléter les présentes instructions.

Agrérez. etc.

Signé : d'ANETHAN.

LE BARON D'ANETHAN A M. SOLVYNS A FLORENCE.

Bruxelles, le 24 juin 1871.

M. le Ministre. En vous invitant à transporter à Rome le siège de la légation, je n'ai pu avoir en vue, il est superflu de le dire, de donner une approbation même implicite au nouvel état de choses constitué en Italie.

Je ne fais point de doute que les autres gouvernements qui ont transmis la même invitation à leurs représentants à Florence, n'ont pas entendu plus que nous se prononcer sur les événements accomplis.

Si le Gouvernement italien devait attribuer une interprétation différente à la décision prise par le Gouvernement du Roi, il faudrait vous abstenir, avant d'en avoir référé, d'exécuter les instructions du 20 de ce mois.

J'ajouterai, monsieur le Ministre, que la Belgique maintiendra sa représentation dans la Péninsule sur le pied où elle est établie aujourd'hui; la légation près le Saint-Siège continuera donc à subsister d'une manière entièrement indépendante, et notre situation diplomatique en Italie comprendra, comme par le passé, un ministre accrédité près le Pape, c'est-à-dire qu'elle ne sera point modifiée par le fait de votre présence à Rome.

En ce qui concerne le moment où vous auriez éventuellement à quitter Florence, vous ne répondriez pas à l'intention du Gouvernement, si vous vous rendiez à Rome avant que le plus grand nombre de vos collègues aient opéré leur déplacement. C'est dans ce sens que le § 3 de ma dépêche du 20 doit être entendu.

Agrérez etc.

Signé : d'ANETHAN.

P. S. Si un ou plusieurs de vos collègues demandaient des congés et s'abstenaient ainsi de se rendre à Rome, vous voudrez bien m'en informer immédiatement.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, ETC.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE KÁLNOKY
AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 43 janvier 1870.

Très-bien informé sur les événements récents en Dalmatie par les rapports du consul britannique à Raguse, M. Paton, le principal secrétaire d'État m'a félicité de la tournure satisfaisante que prenaient les choses dans les districts réfractaires de cette province. Sa Seigneurie profita de cette occasion pour me parler des rapports que le colonel Conolly, attaché militaire de l'ambassade britannique à Vienne, avait envoyé de Dalmatie sur les impressions qu'il y avait recueillies pendant son séjour avec nos troupes. Le colonel rend un compte fort juste des difficultés sans pareil du pays, par lesquelles tout mouvement tactique, toute communication, tout approvisionnement est rendu presque impossible; il explique par là tout ce qu'il a fallu de dévouement, de bravoure et de discipline de la part de nos officiers et soldats pour ne pas se décourager ni même se plaindre malgré ce qu'ils avaient à souffrir dans cette lutte, en face d'un ennemi irrégulier et sauvage qui tirait profit de tous les avantages de son pays et dont la plus grande force consistait dans la terreur qu'inspirait sa cruauté atroce. « Les belles qualités traditionnelles de vos soldats se » sont montrées là, m'a dit M. le ministre, dans tout leur éclat, » et il me fit l'éloge de nos braves soldats avec des expressions si sympathiques que j'en fus sincèrement touché.

Le colonel Conolly s'exprime en termes chaleureux sur l'accueil amical qu'il a trouvé auprès de nos officiers, qui l'ont traité en frère d'armes et avec une cordialité qui a fait sa conquête en plein. Aussi embrasse-t-il avec chaleur leur cause; il condamne avec indignation le langage de la presse de Vienne sur les opérations militaires en

Dalmatie et défend avec une vivacité convaincue nos officiers et soldats contre les attaques et insinuations, aussi malveillantes que calomnieuses, dont une partie de la presse a trouvé bon de les vilipender.

J'ai observé avec une vive satisfaction que lord Clarendon, qui est très-reconnaissant du bon accueil que le colonel Conolly a trouvé chez nous, s'identifie entièrement avec ce dernier quant à ses opinions sympathiques, et je puis ajouter que les rapports de cet officier ont eu un franc succès, tant au Foreign-Office, qu'auprès de ses chefs militaires.

Agréé, etc.

Signé : KÁLNOKY.

Prusse. — LE COMTE DE BISMARCK A M. BURLINGHAME.

Berlin le 16 janvier 1870.

Excellence, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 4 de ce mois (1), relativement à nos conversations du même jour et du jour précédent.

En reconnaissant l'exactitude de votre récit de ce que vous m'avez dit, je satisfais volontiers à votre désir de répéter en substance et de tracer par écrit ce que je vous ai répondu.

C'est pour moi un objet de vive satisfaction d'avoir reçu la première communication diplomatique directe du Gouvernement de Chine à ce pays, et j'ai la confiance que les relations établies ainsi, conformément au droit des gens, auront des avantages réciproques pour les deux parties.

L'accueil que vous avez trouvé ici et pour lequel vous et les autres membres de la mission avez bien voulu m'exprimer une si chaleureuse gratitude, témoigne des sympathies du peuple allemand pour la Chine et de son désir de cultiver avec la Chine les relations les plus amicales. Je suis heureux d'ajouter que la Confédération du Nord et S. M. le Roi, mon auguste maître, qui en est le président, ne cesseront pas de suivre une politique conforme à ces intentions. Il est convaincu que, dans les relations de nos deux pays, les intérêts de l'Allemagne seront le mieux sauvegardés, par ce qui doit contribuer et est en même temps nécessaire pour le bien-être de la Chine, c'est-à-dire l'action d'un gouvernement central jouissant du respect, de l'autorité et de la puissance qui répondent à la grandeur de l'empire tant pour l'extension territoriale qu'en ce qui concerne le chiffre de la popula-

(1) Voir *Archives* 1874, tome I^{er}, page 401.

tion. Un tel gouvernement, en maintenant dans tout l'empire l'ordre, la sécurité de la vie et des propriétés, offrira les meilleures garanties pour des procédés loyaux et équitables des serviteurs et des sujets de l'Empereur, la protection la plus efficace et la plus étendue de ceux de nos nationaux qui se rendent en Chine, le moyen le plus sûr d'assurer l'exécution des traités et le redressement des griefs. Si le Gouvernement, sans être troublé par des dissensions intérieures et des conflits extérieurs, concentre son énergie dans le développement étendu des inépuisables ressources du pays, l'industrie à l'intérieur va croître en même temps que le commerce au dehors, et le bien-être croissant, on peut en avoir la confiance, fortifiera le pouvoir du Gouvernement, ainsi que sa résolution d'observer la politique, le commerce actif, l'amitié et la confiance mutuelle avec les nations étrangères, politique que votre mission a inaugurée.

En nous basant sur les éléments de cette confiance (*resting upon these suppositions*), la Confédération sera toujours prête à conformer son attitude aux conditions de cette autorité du Gouvernement de Chine, dont l'affaiblissement en étendue ou en force intrinsèque aurait des conséquences incalculables et atteindrait certainement un résultat opposé à ce que les intérêts des puissances occidentales réclament pour l'extension des relations commerciales et de la civilisation.

Je saisis cette occasion, etc.

Signé : BISMARCK.

Bavière. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DES CHAMBRES.
LE 17 JANVIER 1870.

Messieurs les pairs et les députés, je suis heureux de voir de nouveau réunies autour de moi les deux Chambres du Parlement, et je vous offre avec joie mon royal salut.

Les difficultés qui se sont opposées à la constitution de la Chambre des députés convoquée pour le 21 septembre de l'année écoulée, ont nécessité la dissolution de cette chambre et un nouvel appel aux électeurs.

L'antagonisme des opinions contraires a, dans cette dernière période, atteint un degré inusité de vivacité. Par suite de cet état de choses, beaucoup d'appréciations erronées et inquiétantes se sont répandues. Confiant en votre patriotisme et en votre sagesse, j'espère que l'exemple que vous allez donner au pays par votre attitude modérée contribuera essentiellement à le rassurer.

Je sais que beaucoup d'esprits sont tourmentés par l'appréhension que l'autonomie et l'indépendance légitime de la Bavière ne soient

menacées. Cette appréhension est dénuée de fondement. Tous les traités que j'ai conclus avec la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord sont connus par le pays. Fidèle au traité d'alliance pour lequel j'ai engagé ma parole royale, je ferai, d'accord avec mon puissant confédéré, pour l'honneur de l'Allemagne et, partant, de la Bavière, tout ce que notre devoir nous commandera.

Si, d'une part, je désire et espère le rétablissement d'une union nationale des États allemands, d'autre part, je n'adhérerai qu'à une constitution de l'Allemagne, telle que l'indépendance et l'autonomie de la Bavière ne soient point compromises.

En garantissant à la couronne et au pays la liberté de sa décision, j'accomplis un devoir non-seulement envers la Bavière, mais aussi envers l'Allemagne. Ce n'est qu'à la condition que les membres de la famille allemande ne s'abandonneront pas eux-mêmes qu'ils pourront assurer la possibilité d'un développement prospère de l'Allemagne entière sur le terrain du droit.

J'ai la conviction intime que vous appuierez énergiquement mes efforts, et que vous m'aidez à travailler au bien-être de mon peuple dans l'esprit de la nouvelle législation.

La mission qui vous incombe est importante.

Avant tout, il s'agit de régler le budget pour la dixième période financière.

Mon Gouvernement s'est efforcé consciencieusement d'établir l'état des dépenses avec toute l'économie que comporte le souci indispensable des intérêts légitimes du pays.

Toutefois, vu la suppression des ressources extraordinaires qui étaient à notre disposition durant la neuvième période financière, il n'a pas été possible d'établir le budget sans demander à l'impôt un rendement plus considérable.

Vous soumettrez à un examen approfondi l'état des dépenses et des recettes qui vous sera présenté en même temps que la loi financière. J'ose attendre de votre dévouement que vous mettrez en temps utile à la disposition du Gouvernement les ressources nécessaires pour faire face aux besoins du pays.

Les comptes des années 1866, 1867 et 1868 vous seront présentés.

D'autres projets importants vous seront encore soumis.

Animé du désir de voir les élections au Parlement offrir l'expression fidèle de l'opinion qui domine dans le peuple, j'ai chargé mon Gouvernement de vous présenter un projet de loi électorale basé sur le suffrage universel direct.

Un projet de nouveau règlement criminel a pour but de réunir en un tout harmonique les dispositions légales existantes en l'espèce.

Dans ce projet, il sera tenu compte des récentes expériences et des améliorations qui doivent en surgir. Ce projet aura, en outre, pour effet de donner une nouvelle impulsion à l'œuvre d'unification de nos lois criminelles et de les rendre plus efficaces.

Le règlement sur les avocats, qui est une conséquence de la nouvelle loi de procédure civile, ainsi qu'un nouveau règlement de la législation sur les taxes et le timbre, seront soumis à vos délibérations.

Outre d'autres projets de lois, il vous en sera présenté un sur l'organisation de la garde nationale (bürgerwehr), qui a pour objet d'assurer encore au pays, pour l'avenir, les services que les citoyens de mon pays ont rendus avec un louable dévouement à la cause de la paix et de l'ordre,

Ainsi, un vaste champ d'activité vous est ouvert.

Maintenant, mettez-vous à l'œuvre et accomplissez-la avec union et concorde, avec cet esprit de loyauté à votre Roi dont vous avez tant de fois donné la preuve, avec le sentiment consciencieux des besoins du pays. Pénétré d'un chaud amour pour mon peuple, avec l'aide du Dieu tout-puissant, je travaillerai de toutes mes forces au bien-être de mon peuple, et ma plus haute récompense sera le bonheur de mon cher pays.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE CHOTEK,
A SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 49 janvier 1870.

Les premiers rapports que V. Exc. m'a adressés après avoir pris possession de son nouveau poste, nous ont offert un grand intérêt.

J'ai hâte de constater, avant tout, l'heureuse impression produite sur l'esprit de notre Auguste Maître par les bonnes paroles que vous avez recueillies à son adresse de la bouche de S. M. l'Empereur Alexandre.

L'accueil si gracieux que ce Souverain a daigné vous faire et les explications dans lesquelles M. le chancelier de l'Empire a bien voulu entrer avec vous, dès le surlendemain de votre arrivée, ont également été pour nous un sujet de vive satisfaction.

En attendant le compte-rendu de vos entretiens ultérieurs avec S. A., où les questions spéciales qui sont actuellement à l'ordre du jour ont dû être abordées, je suis charmé de l'esprit de cordiale franchise qui a caractérisé, dès le début, votre échange d'idées avec le chef du cabinet russe, esprit dont, d'ailleurs, notre entrevue à Ouchy portait déjà l'empreinte et qui me fait on ne peut mieux augurer de l'avenir

des relations que V. Exc. a la mission de cultiver avec le Gouvernement Impérial de Russie.

Personnellement, je ne puis qu'être fort reconnaissant à M. le prince Gortschakoff des choses aimables dont il vous a chargé pour moi, de la justice qu'il veut bien rendre à mes intentions et de l'empressement qu'il vous a témoigné d'en faciliter, pour sa part, la réalisation.

Veillez, M. le comte, vous faire l'organe de ces sentiments auprès de M. le chancelier de l'Empire et recevoir, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE CHOTEK,
A SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 19 janvier 1870.

L'abandon amical que M. le Chancelier a mis dans son langage envers V. Exc. m'autorise à suivre son exemple, en relevant un point des affaires d'Orient qu'il a touché et sur lequel je n'ai pu, je l'avoue, partager pleinement son sentiment. Je veux parler de l'impression si pénible que semblent avoir causée à Saint-Pétersbourg les dispositions militaires prises récemment par la Porte en Herzégovine. De même que le Gouvernement russe, nous avons appris que ces transports de troupes avaient excité sur les lieux, non pas de l'agitation, mais de la surprise, en ce que les populations ne s'expliquaient pas d'abord la raison de ces mesures dans des contrées où la tranquillité n'avait pas été troublée. Nous croyons, toutefois, que toute tendance provocatrice à l'égard des habitants de l'Herzégovine était étrangère à ces concentrations qui, d'après nos rapports, ont un caractère et un but tout différents. Le Gouvernement ottoman était informé que les Monténégrins, une fois dégagés des préoccupations que leur inspiraient les événements de Cattaro, ne tarderaient pas à diriger leur humeur batailleuse du côté de la Turquie, et c'est afin de parer à cette éventualité qu'il a jugé nécessaire de renforcer les garnisons dans les contrées limitrophes de la Montagne-Noire. A vrai dire, nous ne pensons pas qu'on puisse le blâmer de prendre ses précautions contre l'agression qu'il croit avoir lieu de redouter.

La position militaire des Turcs ainsi fortifiée vis-à-vis du Monténégro nous a même fourni un nouvel argument s'ajoutant à ceux que nous avons fait valoir auprès de la Porte pour l'amener à se montrer plus conciliante dans la question de Vélié et Malo Brdo. En effet, plus le Gouvernement ottoman est en mesure de repousser avec succès toute attaque des Monténégrins, et plus il lui est facile de se

relâcher de la rigueur d'une prétention contestable, puisqu'on ne pourrait le soupçonner de reculer devant aucune menace.

Tandis que nous faisons cet appel aux sentiments de modération des conseillers du Sultan, le Gouvernement Impérial de Russie qui désavoue si hautement, et avec un accent de sincérité que nous aimons à reconnaître, toute participation aux tentatives dirigées contre le repos de l'Orient, ne jugerait-il pas opportun de donner une nouvelle preuve de ses dispositions pacifiques, en persuadant au Prince Nicolas de transiger sur un point de droit sujet à discussion et à se prêter à un accommodement que l'on pût faire goûter à Constantinople ?

V. Exc. voudra bien soumettre cette idée à l'appréciation de M. le Chancelier de l'Empire et me faire connaître sa réponse le plus promptement possible.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE CHOTEK,
A SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 19 janvier 1870.

Ainsi que V. Exc. le verra par le rapport-ci-joint en copie du baron de Prokesch, les directions dont j'avais muni cet Ambassadeur au sujet du différend turco-monténégrin n'ont pas produit le résultat que nous avions lieu d'en attendre.

Le Grand-Vizir s'est retranché derrière l'impossibilité de satisfaire les Monténégrins par des concessions et il a exprimé l'espoir que, placés comme il les croit dans une position compromettante vis-à-vis de l'Autriche, ils n'oseront pas prendre les armes contre la Turquie. C'est précisément sur ce point que j'avais voulu détromper les ministres ottomans par ma dépêche du 16 décembre dernier. Je n'ai pas cru devoir renoncer à cette tâche, et je viens d'adresser au baron de Prokesch les nouvelles instructions que vous trouverez sous ce pli et dont vous pourrez donner lecture au prince Gortschakoff.

J'ai tenu surtout à mettre la Porte en garde contre les éventualités que pourrait facilement entraîner une trop grande raideur de sa part. S'il ne s'agissait que des chances d'une passe d'armes entre Turcs et Monténégrins, nous ne prendrions certes pas tant de peine ; mais il n'est que trop probable que la lutte prendrait des proportions et un caractère bien autrement graves.

Bientôt ce n'est plus les pâturages du Brdo qui seraient en cause ; ce serait une levée de boucliers des chrétiens d'Orient, dont le prince

Nicolas se ferait le porte-drapeau. Il n'est pas de puissance qui ait un intérêt aussi direct que nous à empêcher une pareille explosion. Aussi nous reconnaissons-nous le devoir de mettre tout en œuvre pour qu'un différend peu important en lui-même et où, d'ailleurs, le point de droit est contestable, ne devienne l'allumette qui occasionnerait un embrasement général.

L'Ambassadeur de France à Constantinople paraît avoir compris le danger, puisqu'il a chargé son consul à Scutari de suggérer au Prince de Monténégro une indemnité pécuniaire. Celui-ci s'y est refusé ; mais nous croyons que l'on devrait agir sur l'esprit du Prince pour le faire revenir sur son refus ou lui proposer un autre moyen de transaction, comme serait, par exemple, de lui faire accepter des terrains sur un autre point de la frontière.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Suède. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE DE LA SESSION DES CHAMBRES, LE 19 JANVIER 1870.

Messieurs, la représentation nationale se réunit aujourd'hui sous de meilleurs auspices. Les années précédentes, des circonstances défavorables avaient ralenti le développement du bien-être général et rendu plus difficiles nos efforts pour la prospérité du pays. Reconnaissons avant tout la clémence du Tout-Puissant, qui nous a permis de jouir des bienfaits de la paix et qui a encouragé le travail du cultivateur, en lui donnant une riche récolte !

Le projet d'un nouveau pacte d'union entre la Suède et la Norvège, dont fut saisie la dernière Diète, sera maintenant soumis à votre décision. Si cependant, prenant en considération le peu de temps que vous avez été à même de vouer à l'examen de ce projet, vous jugez plus opportun que cette question importante et délicate soit décidée simultanément par les représentations des deux pays, la Constitution ne s'oppose pas à son ajournement.

En présence du résultat des délibérations de l'année dernière sur l'organisation de l'armée, je crois maintenant devoir me borner à vous proposer de transférer à l'armée les hommes inscrits sur les rôles de la flotte, dont celle-ci n'a pas besoin actuellement. De cette mesure résulterait une meilleure distribution des cadres de l'armée, en même temps que par une réduction proportionnelle des anciens cadres, l'on obtiendrait — tout en ne dépassant pas les fonds déjà alloués au département de la guerre — les moyens nécessaires pour augmenter le nombre des officiers et sous-officiers. En outre, j'ai l'intention de vous

proposer d'autoriser, dans les limites des fonds disponibles, des mesures préparatoires pour régler d'une manière équitable la paye de l'armée cantonnée.

Tout en vous demandant une allocation pour achever le chemin de fer du Nord-Ouest, je crois en même temps le moment venu de poursuivre le développement du réseau de nos chemins de fer par la continuation des lignes de l'Est et du Nord. Je vous adresserai une proposition à cet effet. Les frais du nouvel emprunt qu'il faudra contracter dans ce but, ne pourront être couverts qu'au moyen d'une légère augmentation de l'impôt, d'ailleurs rendue nécessaire d'un côté par l'amoidrissage des revenus de l'État, résultant de la conversion en argent de l'impôt foncier et du rendement diminué de l'impôt sur la fabrication de l'eau-de-vie, et de l'autre par la tendance constante de plusieurs dépenses à dépasser les chiffres calculés.

Afin de simplifier le système fiscal et de préparer, au prix d'un sacrifice minime pour l'État, un avantage à une partie de la population agricole, je vous proposerai la cession gratuite et en pleine propriété des terres dépendantes des domaines de l'État, actuellement affermées aux paysans, moyennant une redevance perpétuelle et avec droit d'achat.

Dans l'année passée, j'ai eu le bonheur de célébrer le mariage de ma fille bien-aimée avec le Prince Royal de Danemark et de constater l'affection et la sympathie avec lesquelles elle a été reçue dans sa nouvelle patrie.

Indépendamment des lois que j'ai fait promulguer, en sanctionnant les résolutions adoptées l'an dernier par la représentation nationale, plusieurs ordonnances concernant l'administration ont été publiées. Parmi celles-ci je cite avec satisfaction : celles relatives à la conservation de nos forêts, ainsi qu'à la réduction considérable du port des lettres et des télégrammes échangés avec l'étranger.

De nombreux projets tendant à apporter d'importantes modifications au Code civil sont depuis longtemps à l'étude ; mais jusqu'à présent, ils n'ont pu passer par toutes les phases de l'examen approfondi, auquel ils doivent être soumis. — De même tous les renseignements qu'il est nécessaire de réunir avant de pouvoir introduire des changements dans les différentes branches de l'administration, n'ont pas encore pu être complétés. Ces questions, qui continuent à être l'objet d'une étude non interrompue, seront soumises à l'examen de la Diète, aussitôt qu'elles seront suffisamment préparées.

Conformément à la Constitution, je déclare ouverte cette session, et je vous assure, messieurs, de mon affection et de ma bienveillance.

Autriche - Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE WIMPFEN A BERLIN.

Vienne, le 20 janvier 1870.

C'est avec pleine raison, que V. Exc. a gagné, à l'avance, la conviction que ses communications touchant l'entretien qu'elle a eu au commencement du mois, avec M. le Chancelier de la Confédération, feraient sur nous l'impression la plus satisfaisante. Mon désir, bien facile à comprendre, que vos relations personnelles avec le comte de Bismarck et l'avantage que vous en pouvez retirer, ne vous soient pas refusés, ne pouvait pas se réaliser d'une manière plus avantageuse que cela n'a eu lieu par cet entretien.

Le gouvernement d'Autriche-Hongrie, pour des motifs d'une telle gravité qu'il ne peut y en avoir de plus forts, doit tendre à une politique de paix décidée et nous avons dû éprouver la plus vive satisfaction de recevoir directement du comte de Bismarck, l'assurance que la Prusse, de son côté, ne voyait la situation politique, qu'au point de vue entièrement pacifique. Il est pour nous, très-précieux, d'entendre dire au directeur de la politique prussienne, que la Prusse se trouve aujourd'hui satisfaite de sa nouvelle puissance, qu'elle se trouve suffisamment occupée par le développement et la formation de la Confédération de l'Allemagne du Nord et qu'elle ne songe nullement à susciter de nouvelles complications pour l'extension de son influence. Si le comte de Bismarck s'est en même temps prononcé contre l'imputation qu'on pourrait lui attribuer d'avoir encore dans ce moment vis-à-vis de nous, les sentiments d'un adversaire, s'il a cherché à repousser de sa pensée tout projet dangereux pour nous, et donné, au contraire l'assurance de l'intérêt sincère qu'il prenait à l'existence de notre monarchie dans son intégrité et dans sa prospérité, je n'ai pas besoin de vous dire combien ses paroles m'ont réjoui et qu'on leur a accordé la signification la plus favorable pour l'avenir des relations entre les deux puissances.

La visite que doit faire prochainement à Berlin S. A. I. et R. l'Archiduc Charles Louis n'est pas une conséquence de votre rapport car il était déjà résolu depuis longtemps que la visite que S. A. R. le Prince héritier de Prusse avait faite à notre Cour serait rendue par un Prince de la famille Impériale. Je puis néanmoins me féliciter que le voyage de l'Archiduc ait lieu sous les impressions produites chez nous par les paroles du comte de Bismarck et que l'on peut en conclure que la présence du frère de l'Empereur à la Cour Royale de Prusse ne pourra

que cultiver et renforcer les relations amicales présentement rétablies.

V. Exc. profitera de la première occasion qui s'offrira à Elle pour s'exprimer vis-à-vis du Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord dans le sens des remarques que je viens de voir. Le comte de Bismarck saura déjà par les rapports du général de Schweinitz sur ses entretiens avec moi, combien on a été sensible ici pour les bonnes paroles qu'il a prononcées sur notre empire et sur ses relations avec la Prusse. Il va de soi que j'ai aussi exprimé à M. l'Ambassadeur, ma reconnaissance chaleureuse pour la manière amicale, je dirai même cordiale, avec laquelle le comte de Bismarck a bien voulu se rappeler mes rapports avec lui. Je prie V. Exc. d'en faire autant de votre côté, et de dire, entre autres choses au Chancelier de la Confédération, combien je suis de son avis quand il dit que les circonstances ne nous ont pas toujours séparés, mais qu'elles nous ont plus d'une fois rapprochés.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE PRINCE DE METTERNICH AU COMTE DE BEUST.

Paris, le 25 janvier 1870.

Le comte Daru a pris connaissance avec intérêt de la dépêche que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser le 18 janvier dernier et qui se rapporte aux appréhensions que la querelle entre la Porte et le Monténégro est de nature à faire naître.

Le Ministre des affaires étrangères a immédiatement écrit à Constantinople dans le sens de la dépêche que V. Exc. a adressée au baron de Prokesch le 16 de ce mois, recommandant très-sérieusement à la Porte de s'abstenir de toute mesure précipitée pouvant amener un conflit. Le comte Daru désirerait voir cette affaire des territoires contestés de Veli et Malo Brdo vidée une fois pour toutes par un compromis. C'est à ce résultat que devront tendre les efforts de l'ambassadeur de France à Constantinople.

Agréez, etc.

Signé : METTERNICH.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE KÁLNOKY AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 26 janvier 1870.

L'expédition que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser par le courrier anglais m'est exactement parvenue le 24 courant, mais ce n'est qu'aujourd'hui dans l'après-midi que j'ai pu voir Lord Clarendon.

Je me suis empressé d'envoyer à titre confidentiel au Ministre la dépêche du 18 courant, ainsi que les instructions que V. Exc. a adressées à M. le baron de Prokesch au sujet des difficultés qui menacent de surgir entre la Porte et le Monténégro à propos des territoires contestés de Veli et Malo Brdo. Sa Seigneurie m'exprime aujourd'hui ses remerciements de cette communication en me disant qu'il ne pouvait que donner son sincère assentiment aux conseils de prudence et de modération que V. Exc. donnait à Constantinople.

Il partage les appréhensions d'un conflit et des dangers qui pourraient en résulter pour la tranquillité de l'Orient. Un rapport de M. Paton, consul à Raguse, fait mention des forces considérables que les Turcs ont concentrées dans la Herzégovine et de certains bruits assez accrédités qui y circuleraient que la Porte médite une expédition militaire contre le Monténégro. Lord Clarendon reposant beaucoup de confiance dans les rapports de M. Paton, « qui ne releverait ces bruits à moins de les croire fondés jusqu'à un certain point, » et se méfiant un peu des résolutions que la Porte pourrait prendre croyant le moment opportun, m'a dit qu'il a pris le rapport de M. Paton et la dépêche de V. Exc. et son annexe pour texte d'une lettre qu'il vient d'écrire au chargé d'affaires à Constantinople, et dans laquelle il engage vivement la Porte à tenir compte des dangers de la situation et de ne pas se départir vis-à-vis du Monténégro de sa sage modération habituelle.

Tout en remerciant Sa Seigneurie d'avoir, de son côté, appuyé les conseils de modération donnés à Constantinople par le Gouvernement Impérial et Royal, j'ai cru pouvoir lui donner sur le renfort des garnisons turques dans la Herzégovine quelques explications et détails que j'avais puisés dans la dépêche que V. Exc. a adressée au comte de Chotek en date du 19 courant.

Agrez, etc.

Signé : KÁLNOKY.

Roumanie. — M. CALLIMAKI-CATARGI AU CHEVALIER ZULAUF
DE POTTENBURG.

Bucharest, le 27 janvier 1870.

J'ai l'honneur de vous communiquer le désir du Gouvernement princier de voir donner désormais à notre pays, dans ses relations internationales, le titre de *Roumanie* usité déjà dans les actes intérieurs, conformément à la Constitution en vigueur, et admis même à l'étranger dans plusieurs circonstances solennelles.

L'ancienne dénomination de *Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie* n'a plus en effet sa raison d'être, depuis que l'Union, reconnue par toutes les Puissances comme un fait permanent, a confondu les deux Principautés en un seul état placé sous le Gouvernement de S. A. S. le Prince Charles et de sa dynastie.

Convaincu de la légitimité des motifs qui dictent cette revendication, je ne doute pas, M. le Chevalier, que vous ne vouliez bien interposer vos bons offices auprès du Gouvernement que vous représentez, pour le rendre favorable à notre désir et le décider à y donner son adhésion.

La bienveillance que le Gouvernement I. et R. a toujours témoignée à notre pays me fait espérer que, non-seulement aucune objection ne sera opposée à cette juste demande, mais encore que le Gouvernement I. et R. appuiera auprès de la Sublime-Porte la démarche identique que notre agent a été autorisé de faire à Constantinople.

Veillez agréer, etc.

Signé : CALLIMAKI-CATARGI.

Bavière. — ADRESSE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS VOTÉE DANS
LA SÉANCE DU 28 JANVIER 1870, EN RÉPONSE AU DISCOURS DU
TRÔNE (1).

Se rendant à l'appel de V. M. R., la Chambre très-humble, très-loyale et très-obéissante des députés s'approche des marches du trône, animée du désir d'étudier loyalement et consciencieusement les besoins du pays et de faire tous ses efforts pour rendre au peuple bavarois la paix intérieure dont le trouble provoque les regrets de V. M. et les nôtres.

En raison de la fidélité profondément sentie envers V. M., et du ferme attachement au pays et à son développement indépendant, il s'est formé dans la majorité du peuple une méfiance augmentée encore

(1) 17 janvier, voir ci-dessus page 239.

par la position du parti qu'a prise le ministère, méfiance dont le résultat des élections a été l'expression. Les paroles élevées de V. M. sont sans doute de nature à calmer les esprits agités. Cependant une véritable confiance ne renaîtra que si V. M. parvient à trouver pour conseillers de la couronne des hommes qui unissent la volonté convenable avec la fermeté de l'action, et qui possèdent autant la confiance du pays que celle de V. M.

Nous nous réjouissons des paroles décidées par lesquelles V. M. nous a fait connaître sa ferme résolution de sauvegarder l'indépendance de la Bavière tout en exécutant fidèlement les traités d'alliance. Pénétrés de la vérité de la pensée que la possibilité d'un développement prospère de l'Allemagne ne peut se trouver que sur le terrain du droit et autant que les peuples allemands ne s'abandonnent pas eux-mêmes, et animés du même amour pour la grande patrie et pour la patrie plus restreinte, les fidèles Bava-rois accourront au jour du danger autour de V. M. aussi bien pour la défense de l'honneur et de l'intégrité de l'Allemagne que pour la conservation des droits et de la dignité de votre couronne.

La parole de V. M. R. : « Tous les traités que j'ai conclus avec la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord sont connus du pays, » contribuera à tranquilliser les esprits ébranlés par un destin rigoureux. Jamais le conseil de rompre un traité ne trouverait de l'écho dans notre peuple.

Mais nous vivons en un temps qui conduit à des crises décisives, dans lequel il peut être à peine question d'une situation légale et normale de l'Europe. On sait par expérience que les traités conclus avec la Prusse peuvent donner lieu à diverses interprétations, et ces interprétations jettent l'inquiétude dans le peuple. De là naît instinctivement le désir de voir donner à nos affaires étrangères une direction qui inspire la confiance du pays.

Nous sommes tous, comme un seul homme, pour l'intégrité des frontières allemandes, et nous n'avons pas non plus perdu l'espoir de voir s'établir une union nationale sur la base de l'égalité de droits pour toutes les branches de la famille allemande. Dans les paroles élevées de V. M. R., nous retrouvons le programme de notre espérance patriotique tant au point de vue allemand qu'au point de vue bava-rois.

A l'intérieur, nous ne refuserons notre loyal concours à aucune réforme sensée. Depuis qu'une série de lois nouvelles a imposé au pays des sacrifices plus lourds, le peuple désire que l'on entre dans la voie des réformes propres à réduire dans une certaine mesure les dépenses de l'Etat.

Nous attendons des nouvelles lois que leur esprit ne soit pas opposé aux sentiments ni aux idées du peuple. C'est ce danger qui a fait échouer la loi sur les écoles, et non la crainte d'un surcroît de dépenses pour les écoles et pour les maîtres. L'esprit qui se manifeste dans l'exécution des lois et dans l'administration exerce l'influence la plus directe sur les dispositions morales du pays. Le peuple bavarois, monarchique par sa nature, ne saurait comprendre et ne comprendrait pas que les ressources et la puissance de l'État fussent mises au service d'un parti. Le peuple bavarois est constitutionnel de naissance, mais il ne veut pas de gouvernement de parti.

C'est avec la plus respectueuse gratitude que nous accueillons la résolution magnanime de V. M. de couper court à des abus notoires par une nouvelle loi électorale basée sur le suffrage universel direct, et d'aider ainsi le peuple à donner à sa conviction et à ses sentiments une expression fidèle.

Que Dieu tout-puissant bénisse V. M. pour le vif amour dont elle est animée à jamais à l'égard de son peuple fidèle, et que nous nous efforcerons consciencieusement de mériter.

Autriche-Hongrie. — LE CHEVALIER ZULAUF DE POTTENBURG
AU COMTE DE BEUST.

Bucharest, le 29 janvier 1870.

Le Gouvernement du Prince, comme j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer par le télégraphe, a envoyé à tous ses représentants, à l'étranger, une note identique concernant l'adoption du titre de *Roumanie* afin d'obtenir la reconnaissance de ce titre de la part de la Porte et des autres Puissances (1).

En m'empressant d'envoyer à V. Exc. cette note en original, je la prie de vouloir accepter l'expression, etc., etc.

Signé : ZULAUF DE POTTENBURG.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON
DE PROKESCH A CONSTANTINOPLE.

(Télégramme.)

Vienne, le 31 janvier 1870.

Le Gouvernement de Bucharest, par notes identiques aux Représentants étrangers, vient d'exprimer le désir de voir dorénavant

(1) Voir Note de M. Callimaki du 27 janvier, page 249.

donner officiellement au pays la dénomination de *Roumanie* par leurs Gouvernements et demande que ceux-ci appuient la démarche faite simultanément par lui à Constantinople dans ce but. Veuillez prêter cet appui de concert avec Vos collègues.

Prusse. — LE COMTE DE BISMARCK AU GÉNÉRAL SCHWEINITZ
A VIENNE.

Berlin, le 31 janvier 1870.

Je ne puis m'empêcher, après le retour à Vienne de S. A. I. l'Archiduc Charles-Louis de sa visite à la Cour Royale, de m'exprimer encore en particulier sur l'impression favorable que cette visite de ce haut personnage a faite, non-seulement sur l'esprit du Roi, mais encore sur toute la famille Royale et dans les autres cercles de notre Société. On a salué cette visite avec une joie sincère parce qu'on la considérait comme un signe des sentiments de S. M. l'Empereur, de son côté l'opinion publique y a vu, avec satisfaction, l'expression des rapports d'amitié avec l'Autriche, rapports dont le rétablissement et l'affirmation ont toujours été l'objet de nos désirs et sur lesquels le rapprochement réciproque de ces hauts personnages exercera une influence heureuse. Votre Exc. connaît la pensée dirigeante de notre politique et sait que notre désir sincère est de voir les rapports entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les États de l'Empereur se rapprocher de plus en plus de leur but, à savoir : une confiance et une bienveillance cordiales et réciproques. J'ai à peine besoin d'ajouter que les paroles et les manières de S. A. I. n'ont pu que contribuer à augmenter l'impression de cette visite dans toutes les classes de la Société.

J'engage donc Votre Exc. à s'exprimer dans ce sens et en particulier à faire connaître à S. M. l'Empereur d'Autriche les impressions de S. M. le Roi et de demander pour cela une audience particulière.

Signé : BISMARCK.

F. AMYOT.

Égypte. — DISCOURS DU VICE-ROI A L'OUVERTURE DE LA RÉUNION
DES DÉLÉGUÉS, LE 4^{er} FÉVRIER 1870.

Je vous salue, Messieurs les Délégués. Je remercie la Providence de ce que cette année s'est écoulée d'une manière heureuse et satisfaisante pour tous, et que les cultures, dans toutes les parties du pays, ont atteint un haut degré de fertilité. Espérons que, dans sa haute bonté, le Tout-Puissant daignera nous compléter ses faveurs.

En ce qui concerne l'administration du pays pendant cette année, les ministres vous fourniront, comme dans les sessions précédentes, les renseignements que vous désirerez sur les actes du pouvoir.

Les délibérations et les décisions de l'ancienne Chambre des Délégués ont été d'une utilité incontestable pour le pays. Vos prédécesseurs rendirent d'importants services à la patrie et rentrèrent dans leurs foyers accompagnés de l'estime générale. Je n'ai aucun doute que vos délibérations n'aient également les mêmes résultats.

Nos vues communes et nos efforts unanimes ont pour but le bien être général, le développement de la richesse du pays et la civilisation. Je fais des vœux bien sincères pour que le Dieu Tout Puissant nous aide à accomplir notre tâche et couronne de succès nos généreux efforts.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE CHOTEK,
A SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 2 février 1870.

Le chargé d'affaires de Russie est venu me voir dimanche dernier pour s'acquitter des communications de son Gouvernement que vous m'aviez annoncées.

M. le prince Gortschakoff commence par se féliciter avec nous des rapports de confiance heureusement rétablis entre les deux Cours et dont V. Exc., dès ses débuts, a été l'interprète.

Passant ensuite à divers sujets qui ont déjà été effleurés dans vos entretiens avec lui, le chancelier russe expose les alarmes que lui ont fait concevoir les mesures militaires prises par la Turquie dans ses provinces de l'Ouest. Il insiste sur l'excitation que ces mesures, mises en scène suivant lui avec une ostentation regrettable, avaient dû causer parmi les sujets chrétiens du Sultan et sur leur effet désastreux à Cettigné, où l'on n'aurait pu y voir autre chose qu'une provocation. Le chancelier pense que l'interposition de la *Grande Europe* serait seule assez puissante pour faire renoncer la Porte à ses desseins hostiles et il fait appel à notre concours dans ce but.

Dans l'une de mes dépêches du 19 janvier, répondant au rapport par lequel V. Exc. m'avait rendu compte de ses conversations sur cette matière, j'ai déjà constaté que nos propres informations étaient loin de dépeindre sous des couleurs aussi sombres l'impression produite en Herzégovine par les renforts qu'y avaient reçus les garnisons, et il se pourrait bien que le zèle de quelques agents, zèle dont le prince Gortschakoff lui-même se raillait si spirituellement dans l'un de ses derniers entretiens avec vous, eût cette fois encore prêté aux faits des propositions plus grandes que nature. Quant à l'intention qui a dicté les dispositions militaires dont il s'agit et que le chancelier croit devoir attribuer à des projets offensifs de la Turquie contre la Montagne Noire, j'avoue que j'ai de la peine à me ranger à son avis. Quelle que soit la confiance en ses forces que le Gouvernement ottoman peut avoir puisée dans ses succès récents, je ne saurais le croire capable d'affronter les graves complications qu'il susciterait aujourd'hui en prenant l'initiative d'une agression. Le Grand-Vizir a, au surplus, formellement désavoué, vis-à-vis de notre ambassadeur, toute préméditation de ce genre et il a déclaré que la Porte se bornerait, à l'égard du Monténégro, à repousser la force par la force.

Dans cet état de choses, on ne pourrait, il me semble, recommander au Gouvernement turc de faire rétrograder les renforts en question que si l'on se trouvait en mesure de le rassurer contre toute attaque du côté de la Tsernagora. A ce point de vue, la dépêche russe contient des déclarations précieuses en ce sens qu'elle témoigne hautement des vues pacifiques du Prince Nicolas, en même temps que de l'ascendant qu'il a su prendre sur l'esprit des Monténégrins, et nous ne manquerons pas de faire valoir ces renseignements à Constantinople.

Le Gouvernement I. et R. est, à la vérité, moins bien placé qu'un autre pour peser sur le Gouvernement ottoman dans cette affaire spéciale. J'en fais juge M. le Prince Gortschakoff lui-même. Au moment où les troubles de Cattaro venaient d'éclater, je me trouvais dans la capitale de la Turquie, et sachant que, sur ce point, la frontière de l'Herzégovine était totalement dégarnie de troupes, ce qui pouvait faire craindre que les districts turcs limitrophes ne fussent d'autant plus susceptibles de se laisser entraîner à prêter aux insurgés un appui qui eût singulièrement renforcé le mouvement — nos rapports consulaires portaient même que de pareils renforts étaient déjà arrivés — je me suis cru obligé d'engager la Porte à y disposer quelques détachements militaires, dans le seul but de décourager toute tentative de cette nature. Le Gouvernement du Sultan donna des ordres en conséquence qui, du reste, grâce aux lenteurs habituelles à l'Orient,

ne reçurent leur entière exécution qu'assez longtemps après. Telle est la première origine de ces concentrations qui, on le voit, n'étaient aucunement dirigées contre le Monténégro. Le Prince Gortschakoff conviendra avec moi qu'ayant été la cause déterminante de ces mesures, nous n'aurions pas bonne grâce aujourd'hui à en réclamer la révocation. Je dois dire, au reste, que, d'après les conversations que j'ai eues à ce sujet avec le général Ignatieff, il m'est difficile de croire que les dispositions militaires dont il s'agit puissent apparaître au cabinet de Saint-Pétersbourg sous un jour bien inquiétant.

Veuillez, M. le Comte, en donnant confidentiellement connaissance de la présente dépêche à M. le Chancelier, l'assurer de notre empressement à nous associer à toute démarche qui nous semblerait propre à amener une solution pacifique du différend turco-monténégrin.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU COMTE DE WIMPFEN,
A BERLIN.**

Vienne, le 3 février 1870.

Alors même que S. M. l'Empereur était persuadée à l'avance, que l'on préparerait à son frère, un accueil amical à la Cour de S. M. le Roi de Prusse, il a néanmoins appris avec une joie très-vive, de la bouche de S. A. I. l'Archiduc Charles-Louis, la façon entière dont son attente avait été remplie, S. M. n'a pas été touchée moins agréablement d'apprendre avec quelle prévenante cordialité LL. MM. le Roi et la Reine, et tous les membres de la famille royale avaient reçu la visite de S. A. I. et R. à Berlin.

Au nom de S. M. l'Empereur notre gracieux Souverain et Maître, comme en celui du Sérénissime Archiduc, je vous charge par la présente d'exprimer à la Cour de Prusse, avant tout à LL. MM., au prince royal et à la princesse royale, l'expression de la reconnaissance la plus sentie pour la réception aussi distinguée que sympathique que S. A. I. et R. a reçue de ses royaux parents.

J'ai à ajouter qu'aux yeux de l'Empereur et de son Gouvernement, la signification de cette visite ne se borne pas aux bons souvenirs personnels qui sont restés sur son séjour à Berlin, à S. A. l'Archiduc, mais qu'il y a un motif général de vive satisfaction dans ce fait, que pour la seconde fois les deux dynasties présentent au monde une preuve éclatante de réconciliation et de rapprochement, et que par là on peut considérer les bonnes relations entre les deux Gouvernements comme heureusement rétablies.

V. Exc. voudra bien ne pas négliger de faire valoir ce dernier point de vue à M. le comte de Bismarck, lorsque vous aurez à recourir à son intermédiaire obligeant pour l'accomplissement des ordres que je suis chargé de vous transmettre.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE PROKESCH AU COMTE DE BEUST.

Constantinople, le 4 février 1870.

J'ai eu l'honneur de recevoir le télégramme du 31 janvier (1), par lequel V. Exc. m'ordonne d'appuyer, de concert avec mes collègues auprès de la Cour suzeraine, le désir du Gouvernement de S. A. le prince Charles de changer en *Roumanie* la dénomination des *Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie*. M. Zulauf de Pottenburg m'avait déjà prévenu par télégramme du 28 du désir du Prince et des notes identiques adressées à ce sujet aux représentants des puissances.

L'agent des Principautés, M. D. Stourdza, n'a pas encore reçu, à l'heure qu'il est, les instructions en question, ce qui s'explique par la difficulté des communications postales pendant la saison actuelle. Il m'a dit encore hier n'avoir pas même d'avis télégraphique. Mes collègues de France, d'Italie, de Prusse et de Russie paraissent se trouver dans le même cas et ignorer jusqu'à l'ouverture confidentielle faite le 28 par M. Cogolniceano aux représentants à Bucharest. Je ne manquerai pas de me concerter avec eux aussitôt que les informations et les instructions nécessaires leur seront arrivées.

En attendant, j'ai pressenti le Grand-Vizir sur l'accueil que notre appui trouvera auprès de la Porte. Aali-Pacha m'a dit être persuadé que les Puissances respecteront autant que la Porte la signature mise sous la Convention du 19 août 1858 (2), et qu'elles tomberont d'accord avec la Cour suzeraine sur la convenance d'un protocole, signé en commun, qui aurait à constater la modification à apporter à l'article de cette Convention qui a réglé officiellement la dénomination des deux pays.

Veuillez, etc.

Signé : PROKESCH.

(1) Voir ci-dessus, page 251.

(2) Voir *Archives* 1865, tome III, page 403.

**Autriche-Hongrie. — LE BARON DE PROKESCH AU COMTE
DE BEUST.**

Constantinople, le 4 février 1870.

J'ai eu l'honneur de recevoir presque simultanément les dépêches que V. Exc. m'a adressées, en date des 15 et 20 janvier, au sujet du Monténégro. J'en ai entretenu le Grand-Vizir, lui développant les arguments et considérations qui, dans l'intérêt de la Porte, autant que dans le nôtre, luttent en faveur d'un prompt accommodement des différends qui se traînent encore sur la frontière albano-monténégrine. Le Grand-Vizir en a saisi hier le Conseil et m'a dit ce matin que la Porte, qui ne réclame de ses voisins inquiets que de la laisser en paix, est disposée à un sacrifice pécuniaire à titre d'indemnité pour les prétendues pertes des Monténégrins possédant des terrains sur les collines de Velji et Malo Brdo, mais qu'elle ne laissera jamais entamer son territoire ni sa ligne de défense sur ladite frontière.

Le Grand-Vizir m'a dit : « A Pétersbourg l'on dit que nous avons massé 32 bataillons contre les Monténégrins et que nos mesures menaçantes provoquent la rupture. Nous avons envoyé 4 bataillons en Herzégovine pour des raisons faciles à deviner et n'avons pas augmenté nos forces en Albanie, pas d'un seul homme. Nous ne désirons que d'avoir la paix sur toutes nos frontières, — l'on ne nous fera pas le tort de nous considérer imprudents au point de nourrir des idées d'agression; mais nous pouvons être forcés de prendre des mesures de défense. Les griefs du Prince Nicolas sont des prétextes; il n'est pas même vrai que les Pipéris ont besoin des pâturages de nos pauvres familles de Spoutz et Podgoriza; ils en ont chez eux; ils en donnent à ferme. Nous avons poussé la modération jusqu'à indemniser de cent mille florins les Monténégrins qui possèdent des terres de notre côté et de leur abandonner sans indemnisation les propriétés privées turques qui se trouvent de leur côté. — Si un sacrifice d'argent peut assoupir leurs velléités agressives, nous sommes prêts à le faire, — mais si leurs préparatifs devenaient menaçants, nous prendrions nos mesures de défense, et, s'ils nous attaquent, personne ne saurait exiger que nous restions les mains croisées.

Je suppose que les Puissances qui, dans leur sage prévision, pèsent sur la Porte, pèseront de même sur la Montagne-Noire.

Veuillez agréer, etc.

Signé : PROKESCH.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU CHEVALIER ZULAUF
DE POTTENBURG, A BUCHAREST.**

Vienne, le 8 février 1870.

Ma dépêche du 21 décembre dernier (1) vous a fait connaître notre manière de voir sur la nouvelle dénomination que le Prince Charles désire faire adopter par les Puissances européennes dans leurs relations avec le pays qu'il gouverne.

J'ai été satisfait d'apprendre, par votre rapport du 29 janvier dernier (2), que le Gouvernement princier est entré, pour la réalisation de ses vœux à cet égard, dans la voie que nous n'avons cessé de considérer comme la seule correcte.

Aussi, dans la réponse que je vous invite à faire par écrit à la communication de M. Cartagi du 27-15 janvier (3), voudrez-vous bien constater que le Gouvernement de S. M. ne voit pas d'inconvénients, pour sa part, à l'introduction du nom de *Roumanie* dans les relations internationales et que, conformément au désir du Gouvernement de Bucharest, le baron de Prokesch a été chargé d'appuyer auprès de la Sublime-Porte, de concert avec ses collègues, la démarche à faire dans ce but par l'agent princier à Constantinople.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**Grande-Bretagne. — MESSAGE ROYAL LU A L'OUVERTURE
DU PARLEMENT, LE 8 FÉVRIER 1870.**

Mylords et Messieurs, nous avons reçu de S. M. la Reine l'ordre de vous inviter à reprendre votre tâche ardue et de vous exprimer le regret que S. M. éprouve de ne pouvoir, par suite d'une indisposition récente, se rendre auprès de vous en personne, comme elle en avait l'intention, à un moment où les affaires offrent un intérêt remarquable.

Les sentiments d'amitié dont tous les pays étrangers sont animés à l'égard du nôtre, et qui répondent aux sentiments dont S. M. est elle-même animée à leur égard ; la disposition sans cesse croissante qui porte les nations à recourir aux bons offices de leurs alliés dans les cas où se présentent des conflits internationaux ; l'esprit de conciliation qui a présidé dans ces derniers temps à l'étude et au règle-

(1) Voir *Archives*, 1874, tome 1^{er}, page 396.

(2) Voir ci-dessus page 251.

(3) Voir ci-dessus page 249.

ment des questions de ce genre, voilà des choses qui encouragent S. M. à avoir confiance au maintien de la tranquillité générale.

On mettra sous vos yeux des documents relatifs aux faits qui se sont passés récemment dans la Nouvelle-Zélande.

Messieurs de la Chambre des communes, l'état estimatif du budget pour l'année financière qui s'approche, est en bonne voie de préparation : composé avant tout dans le but d'assurer la conservation des services publics, il imposera cependant aux sujets de S. M. des charges moindres que par le passé.

Les recettes ont été en rapport avec les prévisions que nous avons émises dans la dernière session.

S. M. espère que vous voudrez bien mener à fin l'enquête que vous avez instituée l'an dernier pour examiner le système des élections parlementaires et municipales, et que vous préparerez ainsi, pour une époque peu éloignée, les éléments des lois utiles.

Mylords et Messieurs, il vous sera proposé d'amender les lois relatives à l'occupation et à l'acquisition des propriétés foncières en Irlande, dans des conditions qui seront en rapport avec les circonstances particulières dans lesquelles se trouve ce pays, et qui seront calculées, comme l'espère S. M., de manière à améliorer les rapports existant entre diverses classes intéressées dans l'agriculture en Irlande, classes qui constituent collectivement la grande masse de la population.

Une fois que ces prévisions auront été mûries par votre impartialité et par votre sagesse, comme S. M. en a la confiance, elles continueront à inspirer parmi les individus chez lesquels ces sentiments peuvent encore n'être pas développés, cette ferme confiance dans la loi et ce désir de prêter main forte à son administration effective, qui caractérisent en général les sujets de S. M., et ainsi, elles contribueront à consolider la Constitution de l'Empire britannique.

Nous sommes, en outre, chargés par S. M. de déclarer que plusieurs autres questions d'intérêt public paraissent demander votre attention, et, entre autres, nous sommes chargés spécialement de vous annoncer qu'il a été proposé un bill pour l'extension, sur une vaste échelle, du système de l'éducation nationale.

Pour remplir un engagement contracté envers le Gouvernement des États-Unis, on vous proposera un bill ayant pour objet de régler l'état social des sujets ou citoyens des contrées étrangères qui peuvent désirer être naturalisés et être aidés dans l'obtention de ce titre.

De plus, vous serez invités à étudier des bills préparés par suite du rapport de la commission des cours de juridiction pour l'amélioration de la Constitution et des procédures des tribunaux supérieurs de première instance et d'appel.

La question du serment religieux dans les universités et les collèges d'Oxford et de Cambridge, a été en discussion pendant nombre d'années. La Reine recommande une solution législative de cette question, de nature à pouvoir contribuer à étendre l'utilité de ces grandes institutions et à accroître le respect qu'elles inspirent à juste titre.

Des bills ont été préparés pour étendre les applications des impôts et dans le but de placer la perception des sommes considérables levées dans les localités pour divers objets sur un pied simple et uniforme.

La Reine recommande également que vous entrepreniez l'amendement des lois qui règlent la concession des permissions pour la vente des liqueurs fermentées et spiritueuses.

Il vous sera aussi présenté des mesures pour faciliter le transfert de la propriété foncière, pour régler la succession à la propriété immobilière dans les cas d'intestat, pour amender les lois relatives aux incapacités des membres appartenant à des sociétés ouvrières, et pour consolider et améliorer le corps des statuts ayant trait à la marine marchande.

Tout en vous recommandant ces importantes questions de législation, le Gouvernement exécutif a fait librement appel aux moyens qu'il avait sous la main pour prévenir les violences, et l'on peut déjà remarquer une amélioration partielle.

Mais bien que le chiffre des délits tombant dans cette catégorie n'ait pas été aussi considérable qu'à certaines époques précédentes, le peu de disposition à fournir des témoignages pour aider l'administration de la justice n'a pas été moins remarquable et préjudiciable.

S. M. nous ordonne de vous dire que l'accroissement des crimes agraires, dans diverses parties de l'Irlande, avec les malheurs qui en sont la suite, l'a émue d'une douloureuse inquiétude.

Pour faire disparaître ces abus, la Reine compte principalement sur l'influence permanente de modifications sages et nécessaires de la loi.

Toutefois elle n'hésitera pas à vous recommander l'adoption de dispositions spéciales dans le cas où, pendant le cours de la session, une telle politique paraîtrait devoir être requise par l'intérêt permanent de l'ordre et de la tranquillité.

A ce sujet, et pour toutes autres choses, la Reine demande avec ferveur que vos travaux puissent être constamment accompagnés par la bénédiction du Dieu tout-puissant.

**Prusse. — LE COMTE DE BISMARCK AU GÉNÉRAL DE SCHLEINITZ
A VIENNE.**

Berlin, le 9 février 1870.

Votre Seigneurie trouvera sous ce pli la copie d'une ordonnance que M. le Chancelier de l'Empire a adressée, sous la date du 3 courant, à M. le comte de Wimpffen, et dans laquelle il lui prescrit d'exprimer les sentiments qu'a provoqués la réception faite à Berlin à l'archiduc Charles-Louis par le Roi et son Gouvernement.

Je dois au comte de Wimpffen une vive reconnaissance pour m'avoir procuré la possibilité, en me communiquant cette pièce, de rapporter à S. M. le Roi les paroles amicales et éloquentes du Chancelier de l'Empire. Je n'éprouve pas une moindre satisfaction de faire connaître à V. Seig. le plaisir avec lequel S. M. a reçu ces paroles et quelle joie elle a éprouvée en voyant que les sentiments qu'elle avait témoignés à son haut parent avaient trouvé tant d'écho chez ce dernier, et même dans le cœur de S. M. l'Empereur. Le cœur de S. M. a été ému de trouver dans ces manifestations la confirmation que S. A. l'Archiduc avait éprouvé du plaisir à se trouver au milieu de ses parents et qu'il avait conservé un bon souvenir de sa visite. La mention particulière du couple héritier, qui partage ces sentiments, a encore donné plus de force à cette impression.

C'est avec le même plaisir que V. Seig. recevra et mettra à exécution l'ordre que je vous communique de faire connaître au Chancelier de l'Empire l'impression causée par sa communication au comte de Wimpffen dans les cercles les plus élevés ; impression que, pour ma part, je partage entièrement.

Signé : BISMARCK.

**Autriche-Hongrie. — LE BARON DE PROKESCH AU COMTE
DE BEUST.**

Constantinople, le 11 février 1870.

V. Exc. aura pu voir d'après mon rapport, en date du 4 (1), que la Porte ne s'opposera pas aux désirs du Prince Charles concernant le changement de dénomination des « Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie » en celle bien plus simple de *Roumanie*, mais qu'elle persiste simplement à demander que cette question soit vidée d'après les formes convenables et usitées.

(1) Voir ci-dessus, page 256.

Il y a huit jours, l'agent roumain, M. D. de Stourdza, reçut de son gouvernement l'ordre de soumettre officiellement à la Porte la connaissance de ce vœu. Il m'a lu cet ordre qui motivait cette simplification par l'unification que les puissances avaient eue en vue en voulant faire des deux pays un tout organique, et m'a communiqué en même temps qu'il était décidé à présenter la question au Grand-Vizir le lendemain même. Je répondis à cette communication en lui donnant le conseil de ne pas tarder et lui donnai connaissance de ce que j'avais déjà fait dans cette question, à la suite d'ordres reçus, et de la façon de comprendre la question qu'il avait à attendre de la part du Grand-Vizir. Il trouva que cette appréciation répondait parfaitement à son propre sentiment des convenances diplomatiques et qu'elle satisfaisait son Gouvernement.

Mais samedi, il n'avait pas encore fait la démarche auprès de la Porte et il vint me dire dimanche que l'ambassadeur français lui avait donné à entendre que le moment n'était pas favorable, qu'il était plus prudent d'attendre une occasion de plus de circonstance, comme, par exemple, la discussion de la question de la juridiction; que, d'un autre côté, il n'avait pas encore reçu d'instructions sur cette question et qu'il conseillait à M. Stourdza de s'adresser encore une fois à Bucharest pour savoir ce qu'il y avait à faire. C'est ce que le représentant du Prince Charles a aussi fait. Je me suis borné à faire remarquer que ces retards n'étaient pas nécessaires et que la réponse du Grand-Vizir ne serait pas échangée quand même, ce qui était peu probable, les instructions adressées à mon collègue de France s'écarteraient des miennes.

Avant-hier, M. Stourdza m'a fait savoir qu'il avait réfléchi qu'il n'attendrait pas la réponse de Bucharest; qu'il avait fait, dans le courant de la journée, près d'Aali-Pacha, la démarche qu'on lui avait ordonnée et qu'il avait reçu exactement la réponse que je lui avais annoncée, réponse qui le satisfaisait complètement.

Il ne sera désormais plus question que de la forme diplomatique dans laquelle devra avoir lieu le changement du paragraphe 1^{er} de la Convention de l'année 1858. Cela peut avoir lieu, soit par la réunion des représentants des sept puissances à Paris pour la signature d'un protocole, ou par la réunion dans le même but des plénipotentiaires à Constantinople avec la Porte.

Recevez, etc.

Signé : PROKESCH.

Prusse. — DISCOURS DU COMTE DE BISMARCK, LORS DE LA
CLOTURE DU PARLEMENT PRUSSIEN, LE 12 FÉVRIER 1870.

Illustres, nobles et honorés membres des deux chambres du Parlement,

Lors de l'ouverture de la session actuelle, ça été le vœu du Gouvernement du Roi d'assurer avant tout l'ordre dans les finances, ordre qui paraissait compromis, puis de procéder à des réformes importantes, d'accord avec la représentation du pays.

Le Gouvernement royal reconnaît avec gratitude que les deux chambres du Parlement ont prêté avec empressement la main à la reconstitution de nos finances. Par l'adoption de la loi de consolidation, un pas important a été fait, grâce auquel l'État a obtenu une plus grande liberté d'allure au sujet de l'extinction de la dette. La diminution des dépenses qui en résulte, ainsi que les recettes considérables du trésor, ont permis, à la grande satisfaction du Roi, de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'État pour l'année 1870, sans demander davantage à l'impôt. En même temps, il est devenu possible de faire face aussi aux besoins les plus urgents. Si cela n'a pas encore été possible pour tous, il y a lieu d'espérer que, grâce à des réformes utiles et plus étendues, ainsi qu'à l'élévation de certains impôts, on réussira à obtenir les ressources nécessaires, tant pour diminuer certaines ressources que pour augmenter certaines autres plus utiles.

La coopération du Parlement et du Gouvernement royal a donné au pays un nombre considérable de lois utiles sur les divers terrains de la liquidation.

La loi sur la majorité a établi pour toute la monarchie un chiffre uniforme, répondant aux exigences de la situation actuelle.

L'institution des chambres de commerce a été l'objet d'un règlement conforme aux besoins et aux vœux du commerce.

La législation sur l'impôt foncier a été étendue à toutes les provinces de la monarchie.

La réforme des caisses de pensions pour les veuves et les orphelins d'instituteurs a pu être réalisée, grâce aux mesures financières approuvées par vous.

L'organisation du crédit dans les provinces du Hanovre et de Hesse-Nassau a été l'objet d'un nouveau règlement d'accord avec les vœux des représentations provinciales.

Les lois sur la navigation du Rhin et sur la période d'interdiction de la chasse, ainsi que d'autres lois, ont eu pour effet de parer à plusieurs nécessités généralement reconnues.

Par contre, les projets importants qui avaient pour but de frayer la voie à des réformes considérables sur les terrains de l'administration intérieure, de l'administration de la justice et de l'instruction publique, n'ont pu encore aboutir dans l'une des deux Chambres.

Le Gouvernement de S. M., en présentant de bonne heure les projets en question, avait cru devoir d'autant plus justement compter sur un dénouement favorable des délibérations, que lui, de son côté, avait fait tous ses efforts pour offrir, dans les projets présentés, les bases d'une transaction satisfaisante entre les intérêts et les opinions de tous.

Les débats qui ont eu lieu jusqu'à présent sur l'organisation des cercles ont révélé, sur différents points du projet présenté, des divergences de vues entre la Chambre des députés et le Gouvernement royal. Néanmoins, le Gouvernement royal ne renonce pas à l'espoir de voir une entente générale s'établir sur les bases du projet, et la continuation de la discussion dans les deux Chambres conduire, sinon à une entente définitive, du moins à l'éclaircissement désiré des opinions et faciliter ainsi la solution future de cette question.

Le Gouvernement royal est pénétré en outre de la conviction que la réforme projetée du système hypothécaire répond à un besoin pressant, notamment de la propriété foncière.

Dans cette conviction, le Gouvernement royal avait jugé utile, vis-à-vis de la session prochaine du Parlement de la Confédération du Nord, de suspendre provisoirement les séances des Chambres, et de reprendre après quelques mois les importants travaux commencés. Il était guidé en cela d'un côté par les égards dus à la communauté nationale plus grande, de l'autre, par l'espoir que la durée de l'ajournement permettrait de préparer une entente ultérieure sur les points importants de réforme. La proposition d'ajournement ayant été repoussée par l'une des deux Chambres, le Gouvernement a l'intention de donner par une session extraordinaire aux Chambres l'occasion d'assurer une partie du moins des délibérations qui ont eu lieu jusqu'ici.

Je déclare, au nom de S. M., que la présente session des Chambres est close.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX MISSIONS IMPÉRIALES A PARIS, LONDRES, FLORENCE, BERLIN ET SAINT-PÉTERSBOURG.

Vienne, le 16 février 1870.

Vous trouverez sous ce pli copie du rapport (1) que notre agent à

(1) Voir ci-dessus, 29 janvier, page 251.

Bucharest nous a adressé en nous transmettant la note par laquelle le Gouvernement du Prince Charles exprime le désir de voir substituer dans les relations internationales la dénomination de Roumanie à celle de Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

Je joins également ici copie de la dépêche que j'ai écrite au chevalier de Zulauf (1) pour lui indiquer le sens de la réponse qu'il est autorisé à donner au Gouvernement du Prince Charles.

Je vous transmets aussi, dans l'annexe, copie d'un rapport par lequel M. le baron de Prokesch me rend compte d'un entretien qu'il a eu sur cette affaire avec le Grand-Vizir (2).

D'après le langage d'Aali-Pacha, il est à présumer que la Porte adhérera au désir du Gouvernement des Principautés. Quant à la question de forme, soulevée par le Grand-Vizir, nous n'aurions, en ce qui nous concerne, aucune objection à constater, par un protocole, la modification à l'état de choses existant en vertu de la Convention de 1858.

Nous attendrons seulement, bien entendu, pour nous prononcer à cet égard à Constantinople, que la Porte en fasse l'objet d'une proposition officielle.

Veuillez vous informer si le Gouvernement serait également disposé à adopter cette manière de procéder.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH,
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 47 février 1870.

Par votre rapport du 4 de ce mois, concernant la question du nom de Roumanie, vous m'informez que le Grand-Vizir, auprès de qui M. Démètre Stourdza n'avait pas encore fait à ce moment la démarche annoncée, pensait que cette modification de l'article 1^{er} de la Convention du 19 août 1858 (3) devrait être constatée au moyen d'un protocole signé en commun par les Puissances contractantes.

Nous partageons pleinement cette opinion, et je suis tout disposé à autoriser V. Exc. à apposer sa signature à un Acte collectif destiné à régulariser la situation.

Je vous ferai remarquer toutefois, M. le Baron, que l'observation

(1) Voir ci-dessus, 4 février, page 257.

(2) Voir ci-dessus, 8 février, page 258.

(3) Voir *Archives* 1873, tome III, page 416.

confidentielle qui vous a été faite par Aali Pacha nous semble d'autant moins pouvoir tenir lieu d'une invitation formelle qu'elle se rapportait à une démarche de l'agent des principautés qui n'a effectivement eu lieu que plus tard. Or, il est indispensable, selon nous, qu'une pareille invitation soit adressée aux divers cabinets intéressés, et le Gouvernement le plus compétent pour en prendre l'initiative nous paraît être celui du suzerain des Principautés-Unies.

V. Exc. voudra bien en entretenir le Grand-Vizir et me faire savoir sa réponse. Vous trouverez ci-joint copie du rapport que m'a adressé le chevalier de Zulauf sur la démarche officielle faite auprès de lui par le Gouvernement princier et de la dépêche par laquelle j'y ai répondu.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH,
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 47 février 1870

J'ai été très-satisfait d'apprendre, par le télégramme de V. Exc. du 14 courant, que S. A. le Grand-Vizir, à la suite de la communication que vous lui aviez faite de ma dépêche du 3, relative à l'affaire de Vélie et Malo Brdo, s'était déclaré prêt à s'en tenir purement et simplement aux termes du protocole du 26 octobre 1866 (1), qui n'implique aucune cession territoriale, et à laisser décider la question des pâturages par une commission mixte, à laquelle participeraient les Consuls.

Cette base d'arrangement nous paraît parfaitement acceptable et, sans même attendre le rapport détaillé de V. Exc., nous nous sommes empressés de nous énoncer dans ce sens envers les cours de France, d'Angleterre, de Prusse et de Russie, qui étaient avec nous et la Sublime-Porte, parties intervenantes aux transactions de 1858 à 1860, destinées à fixer l'état de possession sur la frontière turco-monténégro.

Désormais, la Sublime-Porte est placée vis-à-vis du Monténégro, dans la contestation dont il s'agit, sur un terrain moralement inattaquable, puisque c'est celui du droit et de la modération, et l'appui des Puissances amies ne saurait lui faire défaut dans le cours des travaux de la commission mixte, pour peu que ses organes restent fidèles à cette attitude.

(1) Voir *Archives* 1867, tome II, page 697.

Les adversaires de la Turquie ne pourraient, à notre avis, recuser la base proposée ni recourir aujourd'hui à la violence, sans soulever contre eux la réprobation de l'Europe civilisée. Par le fait seul de la réunion d'une Commission fonctionnant sous les auspices et avec le concours des Puissances, le danger d'une rupture entre la Sublime-Porte et les Monténégrins se trouve ajourné, sinon écarté, tout au moins à propos de la question dont la commission aura à s'occuper.

V. Exc. sera informé sans délai des réponses qui nous parviendront des autres cabinets. Elle voudra bien, en attendant, féliciter de ma part le Grand-Vizir d'une détermination qui fait honneur à son esprit éclairé et à l'élévation de ses vues.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Saxe-Royale. — DISCOURS DU ROI POUR LA CLOTURE DE LA SESSION
DES CHAMBRES, LE 24 FÉVRIER 1870.

Messieurs des États, la treizième session ordinaire des Chambres finit, et je suis heureux de pouvoir déclarer devant vous que le résultat de cette session peut être considéré, nonobstant mainte difficulté, comme satisfaisant.

Le budget a été réglé pour la période financière actuelle de telle manière qu'il répond aux besoins du Gouvernement aussi bien qu'aux vœux équitables du peuple. S'il a été possible, vis-à-vis de l'état satisfaisant des recettes, de renoncer à des taxes additionnelles aux impôts, vous avez, d'autre part, en accordant de longs crédits, pourvu à tous les besoins publics et à l'amélioration de la position de plusieurs classes de serviteurs de l'État.

Je dois, en particulier, vous remercier de l'empressement que vous avez mis à accorder une somme considérable pour la reconstruction du théâtre de la cour, et, par suite, pour le maintien d'un établissement d'art qui est une des plus belles constructions du règne de feu mon père.

Si sur le terrain de l'administration intérieure et de la législation qui s'y rattache, il n'a pu être obtenu de grands résultats, cela tenait aux circonstances du temps et aux raisons à vous connues, qui ont empêché mon Gouvernement de vous présenter au début de la session des projets de loi à ce sujet.

Néanmoins, plusieurs lois qui ne manquent pas d'importance sont arrivées à bon terme, notamment les lois sur la presse, sur l'établissement des registres de l'état-civil pour certains cas, sur l'obligation de la construction des chemins, sur l'observation des dimanches, fêtes

et jours de pénitence, sur la procédure en matière de lettres de change, et sur l'amélioration du traitement des instituteurs.

J'ai été heureux qu'on soit parvenu à s'entendre sur le maintien et le perfectionnement de notre institution des caisses d'assurances contre l'incendie, et que vous ayez autorisé mon Gouvernement à appliquer la loi d'expropriation pour un assez grand nombre de chemins de fer, s'il se trouve des entrepreneurs privés pour les exécuter.

La question essentiellement importante et difficile de la réforme du système de nos impôts directs n'a pas encore été résolue définitivement dans cette session. Mais j'espère avec confiance que cela sera possible dans la session prochaine, où il vous sera présenté des propositions étendues de réforme.

Beaucoup de vœux et de questions ont été agités dans cette session. La plupart n'ont pas abouti à des propositions de Chambres, mais leur discussion, je l'espère, a contribué, sous plus d'un rapport, à éclaircir les opinions. Mon Gouvernement va soumettre à un examen consciencieux les différentes manières de voir qui se sont produites dans ces discussions. Il pense même vous présenter des propositions dans la prochaine session sur plusieurs des objets les plus importants dont il a été question, notamment sur l'organisation des autorités administratives, l'organisation communale et les réformes nécessaires dans les écoles populaires.

De même qu'il partira de cette règle qu'il ne faut pas renoncer sans raison suffisante à ce principe, dont la bonté a été éprouvée, il tiendra compte aussi des expériences de l'intérieur et de l'étranger qui pourront indiquer des réformes sur les changements survenus dans la situation générale.

Puisse donc l'ancien esprit saxon de sagesse et de fidélité pour la patrie restreinte comme pour la patrie étendue, qui n'est pas resté sans témoignage dans cette session, diriger dans l'avenir aussi, avec l'aide de Dieu, le peuple et le Gouvernement, et notamment nos débats ! Avec cet espoir assuré, je mets fin, cette fois-ci, à votre action parlementaire.

Allemagne du Nord. — DISCOURS DU ROI DE PRUSSE POUR
L'OUVERTURE DU REICHSTAG, LE 24 FÉVRIER 1870.

Honorés membres du Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord,

Au nom des Gouvernements confédérés, je vous souhaite la bienvenue pour la dernière session de la période législative. Dans cette session, vous serez appelés à compléter et à perfectionner les institu-

tions créées avec votre coopération et vivifiées par l'accord unanime des Gouvernements confédérés.

A ma vive satisfaction, le zèle et le dévouement des hommes appelés à élaborer le code criminel pour la Confédération de l'Allemagne du Nord ont réussi à avancer la conclusion de cette œuvre considérable, à tel point qu'elle a été approuvée par le Conseil fédéral, et que, dès aujourd'hui, elle peut vous être présentée.

Ce nouveau code, qui a pour but de consacrer l'unité nationale dans la Confédération de l'Allemagne du Nord sur l'un des terrains les plus importants du droit public, contient en même temps une amélioration du droit pénal existant sur le territoire fédéral, laquelle est en harmonie avec les progrès de la science et les résultats d'expériences fécondes et nombreuses sur un terrain voisin. Le même but doit être recherché par une loi relative à la protection des droits d'auteur.

L'indigénat commun, qui a sa base dans la Constitution fédérale, et qui a été développé dans les lois relatives à la liberté du domicile et aux règlements industriels, trouvera dans les projets de loi qui vous seront présentés un nouveau développement en divers sens.

Un projet de loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité fédérale et de la nationalité d'Etat vous sera présenté, selon le vœu exprimé par vous dans la session précédente.

Par suite de la différence des dispositions législatives locales sur les droits de patrie et sur l'assistance des pauvres, l'établissement de la liberté de domicile a provoqué des inégalités qui, je l'espère ne tarderont pas à être aplanies.

Un projet de loi relatif au domicile de l'assistance, et qui vous sera présenté, a pour objet de parer aux misères les plus sensibles.

Les obstacles que les législations locales sur l'impôt direct opposent encore au plein développement de la liberté de domicile doivent être écartés par une loi déjà soumise au Conseil fédéral.

Les vœux plusieurs fois exprimés de voir régler conformément à la justice les servitudes qui pèsent sur les terrains situés dans la zone des forteresses nouvellement construites ou agrandies seront satisfaits par un projet de loi.

La situation des personnes appartenant aux classes inférieures de l'ancienne armée du Schleswig-Holstein appelle notre sollicitude au même degré que celle des officiers dont nous nous sommes occupés dans l'avant dernière session. Il vous sera présenté un projet conforme.

Vous recevrez communication d'un projet de loi relatif au règlement réservé dans la législation des consulats fédéraux, lequel autorise les consuls fédéraux à faire les mariages et à tenir les registres de l'état civil.

Il vous sera soumis à nouveau une loi sur les rapports des fonctionnaires fédéraux.

L'accroissement des relations et la réforme de l'impôt du sucre ont permis, dans le budget fédéral qui vous sera présenté pour l'année 1871, de porter plus haut que dans le budget précédent le chiffre des recettes provenant des douanes, des impôts de consommation et des postes, tout en maintenant les bases éprouvées d'une évaluation prudente.

Ainsi s'offre à nous la perspective de voir la plus grande partie des excédants de dépenses ordinaires être couverts par les recettes propres de la Confédération, ce qui facilitera le développement continu des institutions fédérales, et notamment l'amélioration projetée de la marine.

La préparation de l'entente prévue dans l'article 4 de la paix de Prague, au sujet de l'union nationale de l'Allemagne du Nord avec les États de l'Allemagne du Sud, est l'objet de mon attention incessante.

Un traité de juridiction conclu avec le grand-duché de Bade, et qui vous sera présenté, étend dans le sens national, au delà des limites du territoire fédéral, les principes de la communauté de l'assistance judiciaire qui ont été inaugurés pour la Confédération de l'Allemagne du Nord sur ce terrain.

Le règlement des poids et mesures a été complété, ce qui a permis de donner au système des poids et mesures une organisation uniforme dans les divers États allemands, par suite du sacrifice réciproque des systèmes locaux.

La Confédération a, conformément à ma démarche, coopéré avec empressement à la création de la commission des forteresses de l'Allemagne du Sud. En outre, elle a consenti au maintien de la propriété commune du matériel des forteresses.

L'ensemble des traités qui unissent l'Allemagne du Sud donne à la sécurité et à la prospérité de la patrie allemande commune les garanties certaines que porte en elle-même l'organisation forte et compacte de la Confédération du Nord.

La confiance que nos confédérés de l'Allemagne du Sud ont dans cette garantie repose sur la pleine réciprocité du sentiment de solidarité nationale qui a donné naissance aux traités existants. La parole réciproque donnée à l'engagement pris par les princes allemands dans l'intérêt des droits communs et suprêmes de la patrie donne à nos rapports avec l'Allemagne du Sud une solidité indépendante des fluctuations changeantes des partis politiques.

Lorsque, l'an passé, je vous parlais à cette même place, j'ai exprimé la confiance de voir mes efforts sincères en vue de satisfaire,

en prévenant tout trouble de la paix, aux vœux des peuples et aux besoins de la civilisation, couronnés de succès avec l'assistance de Dieu

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer ici que ma confiance a été pleinement justifiée. Chez les gouvernements, comme parmi les peuples du monde moderne, a pénétré victorieusement la conviction que chaque être politique a le droit et le devoir de régler dans sa propre maison, et d'une façon indépendante, les conditions de sa prospérité et de sa liberté, et que la force armée de chaque nation ne saurait servir qu'à la protéger et non à porter préjudice à l'indépendance d'autrui.

La période législative du Parlement actuel touche à son terme. Grâce à votre activité féconde et grâce à l'harmonie et aux sentiments de solidarité qui ont présidé aux travaux des gouvernements confédérés et du Parlement, les institutions fédérales sont solidement fondées, et la direction de leur développement a été tracée pour le plus grand bien de la patrie. C'est dans ce sens que les délibérations de la présente session vont de nouveau solliciter vos efforts et votre activité.

En accomplissant la mission qui vous incombe, vous conduirez la session du Parlement à une conclusion qui assurera la reconnaissance de la nation pour les efforts liés à l'accomplissement de cette tâche, et vous assurerez à ce Parlement une place éminente dans l'histoire des institutions patriotiques.

Allemagne du Nord. — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE COMTE DE BISMARCK DANS LA SÉANCE DU PARLEMENT FÉDÉRAL DU 24 FÉVRIER 1870 POUR COMBATTRE LA MOTION DE M. LASKER EN FAVEUR DE L'ENTRÉE DU GRAND DUCHÉ DE BADE DANS LA CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Les signataires de la motion imprimée qui nous est soumise m'ont souvent exprimé leur confiance, quelquefois aussi m'en ont donné des preuves ; cette circonstance m'oblige à déclarer publiquement que je suis tout à fait étranger à leur motion, qu'elle est pour moi une surprise, et qu'elle est inopportune au plus haut point ; que dès l'abord j'étais porté à la considérer comme une faute politique, et que je le suis encore après avoir entendu le discours du député Lasker.

Au premier moment la signification accentuée que le texte de la motion peut avoir donnée à ces mots « aussi prochainement que possible », m'avait échappé. Oui, en comprenant bien ces mots, nous pourrions, la circonstance étant donnée, arriver très-vite à l'unité :

mais le discours de M. de Lasker a complètement éliminé les mots : « aussi promptement que possible » ; du moins est-ce ma conviction.

La tendance qui est donnée à la motion me paraît regrettable par deux raisons : d'abord parce qu'elle me prouve encore une fois combien il est difficile pour une grande assemblée parlementaire de savoir se mettre en garde elle-même contre les ingérences arbitraires et non concertées dans la politique extérieure ; or cette réserve seule peut rendre possible pour le pouvoir exécutif, avec l'appui constant et intime du Parlement, — comme nous le souhaitons, — la politique extérieure.

Une telle motion, une telle discussion se produisant ici sans qu'on se soit aucunement concerté avec moi, et sans que vous vous soyez assurés d'abord si les explications qu'il me faudrait donner ne seraient pas pour moi extrêmement inopportunes, — Messieurs, il est impossible, par suite, que nous ayons une politique commune ; du moins me retirez-vous l'appui que précédemment vous avez eu souvent l'intention de me prêter par votre concours bienveillant ?

En second lieu, ce qui me fait exprimer mon regret, c'est que, sous l'impression du discours de M. Lasker, je ne puis me défendre complètement de l'appréhension que cette émotion, comme l'a dit l'orateur qui m'a précédé, n'ait été autorisée de quelque part, non pas de la mienne. M. Lasker a paru, dans son discours, avoir des relations plus intimes avec le gouvernement grand ducal de Bade que je n'en ai moi-même.

Non-seulement l'orateur a montré qu'il connaît d'une manière précise les intentions de ce gouvernement, mais il se faisait fort, autant qu'il m'a semblé, de fournir tout de suite la preuve officielle qui manquait à ses allégations. De là est résultée pour moi l'impression que l'orateur serait plus avant dans les intérêts du gouvernement badois qu'on ne l'a dit de ce côté-ci. Il est possible que je me trompe, mais je me réjouirais sincèrement si l'on m'ôtait cette inquiétude,

Ce qui ressort des paroles de l'orateur, c'est que le gouvernement badois éprouverait une certaine lassitude à continuer plus longtemps les sacrifices dont on lui a fait gloire justement, une lassitude qu'il n'aurait pas voulu témoigner directement vis-à-vis de moi, une lassitude qui devait être considérée sans doute comme une méfiance à laquelle je ne saurais croire.

Mais si maintenant, dans cette Assemblée, je fais une réponse que le Gouvernement badois a pu certainement prévoir, car pour lui l'énigme dont l'orateur a plusieurs fois parlé n'en est point une, nos vues étant parfaitement connues à Bade, si le Gouvernement badois a donc éprouvé aujourd'hui le besoin de faire expliquer cette énigme,

non pas pour lui, mais pour le public, je devrais croire que le Gouvernement badois n'est en cette nécessité que pour être entré dans une voie où je regretterais au plus haut point de le voir s'engager.

Si la motion de M. Lasker avait uniquement pour but de donner un témoignage public au Gouvernement badois, comme l'orateur l'a fait — et je souhaiterais qu'avec la même impartialité, je puis dire avec la même affection, il jugeât aussi le Gouvernement prussien, — si sa motion se réduisait à ce témoignage, ce serait, comme on dit, porter des chouettes à Athènes, car personne ne met en doute la conduite du Gouvernement badois, le courage qu'il a montré en toute occasion vis-à-vis des menaces et des pressions intérieures comme dans ses rapports avec l'étranger, le dévouement à la cause nationale dont S. A. R. le grand-duc et ses conseillers, feu le ministre Mathy, ainsi que ses collègues, ont été de tout temps animés. Nous n'avons réellement pas besoin de réitérer à cet égard nos témoignages, bien que je les renouvelle très-volontiers aujourd'hui, à l'occasion de la motion qui nous occupe.

Pour ma part, j'adhère ouvertement et je souscris à tout ce que le préopinant a dit en ce sens ; seulement je considère cette déclaration comme superflue, c'est à dire comme une chose dont personne, et sous aucun rapport, ne saurait douter. Si donc la motion n'a pas d'autre but, l'amendement de M. Blankenbourg contient cette partie de ladite motion, puisqu'il rend en faveur du Gouvernement badois ce témoignage au nom de l'Assemblée nationale allemande la plus compétente qui existe aujourd'hui, et dans ce cas, je le répète, c'est de tout cœur que je souscris à la motion. Je puis même assurer d'avance que le Gouvernement badois ne doute point que les Gouvernements confédérés et leur présidence ne soient tout à fait dans les mêmes sentiments à cet égard.

Mais l'orateur va plus loin. Il transforme la motion, je ne puis pas employer un autre mot, en un vote de défiance contre la politique extérieure que nous avons suivie jusqu'à ce jour. Pour lui, la marche des choses est trop lente. Il a expliqué sa motion très-positivement en ce sens que la présidence fédérale doit être pressée de faire usage de la faculté que le dernier paragraphe de la Constitution lui confère, et il a donné à entendre que, si nous le désirions, les formalités officielles qui manquent encore pour l'accession de Bade pourraient être remplies d'ici à quelques semaines. Maintenant, Messieurs, je réponds catégoriquement à l'auteur de la motion, que je ne désire pas et ne me permets pas d'expliquer pour l'orateur cette énigme de nos motifs qui depuis longtemps n'en est plus une pour le Gouvernement badois.

Que l'on souhaite l'entrée de Bade dans la Confédération de l'Alle-

magne du Nord, aucun de nous cependant ne voudra considérer cette accession comme quelque chose de définitif, comme la solution finale de la question allemande, mais nous sommes tous d'accord sur ce point que se serait là seulement un moyen pour l'Allemagne entière d'amener entre la Confédération du Nord et des États du Sud cette union plus étroite que nous aspirons tous à réaliser, sous quelque forme que ce soit, et que je pourrais définir en disant que ce doit être l'intime communauté d'institutions, sous le régime desquelles nous nous unirons en toute liberté les uns aux autres, — mais en toute liberté, dis-je, sans menace, sans pression, sans contrainte. Il ne peut nous servir à rien que la Bavière ou le Wurtemberg nous soient plus étroitement unis, malgré eux, contraints et forcés, et, plutôt que d'employer la contrainte dans ce but, je préférerais attendre encore tout le temps qui s'écoule d'une génération à une autre.

Il s'agit de savoir maintenant dans quelle situation le grand-duché de Bade, comme le seul représentant pour ainsi dire officiel de l'idée nationale parmi les États du Sud, est le plus favorablement placé pour aider à l'unité de l'Allemagne, et s'il vaut mieux pour cela qu'il soit membre réel de la Confédération, mais séparé d'elle et du Sud, que de rester l'intermédiaire des négociations qui peuvent avoir lieu entre les États au midi du Mein et entre ces États et le Nord.

Il se peut que je me trompe et que je ne possède plus la faculté dont le préopinant aurait hérité après que je l'ai possédée assez longtemps. de juger exactement les choses ; il se peut que j'aie tort et que ma manière de penser, d'après laquelle je puis seulement agir, soit mauvaise. Je suis convaincu néanmoins que si le cabinet badois persiste dans la ligne qu'il a suivie jusqu'à présent, et même s'il l'abandonne, justifiant ainsi les craintes dont je parlais tout à l'heure, il nous rend plus de service en restant hors de la Confédération qu'en y entrant.

Représentez-vous donc un instant la situation en ce qui concerne la Bavière ! L'espoir que nous avons de nous mettre d'accord avec elle ne serait-il pas beaucoup plus faible — nous ne le perdriions pourtant pas entièrement — si nous n'avions en face de nous que les provinces de Vieille, de Haute et de Basse Bavière et du Haut-Palatinat, et si les Franconiens et les Souabes, qui partagent nos idées et nous rendent tant de services, en étaient séparés ?

On aurait pu avoir en 1866 l'idée, alors réalisable, je crois, de faire des trois Franconies un État particulier pour réduire la vieille Bavière à elle-même, et de donner à ce nouvel État qui eût appartenu à la Confédération du Nord ou à celle du Sud, peu importe, un prince aux idées nationales. Mais alors, Messieurs, le reste de la Bavière aurait été pour toujours pour l'Allemagne unie.

Je crois donc qu'il est mauvais de séparer des autres éléments que renferme le Sud celui qui nous est le plus favorable, de dresser en quelque sorte une barrière entre eux et lui, en un mot, passez-moi l'expression un peu triviale que me suggère peut-être ma présence récente au congrès d'agriculture, d'écrémer le lait et de laisser le résidu aigrir. Nous perdriions ainsi les résultats de l'heureuse influence que Bade exerce sur les trois autres États et que je reconnais pleinement.

S'il s'agit d'encourager le cabinet de Carlsruhe à persévérer, je ne resterai certes pas en arrière du préopinant, et mes louanges surpasseront encore les siennes. Mais la séparation de Bade d'avec le Sud et son entrée dans la Confédération sont-elles conciliables avec le système qui consiste à attendre, sans exercer de pression sur eux, que les États d'au delà du Mein se rapprochent de nous ? Ne serait-ce pas exercer une vraie pression sur la Bavière et le Wurtemberg que d'admettre le grand-duché parmi les États confédérés, — une pression qui pourrait être trop faible pour amener des résultats, et qui ne ferait peut-être que déprimer les esprits et arrêter le progrès des idées ?

Malgré tout ce que nous entendons dire ici de la Bavière et du Wurtemberg, je crois à ce progrès. Il est lent, mais constant ; chaque lustre, peut-être, s'il nous faut encore attendre des lustres, il s'accroîtra d'avantage ; ne faut-il pas craindre de l'arrêter ? Ne serait-il pas regrettable qu'une entrée prématurée de Bade dans la Confédération nous reportât en arrière de cinq ans ou peut-être d'une période législative bavarroise,

Nous ne savons ce qui se passera sur les bords de l'Isar. Moins bien informé en ce qui concerne la Bavière que le préopinant par rapport à Bade, je ne sais si de nouvelles élections auront lieu ou non dans le royaume. Mais en supposant que le premier cas se présente, ne serait-ce pas pour notre cause une perte de six années au moins que de donner au parti aujourd'hui dominant un prétexte plausible quelconque pour nous reprocher ou la pression que nous exercerions, ou des exigences exagérées, ou le manque de respect pour la liberté des autres ? N'avons-nous d-jà pas entendu assez de paroles dans ce sens ? Ne risquerions-nous pas d'exciter les défiances des Bavarois contre l'asservissement dont ils se prétendent menacés par le Nord ?

Il faut encore tenir compte de l'effet que l'entrée dans la Confédération aurait sur le grand-duché lui-même d'une part, et sur la Bavière et le Wurtemberg de l'autre, par suite de la configuration qu'elle donnerait au territoire fédéral. Du côté de l'Ouest, le Sud serait protégé par l'existence de ce territoire et n'aurait plus rien à craindre ; du côté de l'Autriche il pourrait rester sans inquiétude, par conséquent il n'au-

rait aucune raison d'augmenter sa puissance militaire pour l'avantage commun.

Mais je ne veux pas m'arrêter sur cette question. Je ne crois pas, comme le préopinant l'a supposé un instant, que le parti bavarois qui a écrit sur son drapeau les mots de félonie et de domination étrangère arrive jamais au pouvoir; à mon avis, les traités seront fidèlement observés, bien qu'il puisse arriver que l'armement convenable de la nation se fasse d'autant plus lentement qu'il y aura moins de dangers à craindre des vents d'ouest.

Mais, je le répète, je ne veux pas traiter ici la question militaire, car il me paraît assez indifférent que l'aide des troupes du Sud nous soit assurée par des traités ou par l'entrée des Etats méridionaux dans la Confédération; tout au plus cela pourrait-il avoir une influence sur la bonté et le chiffre de ces troupes. Je n'examine donc pas le cas où la pointe de territoire fédéral que formerait le pays de Bade se trouverait militairement isolée, et je passe à la question économique.

Le préopinant l'a déjà traitée, cette question, et vous avez accueilli ses paroles d'une manière qui me prouve, ce que je regrette, que vous êtes un peu dur dans les demandes que vous paraissez disposés à faire à certains fédérés. Il vous a dit, et avec raison, que si le grand-duché devenait aujourd'hui partie de la Confédération, la liberté d'action de celle-ci en ce qui concerne la future composition du Zollverein n'existerait plus.

Le Sud, du moins, ne croirait plus à cette liberté; il ne serait pas disposé à nous regarder comme aussi durs que quelques uns des adversaires du préopinant voudraient que nous le fussions. Il ne serait plus possible alors de donner une raison qui motivât, par exemple, l'exclusion du Zollverein de la Hesse méridionale et l'admission dans cette union du grand-duché de Bade, à supposer même que le premier pays suivit l'exemple du second, parti qu'il n'est pas le moins du monde probable que son Gouvernement prenne volontairement...

M. LE COMTE RENARD : Il faut le contraindre.

M. LE COMTE DE BISMARCK : Nous n'en avons pas l'intention. Ce serait déjà réellement dur pour le grand-duché d'être séparé de la Bavière et du Wurtemberg par une ligne de douanes. De Bâle à Wertheim, où il touche au Mein, le territoire badois est long de quarante lieues environ, et à la hauteur de Rastadt et de Wildbad il n'est guère large que de deux et demie.

On ne croit pas en Wurtemberg, et on a raison, que nous ayons le courage de faire de cette langue de terre une espèce d'île au moyen d'une ligne de douane. Si néanmoins nous en venions là, le mouve-

ment national s'arrêterait bientôt dans le pays qui lui est si favorable; et le Zollverein ne formant pas un tout compacte, on considérerait l'accord avec la Confédération comme une source de ces souffrances et de ces contrariétés privées incessantes qui exercent souvent plus d'action sur l'homme que les grandes idées politiques.

Je puis donc négliger cet argument, — déjà formulé par le préopinant, — que notre liberté en matière économique ne pourrait être sauvegardée qu'aux dépens du grand-duché, dont les intérêts se trouveraient beaucoup trop atteints.

Si le cabinet de Carlsruhe sollicitait en ce moment la présidence fédérale d'admettre Bade dans la Confédération, je repousserais la demande, *rebus sic stantibus*, comme intempestive et désavantageuse aux deux parties, et je dirais : Nous vous ferons connaître l'époque à laquelle cette admission pourra être prononcée sans nuire aux intérêts généraux et à la politique que nous avons suivie, je peux bien le dire, avec assez de succès.

En lisant la motion qui a été faite, j'ai pensé que ses signataires étaient dans la même situation d'esprit que ce personnage de Shakespeare, Percy, qui, après avoir tué une douzaine d'Ecossais, trouve que la vie est monotone et ennuyeuse. Ils ont trouvé qu'on ne faisait plus rien et qu'il fallait agir. Créations d'institutions publiques, réformes importantes, lois du plus grand intérêt, tout cela n'épuise pas leur soif d'activité.

Je ne sais si mon impression est fondée ; mais, si elle l'est, n'est-il pas permis de dire qu'on n'estime pas à sa juste valeur ce qui a été accompli ? Reportez-vous aux années qui ont précédé 1848 et 1864 : ne se fût-on pas contenté alors de beaucoup moins ?

L'union actuellement existante de toute l'Allemagne, par exemple, n'aurait-elle pas été considérée comme quelque chose de splendide ? N'aurait-on pas regardé comme avantages immenses la création de ce Parlement douanier qui a supprimé le *liberum veto* et donné une forme organique constitutionnelle à l'Etat allemand, et la nomination d'un chef de toutes les forces nationales ?

C'était une grande difficulté du temps de l'ancienne Confédération, de désigner un commandant en chef ; et quand le choix n'était pas fait en dehors de la Diète, les négociations dans ce but avaient chance de durer plus longtemps que la guerre. N'avons-nous point, dans l'Allemagne du Sud, fait un pas important vers l'unité nationale ? Je vais plus loin : la présidence fédérale n'y exerce-t-elle pas des pouvoirs dont les empereurs ont été dépouillés il y a cinq cents ans ?

Depuis le premier des Hohenstaufen, a-t-on vu en Allemagne toutes les forces militaires sous un même commandement et toutes les races

solidaires dans l'attaque et la défense ? A-t-on connaissance d'un Zollverein à la tête duquel aurait figuré l'empereur ?

Le nom ne fait rien à la chose. Mais lorsque je considère le pouvoir que le président de la Confédération, S. M., mon gracieux souverain, exerce dans l'État, et dont ni l'intérêt de la nation, ni celui de son influence et de sa sécurité n'exigent l'extension, je puis prétendre que nul empereur n'en a exercé un semblable depuis Barberousse, et encore le pouvoir de ce dernier n'a-t-il pas été reconnu généralement et par traités.

N'estimons pas tout cela au-dessous de sa valeur ; ne vous pressez pas d'aller en avant, jouissez un moment en repos de ce que vous avez, et ne désirez pas ce qui vous manque. Si vous considérez l'entrée de Bade dans la Confédération et la reconstitution postérieure de celle-ci comme quelque chose de définitif, vous êtes fondés à faire votre motion, que j'accepterais. Mais si cette entrée n'est pour vous qu'un moyen de hâter l'unité nationale de toute l'Allemagne, je ne puis que vous dire que mon avis n'est pas le vôtre et que j'agis d'après mes idées.

Dans un esprit opposé à celui tout conciliant dont son discours m'a paru animé, le préopinant a fait allusion à des faits pénibles maintenant oubliés, à la contribution de guerre que Bade a dû payer. Je puis lui dire qu'à l'époque où cette contribution a été imposée, il a partagé l'avis de S. M. qui désirait aussi qu'on ne l'exigeât point, en raison des circonstances qui avaient amené Bade à être en guerre avec nous. Et pourtant S. M. a sacrifié ses idées à la raison d'État.

On ne devait pouvoir penser nulle part qu'un prince dont les troupes avaient fait la campagne et combattu n'eût pas pris au sérieux et rempli aussi longtemps qu'il le devait les devoirs qu'il avait été contraint d'accepter. Les troupes de York s'étaient trouvées, pendant la campagne de Russie, dans la même situation que les siennes. Il ne fallait donner aucun motif aux soupçons dont la famille grand-ducale avait été l'objet.

D'un autre côté, je crois qu'une longue paix a donné à l'Allemand une idée dont il doit se défaire : c'est que la guerre est une plaisanterie et que, quand elle est finie, on retourne à la maison comme si l'on revenait de la manœuvre. Nous ne nous croyons pas appelés à punir une race pour la guerre faite par son Gouvernement, nous n'avions pas le pouvoir pénal, nous ne voulions que ce qui nous paraissait juste et utile au point de vue national.

Pensez-vous qu'en Saxe, en Hesse, en Hanovre même, les populations nous aient été plus contraires que dans le grand-duché de Bade et que les Saxons aient vu la guerre avec plaisir ? Moi, non. Si on

eût fait voter ces derniers pour savoir si la lutte aurait lieu, ils se seraient prononcés contre elle. Personne ne s'est élevé pourtant contre la contribution qui leur a été imposée. Dès les préliminaires de Nikolsbourg, il avait été entendu que cette contribution serait générale. Ce sont là les motifs qui ont décidé S. M. à l'imposer, à contre-cœur, aux Badois, et qui peuvent servir à tranquilliser le préopinant.

Le même orateur a affirmé qu'il considérait l'entrée de Bade dans la Confédération comme le premier pas vers l'achèvement de cette dernière. Je ne puis en réponse qu'exprimer une opinion toute opposée. Cette entrée arrêterait l'achèvement au lieu de le hâter et mettrait une entrave à nos travaux futurs; n'acceptez donc pas, Messieurs, la motion qui a été faite et continuez de témoigner au ministre des affaires étrangères la confiance que vous avez eue en lui dans des occasions importantes, notamment à cette époque où l'article du Statut dont il est question a été voté, et dont vous lui avez donné des preuves quelquefois si flatteuses.

Je ne me serais pas prononcé si nettement contre cette motion si elle n'eût acquis un sens particulier par suite du discours du préopinant : j'aurais peut-être tenu compte de ce qu'elle contenait une formule dilatoire que chacun pouvait interpréter à sa façon. Mais au point où sont les choses, je fais de son rejet un vote de confiance.

M. MIQUEL, national libéral : La motion Lasker nous a fourni le prétexte de nous occuper de la question la plus importante de notre politique, et c'est un mérite. M. le chancelier a déclaré vouloir toute l'Allemagne du Sud ou rien. (Interruption. — C'est faux.) Je ne critiquerai pas ces paroles, leur portée est trop grande.

Nous n'attendons pas une déclaration pareille qui va encourager les ennemis de l'idée nationale. Elle renvoie aux calendes grecques la réalisation de l'unité allemande et renie la politique prussienne. Ce sont précisément les anti-unitaristes qui ont voulu jusqu'ici faire l'unité pas à pas. Les Hohenzollern, au contraire, ont toujours visé à l'unification pleine et entière.

Les déclarations du chancelier vont encourager les particularistes badois; ils sauront qu'ils n'ont plus à craindre une pression du dehors et regarderont le *statu quo* comme assuré. Espérons que M. de Bismarck renoncera à sa politique actuelle quand il aura reconnu les vœux unanimes des populations.

M. LE COMTE DE BISMARCK : J'étais encore dans le doute, en me rendant à cette séance, si je devais consentir à être interpellé publiquement de la sorte sur des questions de politique étrangère, et me prêter à cet abus qui, sans motifs extérieurs, dans une question de

juridiction introduit un débat public sur la grande politique, je ne dis pas seulement allemande, mais européenne aussi. Sans doute je ne puis pas l'empêcher, mais il me paraît étrange que le représentant de la politique extérieure soit interpellé à ce propos, et forcé à répondre, s'il ne veut être faussement jugé ni qu'on donne à son silence de faux motifs.

J'étais donc venu à demi décidé à ne pas subir cette contrainte, ayant lieu de croire d'ailleurs que la motion qui nous occupe était faite dans le but d'exprimer les propres vues de ses auteurs, mais sans aucune intention de me contraindre à faire connaître les miennes. Néanmoins le discours du premier orateur qui a soutenu la motion m'a mis dans l'impossibilité de me taire.

J'écarte les erreurs de fait, par exemple l'assertion que le ministre Mathy m'aurait informé officiellement des intentions du gouvernement badois. Ce ministre m'a écrit une lettre particulière, dont plus tard, la copie, trouvée dans ses papiers après sa mort, fut publiée contre le gré assurément du gouvernement badois.

Cette lettre particulière me demandait si je pouvais engager ma politique par une promesse, dire combien de temps il fallait attendre, et accorder l'autorisation que ma réponse sur ce sujet fût communiquée à quelques chefs de parti. D'après ce qu'on m'écrivait, je devais naturellement supposer que ces chefs de parti désiraient une telle communication non pas seulement par curiosité, mais pour en faire usage de leur côté, en publiant la promesse politique qu'on voulait obtenir. A cette lettre, — et aucune autre ouverture ne m'a été faite. — je répondis que je devais m'abstenir de politique sous forme de promesse, comme je m'en abtiens encore aujourd'hui.

La politique extérieure n'est pas œuvre de telle sorte qu'elle s'accorde absolument de la publicité devant chacune de ses phases. Ce que l'orateur qui m'a précédé entend par politique nationale, un mot qui se place à propos, comme on sait, je l'ignore.

Entend-il par là l'opinion publique, qui, dans l'année 1866, nous a assailli d'Adresses pour que nous ne fissions pas la guerre, ou entend-il l'Opposition, qui nous refusait les ressources pour faire cette guerre? C'était là pourtant de la politique nationale s'il y a une idée dans ce mot, et je crois qu'on nous sait gré d'avoir compris alors mieux ce qu'il y avait à faire.

Je pourrais dire que je regrette de n'avoir pas suivi mon premier dessein de garder le silence; mais j'aurais ainsi paru manquer d'égards envers l'Assemblée, et comment n'eût-on pas interprété mon silence? On l'aurait expliqué par des considérations soit étrangères, soit intérieures; les uns y auraient vu un reste de la morgue invétérée chez

le hobereau prussien; les autres m'eussent imputé je ne sais quoi encore.

Maintenant, la question se pose très-simplement ainsi : Nous sommes complètement d'accord sur le but où nous tendons, c'est-à-dire l'unification de toute l'Allemagne, dont nous ne saurions aujourd'hui préjuger déjà sous une forme concrète l'achèvement, mais qui peut être considérée comme susceptible d'un progrès indéfini, aussi longtemps que la nation existera.

La Confédération actuelle de l'Allemagne du Nord est une pression concrète de cette unité; cependant je n'y vois qu'une forme transitoire, et, fût-elle agrandie de l'Etat de Bade, elle n'en serait pas plus définitive. Nous sommes donc tout à fait d'accord sur le but.

Dans cet état de la question, un orateur prend la parole au nom de ce parti qui affirme m'avoir en tout temps accordé sa confiance et son appui, et prétend que le Parlement national doit être pour ma politique, en ce qui concerne les moyens, comme un conseiller aulique de la guerre. Cela suppose une méfiance sinon dans ma bonne volonté, du moins dans mon jugement.

Je le répète, nous sommes d'accord sur le but; mais, quant aux moyens, ces messieurs sont d'avis qu'ils s'entendent mieux que moi à choisir ces moyens et à juger la question d'opportunité, et moi, je pense m'y entendre mieux qu'eux. Ainsi nous trouvons-nous en désaccord, uniquement sur ce point.

Mais tant que je suis chancelier fédéral et ministre des affaires étrangères, la politique doit être faite selon mes vues; quand vous mettez votre pierre dans le chemin, votre bâton dans la roue, vous entravez cette politique, et la responsabilité d'un tel empêchement, celle même de l'obligation intempestive où je me trouve de m'exprimer, ainsi que la responsabilité des conséquences vous incombent à vous, auteurs et avocats de la motion, non pas à moi.

Mais si aujourd'hui l'un des orateurs de ce parti qui prétend me soutenir, qui affirme m'avoir donné des preuves de confiance en tout temps, sauf l'heure présente, Messieurs, nous ne voulons pas feuilleter les livres, si quelqu'un sur l'appui duquel j'ai personnellement compté en effet, si ce député, assis comme nous l'étions l'un près de l'autre, si, lui, qui entend si bien et qui sait juger avec tant de discernement, altère maintenant, sans le vouloir, une partie si essentielle de ce que j'ai dit, à quel malentendu de ce genre ne dois-je pas m'attendre? Ce n'est pas assez que dans certains journaux, organes de la malveillance, les paroles prononcées par moi aient été dénaturées, il faut qu'un de mes meilleurs amis, comme l'est l'orateur dont je parle, commette une telle méprise, en me faisant dire que je voulais toute

l'Allemagne du Sud d'un seul coup ou pas du tout. Il n'y a rien de pareil dans le langage que j'ai tenu à ce sujet ; je me souviens, et on ne l'aura pas oublié, de m'être servi de la langue latine qui m'est moins familière peut-être qu'à l'orateur auquel je réponds : *rebus sic stantibus*.

Je n'exclus pas absolument pour nous la possibilité future d'accueillir des accessions partielles. Je ne sais pas, par exemple, si, au cas où le Gouvernement bavarois témoignerait aujourd'hui une bonne volonté de ce genre, je ne jugerais pas la question tout différemment. De même, s'il arrivait que cette bonne volonté fût témoignée par les Gouvernements bavarois et wurtembergeois, de concert avec le Gouvernement de la Hesse méridionale, je ne sais pas non plus si je ne jugerais pas alors d'une manière toute différente.

Un député a eu la bonté de me fournir un document, d'où l'orateur peut conclure que ce n'est pas aujourd'hui seulement, et *ex post*, que je donne cette explication. Le document dont il s'agit, ce sont les négociations du 9 avril 1867 touchant la possibilité pour la partie sud du grand-duché de Hesse d'entrer dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. Je crois, à cette occasion, avoir exprimé sans détour que si le Gouvernement hessois donnait suite à son dessein, on pourrait négocier sur ce sujet ; j'ai indiqué le chemin le plus court, mais il me semble qu'il faut me lire avec des yeux bien hostiles pour tirer des lignes contenues dans le compte-rendu sténographique, — je ne veux pas, Messieurs, vous retenir et prolonger inutilement ce discours, — pour en tirer, dis-je, la preuve de mon éloignement à l'égard des accessions.

Je demande maintenant quel intérêt le précédent orateur peut avoir à donner au public et aux personnes en particulier, à l'opinion publique, sur la confiance de laquelle je dois compter, une idée aussi inexacte de mes tendances, de mon but et de ma manière de voir,

Ne conviendrait-il pas, sinon par égard pour moi, au moins en considération du bien public, que l'on écoutât plus attentivement dans de telles circonstances, afin de ne pas représenter ensuite au public, d'une façon si dégagée et avec tant de fleurs de rhétoriques mes intentions tout à fait dénaturées ?

Je craindrais, Messieurs, d'abuser de votre attention, si, avec la même abondance que le préopinant et en épuisant la matière qu'il a fournie à ma réplique je voulais rectifier l'une après l'autre les interprétations inexactes, — il me vient toujours à l'esprit un mot plus vif pour les caractériser, — les interprétations inexactes de mes paroles ; nous n'en verrions pas la fin. Je puis seulement prier l'orateur de lire de plus près mes discours ; il se convaincra lui-même qu'il *

s'est trompé à mon égard, et que, parlant avec le porte-voix retentissant de la tribune, il a contribué à répandre une fausse idée de ma situation dans une grande partie de ce public qui ne lit que les journaux où les discours de son parti sont donnés tout au long, tandis que les miens s'y trouvent écourtés et défectueusement reproduits,

Du reste, je reviens malgré moi, — vous m'avez reproché précédemment d'avoir, étant à bout de raisons, déclaré quelque chose comme ceci : « Je ne veux plus continuer le jeu ; tirez-vous en comme vous pourrez ; — je reviens malgré moi sur un pareil thème ; mais M. de Blankenbourg l'a dit justement : si vous comprenez mieux les choses, vous devez être vous-même chancelier fédéral ; il est, en ce cas, tout à fait injuste que vous siégez à la place où vous êtes, car ce n'est pas de cette place, mais de celle où je suis, que se dirige la politique publique de l'Allemagne. Si donc vous savez tout mieux que moi, venez vous asseoir à ma place ; j'irai, moi, siéger à la vôtre, et là je pourrai exercer la critique dont une expérience de vingt ans dans les affaires de la politique allemande peut m'avoir pourvu ; mais je vous assure que mon patriotisme m'imposera silence quand je sentirai qu'il serait intempestif de parler.

M. LOEVE (progressiste) : Nous ne saurions persister dans le *statu quo*. et sous ce rapport j'approuve la motion Lasker. Mais avant d'inviter Bade à se joindre à nous, il faudrait commencer par réformer nos institutions. Tant que l'absolutisme régnera en Prusse, nous ne pouvons avancer la question allemande. Telle est la cause de l'arrêt.

L'étranger n'y est pour rien, et dès que nos intérêts sont en jeu, nous défions le monde entier... Je voterai pour la première partie de la motion Lasker et contre l'amendement Blanckenbourg. Je regrette enfin que M. le chancelier paraisse faire au point de vue militaire une distinction entre les États du Sud et ceux qui font partie de la Confédération.

M. DE BISMARCK : En répondant à M. Lasker, je déclare n'avoir pas voulu parler des conséquences militaires de la configuration géographique du territoire fédéral, parce que je ne pense pas que pour le Sud il y ait bien grande différence entre la situation que lui ont faite les traités et celle que lui donnerait l'entrée dans la Confédération. C'est justement le contraire de ce que le préopinant a compris. J'ai accordé qu'il y a une différence insignifiante dans l'effectif, la force, la rapidité de mouvement des troupes, attendu que les lois militaires du Nord sont plus sévères que celles des États du Sud, mais je n'ai jamais douté que nous ne puissions compter en tout temps sur la totalité des forces du Midi. Je n'ai point consenti à soumettre les traités à des interprétations ; j'ai parlé d'une communauté des adversaires et

des amis en temps de guerre; j'ai soutenu qu'en vertu des traités, nos alliés du Sud ont les mêmes ennemis que nous et les mêmes amis. Qu'on ne m'en demande pas davantage. Ceci prouve combien il est facile d'être mal compris et combien le silence doit être la vertu cardinale d'un ministre des affaires étrangères. Mais il faut aussi recommander à un Parlement de ne pas le forcer à s'expliquer alors que son silence peut être interprété de diverses manières.

Quant à l'entrée d'un État isolé dans la Confédération, je crois qu'elle ne peut avoir lieu que si le développement de l'unité elle-même n'en est pas arrêté.

Cela peut arriver ou bien quand l'unité est si bonne que rien ne saurait lui nuire, ou bien quand elle est si imparfaite qu'il n'y a plus rien à gâter.

Après un échange d'observations personnelles entre M. le comte de Bismarck, MM. les députés Lasker, de Rabenau, de Kardoff et Miquël, M. Lasker retire sa motion.

**Turquie. — AALI PACHA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES DE
LA SUBLIME-PORTE A L'ÉTRANGER.**

(Circulaire.)

fin février 1870.

En présence des interprétations plus ou moins erronées qui se débitent sur la question de Véli et Malo-Brdo, quelques éclaircissements puisés sur les lieux mêmes ne seraient pas superflus pour mettre cette question sous son véritable jour.

Les seules routes qui relient les deux places fortes de Spouz et de Podgoritza côtoient l'une l'Est et l'autre l'Ouest de ces deux collines qui sont situées sur la rive droite de la Moratha dans le territoire ottoman. Ces collines, entourées de neuf villages ottomans et de cinq blockhaus, dominant la plaine qui s'étend jusqu'à Zabliak, une autre place forte élevée au milieu du bord du lac de Scutari.

Spouz, un des points fortifiés de l'Albanie du Nord et des plus importants en raison de sa position stratégique, est situé à l'extrémité Nord-Est de ces collines qui avancent comme une pointe de la Moratha vers le Tzernagore. Elles dominent sur le territoire monténégrin les plaines de Beilapaylovitch et d'Orialouka, districts importants par leur fertilité et par le grand nombre de cours d'eau qui les arrosent.

En prenant possession de ces collines, on peut aisément intercepter la communication de Spouz avec l'intérieur de l'empire et obliger pour cela même ses habitants, ainsi que ceux des neuf villages sus-mentionnés, à abandonner les localités et à laisser le loisir aux

Montagnards de pousser la frontière monténégrine jusqu'à la Moratcha .

Pour justifier les prétentions élevées sur ces collines, le Prince de la Montagne-Noire invoque les dispositions du protocole signé à Constantinople en 1866, et du paragraphe 65 de la colonne des observations du cahier de spécification de la commission chargée de la pose des bornes. Mais la valeur, ainsi que la portée de ces actes, ayant été déjà l'objet d'un examen minutieux dans la lettre responsive de la Sublime-Porte, en date du 15 décembre dernier au prince Nicolas, il serait superflu d'y revenir encore ici pour établir, au point de vue du droit, l'illégalité de ses prétentions.

Il ne serait pas cependant inopportun de tracer ici l'historique succinct des événements qui se sont déroulés depuis douze ans dans ces contrées. Ce court aperçu servira à lui seul pour indiquer la ligne de conduite que les intérêts du Gouvernement impérial lui font un devoir de suivre en face de l'attitude prise aujourd'hui par le Monténégro.

Tout d'abord, lors de la délimitation de la frontière en 1858-59, le Gouvernement impérial, animé du désir d'éviter l'effusion du sang, n'a pas hésité à faire d'importants sacrifices de territoire en faveur du Monténégro. Il est toutefois à regretter que ces concessions dues à un sentiment de générosité et de conciliation, loin de satisfaire les Monténégrins, n'ont fait que les stimuler, de manière que le lendemain même, l'on a vu surgir de nouvelles prétentions de leur part. Tous les expédients furent mis à l'œuvre, et ils ont été même jusqu'à recourir aux moyens les plus cruels et à toutes sortes d'avanies possibles dans le but de soulever contre leurs autorités légitimes les habitants des districts ottomans avoisinant le Monténégro. La guerre contre les Musulmans fut déclarée sainte, et les chrétiens qui voulaient rester fidèles au Gouvernement impérial, furent poursuivis et punis comme traîtres à la cause nationale. Entre autres actes de vandalisme, l'incendie et le massacre général dont les habitants de Coutchi furent victimes est un de ces faits dont le souvenir soulève encore aujourd'hui d'indignation le cœur de tous et même de la plupart de ceux qui en furent les acteurs involontaires. Aux yeux du Monténégro, le crime de ces malheureuses victimes consistait en ce qu'elles ne voulaient pas faire cause commune avec leurs voisins de la Montagne-Noire ; cela était plus que suffisant pour que Mirco, le père du prince actuel, se présentât à la tête de quelques milliers de ses satellites, et qu'après avoir fait mettre le feu à toutes les habitations, donnât le signal d'un massacre dans lequel des enfants innocents et même des femmes enceintes perdirent la vie.

Au moment où le Monténégro employait des moyens aussi barbares

pour arriver à ses fins politiques, le Gouvernement impérial s'efforçait, chose sans exemple! de contenir avec son armée ses propres sujets qui, habitués à eux seuls à se faire respecter et même à se faire craindre par leurs voisins, voulaient se venger de tant de déprédations et d'avaries dont les bandes monténégrines les abreuyaient. Pour éviter une collision entre les populations respectives, la Sublime-Porte a poussé alors l'abnégation jusqu'à destituer quelques-uns des commandants militaires, qui avaient eu recours aux armes pour repousser les bandes monténégrines, qui étaient venues les attaquer dans leurs propres camps. A quoi ont servi cependant tant d'abnégation et de générosité, si ce n'est qu'à aggraver davantage la situation et à rendre inévitable le soulèvement de 1862.

La Sublime-Porte, malgré ses nombreux et légitimes griefs et malgré le grand succès de ses armes, a accordé au prince Nicolas une paix avantageuse. Elle a accordé aux Monténégrins l'exportation et l'importation des marchandises dans le port d'Antivari sans payer aucun droit de douane; la faculté de prendre à ferme des terres en dehors du Monténégro pour les cultiver; l'autorisation d'avoir un vékil auprès des gouverneurs des provinces avoisinant le Monténégro, et, enfin, une protection efficace à ceux des Monténégrins qui voyageraient dans les autres parties de l'Empire. Le Gouvernement ottoman a scrupuleusement rempli ses promesses, et en retour de ces importantes concessions, il a demandé au Monténégro, et le prince s'est engagé à observer, par l'acte signé le 13 septembre de la même année :

- 1° Que Mirco ne s'occuperait plus de l'administration civile et militaire du pays; 2° Que des blockhaus pourraient être construits sur le trajet de la route de l'Herzégovine à Scutari, pour être occupés par les troupes impériales; 3° Que les Monténégrins ne feraient plus d'excursions hostiles hors de leurs frontières; 4° Qu'aucune famille ne pourrait entrer au Monténégro sans un passeport délivré par les autorités impériales, que tout contrevenant devrait être rigoureusement renvoyé et, qu'enfin, tous les criminels seraient arrêtés et consignés aux autorités respectives sur la base d'une extradition réciproque, et qu'en application du même principe de réciprocité, tous les objets volés seraient restitués et les auteurs de ces vols punis selon les lois.

Les faits ont mis plus tard en évidence la manière dont le Monténégro entendait exécuter ses engagements solennels. Mirco, l'homme réputé le plus sanguinaire de la Montagne-Noire, est mort en 1867, sans avoir cessé d'exercer les deux plus hautes fonctions, celles de président du Sénat et de commandant en chef des forces du Tzernagore. D'autre part, non content de lancer journellement sur le terri-

toire impérial des bandes dévastatrices et des agents provocateurs dans les districts ottomans, le Monténégro a poussé le mépris de ses engagements jusqu'à assaillir en 1867 par un corps de 3,000 hommes, le district ottoman de Jézéro pour en interdire l'accès au gouverneur général de Bosnie.

La clause relative à l'interdiction d'entrée n'a pas empêché non plus le Monténégro de donner chaque jour asile à tous ceux qui, après s'être rendus coupables en Turquie, cherchaient un refuge sur le territoire Monténégrin.

Quant à l'engagement concernant l'extradition et la punition des malfaiteurs des deux pays, toutes les fois qu'une demande de cette nature est adressée aux autorités ottomanes, celles-ci s'empressent d'y faire droit, et ce serait bien difficile de citer un cas où le Monténégro ait payé de retour.

Une seule fois, cependant, dans les douze dernières années, un monténégrin qui avait tué un habitant de Nikchik, fut, sans aucune forme de procédure et avant même que les autorités impériales eussent fait des démarches, condamné à la peine capitale et exécuté par ordre du prince. Cet acte de justice n'était pourtant pas exempt d'une arrière pensée politique. Le prince, qui cherche à gagner les braves guerriers de Nikchik, a voulu par là faire preuve à leur égard d'un acte de déférence exceptionnelle.

En présence de cette insigne mauvaise foi, la seule garantie sérieuse qui était réservée à la Sublime-Porte par l'acte du 13 septembre était celle qui lui donnait le droit de tenir garnison sur certains points menacés plus directement par le Monténégro. Or, deux blockhaus construits dans ce but sur la route de l'Herzégovine à Scutari furent détruits plus tard sur les instances du Monténégro par le Gouvernement impérial qui, sur ce point encore, a voulu affirmer ses sentiments de générosité envers le Monténégro.

Mais une ingratitude inqualifiable de la part de ce pays a été jusqu'à présent le seul fruit recueilli par la Sublime-Porte pour tant de sacrifices et de preuves de longanimité.

Aujourd'hui même, si le prince revendique au profit des siens la jouissance exclusive de Véli et Malo-Brdo, ce n'est que pour réaliser une partie de ses projets favoris.

Il ne faut pas croire que son ambition sera satisfaite avec cette annexion, si jamais on la lui laissait faire.

D'ailleurs, l'allégation du prince Nicolas que les habitants de Pipéri ne sauraient se passer des collines de Véli et Malo-Brdo, ne peut résister à un examen sérieux. En vérité, les pâturages et les bois possédés par les susdits habitants suffisent amplement à leurs besoins, et

leur permettent même d'approvisionner en grande partie les marchés de Podgoritza et de Spouz en foin, bois de chauffage et de construction, laitage, viande, etc., etc.

S'il en était autrement et si réellement le prince était comme il le prétend, préoccupé du bien-être matériel des habitants de Pipéri, aurait-il jamais fait venir des autres parties de Monténégro des familles pour leur donner les terres des Spouzanis englobées par suite de la délimitation dès 1858, dans le territoire monténégrin, et aurait-il enfin proposé, en échange de Véli et Malo-Brdo, une compensation territoriale qui, quoique dix fois plus étendue que ces collines, ne serait en rien profitable aux habitants en question, en raison de leur éloignement et surtout à cause des neiges qui y séjournent précisément durant la saison de l'année où les habitants de Pipéri prétendent avoir besoin de ces collines pour leur bétail? Assurément non. Une dernière preuve convaincante que les jérémiades des Monténégrins pour afficher leur misère ne sont pas fondées, ce sont les sommes considérables dépensées en préparatifs de guerre. Quelle que soit la provenance de ces fonds, il n'en est pas moins vrai qu'on aurait pu les employer dans un but plus utile au pays. Mais les conseillers de cette principauté jugent les choses tout autrement.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement ottoman, pour éviter tout conflit avec un petit pays comme le Monténégro, s'est jusqu'ici imposé de grands sacrifices pécuniaires et a fait preuve d'une grande longanimité. Mais il lui est impossible de suivre plus longtemps une voie au bout de laquelle il y a péril pour lui. Sa dignité, aussi bien que son intérêt lui imposent l'impérieux devoir de soutenir fermement ses droits. Le Gouvernement impérial doit d'autant plus insister sur le maintien de ses droits qu'une conduite contraire enlèverait sans raison à ses sujets de Spouz leur unique pâturage, et, ce qui est plus, encouragerait les Monténégrins dans leur politique hostile envers lui et rendrait critique la situation de ces contrées, tout en compromettant l'avenir. Une telle politique serait une faute irréparable.

Signé : AALI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH, A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 9 mars 1870.

M. le comte Chotek m'avait annoncé, il y a quelque temps déjà, la détermination du Gouvernement russe d'adopter la combinaison mise en avant par le Grand-Vizir dans le but de terminer le différend exis-

tant entre la Sublime Porte et le Monténégro au sujet des terrains de Véli et Malo Brdo. Le chargé d'affaires de Russie est venu depuis me donner communication de la dépêche adressée par M. le prince Gortschakoff au général Ignatieff et qui est destinée à motiver cette détermination et à indiquer plus en détail la marche que, dans la pensée du cabinet de Saint-Petersbourg, il conviendrait de suivre en cette circonstance.

Les idées émises dans cette pièce nous paraissent en substance assez conformes à celles des autres Cours dont nous connaissons jusqu'à présent la manière de voir, et à celle du Gouvernement ottoman lui-même. Comme M. le comte Daru et Lord Clarendon, le Chancelier russe exprime l'avis que les délibérations de la Commission mixte devraient être ultérieurement soumises à la sanction de la Conférence des représentants à Constantinople. Les conclusions de la dépêche russe ne m'ont paru ajouter qu'une seule nuance aux énonciations des autres cabinets, en proposant d'adjoindre aux commissaires des hommes spéciaux, qui auraient à déterminer la position et l'étendue des pâturages contestés.

Quant aux observations dont le prince Gortschakoff fait précéder ces conclusions, nous les avons trouvées fort satisfaisantes en ce sens qu'il y est dit en termes exprès que les Monténégrins ne demandent pas à la Porte de cession territoriale, qu'ils préfèrent même au point de vue stratégique s'en tenir à la frontière de la Zetta, et qu'il ne s'agit pour la tribu des Pipéri que de la possibilité de faire paître les troupeaux sur les versants des Brdos pendant deux mois de l'année seulement. Ne pourrait-on pas trouver, dans ces indications, les éléments d'une solution qui assurerait aux habitants des localités turques avoisinantes la jouissance de ces pâturages pendant le reste de la bonne saison ? Je ne prétends pas, au reste, insister sur cette idée, ne voulant pas anticiper sur la tâche qui sera dévolue à la Commission.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH, A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 9 mars 1870.

Le différend avec le Monténégro, que la Sublime Porte se propose de faire vider au moyen d'une Commission mixte, a fourni à M. le ministre des affaires étrangères d'Italie l'occasion de constater, de la manière la plus courtoise, vis-à-vis du baron de Kübeck, que le Gou-

vernement d'Italie se croyait appelé à prendre part, tout comme les autres Puissances, aux arrangements relatifs au Monténégro, ceux-ci étant d'un intérêt européen.

Selon M. Visconti Venosta, la non-intervention du cabinet de Florence aux actes de 1858 à 1860, concernant la délimitation de ce pays, ne saurait lui être opposée, car il avait dès lors formulé des réserves explicites et, depuis, la Porte n'avait plus contesté le droit de l'Italie de s'occuper des questions du Monténégro, ainsi que de celles du Liban, et lui avait adressé pareillement des communications à cet égard.

V. Exc. se rappellera que, par une dépêche du 28 juillet 1867, déférant au désir qui m'en avait été exprimé par le Gouvernement italien, j'ai invité l'Internonciature Impériale et Royale à reconnaître, le cas échéant, le droit du représentant d'Italie à Constantinople et du consul du Roi à Beyrouth de participer à toutes les transactions auxquelles les affaires de Syrie et du Liban pourraient donner lieu, le Gouvernement du Sultan ayant consenti à assimiler l'Italie aux autres grandes Cours pour ces questions.

Aujourd'hui encore, nous n'avons aucune difficulté, pour notre part, de donner notre assentiment à ce que les Représentants italiens soient admis à concourir aux délibérations et aux conférences relatives à l'accommodement du différend turco-monténégrin, et V. Exc. voudra bien s'énoncer dans ce sens lorsque l'occasion s'en présentera.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU CHEVALIER ZULAUF DE POTTENBURG, A BUCHAREST.

Vienne, le 10 mars 1870.

Faisant suite à ma dépêche du 8 février dernier, je vous transmets sous ce pli copie d'un rapport que M. le baron de Prokesch m'a adressé, le 4 du même mois, pour me rendre compte de l'accueil que trouverait auprès de la Sublime Porte le désir du Prince Charles de voir adopter le nom de *Roumanie* dans les relations internationales.

A la suite de ce rapport, j'ai invité, le 16 février, nos Représentants près des Puissances qui, avec nous et la Sublime Porte, ont signé à Paris la Convention du 19 août 1858, à pressentir les dispositions de ces cinq Cabinets.

Tandis que le comte Wimpffen et le baron Kübeck m'informent que les cabinets de Berlin et de Florence n'élèvent aucune objection

contre ce changement dans la dénomination des Principautés-Unies, j'apprends de Paris et de Londres que, à la date du 18 et du 23 février, ni le comte Daru ni Lord Clarendon n'avaient encore connaissance de la note adressée à cet égard en termes identiques à tous les Représentants étrangers à Bucharest, le 27/15 janvier dernier.

De ces rapports, j'ai pu relever en même temps, que le désir exprimé par la Sublime Porte de voir constater dans un protocole le changement de l'article 1^{er} de la Convention de 1858 à l'assentiment de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de la Prusse. D'après ce que me mande notre envoyé à Saint-Petersbourg, le Cabinet russe, lui aussi, n'a pas l'intention de s'y refuser.

Nous en sommes à attendre l'invitation formelle que la Sublime Porte doit nous faire à ce sujet; mais, dès le 17 février dernier, j'ai informé le baron de Prokesch que nous étions prêts à l'autoriser à apposer sa signature à un acte collectif destiné à régulariser la situation. La reconnaissance européenne, ainsi constatée, est nécessaire pour que nous puissions faire officiellement usage du nom de Roumanie.

Le rapport ci-joint, en copie du baron de Prokesch, du 11 février, renferme quelques détails sur les démarches faites dans cette affaire à Constantinople par M. Stourdza.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Wurtemberg. — DÉCLARATION DE M. VARNBÜHLER SUR LA PORTÉE DES ENGAGEMENTS D'ALLIANCE MILITAIRE AVEC LA PRUSSE, SÉANCE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU 22 MARS 1870,

Le 14 avril 1867, le ministre prussien m'a donné lecture d'une dépêche circulaire confidentielle qui avait été adressée également à Carlsruhe, à Munich et à plusieurs Cours de l'Allemagne du Nord. Dans cet office la question était posée, si le Wurtemberg était résolu à partager avec la Prusse la responsabilité des conséquences que la protection de l'indépendance du Luxembourg pourrait entraîner directement ou indirectement; si, en conséquence, notre Gouvernement était disposé à affronter les périls qui pourraient résulter du refus des concessions réclamées par la France, en se conformant ainsi au sentiment national, où s'il était disposé, eu égard aux calamités d'une guerre, à faire en faveur du maintien de la paix les sacrifices que l'opinion publique de l'Allemagne condamnait en ce moment.

La dépêche prussienne demandait enfin jusqu'à quel point notre

Gouvernement était préparé à affronter les périls menaçants et si, dans le cas où le Wurtemberg hésiterait à agir de concert avec la Prusse, il était prêt à défendre publiquement ce refus.

Le 20 avril 1867, j'ai répondu à l'office prussien de la manière suivante : Le Gouvernement du Wurtemberg remplira non-seulement toujours avec la même grande loyauté les engagements pris, mais même, abstraction faite des ces engagements, il défendra toujours les intérêts de la nation allemande, s'ils étaient menacés ou violés. Il n'a donc point à examiner pour le moment si, en vertu de la convention du 13 août 1866, le *casus fœderis* se trouve ici en jeu.

Par cette réponse je me suis cru en droit de faire la déclaration que j'ai formulée le 30 octobre 1867 dans cette enceinte, d'autant plus que, d'après une communication de notre ministre à Berlin, le gouvernement prussien avait exprimé formellement sa satisfaction de cette réponse. On comprend que ma déclaration du 30 octobre 1867 renferme purement et simplement l'interprétation du cabinet Wurtembergeois. Peu de temps après que je l'eusse faite, le gouvernement prussien m'a fait annoncer qu'en provoquant les déclarations qui avaient été faites à propos de la question Luxembourgeoise, le cabinet de Berlin n'avait pas voulu examiner le *casus fœderis*, mais que son intention avait été de préparer amicalement ses alliés à la possibilité que le *casus fœderis* fût prochainement soulevé.

En présence des interprétations erronées dont mes paroles ont été fréquemment l'objet ; en présence surtout des intrigues dirigées assez ouvertement contre une convention conclue par le Gouvernement et ratifiée par la législature, je déclare que tant que je me trouverai à cette place, je ne tolérerai ni qu'on touche à cette convention, ni que le Wurtemberg consente à se soustraire à l'obligation d'intervenir avec les autres armées allemandes, lorsqu'il s'agira de défendre le territoire allemand.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 27 mars 1870.

Les rapports de V. Ex. m'ont fait connaître les démarches que le Gouvernement Moldo-Valaque avait fait faire pour décider la Porte à renoncer à la clause de la lettre visirienne de l'année 1866 qui rattachait le droit accordé au prince Charles de battre monnaie à la condition que les monnaies des principautés unies porteraient un signe prouvant le droit de suzeraineté du Sultan. A ce moment, suivant vos

informations, le Grand-Vizir ne semblait pas opposé au désir du gouvernement du prince.

Depuis, V. Ex. n'est pas revenue sur cette question dans ses rapports, et la détermination finale de la Porte ne m'est pas connue. La question vient d'être soulevée près de moi par l'ambassadeur de France. La nouvelle que les nouvelles monnaies Moldo-Valaques portent pour inscription « Charles, Prince de Roumanie » sans aucun signe représentant son état de vassal a fait naître quelques craintes à Paris, et le Gouvernement français paraît même faire dépendre son consentement à ce que le désir concernant le nom de *Roumanie* ne s'accomplisse que dans la question des monnaies aux prescriptions de la lettre visirienne dans le cas où le Gouvernement du Prince se conformera.

Nous sommes tout prêts à nous réunir aux procédés de la France ; cependant je charge V. Ex. de vouloir bien compléter vos communications d'autrefois, en me renseignant le plus vite possible sur l'État actuel de cette affaire.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU CHEVALIER ZULAUF
DE POTTENBURG, A BUCHAREST.

Vienne, le 29 mars 1870.

La détermination que le Gouvernement princier a prise en dernier lieu de faire frapper des monnaies, ayant pour légende ces mots : « *Charles Prince de Roumanie* » et ne portant pas le signe exigé par la lettre visirienne du 19 octobre 1866 pour marquer la Suzeraineté du Sultan, a produit une pénible impression sur plus d'une des Cours garantes de la condition politique des Principautés-Unies.

L'une de ces Cours nous a déjà interpellé sur l'attitude que nous nous proposons de prendre en face d'un acte qui peut être envisagé comme un essai du Gouvernement de Bucharest de se dégager des liens qui le rattachent à la Sublime Porte. On est allé jusqu'à agiter la question, s'il n'y avait pas lieu d'ajourner la reconnaissance du nom de « *Roumanie*, » jusqu'à ce que le Gouvernement du Prince Charles ait satisfait à la clause que je viens de rappeler.

Vous voudrez bien, M. le Chevalier, entretenir M. Golesco confidentiellement de cette affaire et lui recommander avec instance de revenir sur la mesure en question, dans le cas où l'agrément de la Porte ne pourrait être obtenu.

Le Ministère princier n'ignore pas que c'est à nos efforts surtout qu'est due la tournure favorable donnée à la question du nom de

Roumanie, dont l'heureuse solution l'intéresse si vivement, et le Prince lui-même, dans un entretien qu'il vous a accordé dernièrement, s'est plu à apprécier le bon vouloir témoigné par nous en cette circonstance. Mais il doit reconnaître qu'il est de son intérêt de s'appliquer à nous faciliter cette tâche, au lieu de la contrarier par des incidents pour le moins inopportuns.

J'aime à espérer que M. le Président du Conseil, dont les qualités et le caractère nous inspirent une si haute estime, voudra bien accueillir cet avis, dicté par un sentiment de bienveillance réelle pour son pays, et qu'en faisant redresser sans délai l'irrégularité qui a été signalée, il nous évitera la nécessité de nous joindre aux Cabinets qui comptent se refuser à reconnaître la nouvelle dénomination des Principautés, tant que les stipulations existantes au sujet des monnaies nationales resteront sans exécution.

Veillez, M. le Chevalier, m'informer le plus promptement possible de l'accueil qui aura été fait par M. Golesco à votre démarche.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

LE COMTE DE WIMPFEN AU COMTE DE BEUST.

Berlin, le 30 mars 1870.

M. de Thile m'a dit que le comte de Bismarck était très-mécontent de ce que le prince de Roumanie s'était décidé à battre monnaie sans s'être entendu au préalable avec la Porte, ce qui est contraire à sa situation de vassal.

Dès l'automne passé, le comte de Bismarck avait, par une voie particulière, donné au prince Charles le conseil de renoncer à ce dessein.

Recevez, etc.

Signé: WIMPFEN.

LE BARON DE PROKESCH AU COMTE DE BEUST.

Constantinople, le 1^{er} avril 1870.

Le monnayage roumain excite ici un vif mécontentement. Il ressort de lettres échangées en octobre 1866 entre le Grand-Vizir et le prince Charles (rapport n° 63, 26) que la Porte lui a accordé le droit de battre une monnaie nationale, sous la condition que ces monnaies porteraient un signe de la suzeraineté de la Porte, et que cette condition a été acceptée par le Prince.

La loi monétaire, votée sous le ministère Bratiano, le 14 avril 1867, et sanctionnée par le Prince, saute par dessus cette condition et se

contente de stipuler, au paragraphe 10, que les monnaies porteront d'un côté les armes du pays, et de l'autre, la valeur de la pièce avec le millésime de l'année où elle a été frappée (rapport daté de Bucharest, 9 mai 1867). Cette loi fut, après la chute du ministère Brătianu, portée à la connaissance de la Porte par le ministre Cagolniț cheanu avec la pensée de laisser de côté la clause (rapport n° 18, B, 2). Encore avant que la Porte n'eût fait connaître sa pensée, lui arriva de Paris la nouvelle que les monnaies qui y étaient commandées par le Gouvernement moldo-valaque ne portaient pas les armes du pays, mais le buste du Prince avec l'Inscription : *Charles, prince des Roumains* (rapport n° 25, B. 4.). Ce changement qui trouva des observations de plusieurs côtés, et en particulier de notre part, mettait à l'arrière-plan la pensée de la clause. La Porte ne dit rien. Donc la clause restait debout. C'est alors que vint subitement de Bucharest la nouvelle officielle de l'inauguration solennelle de la charge des monnaies et de la mise en circulation des monnaies roumaines avec le buste du Prince et la légende : *Charles I^{er}, prince de Roumanie*, et avec l'omission de tout signe constatant la suzeraineté de la Porte.

J'apprends que la Porte est résolue à protester contre cette façon d'agir. Je n'ai pas encore parlé au Grand-Vizir à ce sujet. Il partagera mon opinion sur la stérilité de la protestation, mais je ne sais s'il sera dans la position de pouvoir l'omettre. Ça été une imprudence de faire ce pas en avant pendant que la question de dénomination est encore agitée. Il est probable que la résolution de cette dernière question sera retardée ou peut-être arrêtée par cette façon d'agir.

Recevez, etc.

Signé : PROKESCH.

Bade. — DISCOURS DU GRAND-DUC DE BADE, LORS DE LA CLOTURE DU PARLEMENT BADOIS, LE 7 AVRIL 1870.

Nobles messieurs et chers amis, je jette les yeux avec joie et tierté sur le développement intérieur de mon pays, qui a été avancé beaucoup par les heureux travaux de cette session. Je fonde sur ces résultats la confiance que mon peuple, habitué à la pensée et au travail politiques, persévérera avec moi dans les efforts vers le but le plus élevé, l'unification nationale de l'Allemagne.

Les divers traités publics conclus avec la Confédération du Nord et les États de l'Allemagne du Sud, auxquelles vous avez donné votre approbation, révèlent d'une façon heureuse le progrès graduel de l'union de plus en plus large et solide qui existe entre les États allemands.

Je vous remercie d'avoir, par votre consentement patriotique à

voter la loi du contingent, par le vote du budget de la guerre et par votre adhésion à la législation pénale militaire, qui, en même temps qu'elle nous rapproche des institutions militaires de l'Allemagne du Nord, réalise un progrès sérieux sur cet important terrain, permis à mon Gouvernement de poursuivre, par des actes sérieux et conformément au programme établi, la politique nationale et de maintenir mon peuple prêt à prendre sa place, lorsque le moment en sera venu, à égalité de naissance et de droit., parmi les autres membres de la grande communauté nationale.

Recevez, nobles messieurs et chers amis, au moment de vous séparer, mon salut amical. Retournez joyeux dans vos foyers après le travail assidu que vous avez accompli. Là, vous serez les représentants de ce que ce Parlement a voulu et fait.

Que Dieu bénisse la patrie !

Autriche-Hongrie. — DÉCLARATION DU COMTE POTOCKI,
PRÉSIDENT DU MINISTÈRE CISLEITHAN.

Vienne, le 15 avril 1870.

Le nouveau cabinet est animé du désir et de l'espoir de mettre un terme aux difficultés extérieures et d'aplanir tous les conflits. Des événements importants par leurs conséquences ont habitué l'opinion publique, en Autriche, à rattacher ensemble les questions de personnes et les questions de système d'administration politique, voir même les questions relatives à la continuité de la situation de droit existante. Le Gouvernement ne se dissimule pas que son existence ne repose pas sur une base parlementaire, mais qu'elle est le résultat de circonstances impérieuses et des nécessités qui en découlent fatalement. C'est là précisément ce qui, aux yeux du Gouvernement constitue la difficulté de la situation. Après un examen loyal et sincère des éléments de la situation présente, le Gouvernement peut offrir dans les pensées dont s'inspirera son action un moyen de concilier les prétentions rivales. Mais il ne reconnaît comme légitime aucun moyen qui, tant par son origine que par son mode d'activité, s'éloignerait du terrain du droit constitutionnel.

Le ministère regrette vivement d'être privé à cette heure de l'appui de forces précieuses et éprouvées, telles que celles dont on déplore profondément et à bon droit, en ce moment, la perte, au point de vue du service public. Ce n'est ni une question de formalisme constitutionnel, ni le but de notre politique intérieure, mais bien la méthode de cette politique et la question de procédure et de tactique

qui semblent en ce moment faire obstacle à l'union vers laquelle tendent sérieusement les efforts du ministère, et sur laquelle, dans l'intérêt de l'élément national allemand, si important au point de vue de la fondation réelle de la liberté, il compte avec confiance d'ici à un avenir prochain. Le ministère ne découvre dans l'idée de l'ensemble que le contrepoids réel et efficace des tendances des partis. Les partis ont pour objectif la division, le ministère veut l'union. Ce n'est pas en vain que, dernièrement, on a fait appel à l'idée de l'État autrichien embrassant dans un même lien toutes les nationalités et toutes les races sur le territoire commun de la constitution et de la liberté légale.

Ce n'est pas en vain qu'on s'est imposé la mission de faire entrer dans la vie politique commune les éléments qui, jusqu'à ce jour, ont persisté dans une attitude de résistance et de refus. Le ministère s'est identifié avec cette pensée. Il découvre en elle le problème qu'il s'agit de résoudre, non pas contre la Constitution, mais pour la sauvegarde de la Constitution.

Le ministère espère que ses actes relèveront la confiance ébranlée ; il a la conscience de sa responsabilité, et cette conscience l'encouragera dans sa lutte contre les éléments de résistance qui, si grands qu'ils puissent être, ne suffisent pas à empêcher le développement intérieur, non plus qu'à faire échec à l'union politique de l'empire sur la base du droit commun et de la liberté commune. Ce droit et cette liberté sont les seuls buts que le ministère recherche et qu'il reconnaisse comme légitimes.

Allemagne du Nord. — DISCOURS PRONONCÉ PAR M. DELERUCK
PRÉSIDENT DE LA CHANCELLERIE FÉDÉRALE POUR L'OUVERTURE
DU PARLEMENT DOUANIER, LE 24 AVRIL 1870.

Très-honorés messieurs du parlement douanier allemand !

S. M. le Roi de Prusse a daigné me charger d'ouvrir le Parlement douanier au nom des Gouvernements qui font partie du Zollverein.

La loi douanière votée par vous l'année dernière est entrée en vigueur aussitôt que le Conseil fédéral du Zollverein allemand a arrêté les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. Les facilités pour les communications qui en résultent ont trouvé une appréciation reconnaissante.

La loi relative à l'impôt sur les sucres, que vous avez votée dans une session précédente, n'est pas encore depuis assez longtemps en vigueur, pour qu'on puisse juger déjà maintenant avec certitude ses

résultats. Toutefois, on a constaté qu'en dépit de la réduction des droits d'entrée, il y a diminution de ces entrées sur les sucres étrangers bruts, ce qui prouve que la fabrication de sucre indigène n'a éprouvé aucun dommage par la régularisation des proportions entre le droit d'entrée et l'impôt sur le sucre de betterave. Un complément des réformes commencées par cette loi sera formulé dans un projet de loi soumis déjà aux délibérations du Conseil fédéral.

La fabrication des sucres et des sirops préparés avec l'amidon s'est tellement développée dans le Zollverein, que la franchise dont elle jouit, devient une faveur incompatible avec les intérêts de l'industrie et des finances de l'État. La suppression de cette faveur, réservée déjà par l'article 3 du Traité douanier et qui est en rapport avec la justice aura lieu, et les sucres et les sirops préparés avec de l'amidon seront soumis à un droit calculé d'après les bases adoptées pour le sucre de betterave.

Un second projet, ayant rapport à la même branche de législation douanière, a pour but de supprimer les dispositions tracassières relatives au contrôle de l'industrie des sucres de betterave.

Depuis plusieurs années déjà le commerce et la navigation de l'Allemagne avec le Mexique sentaient le besoin de garantir leurs intérêts par un Traité, et les nombreux Allemands demeurant au Mexique demandaient également une sauvegarde légale de leurs droits. Un traité de commerce conclu, non sans avoir dû triompher de nombreuses difficultés, entre le Zollverein et le Mexique, et qui vous sera présenté, comblera cette lacune dans nos relations avec l'étranger. Il donnera une base solide aux relations étendues des deux pays, car il contient en même temps les conditions qui peuvent en favoriser énergiquement le développement.

Un Traité conclu avec le souverain des îles d'Hawaï, qui sera soumis à votre approbation, poursuit le même but.

La révision du tarif du Zollverein vous occupera de nouveau ; le projet de loi, revu avec soin, a, comme jadis, pour but l'affermissement des bases financières de notre tarif ; elle y apportera en même temps des simplifications et des facilités pour le commerce, afin que les nombreuses franchises et réductions de droits d'entrée et la diminution des recettes qui en a été le résultat ne mettent pas en danger notre situation économique.

Les changements que le projet a éprouvés prouvent qu'on a tenu compte autant que possible des observations faites l'an passé. Pour atteindre une augmentation des recettes, on a signalé un objet de consommation, qui, suivant l'expérience faite déjà antérieurement dans le Zollverein, peut parfaitement supporter une plus grande imposition.

Une entente sur cette base nouvelle mettra un terme à l'état préjudiciable d'incertitude sur les dispositions du Parlement à ce sujet, tandis qu'elle rendra possible une réforme du tarif, demandée dans l'intérêt du commerce. Par ces réformes vous clorez dignement, très-honorés messieurs, la dernière session d'une période législative, qui par l'extension du territoire de la fédération jusqu'à la mer Baltique et à la mer du Nord, par une réforme de la législation douanière demandée dans l'intérêt du développement du commerce et par la réforme de l'impôt sur les sucres, a rendu témoignage de la vitalité des institutions créées par le Traité douanier du 8 juillet 1867.

Turquie. — DISCOURS DU SULTAN LORS DE LA PRÉSENTATION PAR LE CONSEIL D'ÉTAT DU COMPTE RENDU DES TRAVAUX ACCOMPLIS DANS L'ANNÉE DE L'HEGIRE 1286, ET DE LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'EMPIRE, LE 28 AVRIL 1870.

Il est démontré par l'expérience, que la publication du budget de l'État au commencement de chaque année est une chose utile et importante. Les services rendus au pays par les corps administratifs aussi bien que par toutes les classes des fonctionnaires n'en sont que mieux appréciés, et il devient dès lors plus facile de juger des progrès réalisés pendant l'année.

Les réformes accomplies dans chaque partie du gouvernement impérial et les avantages marquants qui en ont été obtenus sont dus au zèle que chaque branche de notre administration intérieure a apporté, dans les limites de son action, à cette œuvre régénératrice, et ont mérité à juste titre notre approbation et la satisfaction de nos peuples. Grâce en soient rendues à la divine providence.

Ces heureux résultats ne sont pas moins considérés, ni moins appréciés à l'étranger, et nos relations avec les puissances amies et alliées de mon Empire deviennent tous les jours plus amicales. Les visites que les souverains et les princes ont bien voulu me faire dans le courant de l'année dernière nous ont prouvé suffisamment leurs sentiments de bonne amitié.

Le siècle où nous vivons n'est pas à comparer avec ceux qui l'ont précédé, et les progrès que l'ont peut espérer de réaliser de notre temps dans le court espace de cinq années, ne pouvaient être obtenus jadis que dans cent ans. C'est dans cette vue que nous devons employer tous nos efforts pour continuer à marcher dans la voie du progrès sans jamais porter atteinte aux avantages qui ont été obtenus. L'année dans laquelle nous sommes entrés nous ouvre une carrière plus vaste

que la précédente, et il est évident que la prospérité de l'État, l'accroissement de la richesse publique et le progrès de la civilisation étant principalement dûs à la facilité des rapports et des communications avec les pays étrangers, la question des routes, des chemins de fer, des voies de navigation et de la construction des ports de mer, doit être considérée comme une des plus importantes, et mon gouvernement devra s'appliquer à l'étudier dans toutes ses forces, que ces travaux fussent être exécutés par nous-mêmes ou concédés à des entreprises publiques, afin que l'Empire puisse en retirer tous les avantages que l'on est en droit d'en attendre. Mon gouvernement doit également s'appliquer et donner toute l'attention qu'elle mérite à l'agriculture, cette autre branche si importante de la richesse et de la prospérité publique. Il faudra recourir à l'emploi des instruments aratoires perfectionnés qui facilitent les travaux des champs en épargnant les bras, comme il faut établir, partout où le besoin se fera sentir, des écoles d'agriculture, des ateliers d'instruments, des fermes modèles et enfin des banques rurales; et pour obtenir le plus promptement possible ces avantages si précieux, les corps administratifs sont invités à prendre en considération les moyens les plus propres pour encourager les sociétés d'industrie, d'agriculture et de commerce, en instituant des commissions spéciales au conseil d'État pour étudier ces différentes questions et dresser des rapports sur les mêmes.

Le respect du droit public est un point qui réclame la plus sérieuse attention, ainsi que les améliorations et réformes qui ont déjà été introduites dans l'administration de la justice contributive à accroître la confiance publique. Il est de ma volonté qu'elles soient maintenues.

Le crédit de l'État s'est sensiblement amélioré et la hausse de nos fonds publics en est la meilleure preuve. Le budget public démontre la balance établie entre nos dépenses et nos revenus, mais pour maintenir les améliorations signalées tant au profit de l'État qu'à celui de nos peuples, il est aussi nécessaire de supprimer les profusions et de ne faire que des dépenses dans chaque branche d'administration dont l'utilité sera démontrée. L'exactitude des fonctionnaires à l'accomplissement de leurs devoirs sera sans doute la meilleure garantie pour arriver plus promptement à cet heureux résultat.

Enfin, la prospérité de notre Empire et celle de tous nos sujets sans distinction dépend des moyens de civilisation qui ont été obtenus et de ceux que l'on doit toujours rechercher à obtenir. On doit aviser à la sûreté publique, et les réformes et améliorations exigées par les temps et les circonstances doivent également s'appliquer à notre armée et à notre marine, où la discipline la plus stricte doit toujours exister. Ces progrès seront l'effet des efforts réunis de nos fonctionnaires et de

nos peuples, et c'est dans cette sainte espérance que nous mettons notre confiance dans la bonté de la divine Providence pour nous aider à les réaliser.

**Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX REPRÉSENTANTS
DIPLOMATIQUES DE L'EMPEREUR, A L'ÉTRANGER.**

(*Circulaire.*)

Vienne, le 28 avril 1870.

La tâche que le ministère Potocki a à accomplir est si souvent dénaturée et si faussement interprétée, qu'il paraît opportun de signaler simplement l'idée qui préside à cette mission, et d'indiquer la méthode suivant laquelle cette idée doit entrer dans le domaine de l'application.

Cette mission se résume en quelques mots : faire du gouvernement parlementaire une réalité ; arrêter le mouvement croissant de dislocation qui menace d'une dissolution complète l'élément représentatif, c'est-à-dire le Reichsrath ; faire sans préjugés et en se plaçant au dessus de tous les partis, une tentative sérieuse, en vue d'obtenir la coopération de toutes les populations de la partie occidentale de la monarchie, ou tout au moins de la grande majorité de ces populations, dans le but de former un parlement plénier dont l'existence et l'activité soient assurées à l'avenir contre les catastrophes auxquelles le Reichsrath a été exposé jusqu'à ce jour, et qui ont compromis, d'une façon indéniable, son influence et son prestige moral.

La pensée réformatrice qui dirige le ministère n'est pas seulement constitutionnelle dans toute l'étendue de ce mot : elle est, en outre et par excellence, fidèle à la constitution, parce qu'elle tend à fortifier la constitution qui existe en droit et à faire d'elle le bien commun de toutes les nationalités.

Pour arriver au but désiré, il faut avant tout un esprit de réconciliation qui, sans s'attacher uniquement aux questions d'une importance secondaire pour l'ensemble de la monarchie, facilite la grande tâche que le Gouvernement a la mission d'entreprendre. L'objectif de ces efforts ne peut être que la formation d'un Reichsrath élu par le suffrage direct et, par le fait, séparé des diètes provinciales. Ce point n'est pas seulement une exigence justement fondée du parti libéral allemand, mais il doit être considéré par les patriotes libéraux de la nationalité slave comme le moyen le plus efficace et le plus indispensable de simplifier la machine extrêmement compliquée de notre système actuel électif et représentatif, de prévenir tous déran-

gements dans sa marche constitutionnelle et de procurer aux divers partis, comme à l'ensemble de la monarchie, leur indépendance réciproque et leur autonomie distincte. Ces promesses indiquent nettement la ligne de conduite à suivre, et font connaître les limites dans lesquelles l'action conciliante du Gouvernement doit se mouvoir.

Aux vœux nationaux et aux aspirations locales à l'autonomie, à l'administration indépendante et au libre développement intellectuel et social, on peut donner et il sera donné satisfaction sans hésitation et sans arrière-pensée.

L'unique, mais indispensable, condition préliminaire est la possibilité de faire rentrer dans le cœur de la constitution les dispositions législatives à formuler dans ce sens sans compromettre l'idée fondamentale, la base nécessaire de cette constitution, ainsi que de la cohésion politique de tous les royaumes et pays représentés au Reichsrath. Dans un Etat, et notamment dans un Etat vaste et polyglotte comme l'Autriche, la variété peut parfaitement exister parallèlement avec l'unité, dans cette hypothèse que les autonomies diverses, quelle que soit leur indépendance, sont mises sous l'égide du trône par un lien commun et politique, par les organes communs de la volonté générale s'imposant à tous pour servir les intérêts inséparables et les institutions de la monarchie.

La transaction, la réconciliation avec les nationalités dissidentes ne peuvent avoir lieu sur une voie autre que la voie constitutionnelle, dans un cadre autre que celui du droit public existant, autour d'un point central autre que la capitale de l'Empire.

Un vaste champ est ouvert à l'entente et à l'union sur le terrain constitutionnel même ; mais l'autorité s'opposera résolument à toute velléité de sécession.

Il est conforme à la pratique constitutionnelle des États parlementaires les plus éminents que pour des réformes radicales projetées dans les constitutions existantes, on fasse un appel général aux électeurs primaires, afin que ceux-ci manifestent d'une manière légale leurs opinions sur la révision de la constitution par des élections nouvelles. Chez nous aussi, on sait cet usage fondé sur la raison, et par suite on donnera en Bohême et en Moravie aux nationalités qui se sont abstenues dans les derniers temps de leur participation à la vie constitutionnelle, de coopérer à l'œuvre de conciliation.

Les pays allemands de la couronne n'ont pas moins le droit de demander que dans une affaire de si haute importance leur opinion actuelle, leur appréciation de la situation présente, puisse s'exprimer par des élections nouvelles, car il s'agit d'émettre un vote grave et de grand poids. Pour la Galicie cette considération n'a pas moins de va-

leur, car autre chose est de formuler des vœux et des demandes générales, autre chose d'envoyer pour prendre part à des délibérations graves, pleines d'avenir, les hommes qui y sont propres.

Dans les circonstances données, et pour le but de la réforme qu'on se propose, la di-solution du Reichsrath et des Diètes des royaumes et pays représentés au Reischrath, ainsi que de nouvelles élections générales d'après les prescriptions de la loi, sont absolument cominadées, elles sont même indispensables.

Aux nouvelles Diètes le gouvernement présentera probablement le programme indivisible de l'extension de l'autonomie de tous les pays de la couronne et des élections directes pour le Reichsrath, programme qui devra être voté par voie constitutionnelle par le prochain Reichsrath. Il y a tout lieu d'attribuer au gouvernement l'intention de fonder sur des bases libérales ce principe des élections directes. On peut admettre également qu'à côté de la représentation des villes et des campagnes provenant d'élections directes dans la chambre des députés, on réalise la pensée de renforcer la chambre des seigneurs par des représentants élus des Diètes, à l'effet de sauvegarder les intérêts spéciaux des pays. Si l'une ou l'autre Diète refusait d'élire des députés pour le Reichsrath, le gouvernement aurait la faculté constitutionnelle d'ordonner, pour le pays en question, les élections directes pour la chambre des députés.

On a parlé dans les journaux de la convocation d'une assemblée de notables, composée de chefs et d'hommes éminents des différents partis, ainsi que des provinces et des nationalités diverses.

Un pareil parlement préparatoire, dépourvu de mandat et d'autorité, ne serait pas à la vérité inconstitutionnel, mais il serait toujours extra-constitutionnel et avancerait difficilement la solution.

Mais la situation demande bien que les hommes d'État dirigeants, avant de commencer l'action constitutionnelle qui doit débiter par la dissolution des Diètes, préparent autant que possible, par des relations personnelles, une entente avec les chefs éminents et influents de toutes les nationalités et de tous les partis; qu'ils discutent et examinent individuellement avec eux la possibilité d'écarter, par voie constitutionnelle, les griefs de leurs coreligionnaires politiques ou de leur race, sans violer les conditions d'existence de l'ensemble de l'État et de ses pouvoirs parlementaires,

Par suite de ces conférences, les hommes d'État dirigeants acquerront un aperçu des rapports politiques et nationaux dans toutes les parties de cette moitié de l'Empire, aperçu qui sera dépouillé de tout point de vue exclusif; de leur côté, les chefs de partis et des diverses nationalités pourront puiser dans ces conférences une lumière com-

plète sur le but bien arrêté et les limites infranchissables de la politique de conciliation du cabinet de Sa Majesté.

Sous ce dernier rapport notamment, il est nécessaire de se mettre en contact avec tous les partis, afin que ceux qui ont résisté jusqu'ici se convainquent à la fois de la volonté sérieuse du gouvernement de satisfaire aux désirs nationaux dans la limite de ce qui est faisable et possible, et de son intention inébranlable de n'achever définitivement sa tâche qu'avec le parlement constitutionnel siégeant à Vienne et au sein de ce parlement.

Si en ce moment il n'est pas possible de répondre à l'impatience bien explicable d'une partie du public, si les négociations préparatoires ne peuvent être portées chaque jour à la connaissance générale sous forme de bulletin, on peut néanmoins donner l'assurance certaine que les hommes d'Etat qui ont accepté cette tâche grande et difficile, reconnaissent parfaitement aussi l'urgence de marcher en avant dans la direction indiquée.

Ils n'hésiteront pas à prendre énergiquement en mains l'œuvre de réforme. Ils ne retarderont pas sans nécessité la dissolution de toutes les Diètes cisleithanes exigée à cet effet, ils convoqueront dans les plus brefs délais les Diètes nouvellement élues. Comme cela a déjà été indiqué, ils demanderont immédiatement à toutes les Diètes d'envoyer des députés au Reichsrath pour les deux buts désignés de la réforme, et persisteront sur l'indivisibilité de l'extension des attributions et institutions autonomes et de l'introduction d'élections directes pour le Reichsrath, afin que le parlement cisleithan puisse aborder sans obstacle la révision de la constitution dans les deux directions.

C'est une œuvre difficile, pénible, pleine de responsabilité qu'accepte le ministre Potocki, on ne saurait le méconnaître. Mais ce que peut une ferme volonté, unie au dévouement à l'Empereur et à l'Empire, sera tenté pour la grande œuvre de la conciliation, pour l'achèvement de l'édifice de la liberté et de l'égalité constitutionnelle.

Les mêmes exigences doivent être posées à tous les partis, à toutes les nationalités, car la liberté publique et l'ordre légal ne sont concevables que là où chaque individualité (personnelle ou collective) se subordonne à la volonté générale et se sent une partie du tout.

Les vœux seront opposés; les vues des divers côtés se contrediront, cela est à prévoir. Des passions de partis se déchaîneront, l'exclusivisme national s'attaquera à l'œuvre de l'unification. Les intermédiaires, les conciliants, c'est-à-dire le gouvernement et ses amis politiques, seront exposés à des attaques des deux côtés.

On mettra en suspicion leurs intentions, comme cela se fait dès aujourd'hui; on les accusera ici d'avoir des intentions perfides à l'égard

des Allemands, là, d'attacher une valeur exagérée aux éléments allemands de l'Autriche ; on leur reprochera d'un côté, de n'admettre le compromis que sur le terrain de la constitution existante et par la voie prescrite par cet acte ; de l'autre, de ne pas considérer la constitution comme assez sainte et assez immuable pour sacrifier la paix intérieure de l'Empire à chacune de ses lettres. Quel que puisse être le conflit des esprits, il fallait que ce combat moral fût enfin livré. Finalement, nous en avons la confiance, les hommes sages de tous les partis et de toutes les nationalités, même de la partie occidentale de la monarchie autrichienne, ne pourront manquer de comprendre quel est l'intérêt commun.

Ils puiseront dans la position géographique et dans la composition ethnographique de l'empire, la conviction que l'action commune et fraternelle de tous les partis, l'union libre de toutes les races du même État sur la base d'institutions qui répondent à la civilisation et aux exigences des temps modernes, peuvent seules garantir la sûreté de chaque existence autonome aussi bien que l'ensemble. L'amour de la dynastie commun à toutes les races, l'espoir des bienfaits d'un État légal fortement ordonné, harmoniquement organisé et qui ne peuvent être réalisés que par une entente et des concessions réciproques, amèneront enfin au sein du Reichsrath l'achèvement des réformes dans les deux directions indiquées. Ils auront aussi, croyez-le fermement, pour conséquence dans cette moitié-ci de l'Empire la consolidation de la constitution. Mais si néanmoins, après cette tentative sincère de réconciliation générale, quelque parti, quelque race persistait à refuser d'entrer comme partie du tout, comme partie ayant conscience d'elle-même et de son autonomie, dans l'édifice constitutionnel de l'Autriche, alors la preuve serait faite devant le monde contemporain et la postérité que l'Empereur et l'Empire sont allés jusqu'à la limite extrême, à l'effet de tenir compte de leurs vœux et que ces dissidents n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes si l'histoire, la législation et le pouvoir suprême de l'État marche en avant sans les écouter davantage.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

**Hes-Sandwich. — DISCOURS DU ROI A L'OUVERTURE
DE L'ASSEMBLEE LÉGISLATIVE, LE 30 AVRIL 1870.**

Nobles et Députés, depuis la prorogation de la dernière session législative, la puissante volonté divine m'a enlevé le meilleur des pères. Il fut, durant sa vie, le plus sage et le plus discret des conseillers. Vous l'avez tous entouré de votre vénération, alors qu'il était votre

président. Cette perte a été aussi grande pour la nation que pour moi-même. Une longue et laborieuse existence s'est éteinte dans la paix et l'honneur. Remercions la Providence de nous avoir fourni de pareils exemples. Le souvenir de ses sages préceptes et de son pur patriotisme ne peut s'effacer de votre mémoire, et mes vœux les plus ardents, pour le bien de tous sont de pouvoir marcher dans la voie qu'il m'a tracée.

Pendant les deux dernières années, mon peuple a vu sa prospérité s'accroître. Les récoltes ont été abondantes et les marchés favorables.

Si, d'autre part, nous considérons les lignes de steamers qui vont sillonner cet océan, notre position centrale nous autorise à en espérer d'immenses avantages.

Aussi la question des subsides à accorder à ces lignes, ainsi qu'à celles destinées à relier entre eux, par la vapeur, les différents ports de cet archipel, a-t-elle été l'objet de l'attention particulière de mon Gouvernement, et réclame de nouveau votre vigilante attention. Je recommande spécialement à votre examen le plus minutieux l'étude des communications par le moyen de la vapeur entre nos îles, convaincu que, pour une pareille entreprise, la libéralité sera la plus sage des économies.

Nos relations avec les puissances étrangères sont des plus satisfaisantes. J'ai conclu un traité de commerce avec la Russie.

Le traité de réciprocité, déjà négocié avec le pouvoir exécutif des États-Unis, n'attend plus que la ratification du sénat de ce pays.

Le comité d'immigration a fidèlement exécuté la volonté de la législature, telle qu'elle a été formulée, lors de la dernière session, en ce qui concerne les immigrants des îles de la Polynésie. Mais après deux expéditions, l'expérience est venue démontrer que ce n'est pas encore dans ce pays que notre population peut trouver les éléments d'un accroissement considérable et permanent.

Le rapport de mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les motifs des dépenses extraordinaires faites par le comité de la santé publique. La santé du peuple est l'objet de ma plus grande sollicitude. En soumettant à votre examen les mesures adoptées par le comité, je vous prie de donner à la matière votre attention la plus soutenue.

La justice continue à être rendue, j'en ai la conviction, avec autant d'intelligence que d'impartialité. L'œuvre de l'éducation se poursuit avec zèle, fidélité et succès. Les sommes accordées par la dernière législature ont été employées avec impartialité, autant que j'ai pu en juger par moi-même, à la satisfaction générale de tous.

Les finances du royaume se maintiennent dans les conditions heureuses de prospérité.

Nobles et Députés, en vous conviant de nouveau à vous acquitter des devoirs qui vous incombent, je m'abandonne à ma juste confiance en votre sagesse et votre patriotisme, et je prie du fond de l'âme celui, entre les mains duquel sont toutes les nations de la terre, de guider vos conseils, afin de réserver à notre royaume un brillant avenir.

Et maintenant nous déclarons ouverte la session de l'Assemblée législative du royaume.

Adresse de la Chambre.

Nous accorderons notre attention la plus minutieuse à la question des lignes de steamers dans le Pacifique, ainsi qu'à celle de la communication à vapeur interinsulaire. Nous considérons l'établissement définitif de ces communications périodiques comme une source de richesse pour un pays qui doit devenir le point de relâche et de ravitaillement forcé des navires étrangers. Nous ne doutons pas qu'une somme suffisante ne soit allouée pour venir en aide à la navigation interinsulaire, persuadés qu'ainsi la Chambre aura facilité le transport des produits indigènes entre les différents ports hawaïens.

Le peuple de Votre Majesté est heureux d'apprendre que nos relations avec les puissances étrangères sont des plus satisfaisantes, et qu'un traité de commerce a été conclu avec la Russie, et il attend avec confiance la conclusion du traité de réciprocité négocié avec les États-Unis de l'Amérique.

Nous sommes heureux d'avoir à reconnaître le zèle avec lequel le comité d'immigration a exécuté les volontés de la précédente législature. Si les devoirs de ce comité continuent à être strictement accomplis, il est hors de doute que la prospérité de ce pays ne retire d'immenses avantages de l'introduction d'un nombre plus grand de labourers dans les plantations de cannes à sucre.

Nous partageons la sollicitude de Votre Majesté pour la santé du peuple, et nous prendrons en grande considération les mesures adoptées par le comité de santé; car de ses soins et de sa vigilance dépend la sûreté de la vie des sujets de Votre Majesté.

Quels que soient nos regrets de voir la mortalité, les épidémies des fièvres frapper la nation, nous n'en avons pas moins la plus grande confiance dans les administrateurs du comité de santé, et nous reconnaissons la nécessité d'augmenter les ressources de ce pays.

Nous sommes heureux d'apprendre que les lois ont été appliquées avec justice et impartialité. Nous nous félicitons d'apprendre également que l'éducation continue à être dirigée avec vigueur et succès.

Enfin, nous recevons pleine satisfaction de savoir que les finances du royaume se trouvent dans une situation de prospérité réelle.

Roumanie. — M. COSTAKI AUX PRÉFETS

Bucharest, le 2 mai, 1870.

M. le Préfet, les Corps législatifs ont été dissous aujourd'hui. Le pays est appelé à reprendre possession de lui-même par de nouvelles élections. En de telles circonstances, il est bien que vous vous pénétriez et de la gravité de la situation et de la mission que le gouvernement actuel a acceptée, lorsque S. A. le Prince régnant nous a appelés en ses conseils, après plusieurs autres tentatives infructueuses. Il était tout naturel qu'en acceptant l'honneur qui nous était fait, notre première préoccupation fût de nous enquerir de la vérité de la situation dont nous héritions et des difficultés que nous aurions à vaincre.

Vous savez, M. le Préfet, que dans une période de trois ans, les Corps législatifs ont été dissous deux fois. La Chambre élue en 1866 a été dissoute en 1867. La Chambre élue en 1868 a été dissoute en 1869, après treize mois d'exercice. Enfin, la Chambre élue en 1869 vient d'être dissoute par le gouvernement actuel.

Dans cette même période si courte, le Sénat a été également dissous trois fois.

La Chambre de 1868 a duré à peu près autant que le ministère sous lequel elle avait été formée. Sous ce ministère homogène et qui pouvait compter sur une majorité compacte, tous les projets présentés par le gouvernement ont passé sans difficulté. Il suffira de rappeler la concession des chemins de fer et la votation des budgets, même en bloc, ainsi que celle de tous les crédits demandés.

Malgré toutes ces apparences constitutionnelles, cette Chambre, aussi bien que celle de 1869, a été fortement soupçonnée au point de vue de l'indépendance de sa source.

Nous devons en outre constater que la dernière Chambre n'a jamais présenté cette homogénéité qui, seule, peut donner un gouvernement fort et compact; et la preuve, c'est qu'après que le ministère du 15 novembre 1868 eut subi diverses modifications, il dut cepen-

dant se retirer le 30 mars dernier, et la crise ministérielle, se prolongeant au-delà de toute prévision, ne prit fin qu'à l'avènement du cabinet actuel.

Durant cet intervalle, diverses combinaisons furent tentées, mais toujours en vain. Des membres du cabinet actuel tiennent avant tout à constater qu'ils n'ont contribué en aucune manière à la provocation de cette crise.

Ce n'est pas à nous qu'il convient et, en tout cas, ce ne serait point ici le lieu de discuter les actes législatifs de ces Assemblées. Le soupçon qui a constamment plané sur l'indépendance de leur origine a été, à notre avis, l'une des principales causes de la situation difficile qui a été créée par les résultats produits durant le cours de leur fonctionnement. De là, une altération de l'esprit public, une anarchie morale qui a ébranlé jusqu'en ses fondements notre organisme politique.

Lorsque, dans un pays, certains partis arrivent, grâce à un concours de circonstances particulières, à être représentés dans les Assemblées nationales en nombre supérieur à celui que leur donnerait leur force réelle, et que, d'un autre côté, les partis adverses ne peuvent arriver à obtenir la place qui leur est légitimement due, il se produit nécessairement un état de choses factice, lequel, en se prolongeant, devient un danger. Les uns prennent une charge disproportionnée à leurs forces, tandis que les autres se voient privés de la part qui leur revient de droit. Peu à peu la concordance entre les divers éléments disparaît et la discorde la remplace, là où cependant une harmonie parfaite serait la condition indispensable du progrès national.

Le gouvernement actuel pense qu'il ne saurait y avoir de meilleur remède à une telle situation qu'un appel franc et loyal adressé aux électeurs.

Les membres du présent cabinet ont soutenu à la tribune que les ministères doivent former les majorités législatives et que, du sein de celles-ci, doivent sortir les ministères. Le gouvernement actuel a résolu de traduire en actes cette doctrine. Quelle que pût être la valeur apparente d'une majorité soupçonnée d'avoir pour origine les complaisances gouvernementales, la force d'un gouvernement, né sous de tels auspices, ne serait qu'une chose éphémère et illusoire. Et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que le mécontentement du pays vis-à-vis des actes d'un pareil gouvernement, ces actes fussent-ils abrités derrière l'approbation de la majorité, tomberait en définitive sur le pouvoir exécutif.

Fidèles aux principes constitutionnels, nous voulons, au contraire,

dégager la responsabilité du pouvoir exécutif, ou plutôt nous voulons que cette responsabilité soit partagée par ceux qui représenteront la libre volonté des électeurs.

Par tout ce qui vient d'être dit vous comprenez, M. le Préfet, quelle doit être votre conduite dans les élections qui se préparent.

N'oubliez jamais que, quelle que puisse être la capacité d'un gouvernement, quelle que soit la pureté de ses intentions, toute ingérence de sa part, fût-elle inspirée par les meilleurs désirs, devient un mal, du moment où, poussé par une activité impuissante, il ne laisse pas au pays la faculté de s'associer de son propre mouvement aux vues qu'il lui inspire.

Toutefois, bien qu'une liberté complète doive être la forme de votre conduite, vous ne devez jamais permettre aux passions des partis violents d'exercer l'influence dont le Gouvernement s'abstient, influence qui, en définitive, tourne toujours au détriment de tous. Nous avons dans les mains la force pour maintenir l'ordre, pour défendre le citoyen paisible contre toute attaque. Nous ne souffrirons pas que la violence fasse pencher en sa faveur la balance où se pèsent les destinées de la nation. Nous ne tolérerons pas que l'intimidation transforme une minorité audacieuse en une majorité factice qui viendrait ensuite, sous l'apparence des formes constitutionnelles, imposer au pays un gouvernement sans racines dans l'opinion publique, ce qui nous conduirait fatalement de nouveau à une situation anormale.

Vous êtes invité, M. le Préfet, à répandre ces idées autour de vous.

En l'absence des Corps législatifs, il faut que le pays connaisse le programme d'administration du Gouvernement actuel. Ce programme se résume en deux mots : Moralité et Légalité.

Relativement à la situation financière, créée par le vote de budgets non équilibrés, le Gouvernement est décidé à introduire, dans leur application, l'esprit d'économie le plus sévère.

Dans la question des chemins de fer, qui préoccupe tant les esprits, le Gouvernement exécutera fidèlement les engagements contractés entre l'État et les concessionnaires, de manière à ce que le pays n'ait à souffrir aucun préjudice.

La nation peut être également assurée que le Gouvernement actuel fera tous ses efforts pour maintenir avec la Sublime-Porte et les Puissances garantes les meilleures relations. La Roumanie ne peut oublier la reconnaissance qu'elle doit surtout à celles de ces puissances qui ont pris l'initiative des transformations sociales et politiques dont nous jouissons.

En finissant, M. le Préfet, nous demandons votre sage concours

pour nous faciliter la mission que le Gouvernement a à cœur de remplir.

Recevez, etc.

Le président du Conseil des Ministres, ministre de l'intérieur,

Signé : EMMANUEL COSTAKI. Le ministre de la guerre,

Signé : GEORGE MANO. Le ministre des travaux publics,

Signé : G. CANTACUZÈNE. Le ministre des finances,

Signé : CONST. GRADISTIANO. Le ministre des affaires

étrangères, Signé : P.-P. CARP. Le ministre de la

justice, Signé : ALEX. LAHOVARY.

Luxembourg. — DISCOURS DU PRINCE HENRI POUR L'OUVERTURE
DE LA SESSION LÉGISLATIVE. LE 3 MAI 1870.

Messieurs, il m'est bien agréable de me rendre au milieu de vous pour vous entretenir des affaires du pays, dans un moment où nous pouvons, plus que dans d'autres temps, envisager l'avenir avec confiance.

J'aime à reconnaître que la situation politique que le traité du 11 mai 1867 (1) a faite au Grand-Duché n'a pas cessé de se consolider; aucun danger ne nous menace à l'extérieur; toutes les puissances nous témoignent de la bienveillance; la mise en vigueur des nouvelles institutions que vous avez votées a donné la preuve aussi que les Luxembourgeois étaient attachés à l'état des choses.

Le traité du 11 mai 1867, en consacrant l'indépendance du Grand-Duché, lui a imposé des obligations; le Gouvernement n'a rien négligé pour les remplir de la manière la plus loyale. Il a fait opérer des travaux de démolition qui ont complètement ouvert la ville de Luxembourg, partout où elle n'est pas défendue par sa position naturelle.

J'ai constaté avec une grande satisfaction, pendant les derniers séjours que j'ai faits dans le Grand-Duché, que l'industrie et le commerce se sont développés d'une manière remarquable, pas moins dans la ville de Luxembourg que dans d'autres parties du territoire, que de nouvelles fabrications s'introduisent, que d'importants établissements ne cessent pas d'être créés et appellent partout l'aisance. J'ai l'espoir que cette prospérité ne sera pas troublée par des mesures

(1) Voir *Archives* 1867, tome II, page 770.

de l'Union douanière qui menaceraient d'un danger sérieux la principale de nos industries.

Les chemins de fer, dont vous avez approuvé la concession pendant la session de 1868 à 1869, seront un grand bienfait pour quelques parties du territoire privées jusqu'à ce jour de ce moyen de communication. Je reconnais volontiers que la société concessionnaire n'a pas cessé de s'occuper activement de cette entreprise et qu'elle remplit ses engagements.

L'exploitation des chemins de fer de Guillaume-Luxembourg acquiert tous les jours une plus grande importance. Le trafic dépasse les espérances. Bientôt les recettes seront assez élevées pour que le remboursement de la subvention payée par l'État puisse être opéré.

Les sacrifices que l'État a supportés pour l'exécution des lignes du Guillaume-Luxembourg ont exigé que les charges des contribuables fussent augmentées. Quoique ces charges soient inférieures à celles d'autres pays, le Gouvernement tient à régler avec votre concours les dépenses publiques, de manière que de nouveaux impôts ne soient pas nécessaires. La situation financière continue, au surplus, à répondre aux prévisions, et ne fait appréhender aucune insuffisance de recettes pour couvrir les dépenses de l'exercice qui sera clos le 1^{er} octobre prochain, quoique la démolition de la forteresse ait exigé des avances que couvrira plus tard le prix des terrains domaniaux à vendre.

La question de la liquidation avec les Pays-Bas dont vous vous êtes occupés à diverses reprises, n'a pu, à mon grand regret, avoir de solution, malgré les efforts réitérés du Gouvernement luxembourgeois. Le Gouvernement des Pays-Bas a repoussé les diverses propositions d'arrangement qui lui ont été soumises. La correspondance échangée vous sera communiquée.

Messieurs, vous avez pendant les dernières sessions terminé d'importants travaux; vous ne continuez pas moins à avoir une tâche laborieuse à remplir; de nos jours l'activité qui règne dans la société fait naître constamment de nouveaux rapports et de nouveaux intérêts, dont le législateur doit se préoccuper. Votre dévouement à votre patrie vous fera examiner les propositions qui vous seront soumises, avec tout le soin qu'elles méritent.

Puisse la divine Providence éclairer vos travaux!

Au nom de S. M. le Roi Grand-Duc.

Je déclare ouverte votre session ordinaire de la Chambre des Députés.

**Brésil. — DISCOURS DE L'EMPEREUR POUR L'OUVERTURE DES
CHAMBRES, LE 6 MAI 1870.**

Augustes et très-dignes représentants de la nation.

Animé de la joie la plus vive en me trouvant au milieu de la représentation nationale, je rends grâce au Tout-Puissant et je me félicite avec vous de l'heureuse et glorieuse conclusion de la guerre que nous avons soutenue pendant cinq ans, toujours avec honneur pour nos armées, contre l'ex-président de la république du Paraguay. Nous avons vu se réaliser l'espoir fondé que j'avais manifesté lors de la dernière session législative, de voir nos braves soldats conduits à la victoire définitive, sous les ordres de mon bien-aimé et estimé gendre le maréchal de l'armée, comte d'Eu.

La confiance que j'ai placée dans la fermeté et le patriotisme des Brésiliens a été amplement justifiée, et l'histoire attestera, en même temps, que la génération actuelle s'est montrée constante et inébranlable dans la pensée unanime de venger l'honneur du Brésil.

La joie de la population entière de l'empire à raison des glorieux événements qui ont mis un terme à de semblables sacrifices, l'enthousiasme avec lequel ont démontré leur reconnaissance les volontaires de la patrie, les gardes nationaux, l'armée et la marine sont l'hommage bien dû à l'héroïsme et la récompense méritée du dévouement qu'ils ont manifesté pour la cause nationale.

La première et loyale coopération de nombreux alliés a contribué puissamment aux résultats obtenus dans la longue et opiniâtre lutte que nous avons soutenue. Si le Brésil déplore la perte d'un grand nombre de ses courageux fils, il lui reste la mémoire des faits par eux accomplis, de leurs nobles exemples de civisme et de désintéressement.

Le Gouvernement travaille à réaliser avec la République du Paraguay, d'accord avec le traité d'alliance du 1^{er} mai 1865 ¹ et les protocoles annexés, les stipulations nécessaires pour nous assurer la permanence et les avantages de la paix.

La tranquillité publique est toujours inaltérable. Nous entretenons avec toutes les puissances des relations de la plus parfaite amitié.

L'accroissement progressif des recettes publiques, preuve évidente de la valeur des forces productives du Brésil, permet au Gouvernement de présenter un projet de budget dans lequel les dépenses n'excèdent pas les ressources ordinaires du trésor.

Le développement matériel et moral de l'Empire dépend essentiellement de la diffusion de l'instruction de toutes les classes de la

1. Voir Archives, 1868, tome IV, page 1,692.

société, de la facilité des communications, du secours des bras libres donné à l'agriculture, source principale de notre richesse.

J'ai la confiance que vous accorderez une attention soutenue aux questions et aussi à la réforme électorale, à l'amélioration de l'administration de la justice, à l'organisation municipale et de la garde nationale, à l'adoption des moyens pour mener à effet le recensement de toute la population de l'Empire, à la loi du recrutement et au code pénal de procédure militaire.

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

Si votre coopération dévouée et patriotique a donné au Gouvernement les ressources extraordinaires qu'exigeait la guerre, vos lumières et l'amour de la patrie donneront une vigoureuse impulsion à toutes les améliorations que nous promet une nouvelle ère de paix.

La session est ouverte.

**Allemagne du Nord. — DISCOURS DU ROI DE PRUSSE POUR
LA CLOTURE DU PARLEMENT DOUANIER, LE 7 MAI 1870.**

Honorés membres du Parlement douanier allemand,

Lorsqu'à l'ouverture de la première session de la période législative dont je prononce aujourd'hui la clôture, je vous ai souhaité la bienvenue, j'ai exprimé la conviction que, sans perdre de vue un seul instant l'intérêt commun de l'Allemagne, vous sauriez sauvegarder en même temps les intérêts particuliers. La session courte, mais importante, qui arrive aujourd'hui à son terme a justifié cette conviction.

La révision des tarifs douaniers du Zollverein, qui formait le point capital de votre tâche, touchait à de nombreux et graves intérêts. Conséquemment, elle était destinée à provoquer une vive lutte d'opinions et des discussions animées. Vous avez réussi à donner à ce débat une conclusion qui maintient les grands points de vue qui ont guidé les Gouvernements confédérés, et qui concilie les intérêts opposés.

Vous devez ce résultat à l'esprit national qui a fait que des vœux devenus chers à tous et des appréhensions vivement ressenties se sont effacés devant cette considération reconnue par vous, que sans un sacrifice consenti de part et d'autre, il n'est pas possible de réaliser l'achèvement de l'œuvre que vous avez devant vous, achèvement commandé par l'intérêt de notre temps.

De leur côté, les Gouvernements confédérés, animés du même esprit, vous ont offert leur concours, et c'est ainsi que, grâce à des efforts

sérieux et unanimes, nous avons réussi à instituer une réforme que les délibérations de trois sessions avaient mûrie.

Cette réforme, en simplifiant les tarifs et en facilitant dans une large mesure l'acquisition des objets de consommation directe, ainsi que des matières premières pour le travail et l'industrie, ouvre à la production une nouvelle voie, assure aux relations commerciales un essor plus considérable, et promet à la prospérité des États compris dans le Zollverein un développement croissant, tout en sauvegardant, par une légère augmentation des droits qui pèsent sur un objet de consommation, les bases financières du système de tarifs.

Les traités de commerce conclus avec les États-Unis du Mexique et avec le royaume des îles Hawaï ont obtenu votre approbation unanime,

J'ai la confiance que la garantie obtenue par ces traités en faveur des droits du commerce allemand, de la navigation allemande et des nationaux allemands qui résident dans ces contrées lointaines n'encouragera pas seulement les relations économiques avec ces contrées, mais qu'elle sera un gage de l'attachement de ceux de nos compatriotes qui vivent loin de la patrie commune,

Dans le cours de la période de trois ans que vous achevez aujourd'hui vous avez, honorés Messieurs, en coopération avec les Gouvernements alliés, donné une base à l'extension du Zollverein, réglé les relations du Zollverein avec deux États voisins qui se rattachent à lui par la parenté de race et avec d'autres pays importants au point de vue de son commerce, organisé l'impôt de deux produits indigènes importants, et remanié dans toutes ses parties la législation concernant les relations commerciales avec l'étranger.

Une partie des fruits bienfaisants de votre activité sont déjà sous nos yeux, et l'on peut compter avec certitude sur les autres.

La reconnaissance du peuple allemand, à la prospérité duquel vous vous êtes consacrés, ne vous manquera point.

En conséquence, je vous dis adieu, dans l'espoir et dans la conviction que les prochaines réunions du Parlement douanier serviront puissamment encore les intérêts de notre patrie commune.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AUX MISSIONS IMPÉRIALES ET ROYALES A PARIS, LONDRES, BERLIN, SAINT-PÉTERSBOURG ET FLORENCE.

(Vienne le 41 mai 1870.)

Depuis quelque temps déjà, nous voyons circuler dans les feuilles publiques des bruits alarmants sur la situation intérieure des Princi-

pautés-Unies de Moldavie et de Valachie. L'état de ces contrées est dépeint sous des couleurs qui, si elles n'étaient point exagérées, attesteraient un malaise profond et présageraient des événements graves. Les crises ministérielles qui se succèdent rapidement et d'autres indices de difficultés intérieures sont malheureusement de nature à donner quelque consistance aux nouvelles inquiétantes qu'on répand. Les renseignements directs que nous sommes à même de puiser à des sources dignes de foi nous signalent également une recrudescence des embarras contre lesquels le Prince Charles a déjà eu souvent à lutter, en travaillant consciencieusement à fonder un état de choses offrant toutes les garanties désirables d'ordre et de stabilité.

L'Empire austro-hongrois voue l'intérêt le plus sincère et le plus amical à ces contrées voisines, avec lesquelles il entretient d'utiles et nombreuses relations. Bien que les rapports avec les deux Gouvernements n'aient pas toujours été aussi satisfaisants que nous l'eussions souhaité, nous n'en avons pas moins donné aux Principautés-Unies des témoignages fréquents d'une sollicitude bienveillante.

Nous n'avons jamais cessé de voir avec plaisir et de favoriser, autant que cela dépendait de nous, les progrès que faisait ce pays dans le développement de sa prospérité matérielle et d'une autonomie compatible avec les conditions de son existence politique. Nos sympathies n'ont fait que s'accroître depuis qu'un Prince issu d'une des principales familles régnantes de l'Europe a entrepris la tâche de présider à une œuvre de régénération si digne des encouragements du monde civilisé.

Tels étant nos sentiments à l'égard des Principautés-Unies, nous devons observer avec un soin particulier les faits qui s'y déroulent et les nouvelles dont je parle plus haut ont dû, naturellement, réclamer notre plus sérieuse attention.

Un examen impartial et approfondi de la situation nous permet, cependant, de ne point partager les appréciations pessimistes qui surgissent de différents côtés. Nous reconnaissons assurément qu'il y a lieu de se préoccuper des symptômes d'agitation qui se manifestent dans les Principautés. On peut bien en inférer que les institutions du pays n'ont pas encore acquis un degré suffisant de consolidation et qu'elles ne sont pas à l'abri de toute menace. Mais ce mal n'est point sans remède et ne doit pas faire désespérer de l'avenir. Il s'explique aisément par la transformation rapide qu'ont subie les Principautés dans le cours des dernières années. Si leur organisation contient des imperfections, si ces imperfections constituent une cause de faiblesse, il n'y a rien là qui doive surprendre. Ce n'est qu'une conséquence naturelle et inévitable des changements radicaux qui ont été

opérés dans la situation du pays et qui, bien qu'accomplis avec une précipitation parfois excessive, sont capables, néanmoins, de le mener à un avenir prospère.

Ce qui dans l'état actuel des Principautés pourrait présenter un danger réel, ce serait si leur développement progressif venait à être entravé par des influences étrangères qui voudraient s'interposer au milieu de commotions momentanées.

Aussi longtemps que les Roumains seront seuls en présence des Roumains, que les luttes de partis et d'opinions seront circonscrites dans le champ étroit des questions locales, nous ne croyons pas que les agitations politiques prennent des proportions fatales pour les destinées du pays et dangereuses pour le maintien de la paix générale. Même si des troubles venaient à éclater dans ces conditions, ils ne seraient guère que des accidents passagers, pouvant bien imprimer un temps d'arrêt à la marche ascendante des progrès intérieurs, mais n'ayant pas une portée considérable et n'exerçant pas à l'extérieur une action puissante.

Il n'en serait assurément pas de même, si une intervention du dehors venait apporter aux agitations intérieures des éléments étrangers qui les compliqueraient et les envenimeraient. Dans ce cas, il est certain que de graves périls seraient à redouter; mais ce qui nous rassure aujourd'hui, c'est que précisément cette éventualité — la seule qui soit vraiment à craindre au point de vue de la tranquillité publique — se trouve écartée par la sage prévoyance des Puissances. Les stipulations du traité de 1856 opposent une barrière efficace à toute tentative d'ingérence étrangère isolée : tant qu'elles resteront en vigueur, nous pouvons contempler sans trop d'appréhension ce qui se passe dans les Principautés et n'y voir que des crises passagères telles qu'en traverse tout pays dans son acheminement vers une organisation définitive.

En conséquence, nous regardons aujourd'hui plus que jamais les dispositions qui interdisent à toute Puissance d'intervenir isolément dans les affaires intérieures des Principautés, comme la sauvegarde la plus utile aussi bien pour ces contrées elles-mêmes que pour le repos de leurs voisins. Pénétrés de cette conviction, nous sentons vivement l'urgence de respecter scrupuleusement, en ce qui nous concerne, les clauses du traité de Paris qui protègent les Principautés et nous sommes persuadés que tous les autres Cabinets, comprenant comme nous les grands intérêts qui se rattachent à cette question, partagent notre sentiment et sont décidés à agir de même. Si les Puissances restent fidèles à ces principes et laissent ainsi les Principautés régler en liberté, dans les limites des traités, les conditions de leur existence politi-

que, nous avons le ferme espoir que ce pays parviendra à triompher de ses embarras actuels et qu'il ne se rendra pas indigne des sympathies constantes qu'il a rencontrées en Europe.

Nous continuerons dans tous les cas à observer avec attention la marche des événements dans les Principautés. Nous serons toujours prêts à joindre nos conseils amicaux à ceux des autres Cabinets pour éclairer les Roumains sur leurs véritables intérêts et les engager à respecter, ainsi que nous, les traités qui sont la meilleure garantie de cette autonomie si précieuse à leurs yeux.

En retraçant de la sorte les observations qui sont suggérées par les nouvelles récentes des Principautés et en indiquant la ligne de conduite que nous nous proposons d'adopter, nous espérons que nos idées rencontreront l'assentiment des Cabinets intéressés, au même titre que nous, au maintien de la paix générale et à la prospérité d'un pays placé par les traités sous leur protection particulière.

Veuillez vous énoncer dans le sens de ces indications et nous informer si elles ont trouvé auprès du Gouvernement . . . un accueil conforme à vos vœux.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

(Vienne, le 12 mai 1870).

J'ai été bien aise d'apprendre, par le rapport ci-joint de l'Envoyé de Saint-Petersbourg, que les instructions adressées aux délégués qui représenteront la Sublime Porte dans la Commission des Brdos ont rencontré l'assentiment du Prince Gortschakoff.

L'accord qui s'est généralement manifesté jusqu'ici dans les vues des Cabinets au sujet de cette question donne lieu d'espérer que la marche des travaux de la Commission n'éprouvera pas de trop grandes difficultés et qu'ils amèneront un résultat dont les amis de la paix devront se féliciter.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE WIMPFEN
AU COMTE DE BEUST

Berlin, le 14 mai 1870.

J'ai cru pouvoir donner confidentiellement connaissance à M. de Thile de la dépêche que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser en

date du 11 courant sur la situation intérieure des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

M. le Sous-Secrétaire d'État me remercia beaucoup de cette intéressante communication qui lui causa la plus vive satisfaction. Il abonda dans le sens des observations de V. Ex. et, partageant en tout point votre manière de voir, il est surtout du même avis que Vous, que toute intervention étrangère isolée constituerait les plus graves périls pour la tranquillité du pays et pour le maintien de la paix générale.

M. de Thile m'assura que son cabinet n'avait jamais manqué de faire parvenir au Prince Charles des conseils de sagesse et de modération, en lui recommandant surtout le maintien de l'ordre à l'intérieur et l'observation de ses devoirs envers la Porte.

En me parlant ainsi, M. de Thile me dit le faire en connaissance parfaite des opinions et des intentions du Roi et du comte de Bismarck à l'égard des Principautés, et l'entretien se termina par l'assurance réitérée de sa part d'une conformité entière entre ses vues et celles développées dans la dépêche de V. Ex.

Agréé, etc.

Signé : WIMPFEN.

**Suède. — DISCOURS DU ROI POUR LA CLOTURE DES CHAMBRES
SUÉDOISES LE 14 MAI 1870**

Messieurs, la session qui se termine aujourd'hui ne marquera pas dans l'histoire parmi celles qui ont vu s'accomplir de grandes réformes dans la Constitution ou dans la législation du pays. Pour la solution de plusieurs questions qui ont été soulevées pendant cette session, mais au sujet desquelles l'opinion ne s'est pas encore fixée, on réclame une énergique initiative de la part du gouvernement. Je ne négligerai rien qui puisse contribuer au perfectionnement de nos institutions.

Les modifications introduites dans les stipulations de la loi fondamentale sur les droits des personnes qui n'appartiennent pas à l'Église de l'État, fournissent une preuve irrécusable de la tolérance dont la nation suédoise est depuis longtemps pénétrée.

Le budget a été établi en équilibre sans aucune augmentation d'impôt. Ce résultat a été obtenu au moyen de retranchements sur les allocations demandées et grâce aux épargnes existantes. L'avenir prouvera si les revenus de l'État atteindront réellement les chiffres auxquels vous les avez évalués. Actuellement nous pouvons envisager les jours à venir avec confiance. L'esprit d'entreprise se réveille et il est permis d'espérer que la providence bénira les efforts du cultiva-

teur en accordant à notre pays une récolte aussi abondante que celle de l'année dernière.

Dans l'espoir qu'il nous sera donné de nous réunir de nouveau sous d'heureux auspices pour travailler ensemble à la consolidation des institutions qui garantissent la sécurité de la patrie et au développement de son bien-être, je déclare close la session actuelle, en vous renouvelant, messieurs, les assurances de mon affection et de ma bienveillance.

Confédération Argentine. — MESSAGE DU PRÉSIDENT AU CONGRÈS NATIONAL, LE 45 MAI 1870.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Députés. La fin de la guerre à laquelle le tyran du Paraguay nous avait condamnés, est le plus grand événement historique que l'Amérique ait offert à l'attention universelle depuis une année. Le monde était surpris de la durée de cette lutte et l'on ignore encore, car le bon sens refuse de le croire, combien la barbarie, et combien l'obstination de la part d'un ennemi déjà vaincu, ont contribué à la prolonger.

Le Paraguay aujourd'hui ouvert aux influences de la civilisation et au contact de tous les peuples, commence à se donner des institutions républicaines, et il réparera bien promptement les ravages de la guerre et de la tyrannie héréditaire qui pesaient sur lui. La paix est rétablie par la victoire des armes alliées, et, avant peu, le domaine de l'histoire s'emparera de tous les faits relatifs à cette guerre véritablement extraordinaire, en laissant seulement subsister nos vœux constants pour l'indépendance, la prospérité et la liberté d'un peuple si malheureux.

L'année administrative dont je dois vous rendre compte avant d'ouvrir vos sessions législatives, aurait été la plus prospère et la plus tranquille, dont ait joui la République, si un crime odieux et la révolte armée de son auteur n'eussent projeté il y a peu de jours, leur ombre sinistre sur le tableau flatteur que je devais vous présenter, mais cette ombre s'effacera, et dissipée par le sentiment du devoir dont sont animés nos concitoyens, ou par les forces de la nation, il restera comme conquêtes accomplies ou comme promesses certaines pour l'avenir les progrès que je vais vous exposer sous leurs traits principaux, et que les ministres détailleront dans leurs mémoires.

Relations extérieures. — La cote des Bons Argentins à la Bourse de Londres donne la mesure du crédit qu'a atteint la République en

Europe, en ce qui touche ses ressources et sa volonté pour remplir ses engagements financiers ; mais il existe pour les peuples un crédit moral qui ne se cote pas sur les marchés, et ce crédit, la République en jouit au plus haut degré, favorisée par l'opinion du monde civilisé qui suit, avec une attention bienveillante, nos progrès, qu'elle considère comme rapides, en nous regardant déjà comme délivrés des excès auxquels nous paraissions condamnés.

La cordialité de nos relations avec les gouvernements des nations diverses s'inspire de ce jugement favorable, et montre le désir dont elles sont animées, de ne point gêner, mais au contraire de seconder le gouvernement argentin dans sa noble tâche de développer les précieuses ressources du pays.

Des traités ont été conclus avec quelques nations et sont en négociation avec d'autres, et l'échange a eu lieu pour la plupart de ceux qui ont été sanctionnés par le Congrès durant la dernière période législative.

La plus parfaite harmonie a régné entre les puissances alliées pendant la guerre engagée contre le tyran du Paraguay, et elle est demeurée inaltérable après la victoire.

Les plénipotentiaires des trois nations s'occupent d'un plein accord à régler les conditions de la paix avec le gouvernement actuel du Paraguay, en attendant que l'autorité permanente se constitue et qu'on négocie avec elle les traités définitifs qui se trouvent indiqués dans celui du 1^{er} mai 1863.

Intérieur. — La providence a répandu cette année d'une main prodigieuse ses faveurs sur notre pays, accordant le triomphe à nos armées, fertilisant les campagnes par des pluies abondantes, remplissant nos ports de navires chargés à notre profit des produits de l'industrie humaine, et inspirant aux populations et à ceux qui les régissent le désir de continuer à mériter cette visible protection par la pratique de la justice, le respect des lois et l'assiduité dans le travail qui féconde et rend applicables les dons de la nature.

La tranquillité publique qui avait régné dans tout le pays, pendant l'année a été troublée récemment ; mais la situation que la République a conquise conduit à croire qu'elle ne sera pas altérée à l'avenir, une fois que nous aurons vaincu la criminelle révolte qui a donné la mort au Gouverneur d'Entre-Rios pour s'élever à sa place.

Viabilité. — *Chemins de fer.* — La république argentine est restée longtemps en arrière des autres nations Américaines pour l'adoption du pays à la rapide circulation des objets et des personnes. Les administrations passées et l'administration présente ont beaucoup fait pour compenser ce désavantage.

Avec les chemins de fer de la province de Buenos-Ayres, qui initièrent le mouvement, avec le chemin de Cordoba qui se trouve terminé, ceux de l'Uruguay et du Rio, quarto concédés et de celui de Tucuman à l'étude, nous avons déjà un système acceptable de voies de communication.

Il est digne de remarque que les chemins de fer établis dans la République Argentine sont plus productifs que ceux des autres nations, fait qui démontre la richesse de notre pays et qui, une fois bien connu, encouragera les capitaux à venir s'employer à des constructions nouvelles.

458 milles de chemins de fer ouverts au service public, 60 en construction, 210 en contrat et 400 en projet forment notre total de chemins de fer.

Le sifflet de la locomotive s'est déjà fait entendre aux portes de Cordoba pour aviser cette riche province, qu'est venue pour elle l'heure de suivre le mouvement qui emporte aujourd'hui le monde civilisé.

Le ministère de l'Intérieur représentera le Gouvernement pour l'acte de son inauguration solennelle.

Ce chemin de fer est un véritable monument d'honneur pour la République.

Entrepris dans des jours pleins d'incertitude, il fut continué depuis lors au moyen de sacrifices pour nous montrer que nous avons la puissance et les ressources nécessaires pour exécuter les plus grands travaux toutes les fois que nous déployons la persévérance indispensable pour surmonter les difficultés présentes.

Tous ont bien mérité de cette œuvre : le Gouvernement qui l'a décrétée ; l'entrepreneur qui l'a menée à terme et le pays qui a su accepter sans protestation ses coûteuses dépenses jusqu'à ce qu'il l'ait vue réalisée.

Télégraphes. — Nous avons déjà, fonctionnant sur le territoire de la République Argentine, 836 milles télégraphiques, et il en est actuellement plus de 1,000 en construction.

Le câble à travers le Parana sera tendu dans quelques jours.

Il est question d'unir une extrémité de nos lignes aux lignes du Brésil afin de les mettre en contact avec le câble sous-marin qui se construit en Europe et qui liera entre eux les deux mondes.

Ponts. — Un pont a été jeté sur le Desaguadero. Des contrats ont été passés pour d'autres en fer et en bois dont le délai n'excèdera point une année, pour le Rio, Primo à Córdoba, le *Carcaranal* à Santa-Fé, le *Saladillo* à Santiago, et quelques autres sont à l'étude.

Trois môles en fer se contruisent en outre dans la Province d'Entre-Rios pour faciliter l'accès de différents Ports.

Routes. — Cet objet de l'administration publique a principalement fixé l'attention du Gouvernement croyant ainsi pourvoir à la première nécessité du pays.

Le ministre Argentin au Chili et le gouvernement de San Juan se sont empressés de signaler comme un événement important l'entreprise hardie réalisée avec succès par M. Indalecio Castro, de traverser les Andes avec un train de trente charettes, qui a été suivi peu après par un autre de huit voitures.

Il est agréable au Gouvernement d'avoir à féliciter l'audacieux voyageur pour cette découverte et de recommander au Congrès de lui accorder une gratification pour montrer que la nation ne demeure pas indifférente à de tels résultats.

La communication par le moyen de véhicules entre le Chili et la République Argentine se trouve ainsi aplanie d'une manière inespérée; ajoutons qu'on a construit de Gualilan à San Juan un prolongement de route et un autre à la Rioja qui pourront être coordonnés avec cette voie internationale dont la sécurité se trouve garantie à l'avance par les cahutes déjà construites sur la Cordillère Centrale.

La première section de la Route de Cordoba à San Juan qui doit traverser la montagne a été ouverte à la circulation et les travaux se continuent. Une autre branche de Eucumán à Salta, de Salta à la Quebrada del Toro, une autre de la Rioja à Famatina, une autre de la Rioja à San Juan sont également en voie de construction et enfin on a achevé celle de Zapate dans la Province de Catamarca; les gouvernements provinciaux ayant été d'ailleurs autorisés à les compléter ou à en ouvrir de nouvelles.

La Communication fluviale est suffisamment alimentée par les lignes de bateaux à vapeur qui se sont établies entre les différents ports de nos rivières, pour qu'il ne soit pas nécessaire que le Gouvernement les subventionne, à l'exception de deux qui exécutent leurs voyages entre des points peu importants.

Nos communications extérieures sont très-fréquentes, grâce aux nombreuses lignes de vapeurs établies sur les divers points de l'Europe, et il est seulement regrettable que la subvention accordée pour la prolongation de la ligne des Etats-Unis à Rio Janeiro reste jusqu'aujourd'hui sans application.

Parmi les grands progrès réalisés cette année doivent compter diverses lignes de vapeurs destinées au transport des immigrants, qui rendront facile et illimité l'accroissement de cet élément de richesse et de population.

Mines. — Les ramifications orientales des Andes et les Montagnes séparées qui accidentent la physionomie du territoire de la République sont coupées par des veines métallifères ou qui contiennent des dépôts précieux de matières applicables à l'industrie. Cordoba, San Luïo, Mendoza, San Juan, Rioja et Catamarca possèdent les éléments de richesses encore inexploitées par défaut de capital ou d'intelligence.

Quelques Compagnies Européennes ont commencé l'exploitation des mines, et on en espère des résultats importants.

Le Gouvernement a réuni et publié les faits relatifs, et il se propose d'utiliser la science des hommes compétents pour faire étudier le sol argentin en ce qui touche la formation, ses produits minéraux et son appropriation à l'agriculture; des contrats ont été passés pour l'ouverture de chemins aux gîtes miniers de Catamarca, Rioja et Gualilan à San Juan, afin d'obvier à la difficulté du transport des minerais et des machines nécessaires à leur élaboration.

J'ai la satisfaction d'ajouter qu'on a constaté sur plusieurs points des indices de l'existence de charbon de terre, bien qu'on n'ait point encore de faits suffisants pour juger de son importance industrielle.

Ainsi, avec les plus riches pâturages du monde, un commerce dont le rapide essor étonne l'économiste européen, d'abondantes moissons à la surface du sol et des métaux précieux dans ses profondeurs, il nous reste seulement à développer l'attitude des populations, à profiter de si nombreux dons, et à maintenir la tranquillité pour assurer à chacun le fruit d'honnêtes labeurs.

Émigration. — 40,000 émigrants venus l'an dernier ont trouvé une occupation lucrative, dès qu'ils ont eu mis le pied sur nos plages.

Deux courants puissants, stables et croissants se sont établis d'Europe en Amérique; celui qui, du Nord se dirige de préférence aux États-Unis, et celui qui, du Midi vient au Rio de la Plata.

L'immigration est donc un fait capital de nos temps qui exige que les lois agraires, celles de l'éducation et de la naturalisation s'adoptent à ses nécessités et favorisent son incorporation dans la Société dont elle vient faire partie.

Un avis peu médité du Gouvernement Anglais, dénonçant l'insécurité que rencontrent les émigrants dans ce Pays, aurait produit en Europe les plus fâcheuses impressions si les chaleureuses protestations de ceux qui connaissent la vérité des faits n'eussent au contraire excité le plus vif intérêt dans l'opinion en lui faisant apprécier les avantages supérieurs que ce pays, grâce à son climat, à la fertilité de son sol et à sa plus grande proximité de l'Europe offre à l'émigration, sur toutes les autres régions du globe.

C'est dans ce moment qu'est heureusement arrivée en Europe la

relation de la visite que j'ai faite, avec votre assentiment, aux Provinces où se sont établis avec un heureux succès les émigrants, et le témoignage qu'ils ont eux-mêmes rendu du bien-être acquis par eux en peu de temps et avec peu de travail sera la plus éloquente réfutation d'assertions si injustes.

Je m'empresse d'ajouter que j'ai été informé, que le Gouvernement Anglais a donné ordre ultérieurement qu'on retirât cet avis.

Tous les établissements d'immigrants prospèrent dans l'Entre Rios, Santa-Fé, Cordoba et Buenos-Ayres, permettant de transformer la Pampa immense en un verger parsemé de populations actives et heureuses, si les lois hâtent et facilitent cette transformation.

Le Gouvernement reçoit fréquemment des propositions pour activer l'essor de l'immigration agricole, et ses agents en Europe répandent avec intelligence des données statistiques sur les avantages que notre sol présente, afin que la connaissance de ces avantages encourage les milliers d'hommes qui portent la vue sur le monde, en cherchant une patrie nouvelle pour améliorer leur condition.

Le Cens. — On a procédé au 1^{er} recensement de la République Argentine : il a donné pour chiffre, total 1.736.701 habitants.

Il m'est agréable d'annoncer que cette opération différée pendant tant d'années, s'est effectuée cette fois avec une plus grande perfection que celle obtenue par d'autres États dans leurs premiers essais. Les fonctionnaires chargés du recensement, les gouverneurs des provinces et les habitants en général ont concouru à ce bon résultat de telle sorte que tout se réunit pour faire croire qu'à très-peu de chose près les chiffres sont exacts.

Les résultats généraux ont été publiés déjà par le directeur du Cens, qui a montré compétence et activité dans l'accomplissement de sa mission.

Exposition de Cordoba. — Comme un inventaire visible de notre industrie, de notre production et comme specimen des instruments, machines et produits que les autres nations peuvent nous fournir, l'exposition de Cordoba prendra une place prééminente dans le développement de notre richesse nationale.

Tous ces travaux marchent activement et les objets demandés en Europe et aux États-Unis pour la construction du palais sont en route. Les populations, en même temps, commencent à s'intéresser vivement au bon succès de l'exposition et l'opinion en Europe et dans les États Américains l'a accueillie avec une sympathie remarquable. Espérons donc que cette mesure sera féconde en heureux résultats.

Je remplis un devoir de justice en recommandant à votre considé-

ration les laborieux services de la commission directrice et ceux de son digne Président d'Eduardo Olivera.

Finances. — La guerre civile des États Unis produisit dans le monde une grave perturbation, pour la consommation des matières textiles. La pénurie de coton qui s'en suivit rendit nécessaire une plus forte production de laines pour la remplacer et la République Argentine remplit le vide en augmentant avec rapidité la production de cette matière. Le conflit ayant cessé et l'abondance du coton étant rétablie, les laines ont souffert jusqu'à l'année dernière, où grâce à leur finesse, à leur bon marché et au procédé chimique à l'aide duquel on a remédié au défaut accidentel de la *Carretilla*, les laines argentines se sont assurées une consommation permanente dans les fabriques et dans l'usage des nations industrielles, et en nous donnant comme producteurs de laines le 1^{er} rang qu'occupent les États-Unis comme producteurs de coton.

L'exportation de cet important article en 1869 par la douane de Buenos-Ayres a été de 140 millions de livres, dépassant ainsi de 6 millions celle de 1868. Il faut ajouter à ces valeurs, 100 millions de livres de peaux de mouton pour apprécier, dans toute son étendue, le développement de cette industrie, nonobstant la notable décadence du prix de ses produits.

Les autres branches agronomiques ont continué leur progression croissante durant l'année parcourue.

Aux fertiles résultats de l'industrie que nous pouvons appeler primordiale, se sont ajoutés cette année ceux des céréales, dont l'abondante récolte semble devoir satisfaire, pour la première fois aux nécessités de la consommation, tout en promettant par leur rapide développement un précieux article à l'exportation.

La même aptitude, qu'a manifestée la population pour améliorer les laines et pour les accroître de manière à répondre aux nécessités de la consommation universelle, se montre dans l'agriculture, dont les premiers essais se font avec le secours de machines et d'instruments plus perfectionnés.

Six provinces se sont consacrées à la culture des céréales et les populations rurales, dont j'ai visité trois groupes, offrent un spectacle de bien-être facilement obtenu, comme le présentent seulement les États-Unis. Il m'est agréable de consigner ici qu'un agriculteur qui est assis dans ces chambres ayant semé onze fanègues de blé, en a récolté 800.

Rentes. — A une plus forte production de notre industrie et à l'accroissement de nos exportations ont répondu, comme cela était natu-

rel, une exportation plus considérable des produits des autres nations du monde et un plus grand essor du commerce extérieur.

Le chiffre des rentes nationales s'est élevé en 1869 à la somme de 12 millions 676,680 piastres fortes offrant sur celles de 1868 une augmentation de 180, 553 piastres.

Sans la baisse des tarifs et des droits de douane sur les articles de grande consommation, cette augmentation aurait été beaucoup plus forte encore et dans la même progression croissante que la rente avait affectée depuis 1863.

Pendant le 1^{er} trimestre de la présente année, la rente a produit 4,012,651, piastres fortes, offrant sur celle de l'année dernière dans la même période une amélioration de 1,135,426 piastres fortes. Et ce résultat si satisfaisant ayant été obtenu malgré le même abaissement de droits de douane, il est permis sans nul doute d'attendre qu'une amélioration proportionnelle sera obtenue pendant les autres trimestres, nos produits étant demandés et le pays augmentant et multipliant chaque année ses moyens de production.

Une plus grande régularité dans les procédés administratifs de la douane, la repression de la contrebande et l'examen et la révision de comptes des années antérieures, où il n'est pas rare de découvrir des sommes importantes dues à l'Etat et non recupérées par le trésor, ont aussi dû contribuer à cette augmentation.

Crédit public. — Avec une perspective aussi encourageante nous pouvons être assurés que votre crédit non-seulement se maintiendra comme aujourd'hui au niveau des premières nations, mais encore qu'il continuera à présenter une progression croissante.

Le Gouvernement a négocié avec la Banque de Buenos-Ayres le crédit de deux millions autorisé par la loi du 6 octobre 1868. Avec une partie de cet emprunt et de celui contracté avec le même établissement à la fin de la dernière année, avec les rentes ordinaires et les escomptes du trésor, non-seulement il a pu faire face aux frais du budget et des lois spéciales, mais encore couvrir les charges pesantes de la guerre du Paraguay, y compris le solde des troupes à mesure qu'elles regagnaient leurs foyers, après avoir heureusement terminé cette campagne.

Pour satisfaire à ces nécessités accablantes, le Congrès a voté l'emprunt de six millions de piastres fortes en fonds publics, négociables à 70 %, mais le prix auquel ces titres de rente ont été cotés sur la place, a été inférieur à celui que la loi avait fixé pour leur vente. Le Gouvernement a cru devoir se priver de cette ressource plutôt que de manquer à la déclaration qu'il avait faite aux honorables assemblées de ne point les donner en paiement de dettes.

Diverses propositions sont venues d'Europe pour les négocier et l'on a l'espérance fondée que leur émission s'effectuera sans dépréciation.

Justice. — La justice nationale s'implante dans les habitudes du pays et un nombre toujours croissant d'affaires est soumis et résolu par ses tribunaux.

Je ne saurais passer sous silence la perte douloureuse que la Cour suprême vient d'éprouver par la mort de son premier et illustre président. Le Gouvernement s'est empressé d'honorer dignement sa mémoire.

Je veux profiter de cette occasion pour indiquer à mes concitoyens, comme une nécessité impérieuse dans l'état actuel de la République, que la justice criminelle appliquée au régime intérieur des provinces soit plus rapide, plus énergique et d'une efficace application.

L'impunité des délits amène la dissolution de s liens sociaux, et ne nous montre pas sous un aspect favorable à l'étranger, auquel nous devons offrir, comme première condition la sécurité.

Instruction publique. — L'entreprise glorieuse de notre époque est la diffusion dans la masse entière des habitants d'un certain degré d'instruction, parce que nul ne peut s'ouvrir sans elle honorablement accès à la participation des avantages sociaux et prendre sa part du gouvernement de tous pour tous. Il n'existe de République qu'à cette condition et le mot *démocratie* est une dérision là où le gouvernement où cette démocratie se fonde, hésite ou néglige de former des citoyens moraux et intelligents.

Le gouvernement a reçu et accepté les propositions de l'Angleterre, de l'Italie, de Venezuela et du Chili, pour échanger mutuellement les documents qui témoignent des efforts faits pour réaliser une œuvre si féconde en résultats.

J'ajoute à regret que nous ne pouvons présenter encore que peu de chose pour nous placer, sous ce rapport, à un rang élevé parmi les nations civilisées du monde, quoique nous soyons portés à espérer, par des indications partielles, mais heureuses, que le peuple qui eut montrer tant d'unanimité pour conquérir l'indépendance du continent d'où il a extirpé l'anarchie, peut aussi se grouper pour extirper l'ignorance du plus grand nombre, mal qui restreint ou détruit ses autres progrès.

Au moyen des fonds votés par le Congrès, afin d'obtenir des renseignements officiels sur la diffusion de l'éducation, on a remis aux gouverneurs des provinces des tableaux imprimés pour qu'ils les remplissent, et la preuve évidente qu'il n'existe pas dans toutes les provinces des systèmes organisés, c'est que peu d'entr'elles après huit mois, ont

pu remplir cette facile tâche San. Juan, Fucuman, Entre Rios, San Luis et Cowientes, ont remis pourtant des tableaux généraux que je dois reconnaître comme satisfaisants.

Après la demande de statistique scolaire, stimulés sans doute par cette recommandation, mais obéissant certainement aux sollicitations générales d'instruction, les gouvernements de Tucuman, Salta, Jujuy, San Juan et Cordoba ont fondé des écoles dans des districts, où il n'y en avait jamais eu jusqu'à présent. Le nombre de ces écoles s'est considérablement augmenté à la Rioja, où sera prochainement installée l'école supérieure des petites filles, à côté de celle des garçons, déjà établie depuis une année; de sorte que je puis donner l'heureuse assurance qu'on enseigne l'instruction à près de 2,300 enfants dans cette province qui a tant souffert et fait souffrir aux autres des calamités qu'engendre l'ignorance.

Le recensement général, à défaut de celui spécial des écoles qui se complète en ce moment, nous apporte des données qui jettent quelque jour sur les proportions selon lesquelles se propage l'instruction dans chaque province. 89,976 enfants ont assuré qu'ils recevaient quelque instruction : un sur dix habitants à San Juan, un sur dix-sept et dix-neuf habitants à Buenos-Ayres, Santa-Fé, Cowientes, Entre Rios, San Luis et Cordoba, un sur vingt-trois à Catamarca, Jujuy et la Rioja, un sur vingt-sept et trente deux habitants, à Salta, Meudega, Santiago et Tucuman.

San Juan et Salta forment les degrés opposés de cette échelle.

En Angleterre la proportion d'un sur sept et demi a éveillé l'énergie puissante de cette nation, et le parlement et le gouvernement unissent aujourd'hui leurs efforts pour conjurer un mal aussi grave. Le président Grant vient de proclamer le droit de vote, qu'accorde la loi américaine à la race de couleur, et il s'adresse au Congrès en même temps pour établir que l'admission aux comices des quatre nouveaux millions de votants entraîne l'inévitable nécessité de pourvoir par de plus amples moyens à leur éducation.

Quel serait l'avenir de Républiques comme la nôtre, où des populations entières sont dans des conditions intellectuelles pires que les esclaves affranchis des Etats du sud dans l'Union Américaine, si nous n'extirpions pas d'une main ferme l'ignorance qui y est enracinée?

Les provinces ont exactement reçu, l'an dernier, les cent mille piastres fortes accordées par le Congrès pour la diffusion de l'instruction dans chacune d'elles, et il est constant que ces fonds ont été fidèlement appliqués à leur objet. La province de San Juan a obtenu la prime que votre sollicitude avait assignée à celles qui pourraient enregistrer dans leurs écoles l'existence d'un élève par dix habitants. Les

maîtres et les instruments nécessaires pour la fondation des dix écoles supérieures décrétées par une loi, sont arrivés dans cette province. Ainsi, en y favorisant la diffusion générale de l'enseignement, la province de San Juan pourra présenter au pays un modèle d'organisation complète de l'instruction populaire, suffisant pour satisfaire les besoins de la vie.

Des professeurs sont également arrivés pour diriger l'école normale de précepteurs qui va s'établir à Paraná, en utilisant les édifices nationaux de cette ville, qui pourront s'adopter à cet objet.

L'administration actuelle a conçu un plan d'éducation nationale qui, commençant par l'université, doit descendre au moyen des collèges préparatoires jusqu'au peuple des villes principales où ils se trouvent établis. La route est tracée, et l'on ne saurait plus rétrograder : on s'est résolu d'ailleurs à compléter le système, en dotant de collèges spéciaux les provinces qui n'en ont point encore.

On s'est appliqué cette année à donner des tendances plus pratiques à l'enseignement des collèges, en le mettant en rapport avec les industries qui prévalent dans certaines provinces, en le rendant plus accessible au plus grand nombre et plus applicable aux besoins ordinaires de la vie. On a pourvu d'objets scientifiques spéciaux les cabinets de minéralogie de Catamarca et San Juan, reformé le plan général des études, ouvert au service public les bibliothèques dotées avec de nouvelles ressources et fondé enfin des écoles industrielles avec des cours du soir. Dans ce nombre figure au collège de Buenos-Aires le cours de Phonographie, dont l'enseignement était réclamé par la pratique de nos institutions, parce qu'un nombre suffisant de taquigraphes rend possible que les habitants de la République connaissent immédiatement avec les débats du Congrès les raisons des lois auxquelles tous obéissent.

On a introduit également dans l'université de Cordoba les réformes indispensables ; mais la plus importante de toutes sera la prochaine apparition dans ses vieux cloîtres de sept ou huit professeurs allemands qui viennent inaugurer l'étude des sciences physiques et naturelles jusqu'à présent inconnues de ceux qui ont suivi les cours de cette université.

L'Observatoire astronomique, avec lequel nous participerons au mouvement scientifique général, et qui sera dirigé par le célèbre professeur M. Gould, lequel arrivera avec ses aides et ses instruments avant deux mois sur nos plages, servira de complément aux études universitaires.

Nous avons ainsi jeté les racines et les premiers linéaments d'un système qui peut rapidement se développer. Le peuple le désire ar-

demment, si nous devons ajouter foi aux manifestations nombreuses et réitérées qui se produisent en faveur de l'éducation, sur tous les points du pays.

Culte. — Les évêques de la République, à l'exception de celui de Cordoba, se trouvent aujourd'hui à Rome, et leurs vicaires régissent tranquillement les différents diocèses, sans qu'il s'y soit produit aucun trouble.

Le Gouvernement a destiné les ressources éventuelles de cette branche du revenu, à fomentier les missions qui sur divers points du territoire s'efforcent d'amener la soumission pacifique des Indiens et à faciliter l'érection de vingt églises, qui, outre les objets du culte, servent à rattacher les populations naissantes aux campagnes désertes.

Guerre et Marine. — La terminaison de la guerre du Paraguay exonère naturellement d'une foule de soins le département de la Guerre et de la Marine.

Avant le triomphe définitif les alliés avaient commencé à restreindre les forces qu'ils conservaient dans le Paraguay et depuis ils ont continué à les retirer, de sorte qu'il n'y a plus qu'un petit nombre de soldats argentins sur le territoire qui a servi de théâtre à la guerre, terminée par la mort de celui qui l'avait sans raison provoquée.

La Garde nationale qui a fait cette campagne si pénible a été licenciée, après avoir touché son solde arriéré, et les patriotes, dont elle se compose, ont été reçus avec des preuves éclatantes d'admiration et de gratitude par toutes les populations. L'armée de ligne appelée à couvrir le service des frontières à son retour du Paraguay, a été distraite de cette destination pour concourir à étouffer la rébellion qui a inauguré son existence par l'assassinat du gouvernement d'Entre-Rios.

Ces vétérans d'élite ont bien mérité de la patrie, et je me propose d'appliquer toutes mes sollicitudes pour récompenser leurs loyaux services par l'accomplissement religieux des engagements contractés avec eux quand ils sont venus s'enrôler sous nos drapeaux.

Frontières. — Tout le territoire que depuis la conquête jusqu'aujourd'hui ont occupé les chrétiens, et qui avait été, à diverses époques, abandonné aux déprédations des sauvages, a été l'an dernier réintégré dans le domaine national et assujéti à la protection de nos lois.

Les lieues de terrain conquises à l'industrie se comptent par milliers, et d'une extrémité à l'autre de nos vastes frontières, on lit sur la physionomie des habitants le sentiment de sécurité qui les anime.

Au lieu du butin facile qu'attendaient les sauvages, ils ont rencon-

tré la destruction, dès qu'ils se sont approchés de nos lignes de défense.

De grandes voies de circulation dès longtemps abandonnées, celles du Chaco et celles des Pampas, restent aujourd'hui en dedans et peu distantes de la frontière, et sur leur parcours fleurit déjà un puissant commerce.

Le marché du Chili est approvisionné du bétail de Buenos-Ayres, presque en ligne droite par l'une d'elles, et son influence s'est fait sentir favorablement dans les prix.

Il vous sera soumis, Messieurs, un traité conclu avec les Indiens Rauquéles dans lequel on s'est efforcé de satisfaire pacifiquement à leurs exigences et d'intéresser leurs caciques et leurs chefs militaires à maintenir la paix qui doit achever de les civiliser.

La sécurité des frontières, malgré ces si heureux résultats, reste encore un des plus laborieux problèmes que nous ayions à résoudre, et les lois qui régularisent ce service doivent tendre à les pourvoir de défenseurs.

Beaucoup de nouveaux cantonnements de l'armée de la frontière sont déjà des centres de population et de culture. Des quartiers ont été construits pour la troupe, et l'agriculture naissante autour d'eux achèvera de fournir aux chevaux des fourrages. Quand ces travaux seront terminés, la résidence du soldat sur ces points loin d'être pénible pour le soldat, contribuera à rendre meilleure sa condition morale, industrielle et intellectuelle, comme l'ont éprouvé avec succès plusieurs nations civilisées, qui se sont servies à cette fin de l'organisation militaire.

Ports, rades et phares. — Je ne vous parlerai pas d'armements maritimes, mais de la nécessité d'améliorer les conditions du Rio de la Plata, théâtre d'un mouvement commercial et maritime des plus actifs sur ce point du monde. Nous avons un seul port offrant des facilités à l'embarquement et au débarquement. Il est heureusement dans la conviction de tous que nous ne saurions plus longtemps nous soumettre à des difficultés que la nature oppose et que l'art seul peut vaincre.

Ne tenant pas pour satisfaisantes les études faites jusqu'à présent, le gouvernement a demandé à M. de Lesseps, qui remplira une page de l'histoire humaine avec la colossale rupture de l'Isthme de Suez, un des directeurs de cette grande œuvre pour étudier notre fleuve, et il nous a désigné M. Goia, qui, avec la sympathique adhésion du gouvernement d'Italie, a accepté le soin de faire ces études.

Un contrat a été passé pour le nettoyage du port de Buenos-Ayres, et du fond seront retirées une multitude de barques submergées et

d'autres perdues qui rendent la navigation périlleuse. Les travaux divisés par sections commenceront dans deux mois.

On a balisé plusieurs canaux, et on a mis à l'étude des bouées lumineuses qui servent en même temps de phare au navigateur, le gouvernement plaçant, parmi les objets de sa plus vive sollicitude, la tâche d'assurer et de faciliter la navigation de la Plata et de ses grands tributaires, qui sont, comme le Nil, l'âme des fertiles pays que baigne son large cours.

Messieurs les Sénateurs et les Députés. Je vous ai présenté dans un cadre restreint, la situation administrative de la nation, et je dois ajouter qu'elle espère que vos sages lois viendront hâter ses progrès. Les partis, entre lesquels l'opinion se partage, ont offert un noble spectacle, en oubliant leurs dissentiments pour appuyer le gouvernement et fortifier son action, afin qu'il puisse dominer promptement et avec énergie la rébellion réactionnaire qui a levé son drapeau dans une partie de l'Entre-Rios. Des faits de ce genre, en démontrant l'immortelle durée du patriotisme Argentin, relèvent les âmes et avivent la foi en des temps meilleurs.

Vous êtes réunis, Messieurs, sous ces auspices de patriotisme et d'une commune bienveillance, et je demande à Dieu que vous puissiez dans ces nobles sentiments l'inspiration qui doit guider vos actes.

L'accord des pensées et des intentions a devant soi le plus vaste théâtre d'action ; provoquons de concert le bien général ; finissons en avec les doctrines anarchiques qui stérilisent nos institutions ; démontrons qu'il n'y a pas de pouvoirs ennemis, mais bien des pouvoirs coordonnés que la Constitution a établis pour le bonheur du peuple Argentin.

J'ai voulu écarter de ce document destiné à refléter la situation du pays, les événements d'Entre-Rios, parce qu'ils ne constituent qu'un accident criminel, isolé, local, qui n'appartient pas au cadre général de l'époque. Un message spécial vous sera soumis à cet égard : je vous dirai toutefois dès à présent que j'ai envoyé, par l'intermédiaire des généraux une intimation aux rebelles, et que ceux-ci succomberont aux forces nationales déjà réunies s'ils restent sourds à ce dernier appel au devoir et à la raison.

Messieurs les Sénateurs et les Députés, j'ai l'honneur de vous saluer, en déclarant ouverte la nouvelle période de vos sessions.

Signé : DOMINGO, F. SARMIENTO.

Buenos-Ayres, le 45 mai 1870.

Autriche-Hongrie — LE COMTE DE BEUST AU CHEVALIER ZULAUF DE POTTENBURG, A BUCHAREST.

Vienne, le 48 mai 4870.

M. Steege m'a donné connaissance d'une dépêche que son Gouvernement vient de lui adresser et qui a pour objet d'indiquer la marche que les nouveaux conseillers de S. A. le Prince Charles sont décidés à suivre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

S'efforcer de concilier tous les intérêts et d'apaiser tous les griefs avec le concours d'une Chambre élue en toute liberté, tel est le programme que, d'après la dépêche de M. Carp, le Gouvernement princier s'est tracé pour l'administration intérieure. Il déclare avoir pris dès à présent une décision dans la question des israélites ; non-seulement des mesures énergiques ont été adoptées pour punir les fauteurs des troubles qui viennent d'agiter la ville de Tecoutch, mais, ce qui a une portée plus générale, les circulaires émanées d'un ministère précédent et qui avaient été la source de regrettables complications, ont été modifiées. La dépêche assure que désormais toute mesure exceptionnelle cessera et que les juifs des communes rurales rentreront dans le droit commun.

Quant aux relations extérieures des Principautés-Unies. M. Steege est invité à m'annoncer que la nouvelle administration à la ferme intention de se maintenir avec nous dans des rapports de complète entente et de bonne harmonie.

Nous n'avons pu qu'accueillir avec une vive satisfaction les assurances que le nouveau ministère du Prince Charles a tenu à nous donner dès son entrée aux affaires.

Le Gouvernement de S. M. I. et R. A. n'a jamais varié dans les sentiments de bienveillance et de sympathie qui l'animent envers les Principautés-Unies, et il fait les vœux les plus sincères pour leur prospérité. De son côté, le Gouvernement de S. A. le Prince Charles, dans la dépêche susmentionnée, reconnaît avec une grande justesse, que toute atteinte portée aux rapports de bon voisinage ne peut attirer des embarras qu'à la partie qui la provoque. Aussi applaudissons-nous de grand cœur aux principes sages et éclairés que le Gouvernement princier se propose de pratiquer et qui sont si bien faits pour assurer le bonheur du pays, tout comme nous nous plaçons à constater ses bonnes dispositions à notre égard.

Les conseillers du Prince Charles peuvent compter sur notre empressement de faciliter, autant qu'il est en nous, la tâche salubre qu'ils ont entreprise, de même que sur notre loyal désir de consoli-

der de plus en plus la bonne intelligence qui existe si heureusement entre la monarchie austro-hongroise et les Principautés-Unies.

Veillez, M. le Chevalier, vous énoncer dans ce sens envers les ministres princiers et recevoir, etc.

Signé : BEUST.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE APPONYI AU COMTE DE BEUST.

Londres, le 48 mai 4870.

Conformément aux ordres de V. Exc., j'ai entretenu Lord Clarendon des appréhensions sérieuses que causait au Cabinet I. et R. la situation des Principautés danubiennes.

Le principal secrétaire d'État écouta avec autant d'intérêt que d'attention la lecture de la dépêche du 41 mai. Il me pria de vous remercier, M. le Comte, de cette intéressante communication et de vous dire qu'il partageait entièrement vos vues et donnait à leur expression le plus complet assentiment. « C'est une pièce extrêmement bien faite, » me dit Sa Seigneurie, « pleine de prévoyance, de sagesse et de modération ; il est impossible de s'énoncer avec plus d'égards et d'indulgence sur les difficultés du Gouvernement roumain. Le respect de l'Autriche pour les traités et ses intentions modérées et conciliantes y sont exprimés d'une manière qui ne laisse rien à désirer. »

Lord Clarendon me demanda si j'objectais à lui laisser entre les mains la dépêche, afin qu'il puisse écrire à Lord Bloomfield et à Sir Andrew Buchanan combien il en approuvait le contenu. Je me suis cru autorisé à accéder à sa demande.

Agréé, etc.

Signé : APPONYI.

Autriche-Hongrie. — LE COMTE DE CHOTEK AU COMTE DE BEUST.

Saint-Petersbourg, le 48/6 mai 4870.

Je n'ai pas manqué de m'énoncer vis-à-vis de M. le Chancelier russe dans le sens de la haute dépêche du 41 courant, relative aux affaires de la Roumanie.

Pour rester fidèle cependant jusqu'aux paroles mêmes de cette importante pièce, je me suis permis de la lire au Prince, en le priant de considérer cette manière de porter à sa connaissance les vues de mon Cabinet comme strictement confidentielle.

Le Prince écouta la lecture de la dépêche avec une attention marquée.

« Je vous prie, dit-il, de dire au comte de Beust que, quant aux prin-

cipes politiques et aux conséquences qu'il en déduit, je n'hésite pas un instant à vous donner au nom du Gouvernement de l'Empereur notre adhésion pleine et entière aux argumentations que vient d'exposer M. le Chancelier de l'Empire austro-hongrois.

« Nous étant prononcés les premiers contre le principe d'intervention en général, je ne me refuse pas de me prononcer contre des ingérences de cette nature aussi par rapport aux Principautés danubiennes.

« Veuillez écrire de plus à votre Cabinet que je prends acte avec satisfaction de la déclaration que renferme l'argumentation du comte Beust, récusant au nom du Gouvernement austro-hongrois toute ingérence venant du dehors et repoussant formellement l'idée d'une intervention isolée dans les affaires moldo-valaques. »

Agréé, etc.

Signé : CHOTEK.

Autriche-Hongrie. — LE BARON DE KÜBECK AU COMTE DE BEUST.

Florence, le 49 mai 1870.

La dépêche que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 11 courant, relativement aux Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, m'est arrivée le 14 par la poste.

J'ai profité de la première occasion pour porter le contenu de cette pièce à la connaissance de M. le Ministre des affaires étrangères. Après en avoir suivi la lecture avec un vif intérêt, M. Visconti-Venosta m'a déclaré que les appréciations aussi justes qu'élevées de la situation intérieure des Principautés et de la conduite réservée des Puissances à observer à leur égard ne sauraient qu'être partagées en tous points par le Gouvernement italien.

Dans le courant de la conversation qui s'est engagée à ce sujet entre nous, le Ministre a abondé dans le sens de votre dépêche, M. le Comte, en ajoutant qu'il est heureux de voir soutenir les vues et principes qui y sont développés par un homme d'État aussi expérimenté que V. Exc.

Veuillez, etc.

Signé : KÜBECK.

Commission Turco-Monténégriane. — PROCÈS-VERBAL N° 1.

SÉANCE DU 19 MAI 1870.

Le 19 mai 1870 à Podgoritzza la Commission turco-monténégriane

s'est réunie à 8 heures du matin ; y assistaient MM. les Consuls d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de la Confédération Germanique du Nord, de France, d'Italie et de Russie.

La Commission d'enquête étant ainsi constituée, la discussion s'était élevée sur l'itinéraire à suivre ; les Commissaires ottomans ont proposé de se rendre d'abord à Spouz par la route de la Scala, puis de pénétrer sur le territoire des Monténégrins afin de visiter le district de Pipéri. A cette proposition le Commissaire monténégrin a fait les objections suivantes, savoir : qu'une semblable visite était en dehors du but que recherche la Commission, que d'ailleurs ses instructions ne lui permettent pas d'accepter une semblable proposition.

Les Commissaires ottomans ayant de leur côté insisté en se fondant sur leurs instructions, et s'appuyant sur la nécessité de démontrer que les Pipéris n'ont pas besoin d'autres pâturages que des leurs, le Commissaire monténégrin a persisté dans son refus.

Par suite de ce manque d'accord entre les Commissaires ottomans et monténégrins, il a été décidé qu'on se bornerait à visiter les Brdos.

Les Brdos seront visités en passant par la route de la Scala jusqu'à Spouz et revenant à Podgoritza par la route dite Soouk Sou. (L'eau froide).

Pour l'Angleterre, (L. S.) *signé* : R. READE. Pour l'Autriche-Hongrie, (L. S.) *signé* : A. REHN. Pour la Confédération Germanique du Nord, (L. S.) *signé* : LICHTENBERG. Pour la France, (L. S.) *signé* : G. AUBARET. Pour l'Italie, (L. S.) *signé* : L. PERROD. Pour la Russie. (L. S.) *signé* : NICOLAEW.

Commission Turco-Monténégrine. — PROCÈS-VERBAL N° 2.

SÉANCE DU 24 MAI 1870.

Le 19 Mai 1870 à 3 heures de l'après-midi la Commission s'est mise en route pour Spouz par la route de la Scala ; elle a visité chemin faisant le lieu dit Vranitchki-Nivé. Là sont de diverses propriétés privées achetées par les Monténégrins à des sujets ottomans. La Commission a constaté qu'elles étaient à l'état inculte.

A cette occasion s'est soulevée la question des propriétés privées situées à Mali et Veli Brdo, mais le Commissaire monténégrin ayant déclaré qu'en tant que propriétés privées elles sont comprises dans

l'indemnité de 100 000 florins, il n'a pas eu lieu à débat et les Commissaires ottomans en ont pris acte.

La Commission poursuivant sa route a observé que jusqu'au quatrième coulé les propriétés privées sont également incultes.

La Commission est arrivée à Spouz, où elle a passé la nuit.

Le lendemain 20 mai la Commission s'est réunie en séance à 8 heures du matin à Spouz pour procéder aux interrogatoires.

Le premier déposant entendu a été Selim Agha Medjou Koukitch, habitant de Spouz.

Il a déposé que les terres arables situées autour des Brdos appartiennent du premier au quatrième coulé aux gens de Podgoritza et en petites quantités aux Pipéris. Quant à celles situées dans la plaine de Spouz, elles appartiennent aux habitants de cette ville et à ceux du village de Grbi. Que les terres arables situées à la partie occidentale des Brdos ont été vendues en grande partie aux habitants de Leschkopolje; que les habitants de Leschkopolje ont toujours fait paître leurs troupeaux sur les Brdos; qu'il n'existe pas sur les Brdos de propriétés privées monténégrines sauf un terrain hypothéqué par un Monténégrin, mais sans titre (ténét), que la ville de Spouz qui se compose de 800 maisons environ, contient à elle seule de 1,000 à 1,500 têtes de gros bétail, et 3,000 environ de petit bétail; qu'il était d'usage de faire paître les bestiaux sur les Brdos; que sur les versants des collines il n'existe pas de propriétés privées, mais seulement quelques concessions faites par le Mudir de Spouz à des sujets ottomans, lesquels entouraient ces concessions de haies ou murs en pierres sèches pour avoir les bois y compris; que les Pipéris n'entraient sur les Brdos qu'en vertu d'une convention passée avec des habitants de Spouz qui se réservaient le fumier de leurs troupeaux; que les Pipéris étaient en outre obligés d'obtenir l'autorisation du Mudir, laquelle leur était accordée moyennant une redevance en argent ou en nature; que les Pipéris n'entraient à la fois que de 3 à 15 pasteurs conduisant chacun de 20 à 50 moutons environ; que cela se pratiquait en temps de paix seulement (Bessa); qu'alors les pasteurs de Pipéris se trouvaient mêlés aux pasteurs sujets ottomans; que ces Pipéris ne provenaient que de deux villages de leur Nahia, nommés Rogami et Stiéna;

Qui ne connaît pas l'importance de ces villages; que les pasteurs de Pipéri passaient le pont de Spouz pour se rendre sur les Brdos; que, quand les conditions qui précèdent n'étaient pas observées, les Pipéris se rendaient sur les Brdos en franchissant la Zéta, soit sur des barques, soit à la nage;

Que ce procédé était une cause de conflit;

Que depuis longtemps, moyennant ces conditions, les deux villages Pipéri sus-nommés conduisaient leur bétail sur les Brdos.

Le deuxième déposant entendu a été Mahmoud Bey Hadji Mehmed Begovich de Podgoritza.

Il a déposé que du premier au quatrième coulé les Monténégrins possèdent en propriétés privées environ 70 deunouns (carré de 40 pas); que sur les Brdos il n'existe pas de propriétés; que dans la seule ville de Spouz il existe de 600 à 700 têtes de gros bétail et de 2,000 à 3,000 de petit bétail; que les habitants de Leschkopolje possèdent 1,000 têtes de gros bétail, et 3 à 4,000 de petit bétail; que les Pipéris ne passaient sur les Brdos que par la permission du Mudir de Spouz et moyennant une redevance en nature (mouton); que les pasteurs de Pipéri ne venaient à la fois et par le pont de Spouz qu'au nombre de 5 ou 6 pasteurs conduisant chacun de 30 à 50 moutons: qu'ils venaient aussi en vertu de conventions faites avec des habitants de Spouz qui se réservaient le fumier, mais en ces cas sur les propriétés privées de ces habitants; qu'il ne s'élevait de conflit que lorsque les Pipéris passaient clandestinement et par eau; que ces Pipéris ne venaient que des deux villages Rogami et Stiena, lesquels sont les plus grands de la Nahia des Pipéris et possèdent environ 200 maisons, parmi lesquelles dix ou vingt situées sur la Zéta et privées de pâturages conduisaient leurs bestiaux sur les Brdos.

Le troisième déposant entendu a été le Sénateur Jolé Piletich, Serdar des Pipéris.

Il dépose que l'époque à laquelle les Pipéris entrèrent dans les Brdos remonte environ à 100 ans.

Ils ont débuté en brûlant le village de Vranitchi, ils s'y sont maintenus les armes à la main.

Ils n'avaient de paix avec les sujets ottomans que pendant les trêves (Bessa).

Les sujets ottomans n'entraient sur les Brdos qu'avec leur permission. Ils étaient punis d'une amende imposée par les Pipéris, quand ils entraient sans avoir obtenu cette permission.

La Nahia entière des Pipéris se compose de 6 villages: elle passait toute entière sur les collines et s'en partageait les pâturages par tribu, n'ayant pas chez eux d'autre pâturage d'hiver. Il dit qu'il ne sait pas exactement le nombre des têtes de bétail, mais il croit qu'il s'élève environ à 100 têtes par maison et que la Nahia des Pipéris renferme environ 1,000 maisons.

Les troupeaux se rendaient sur les Brdos par eau et à la nage, et en temps de paix par Spouz, mais sans rien payer.

Il dit que les sujets ottomans, voyant l'impossibilité où ils étaient

de jouir de leurs propriétés privées attenantes aux Brdôs, les ont vendues en partie à vil prix, tandis que les autres parties ont été enlevées par force.

Les possessions monténégrines actuelles s'étendent de Longherbi jusqu'au premier coulé. Il dit que les cinq villages situés autour des Brdos étaient d'abord ottomans, mais qu'ils furent conquis et colonisés par les Monténégrins.

En temps de guerre ils brûlaient ces villages et transportaient les habitants dans le Monténégro.

Il dit qu'il y a 100 ans les maisons de ces villages étaient bâties en pierres, mais que maintenant elles sont transformées en cabanes.

Les Pipéris ont toujours fait paître leurs bestiaux sur les deux Brdos, et les habitants de Leschkopolje et de Mëmitchich pouvaient conduire leurs bestiaux avec la permission des Pipéris paître sur le versant de ces collines faisant face à leur village.

Le quatrième déposant entendu est le centurion des Pipéris, nommé Bacho Tokof.

Il dépose que les Pipéris sont entrés dans les Brdos il y a cent ans. après avoir détruit Vranitcha.

Ils ont dû défendre ces collines les armes à la main, ils ont alors fabriqué des maisons ça et là sur les versants. Quelques-uns habitaient ces maisons toute l'année, sans craindre même l'armée turque.

De temps à autre sont venus les habitants de Podgoritzza et de Spouz aidés des troupes turques pour chasser les Pipéris, mais ce fut toujours sans succès. Les sujets ottomans ne pouvaient jamais entrer dans les Brdos, et si un Monténégrin établi dans l'un des cinq villages mêlait à ses moutons le mouton d'un sujet ottoman, il lui était aussitôt enlevé.

Le Nahia des Pipéris se compose de 6 ou 7 villages. Tous passaient sur les Brdos conduisant de 25000 à 30000 têtes de bétail. Ils n'entraient dans les Brdos que par eau. Ils y restaient du mois de novembre au mois de mai, n'ayant pas d'autres pâturages d'hiver. Les propriétés privées des Pipéris sont situées depuis Longherbi jusqu'au 1^{er} coulé. Elles ont été en partie achetées aux sujets ottomans pour le dixième de leur valeur afin d'être plus sûrs dans leur possession, et en partie enlevées par force.

Le même jour à 2 heures de l'après-midi la commission a quitté Spouz pour se rendre à Podgoritzza par la route dite Soouk-Sou.

Elle a traversé chemin faisant le village de Dalyani, situé au pied de la partie occidentale de Véli Brdo.

Ce village, composé de 13 misérables maisons, est habité par des gens d'origine monténégrine. L'un deux interrogé a dit que jusqu'à

1868 ils faisaient paître leurs troupeaux sur les Brdos en même temps que les Pipéris quand il y en avait, et cela souvent en tranquillité et quelquefois en conflit.

Qu'ils ont été quelquefois chassés par les Monténégrins qui leur brûlaient leurs maisons; qu'il a été lui-même chassé quatre fois et deux fois conduit par force au Monténégro; qu'il est né au village de Dalyani; il a été sujet ottoman et a payé l'impôt.

Ce déposant paraît être âgé de 40 à 50 ans.

Incident. Le nommé Selim Agha, habitant notable de Spouz, s'étant permis de se mêler à l'interrogatoire, le commissaire monténégrin a fait une observation, à la suite de laquelle il a été convenu que les deux escortes turques et monténégrines seraient renvoyées, mais un Périanique s'étant déjà dirigé en avant, n'a pu être atteint et il a été vu se diriger vers Leschkopolje.

La Commission s'est rendue de là au village de Momitchich, situé au pied du versant du sud de Malo Brdo, après avoir vu les ruines des villages de Loujani, de Tchéguel, Vranitcha etc. etc.

Elle a interrogé les habitants nommés Jaco Markoch, chrétien, et Suleiman Hassan Selmanovich, musulman.

Le premier dit-être âgé de 50 ans et que de temps immémorial les gens de Momitchich faisaient paître leurs troupeaux sur les Brdos en même temps que les Pipéris, mais qu'en temps de conflit ils étaient forcés de rentrer chez eux.

Ils ne demandaient point l'autorisation pour faire paître leurs troupeaux sur les deux Brdos indistinctement.

Bien que ces conflits leur aient fait perdre jusqu'à 800 têtes de bétail, il dit qu'ils ont été plus souvent avec les Pipéris en paix qu'en guerre, Quelques-unes de leurs bêtes enlevées par les Monténégrins ont été restituées par eux aux plus pauvres du village.

Il dit que les habitants de Momitchich ne peuvent pas se passer des pâturages des Brdos. Que les Pipéris qui venaient faire paître leurs troupeaux appartenaient aux villages de Rogami et de Stiena, mais qu'en temps de conflit il en venait de toute la Nahia; il dit enfin que le village de Momitchich se compose de 28 à 30 maisons; la plupart des habitants sont des chrétiens.

Le deuxième déposant, Suleiman Hassan Selmanovich, dit que les gens de Momitchich jouissaient généralement en paix des pâturages des Brdos avec les Pipéris, mais cependant il s'élevait quelquefois des conflits pendant lesquels étaient enlevées de part et d'autre des têtes de bétail. Les Pipéris des villages de Rogami et de Stiena venaient en petit nombre, conduisant leur bestiaux sur les collines, lesquelles peuvent nourrir pendant toute l'année environ 10,000 têtes de moutons.

Les Pipéris séjournèrent sur les Brdos depuis Saint-Dimitri (Kassim) jusqu'à la Saint Georges (Hedrelés); il ne sait pas s'ils venaient par autorisation ou motu-proprio.

Il dit qu'il y a 25 ans les Monténégrins sont entrés sur les Brdos pour s'emparer du pays qu'il habite, que les habitants du Momitchich ont dû s'enfuir à Podgoritzza, faute d'appui de l'autorité. Avant cette époque les Pipéris ne venaient pas sur les Brdos. Les différentes trêves (Bessa) étaient conclues par l'autorité de Podgoritzza.

Le 21 mai, la Commission s'était réunie à Podgoritzza à 8 heures du matin, afin de procéder à la rédaction du procès-verbal; les commissaires ottomans ayant demandé si les Consuls se trouvaient suffisamment éclairés, ils ont, à l'exception de M. le Consul de Russie, répondu que oui. Celui-ci a alors émis le désir d'interroger deux habitants du village de Leschkopolje, dont les bestiaux allaient aussi paître sur les Brdos.

Afin d'éviter l'apparence de toute influence, le commissaire monténégrin a demandé que cet interrogatoire eût lieu seulement en présence des Consuls, à quoi les Commissaires ottomans ont consenti.

Le premier déposant de Leschkopolje se nomme Tahic Ahmed Bachitch; il dit que son village contient environ 150 maisons, parmi lesquelles 8 ou 9 musulmans.

Il dit que le village contient aujourd'hui de 3000 à 3500 moutons. Il en contenait autrefois de 7000 à 8000 à l'époque où il leur était permis de les conduire paître sur les Brdos; il y a 3 ou 4 ans, que cela leur était défendu par l'autorité; ses parents et grands parents jouissaient de ces droits de pâturage; il dit que les Pipéris pouvaient entrer sur les Brdos lorsque l'autorité moyennant une redevance leur en accordait la permission; il n'y entraient que 15 ou 20 pasteurs Pipéris à la fois; il dit que ces Pipéris entrent dans les Brdos depuis 30 à 40 ans seulement pendant les époques de trêve; qu'ils étaient en conflit avec les Pipéris quelquefois pendant 1 ou 2 ans de suite et en paix également un an ou deux ans de suite et que, jusqu'à la guerre de 1862, ils étaient maîtres des Brdos; après cette époque ils ont continué à jouir des Brdos, mais plus tard sur un ordre de l'autorité ils ont dû les abandonner.

Le deuxième déposant entendu se nomme Bojo Dgiourow; il dit qu'il y a 125 maisons chrétiennes dans le Leschkopolje et 10 à 12 musulmans, et qu'il y a de 2000 à 2500 têtes de moutons; il y avait autrefois environ 500 moutons de plus; ils faisaient paître leurs troupeaux sur les Brdos, ensemble avec les Pipéris seulement en temps de paix, tandis que les Pipéris n'ont jamais discontinué d'entrer sur les Brdos.

Un an avant la guerre de 1862, ils paissaient en paix avec les Pipéris et les Momitchich, lorsque les Pipéris sont tombés sur ces derniers, leur ont enlevé 300 moutons, et malgré le secours des habitants de Spouz et de Podgoritza ils n'ont pas pu déloger les Pipéris.

Le nombre des Pipéris venus pour faire paître leurs troupeaux s'est élevé de 400 à 500; ils conduisaient de nombreux troupeaux, mais il ne peut pas dire le nombre total de bétail.

Fait à Podgoritza, le 21 mai 1870.

(Suivent les signatures.)

Autriche-Hongrie. — RAPPORT DU COMTE POTOCKI A L'EMPEREUR

Vienne, le 21 mai 1870.

Sire, en prenant la liberté de présenter à V. M., par suite des délibérations du conseil des ministres, la proposition touchant la dissolution de toutes les Diètes, à l'exception de celle de Bohême, le président du ministère se trouve obligé de soumettre les motifs de cette démarche à la haute appréciation et à la décision de V. M.

Lorsque le ministère, obéissant à l'appel de V. M., aborda la solution des tâches que le plus récent développement avait laissées, comme questions ouvertes, à l'avenir constitutionnel de l'Empire, il ne put douter qu'il ne saurait répondre à sa mission que sur la base du droit constitutionnel en vigueur et dans les voies dérivant de ce droit. Le ministère se serait mis en contradiction avec les sublimes intentions de V. M. et avec l'importance intrinsèque de sa mission, si, appelé à faire généralement reconnaître et exercer le droit constitutionnel de l'Empire, il eût touché à la sainteté et à la continuité légale de ce droit.

Quelque contestables que fussent les diverses prétentions que les partis rattachaient au développement futur de la Constitution, il fallait irrévocablement leur opposer sa validité légale et désigner la Constitution comme la source unique d'où pourrait découler la satisfaction de ces prétentions.

Le ministère ne put, à la vérité, s'empêcher de reconnaître que plusieurs de ces vœux et prétentions ne manqueraient pas du cachet de la légitimité, et que c'est dans le juste examen de ces vœux, dans leur pondération et leur satisfaction possible qu'il faut chercher la base de l'entente et de la réconciliation, et partant la base d'une commune vie constitutionnelle embrassant aussi les éléments jusqu'ici récalcitrants.

Le droit formel de la Constitution de décembre offrit la base d'un e

action constitutionnelle, ses points de départ et la limite de ses moyens ; mais il ne désigna pas avec précision les fins où cette action devait mener. La pensée de la dissolution des Corps législatifs de l'Empire et du recours aux éléments qui, en dernière ligne, étaient appelés à faire valoir, par des élections nouvelles, leurs opinions et leurs vœux a pris d'abord une place éminente dans les desseins du conseil des ministres.

Non-seulement l'importance intrinsèque de la tâche, qui différait sensiblement de l'obligation périodique du Parlement de discuter le budget et de vaquer aux fonctions ordinaires de la législation, et qui imposait le devoir de relever cette importance et d'en appeler aux corps électoraux, semblait, suivant les principes reconnus d'un régime constitutionnel, justifier un procédé de cette nature ; mais encore le ministère ne put s'empêcher de remarquer, dès son entrée au pouvoir, que les rapports réels de la représentation de l'Empire provoquaient de pareilles considérations. On ne pouvait pas se dissimuler que la Chambre des députés fût numériquement fort affaiblie par les déclarations réitérées de retraite, et que, quoiqu'on ne pût nier formellement la validité de son vote, on ne pouvait cependant, vu la gravité des questions posées, donner à ses délibérations un plein poids et une importance matérielle incontestable que par le complètement de cette corporation.

Si le conseil des ministres tardait néanmoins à faire à V. M., dès son entrée au cabinet, des propositions en ce sens, ce ne fut que parce qu'il se croyait autorisé à nourrir un espoir dont la légitimité ne saurait être niée, parce qu'il ne fut pas d'abord rempli.

Avant de se décider à faire des démarches décisives, le ministère a cru devoir sonder le concours que les divers partis accorderaient à ses intentions. Du côté qui avait particulièrement en vue le danger d'un préjudice de la Constitution, le ministère pouvait se flatter d'un certain empressement à faciliter, en voie constitutionnelle, les essais d'entente, tandis que du côté opposé il y avait lieu de supposer que les partis, qui rattachaient leur intérêt politique à la révision, en leur faveur, de la Constitution de décembre, seraient disposés à appuyer les projets du ministère, favorables au compromis, et à ne pas aggraver par des prétentions exagérées les difficultés de la tâche en rapport. Voilà les vues sur lesquelles reposait principalement l'attitude expectante et accessible à toute entente, que le gouvernement de V. M. a tenue jusqu'ici.

Les expériences faites démontrèrent au gouvernement l'inopportunité d'une plus longue expectative et déterminèrent le ministre à présenter la proposition formulée au commencement du présent exposé.

Le conseil des ministres croit qu'en donnant aux populations des royaumes et des pays l'occasion d'exprimer leurs opinions et leurs tendances politiques au moyen de nouvelles élections, il ne fait que faciliter la rénovation du droit constitutionnel des royaumes et des pays représentés au Reichsrath ainsi que la satisfaction des prétentions particulières.

Une œuvre de cette importance doit pouvoir compter sur la coopération de toutes les forces populaires et sur la ranimation des communs travaux politiques, ce qui ne saurait être atteint que par le seul moyen du renouvellement des mandats. Le conseil des ministres croit devoir tenir compte du résultat du concours spontané de la population, d'autant plus que la reconnaissance de ses tendances de conciliation commence à se propager de plus en plus dans l'opinion publique.

En effet, le ministère croit devoir proposer, concernant le royaume de Bohême, une exception à la dissolution des Diètes, et se borner à l'effectuation des élections supplémentaires. Le ministère n'a nullement acquis la conviction que l'envoi des députés au Reichsrath de la part de la Diète de Bohême, c'est-à-dire la constante supposition de l'action constitutionnelle en cas du renouvellement complet de cette Diète, peut, dès à présent, être considéré comme indubitable.

Cependant les difficultés d'une solution convenable des questions pendantes ne pourraient qu'être augmentées par l'attitude, éventuellement contraire à la Constitution, de la Diète de Bohême.

C'est dans ce sens que le président du ministère ose soumettre sa proposition à la haute appréciation de V. M., et il se flatte d'être, à cet égard, en harmonie avec les besoins et les exigences de la situation et avec les sublimes intentions de V. M. qui voit les bénédictions du droit constitutionnel dans sa validité pour tous et dans la réalisation d'une égalité de droit vraie et durable.

Signé : POTOCKI.

Nous François-Joseph, etc., etc., faisons savoir à qui de droit :

La Chambre des députés du Reichsrath est dissoute, et conformément aux paragraphes 7 et 19 de la loi fondamentale du 2 décembre 1867, on procédera à de nouvelles élections pour cette Chambre.

Donné dans notre capitale de Vienne, le 21 mai 1870.

*Signé : FRANÇOIS-JOSEPH,
POTOCKI, TAAFFE, TSCHABUSCHNIGG,
HOLZGETHAN, PETRINO, WIDMANN.*

Nous François-Joseph, etc., etc., faisons savoir à qui de droit :

ART. 1. Sont dissoutes les Diètes de Dalmatie, de Galicie, Lodomerie et Cracovie, de la haute et basse Autriche, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de la

Bukowine, de Moravie, de Silésie, du Tyrol, du Vorarlberg, d'Istrie, de Gærz et de Gradiska, ainsi que le conseil municipal de Trieste;

ART. 2. On procédera incessamment aux nouvelles élections pour les Diètes ainsi que pour le conseil municipal de Trieste;

ART. 3. Nous nous réservons de fixer le terme auquel les nouvelles Diètes et le conseil municipal de Trieste seront convoqués.

Donné dans notre capitale de Vienne, le 21 mai 1870.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH
POTOCKI, TAAFFE, TSCHABUSCHNIGG,
HOLZGETHAN, PETRINO, WIDMANN.

Allemagne du Nord. — DISCOURS DU COMTE DE BISMARCK DANS
LA SÉANCE DU REICHSTAG DU 23 MAI 1870.

Permettez-moi, messieurs, d'exprimer mon regret de ce qu'il ne m'a pas été possible d'assister personnellement aux importantes délibérations qui vous ont occupés pendant ces dernières semaines, ni à celles où les gouvernements (Conseil fédéral) ont résolu de maintenir leurs propres décisions vis-à-vis des vôtres. Mon collègue dans le Conseil fédéral, M. le Ministre de la Justice de Prusse, a pu vous communiquer, en mon absence, le résultat de ces délibérations du Conseil et vous donner en même temps l'assurance que l'avis du Conseil fédéral serait pris sur l'amendement que M. Plank et ses amis avaient présenté dans l'intervalle.

Messieurs, pour fixer le projet qui vous a été primitivement soumis, les divers gouvernements confédérés, je puis dire presque chacun des princes allemands personnellement et chacun des conseillers de ces princes en particulier, ont dû, sur des points essentiels, sacrifier leurs convictions politiques à vos désirs, à vos sentiments en matière de droit, je pourrais dire, à vos croyances en cette matière. Ils ont fait volontiers ces concessions en vue d'un but aussi élevé que celui de l'unité judiciaire allemande.

Dans le même esprit, les gouvernements confédérés ont examiné les résolutions du Reichstag qui leur étaient soumises après la seconde lecture du projet, et je pense que vous leur rendrez ce témoignage que, cette fois encore, ils n'ont pas reculé devant d'importants sacrifices pour arriver à ce même but de notre unité judiciaire.

Plusieurs des gouvernements auraient désiré, comme beaucoup d'entre vous, supprimer la peine capitale. Ils ont cru devoir sacrifier leurs convictions à cet égard, leur croyance fondée sur ce qu'ils considèrent comme un besoin moral de notre temps, les sacrifier à ce

but, en vue duquel la Confédération de l'Allemagne du Nord doit essentiellement d'avoir été créée, et qu'elle a jusqu'à présent servi à poursuivre : — rendre à la nation allemande l'unité de droit, l'unité politique. Ce but, les gouvernements dont je parle l'ont placé plus haut que votre désir de supprimer la peine de mort.

D'autres gouvernements, et c'était la grande majorité, se croyaient obligés, envers ceux qui veulent être protégés par le droit, à leur assurer cette protection par l'application de la peine la plus grave de toutes dans une mesure plus étendue que ne l'ont admis les récentes concessions faites sur ce point par les gouvernements. Monsieur le préopinant vient de faire remarquer que précédemment la peine de mort était applicable dans quatorze cas différents. Il a fallu des luttes très-vives et de longues négociations pour que ces quatorze cas fussent réduits à ceux que contenait le premier projet qui vous a été soumis, et, ensuite, pour que, d'après votre vœu et en tenant compte de vos résolutions, le nombre de ces cas fût réduit à nouveau dans une forte proportion. Les gouvernements ont ainsi donné la preuve qu'ils savent sacrifier à un grand but national leurs propres convictions, leurs propres idées en matière de droit ; mais il y a un sacrifice qu'ils ne sauraient faire à ce but : c'est celui du principe de notre unité nationale elle-même. Tel est le motif qui les empêche d'acquiescer à l'amendement de M. le député Planck et de ses co-signataires.

Les Gouvernements ne peuvent se détacher du passé de la Confédération allemande du Nord et de la tâche commune qui nous a jusqu'à ce jour unis et occupés, — de telle façon qu'ils laissent de cette source de droit fédéral couler, pour ainsi dire, deux eaux différentes, et qu'ils permettent sciemment, dans cette assemblée, de créer un double système de droit pour la Confédération. Je n'insiste pas sur les difficultés juridiques que présenterait l'application d'un tel système ; on peut en apercevoir un grand nombre, entre autres cette question, lorsqu'il s'agirait d'un crime commis la nuit dans un train de chemin de fer, ainsi que cela a eu lieu, — de savoir si le crime a été commis sur un territoire où la peine de mort est abolie, si c'est entre Magdebourg et Leipzig, dans les environs de Coethen, par exemple, ou bien tout près de Leipzig. On pourrait soulever des questions casuistiques analogues à propos d'autres crimes, notamment le meurtre des gardes forestiers par les braconniers dans les forêts des frontières ; mais je ne veux pas m'occuper de ces questions, et je me tiendrai uniquement sur le terrain politique du sujet que nous traitons.

Il m'est absolument impossible, et il me faudrait autrement renier tout mon passé, d'approuver ici une loi sanctionnant ce principe

d'après lequel un double droit serait créé, par la Confédération, pour les Allemands du Nord, et qui les diviserait, pour ainsi dire, en deux classes, — l'une *selecta*, qui, à cause de sa civilisation, à cause de son éducation, serait tellement plus avancée qu'il ne serait plus nécessaire, à l'égard de ses mauvais sujets, d'user de peines répressives, de correction judiciaire, — tandis que le *profanum vulgus* de 27 millions d'Allemands n'ayant pas atteint le même degré de culture que ces Saxons et ces Oldenbourgeois, aurait besoin encore de cette justice répressive dans toute sa rigueur, pour conserver le respect de l'ordre. Une telle distinction est inadmissible pour nous.

Messieurs, j'aurais accepté plutôt une loi pénale très-défectueuse dans ma conviction, mais unitaire du moins, je me serais livré à l'espérance que, grâce à la sainte raison de notre population et de ses représentants, tout vice de cette loi pénale défectueuse serait si généralement senti, qu'avant quelques années les lacunes eussent été comblées et les erreurs corrigées. Mais abandonner notre principe fondamental relativement à l'unité que nous avons créée en Allemagne, ce serait une faute à jamais irréparable. En me plaçant à ce point de vue, je ne saurais ici connaître ni Oldenbourgeois, ni Prussiens, je ne connais que des Allemands du Nord.

Notre tâche est de créer une égalité de droit pour tous les citoyens de l'Allemagne du Nord, non pas d'approuver l'inégalité là où elle existe, ni d'établir à nouveau cette inégalité dans un pays de la Confédération. Messieurs, il y a là une impossibilité politique. Contre les lois particulières, contre les institutions particulières, contre les privilèges de tel ou tel gouvernement, de telle ou telle race, parfois même contre les droits particuliers d'un gouvernement ou d'une race, nous avons agi avec dureté, parce que nous avons conscience de la grandeur de notre but, je peux bien dire avec dureté, tout au moins avec rigueur. Nous avons eu toujours fixe devant les yeux notre but national ; nous n'avons regardé ni à droite, ni à gauche, si nous ne blessions pas quelqu'un dans ses convictions les plus chères.

C'est de cet esprit, messieurs, que nous avons tiré notre force, notre courage, notre puissance, pour agir comme nous avons dit. Si cet esprit nous abandonne, si nous cessons de nous en inspirer, si nous l'abjurons en face du peuple allemand et de ses voisins, nous allons témoigner ainsi que la vigueur qui nous animait, il y a trois ans, à cette même place, pour inaugurer notre œuvre, s'est amortie contre le particularisme, contre le particularisme des États, contre celui des partis. Messieurs, cette source, où nous puisons le droit d'être rigoureux et d'écraser sous un pied de fer tout ce qui fe-

rait obstacle au rétablissement de la nation allemande dans sa splendeur et sa puissance.... »

(Explosion de bravos ; sur les bancs de la fraction sociale-démocrate des murmures se font entendre ; ils sont couverts par une nouvelle salve d'applaudissements redoublés.)

Je me félicite, Messieurs, des témoignages d'improbation qui me sont donnés par les adversaires de l'unité allemande et de la grandeur allemande.

Messieurs, je vous prie de m'excuser si mes forces ne me soutiennent pas encore assez pour que je me consacre tout entier à la défense de notre œuvre avec l'énergie qu'elle demande et qui répondrait à ma conviction. Je me bornerai, Messieurs, à vous rappeler une chose. Il n'y a pas encore tout à fait deux ans qu'ici, dans le sein de votre Assemblée, l'initiative était prise afin qu'un droit pénal, unique pour toute la nation allemande un jour, pour la Confédération de l'Allemagne du Nord en attendant, fût créé. Sur cette initiative, dont nous vous sommes redevables, on s'est empressé d'agir ; immédiatement, nos juristes les plus consommés, les hommes qui ont un nom, dans le monde juridique, dont l'Allemagne est fière, justement fière, se sont réunis, et, avec la sérieuse application qui a de tout temps distingué les Allemands, avec une habileté pratique qui n'a pas toujours appartenu à notre nation, ils ont rapidement achevé une œuvre que ses adversaires mêmes, que ceux, aussi, qui prennent sur eux de voter contre et de priver le peuple allemand du Nord des bienfaits d'une telle œuvre, ne peuvent refuser de reconnaître comme la meilleure qui ait été créée jusqu'ici, en Allemagne, pour une plus grande communauté, et comme supérieure, en tout cas, à tout ce qui a pu se produire ici. Deux années donc ne s'étant pas encore tout à fait écoulées, déjà nous ne sommes plus séparés que par un seul vote de la réalisation du désir que vous exprimiez alors ; et que nous duisions en arriver là dans un si court espace de temps, c'est ce que les plus ardents eux-mêmes d'entre vous, en considérant la difficulté de mettre les têtes allemandes sous un même chapeau, ont eu grand peine à croire. Ce seul vote, messieurs, ne le refusez pas au peuple de l'Allemagne du Nord.

Le Reichstag, que vous composez, gardera dans l'histoire de la rénovation de l'Allemagne le titre glorieux d'avoir été le premier Parlement régulièrement formé ; il se sera montré digne de cette gloire par ses travaux, quelque puisse être d'ailleurs le vote d'aujourd'hui. Mais au moment, Messieurs, où ce Reichstag touche à sa fin, je vous adresserai une prière : pénétrez vous de l'esprit qui a présidé à la création de notre État fédéral, transmettez-le dans toute

sa force à vos successeurs, donnez par votre dernier vote au peuple allemand un gage riche en promesses pour son avenir, prouvez par ce vote que lorsqu'il s'agit de la sainte cause de l'unité nationale, l'Allemand sait se garder des anciennes fautes de notre pays, prouvez-le, en oubliant la position que vous avez prise, dans la chaleur du combat, soit comme parti, soit comme individus, élevez vos regards, par delà vos adversaires du moment, jusqu'au grand tout que compose la patrie, et rendez lui un service qui soit pour l'avenir allemand le gage que la nouvelle forme de notre constitution nationale sera exempte en grande partie de ces défauts qui rendent la vieille fonte sèche, cassante, et la font se briser.

Allemagne du Nord. — DISCOURS DU ROI DE PRUSSE POUR LA CLOTURE DU REICHSTAG LE 26 MAI 1870.

Honorés messieurs du Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Au premier Parlement de la Confédération était dévolue la tâche de faire entrer dans la vie politique et civile de la nation les dispositions essentielles de la Constitution sous forme de lois organiques.

Pendant quatre sessions laborieuses vous avez avancé l'achèvement de cette tâche à un tel point que, pour vous autant que pour moi, ce sera une grande satisfaction, de jeter, à la fin de la session législative, un coup d'œil rétrospectif sur le résultat de vos travaux.

A ces travaux, l'Allemagne du Nord doit la réalisation des conséquences les plus importantes de l'indigénat commun, du droit de domicile, de la liberté d'acquérir des propriétés immobilières et d'exercer une industrie, le règlement des conditions pour l'exercice de cette liberté et de celles qui entraînent la perte du droit d'indigénat et de nationalité fédérale, la suppression des impôts frappant deux fois le même revenu, l'abolition des restrictions apportées au mariage et de celles qui faisaient dépendre la jouissance des droits civils des distinctions de culte; la création d'un pavillon fédéral, la protection de la navigation allemande par les Légations et les Consuls de la Confédération, les attributions des agents consulaires, la compétence des organes fédéraux dans les intérêts d'état civil des citoyens de la Confédération. Toutes ces questions ont été réglées par votre concours, par des lois et des traités. Par la suppression des péages de l'Elbe et le règlement du flottage, la liberté des fleuves allemands, si longtemps désirée, est devenue une réalité.

La série des conventions par lesquelles les relations internationales

des postes fédérales ont été réglées sur la base de la réforme a été complétée tout récemment par les Conventions conclues avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis et approuvées par vous.

L'organisation de l'armée fédérale est terminée, et la marine de guerre de la Confédération, grâce aux ressources que vous avez votées, a pris un développement qui promet à cette branche de la force nationale une importance conforme aux prétentions légitimes de la nation allemande.

Le budget de la Confédération est réglé sur des bases solides. L'impôt sur les objets de consommation, réservé à la Confédération, est réglé d'une manière uniforme, et par l'impôt du timbre des lettres de change on a créé une redevance fédérale que réclame l'intérêt du libre mouvement commercial.

L'établissement d'institutions judiciaires communes, prévues par la Constitution fédérale, a fait des progrès que nous osons à peine espérer il y a trois ans.

La loi sur l'assistance judiciaire et les Conventions que nous avons conclues avec la Hesse et le pays de Bade, relativement à cette loi, et qui précèdent la prochaine réforme de la procédure civile commune, ont supprimé les barrières que les frontières opposaient à l'exécution des arrêts judiciaires.

La suppression des restrictions au taux de l'intérêt, de la contrainte par corps, de la saisie des salaires a créé un droit commun pour des points importants de l'organisation économique.

Le code de commerce et la loi sur les lettres de change sont devenus des lois fédérales; l'une et l'autre, ainsi que les lois que vous avez votées sur le droit d'auteur des productions littéraires et sur les sociétés par actions ont été placées sous la protection d'une cour suprême qui commencera à fonctionner très-incessamment.

Mais au premier rang de ces lois importantes se range le code pénal que le Parlement et le Conseil fédéral ont approuvé hier. Le vote de cette loi, qui nous rapproche aussi considérablement du grand but de l'unité du droit allemand, ne pouvait réussir que par le sacrifice de convictions que vous et les gouvernements confédérés avez faites en faveur de l'accomplissement d'une grande œuvre nationale, sacrifice bien difficile, mais d'autant plus fécond que les questions dont il s'agissait touchaient à la conscience même du droit. Je vous remercie d'avoir été au-devant des gouvernements confédérés en vous empressant de faire ce sacrifice.

Honorés messieurs, je puis certifier que la conviction avec laquelle nous passons en revue dans cette enceinte les féconds résultats de nos travaux communs sera partagée dans tout le pays allemand et au delà

de ses frontières. Les grands succès qui ont été remportés au moyen d'un libre accord des gouvernements et des représentants du peuple entre eux; et de part et d'autre, et dans un temps relativement court, offrent au peuple allemand la garantie que les espérances qui se rattachent à la création de la Confédération s'accompliront; car ils prouvent que l'esprit allemand, sans renoncer à sa libre expansion qui fait sa force, sait retrouver l'unité dans l'amour commun de la patrie.

Les mêmes succès, conquis par un travail dévoué et énergique sur le terrain de la prospérité, de la civilisation, de l'ordre et de la liberté, dans notre patrie même, donnent aussi aux pays étrangers la certitude que la Confédération, dans le développement de ses institutions intérieures et de ses relations, conformes aux traités, avec l'Allemagne du Midi, organise la force défensive de l'Allemagne, non pour être un danger, mais un puissant appui, entouré du respect et de la confiance de l'étranger, pour la paix générale.

Lorsque, avec l'aide de Dieu, nous aurons donné à la nation allemande la position dans le monde à laquelle son histoire, sa force et sa civilisation pacifique lui donnent droit, l'Allemagne n'oubliera pas la part qui revient de cette œuvre à ce Parlement et pour laquelle, honorés messieurs, je vous exprime de nouveau ma reconnaissance.

Portugal. — LE DUC DE SALDANHA AUX AGENTS DIPLOMATIQUES
DU PORTUGAL A L'ÉTRANGER.

Lisbonne le 30 mai 1870.

Le Gouvernement anti-constitutionnel et violent de la dernière administration avait produit un mécontentement général et une inquiétude dans tout le royaume.

La moindre circonstance inattendue pouvait donner lieu à une conflagration générale, dont personne ne pourrait prévoir les conséquences, et qui se limiterait seulement à un simple changement de ministère.

Plusieurs fois j'ai eu l'honneur de faire observer à notre auguste souverain les inconvénients de la conservation de ce ministère pour les intérêts publics, et même pour les propres institutions.

J'ai porté ma franchise au point de signifier à S. M. qu'une révolution était imminente dans le pays si elle continuait à conserver une administration aussi détestée, et que je ne savais pas si j'aurais la force d'en éviter les conséquences, comme je l'ai eue en 1851,

J'ai ajouté que ce n'était pas l'ambition du pouvoir qui me portait

à donner ce conseil à S. M. ; car, onze fois, dont une pendant son règne, j'avais refusé d'être le chef de l'administration et que, au contraire, je prêterais le plus franc et le plus loyal appui à tout ministère qui pourrait éviter la révolution.

S. M. me répondait, avec sa bienveillance accoutumée, en m'exposant les motifs par lesquels elle ne pouvait accepter de suite mon conseil, motifs que je m'abstiens de développer maintenant, mais dans lesquels se montrait toujours le plus profond amour pour les intérêts du pays.

Dans la matinée de mercredi 18 du courant, j'ai exposé de nouveau à S. M. la très-dangereuse situation où nous nous trouvions, l'imminente révolution qui nous menaçait, demandant encore la nomination d'un autre ministère quelconque.

Le Roi me répéta ce qu'il m'avait déjà dit tant de fois, et j'ai résolu alors d'exposer ma vie et même ma réputation pour sauver le pays des maux qui le menaçaient.

J'ai quitté la demeure royale, et je suis rentré chez moi, le cœur plein d'amertume. Vers trois heures du matin du 19, les régiments, lanciers n° 2, artillerie n° 3, chasseurs n° 5, et infanterie nos 1 et 7, occupaient la place devant le palais d'Aiuda, en même temps qu'un grand nombre d'hommes du peuple occupaient le château de Saint-George, d'où ils sortirent, vers sept heures du matin, dans le meilleur ordre, se rendant aussi au palais du Roi. La ville continua tranquillement ses occupations ordinaires, n'ayant été distraite de cette tranquillité que par les salves d'artillerie tirées du château par le peuple pour fêter son triomphe.

La nouvelle du changement du ministère a été reçue partout avec les plus grandes manifestations de contentement. Les troupes, répandues dans les provinces du Nord, rentrèrent à leurs quartiers ordinaires. La plus parfaite tranquillité et le contentement règnent dans toutes les provinces, et moi, en remerciant humblement la divine Providence, j'ai l'intime conviction d'avoir évité la guerre civile, qui était imminente, et d'avoir encore, dans le dernier quartier de ma vie, contribué une fois de plus à la consolidation du trône de S. M. le roi dom Louis 1^{er}, de sa dynastie, des institutions que j'ai toujours défendues, et de l'autonomie et de l'indépendance nationales, qu'une guerre civile aurait mis en péril.

Ce même jour 19, au soir, j'ai été au palais et j'ai eu l'honneur de dire au Roi :

« Sire, V. M. m'a fait l'honneur ce matin de me charger de la formation du ministère ; mais alors votre palais était entouré de troupes qui pouvaient faire croire à une pression. Maintenant qu'il est libre,

je viens déposer dans les mains de V. M. cet honorable mandat, en la suppliant de vouloir bien charger une autre personne de former le ministère, et en l'assurant, sur mon honneur, que l'unique condition que j'exige, pour donner à la nouvelle administration mon appui le plus sincère, c'est que les nouveaux ministres ne persécutent pas mes amis, comme ont fait les derniers, par ce seul motif. »

S. M. a daigné me répéter, de la manière la plus gracieuse, ce qu'elle m'avait déjà dit le matin.

Au commencement de cette communication, j'accuse la dernière administration d'avoir été anti-constitutionnelle et violente. Comme je n'ai pas l'habitude de faire des accusations sans preuve, je me bornerai, entre plusieurs que je pourrais citer aux deux suivants :

Par l'article 74, paragraphe 4 (1) de la Charte constitutionnelle, le pouvoir modérateur peut dissoudre la Chambre, lorsque le bien de l'État l'exigera. Or, à peine la Chambre des députés avait-elle dix-huit jours d'existence, que, sans la moindre cause ou motif qui pouvait faire croire que le bien du pays l'exigeait, sans qu'elle eût donné la moindre preuve d'opposition, qu'un décret la donna pour dissoute, aux yeux du pays étonné.

Pendant les élections pour la nouvelle Chambre des députés, le sang a coulé sur différents points du royaume, sinon par les ordres, au moins par l'arbitraire des agents du gouvernement.

Je pourrais mentionner plusieurs faits, je le répète, pour prouver que l'administration dernière a été anti-constitutionnelle et violente.

Quant à l'administration actuelle : religion, justice, moralité, monarchie, indépendance nationale, économie, liberté, sont les sept mots dans lesquels se contient le programme ministériel.

Il me reste à ajouter que le nouveau cabinet a essentiellement en vue l'organisation des finances. Comme base principale de son amélioration, le gouvernement maintiendra intégralement les engagements de ses prédécesseurs, en exécutant religieusement toutes les obligations contractées et en traitant avec la plus grande loyauté tous ceux qui ont fourni leurs capitaux au Trésor portugais.

L'amélioration des finances de l'État doit être obtenue au moyen de réformes économiques raisonnables, et surtout par l'augmentation des recettes. Ce sont ces deux choses dont le Gouvernement va s'occuper sérieusement.

Le ministère auquel j'ai l'honneur de présider, possède la confiance

(1) Art. 74. Parag. 4. Le Roi exerce le pouvoir modérateur en prorogeant ou avançant l'époque de convocation des Cortès, ou ordonnant la dissolution de la Chambre des Députés, dans le cas où l'exigera le salut de l'État, convoquant immédiatement une autre pour la remplacer.

publique, et tout le monde reconnaît la nécessité d'une situation forte, capable de vaincre les difficultés du Trésor. La tranquillité parfaite qui règne dans le pays, et qui, pour sûr, ne sera pas troublée, est une garantie de plus que le Gouvernement ne rencontrera pas de grandes résistances dans l'exécution de son plan.

Connaissant donc les motifs qui ont donné lieu aux événements du 19 mai et du programme du Gouvernement, vous chercherez, par tous les moyens en votre pouvoir, à éclairer sur ce sujet le Gouvernement près duquel vous êtes accrédité, ainsi que les personnes influentes de ce pays.

Agréez, etc.

Signé : DUC DE SALDANHA.

Montenegro. — LE PRINCE NICOLAS A M. READE, CONSUL
D'ANGLETERRE A SCUTARIE.

Cettigné le 4 juin 1870.

Contrairement aux instructions qu'il avait reçues de mon Gouvernement, M. St. Radonich ayant cru pouvoir faire devant la Commission une déclaration en vertu de laquelle nous consentirions à la cession de nos droits sur les propriétés particulières appartenant aux Monténégriens dans les Brdos, et ayant ainsi porté atteinte à la lettre même du protocole de Constantinople, je me vois dans la nécessité de vous prier de ne point prendre acte de cette concession dans la suite de vos travaux et, afin de ne point mettre d'entrave à ceux-ci, je rappelle à Cettigné M. Radonich.

En conséquence, M. le capitaine Pejovich restera premier commissaire pour la Principauté, et je lui envoie comme adjoint M. Nicolas Matanovich que je vous prie de vouloir bien agréer.

Veuillez également, M. le consul, transmettre à MM. vos collègues ainsi qu'à MM. les commissaires ottomans la décision que je viens de prendre et leur faire connaître le motif qui l'a inspirée.

Je vous réitère, etc.

Signé : NICOLAS.

Commission Turco Monténégrienne. — PROCÈS-VERBAL N. 3
SÉANCE DU 6 JUIN 1870.

Le 6 juin 1870, la séance étant ouverte, les Commissaires monténégriens ont remis au doyen des Consuls, pour être communiquée à ses

collègues et aux Commissaires ottomans, une lettre du Prince Nicolas, en date du 4 juin 1870, dans laquelle S. A. prie de ne point prendre acte de la déclaration faite par M. Stanko Radonich, son primitif Commissaire, en vertu de laquelle le Monténégro consentirait à la cession de ses droits sur les propriétés particulières situées dans les Brdos.

Le Prince annonce aussi que son premier Commissaire sera désormais M. le Capitaine Pero Pejovich, assisté de M. Nicolas Mattanovich.

La discussion étant ouverte sur ce point entre les Commissaires ottomans et monténégrins, les Commissaires ottomans ont dit qu'en faisant cette déclaration M. Stanko Radonich n'avait pas fait de concession nouvelle, mais seulement émis une vérité à lui bien connue, qui découle de la correspondance échangée entre S. A. et Osman Pacha par l'entremise de M. Stanko Radonich, l'un des Commissaires du Monténégro.

MM. les Commissaires monténégrins ont répondu qu'un Gouvernement était toujours libre de révoquer un agent, quand il dépasse ses instructions.

MM. les Commissaires ottomans ont demandé alors aux Commissaires monténégrins, à quoi ils prétendent après la nouvelle déclaration du Prince, ceux-ci ont répondu s'en tenir, pour ce qui concerne Mali et Veli Brdo, uniquement au Protocole de Constantinople du 26 octobre 1866.

Les Commissaires ottomans ont objecté :

1° Que tous les actes passés entre la S. Porte et le Monténégro doivent avoir la même valeur ;

2° que postérieurement au protocole de 1866, c'est-à-dire le 4 septembre 1868, le Prince a déclaré dans sa lettre à Osman Pacha que toutes les terres appartenant, à quelque titre que ce soit aux habitants des autres villages de la frontière monténégrine situés sur un point quelconque du territoire turc, comme conséquence de l'article 1^{er} appartiendront de plein droit au Gouvernement ottoman ;

3° que cette lettre a reçu en grande partie exécution en ce qui concerne les terres turques situées dans le Monténégro, que par conséquent cette lettre doit être mise également en exécution pour les propriétés privées monténégrines situées sur Mali et Veli Brdo.

Les Commissaires monténégrins ont répondu que le Prince, persuadé que la question des Brdos était chose jugée par le protocole du 26 octobre de 1866, n'a pas cru devoir en faire mention dans la lettre à Osman Pacha.

MM. les Consuls d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de la Confédération germanique du Nord, de France et d'Italie, après avoir entendu

lecture de ce qui précède, sont d'opinion, tout en se réservant pour le reste de la discussion, que la lettre du Prince lue en séance est insuffisante à infirmer la déclaration précédemment faite par M. Stanko Radonich relativement aux propriétés privées situées sur Veli et Mali Brdo, laquelle déclaration est consignée au procès-verbal N° 2.

M. le Consul de Russie a réservé son opinion.

(Suivent les signatures).

Autriche-Hongrie.—LE COMTE DE BEUST AU BARON DE PROKESCH
A CONSTANTINOPLE.

Vienne, le 8 juin 1870.

V. Exc. aura vu, par l'un des derniers rapports du Gérant de notre Consulat à Scutari, que la Commission mixte, qui venait à peine de commencer ses travaux, s'est vue obligée d'y mettre subitement un terme, à la suite d'une déclaration du délégué monténégrin, délaissant, à la surprise de tous, le point de vue soutenu jusqu'alors par le Prince Nicolas dans l'affaire de Veli et Mali Brdo.

Nous ignorons encore les motifs qui ont déterminé cette volte-face inattendue.

De toute manière, la Porte n'a qu'à s'applaudir d'avoir suivi le conseil que nous lui avons donné de ne pas se refuser à un accommodement amiable du différend. Quoi qu'il arrive, elle aura joué le beau rôle; personne ne pourra l'accuser d'avoir voulu étouffer la discussion et de n'avoir visé qu'à saisir un prétexte pour couvrir des vues d'envahissement. On ne pourra pas s'empêcher, au contraire, de lui tenir compte de la bonne volonté dont elle a fait preuve.

Quant aux Monténégrins, le seul grief qu'ils eussent, jusqu'à présent, avancé avec quelque apparence de raison, ayant été abandonné par eux-mêmes, ils ne pourraient s'étonner si à l'avenir les Puissances ne témoignaient plus autant d'empressement à accueillir leurs doléances.

Recevez etc.

Signé : BEUST.

Espagne. — MANIFESTE DE DON CARLOS. — A M. VILLADARIAS. PRÉSIDENT DE LA JUNTE CATHOLICO-MONARCHIQUE, ET AUX AUTRES JUNTAS DU ROYAUME.

Latour, le 8 juin 1870.

Reçois, cher Villadarias, les remerciements que, du fond du cœur

je vous envoie à tous, à la junte que tu présides et à toutes les juntas du royaume, Une perte bien sensible a mis en relief l'unité et la grandeur de l'Espagne catholique et monarchique. Comme un seul homme, elle s'est levée criant : Dieu, patrie, Roi ! Et le Roi, en entendant ce cri qu'aimèrent nos pères, lève la bannière espagnole et demande à Dieu de la bénir. Il rend grâces à tous au nom de la patrie.

Vous tous qui suivez cette bannière, cher Villadarias, vous composez plus qu'un parti, vous êtes un peuple, vous êtes le peuple espagnol. Salut à ce peuple toujours généreux et magnanime, dans la prospérité comme dans l'adversité !

Assurément tous les Espagnols ne sont pas avec nous ; mais ils sont Espagnols, et j'espère de Dieu qu'ils viendront à nous, à mesure qu'ils comprendront l'excellence de nos doctrines, la vérité de notre but et le cœur de celui qui naquit avec le droit à la royauté, mais qui jamais n'a vu dans ce droit autre chose que l'obligation sacrée de vivre ou de mourir pour le bien de l'Espagne.

Un principe étranger à notre patrie a divisé et rendu ennemis les enfants de la même mère et il a ensanglanté le sol de la patrie, appauvri, exténué le pays au point que nous connaissons et déplorons tous.

Un principe espagnol peut réunir les hommes d'opinions opposées, réconcilier les adversaires et faire surgir des ruines une Espagne nouvelle aussi grande que l'ancienne dans ses heureux jours.

Je suis le représentant de ce principe ; je suis l'ami de cette union. Conserver avec un religieux amour l'héritage sacré de nos pères, accepter comme une faveur de la Providence les progrès et améliorations de notre époque, constituer avec l'aide des représentants naturels de l'Espagne un gouvernement vraiment national, régir et gouverner le peuple dans la paix et dans la justice, le roi étant assisté par les représentants dévoués du royaume, lui tenant toujours le langage de la vérité et respectant également le droit de tous, grands et petits, ne serait-ce pas là se montrer digne de notre glorieux passé et à la fois l'homme de son temps ; aplanissant, sans humilier personne, la voie à la réconciliation de tous les hommes de bonne volonté et complétant l'œuvre que couronneront les bénédictions du siècle futur ?

Telle est la pensée de ma vie, tel est le désir de mon âme, Dieu le sait ! Je lui demande de me rendre digne d'une telle grâce et l'instrument principal d'une si grande œuvre.

Cher Villadarias, dis à la junte que tu présides et à toutes les juntas du royaume, que je suis content d'elles ; dis-leur bien d'avoir foi. La foi sauvera l'Espagne.

Dieu la protège et vous garde !

Ton bien affectionné,

Signé : CARLOS.

États-Unis d'Amérique. — MESSAGE DU PRÉSIDENT RELATIF
AUX AFFAIRES DE CUBA.

Washington, le 43 juin 1870.

Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

Dans le Message annuel transmis au Congrès au commencement de la session actuelle, je faisais allusion à la lutte qui depuis plus d'un an existe dans l'île de Cuba entre une partie des habitants et le Gouvernement, ainsi qu'aux sentiments sympathiques du Peuple et du Gouvernement des États-Unis pour le Peuple de Cuba, de même que pour les Peuples qui demandent la liberté et le *Self-Government*. Je disais alors que la lutte n'avait pris à aucune époque les proportions qui en auraient fait une guerre dans le sens de la loi internationale, ou qui auraient indiqué l'existence, parmi les insurgés, d'une organisation politique de nature à justifier leur reconnaissance comme belligérants.

Pendant les six mois qui se sont écoulés depuis la date de ce Message, la condition des insurgés ne s'est pas améliorée. L'insurrection, bien qu'elle ne soit pas domptée, n'offre pas d'indices montrant qu'elle progresse; elle semble restreinte à un système d'hostilités régulières conduites par des bandes d'hommes mal armés, qui errent, sans se concentrer, dans les bois et les régions peu peuplées de l'île; ces bandes dressent des embuscades pour les convois et les petits détachements de troupes; elles brûlent les plantations de ceux qui ne sont pas favorables à leur cause.

Mais si l'insurrection n'a pas gagné de terrain, il est également vrai que l'Espagne ne l'a pas réprimée. Le climat, les maladies et parfois les balles ont porté la mort parmi les soldats de l'Espagne; bien que les autorités espagnoles aient en leur possession tous les ports et toutes les villes de l'île, elles n'ont pu réprimer les sentiments hostiles qui ont porté un nombre considérable d'habitants natifs de l'île à faire une résistance armée à l'Espagne, et qui les portent encore maintenant à endurer les dangers et les privations de la vie errante des guerrilleros.

Des deux côtés la lutte a été conduite, et elle continue à l'être avec un mépris regrettable de la vie humaine et des usages que la civilisation moderne accepte comme des palliatifs des horreurs de la guerre. Les torches de l'Espagnol et du Cubain portent également la dévastation dans les régions fertiles. Des décrets sanglants, inspirés par l'esprit de vengeance, sont lancés et exécutés par les deux partis. Le comte Balmaseda et le colonel Boët, du côté des Espagnols, ont étonné

l'humanité et provoqué l'indignation du monde civilisé par l'exécution, ordonnée par chacun d'eux, d'une vingtaine de prisonniers à la fois. De son côté, un chef cubain, le général Quesada, a admis froidement, et comme s'il s'agissait d'un acte tout naturel, qu'en un seul jour plus de 650 prisonniers avaient été massacrés par ses ordres. Un jugement sommaire, presque toujours suivi d'une condamnation et d'une exécution immédiates, voilà ce qui attend les personnes arrêtées de part et d'autre et qui sont soupçonnées d'hostilité à la cause de ceux qui opèrent l'arrestation.

Quelle que puisse être la sympathie du Peuple et du Gouvernement des États-Unis pour la cause qui a porté une partie du peuple de Cuba à faire une résistance armée au Gouvernement de l'Espagne, il ne saurait y avoir de sympathie légitime lorsque la lutte est conduite par les deux partis avec la même violation barbare des usages des nations civilisées et des principes les plus élémentaires d'humanité. Nous ne pouvons faire de distinction entre les Espagnols et les Cubains dans notre condamnation de la manière dont la guerre est conduite. Les uns et les autres commettent les mêmes atrocités; ils violent également les règles établies de la guerre.

Les propriétés de plusieurs de nos concitoyens ont été détruites ou saisies. Plusieurs autres ont perdu la vie ou la liberté. Chaque fois que le Gouvernement a été informé du fait, il a demandé promptement des réparations et une indemnité. Des remontrances énergiques ont aussi été faites contre la manière dont la guerre est conduite, contre le mépris absolu de la vie humaine, la destruction inutile de propriétés et la violation des règles établies de la guerre civilisée.

Depuis l'ouverture de la session actuelle du Congrès, j'ai communiqué à la Chambre des Représentants, sur sa demande, l'exposé des démarches faites pour mettre fin au triste conflit actuel et pour assurer au peuple de Cuba les bienfaits et les droits d'un Gouvernement indépendant. Ces démarches n'ont pas réussi, mais l'Espagne a admis que les bons offices de notre Gouvernement pourraient être utilisés pour atteindre le but proposé.

Pendant toute la durée de la lutte, on a vu un grand nombre de Cubains s'échapper de l'île pour éviter les risques de la guerre, se réunir dans notre pays à une distance sûre de la scène du danger et chercher nos côtes pour base de leurs opérations, à pousser notre peuple dans la lutte qu'ils évitent, et à jeter notre Gouvernement dans des complications et peut-être dans une guerre avec l'Espagne. On ne saurait douter que ce dernier but ne soit celui de ces Cubains, quoiqu'ils le voient sous la demande plausible en apparence de leur reconnaissance comme belligérants.

Il a été dit, d'après des renseignements que je crois exacts, que des bons Cubains représentant une somme considérable ont été préparés, en subordonnant leur paiement à la reconnaissance, par les États-Unis, des droits de belligérants ou de l'indépendance des Cubains. Le but qu'on a eu en faisant dépendre entièrement la valeur de ces bons de l'intervention de notre Gouvernement est de nature à provoquer de sérieuses réflexions.

Au moment de déterminer quelle réponse sera faite à la demande de reconnaissance, ceux de nous qui se sont chargés maintenant de veiller à la sûreté publique pourront trouver une sauvegarde dans les principes libéraux et pacifiques adoptés par le père de la patrie et par les hommes d'État éminents de son époque, principes qui ont été admis par ses successeurs et par les contemporains de ceux-ci.

De 1789 à 1815, la grande préoccupation de nos hommes d'État a été de tenir les États-Unis en dehors des guerres qui dévastaient l'Europe. La discussion des mesures de neutralité commence avec les dépêches de M. Jefferson, à l'époque où il était secrétaire d'État. Il montre que ces mesures sont l'exercice d'un droit national, en même temps que l'accomplissement d'un devoir. On ne saurait tolérer que des citoyens fassent la guerre suivant leurs propres caprices, leurs passions, leurs intérêts ou leurs sympathies individuelles, ni que les agents de Gouvernements étrangers, reconnus ou non reconnus, abusent de notre hospitalité pour usurper le droit d'enrôler ou d'armer des forces militaires ou navales sur notre territoire. Washington a posé les bases de la politique de neutralité, qui désapprouve aussi toute alliance étrangère embarrassante; cette politique a donné lieu, en 1794, à la première loi faite sur le maintien de la neutralité.

Le devoir de s'opposer à la flibusterie a été admis par tous les Présidents. Washington a déjoué les efforts de M. Genet et des révolutionnaires français; John Adams, les projets de Miranda; Jefferson, les plans d'Aaron Burr. Madison et les Présidents qui lui succédèrent ont dû s'occuper de la question des enrôlements étrangers aux États-Unis, et, depuis le temps de John Quincy Adams, une des occupations constantes du Gouvernement des États-Unis a été d'empêcher que des expéditions de pirates ne quittent nos côtes pour aller attaquer les Républiques de l'Amérique du Sud.

Dans tous les pays il y a des hommes prêts à s'embarquer dans une entreprise qui leur promet des aventures ou du profit. Dans les premiers temps de notre existence nationale, le continent tout entier et les îles de l'Amérique, en dehors des États-Unis, dépendaient, comme colonies, des pouvoirs Européens. Les révolutions qui, à partir de 1810, éclatèrent presque simultanément dans toutes les colonies con-

tinentales de l'Amérique espagnole, eurent pour résultat l'établissement de nouveaux États d'origine européenne comme nous, et ayant intérêt à ôter à la politique d'Europe et aux questions de dynastie leur influence dans le Nouveau-Monde. La politique américaine de neutralité, qui était importante auparavant, le devint doublement lorsqu'il fallut l'appliquer à la République aussi bien qu'à la Ménétréopole. Elle nous obligea à trancher la grande question internationale de savoir à quelle époque et dans quelle circonstance il fallait reconnaître un nouveau pouvoir comme ayant droit à une place dans la famille des nations ; nous devions aussi résoudre la question préliminaire de l'attitude que doit observer notre gouvernement à l'égard du parti insurrectionnel pendant la lutte.

M. Monroe exposait succinctement la règle qui a dirigé la conduite du Gouvernement à l'égard d'une contrée révoltée, pendant la lutte, lorsqu'il disait :

« Dès que le mouvement assumait une forme telle que le succès des provinces devenait probable, on leur reconnaissait les droits auxquels elles pouvaient prétendre d'après la loi des nations, comme parties dans une guerre civile. »

Le strict respect de cette règle politique a été un des titres d'honneur des hommes d'État américains ; il a assuré à notre Gouvernement la confiance des pouvoirs faibles du continent, en les portant à compter sur notre amitié, en l'absence de tout indice de conquête, et à chercher aux États-Unis l'exemple et la protection morale. C'est ainsi que le Gouvernement a acquis une position influente qu'il ne doit pas abandonner, mais qui lui impose les devoirs les plus délicats de droit et d'honneur, en ce qui concerne les questions américaines.

Soit qu'il s'agisse de colonies émancipées ou de colonies encore soumises à la domination européenne, la question des droits de belligérants doit être résolue par les faits et non par les sympathies ou les préventions que nous inspire l'un ou l'autre parti. Les relations entre les partis opposés doivent être une guerre dans le sens de la loi internationale. Des combats, même lorsqu'ils sont acharnés et se répètent souvent, ne constituent pas une guerre. Il faut qu'il y ait aussi des forces militaires agissant suivant les règles et les usages de la guerre, des parlementaires, des cartels d'échange et des échanges de prisonniers. Et, pour justifier leur reconnaissance comme belligérants, il faut pardessus tout qu'il y ait parmi les insurgés un gouvernement politique de fait, capable de constituer, par son caractère et ses ressources, s'il était laissé à lui-même, un État, en acceptant la responsabilité de ses actes à l'égard des autres pouvoirs dans l'exécution de ses obligations nationales.

Je me base sur les meilleurs renseignements que j'ai pu réunir, de source officielle et non officielle, sans en accepter les déclarations échangées des deux partis, sur tout ce qui peut nuire aux uns ou aider aux autres : je ne puis découvrir dans la condition actuelle de la lutte à Cuba les conditions requises pour constituer une guerre dans le sens de la loi internationale.

Les insurgés ne sont maîtres d'aucune ville ; leur gouvernement n'a pas de siège fixe ; ils n'ont pas de Cours d'amirauté, de service de perception des impôts, de ports où une prise peut-être conduite ou par lequel un pouvoir étranger peut avoir accès vers le territoire restreint de l'intérieur et les forteresses des montagnes que les insurgés occupent.

L'existence d'une Législature représentant la population est plus que douteuse. Par suite de l'incertitude qui enveloppe toute l'insurrection, on manque de preuves probables de l'élection de représentants ou de l'existence d'un gouvernement hors des limites des camps occupés de jour en jour par des colonnes mobiles des troupes d'insurgés. Il n'y a pas de commerce, pas d'échanges à l'intérieur où à l'extérieur, pas d'industrie. L'ancien commandant en chef des insurgés, qui est venu récemment aux États-Unis, a déclaré publiquement que « toutes les relations commerciales avec l'extérieur sont entièrement interrompues », et il ajoutait : « Aujourd'hui nous n'avons pas dix mille fusils à Cuba. »

C'est un principe bien établi de la loi publique que la reconnaissance des droits de belligérants à des insurgés, dans les circonstances qui existent maintenant à Cuba, si elle n'est pas justifiée par la nécessité, serait une démonstration gratuite d'appui moral pour la rébellion.

Or, la nécessité de cette démonstration peut se produire ultérieurement, mais elle n'a pas encore surgi, et elle ne paraît pas devoir surgir.

S'il y a guerre entre l'Espagne et Cuba et si cette guerre est reconnue, il est de notre devoir de nous préparer aux conséquences qui pourront en découler, et qui seront des embarras pour notre commerce et pour nos revenus. Si la reconnaissance a lieu, la marine commerciale des États-Unis sera soumise au droit de visite et de saisie par les croiseurs des deux parties. Les bâtiments pourront être déclarés de bonne prise par les Cours d'amirauté. Notre important commerce de grand cabotage entre les États de l'Atlantique et les États du Golfe, et entre ceux-ci, l'isthme de Panama et les États de l'Amérique du Sud, passe nécessairement presque en vue de l'île de Cuba. D'après le Traité conclu avec l'Espagne en 1795, et d'après la loi des nations, nos bâtiments pourront être soumis au droit de visite en pleine mer. Après la reconnaissance, le transport de la contrebande de guerre, qui est mainte-

nant légitime, exposera les bâtiments à être saisis et condamnés. En outre, le Gouvernement espagnol sera affranchi de toute responsabilité des actes commis sur le territoire insurgé, et il acquerra le droit d'exercer à l'égard du commerce neutre tous les pouvoirs d'une nation engagée dans une guerre maritime. Je désire recommander à la considération du Congrès les conséquences que pourrait avoir l'exercice de ces pouvoirs.

En vue de la gravité de la question, j'ai cru de mon devoir d'appeler l'attention du pouvoir législatif, qui exerce le droit de guerre, sur tout ce qui se rattache à la reconnaissance des droits belligérants. Je le répète, il n'y a pas dans l'île de Cuba de Gouvernement de fait, capable d'exécuter les lois et de maintenir de justes relations avec les autres nations. D'un autre côté, l'Espagne n'a pas pu réprimer l'opposition à son Gouvernement, non plus qu'elle n'a pu accorder promptement justice aux autres nations ou aux citoyens des autres nations lorsque leurs droits ont été violés.

Il a surgi des complications sérieuses par suite de la saisie de navires américains sur les hautes mers, de l'exécution de citoyens américains sans jugement régulier, et de la confiscation des propriétés de citoyens américains. Des protestations solennelles ont été faites contre chacune des violations des droits de nos concitoyens et de notre drapeau sur les hautes mers. Les démarches nécessaires ont été faites pour obtenir les réparations dues dans chaque cas. Ces démarches se continuent.

Mais la question des droits de belligérants doit être résolue d'après des principes arrêtés et des faits authentiques; elle est entièrement distincte de la manière dont la lutte est conduite des deux côtés, et des traitements subis par les citoyens ayant droit à notre protection. Ces derniers faits touchent à notre propre dignité et à notre responsabilité; ils ont servi de texte, ainsi que je l'ai dit, à des dépêches envoyées à plusieurs reprises en Espagne, ainsi qu'à des protestations et à des demandes de réparation. Il est à espérer que ces réclamations seront écoutées; mais, dans le cas contraire, elles seront l'objet d'une nouvelle communication au Congrès.

Signé : U.-S. GRANT.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE
(1874)

PREMIÈRE PARTIE

DOCUMENTS RELATIFS A L'OCCUPATION DE ROME ET DES ÉTATS-
PONTIFICAUX PAR L'ITALIE. 1870-1871.

1870

Juillet 19. *Grande-Bretagne*. Sir A. Paget au comte de Granville. M. Visconti-Venosta n'a rien appris au sujet du retrait des troupes françaises de Rome..... 4

Juillet 29. *Grande-Bretagne*. M. Jervoise au comte de Granville. Conversation avec le cardinal Antonelli au sujet du retrait des troupes françaises de Rome qui lui a été notifié officiellement par le marquis de Banneville... 2

Juillet 29. *Grande-Bretagne*. Sir A. Paget au comte de Granville. Difficultés du gouvernement italien dans la question romaine, il désire remplir ses engagements internationaux, mais il saisira toute occasion qui pourra amener une solution conforme au sentiment national..... 2

Juillet 30. *Grande-Bretagne*. M. Jervoise au comte de Granville. Embarras du Saint-Siège faute d'un nombre suffisant d'hommes pour occuper les points qui étaient gardés par les troupes françaises..... 4

Juillet 31. *France*. Le duc de Gramont au marquis de Banneville. En présence de la guerre avec la Prusse, l'occupation de Rome par la France devient inefficace et nuisible, l'évacuation est au contraire opportune et profitable au Saint-Siège..... 5

Août 2. *France*. Le duc de Gramont au baron de Malaret. En rappelant ses troupes de Rome, la France se trouve replacée avec l'Italie sur le terrain de la convention de septembre et compte sur la fermeté du gouvernement italien à faire exécuter les dispositions qui lui incombent..... 6

Août 3. *Grande-Bretagne*. Lord Lyons au comte de Granville. Vu le duc de Gramont qui lui a dit avoir reçu des assurances satisfaisantes de l'Italie et qu'en conséquence les troupes françaises allaient être rappelées des États-Romains..... 6

Août 3. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. La solution rêvée par les hommes sérieux en Italie est la suppression du pouvoir temporel tout en entourant le Pape de toute garantie de son pouvoir spirituel...	7
Août 4. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta au chevalier Nigra. L'Italie se conformera aux obligations de la Convention de septembre et compte sur une juste réciprocité de la part de la France.....	8
Août 5. <i>France</i> . Le marquis de Banneville au duc de Gramont. Réponse à sa dépêche du 31 juillet.	9
Août 19. <i>Italie</i> . Discours de M. Visconti-Venosta à la Chambre des Députés sur la question romaine....	9
Août 20. <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville aux Lords de l'Amirauté, envoi d'un bâtiment de guerre à Civita-Vecchia	24
Août 20. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Jervoise au comte de Granville. Départ des troupes françaises de Civita-Vecchia.....	23
Août 27. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Jervoise au comte de Granville. Conversation avec le cardinal Antonelli. Toute invasion de la frontière pontificale sera repoussée par la force, et si les troupes sont repoussées elles se replieront sur Rome	23
Août 29. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta au chevalier Nigra. État de la question romaine, gravité de la situation de l'Italie en présence de l'attitude du Saint-Siège et des menées révolutionnaires.....	24
Août 29. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux Représentants de l'Italie. Politique du gouvernement italien dans la question romaine	26
Août 29. <i>Italie</i> . Mémoire adressé par M. Visconti-Venosta aux gouvernements étrangers, sur la question romaine.....	29
Septembre 6. <i>France</i> . Déclaration de M. Jules Favre au chevalier Nigra qui lui a annoncé que l'Italie était décidée à occuper Rome	39
Septembre 6. <i>Italie</i> . M. Melegari à M. Visconti-Venosta. Conversation sur la question romaine avec M. Dubs qui a témoigné la confiance qu'avait la Suisse dans les sentiments libéraux de l'Italie pour rassurer les consciences catholiques.....	40
Septembre 6. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Thile qui ne pense pas que la Prusse modifiera sa conduite dans la question romaine, mais qui en réfèrera au comte de Bismarck alors au quartier général.....	42
Septembre 7. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux Représentants de l'Italie. Nécessité pour l'Italie de prendre la responsabilité du maintien de l'ordre dans la Péninsule et de la sauvegarde du Saint-Siège.....	42
Septembre 8. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Mission de M. Ponza di San Martino porteur d'une lettre du roi Victor Emmanuel au Pape	44
Septembre 8. <i>Italie</i> . Le roi Victor-Emmanuel au Pape Pie IX.....	45
Septembre 8. <i>Prusse</i> . Le roi Guillaume au Pape. Regrette de ne pouvoir intervenir dans la question romaine à cause de ses bons rapports avec le roi Victor-Emmanuel et les relations qui existent entre l'Allemagne et l'Italie.	47

Septembre 8. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. J. Favre qui lui a dit que la France laissait l'Italie agir sous sa propre responsabilité.....	48
Septembre 8. <i>Italie</i> . Le chevalier de Cadorna à M. Visconti-Venosta. Conversation avec lord Granville.....	49
Septembre 8. <i>Italie</i> . M. Lanza au comte Ponza di San Martino. Instructions pour sa mission auprès du Saint Père.....	51
Septembre 8. <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Bray, la Bavière ne s'immiscera pas dans les affaires d'Italie, mais fait ses réserves pour certaines éventualités.....	52
Septembre 9. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Conversation avec M. Visconti-Venosta sur l'éventualité d'une lutte à Rome. :	53
Septembre 10. <i>France</i> . M. Jules Favre à M. Lefebvre de Béhaine. Expliquer au cardinal Antonelli la situation de la France qui réserve les questions dont la solution n'est pas immédiatement nécessaire.....	54
Septembre 10. <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. M. Jules Favre a autorisé le chevalier Nigra à donner à son gouvernement non-seulement les assurances du consentement du gouvernement français, mais aussi de ses sympathies.....	54
Septembre 10. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Savigny sur les circulaires du 29 août et du 7 septembre.	55
Septembre 10. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Réponse à ses circulaires du 29 août et du 7 septembre. Opinion en Autriche sur la question romaine.....	56
Septembre 10. <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Le comte de Bray sur la question romaine.....	57
Septembre 10. <i>Italie</i> . Le chevalier Cantagalli à M. Visconti-Venosta. L'Italie peut compter sur les sympathies du gouvernement badois.....	57
Septembre 11. <i>Saint-Siège</i> . Le Pape au roi Victor-Emmanuel. Réponse à sa lettre du 8 septembre.....	59
Septembre 11. <i>Italie</i> . Proclamation du général Cadorna aux habitants des Provinces Romaines.....	60
Septembre 11. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Jervoise au comte de Granville. Bases d'un <i>modus vivendi</i> proposé par l'Italie au Pape.....	60
Septembre 12. <i>Saint-Siège</i> . Proclamation du général Kanzler aux Romains.	61
Septembre 12. <i>Italie</i> . M. Raëli, garde des sceaux aux évêques du royaume d'Italie. Ne pas permettre au clergé de provoquer pas des actes ou des discours à la désobéissance aux mesures de l'État.....	62
Septembre 12. <i>Italie</i> . Le comte de Barral à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. d'Anethan qui est d'avis qu'il faut trouver une combinaison qui garantisse au Pape l'exercice de son pouvoir spirituel.....	63
Septembre 12. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Annoncé l'ordre d'occupation des États Romains à M. Jules Favre qui a répondu que le gouvernement français laisserait faire l'Italie avec sympathie.....	63
Septembre 12. <i>Italie</i> . Le comte Greppi à M. Visconti-Venosta. Le gouver-	

nement Wurtembergeois ne fera aucune opposition sérieuse aux projets de l'Italie.....	64
Septembre 43. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au chevalier de Palomba. Conversation avec Mgr l'alcinelli au sujet de l'attitude de l'Autriche dans la question de l'occupation des États Romains par l'Italie	64
Septembre 43. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au baron de Kübeck. L'Autriche compte sur l'esprit de modération de l'Italie qui ne voudra pas augmenter les alarmes déjà ressenties par les catholiques.....	68
Septembre 43. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Résultat de la mission à Rome du comte Ponza di San Martino.....	69
Septembre 43. <i>Italie</i> . Le chevalier de Cadorna à M. Visconti-Venosta. Conversation avec lord Granville, sa demande que l'Angleterre appuie une entente entre Rome et l'Italie.....	70
Septembre 44. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta au commandeur Cerruti. Opinion du gouvernement espagnol sur les affaires de Rome.....	71
Septembre 45. <i>Saint-Siège</i> . Le général Kanzler au général Cadorna. Refus de laisser entrer les troupes italiennes dans Rome.....	72
Septembre 45. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Marche en avant des troupes italiennes.....	72
Septembre 45. <i>Saint-Siège</i> . <i>Italie</i> . Capitulation de Civita-Vecchia.....	73
Septembre 46. <i>Italie</i> . Le général Cadorna au général Kanzler. Lui annonce la capitulation de Civita-Vecchia et lui demande au nom de l'humanité de ne pas résister contre l'occupation de Rome.....	74
Septembre 46. <i>Saint-Siège</i> . Le général Kanzler au général Cadorna. Réponse à sa lettre du même jour, c'est au général Cadorna à faire preuve d'humanité en renonçant à une agression injuste.....	75
Septembre 46. <i>Italie</i> . Le comte Litta à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le ministre des affaires étrangères de Suède qu'il a trouvé satisfait de voir la question romaine marcher vers une solution.....	76
Septembre 46. <i>Italie</i> . Le chevalier Bertinatti à M. Visconti-Venosta. Réponse à la circulaire du 29 août.....	76
Septembre 47. <i>Autriche</i> . Le baron de Kübeck au comte de Beust. Conversation avec M. Visconti-Venosta sur les deux dépêches du 43.....	78
Septembre 47. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Reddition de Civita-Vecchia, refus aux troupes italiennes d'entrer dans Rome, attitude de la population et du gouvernement romain.....	79
Septembre 47. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Ordre au comte Brassier de Saint-Simon de faire au nom de l'Allemagne, des réserves pour l'indépendance du Saint Siége.....	80
Septembre 47. <i>Italie</i> . Le comte Della Minerva à M. Visconti-Venosta. Le cabinet d'Athènes a appris avec plaisir que la question romaine touche à sa solution prochaine.....	80
Septembre 18. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Démarche du comte d'Arnim au quartier général italien pour obtenir un délai et avoir le temps de persuader au commandant de Rome de ne pas opposer de résistance.	81

Septembre 18. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Insuccès du nonce à Vienne pour obtenir un secours ou au moins une déclaration de blâme de l'Autriche contre l'Italie.	81
Septembre 19. <i>Saint-Siège</i> . Lettre du Pape au général Kanzler. Dès que la brèche sera ouverte, entamer des négociations pour la reddition de Rome, la défense doit consister en une simple protestation constatant la violence.	83
Septembre 19. <i>Italie</i> . Le chevalier Patella à M. Visconti-Venosta. Entretien avec M. da Silva qui comprend qu'il n'est plus temps de retarder la solution définitive de la question romaine.	83
Septembre 19. <i>Italie</i> . Le marquis de Bella-Caracciolo à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le prince Gortschakoff sur les circulaires du 29 août et du 7 septembre.	84
Septembre 20. <i>Saint-Siège. Italie</i> . Capitulation de Rome.	84
Septembre 20. <i>Saint-Siège</i> . Proclamation du général Kanzler lors du licenciement de l'armée romaine.	85
Septembre 20. <i>Saint-Siège</i> . Protestation du cardinal Antonelli, contre la spoliation des domaines du Saint-Siège.	86
Septembre 20. <i>Italie</i> . Proclamation du général Cadorna à ses troupes.	88
Septembre 20. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Démarches du comte d'Arnim qui a agi de sa propre initiative ; le cabinet de Berlin en vue de ses sujets catholiques doit ménager les intérêts engagés dans la question romaine.	88
Septembre 20. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta au comte de Launay. Communication du comte Brassier de Saint-Simon sur les dispositions du cabinet de Berlin à l'égard des affaires de Rome.	89
Septembre 21. <i>Italie</i> . Le chevalier de Palomba au comte de Beust. Réponse aux deux circulaires du 13. Conversation avec le cardinal Antonelli.	89
Septembre 21. <i>Italie</i> . Proclamation du général Cadorna aux Romains.	90
Septembre 21. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta au chevalier Minghetti. Dépêche du comte de Beust du 13 septembre.	91
Septembre 21. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Félicitations de M. Crémieux sur la nouvelle de l'entrée des troupes italiennes à Rome.	94
Septembre 21. <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Satisfaction du comte Bray de l'entrée des troupes italiennes à Rome sans effusion de sang.	95
Septembre 22. <i>France</i> . M. Sénard au roi Victor-Emmanuel. Félicitations sur l'entrée des troupes italiennes à Rome ; admiration pour la modération et l'énergie apportées à la réalisation de cet événement.	95
Septembre 22. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Entrée des troupes italiennes dans Rome, mesures pour maintenir l'ordre, réception des troupes, plébiscite.	96
Septembre 22. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Annoncé la nouvelle de l'entrée des troupes italiennes à Rome à M. de Thile, qui s'est abstenu de tout commentaire faute d'instructions.	98

Septembre 22. <i>Italie</i> . Le chevalier de Cadorna à M. Visconti-Venosta. Entretien avec lord Granville sur l'occupation de Rome.....	400
Septembre 23. <i>Italie</i> . Le commandeur Cerruti à M. Visconti-Venosta. Félicitations du maréchal Serrano et du maréchal Prim sur l'entrée des troupes italiennes à Rome.....	401
Septembre 24. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Conversation avec M. Sella au sujet du transport de la capitale à Rome....	401
Septembre 24. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. M. de Thile a été chargé par le comte de Bismarck de lui dire que c'est sur sa propre initiative que le comte d'Arnim s'est rendu au quartier-général italien.	402
Septembre 27. <i>Italie</i> . Le chevalier de Cadorna à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Granville sur le transport de la capitale à Rome.....	402
Septembre 28. <i>Autriche</i> . Le comte de Trauttmansdorff au comte de Beust. Conversation avec le Pape et le cardinal Antonelli.....	406
Septembre. 28. <i>France</i> . M. Lefebvre de Béhaine à M. Jules Favre. Les faits accomplis lui paraissent entrer dans le domaine exclusif de la politique italienne et échapper à l'action de la représentation diplomatique près du Saint-Siège.....	407
Septembre 28. <i>Grande Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Conversation avec M. Visconti-Venosta au sujet des dispositions du Pape	407
Septembre 28. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta à M. Senard. Réponse à sa lettre de félicitations au Roi du 22 septembre.....	408
Septembre 28. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Les instructions au comte Brassier de Saint-Simon ont été tracées par le comte de Bismarck lui-même.....	409
Septembre 28. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Le comte d'Arnim a pour instruction de s'abstenir de donner le moindre encouragement en vue du départ du Pape.....	410
Septembre 29. <i>Italie</i> . Proclamation de la Junte aux Romains pour le plébiscite.....	410
Septembre 29. <i>Saint-Siège</i> . Protestation du Pape Pie IX contre l'occupation des Etats Pontificaux....	411
Septembre 29. <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Mission du général de la Marmora à Rome, objections contre le transfèrement de la capitale.....	413
Septembre 29. <i>Italie</i> . Le comte Barral à M. Visconti-Venosta. La Belgique ne sortira pas de son rôle purement passif.....	414
Septembre 29. <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Le comte de Bray sur le transfèrement de la capitale à Rome	416
Septembre 29. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Remis au comte de Beust la dépêche du 21 septembre.....	416
Septembre 29. <i>Italie</i> . Le commandeur Cerruti à M. Visconti-Venosta. Instructions de M. Sagasta à M. Ximenes pour prier le Pape de ne pas quitter Rome.....	416

Octobre 1. <i>Grande-Bretagne</i> . M. Jervoise au comte de Granville. Formule du plébiscite.....	418
Octobre 2. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au baron de Kübeck. Réponse à la dépêche du 21 septembre.....	418
Octobre 2. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au baron de Brück à Munich. Ligne de conduite de l'Autriche sur la question du séjour du Pape à Rome...	419
Octobre 2. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au comte de Trauttmansdorff. S'abstenir d'exercer une influence quelconque sur les résolutions auxquelles le Pape s'arrêtera.....	420
Octobre 2. <i>Italie</i> . Décret du roi Victor-Emmanuel pour la réunion de Rome et des provinces romaines au royaume d'Italie.....	421
Octobre 3. <i>Italie</i> . Le chevalier Patella à M. Visconti-Venosta. Instructions envoyées au comte Thomar, ministre du Portugal à Rome.....	422
Octobre 4. <i>Italie</i> . M. Tugini à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le baron de Freyrdorf sur le langage de la presse badoise.....	423
Octobre 5. <i>France</i> . M. Lefebvre de Béhaine à M. Jules Favre. Le cardinal Antonelli demande au nom du Pape que la France consente à réclamer de l'Italie des garanties pour le cas où le Pape voudrait quitter Rome.....	423
Octobre 6. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Lu à M. de Thile la dépêche du 21 septembre à M. Minghetti, agitation chez les catholiques en Prusse, prochaine réunion d'une assemblée à Fulda.....	424
Octobre 7. <i>Prusse</i> . Le comte d'Arnim au comte de Bismarck. Le cardinal Antonelli s'informe si le Pape peut compter sur l'assistance de la Prusse en cas de départ de Rome.....	425
Octobre 8. <i>Autriche</i> . Le comte de Trauttmansdorff au comte de Beust. Le cardinal Antonelli demande si dans le cas où le Pape viendrait à être forcé de quitter Rome il pourrait compter sur l'intervention et l'appui de l'Autriche.	425
Octobre 8. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Lettre du roi Guillaume au Pape du 8 septembre démentie. Embarras créés au cabinet de Berlin par l'attitude des catholiques.....	426
Octobre 8. <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Bray, la Bavière n'a pas encore répondu à la protestation du cardinal Antonelli.....	427
Octobre 8. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au comte Brassier de Saint-Simon. Le Pape peut compter sur l'assistance de la Prusse s'il veut quitter Rome, l'Allemagne est obligée à l'égard de ses sujets catholiques de sauvegarder l'indépendance du Pape.....	428
Octobre 9. <i>Italie</i> . Présentation au roi Victor-Emmanuel du résultat du plébiscite par une députation de Rome et des provinces romaines.....	428
Octobre 9. <i>Italie</i> . Décret du roi Victor-Emmanuel appliquant, la charte constitutionnelle d'Italie aux provinces romaines.....	434
Octobre 9. <i>Italie</i> . Décret du roi Victor-Emmanuel nommant le général de La Marmora, lieutenant-général de Rome et des provinces romaines....	434
Octobre 9. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Réponse du comte de Beust à une députation du Casino catholique de Mariahilf.....	432

Octobre 11. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux Agents diplomatiques de l'Italie. Réponse à la protestation du Pape du 29 septembre.....	433
Octobre 11. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Thile sur la dépêche du 8 du comte de Bismarck au comte Brassier de Saint Simon.....	135
Octobre 12. <i>Italie</i> . Le comte de Barral à M. Visconti-Venosta. Réunion d'une assemblée de catholiques à Malines présidée par des évêques de Belgique.....	436
Octobre 13. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au comte de Trauttmansdorff. Réponse à sa dépêche du 8 octobre.....	136
Octobre 13. <i>Italie</i> . Le chevalier de Cadorna à M. Visconti-Venosta. Donné au comte de Granville communication de sa circulaire du 11.....	437
Octobre 14. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux Agents diplomatiques de l'Italie, sur l'éventualité du départ du Pape de Rome.....	437
Octobre 14. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta à M. Minghetti. Dépêche du comte de Beust au baron de Kübeck du 2 octobre.....	438
Octobre 14. <i>Italie</i> . Le chevalier Patella à M. Visconti-Venosta. Le cabinet de Lisbonne a donné pour instructions à ses agents à Rome et à Florence d'interposer leurs bons offices dans un but de conciliation et de modération.....	438
Octobre 15. <i>Italie</i> . Le comte de Barral à M. Visconti-Venosta. Bruits d'un voyage du Pape en Belgique sans fondement.....	139
Octobre 15. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Thile sur sa circulaire du 11.....	439
Octobre 15. <i>Italie</i> . M. Melegari à M. Visconti-Venosta. Sentiments de la Suisse envers l'Italie.....	440
Octobre 16. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au baron de Kübeck. Dépêche du comte de Trauttmansdorff du 8.....	440
Octobre 16. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Eventualité du départ du Pape de Rome.....	441
Octobre 17. <i>Saint-Siège</i> . Le cardinal Antonelli aux nonces du Pape. Réponse au mémoire de M. Visconti-Venosta du 29 août.....	142
Octobre 17. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Communiqué au comte de Chaudordy, sa circulaire du 11.....	446
Octobre 18. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux Agents diplomatiques de l'Italie. Considérations sur la portée de la prise de possession des États Pontificaux.....	447
Octobre 18. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Beust sur les circulaires des 11 et 14 octobre.....	449
Octobre 18. <i>Italie</i> . M. de Sonnaz à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. d'Anethan sur la circulaire du 11 octobre.....	450
Octobre 18. <i>Italie</i> . M. Tugini à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le baron de Freydrorf sur la circulaire du 11 octobre.....	451
Octobre 19. <i>Italie</i> . Le marquis Centurione à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Bray sur la circulaire du 14 octobre.....	452

Octobre 19. <i>Italie</i> . Le comte Greppi à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Taube sur les circulaires des 11 et 14 octobre.....	453
Octobre 20. <i>Italie</i> . M. Melegari à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. Dubs sur les circulaires des 11 et 14 octobre.....	453
Octobre 20. <i>Italie</i> . Le comte Litta à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte Wachtmeister sur la circulaire du 11 octobre.....	454
Octobre 21. <i>Italie</i> . Le comte Prampero à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le baron de Rosenörn-Lehn sur la circulaire du 11 octobre.....	455
Octobre 22. <i>Autriche</i> . Le comte de Beust au baron de Kübeck. Réponse à la circulaire de M. Visconti-Venosta du 11.....	455
Octobre 22. <i>Italie</i> . M. Tugini à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Pfeuffer sur la circulaire du 14 octobre.....	456
Octobre 22. <i>Italie</i> . M. de Sonnaz à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. d'Anethan sur la circulaire du 14 octobre.....	456
Octobre 22. <i>Italie</i> . Le chevalier Bertinatti à M. Visconti-Venosta. Réponse du cabinet de La Haye à la circulaire du 11.....	457
Octobre 22. <i>Italie</i> . Le comte Della Minerva à M. Visconti-Venosta. Réponse du cabinet d'Athènes à la circulaire du 11.....	457
Octobre 23. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Chaudordy sur la circulaire du 14.....	457
Octobre 23. <i>Italie</i> . Le comte Greppi à M. Visconti-Venosta. Accusé de réception de la circulaire du 18.....	458
Octobre 24. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta au chevalier de Cadorna. La frégate anglaise à l'ancre à Civita-Vecchia a salué le pavillon italien.....	458
Octobre 24. <i>Italie</i> . Le marquis Centurione à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Daxenberger à Munich sur la circulaire du 18.....	459
Octobre 24. <i>Italie</i> . Le comte Litta à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte Wachtmeister sur la circulaire du 14.....	459
Octobre 25. <i>France</i> . Le comte de Chaudordy à M. Lefebvre de Béhaine à Rome. Réponse à la demande du cardinal Antonelli en cas de départ du Pape de Rome.....	459
Octobre 25. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le comte de Beust sur la circulaire du 18.....	460
Octobre 26. <i>Italie</i> . M. de Sonnaz à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le baron d'Anethan sur la circulaire du 18.....	461
Octobre 26. <i>Italie</i> . M. Tugini à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Pfeuffer sur la circulaire du 18 octobre.....	461
Octobre 26. <i>Italie</i> . Le Marquis de Bella Caracciolo à M. Visconti-Venosta. Le prince Gortschakoff approuve le langage et la conduite du gouvernement italien.....	462
Octobre 27. <i>Italie</i> . Le chevalier de Cadorna à M. Visconti-Venosta. Conversation avec lord Granville sur la circulaire du 14.....	463
Octobre 27. <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Bulle de la prorogation indéfinie du Concile.....	464

Octobre 27 <i>Italie</i> . M. Tugini à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Pfeuffer sur les accusations de la Cour pontificale contre l'Italie..	464
Octobre 28. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Communication au comte de Chaudordy de la circulaire du 18.....	465
Octobre 29. <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Communication au comte de Chaudordy de la bulle suspendant les séances du Concile.	466
Octobre 29. <i>Italie</i> . Le chevalier Bertinatti à M. Visconti-Venosta. Agitation des ultra-catholiques contre les faits accomplis à Rome.....	466
Novembre 1 ^{er} . <i>Saint-Siège</i> . Encyclique du Pape, pour protester contre l'occupation par l'Italie des possessions du Saint-Siège et la violation des droits du Saint-Siège apostolique.....	467
Novembre 2. <i>Italie</i> . M. de Sonnaz à M. Visconti-Venosta. Bon effet de ses circulaires sur le cabinet de Bruxelles.....	476
Novembre 2. <i>Italie</i> . M. Slythe consul à Malte à M. Visconti-Venosta. Pétition des habitants catholiques de Malte à la reine Victoria.....	476
Novembre 3. <i>Italie</i> . Le chevalier Bertinatti à M. Visconti-Venosta. Réponse du cabinet de La Haye à la demande du cardinal Antonelli de venir en aide au Pape.....	477
Novembre 4. <i>Italie</i> . Le comte Pandolfi à M. Visconti-Venosta. Démonstrations en Irlande contre l'occupation de Rome par l'Italie....	478
Novembre 8. <i>Saint-Siège</i> . Le cardinal Antonelli aux nonces du Pape, à l'étranger. Refutation de la dépêche de M. Visconti-Venosta du 18 octobre.	479
Novembre 8. <i>Italie</i> . Le comte de Barral à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le baron d'Anethan; le cabinet Belge est plus que jamais résolu à s'abriter derrière la plus stricte neutralité.....	484
Novembre 9. <i>Saint-Siège</i> . Protestation du cardinal Antonelli contre l'occupation du Quirinal	485
Novembre. 10. <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Attitude du cabinet de Berlin sur la question romaine, le gouvernement désire ménager les susceptibilités des catholiques allemands	486
Novembre 11. <i>Italie</i> . Le chevalier Patella à M. Visconti-Venosta. Ses explications ont fait une bonne impression à Lisbonne où l'on se montre plus rassuré sur les intentions de l'Italie	486
Novembre 14. <i>Espagne</i> . M. Sagasta, ministre d'Espagne, au commandeur Cerruti. Réponse à la circulaire de M. Visconti-Venosta du 18 octobre..	487
Novembre 14. <i>Italie</i> . Le chevalier Bertinatti à M. Visconti-Venosta. Agitation catholique dans les Pays-Bas.	489
Novembre 16. <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux agents diplomatiques de l'Italie, sur l'occupation du Quirinal par l'Italie.....	490
Novembre 16 <i>Italie</i> . Le comte de Barral à M. Visconti-Venosta. Conversation avec le baron d'Anethan sur la protestation du cardinal Antonelli du 9 novembre.....	496
Novembre 16. <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Procèsion religieuse à Munich pour appeler l'intervention du ciel en faveur du rétablissement du pouvoir temporel du Pape.....	496

1870

Novembre 18, <i>Italie</i> . Le commandeur Cerruti à M. Visconti-Venosta. Envoi de la note de M. Sagasta du 14 novembre.....	497
Novembre 20, <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Thile sur l'adresse présentée à Versailles au roi de Prusse par Mgr Ledochowski	497
Novembre 24, <i>Italie</i> . Le comte de Launay à M. Visconti-Venosta. Remis à M. de Thile son mémoire sur le Quirinal.....	498
Novembre 24, <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger. Explication des mesures prises par le gouvernement italien pour l'enseignement au <i>Collegio Romano</i>	499
Novembre 26, <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Agitation catholique en Autriche qui pourrait influer sur la conduite ultérieure du gouvernement austro-hongrois.	499
Novembre 27, <i>Italie</i> . M. Minghetti à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Beust sur le Quirinal et le collège romain.....	202
Novembre 28, <i>Italie</i> . Le chevalier Nigra à M. Visconti-Venosta. Remise au comte de Chaudordy du mémoire du 16 novembre sur le Quirinal	202
Novembre 30, <i>Italie</i> . Le marquis Migliorati à M. Visconti-Venosta. Communiqué à Munich le mémoire sur le Quirinal.....	203
Décembre 1 ^{er} , <i>Italie</i> . M. Visconti-Venosta aux Agents diplomatiques de l'Italie. Réponse à la circulaire du cardinal Antonelli du 8 novembre... ..	203
Décembre 2, <i>Italie</i> . M. Tugini à M. Visconti-Venosta. Conversation avec M. de Pfeuffer au sujet de la prise de possession du Quirinal.....	205
Décembre 30, <i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan au baron Pyke de Peteghem. Envoi d'instructions pour la conduite à tenir à la suite de l'occupation de Rome.....	206

1871

Janvier 2, <i>Saint-Siège</i> . Le cardinal Antonelli aux nonces apostoliques. Entrée du roi Victor-Emmanuel à Rome, le peu d'impression qu'elle a produit. .	207
Janvier 12, <i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Solvyns. Ses réserves à propos de la dépêche du 8 novembre du comte de Barral. publiée dans le <i>Livre-Vert</i>	208
Janvier 26, <i>Grande-Bretagne</i> . Sir A. Paget au comte de Granville. Arrivée à Rome du prince et de la princesse de Piémont.	210
Janvier 28, <i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan aux Agents diplomatiques de la Belgique. Si les puissances se réunissent en congrès pour examiner la situation faite au Pape, la Belgique ne déclinera pas l'invitation de s'y faire représenter.....	214
Mars 2, <i>Saint-Siège</i> . Bref du Pape relatif à la compagnie de Jésus... ..	215
Mars 8, <i>France</i> . M. Lefebvre de Béhaine à M. Jules Favre. Le Pape attacherait un grand prix à la nomination d'un ambassadeur auprès du Saint-Siège.....	217

Mars 15. <i>France</i> . M. Lefebvre de Béhaine à M. Jules Favre. Négociation pour l'ouverture d'une conférence des puissances catholiques.....	217
Mars 17. <i>France</i> . M. Jules Favre à M. Lefebvre de Béhaine. Agression commise contre des fidèles réunis dans l'église de <i>Gésu</i> à Rome.....	217
Mars 21. <i>France</i> . M. Lefebvre de Béhaine à M. Jules Favre. Représentation diplomatique spéciale auprès du Pape.....	248
Mars 26. <i>France</i> . M. Jules Favre à M. Lefebvre de Béhaine à Rome. Ne s'associerait à l'idée d'une conférence qu'autant que son but serait parfaitement déterminé en même temps que ses moyens d'action seraient nettement délimités.....	249
Avril 5. <i>France</i> . M. Lefebvre de Béhaine à M. Jules Favre. Réponse à sa dépêche du 26 mars.....	224
Avril 12. <i>France</i> . M. Jules Favre au marquis de Mosbourg. Prier M. de Beust de se joindre à lui pour que les musées du Vatican restent au Pape et que la garde noble ne soit pas assimilée à la domesticité.....	222
Avril 26. <i>France</i> . Le comte d'Harcourt à M. Jules Favre. Sa réception comme ambassadeur par le Pape.....	223
Avril 27. <i>France</i> . M. Jules Favre à M. Lefebvre de Béhaine à Rome. Raisons pour lesquelles il s'est refusé à la réunion d'une conférence pour régler le sort de la papauté avec l'Italie.....	224
Mai 4. <i>France</i> . M. Jules Favre au comte d'Harcourt à Rome. Réponse à sa dépêche du 26 avril sur sa réception par le Pape.....	226
Mai 13. <i>France</i> . Le comte d'Harcourt à M. Jules Favre. Met la plus grande application à conformer sa conduite à ses instructions.....	227
Mai 15. <i>Etats-Romains</i> . Encyclique du Pape Pie IX, pour déclarer qu'il n'acceptera jamais les garanties offertes par l'Italie en échange de la souveraineté temporelle qui est indispensable à l'exercice de la papauté....	228
Juin 1 ^{er} . <i>France</i> . M. Jules Favre au marquis de Banneville. Explications sur la nomination de M. d'Harcourt comme ambassadeur auprès du Saint-Père.	234
Juin 12. <i>France</i> . M. Thiers au Pape. Félicitations sur l'anniversaire de la 25 ^e année de son pontificat.....	235
Juin 20. <i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Solvyns, à propos du transfert du ministère italien à Rome.....	235
Juin 24. <i>Belgique</i> . Le baron d'Anethan à M. Solvyns. Il y aura deux légations à Rome, l'une auprès du Saint-Père, l'autre auprès du roi d'Italie.	236

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, ETC.

Janvier 15. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Kálnoky au comte de Beust. Affaires de Dalmatie.....	237
Janvier 16. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck à M. Burlinghame. Réponse à sa lettre du 4 janvier.....	238

1870

Janvier 17. <i>Bavière</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres....	239
Janvier 19. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Chotek à Saint-Petersbourg. Réponse à sa réception par l'empereur Alexandre ...	241
Janvier 19. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Chotek à Saint-Petersbourg. Concentrations militaires de la Turquie en Herzégovine sur la frontière du Monténégro.....	242
Janvier 19. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Chotek à Saint-Petersbourg. Différend Turco-Monténégro. Ses instructions au baron de Prokesch.....	243
Janvier 19. <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	244
Janvier 20. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Satisfaction des sentiments pacifiques exprimés par le comte de Bismarck à l'égard de l'Autriche ; prochaine visite de l'archiduc Charles Louis à Berlin.....	246
Janvier 25. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le prince de Metternich au comte de Beust. Différend Turco-Monténégro. — Instructions du comte Daru à l'ambassadeur de France à Constantinople.....	247
Janvier 26. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Kálnoky au baron de Beust. Différend Turco-Monténégro. Conversation avec lord Clarendon.....	248
Janvier 27. <i>Roumanie</i> . M. Callimaki Catarji au chevalier Zulauf de Pottenburg. Demande de l'adhésion de son gouvernement au remplacement de l'ancienne dénomination des <i>Provinces-Unies</i> par celle de Roumanie.....	249
Janvier 28. <i>Bavière</i> . Adresse de la chambre des Députés en réponse au discours du Trône.....	249
Janvier 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le chevalier Zulauf de Pottenburg au comte de Beust. Envoi de la note de M. Calimaki Catargi du 27 janvier au sujet du titre de Roumanie.....	251
Janvier 31. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Appuyer de concert avec ses collègues la demande du gouvernement de Bucharest de la dénomination officielle de Roumanie.....	251
Janvier 31. <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au général de Schweinitz à Vienne. Visite de l'archiduc Charles Louis à Berlin, impression favorable en vue des rapports entre la Prusse et l'Autriche.....	252
Février 1. <i>Égypte</i> . Discours du Khedive à l'ouverture de la réunion des délégués.....	253
Février 2. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Chotek à Saint-Petersbourg. Différend turco-monténégro, les dispositions militaires prises par la Turquie ne doivent pas paraître inquiétantes à Saint-Petersbourg..	253
Février 3. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Remerciements pour la réception faite à l'archiduc Charles Louis à Berlin.....	255
Février 4. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Prokesch au comte de Beust. Changement du titre de Principautés-Unies en celui de Roumanie, la Porte insiste sur la convenance d'un protocole constatant cette modification à la convention du 19 août 1858.....	256

Février 4. *Autriche-Hongrie*. Le baron de Prokesch au comte de Beust. Conversation avec le Grand-Vizir, sur le différend turco-monténégro, la Porte est disposée à donner une indemnité pécuniaire, mais ne laissera pas entamer son territoire 257

Février 8. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au chevalier Zulauf de Pottenburg à Bucharest. Le baron de Prokesch est chargé d'appuyer auprès de la Porte la demande de M. Cartagi de faire adopter pour les Principautés-Unies la dénomination de Roumanie. 258

Février 8. *Grande-Bretagne*. Message de la Reine pour l'ouverture du Parlement. 258

Février 9. *Prusse*. Le comte de Bismarck au général de Schleinitz à Vienne. Réponse à la dépêche du comte de Beust du 3. Visite de l'archiduc Charles Louis à Berlin. 261

Février 11. *Autriche-Hongrie*. Le baron de Prokesch au comte de Beust. M. de Stourdza a présenté à la Porte la demande de changement du titre des Principautés-Unies en celui de Roumanie, il est satisfait de la réponse d'Aali Pacha. 261

Février 12. *Prusse*. Discours du comte de Bismarck à la clôture des chambres prussiennes. 263

Février 16. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust aux missions impériales à Paris, Londres, Florence, Berlin et Saint-Petersbourg. Changement du titre de Principautés-Unies en celui de Roumanie. L'Autriche n'a aucune objection à ce que cette modification soit constatée par un protocole. 264

Février 17. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Changement du titre des Principautés-Unies en celui de Roumanie. Réponse à sa dépêche du 4. 265

Février 17. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Différend turco-monténégro, au sujet de la déclaration de la Porte de laisser décider la question des pâturages par une commission mixte. 266

Février 24. *Saxe-Royale*. Discours du Roi pour la clôture des chambres. 267

Février 24. *Allemagne du Nord*. Discours du Roi de Prusse à l'ouverture du Reichstag. 268

Février 24. *Allemagne du Nord*. Discours du comte de Bismarck au Reichstag pour combattre la mission de M. Lasker en faveur de l'entrée du grand-Duché de Bade dans la confédération. 271

Février (fin). *Turquie*. Aali-Pacha aux agents diplomatiques de la Sublime Porte à l'étranger. Question du Monténégro. Examen et refutation des prétentions du Monténégro. 284

Mars 9. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Différend Turco-Monténégro. Instructions du prince Gortschakoff au général Ignatieff. 288

Mars 9. *Autriche-Hongrie*. Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Différend Turco-Monténégro. L'Italie demande à être admises aux conférences et aux délibérations. 289

Mars 40. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au chevalier Zulauf de Pottenburg à Bucharest. Changement du titre de Principautés-Unies en celui de Roumanie. La signature d'un acte collectif est nécessaire pour régulariser la situation.....	290
Mars 22. <i>Wurtemberg</i> . Déclaration de M. de Varnbühler sur la portée des engagements d'alliance militaire avec la Prusse.....	291
Mars 27. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Emission de monnaies portant pour inscription Charles prince de Roumanie, sans signe représentant le droit de suzeraineté de la Turquie.....	292
Mars 29. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au chevalier Zulauf de Pottenburg à Bucharest. <i>Idem</i>	293
Mars 30. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Wimpffen au comte de Beust. Le comte de Bismarck blâme le prince de Roumanie d'avoir battu monnaie sans s'être préalablement entendu avec la Porte.....	294
Avril 1. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Prokesch au comte de Beust. Mécontentement excité à Constantinople par le monnayage roumain.....	294
Avril 7. <i>Bade</i> . Discours du Grand-Duc à la clôture des chambres....	295
Avril 15. <i>Autriche-Hongrie</i> . Déclaration du comte Potocki, président du nouveau ministère Cisleithan.....	296
Avril 21. <i>Allemagne du Nord</i> . Discours de M. Delbrück pour l'ouverture du parlement douanier.....	297
Avril 28. <i>Turquie</i> . Discours du Sultan lors de la présentation par le Conseil d'Etat du compte rendu des travaux de l'année et de la situation générale de l'Empire.....	299
Avril 28. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux agents diplomatiques de l'Autriche à l'Etranger. Nomination du comte Potocki, comme président du ministère Cisleithan.....	301
Avril 30. <i>Iles Sandwich</i> . Discours du Roi à l'ouverture de l'Assemblée législative.....	305
Mai 2. <i>Roumanie</i> . M. Costaki aux préfets pour exposer le programme du nouveau ministère.....	308
Mai 3. <i>Luxembourg</i> . Discours du prince Henri à l'ouverture de la session législative.....	311
Mai 6. <i>Brésil</i> . Discours de l'Empereur pour l'ouverture des chambres.	313
Mai 7. <i>Allemagne du Nord</i> . Discours du Roi de Prusse à la clôture du Parlement douanier.....	314
Mai 11. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust aux missions impériales et royales à Paris, Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg et Florence. Symptômes d'agitation dans les Principautés-Unies, une ingérence de l'extérieur ne pourrait qu'être nuisible.....	315
Mai 12. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Commission pour régler le différend Turco-Monténégrien....	318
Mai 14. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Wimpffen au comte de Beust. Réponse à sa circulaire du 11. Principautés Unies.....	348

Mai 14. <i>Suède</i> . Discours du Roi à la clôture des chambres.....	319
Mai 15. <i>Confédération Argentine</i> . Message du Président au Congrès..	320
Mai 18. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au chevalier Zulauf de Pottenburg à Bucharest. Approuve la politique inaugurée par le nouveau ministère des Principautés Unies.....	334
Mai 18. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte Apponyi au comte de Beust. Approbation de lord Clarendon de la dépêche du 11 sur les Principautés Unies	335.
Mai 18. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Chotek au comte de Beust. Approbation du prince Gortschakoff de la dépêche du 11 sur les Principautés-Unies.....	335
Mai 19. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le baron de Kübeck au comte de Beust. M. Visconti Venosta, approuve la dépêche du 11 sur les Principautés Unies.	336
Mai 19. <i>Commission Turco-Monténégro</i> . Procès-verbal n. 1.....	336
Mai 21. <i>Commission Turco-Monténégro</i> . Procès-verbal n. 2.....	337
Mai 21. <i>Autriche-Hongrie</i> . Rapport du comte Potocki à l'Empereur, dissolution du Reichsrath et de toutes les diètes à l'exception de celle de Bohême.	243
Mai 23. <i>Allemagne du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck au Reichstag sur l'unité judiciaire.....	246
Mai 26. <i>Allemagne du Nord</i> . Discours du roi de Prusse pour la clôture du Reichstag.....	350
Mai 30. <i>Portugal</i> . Le duc de Saldanha aux agents diplomatiques du Portugal à l'étranger, au sujet du dernier mouvement politique à Lisbonne.....	352
Juin 4. <i>Monténégro</i> . Le prince Nicolas à M. Reade à Scutari. Annule la déclaration faite à la commission par M. Radonich qui est remplacé par un autre commissaire.....	355
Juin 6. <i>Commission Turco-Monténégro</i> . Procès-verbal n. 3.....	355
Juin 8. <i>Autriche-Hongrie</i> . Le comte de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Arrêt des travaux de la commission mixte de Constantinople par suite des déclarations du délégué monténégrin.....	357
Juin 8. <i>Espagne</i> . Manifeste de Don Carlos. Lettre à M. Villadarias, président de la junte catholique monarchique et aux autres junes du Royaume..	357
Juin 13. <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du Président Grant. Affaires de Cuba.....	359

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME DE LA QUATORZIÈME ANNÉE

F. AMYOT.